

15 février 2020



# BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

N° 2020-2

**Direction  
de l'information légale  
et administrative**

26, rue Desaix  
75727 Paris Cedex 15  
ISSN : 1282-7924

**Édité par :**

La délégation à l'information  
et à la communication  
du ministère de l'intérieur

**Directeur de la publication :**

Thomas CAMPEAUX,  
directeur des libertés publiques  
et des affaires juridiques

Sommaire chronologique

Sommaire thématique

Application du titre I<sup>er</sup> de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978  
relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs



**NOTA**

Les annexes citées et non incluses dans le présent document peuvent être obtenues, sur simple demande, auprès des directions dont elles émanent.

Il est important de donner les références précises (date et numéro de code).

## Sommaire chronologique

	Pages
	—
<b>11 octobre 2019</b>	
<b>Décision n° 42311 du 11 octobre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de Mayotte.....	88
<b>Décision n° 42313 du 11 octobre 2019</b> portant promotion d'un sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de Mayotte.....	89
<b>Décision n° 42358 du 11 octobre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de la Guadeloupe .....	90
<b>Décision n° 42359 du 11 octobre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du commandement de la gendarmerie de la Guadeloupe.....	92
<b>Décision n° 42362 du 11 octobre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de la Nouvelle-Calédonie.....	93
<b>Décision n° 42363 du 11 octobre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du commandement de la gendarmerie de la Nouvelle-Calédonie.....	94
<b>17 octobre 2019</b>	
<b>Décision n° 1951 du 17 octobre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la gendarmerie de l'armement .....	95
<b>Décision n° 1952 du 17 octobre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve de la gendarmerie de l'armement .....	96
<b>22 octobre 2019</b>	
<b>Décision n° 43822 du 22 octobre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de La Réunion.....	97
<b>Décision n° 43823 du 22 octobre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du commandement de la gendarmerie de La Réunion .....	98
<b>23 octobre 2019</b>	
<b>Décision n° 43933 du 23 octobre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie pour la Polynésie française .....	99
<b>Décision n° 43934 du 23 octobre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du commandement de la gendarmerie de la Polynésie française .....	100
<b>Décision n° 43973 du 23 octobre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de la Guyane française .....	101
<b>Décision n° 43974 du 23 octobre 2019</b> portant promotion d'un sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de la Guyane française.....	102

## 25 octobre 2019

<b>Décision n° 44883 du 25 octobre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot et Garonne et des Pyrénées-Atlantiques .....	103
<b>Décision n° 44884 du 25 octobre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, de Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques .....	105

## 31 octobre 2019

<b>Décision n° 13575 du 31 octobre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale du Doubs .....	107
<b>Décision n° 13577 du 31 octobre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du groupement de gendarmerie départementale du Doubs .....	109

## 4 novembre 2019

<b>Décision n° 17052 du 4 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme .....	111
<b>Décision n° 17057 du 4 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme.....	114

## 5 novembre 2019

<b>Décision n° 27850 du 5 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault .....	116
<b>Décision n° 27856 du 5 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault .....	118
<b>Décision n° 35044 du 5 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges .....	120
<b>Décision n° 35049 du 5 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges .....	122

## 6 novembre 2019

<b>Décision n° 16947 du 6 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale de la Marne.....	124
<b>Décision n° 16948 du 6 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du groupement de gendarmerie départementale de la Marne.....	126

## 7 novembre 2019

<b>Décision n° 19978 du 7 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne.....	128
--	-----

<b>Décision n° 19983 du 7 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne .....	<b>131</b>
--	------------

### 8 novembre 2019

<b>Décision n° 15446 du 8 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale du Calvados .....	<b>134</b>
<b>Décision n° 15448 du 8 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du groupement de gendarmerie départementale du Calvados .....	<b>136</b>
<b>Décision n° 20171 du 8 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale de la Somme.....	<b>138</b>
<b>Décision n° 20172 du 8 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du groupement de gendarmerie départementale de la Somme .....	<b>141</b>

### 10 novembre 2019

<b>Décision n° 45805 du 10 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de la Martinique.....	<b>144</b>
<b>Décision n° 45806 du 10 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du commandement de la gendarmerie de la Martinique .....	<b>146</b>

### 12 novembre 2019

<b>Décision n° 25746 du 12 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire .....	<b>147</b>
<b>Décision n° 25747 du 12 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire.....	<b>149</b>

### 14 novembre 2019

<b>Décision n° 19559 du 14 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne.....	<b>151</b>
<b>Décision n° 19560 du 14 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne .....	<b>154</b>

### 15 novembre 2019

<b>Décision n° 8804 du 15 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la région de gendarmerie de Corse.....	<b>157</b>
<b>Décision n° 8805 du 15 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve de la région de gendarmerie de Corse .....	<b>159</b>
<b>Décision n° 10807 du 15 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la gendarmerie des transports aériens.....	<b>160</b>

<b>Décision n° 67132 du 15 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône de la Savoie, et de la Haute-Savoie .....	<b>162</b>
<b>Décision n° 67133 du 15 novembre 2019</b> portant promotion des sous-officiers de réserve des groupement de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie .....	<b>165</b>

### 18 novembre 2019

<b>Décision n° 10863 du 18 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve de la gendarmerie des transports aériens .....	<b>168</b>
<b>Décision n° 53239 du 18 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur.....	<b>169</b>
<b>Décision n° 53263 du 18 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur .....	<b>173</b>

### 19 novembre 2019

<b>Décision n° 50471 du 19 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve de la région de gendarmerie d'Île-de-France .....	<b>176</b>
<b>Décision n° 50474 du 19 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la région de gendarmerie d'Île-de-France et gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris .....	<b>178</b>

### 25 novembre 2019

<b>Décision n° 33333 du 25 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, l'Aveyron, la Haute-Garonne, le Gers, le Lot, les Hautes-Pyrénées, le Tarn et le Tarn-et-Garonne .....	<b>181</b>
<b>Décision n° 33338 du 25 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, l'Aveyron, la Haute-Garonne, le Gers, le Lot, les Hautes-Pyrénées, le Tarn et le Tarn-et-Garonne.....	<b>183</b>

### 29 novembre 2019

<b>Instruction du 29 novembre 2019</b> relative aux modalités de mise à jour des PPI concernant les installations nucléaires de base (INB) et sites mixtes autres que les CNPE.....	<b>408</b>
---	------------

### 5 décembre 2019

<b>Décision n° 9351 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Corse.....	<b>185</b>
<b>Décision n° 11295 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens .....	<b>187</b>
<b>Décision n° 16571 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados.....	<b>189</b>

	Pages
<b>Décision n° 16818 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie maritime .....	193
<b>Décision n° 18041 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme.....	197
<b>Décision n° 18221 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne .....	202
<b>Décision n° 20773 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne .....	208
<b>Décision n° 21443 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne .....	212
<b>Décision n° 21827 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme .....	219
<b>Décision n° 27755 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais.....	225
<b>Décision n° 27757 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord.....	231
<b>Décision n° 34323 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne .....	234
<b>Décision n° 38438 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.....	242
<b>Décision n° 39050 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est .....	248
<b>Décision n° 45686 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest .....	253
<b>Décision n° 80611 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « secrétariat » .....	258
<b>Décision n° 80614 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « formations extérieures » .....	260

## 11 décembre 2019

<b>Arrêté du 11 décembre 2019</b> portant placement en détachement d'office d'un officier général de la gendarmerie nationale.....	70
--	----



## 13 décembre 2019

<b>Décision n° 9597 du 13 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officier de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Corse .....	<b>262</b>
<b>Décision n° 18042 du 13 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme .....	<b>263</b>
<b>Décision n° 52842 du 13 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris .....	<b>265</b>
<b>Décision n° 52882 du 13 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Ile-de-France .....	<b>266</b>

## 16 décembre 2019

<b>Décision n° 11425 du 16 décembre 2019</b> portant promotion des sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens.....	<b>268</b>
<b>Décision n° 17973 du 16 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « infanterie » .....	<b>269</b>
<b>Décision n° 17974 du 16 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « cavalerie » .....	<b>270</b>
<b>Décision n° 17975 du 16 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « orchestres-chœur de l'armée française » .....	<b>271</b>
<b>Décision n° 31537 du 16 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault.....	<b>272</b>
<b>Décision n° 35453 du 16 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne.....	<b>274</b>

## 17 décembre 2019

<b>Décision n° 81945 du 17 décembre 2019</b> portant nomination au grade de maréchal des logis du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	<b>77</b>
<b>Décision n° 81952 du 17 décembre 2019</b> portant attribution de l'échelle de solde n° 3 aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	<b>79</b>
<b>Décision n° 28998 du 17 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais.....	<b>276</b>
<b>Décision n° 28999 du 17 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord .....	<b>278</b>

## 18 décembre 2019

<b>Décision n° 84511 du 18 décembre 2019</b> portant agrément pour l'outre-mer des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	<b>11</b>
<b>Décision n° 21068 du 18 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne.....	<b>279</b>



## 19 décembre 2019

<b>Décision n° 6562 du 19 décembre 2019</b> portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie du cadre général du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale.....	<b>280</b>
<b>Décision n° 28185 du 19 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire.....	<b>281</b>
<b>Décision n° 48146 du 19 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest .....	<b>283</b>
<b>Décision n° 74935 du 19 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est .....	<b>284</b>
<b>Décision n° 74957 du 19 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie .....	<b>285</b>

## 20 décembre 2019

<b>Décision n° 84044 du 20 décembre 2019</b> portant nomination au grade de maréchal des logis du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	<b>81</b>
<b>Décision n° 18879 du 20 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne.....	<b>287</b>
<b>Décision n° 41165 du 20 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est.....	<b>288</b>
<b>Décision n° 41166 du 20 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges .....	<b>289</b>
<b>Décision n° 53475 du 20 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest .....	<b>291</b>
<b>Décision n° 53477 du 20 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques .....	<b>292</b>
<b>Décision n° 84056 du 20 décembre 2019</b> portant attribution de l'échelle de solde n° 3 aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	<b>294</b>
<b>Circulaire interministérielle n° DCSSA/DGS/DGOS/DGSCGC/2019/1 du 20 décembre 2019</b> relative à la formation interministérielle des directeurs des secours médicaux dans le cadre du dispositif d'organisation de la réponse de sécurité civile (ORSEC).....	<b>398</b>

## 23 décembre 2019

<b>Décision n° 2372 du 23 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'armement .....	<b>295</b>
<b>Décision n° 17533 du 23 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados.....	<b>296</b>
<b>Décision n° 22746 du 23 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne .....	<b>297</b>
<b>Décision n° 58960 du 23 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud.....	<b>299</b>
<b>Décision n° 58961 du 23 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur .....	<b>300</b>

	Pages
<b>Décision n° 65887 du 23 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale .....	<b>302</b>
<b>Décision n° 75219 du 23 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « administrative et technique » .....	<b>303</b>
<b>Décision n° 82173 du 23 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « secrétariat » .....	<b>304</b>
<b>Décision n° 82175 du 23 décembre 2019</b> portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « formations extérieures » .....	<b>305</b>

### 24 décembre 2019

<b>Décision n° 17932 du 24 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie maritime.....	<b>306</b>
--	------------

### 26 décembre 2019

<b>Arrêté du 26 décembre 2019</b> portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique .....	<b>389</b>
<b>Arrêté du 26 décembre 2019</b> portant agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique .....	<b>390</b>
<b>Décision n° 85121 du 26 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale .....	<b>307</b>

### 30 décembre 2019

<b>Arrêté du 30 décembre 2019</b> portant placement en détachement d'office d'un officier général de la gendarmerie nationale.....	<b>72</b>
<b>Décision n° 7172 du 30 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'air.....	<b>312</b>
<b>Décision n° 18928 du 30 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne .....	<b>313</b>

### 31 décembre 2019

<b>Décision n° 84784 du 31 décembre 2019</b> portant attribution de la prime de fidélisation aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	<b>82</b>
<b>Décision n° 84832 du 31 décembre 2019</b> portant attribution de la prime de fidélisation aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	<b>83</b>

### 2 janvier 2020

<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation du service central de renseignement criminel de la gendarmerie nationale .....	<b>358</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation de l'institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale .....	<b>360</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation du Centre administratif financier national du Blanc (Indre).....	<b>362</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation du Centre national d'administration de la solde gendarmerie du Blanc (Indre).....	<b>363</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation du Centre national d'assistance aux utilisateurs de Rochefort (Charente-Maritime) .....	<b>364</b>

	Pages
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation de la Cellule nationale de supervision d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) .....	<b>365</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation du Centre national de soutien logistique du Blanc (Indre).....	<b>366</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation du centre opérationnel de soutien de l'infrastructure et du logement de Maisons-Alfort (Val-de-Marne).....	<b>367</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation du centre de soutien automobile de la gendarmerie de Versailles-Satory (Yvelines).....	<b>368</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation du groupement de sécurité et d'appui de Beynes (Yvelines) .....	<b>369</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation du groupement de sécurité et d'appui d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) .....	<b>370</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation du groupement de sécurité et d'appui de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) .....	<b>371</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation du service central des réseaux et technologies avancées du Mans (Sarthe) .....	<b>372</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation du service de diffusion de la gendarmerie de Limoges (Haute-Vienne) .....	<b>374</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation du service de développement et de mise en œuvre des logiciels à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) .....	<b>375</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation du service de soutien à la projection opérationnelle de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).....	<b>376</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation du service de traitement de l'information gendarmerie de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).....	<b>377</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation de la trésorerie militaire de la solde gendarmerie du Blanc (Indre).....	<b>378</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale.....	<b>379</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale .....	<b>381</b>
<b>Décision du 2 janvier 2020</b> portant désignation des responsables de budgets opérationnels de programme et des unités opérationnelles pour le programme 161 « Sécurité civile » .....	<b>13</b>
<b>Circulaire du 2 janvier 2020</b> relative aux adjoints de sécurité de la police nationale .....	<b>43</b>

### 3 janvier 2020

<b>Décision du 3 janvier 2020</b> portant désignation des responsables de budgets opérationnels de programme et des unités opérationnelles pour le programme 354 « Administration territoriale de l'Etat » .....	<b>16</b>
--	-----------

### 6 janvier 2020

<b>Note d'information du 6 janvier 2020</b> relative au renouvellement des représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) au conseil d'administration des services départementaux d'incendie et de secours (CASDIS), des représentants des sapeurs-pompiers et des fonctionnaires territoriaux du service départemental d'incendie et de secours n'ayant pas la qualité de sapeurs-pompiers professionnels à la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours (CATSIS) et des sapeurs-pompiers volontaires au comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires (CCDSPV) .....	<b>418</b>
--	------------

## 8 janvier 2020

<b>Arrêté du 8 janvier 2020</b> portant dissolution de la brigade territoriale de Monistrol-sur-Loire et modification corrélative de la circonscription de la brigade territoriale de Bas-en-Basset (Haute-Loire).....	<b>383</b>
<b>Décision n° 104 du 8 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'air .....	<b>315</b>
<b>Décision n° 113 du 8 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Corse .....	<b>316</b>
<b>Décision n° 261 du 8 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme .....	<b>317</b>
<b>Décision n° 333 du 8 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire.....	<b>318</b>

## 9 janvier 2020

<b>Décision n° 1368 du 9 janvier 2020</b> portant agrément pour l'outre-mer des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	<b>24</b>
<b>Décision du 9 janvier 2020</b> portant désignation des responsables de budgets opérationnels de programme et des unités opérationnelles pour le programme 104 « Intégration et accès à la nationalité française » .....	<b>25</b>
<b>Décision du 9 janvier 2020</b> portant désignation des responsables de budgets opérationnels de programme et des unités opérationnelles pour le programme 303 « Immigration et asile » .....	<b>31</b>
<b>Décision n° 198 du 9 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais.....	<b>320</b>
<b>Décision n° 199 du 9 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord .....	<b>322</b>
<b>Décision n° 310 du 9 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie maritime.....	<b>323</b>
<b>Décision n° 339 du 9 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados.....	<b>324</b>
<b>Décision n° 869 du 9 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne.....	<b>325</b>
<b>Décision n° 885 du 9 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne.....	<b>327</b>
<b>Décision n° 889 du 9 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest.....	<b>329</b>
<b>Décision n° 1196 du 9 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie .....	<b>330</b>
<b>Décision n° 1269 du 9 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est .....	<b>332</b>

## 10 janvier 2020

<b>Décision n° 529 du 10 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne .....	<b>333</b>
<b>Décision n° 546 du 10 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne .....	<b>334</b>
<b>Décision n° 557 du 10 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne .....	<b>335</b>
<b>Décision n° 592 du 10 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault.....	<b>337</b>
<b>Décision n° 1363 du 10 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale .....	<b>339</b>
<b>Décision n° 1458 du 10 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest .....	<b>340</b>
<b>Décision n° 1460 du 10 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, de Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques.....	<b>341</b>
<b>Décision n° 2021 du 10 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « administrative et technique ».....	<b>343</b>

## 13 janvier 2020

<b>Arrêté du 13 janvier 2020</b> portant maintien dans un grade et un emploi d'un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense.....	<b>73</b>
<b>Arrêté du 13 janvier 2020</b> portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique.....	<b>391</b>
<b>Décision n° 182 du 13 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale .....	<b>344</b>
<b>Décision n° 403 du 13 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « infanterie » .....	<b>345</b>
<b>Décision n° 404 du 13 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « cavalerie ».....	<b>346</b>
<b>Décision n° 420 du 13 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin.....	<b>347</b>
<b>Décision n° 679 du 13 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « secrétariat » .....	<b>348</b>
<b>Décision n° 681 du 13 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « formations extérieures » .....	<b>349</b>
<b>Décision n° 1919 du 13 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur .....	<b>350</b>
<b>Décision n° 1921 du 13 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud.....	<b>352</b>

## 14 janvier 2020

<b>Arrêté du 14 janvier 2020</b> portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique.....	<b>392</b>
<b>Décision n° 67 du 14 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'armement .....	<b>353</b>



	Pages
<b>Décision n° 579 du 14 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne .....	<b>354</b>
<b>15 janvier 2020</b>	
<b>Arrêté du 15 janvier 2020</b> portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure .....	<b>74</b>
<b>Décision n° 991 du 15 janvier 2020</b> portant attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale .....	<b>84</b>
<b>17 janvier 2020</b>	
<b>Arrêté du 17 janvier 2020</b> portant maintien en détachement d'office d'un officier général de la gendarmerie nationale .....	<b>75</b>
<b>20 janvier 2020</b>	
<b>Arrêté du 20 janvier 2020</b> relatif au tableau d'avancement au grade de commissaire divisionnaire de police au titre de l'année 2020 .....	<b>86</b>
<b>Arrêté du 20 janvier 2020</b> portant dissolution de la brigade territoriale de Mamoudzou et création corrélative de la brigade territoriale de Dembeni (Mayotte).....	<b>385</b>
<b>Arrêté du 20 janvier 2020</b> portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique.....	<b>393</b>
<b>Instruction n° 19000/GEND/DPMGN/SDGP/BPO du 20 janvier 2020</b> relative aux conditions d'exécution du travail d'avancement des officiers de la gendarmerie nationale .....	<b>355</b>
<b>21 janvier 2020</b>	
<b>Arrêté du 21 janvier 2020</b> portant agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique .....	<b>394</b>
<b>Arrêté du 21 janvier 2020</b> portant agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique .....	<b>395</b>
<b>22 janvier 2020</b>	
<b>Arrêté du 22 janvier 2020</b> portant agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique .....	<b>396</b>
<b>Décision du 22 janvier 2020</b> portant désignation des responsables de budgets opérationnels de programme et des unités opérationnelles pour le programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur ».....	<b>38</b>
<b>Instruction du 22 janvier 2020</b> relative au déploiement de l'éthylotest anti-démarrage en tant qu'alternative à la suspension administrative du permis de conduire.....	<b>423</b>
<b>29 janvier 2020</b>	
<b>Arrêté du 29 janvier 2020</b> portant radiation de la médaille de la sécurité intérieure .....	<b>10</b>
<b>Décision du 29 janvier 2020</b> portant délégation de signature pour absence ou empêchement .....	<b>6</b>
<b>Décision du 29 janvier 2020</b> portant délégation de signature .....	<b>7</b>
<b>Décision du 29 janvier 2020</b> portant délégation de signature .....	<b>8</b>
<b>Décision du 29 janvier 2020</b> portant délégation de signature .....	<b>9</b>

**3 février 2020**

<b>Arrêté du 3 février 2020</b> portant agrément d'un dispositif prévu à l'article R. 613-53 du code de la sécurité intérieure.....	<b>397</b>
---	------------

**6 février 2020**

<b>Décision du 6 février 2020</b> portant organisation interne de la direction des libertés publiques et des affaires juridiques .....	<b>387</b>
--	------------

**7 février 2020**

<b>Convention de délégation de gestion du 7 février 2020</b> .....	<b>1</b>
--	----------



# Sommaire thématique

	Pages
<i>Administration générale</i>	
<i>Délégations de gestion</i>	
Convention de délégation de gestion du 7 février 2020 .....	1
<i>Délégations de signature</i>	
Décision du 29 janvier 2020 portant délégation de signature pour absence ou empêchement...	6
Décision du 29 janvier 2020 portant délégation de signature .....	7
Décision du 29 janvier 2020 portant délégation de signature .....	8
Décision du 29 janvier 2020 portant délégation de signature .....	9
<i>Personnels d'État</i>	
Arrêté du 29 janvier 2020 portant radiation de la médaille de la sécurité intérieure .....	10
Décision n° 84511 du 18 décembre 2019 portant agrément pour l'outre-mer des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	11
Décision du 2 janvier 2020 portant désignation des responsables de budgets opérationnels de programme et des unités opérationnelles pour le programme 161 «Sécurité civile» .....	13
Décision du 3 janvier 2020 portant désignation des responsables de budgets opérationnels de programme et des unités opérationnelles pour le programme 354 «Administration territoriale de l'État» .....	16
Décision n° 1368 du 9 janvier 2020 portant agrément pour l'outre-mer des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	24
Décision du 9 janvier 2020 portant désignation des responsables de budgets opérationnels de programme et des unités opérationnelles pour le programme 104 «Intégration et accès à la nationalité française».....	25
Décision du 9 janvier 2020 portant désignation des responsables de budgets opérationnels de programme et des unités opérationnelles pour le programme 303 «Immigration et asile».....	31
Décision du 22 janvier 2020 portant désignation des responsables de budgets opérationnels de programme et des unités opérationnelles pour le programme 216 «Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur».....	38
Circulaire du 2 janvier 2020 relative aux adjoints de sécurité de la police nationale .....	43
<i>Attribution de qualifications et titres</i>	
Arrêté du 11 décembre 2019 portant placement en détachement d'office d'un officier général de la gendarmerie nationale.....	70
Arrêté du 30 décembre 2019 portant placement en détachement d'office d'un officier général de la gendarmerie nationale.....	72

<b>Arrêté du 13 janvier 2020</b> portant maintien dans un grade et un emploi d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	<b>73</b>
<b>Arrêté du 15 janvier 2020</b> portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure .....	<b>74</b>
<b>Arrêté du 17 janvier 2020</b> portant maintien en détachement d'office d'un officier général de la gendarmerie nationale .....	<b>75</b>
<b>Décision n° 81945 du 17 décembre 2019</b> portant nomination au grade de maréchal des logis du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	<b>77</b>
<b>Décision n° 81952 du 17 décembre 2019</b> portant attribution de l'échelle de solde n° 3 aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	<b>79</b>
<b>Décision n° 84044 du 20 décembre 2019</b> portant nomination au grade de maréchal des logis du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	<b>81</b>
<b>Décision n° 84784 du 31 décembre 2019</b> portant attribution de la prime de fidélisation aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	<b>82</b>
<b>Décision n° 84832 du 31 décembre 2019</b> portant attribution de la prime de fidélisation aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	<b>83</b>
<b>Décision n° 991 du 15 janvier 2020</b> portant attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale...	<b>84</b>

### *Avancements et promotions*

<b>Arrêté du 20 janvier 2020</b> relatif au tableau d'avancement au grade de commissaire divisionnaire de police au titre de l'année 2020 .....	<b>86</b>
<b>Décision n° 42311 du 11 octobre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de Mayotte.....	<b>88</b>
<b>Décision n° 42313 du 11 octobre 2019</b> portant promotion d'un sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de Mayotte.....	<b>89</b>
<b>Décision n° 42358 du 11 octobre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de la Guadeloupe .....	<b>90</b>
<b>Décision n° 42359 du 11 octobre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du commandement de la gendarmerie de la Guadeloupe.....	<b>92</b>
<b>Décision n° 42362 du 11 octobre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de la Nouvelle-Calédonie.....	<b>93</b>
<b>Décision n° 42363 du 11 octobre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du commandement de la gendarmerie de la Nouvelle-Calédonie.....	<b>94</b>
<b>Décision n° 1951 du 17 octobre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la gendarmerie de l'armement .....	<b>95</b>
<b>Décision n° 1952 du 17 octobre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve de la gendarmerie de l'armement .....	<b>96</b>
<b>Décision n° 43822 du 22 octobre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de La Réunion.....	<b>97</b>
<b>Décision n° 43823 du 22 octobre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du commandement de la gendarmerie de La Réunion .....	<b>98</b>

<b>Décision n° 43933 du 23 octobre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie pour la Polynésie française .....	<b>99</b>
<b>Décision n° 43934 du 23 octobre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du commandement de la gendarmerie de la Polynésie française .....	<b>100</b>
<b>Décision n° 43973 du 23 octobre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de la Guyane française .....	<b>101</b>
<b>Décision n° 43974 du 23 octobre 2019</b> portant promotion d'un sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de la Guyane française .....	<b>102</b>
<b>Décision n° 44883 du 25 octobre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot et Garonne et des Pyrénées-Atlantiques .....	<b>103</b>
<b>Décision n° 44884 du 25 octobre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, de Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques .....	<b>105</b>
<b>Décision n° 13575 du 31 octobre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale du Doubs .....	<b>107</b>
<b>Décision n° 13577 du 31 octobre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du groupement de gendarmerie départementale du Doubs .....	<b>109</b>
<b>Décision n° 17052 du 4 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme .....	<b>111</b>
<b>Décision n° 17057 du 4 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme .....	<b>114</b>
<b>Décision n° 27850 du 5 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault .....	<b>116</b>
<b>Décision n° 27856 du 5 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault .....	<b>118</b>
<b>Décision n° 35044 du 5 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges .....	<b>120</b>
<b>Décision n° 35049 du 5 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges .....	<b>122</b>
<b>Décision n° 16947 du 6 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale de la Marne .....	<b>124</b>
<b>Décision n° 16948 du 6 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du groupement de gendarmerie départementale de la Marne .....	<b>126</b>
<b>Décision n° 19978 du 7 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne .....	<b>128</b>
<b>Décision n° 19983 du 7 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne .....	<b>131</b>

	Pages
<b>Décision n° 15446 du 8 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale du Calvados .....	134
<b>Décision n° 15448 du 8 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du groupement de gendarmerie départementale du Calvados.....	136
<b>Décision n° 20171 du 8 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale de la Somme.....	138
<b>Décision n° 20172 du 8 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du groupement de gendarmerie départementale de la Somme .....	141
<b>Décision n° 45805 du 10 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de la Martinique.....	144
<b>Décision n° 45806 du 10 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du commandement de la gendarmerie de la Martinique.....	146
<b>Décision n° 25746 du 12 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire .....	147
<b>Décision n° 25747 du 12 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire.....	149
<b>Décision n° 19559 du 14 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne.....	151
<b>Décision n° 19560 du 14 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne .....	154
<b>Décision n° 8804 du 15 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la région de gendarmerie de Corse .....	157
<b>Décision n° 8805 du 15 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve de la région de gendarmerie de Corse .....	159
<b>Décision n° 10807 du 15 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la gendarmerie des transports aériens.....	160
<b>Décision n° 67132 du 15 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône de la Savoie, et de la Haute-Savoie .....	162
<b>Décision n° 67133 du 15 novembre 2019</b> portant promotion des sous-officiers de réserve des groupement de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie .....	165
<b>Décision n° 10863 du 18 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve de la gendarmerie des transports aériens .....	168
<b>Décision n° 53239 du 18 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur.....	169
<b>Décision n° 53263 du 18 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur .....	173

	Pages
<b>Décision n° 50471 du 19 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve de la région de gendarmerie d'Île-de-France .....	176
<b>Décision n° 50474 du 19 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la région de gendarmerie d'Île-de-France et gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris .....	178
<b>Décision n° 33333 du 25 novembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, l'Aveyron, la Haute-Garonne, le Gers, le Lot, les Hautes-Pyrénées, le Tarn et le Tarn-et-Garonne .....	181
<b>Décision n° 33338 du 25 novembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de réserve des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, l'Aveyron, la Haute-Garonne, le Gers, le Lot, les Hautes-Pyrénées, le Tarn et le Tarn-et-Garonne.....	183
<b>Décision n° 9351 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Corse.....	185
<b>Décision n° 11295 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens .....	187
<b>Décision n° 16571 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados.....	189
<b>Décision n° 16818 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie maritime .....	193
<b>Décision n° 18041 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme.....	197
<b>Décision n° 18221 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne .....	202
<b>Décision n° 20773 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne .....	208
<b>Décision n° 21443 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne .....	212
<b>Décision n° 21827 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme .....	219
<b>Décision n° 27755 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais.....	225
<b>Décision n° 27757 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord.....	231
<b>Décision n° 34323 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne .....	234



<b>Décision n° 38438 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.....	<b>242</b>
<b>Décision n° 39050 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est .....	<b>248</b>
<b>Décision n° 45686 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest .....	<b>253</b>
<b>Décision n° 80611 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «secrétariat».....	<b>258</b>
<b>Décision n° 80614 du 5 décembre 2019</b> portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «formations extérieures» .....	<b>260</b>
<b>Décision n° 9597 du 13 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officier de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Corse .....	<b>262</b>
<b>Décision n° 18042 du 13 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme .....	<b>263</b>
<b>Décision n° 52842 du 13 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris.....	<b>265</b>
<b>Décision n° 52882 du 13 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Ile-de-France .....	<b>266</b>
<b>Décision n° 11425 du 16 décembre 2019</b> portant promotion des sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens.....	<b>268</b>
<b>Décision n° 17973 du 16 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche «infanterie».....	<b>269</b>
<b>Décision n° 17974 du 16 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche «cavalerie» .....	<b>270</b>
<b>Décision n° 17975 du 16 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche «orchestres-chœur de l'armée française» .....	<b>271</b>
<b>Décision n° 31537 du 16 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault.....	<b>272</b>
<b>Décision n° 35453 du 16 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne.....	<b>274</b>
<b>Décision n° 28998 du 17 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais.....	<b>276</b>
<b>Décision n° 28999 du 17 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord .....	<b>278</b>
<b>Décision n° 21068 du 18 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne.....	<b>279</b>
<b>Décision n° 6562 du 19 décembre 2019</b> portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie du cadre général du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale.....	<b>280</b>

	Pages
<b>Décision n° 28185 du 19 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire.....	281
<b>Décision n° 48146 du 19 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest .....	283
<b>Décision n° 74935 du 19 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est .....	284
<b>Décision n° 74957 du 19 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie .....	285
<b>Décision n° 18879 du 20 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne.....	287
<b>Décision n° 41165 du 20 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est.....	288
<b>Décision n° 41166 du 20 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges .....	289
<b>Décision n° 53475 du 20 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest .....	291
<b>Décision n° 53477 du 20 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques .....	292
<b>Décision n° 84056 du 20 décembre 2019</b> portant attribution de l'échelle de solde n° 3 aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	294
<b>Décision n° 2372 du 23 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'armement .....	295
<b>Décision n° 17533 du 23 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados.....	296
<b>Décision n° 22746 du 23 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne .....	297
<b>Décision n° 58960 du 23 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud.....	299
<b>Décision n° 58961 du 23 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur .....	300
<b>Décision n° 65887 du 23 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement n° 1 des écoles de la gendarmerie nationale .....	302
<b>Décision n° 75219 du 23 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «administrative et technique» .....	303
<b>Décision n° 82173 du 23 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «secrétariat».....	304
<b>Décision n° 82175 du 23 décembre 2019</b> portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «formations extérieures».....	305
<b>Décision n° 17932 du 24 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie maritime.....	306
<b>Décision n° 85121 du 26 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale .....	307



	Pages
<b>Décision n° 7172 du 30 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'air .....	312
<b>Décision n° 18928 du 30 décembre 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne .....	313
<b>Décision n° 104 du 8 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'air .....	315
<b>Décision n° 113 du 8 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Corse .....	316
<b>Décision n° 261 du 8 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme .....	317
<b>Décision n° 333 du 8 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire.....	318
<b>Décision n° 198 du 9 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais.....	320
<b>Décision n° 199 du 9 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord .....	322
<b>Décision n° 310 du 9 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie maritime.....	323
<b>Décision n° 339 du 9 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados.....	324
<b>Décision n° 869 du 9 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne .....	325
<b>Décision n° 885 du 9 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne .....	327
<b>Décision n° 889 du 9 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest .....	329
<b>Décision n° 1196 du 9 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie .....	330
<b>Décision n° 1269 du 9 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est .....	332
<b>Décision n° 529 du 10 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne.....	333
<b>Décision n° 546 du 10 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne.....	334
<b>Décision n° 557 du 10 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne .....	335
<b>Décision n° 592 du 10 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault.....	337
<b>Décision n° 1363 du 10 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale .....	339
<b>Décision n° 1458 du 10 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest .....	340

	Pages
<b>Décision n° 1460 du 10 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, de Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques.....	341
<b>Décision n° 2021 du 10 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «administrative et technique» .....	343
<b>Décision n° 182 du 13 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale.....	344
<b>Décision n° 403 du 13 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche «infanterie».....	345
<b>Décision n° 404 du 13 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche «cavalerie» .....	346
<b>Décision n° 420 du 13 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin .....	347
<b>Décision n° 679 du 13 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «secrétariat».....	348
<b>Décision n° 681 du 13 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «formations extérieures».....	349
<b>Décision n° 1919 du 13 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d’Azur .....	350
<b>Décision n° 1921 du 13 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud.....	352
<b>Décision n° 67 du 14 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l’armement .....	353
<b>Décision n° 579 du 14 janvier 2020</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne .....	354
<b>Instruction n° 19000/GEND/DPMGN/SDGP/BPO du 20 janvier 2020</b> relative aux conditions d’exécution du travail d’avancement des officiers de la gendarmerie nationale .....	355

### *Organisation des services*

<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l’organisation du service central de renseignement criminel de la gendarmerie nationale .....	358
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l’organisation de l’institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale .....	360
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l’organisation du Centre administratif financier national du Blanc (Indre).....	362
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l’organisation du Centre national d’administration de la solde gendarmerie du Blanc (Indre).....	363
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l’organisation du Centre national d’assistance aux utilisateurs de Rochefort (Charente-Maritime) .....	364
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l’organisation de la Cellule nationale de supervision d’Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) .....	365
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l’organisation du Centre national de soutien logistique du Blanc (Indre).....	366
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l’organisation du centre opérationnel de soutien de l’infrastructure et du logement de Maisons-Alfort (Val-de-Marne).....	367
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l’organisation du centre de soutien automobile de la gendarmerie de Versailles-Satory (Yvelines).....	368

	Pages
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation du groupement de sécurité et d'appui de Beynes (Yvelines) .....	<b>369</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation du groupement de sécurité et d'appui d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) .....	<b>370</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation du groupement de sécurité et d'appui de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) .....	<b>371</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation du service central des réseaux et technologies avancées du Mans (Sarthe) .....	<b>372</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation du service de diffusion de la gendarmerie de Limoges (Haute-Vienne).....	<b>374</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation du service de développement et de mise en œuvre des logiciels à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) .....	<b>375</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation du service de soutien à la projection opérationnelle de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).....	<b>376</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation du service de traitement de l'information gendarmerie de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).....	<b>377</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation de la trésorerie militaire de la solde gendarmerie du Blanc (Indre).....	<b>378</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale.....	<b>379</b>
<b>Arrêté du 2 janvier 2020</b> relatif aux attributions et à l'organisation du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale .....	<b>381</b>
<b>Arrêté du 8 janvier 2020</b> portant dissolution de la brigade territoriale de Monistrol-sur-Loire et modification corrélative de la circonscription de la brigade territoriale de Bas-en-Basset (Haute-Loire).....	<b>383</b>
<b>Arrêté du 20 janvier 2020</b> portant dissolution de la brigade territoriale de Mamoudzou et création corrélative de la brigade territoriale de Dembeni (Mayotte).....	<b>385</b>
<b>Décision du 6 février 2020</b> portant organisation interne de la direction des libertés publiques et des affaires juridiques .....	<b>387</b>

### *Polices administratives*

<b>Arrêté du 26 décembre 2019</b> portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique .....	<b>389</b>
<b>Arrêté du 26 décembre 2019</b> portant agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique .....	<b>390</b>
<b>Arrêté du 13 janvier 2020</b> portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique.....	<b>391</b>
<b>Arrêté du 14 janvier 2020</b> portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique.....	<b>392</b>
<b>Arrêté du 20 janvier 2020</b> portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique.....	<b>393</b>
<b>Arrêté du 21 janvier 2020</b> portant agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique .....	<b>394</b>
<b>Arrêté du 21 janvier 2020</b> portant agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique .....	<b>395</b>
<b>Arrêté du 22 janvier 2020</b> portant agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique .....	<b>396</b>

<b>Arrêté du 3 février 2020</b> portant agrément d'un dispositif prévu à l'article R.613-53 du code de la sécurité intérieure.....	<b>397</b>
--	------------

### *Sécurité civile*

<b>Circulaire interministérielle n° DCSSA/DGS/DGOS/DGSCGC/2019/1 du 20 décembre 2019</b> relative à la formation interministérielle des directeurs des secours médicaux dans le cadre du dispositif d'organisation de la réponse de sécurité civile (ORSEC).....	<b>398</b>
--	------------

<b>Instruction du 29 novembre 2019</b> relative aux modalités de mise à jour des PPI concernant les installations nucléaires de base (INB) et sites mixtes autres que les CNPE.....	<b>408</b>
---	------------

<b>Note d'information du 6 janvier 2020</b> relative au renouvellement des représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) au conseil d'administration des services départementaux d'incendie et de secours (CASDIS), des représentants des sapeurs-pompiers et des fonctionnaires territoriaux du service départemental d'incendie et de secours n'ayant pas la qualité de sapeurs-pompiers professionnels à la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours (CATSIS) et des sapeurs-pompiers volontaires au comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires (CCDSPV) .....	<b>418</b>
--	------------

### *Sécurité et circulation routières*

<b>Instruction du 22 janvier 2020</b> relative au déploiement de l'éthylotest anti-démarrage en tant qu'alternative à la suspension administrative du permis de conduire.....	<b>423</b>
---	------------

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

## **Convention de délégation de gestion du 7 février 2020**

NOR : INTJ2003680S

Entre :

La direction générale de la gendarmerie nationale, représentée par M. François Desmadryl, directeur des soutiens et des finances, dénommé ci-après « Le délégant »,

Et :

Le commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale, représenté par le général de division Olivier Guérif, commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale, dénommé ci-après « Le délégataire » ou « le COMSOPGN » ;

Le secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur Sud-Ouest, représenté par M. Stéphane Aubert, secrétaire général adjoint du SGAMI Sud-Ouest, dénommé ci-après « Le délégataire » ou « service exécutant » ;

Vu le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;

Vu décret n° 2010-1689 du 30 décembre 2010 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des trésoriers militaires ;

Vu le décret n° 2010-1690 du 30 décembre 2010 relatif aux procédures financières et comptables spécifiques des forces armées ;

Vu le décret n° 2010-1692 du 30 décembre 2010 relatif aux trésoreries militaires ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer ;

Vu le décret n° 2014-296 du 6 mars 2014 relatif aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur et modifiant diverses dispositions du code de la défense et du code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret n° 2015-76 du 27 janvier 2015 modifiant diverses dispositions relatives aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté du 6 février 2012 relatif au droit du comptable public d'évoquer les pièces justificatives et les documents de tenue de comptabilité liés aux dépenses des trésoriers militaires ;

Vu l'arrêté du 6 mars 2014 portant organisation des secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté modifié du 31 décembre 2014 fixant l'assignation des dépenses et des recettes de certains ordonnateurs principaux délégués de l'État sur des comptables principaux des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 modifié portant création du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale du Blanc (Indre) ;

Vu l'arrêté du 30 juin 2017 relatif aux règles de la comptabilité budgétaire de l'État pris en application de l'article 54 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté du 25 février 2019 portant création de la trésorerie militaire pour l'activité des forces de la gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'État ;

Vu l'arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale du Blanc (Indre) ;

Vu la décision du 27 décembre 2019 portant désignation des responsables de budget opérationnel de programme et d'unité opérationnelle pour le programme 152 – Gendarmerie nationale ;

Vu la circulaire du 30 avril 2014 sur la mise en place et fonctionnement des secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur (SGAMI),

Il est convenu ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>

*Objet*

En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié, le délégant confie aux délégataires, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation des opérations définies à l'article 2, et relevant de certaines UO du P152 - Gendarmerie nationale strictement listées en annexe.

Le délégant n'est pas dégagé de ses responsabilités sur les actes dont il a confié la réalisation aux délégataires. Il est néanmoins entendu qu'en cas de faute ou d'erreur manifeste commise par les délégataires dans l'accomplissement des missions qui lui sont déléguées, la responsabilité du délégant ne saurait être engagée.

La délégation de gestion porte sur les opérations suivantes :

- la réalisation par le commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale (COMSOPGN), ci-après nommé « ordonnateur délégué », des actes d'ordonnancement nécessaires aux opérations réalisées depuis les centres financiers listés en annexe sur les crédits correspondant à l'avance de trésorerie pour l'activité des forces (ATAF) mise à la disposition de la trésorerie militaire de l'activité des forces de la gendarmerie (TMAFG);
- la réalisation par le secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur (SGAMI) – Zone de défense Sud-Ouest, ci-après dénommé « service exécutant », de tout acte d'exécution des décisions d'ordonnancement prises par l'ordonnateur délégué dans le cadre de la présente délégation de gestion.

Article 2

*Prestations accomplies par les délégataires*

Le service exécutant et l'ordonnateur délégué sont chargés de l'exécution des décisions du délégant, s'agissant des actes énumérés ci-après.

*2.1. L'ordonnancement des dépenses de la TMAFG*

Afin d'obtenir le recomplètement de ses dépenses, la TMAFG constitue un lot de recomplètement dans CRISTAL. Ce lot est transmis pour ordonnancement au COMSOPGN, qui procède à la validation de la demande de paiement. Cette validation permet la création d'une demande de paiement par interfaçage avec CHORUS.

Dès validation de la demande de paiement du lot par le COMSOPGN, les pièces justificatives relatives à la demande de recomplètement sont transmises par la TMAFG au SGAMI Sud-Ouest, service exécutant, par voie dématérialisée.

Dès réception, le service exécutant s'assure :

- de l'existence dans CHORUS d'une demande de paiement (DP), issue de l'interfaçage avec CRISTAL ;
- que la dépense est éligible au type d'avance sur laquelle elle a été imputée ;
- que les pièces justificatives ont été visées par des agents habilités et comportent la mention du service fait ;
- de la bonne imputation budgétaire et comptable de la dépense : centre financier et activités du référentiel de programmation autorisés par la présente délégation.

Au vu de ces éléments, le service exécutant constitue un dossier de recomplètement, valide la DP et établit un ordre de payer.

Cette demande de paiement permet :

- en comptabilité budgétaire, de consommer les autorisations d'engagements et les crédits de paiements afférents aux dépenses réalisées (flux quatre) et d'imputer cette consommation dans la nomenclature budgétaire des centres financiers listés en annexe ;
- en comptabilité générale, de consommer l'avance pour l'activité des forces sur un compte de classe six et de constater les charges afférentes.

**Rejet d'une demande de recomplètement par le COMSOPGN**

Le COMSOPGN peut décider de suspendre ou rejeter une demande de recomplètement émise par la TMAFG s'il estime soit :

- que les justificatifs sont absents ou insuffisants ;
- qu'une dépense présentée comporte une imputation inexacte ;
- que la dépense n'est manifestement pas éligible à l'avance de trésorerie pour l'activité des forces.

Dans les deux premiers cas de figure, il se retourne vers la TMAFG aux fins de faire procéder aux corrections nécessaires, avant éventuellement de rejeter la DP.

Lorsqu'il présume qu'une dépense est manifestement inéligible à un régime d'ATAF, le COMSOPGN prend attache avec le responsable d'une unité opérationnelle dont le budget supporterait finalement la dépense jugée irrégulière.



Sous sa responsabilité, il appartient au RUO concerné, dans les meilleurs délais, de décider d'invalider définitivement ou non la dépense litigieuse et de communiquer sa décision au COMSOPGN.

La TMAFG est parallèlement informée de la présomption d'irrégularité manifeste de la dépense soulevée par l'ordonnateur délégué. En ce cas, la TMAFG sollicite le sous-trésorier militaire ayant initialement engagé la dépense sous le régime de l'ATAF et transmet au COMSOPGN tout élément de nature à justifier de l'engagement de la dépense litigieuse sous la régime de l'ATAF.

En cas de déficit ou paiement irrégulier entraînant un préjudice financier, le responsable du centre financier concerné pourra, le cas échéant, décider de mettre en jeu la responsabilité du trésorier militaire, conformément au décret n° 2010-1689 du 30 décembre 2010 précité.

## *2.2. Les recettes recouvrées au comptant par le trésorier militaire*

Le trésorier militaire, directement ou par l'intermédiaire de ses sous-trésoriers, peut être amené à recouvrer des recettes, qu'il doit ensuite reverser au Trésor public.

### **Dossier de reversement des recettes**

Le trésorier militaire établit un dossier de demande de reversement des recettes encaissées.

Ce dossier, qui regroupe l'intégralité des recettes recouvrées, doit permettre d'identifier l'origine et la nature de toutes les recettes mentionnées.

### **Transmission du dossier de reversement**

Ce dossier est transmis au service exécutant qui l'instruit et assure la saisie des ordres d'acceptation correspondants pour transmission au comptable assignataire.

## *2.3. Les opérations de rattachement à l'exercice*

Dans le cadre des travaux de fin de gestion, le service exécutant réalisera toutes les opérations relatives aux opérations de rattachement à l'exercice, dès réception de l'attestation de conformité signé du COMSOPGN.

## **Article 3**

### *Obligations mutuelles du délégant et des délégataires*

Le délégant et les délégataires s'engagent mutuellement, dans un intérêt partagé, pour la partie des procédures qui leur incombent respectivement, à tout mettre en œuvre pour développer les échanges et relations entre leurs services à cette fin.

## **Article 4**

### *Obligations des délégataires*

Les délégataires exécutent la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et accepté par eux.

Les délégataires s'engagent à assurer les prestations qui relèvent de leurs attributions, à maintenir les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations, à assurer la qualité comptable et à rendre compte régulièrement de leur activité.

Ils s'engagent à fournir au délégant les informations demandées et à l'avertir sans délai de toute contrainte dans la réalisation des opérations.

## **Article 5**

### *Obligations du délégant*

Le délégant s'engage à fournir, en temps utile, tous les éléments d'information dont les délégataires ont besoin pour l'exercice de ses missions.

## **Article 6**

### *Modalités administratives d'exécution de la délégation*

Les délégataires sont autorisés à subdéléguer, sous leur responsabilité, par voie de délégation de signature, aux personnels placés sous leur autorité, l'exécution d'actes relevant de la compétence de l'ordonnateur.

Ils s'assurent que tous les personnels placés sous leur autorité sont titulaires d'une délégation de signature. La mise à jour de cette délégation en cas de changement du délégant ou du délégataire relève de leur responsabilité.



Ils procèdent sous leur responsabilité à l'accréditation des personnels ainsi habilités auprès de leur comptable assignataire.

#### Article 7

##### *Durée, reconduction et résiliation du document*

La présente délégation prend effet le lendemain de sa date de signature pour une durée d'un an. Elle est reconduite par tacite reconduction d'année en année.

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définies d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant, dont un exemplaire est transmis aux destinataires du présent document.

Il peut être mis fin à tout moment à la délégation de gestion sur l'initiative d'une des parties. Cette résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de trois mois minimum à compter de la notification d'une décision de dénonciation de la présente convention adressée aux autres parties.

Le responsable d'une unité opérationnelle, les comptables assignataires et les autorités comptables sont informés par tout moyen de la décision de résiliation de la présente convention.

#### Article 8

##### *Information du contrôleur budgétaire et comptable ministériel et du comptable assignataire*

Une copie du présent document et de ses avenants est adressée par le délégant au contrôleur budgétaire et comptable ministériel et au comptable assignataire concerné.

Une copie de ces documents est adressée par le délégataire au contrôleur budgétaire régional.

#### Article 9

##### *Publication*

La présente convention comporte 7 feuillets dont une annexe.

Cette convention sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait en 3 exemplaires, le 7 février 2020.

Le délégant :

*Le directeur des soutiens et des finances,*  
FRANÇOIS DESMADRYL

Le délégataire :

*Le secrétaire général adjoint du SGAMI Sud-Ouest,*  
STÉPHANE AUBERT

Le délégataire :

Par suppléance :

*Le colonel, commandant en second du soutien opérationnel  
de la gendarmerie nationale*  
JEAN-MARC DÉTRÉ

## ANNEXE

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme (BOP)	RESPONSABLE du budget opérationnel de programme (BOP)	NUMÉRO ET NOM de l'unité opérationnelle (UO)	RESPONSABLE d'une unité opérationnelle (UO)
0152 - CDGN BOP national commandement et soutien	Général, major général de la gendarmerie nationale	0152-CDGN-CDOE UO CENTRALE DOE	Directeur des opérations et de l'emploi de la gendarmerie nationale
		0152-CDGN-CSOP UO CENTRALE CSOP	Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale
		0152-CDGN-CFAG UO CENTRALE CDT FORCES AERIENNES GN	Commandant des forces aériennes de la gendarmerie nationale
		0152-CDGN-CGTA UO CENTRALE GTA	Commandant de la gendarmerie des transports aériens
		0152-CDGN-CGIG UO CENTRALE GIGN	Commandant du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale
		0152-CDGN-CGMO UO GENDARMERIE MOBILE	Directeur des soutiens et des finances de la gendarmerie nationale
		0152-CDGN-CCIG UO COOPERATION INTERNATIONALE GENDARMERIE	Directeur des soutiens et des finances de la gendarmerie nationale

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

## Décision du 29 janvier 2020 portant délégation de signature pour absence ou empêchement

NOR : INTG2003031S

Le directeur de l'Agence nationale des titres sécurisés,

Vu le décret n° 2007-240 du 22 février 2007 portant création de l'Agence nationale des titres sécurisés, notamment l'article 11 ;

Vu le décret du 7 juillet 2017 portant nomination de M. Jérôme LETIER, en qualité de directeur de l'Agence nationale des titres sécurisés ;

Vu l'arrêté du 20 février 2018 et le contrat du 26 février 2018 portant détachement de M. François LAFOND, en qualité de directeur adjoint, directeur des services aux usagers et de la qualité de l'Agence nationale des titres sécurisés ;

Vu le contrat du 8 janvier 2020 nommant M. Bruno JACQUET, en qualité de secrétaire général de l'agence nationale des titres sécurisés,

Décide :

### Article 1<sup>er</sup>

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme LETIER, directeur de l'ANTS, délégation de signature est donnée à M. François LAFOND, directeur des services aux usagers et de la qualité, directeur adjoint, et, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, à M. Bruno JACQUET, secrétaire général, à l'effet de signer :

- toutes les pièces afférentes aux marchés publics, y compris la notification, sans limitation de montant ;
- les conventions et contrats sans limitation de montant ;
- toutes opérations budgétaires, financières et comptables (les bons de commande, les avances, les bordereaux de paiement...) sans limitation de montant ;
- les actes relatifs à la gestion du personnel (recrutement, paie, déplacements, primes...) sans limitation de montant ;
- les actes relatifs aux actions en justice ;
- les courriers divers.

### Article 2

Une copie de la présente décision sera remise à l'agent comptable assignataire, accompagnée du formulaire d'accréditation.

### Article 3

Le secrétaire général, ainsi que tous les agents de l'ANTS concernés par la présente disposition sont chargés de l'exécution de la présente décision, qui leur sera notifiée et publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 29 janvier 2020.

*Le directeur de l'Agence nationale  
des titres sécurisés,*  
J. LETIER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

## Décision du 29 janvier 2020 portant délégation de signature

NOR : INTG2003033S

Le directeur de l'Agence nationale des titres sécurisés,

Vu le décret n° 2007-240 du 22 février 2007 portant création de l'Agence nationale des titres sécurisés, notamment l'article 11 ;

Vu le décret du 7 juillet 2017 portant nomination de M. Jérôme LETIER, en qualité de directeur de l'Agence nationale des titres sécurisés ;

Vu l'arrêté du 20 février 2018 et le contrat du 26 février 2018 portant détachement de M. François LAFOND, en qualité de directeur des services aux usagers et de la qualité, directeur adjoint de l'Agence nationale des titres sécurisés,

Décide :

### Article 1<sup>er</sup>

Délégation de signature est donnée à M. François LAFOND, directeur adjoint, directeur des services aux usagers et de la qualité, à l'effet de signer les actes relevant des attributions de sa direction pour :

- la certification de service fait ;
- les certificats administratifs de report des délais ;
- les courriers et décisions diverses relevant de sa direction.

### Article 2

Une copie de la présente décision sera remise à l'agent comptable assignataire, accompagnée du formulaire d'accréditation.

### Article 3

Le secrétaire général, ainsi que tous les agents de l'ANTS concernés par la présente disposition sont chargés de l'exécution de la présente décision, qui leur sera notifiée et publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 29 janvier 2020.

*Le directeur de l'Agence nationale  
des titres sécurisés,*  
J. LETIER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

## Décision du 29 janvier 2020 portant délégation de signature

NOR : INTG2003037S

Le directeur de l'Agence nationale des titres sécurisés,

Vu le décret n° 2007-240 du 22 février 2007 portant création de l'Agence nationale des titres sécurisés, notamment l'article 11;

Vu le décret du 7 juillet 2017 portant nomination de M. Jérôme LETIER, en qualité de directeur de l'Agence nationale des titres sécurisés;

Vu le contrat du 8 janvier 2020 nommant M. Bruno JACQUET, en qualité de secrétaire général de l'Agence nationale des titres sécurisés,

Décide :

### Article 1<sup>er</sup>

Délégation est donnée à M. Bruno JACQUET, secrétaire général, à l'effet de signer, au nom du directeur :

- les actes, documents et procédures liés aux marchés publics, aux conventions et aux contrats dont le montant est inférieur à 139 000 € (HT);
- les actes relatifs à la gestion du personnel ne nécessitant pas la saisine du contrôleur budgétaire et comptable ministériel;
- les contrats de mise à disposition des intérimaires;
- la validation des engagements juridiques dont le seuil est inférieur à 500 000 € (HT);
- la validation des demandes de paiement;
- la certification des services faits relevant du périmètre du secrétariat général;
- la validation des taxes affectées et des titres de recettes;
- la validation du budget et des virements entre centres de responsabilité budgétaire.

### Article 2

Une copie de la présente décision sera remise à l'agent comptable assignataire, accompagnée du formulaire d'accréditation.

### Article 3

Le secrétaire général, ainsi que tous les agents de l'ANTS concernés par la présente disposition sont chargés de l'exécution de la présente décision, qui leur sera notifiée et publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 29 janvier 2020.

*Le directeur de l'Agence nationale  
des titres sécurisés,  
J. LETIER*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 29 janvier 2020 portant délégation de signature**

NOR : INTG2003219S

Le directeur de l'Agence nationale des titres sécurisés,

Vu le décret modifié n° 2007-240 du 22 février 2007 portant création de l'Agence nationale des titres sécurisés, notamment l'article 11;

Vu le décret du 7 juillet 2017 portant nomination de M. Jérôme LETIER, en qualité de directeur de l'Agence nationale des titres sécurisés;

Vu le contrat en date du 3 décembre 2018 nommant M. Patrick MOCCHI, directeur du digital et des technologies,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Délégation de signature est donnée à M. Patrick MOCCHI, directeur du digital et des technologies, à l'effet de signer les actes relevant des attributions de sa direction pour :

- la certification de service fait;
- les certificats administratifs de report des délais;
- les courriers et décisions diverses relevant de sa direction.

Article 2

Une copie de la présente décision sera remise à l'agent comptable assignataire, accompagnée du formulaire d'accréditation.

Article 3

Le secrétaire général, ainsi que tous les agents de l'ANTS concernés par la présente disposition sont chargés de l'exécution de la présente décision, qui leur sera notifiée et publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 29 janvier 2020.

*Le directeur de l'Agence nationale  
des titres sécurisés,  
J. LETIER*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 29 janvier 2020 portant radiation de la médaille de la sécurité intérieure**

NOR : INTK1929465A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 2013-1113 du 4 décembre 2013 relatif aux dispositions des livres I<sup>er</sup>, II, IV et V de la partie réglementaire du code de la sécurité intérieure, notamment ses articles D. 141-3 et D. 141-5;

Vu l'arrêté du 26 mars 2018 relatif à la médaille de la sécurité intérieure;

Vu l'arrêté du directeur départemental des services d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle en date du 17 janvier 2019;

Sur proposition du préfet, directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises, transmise au secrétariat du comité de la médaille de la sécurité intérieure en date du 14 octobre 2019,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Est radié de la médaille de la sécurité intérieure, échelon bronze, agrafe «Feux de forêts 2017», M. MEHLY Emmanuel, caporal de 1<sup>re</sup> classe de sapeurs-pompiers volontaires.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 29 janvier 2020.

CHRISTOPHE CASTANER



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 84511 du 18 décembre 2019 portant agrément pour l'outre-mer des sous-officiers  
du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1936644S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés;

Vu la circulaire n° 970 980/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOGV du 3 septembre 2015 relative à la gestion des sous-officiers de la gendarmerie affectés outre-mer;

Vu la décision n° 68565/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN/SMOB du 4 octobre 2019 portant agrément pour l'outre-mer des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale et des sous-officiers de gendarmerie, spécialistes « affaires immobilières »,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Les demandes outre-mer formulées par les sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale, dont les noms figurent en annexe, sont agréées au titre de la formation d'outre-mer mentionnée.

Article 2

Le terme de la validité de ces agréments est fixé au 31 décembre 2020.

Article 3

Compte tenu du caractère révocable de l'agrément, aucune mesure d'ordre privé à caractère définitif se rapportant au départ outre-mer ne devra être prise par les sous-officiers dont la candidature est retenue avant la notification de leur ordre de mutation individuel. Il sera rendu compte, sous la référence du présent timbre, de tout changement de position ou de situation intervenant postérieurement à la date de la décision.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 18 décembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le lieutenant-colonel,  
adjoint au chef du bureau du personnel sous-officier  
du corps de soutien technique et administratif  
de la gendarmerie nationale,  
J.-J. HAYE*

A N N E X E

SPÉCIALITÉ : AUTO-ENGIN BLINDÉS

GRADE	NOM PRÉNOM	NIGEND	AFFECTATION	COMGEND
MJR	Bastin Jean-Marc	170582	RGPC/DAQ/BSO POITIERS	Guyane française
ADC	Martel Yannick	170281	RGBRET/CSAG ST-BRIEUC	Nouvelle-Calédonie
ADJ	Dugoujon Damien	178204	RGAQ/CSAG PAU/MG	Mayotte

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 2 janvier 2020 portant désignation des responsables de budgets opérationnels de programme et des unités opérationnelles pour le programme 161 « Sécurité civile »**

NOR : INTF2002372S

Le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises – Responsable du programme 161 « Sécurité civile »,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 70;

Vu le décret n° 2019-994 du 27 septembre 2019 modifiant le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer;

Vu l'arrêté du 6 février 2014 portant désignation des responsables de programme pour le ministère de l'intérieur;

Vu l'arrêté du 18 juin 2018 portant organisation et attributions de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises;

Vu la décision du 17 juillet 2018 portant désignation des responsables de programme et d'unités opérationnelles pour le programme 161 « Sécurité civile »,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

En application de l'article 70 du décret du 7 novembre 2012 susvisé, les responsables de budgets opérationnels de programme et d'unités opérationnelles pour le programme 161 « Sécurité civile » sont désignés conformément à l'annexe à la présente décision.

Article 2

La décision du 17 juillet 2018 susvisée est abrogée.

Article 3

La présente décision, qui prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2020, sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le préfet, directeur général de la sécurité civile  
et de la gestion des crises,*

A. THIRION

## ANNEXE

RESPONSABLES DE BUDGETS OPÉRATIONNELS DE PROGRAMME  
ET D'UNITÉS OPÉRATIONNELLES

## Programme 161 – Sécurité civile

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0161-CSDM	BOP Soutien et dépenses mutualisées	Le sous-directeur des affaires internationales, des ressources et de la stratégie
0161-CSDM-CCAB	UO Cabinet	Le directeur de cabinet de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises
0161-CSDM-CDSP	UO Direction des sapeurs-pompiers	Le directeur des sapeurs-pompiers
0161-CSDM-CDIA	UO Sous-direction des services d'incendie et des acteurs du secours pour les services déconcentrés	Le sous-directeur des services d'incendie et des acteurs du secours
0161-CSDM-CPGC	UO Sous-direction de la planification et de la gestion des crises	Le sous-directeur de la planification et de la gestion des crises
0161-CSDM-CDGC	UO Sous-direction de la planification et de la gestion des crises pour les services déconcentrés	Le sous-directeur de la planification et de la gestion des crises
0161-CSDM-CMFE	UO Centre national civil et militaire de formation et d'entraînement	Le sous-directeur de la planification et de la gestion des crises
0161-CSDM-CBMA	UO des moyens aériens	Le chef du groupement des moyens aériens
0161-CSDM-CBSC	UO Base de la sécurité civile	Le chef du groupement des moyens aériens
0161-CSDM-DSIM	UO Défense Structure intégrée au maintien en condition opérationnelle des matériels aéronautiques du ministère de la défense (SIMMAD)	Le directeur adjoint industrie délégué de la structure intégrée au maintien en condition opérationnelle des matériels aéronautiques du ministère de la défense
0161-CSDM-DDGA	UO Défense équipements aéronautiques	Le directeur des opérations délégué de la direction générale de l'armement (DGA) du ministère de la défense
0161-CSDM-CMNT	UO des moyens nationaux, terrestres, civils et militaires	Le chef du groupement des moyens nationaux terrestres
0161-CSDM-DMFD	UO Défense frais déplacements des unités d'instruction et d'intervention de la sécurité civile (UIISC)	Le chef du groupement des moyens nationaux terrestres
0161-CSDM-DMFF	UO Défense fonctionnement UIISC	Le chef du groupement des moyens nationaux terrestres
0161-CSDM-DMNE	UO Défense pour Titre 2	Le chef du groupement des moyens nationaux terrestres
0161-CSDM-CDEM	UO Déminage	Le chef du groupement d'intervention du déminage
0161-CSDM-CRHF	UO des ressources humaines et financières	Le chef du bureau des ressources humaines et financières
0161-CSDM-CMAD	UO Remboursement des mises à disposition pour les services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) et pour la brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP)	Le chef du bureau des ressources humaines et financières
0161-CSDM-CBSL	UO du soutien logistique et juridique	Le chef du bureau du soutien logistique et juridique
0161-CSDM-CSI1	UO DNUM pour le système d'alerte et d'information des populations (SAIP)	Le directeur du numérique
0161-CSDM-CIMO	UO Immobilier	Le chef de bureau des affaires immobilières des préfectures, de la police et de la sécurité civile à la direction de l'évaluation de la performance et des affaires financières et immobilières
0161-CSDM-CSAE	UO Achats et équipements	Le chef du service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur
0161-CSDM-CPAY	UO Paye	Le sous-directeur des personnels à la direction des ressources humaines du ministère de l'intérieur
0161-CSDM-DEST	UO Paye SGAMI Zone Est	Le préfet délégué de la zone de défense et de sécurité Est, secrétaire général pour l'administration du ministère de l'intérieur
0161-CSDM-DNOR	UO Paye SGAMI Zone Nord	Le préfet délégué de la zone de défense et de sécurité Nord, secrétaire général pour l'administration du ministère de l'intérieur
0161-CSDM-DSGA	UO Paye préfecture de police	Le préfet délégué, secrétaire général pour l'administration de la préfecture de police de Paris
0161-CSDM-DOUE	UO Paye SGAMI Zone Ouest	Le préfet délégué de la zone de défense et de sécurité Ouest, secrétaire général pour l'administration du ministère de l'intérieur
0161-CSDM-DSUD	UO Paye SGAMI Zone Sud	Le préfet délégué de la zone de défense et de sécurité Sud, secrétaire général pour l'administration du ministère de l'intérieur

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0161-CSDM	BOP Soutien et dépenses mutualisées	Le sous-directeur des affaires internationales, des ressources et de la stratégie
0161-CSDM-DSUE	UO Paye SGAMI Zone Sud-Est	Le préfet délégué de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, secrétaire général pour l'administration du ministère de l'intérieur
0161-CSDM-DSUO	UO Paye SGAMI Zone Sud-Ouest	Le préfet délégué de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, secrétaire général pour l'administration du ministère de l'intérieur
0161-CSDM-DGUA	UO Paye SATP Guadeloupe	Le préfet de la région Guadeloupe
0161-CSDM-DGUY	UO Paye SATP Guyane	Le préfet de la région Guyane
0161-CSDM-DREU	UO Paye ASATP Réunion	Le préfet de la région Réunion

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 3 janvier 2020 portant désignation des responsables de budgets opérationnels de programme et des unités opérationnelles pour le programme 354 «Administration territoriale de l'Etat»**

NOR : INTF2002374S

Le secrétaire général, responsable du programme 354 «Administration territoriale de l'État»,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 70;

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer;

Vu l'arrêté du 6 février 2014 modifié portant désignation des responsables de programme pour le ministère de l'intérieur,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

En application de l'article 70 du décret du 7 novembre 2012 susvisé, les responsables de budgets opérationnels de programme et d'unités opérationnelles pour le programme 354 «Administration territoriale de l'Etat» sont désignés conformément à l'annexe de la présente décision.

Article 2

La présente décision, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 janvier 2020.

*Le secrétaire général,*  
C. MIRMAND



## ANNEXE

RESPONSABLES DE BUDGETS OPÉRATIONNELS DE PROGRAMME  
ET D'UNITÉS OPÉRATIONNELLES

## programme n° 354 «Administration territoriale de l'État»

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0354-CDMA	BOP central	Le directeur de la modernisation et de l'administration territoriale
0354-CDMA-CDAT	UO niveau central	Le sous-directeur de l'administration territoriale
0354-CDMA-CBCP	UO corps préfectoral	Le sous-directeur du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires
0354-CDMA-CBHF	UO DATE (SGAR, DDI, HCLP et DATE SGC)	Le sous-directeur du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires
0354-CDMA-CSGA	UO de centrale pour les personnels des SGAR hors DATE	Le sous-directeur de l'administration territoriale
0354-CDMA-CMAA	UO de centrale pour les SIDSIC - DDG MAAF	Le sous-directeur de l'administration territoriale
0354-CDMA-CMED	UO de centrale pour les SIDSIC - DDG MEDDE	Le sous-directeur de l'administration territoriale
0354-CDMA-CMAS	UO de centrale pour les SIDSIC - DDG MASS	Le sous-directeur de l'administration territoriale
0354-CDMA-CMEF	UO de centrale pour les SIDSIC - DDG MEFI	Le sous-directeur de l'administration territoriale
0354-CDMA-CMIN	UO de centrale pour les SIDSIC - DDG MINT	Le sous-directeur de l'administration territoriale
0354-CDMA-CNUM	UO DNUM	Le directeur du numérique
0354-CDMA-CSAT	UO CSATE	Le Président du conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation
0354-CDMA-CCNI	UO CNI	Le directeur du numérique
0354-CDMA-CSAI	UO SAILMI	Le directeur de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier
0354-CPNE	BOP programme national d'équipement (PNE)	Le directeur de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier
0354-CPNE-DR13	UO PNE Provence-Alpes-Côte d'Azur	Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
0354-CPNE-DR21	UO PNE Bourgogne-Franche-Comté	Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté
0354-CPNE-DR2A	UO PNE Corse	Le préfet de Corse
0354-CPNE-DR31	UO PNE Occitanie	Le préfet de la région Occitanie
0354-CPNE-DR33	UO PNE Nouvelle-Aquitaine	Le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine
0354-CPNE-DR35	UO PNE Bretagne	Le préfet de la région Bretagne
0354-CPNE-DR44	UO PNE Pays de la Loire	Le préfet de la région Pays de la Loire
0354-CPNE-DR45	UO PNE Centre-Val de Loire	Le préfet de la région Centre-Val de Loire
0354-CPNE-DR59	UO PNE Hauts-de-France	Le préfet de la région Hauts-de-France
0354-CPNE-DR67	UO PNE Grand Est	Le préfet de la région Grand Est
0354-CPNE-DR69	UO PNE Auvergne-Rhône-Alpes	Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
0354-CPNE-DR75	UO PNE Île-de-France	Le préfet de la région Île-de-France
0354-CPNE-DR76	UO PNE Normandie	Le préfet de la région Normandie
0354-CPNE-D971	UO PNE Guadeloupe	Le préfet de la région Guadeloupe
0354-CPNE-D972	UO PNE Martinique	Le préfet de la région Martinique
0354-CPNE-D973	UO PNE Guyane	Le préfet de la région Guyane
0354-CPNE-D974	UO PNE La Réunion	Le préfet de la région La Réunion
0354-CPNE-D975	UO PNE Saint-Pierre-et-Miquelon	Le préfet de Saint-Pierre-et-Miquelon
0354-CPNE-D976	UO PNE Mayotte	Le préfet de Mayotte
0354-CPNE-D986	UO PNE Wallis et Futuna	Le préfet, administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna
0354-CPNE-D987	UO PNE Polynésie française	Le haut-commissaire de la République en Polynésie française
0354-CPNE-D988	UO PNE Nouvelle-Calédonie	Le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie
0354-DR69	BOP Auvergne-Rhône-Alpes	Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
0354-DR69-DP01	UO Ain	Le préfet de l'Ain
0354-DR69-DP03	UO Allier	Le préfet de l'Allier

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0354-DR69-DP07	UO Ardèche	Le préfet de l'Ardèche
0354-DR69-DP15	UO Cantal	Le préfet du Cantal
0354-DR69-DP26	UO Drôme	Le préfet de la Drôme
0354-DR69-DP38	UO Isère	Le préfet de l'Isère
0354-DR69-DP42	UO Loire	Le préfet de la Loire
0354-DR69-DP43	UO Haute-Loire	Le préfet de la Haute-Loire
0354-DR69-DP63	UO Puy de Dôme	Le préfet du Puy de Dôme
0354-DR69-DP69	UO Rhône	Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet du Rhône
0354-DR69-DP73	UO Savoie	Le préfet de la Savoie
0354-DR69-DP74	UO Haute-Savoie	Le préfet de la Haute-Savoie
0354-DR69-DRDD	UO DRDJSCS (DRJSCS Auvergne-Rhône-Alpes + DDCS 69)	Le directeur régional et départemental de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes
0354-DR69-DCTE	UO DIRECCTE	Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Auvergne-Rhône-Alpes
0354-DR69-DAAF	UO DRAAF	Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Auvergne-Rhône-Alpes
0354-DR69-DRAC	UO DRAC	Le directeur régional des affaires culturelles de la région Auvergne-Rhône-Alpes
0354-DR69-DEAL	UO DREAL	Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes
0354-DR69-DMUT	UO mutualisée Auvergne-Rhône-Alpes	Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet du Rhône
0354-DR21	BOP Bourgogne Franche-Comté	Le préfet de région Bourgogne Franche-Comté
0354-DR21-DP21	UO Côte-d'Or	Le préfet de région Bourgogne Franche-Comté, préfet de la Côte-d'Or
0354-DR21-DP25	UO Doubs	Le préfet du Doubs
0354-DR21-DP39	UO Jura	Le préfet du Jura
0354-DR21-DP58	UO Nièvre	Le préfet de la Nièvre
0354-DR21-DP70	UO Haute-Saône	Le préfet de la Haute-Saône
0354-DR21-DP71	UO Saône-et-Loire	Le préfet de Saône-et-Loire
0354-DR21-DP89	UO Yonne	Le préfet de l'Yonne
0354-DR21-DP90	UO Territoire de Belfort	Le préfet du Territoire de Belfort
0354-DR21-DRDD	UO DRDJSCS (DRJSCS Bourgogne Franche-Comté + DDCS 21)	Le directeur régional et départemental de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de la région Bourgogne Franche-Comté
0354-DR21-DCTE	UO DIRECCTE	Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Bourgogne Franche-Comté
0354-DR21-DAAF	UO DRAAF	Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Bourgogne Franche-Comté
0354-DR21-DRAC	UO DRAC	Le directeur régional des affaires culturelles de la région Bourgogne Franche-Comté
0354-DR21-DEAL	UO DREAL	Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Bourgogne Franche-Comté
0354-DR21-DMUT	UO mutualisée Bourgogne Franche-Comté	Le préfet de région Bourgogne Franche-Comté, préfet de la Côte d'Or
0354-DR35	BOP Bretagne	Le préfet de la région Bretagne
0354-DR35-DP22	UO Côtes-d'Armor	Le préfet des Côtes-d'Armor
0354-DR35-DP29	UO Finistère	Le préfet du Finistère
0354-DR35-DP35	UO Ille-et-Vilaine	Le préfet de la région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine
0354-DR35-DP56	UO Morbihan	Le préfet du Morbihan
0354-DR35-DRJS	UO DRJSCS	Le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de la région Bretagne
0354-DR35-DCTE	UO DIRECCTE	Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Bretagne
0354-DR35-DAAF	UO DRAAF	Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Bretagne
0354-DR35-DRAC	UO DRAC	Le directeur régional des affaires culturelles de la région Bretagne
0354-DR35-DEAL	UO DREAL	Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Bretagne

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0354-DR35-DMUT	UO mutualisée Bretagne	Le préfet de la région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine
0354-DR45	BOP Centre-Val de Loire	Le préfet de la région Centre-Val de Loire
0354-DR45-DP18	UO Cher	Le préfet du Cher
0354-DR45-DP28	UO Eure-et-Loir	Le préfet d'Eure-et-Loir
0354-DR45-DP36	UO Indre	Le préfet de l'Indre
0354-DR45-DP37	UO Indre-et-Loire	Le préfet d'Indre-et-Loire
0354-DR45-DP41	UO Loir-et-Cher	Le préfet de Loir-et-Cher
0354-DR45-DP45	UO Loiret	Le préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret
0354-DR45-DRJS	UO DRJSCS	Le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de la région Centre-Val de Loire
0354-DR45-DCTE	UO DIRECCTE	Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Centre-Val de Loire
0354-DR45-DAAF	UO DRAAF	Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Centre-Val de Loire
0354-DR45-DRAC	UO DRAC	Le directeur régional des affaires culturelles de la région Centre-Val de Loire
0354-DR45-DEAL	UO DREAL	Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire
0354-DR45-DMUT	UO mutualisée Centre-Val de Loire	Le préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret
0354-DR2A	BOP Corse	Le préfet de Corse
0354-DR2A-DP2A	UO Corse-du-Sud	Le préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud
0354-DR2A-DP2B	UO Haute-Corse	Le préfet de Haute-Corse
0354-DR2A-DRJS	UO DRJSCS	Le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Corse
0354-DR2A-DCTE	UO DIRECCTE	Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Corse
0354-DR2A-DAAF	UO DRAAF	Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse
0354-DR2A-DRAC	UO DRAC	Le directeur régional des affaires culturelles de Corse
0354-DR2A-DEAL	UO DREAL	Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse
0354-DR2A-DMUT	UO mutualisée Corse	Le préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud
0354-DR67	BOP Grand Est	Le préfet de la région Grand Est
0354-DR67-DP08	UO Ardennes	Le préfet des Ardennes
0354-DR67-DP10	UO Aube	Le préfet de l'Aube
0354-DR67-DP51	UO Marne	Le préfet de la Marne
0354-DR67-DP52	UO Haute-Marne	Le préfet de la Haute-Marne
0354-DR67-DP54	UO Meurthe-et-Moselle	Le préfet de Meurthe-et-Moselle
0354-DR67-DP55	UO Meuse	Le préfet de la Meuse
0354-DR67-DP57	UO Moselle	Le préfet de la Moselle
0354-DR67-DP88	UO Vosges	Le préfet des Vosges
0354-DR67-DP67	UO Bas-Rhin	Le préfet de la région Grand Est, préfet du Bas-Rhin
0354-DR67-DP68	UO Haut-Rhin	Le préfet du Haut-Rhin
0354-DR67-DRDD	UO DRDJSCS (DRJSCS Grand Est + DDOS 67)	Le directeur régional et départemental de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de la région Grand Est
0354-DR67-DCTE	UO DIRECCTE	Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Grand Est
0354-DR67-DAAF	UO DRAAF	Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est
0354-DR67-DRAC	UO DRAC	Le directeur régional des affaires culturelles de la région Grand Est
0354-DR67-DEAL	UO DREAL	Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est
0354-DR67-DMUT	UO mutualisée Grand Est	Le préfet de la région Grand Est, préfet du Bas-Rhin
0354-DR59	BOP Hauts-de-France	Le préfet de la région Hauts-de-France
0354-DR59-DP02	UO Aisne	Le préfet de l'Aisne
0354-DR59-DP59	UO Nord	Le préfet de la région Hauts de France, préfet du Nord

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0354-DR59-DP60	UO Oise	Le préfet de l'Oise
0354-DR59-DP62	UO Pas-de-Calais	Le préfet du Pas-de-Calais
0354-DR59-DP80	UO Somme	Le préfet de la Somme
0354-DR59-DRJS	UO DRJSCS	Le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de la région Hauts-de-France
0354-DR59-DCTE	UO DIRECCTE	Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Hauts-de-France
0354-DR59-DAAF	UO DRAAF	Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Hauts-de-France
0354-DR59-DRAC	UO DRAC	Le directeur régional des affaires culturelles de la région Hauts-de-France
0354-DR59-DEAL	UO DREAL	Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France
0354-DR59-DMUT	UO mutualisée Hauts-de-France	Le préfet de la région Hauts-de-France, préfet du Nord
0354-DR75	BOP Île-de-France	Le préfet de la région Île-de-France
0354-DR75-DP75	UO Paris	Le préfet de la région Île-de-France, préfet de Paris
0354-DR75-DP77	UO Seine-et-Marne	Le préfet de Seine-et-Marne
0354-DR75-DP78	UO Yvelines	Le préfet des Yvelines
0354-DR75-DP91	UO Essonne	Le préfet de l'Essonne
0354-DR75-DP92	UO Hauts-de-Seine	Le préfet des Hauts-de-Seine
0354-DR75-DP93	UO Seine-Saint-Denis	Le préfet de Seine-Saint-Denis
0354-DR75-DP94	UO Val-de-Marne	Le préfet du Val-de-Marne
0354-DR75-DP95	UO Val-d'Oise	Le préfet du Val-d'Oise
0354-DR75-DRJS	UO DRJSCS	Le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de la région Île-de-France
0354-DR75-DCTE	UO DIRECCTE	Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Île-de-France
0354-DR75-DAAF	UO DRIAAF	Le directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Île-de-France
0354-DR75-DRAC	UO DRAC	Le directeur régional des affaires culturelles de la région Île-de-France
0354-DR75-DIEA	UO DRIEA	Le directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement de la région Île-de-France
0354-DR75-DIEE	UO DRIEE	Le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie de la région Île-de-France
0354-DR75-DIHL	UO DRIHL	Le directeur régional et interdépartemental de l'hébergement et du logement de la région Île-de-France
0354-DR75-DMUT	UO mutualisée Île-de-France	Le préfet de la région Île-de-France, préfet de Paris
0354-DR76	BOP Normandie	Le préfet de la région Normandie
0354-DR76-DP14	UO Calvados	Le préfet du Calvados
0354-DR76-DP27	UO Eure	Le préfet de l'Eure
0354-DR76-DP50	UO Manche	Le préfet de la Manche
0354-DR76-DP61	UO Orne	Le préfet de l'Orne
0354-DR76-DP76	UO Seine-Maritime	Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime
0354-DR76-DRDD	UO DRDJSCS (DRJSCS Normandie + DDCS 76)	Le directeur régional et départemental de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de la région Normandie
0354-DR76-DCTE	UO DIRECCTE	Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Normandie
0354-DR76-DAAF	UO DRAAF	Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Normandie
0354-DR76-DRAC	UO DRAC	Le directeur régional des affaires culturelles de la région Normandie
0354-DR76-DEAL	UO DREAL	Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Normandie
0354-DR76-DMUT	UO mutualisée Normandie	Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime
0354-DR33	BOP Nouvelle-Aquitaine	Le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine
0354-DR33-DP16	UO Charente	Le préfet de la Charente

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0354-DR33-DP17	UO Charente-Maritime	Le préfet de la Charente-Maritime
0354-DR33-DP19	UO Corrèze	Le préfet de la Corrèze
0354-DR33-DP23	UO Creuse	Le préfet de la Creuse
0354-DR33-DP24	UO Dordogne	Le préfet de la Dordogne
0354-DR33-DP33	UO Gironde	Le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la Gironde
0354-DR33-DP40	UO Landes	Le préfet des Landes
0354-DR33-DP47	UO Lot-et-Garonne	Le préfet de Lot-et-Garonne
0354-DR33-DP64	UO Pyrénées-Atlantiques	Le préfet des Pyrénées-Atlantiques
0354-DR33-DP79	UO Deux-Sèvres	Le préfet des Deux-Sèvres
0354-DR33-DP86	UO Vienne	Le préfet de la Vienne
0354-DR33-DP87	UO Haute-Vienne	Le préfet de la Haute-Vienne
0354-DR33-DRDD	UO DRDJSCS (DRJSCS Nouvelle-Aquitaine + DDCS 33)	Le directeur régional et départemental de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de la région Nouvelle-Aquitaine
0354-DR33-DCTE	UO DIRECCTE	Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Nouvelle-Aquitaine
0354-DR33-DAAF	UO DRAAF	Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle-Aquitaine
0354-DR33-DRAC	UO DRAC	Le directeur régional des affaires culturelles de la région Nouvelle-Aquitaine
0354-DR33-DEAL	UO DREAL	Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine
0354-DR33-DMUT	UO mutualisée Nouvelle-Aquitaine	Le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la Gironde
0354-DR31	BOP Occitanie	Le préfet de la région Occitanie
0354-DR31-DP09	UO Ariège	Le préfet de l'Ariège
0354-DR31-DP11	UO Aude	Le préfet de l'Aude
0354-DR31-DP12	UO Aveyron	Le préfet de l'Aveyron
0354-DR31-DP30	UO Gard	Le préfet du Gard
0354-DR31-DP31	UO Haute-Garonne	Le préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne
0354-DR31-DP32	UO Gers	Le préfet du Gers
0354-DR31-DP34	UO Hérault	Le préfet de l'Hérault
0354-DR31-DP46	UO Lot	Le préfet du Lot
0354-DR31-DP48	UO Lozère	Le préfet de Lozère
0354-DR31-DP65	UO Hautes-Pyrénées	Le préfet des Hautes-Pyrénées
0354-DR31-DP66	UO Pyrénées-Orientales	Le préfet des Pyrénées-Orientales
0354-DR31-DP81	UO Tarn	Le préfet du Tarn
0354-DR31-DP82	UO Tarn-et-Garonne	Le préfet de Tarn-et-Garonne
0354-DR31-DRJS	UO DRJSCS	Le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de la région Occitanie
0354-DR31-DCTE	UO DIRECCTE	Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Occitanie
0354-DR31-DAAF	UO DRAAF	Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Occitanie
0354-DR31-DRAC	UO DRAC	Le directeur régional des affaires culturelles de la région Occitanie
0354-DR31-DEAL	UO DREAL	Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie
0354-DR31-DMUT	UO mutualisée Occitanie	Le préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne
0354-DR44	BOP Pays de la Loire	Le préfet de la région Pays de la Loire
0354-DR44-DP44	UO Loire-Atlantique	Le préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique
0354-DR44-DP49	UO Maine-et-Loire	Le préfet de Maine-et-Loire
0354-DR44-DP53	UO Mayenne	Le préfet de la Mayenne
0354-DR44-DP72	UO Sarthe	Le préfet de la Sarthe
0354-DR44-DP85	UO Vendée	Le préfet de la Vendée

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0354-DR44-DRDD	UO DRDJSCS (DRJSCS Pays-de-la-Loire + DDCS 44)	Le directeur régional et départemental de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de la région Pays de la Loire
0354-DR44-DCTE	UO DIRECCTE	Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Pays de la Loire
0354-DR44-DAAF	UO DRAAF	Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Pays de la Loire
0354-DR44-DRAC	UO DRAC	Le directeur régional des affaires culturelles de la région Pays de la Loire
0354-DR44-DEAL	UO DREAL	Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Pays de la Loire
0354-DR44-DMUT	UO mutualisée Pays de la Loire	Le préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique
0354-DR13	BOP Provence-Alpes-Côte d'Azur	Le préfet de la région Provence-Alpes Côte d'Azur
0354-DR13-DP04	UO Alpes de Haute-Provence	Le préfet des Alpes de Haute-Provence
0354-DR13-DP05	UO Hautes-Alpes	Le préfet des Hautes-Alpes
0354-DR13-DP06	UO Alpes-Maritimes	Le préfet des Alpes-Maritimes
0354-DR13-DP13	UO Bouches-du-Rhône	Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet des Bouches-du-Rhône
0354-DR13-DP83	UO Var	Le préfet du Var
0354-DR13-DP84	UO Vaucluse	Le préfet du Vaucluse
0354-DR13-DPPP	UO Préfecture de police des Bouches-du-Rhône	Le préfet de police des Bouches-du-Rhône
0354-DR13-DRDD	UO DRDJSCS (DRJSCS Provence-Alpes-Côte d'Azur + DDCS 13)	Le directeur régional et départemental de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de la région Provence-Alpes- Côte d'Azur
0354-DR13-DCTE	UO DIRECCTE	Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Provence-Alpes- Côte d'Azur
0354-DR13-DAAF	UO DRAAF	Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Provence-Alpes- Côte d'Azur
0354-DR13-DRAC	UO DRAC	Le directeur régional des affaires culturelles de la région Provence-Alpes- Côte d'Azur
0354-DR13-DEAL	UO DREAL	Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Provence-Alpes- Côte d'Azur
0354-DR13-DMUT	UO mutualisée Provence-Alpes- Côte d'Azur	Le préfet de la région Provence-Alpes- Côte d'Azur, préfet des Bouches-du-Rhône
0354-D971	BOP Guadeloupe	Le préfet de la région Guadeloupe
0354-D971-D971	UO Guadeloupe	Le préfet de la région Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe
0354-D971-DMUT	UO mutualisée Guadeloupe	Le préfet de la région Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe
0354-D971-DAAF	UO DAAF	Le directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la Guadeloupe
0354-D971-DEAL	UO DEAL	Le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Guadeloupe
0354-D971-DCTE	UO DIECCTE	Le directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la Guadeloupe
0354-D971-DIAC	UO DAC	Le directeur des affaires culturelles de la Guadeloupe
0354-D971-DMER	UO DM	Le directeur de la mer de la Guadeloupe
0354-D971-DJSC	UO DJSCS	Le directeur de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de la Guadeloupe
0354-D971-DSBM	UO Saint-Barthélemy et Saint-Martin	Le préfet délégué auprès du représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin
0354-D972	BOP Martinique	Le préfet de la région Martinique
0354-D972-D972	UO Martinique	Le préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique
0354-D972-DAAF	UO DAAF	Le directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la Martinique
0354-D972-DEAL	UO DEAL	Le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Martinique
0354-D972-DCTE	UO DIECCTE	Le directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la Martinique
0354-D972-DIAC	UO DAC	Le directeur des affaires culturelles de la Martinique
0354-D972-DMER	UO DM	Le directeur de la mer de la Martinique
0354-D972-DJSC	UO DJSCS	Le directeur de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de la Martinique
0354-D972-DMUT	UO mutualisée Martinique	Le préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique
0354-D973	BOP Guyane	Le préfet de la région Guyane



NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0354-D973-D973	UO Guyane	Le préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane
0354-D973-DMUT	UO mutualisée Guyane	Le préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane
0354-D973-DREC	UO rectorat Guyane	Le préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane
0354-D973-DFIP	UO DFIP Guyane	Le préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane
0354-D974	BOP La Réunion	Le préfet de la région La Réunion
0354-D974-D974	UO La Réunion	Le préfet de la région La Réunion, préfet de La Réunion
0354-D974-DAAF	UO DAAF	Le directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de La Réunion
0354-D974-DEAL	UO DEAL	Le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de La Réunion
0354-D974-DCTE	UO DIECCTE	Le directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de La Réunion
0354-D974-DIAC	UO DAC	Le directeur des affaires culturelles de La Réunion
0354-D974-DMER	UO DMSOI	Le directeur de la mer sud de l'océan Indien
0354-D974-DJSC	UO DJSCS	Le directeur de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de La Réunion
0354-D974-DMUT	UO mutualisée La Réunion	Le préfet de la région La Réunion, préfet de La Réunion
0354-D975	BOP Saint-Pierre-et-Miquelon	Le préfet de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon
0354-D975-D975	UO Saint-Pierre-et-Miquelon	Le préfet de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon
0354-D976	BOP Mayotte	Le préfet de Mayotte
0354-D976-D976	UO Mayotte	Le préfet de Mayotte
0354-D976-DAAF	UO DAAF	Le directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Mayotte
0354-D976-DEAL	UO DEAL	Le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Mayotte
0354-D976-DCTE	UO DIECCTE	Le directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Mayotte
0354-D976-DIAC	UO DAC	Le directeur des affaires culturelles de Mayotte
0354-D976-DMER	UO UD DMSOI	Le chef de l'unité départementale de Mayotte de la direction de la mer sud de l'océan Indien
0354-D976-DJSC	UO DJSCS	Le directeur de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Mayotte
0354-D976-DMUT	UO mutualisée Mayotte	Le préfet de Mayotte
0354-D984	BOP Terres australes et antarctiques françaises	Le préfet, administrateur supérieur des Terres australes et antarctiques françaises
0354-D984-D984	UO Terres australes et antarctiques françaises	Le préfet, administrateur supérieur des Terres australes et antarctiques françaises
0354-D986	BOP Wallis et Futuna	Le préfet, administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna
0354-D986-D986	UO Wallis et Futuna	Le préfet, administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna
0354-D987	BOP Polynésie française	Le Haut-commissaire de la République en Polynésie française
0354-D987-D987	UO Polynésie française	Le Haut-commissaire de la République en Polynésie française
0354-D988	BOP Nouvelle-Calédonie	Le Haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie
0354-D988-D988	UO de Nouvelle-Calédonie	Le Haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 1368 du 9 janvier 2020 portant agrément pour l'outre-mer des sous-officiers  
du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ2000738S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés;

Vu la décision n° 68565/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN/SMOB du 4 octobre 2019 portant agrément pour l'outre-mer des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale et des sous-officiers de gendarmerie, spécialistes « affaires immobilières »;

Vu la circulaire n° 970980/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOGV du 3 septembre 2015 relative à la gestion des sous-officiers de la gendarmerie affectés outre-mer,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

La demande outre-mer formulée par la maréchale des logis LAINÉ Alexine – NIGEND: 354671 – de la spécialité « administration et gestion du personnel » est agréée au titre du COMGEND GUYANE FRANÇAISE.

Article 2

Le terme de la validité de ces agréments est fixé au 31 décembre 2020.

Article 3

Compte tenu du caractère révocable de l'agrément, aucune mesure d'ordre privé à caractère définitif se rapportant au départ outre-mer ne devra être prise par les sous-officiers dont la candidature est retenue avant la notification de leur ordre de mutation individuel. Il sera rendu compte, sous la référence du présent timbre, de tout changement de position ou de situation intervenant postérieurement à la date de la décision.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le colonel, chef du bureau du personnel sous-officiers  
du corps de soutien technique et administratif  
de la gendarmerie nationale,*  
J. MEILLARD

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
des étrangers en France*

**Décision du 9 janvier 2020 portant désignation des responsables de budgets opérationnels de programme et des unités opérationnelles pour le programme 104 « Intégration et accès à la nationalité française »**

NOR : INTV2000204S

Le directeur général des étrangers en France,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 70;

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer;

Vu l'arrêté du 6 février 2014 modifié portant désignation des responsables de programme pour le ministère de l'intérieur,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

En application de l'article 70 du décret du 7 novembre 2012 susvisé, les responsables de budgets opérationnels de programme et d'unités opérationnelles pour le programme 104 « Intégration et accès à la nationalité française » sont désignés conformément à l'annexe à la présente décision.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 janvier 2020.

*Le directeur général des étrangers en France,*  
P.-A. MOLINA

## A N N E X E

RESPONSABLES DE BUDGETS OPÉRATIONNELS DE PROGRAMMES  
ET D'UNITÉS OPÉRATIONNELLES

## Programme n° 104 «intégration et accès à la nationalité française»

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0104-CAIC	BOP Direction de l'accueil, de l'accompagnement des étrangers et de la nationalité	Le directeur de l'accueil, de l'accompagnement des étrangers et de la nationalité
0104-CAIC-COPI	UO opérateurs et intervention	Le directeur de l'accueil, de l'accompagnement des étrangers et de la nationalité
0104 -CAIC-CEUR	UO crédits Europe	Le directeur de l'accueil, de l'accompagnement des étrangers et de la nationalité
0104 -CAIC-CANA	UO Accès à la nationalité française	Le sous-directeur de l'accès à la nationalité française
0104-CAIC-EDEP	UO Dépenses à l'étranger	Le directeur de l'accueil, de l'accompagnement des étrangers et de la nationalité
0104-CAIC-CASI	UO Asile	Le directeur de l'asile
0104-CAIC-CAIR	UO Délégation interministérielle pour l'accueil et l'intégration des réfugiés (DIAIR)	Le délégué interministériel pour l'accueil et l'intégration des réfugiés
0104-DR67	BOP Grand Est	Le préfet de la région Grand Est
0104-DR67-DR67	UO Préfecture de la région Grand-Est	Le préfet de la région Grand-Est
0104-DR67-DP67	UO Préfecture du Bas-Rhin	Le préfet du Bas-Rhin
0104-DR67-DP68	UO Préfecture du Haut-Rhin	Le préfet du Haut-Rhin
0104-DR67-DP08	UO Préfecture des Ardennes	Le préfet des Ardennes
0104-DR67-DP10	UO Préfecture de l'Aube	Le préfet de l'Aube
0104-DR67-DP51	UO Préfecture de la Marne	Le préfet de la Marne
0104-DR67-DP52	UO Préfecture de la Haute-Marne	Le préfet de la Haute-Marne
0104-DR67-DP54	UO Préfecture de la Meurthe-et-Moselle	Le préfet de la Meurthe-et-Moselle
0104-DR67-DP55	UO Préfecture de la Meuse	Le préfet de la Meuse
0104-DR67-DP57	UO Préfecture de la Moselle	Le préfet de la Moselle
0104-DR67-DP88	UO Préfecture des Vosges	Le préfet des Vosges
0104-DR33	BOP Nouvelle-Aquitaine	Le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine
0104-DR33-DR33	UO Préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine	Le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine
0104-DR33-DP24	UO Préfecture de la Dordogne	Le préfet de la Dordogne
0104-DR33-DP33	UO Préfecture de la Gironde	Le préfet de la Gironde
0104-DR33-DP40	UO Préfecture des Landes	Le préfet des Landes
0104-DR33-DP47	UO Préfecture du Lot-et-Garonne	Le préfet du Lot-et-Garonne
0104-DR33-DP64	UO Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	Le préfet des Pyrénées-Atlantiques
0104-DR33-DP19	UO Préfecture de la Corrèze	Le préfet de la Corrèze
0104-DR33-DP23	UO Préfecture de la Creuse	Le préfet de la Creuse

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0104-DR33-DP87	UO Préfecture de la Haute-Vienne	Le préfet de la Haute-Vienne
0104-DR33-DP16	UO Préfecture de la Charente	Le préfet de la Charente
0104-DR33-DP17	UO Préfecture de la Charente-Maritime	Le préfet de la Charente-Maritime
0104-DR33-DP79	UO Préfecture des Deux-Sèvres	Le préfet des Deux-Sèvres
0104-DR33-DP86	UO Préfecture de la Vienne	Le préfet de la Vienne
0104-DR69	BOP Auvergne-Rhône-Alpes	Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet du Rhône
0104-DR69-DR69	UO Préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes	Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet du Rhône
0104-DR69-DP03	UO Préfecture de l'Allier	Le préfet de l'Allier
0104- DR69-DP15	UO Préfecture du Cantal	Le préfet du Cantal
0104- DR69-DP43	UO Préfecture de la Haute-Loire	Le préfet de la Haute-Loire
0104- DR69-DP63	UO Préfecture du Puy-de-Dôme	Le préfet du Puy-de-Dôme
0104- DR69-DP01	UO Préfecture de l'Ain	Le préfet de l'Ain
0104- DR69-DP07	UO Préfecture de l'Ardèche	Le préfet de l'Ardèche
0104- DR69-DP26	UO Préfecture de la Drôme	Le préfet de la Drôme
0104- DR69-DP38	UO Préfecture de l'Isère	Le préfet de l'Isère
0104- DR69-DP42	UO Préfecture de la Loire	Le préfet de la Loire
0104- DR69-DP69	UO Préfecture du Rhône	Le préfet du Rhône
0104- DR69-DP73	UO Préfecture de la Savoie	Le préfet de la Savoie
0104- DR69-DP74	UO Préfecture de la Haute-Savoie	Le préfet de la Haute-Savoie
0104-DR21	BOP Bourgogne-Franche-Comté	Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté, préfet de la Côte-d'Or
0104- DR21-DR21	UO Préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté	Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté, préfet de la Côte-d'Or
0104- DR21-DP21	UO Préfecture de la Côte-d'Or	Le préfet de la Côte-d'Or
0104- DR21-DP58	UO Préfecture de la Nièvre	Le préfet de la Nièvre
0104- DR21-DP71	UO Préfecture de la Saône-et-Loire	Le préfet de la Saône-et-Loire
0104- DR21-DP89	UO Préfecture de l'Yonne	Le préfet de l'Yonne
0104- DR21-DP25	UO Préfecture du Doubs	Le préfet du Doubs
0104- DR21-DP39	UO Préfecture du Jura	Le préfet du Jura
0104- DR21-DP70	UO Préfecture de la Haute-Saône	Le préfet de la Haute-Saône
0104- DR21-DP90	UO Préfecture du Territoire de Belfort	Le préfet du Territoire de Belfort
0104-DR35	BOP Bretagne	Le préfet de la région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine
0104- DR35-DR35	UO Préfecture de la région Bretagne	Le préfet de la région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine
0104- DR35-DP22	UO Préfecture des Côtes-d'Armor	Le préfet des Côtes-d'Armor

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0104- DR35-DP29	UO Préfecture du Finistère	Le préfet du Finistère
0104- DR35-DP35	UO Préfecture d'Ille-et-Vilaine	Le préfet d'Ille-et-Vilaine
0104- DR35-DP56	UO Préfecture du Morbihan	Le préfet du Morbihan
0104-DR45	BOP Centre-Val de Loire	Le préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret
0104- DR45-DR45	UO Préfecture de la région Centre-Val de Loire	Le préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret
0104- DR45-DP18	UO Préfecture du Cher	Le préfet du Cher
0104- DR45-DP28	UO Préfecture d'Eure-et-Loir	Le préfet d'Eure-et-Loir
0104- DR45-DP36	UO Préfecture de l'Indre	Le préfet de l'Indre
0104- DR45-DP37	UO Préfecture d'Indre-et-Loire	Le préfet d'Indre-et-Loire
0104- DR45-DP41	UO Préfecture du Loir-et-Cher	Le préfet du Loir-et-Cher
0104- DR45-DP45	UO Préfecture du Loiret	Le préfet du Loiret
0104-DR20	BOP Corse	Le préfet de la région Corse, préfet de la Corse-du-Sud
0104- DR20-DR20	UO Préfecture de la Corse	Le préfet de la Corse, préfet de la Corse-du-Sud
0104- DR20-DP2A	UO Préfecture de la Corse-du-Sud	Le préfet de la Corse-du-Sud
0104- DR20-DP2B	UO Préfecture de la Haute-Corse	Le préfet de la Haute-Corse
0104-DR75	BOP île-de-France	Le préfet de la région île-de-France, préfet de Paris
0104- DR75-DR75	UO Préfecture de la région île-de-France	Le préfet de la région île-de-France, préfet de Paris
0104- DR75-DP75	UO Préfecture de Paris	Le préfet de Paris
0104- DR75-DP77	UO Préfecture de la Seine-et-Marne	Le préfet de la Seine-et-Marne
0104- DR75-DP78	UO Préfecture des Yvelines	Le préfet des Yvelines
0104- DR75-DP91	UO Préfecture de l'Essonne	Le préfet de l'Essonne
0104- DR75-DP92	UO Préfecture des Hauts-de-Seine	Le préfet des Hauts-de-Seine
0104- DR75-DP93	UO Préfecture de la Seine-Saint-Denis	Le préfet de la Seine-Saint-Denis
0104- DR75-DP94	UO Préfecture du Val-de-Marne	Le préfet du Val-de-Marne
0104- DR75-DP95	UO Préfecture du Val-d'Oise	Le préfet du Val-d'Oise
0104-DR75-DRIH	UO Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement d'île de France	Le préfet de la de région Île-de France, préfet de Paris
0104-DR31	BOP Occitanie	Le préfet de la région de l'Occitanie
0104- DR31-DR31	UO Préfecture de la région Occitanie	Le préfet de la région Occitanie
0104- DR31-DP11	UO Préfecture de l'Aude	Le préfet de l'Aude
0104- DR31-DP30	UO Préfecture du Gard	Le préfet du Gard
0104- DR31-DP34	UO Préfecture de l'Hérault	Le préfet de l'Hérault
0104- DR31-DP48	UO Préfecture de la Lozère	Le préfet de la Lozère



NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0104- DR31-DP66	UO Préfecture des Pyrénées-Orientales	Le préfet des Pyrénées-Orientales
0104- DR31-DP09	UO Préfecture de l'Ariège	Le préfet de l'Ariège
0104- DR31-DP12	UO Préfecture de l'Aveyron	Le préfet de l'Aveyron
0104- DR31-DP31	UO Préfecture de la Haute-Garonne	Le préfet de la Haute-Garonne
0104- DR31-DP32	UO Préfecture du Gers	Le préfet du Gers
0104- DR31-DP46	UO Préfecture du Lot	Le préfet du Lot
0104- DR31-DP65	UO Préfecture des Hautes-Pyrénées	Le préfet des Hautes-Pyrénées
0104- DR31-DP81	UO Préfecture du Tarn	Le préfet du Tarn
0104- DR31-DP82	UO Préfecture du Tarn-et-Garonne	Le préfet du Tarn-et-Garonne
0104-DR59	BOP Hauts-de-France	Le préfet de la région des Hauts-de-France
0104- DR59-DR59	UO Préfecture de la région Hauts-de-France	Le préfet de la région Hauts-de-France
0104- DR59-DP59	UO Préfecture du Nord	Le préfet du Nord
0104- DR59-DP62	UO Préfecture du Pas-de-Calais	Le préfet du Pas-de-Calais
0104- DR59-DP02	UO Préfecture de l'Aisne	Le préfet de l'Aisne
0104- DR59-DP60	UO Préfecture de l'Oise	Le préfet de l'Oise
0104- DR59-DP80	UO Préfecture de la Somme	Le préfet de la Somme
0104-DR76	BOP Normandie	Le préfet de la région de la Normandie, préfet de la Seine-Maritime
0104- DR76-DR76	UO Préfecture de la région Normandie	Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime
0104- DR76-DP14	UO Préfecture du Calvados	Le préfet du Calvados
0104- DR76-DP50	UO Préfecture de la Manche	Le préfet de la Manche
0104- DR76-DP61	UO Préfecture de l'Orne	Le préfet de l'Orne
0104- DR76-DP27	UO Préfecture de l'Eure	Le préfet de l'Eure
0104- DR76-DP76	UO Préfecture de la Seine-Maritime	Le préfet de la Seine-Maritime
0104-DR13	BOP Provence-Alpes-Côte d'Azur	Le préfet de la région de la Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet des Bouches-du-Rhône
0104- DR13-DR13	UO Préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
0104- DR13-DP04	UO Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence	Le préfet des Alpes-de-Haute-Provence
0104- DR13-DP05	UO Préfecture des Hautes-Alpes	Le préfet des Hautes-Alpes
0104- DR13-DP06	UO Préfecture des Alpes-Maritimes	Le préfet des Alpes-Maritimes
0104- DR13-DP13	UO Préfecture des Bouches-du-Rhône	Le préfet des Bouches-du-Rhône
0104- DR13-DP83	UO Préfecture du Var	Le préfet du Var
0104- DR13-DP84	UO Préfecture du Vaucluse	Le préfet du Vaucluse
0104-DR44	BOP Pays de la Loire	Le préfet de la région du Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0104- DR44-DR44	UO Préfecture de la région Pays de la Loire	Le préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique
0104- DR44-DP44	UO Préfecture de la Loire-Atlantique	Le préfet de la Loire-Atlantique
0104- DR44-DP49	UO Préfecture de Maine-et-Loire	Le préfet de Maine-et-Loire
0104- DR44-DP53	UO Préfecture de la Mayenne	Le préfet de la Mayenne
0104- DR44-DP72	UO Préfecture de la Sarthe	Le préfet de la Sarthe
0104- DR44-DP85	UO Préfecture de la Vendée	Le préfet de la Vendée
0104-D971	BOP Guadeloupe	Le préfet de la région Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin
0104- D971-D971	UO Préfecture de la Guadeloupe	Le préfet de la région Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin
0104-D972	BOP Martinique	Le préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique
0104- D972-D972	UO Préfecture de la Martinique	Le préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique
0104-D973	BOP Guyane	Le préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane
0104- D973-D973	UO Préfecture de la Guyane	Le préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane
0104-D974	BOP Réunion	Le préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion
0104- D974-D974	UO Préfecture de La Réunion	Le préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion,
0104-D976	BOP Mayotte	Le préfet de Mayotte
0104- D976-D976	UO Préfecture de Mayotte	Le préfet de Mayotte

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale  
des étrangers en France

**Décision du 9 janvier 2020 portant désignation des responsables de budgets opérationnels de programme et des unités opérationnelles pour le programme 303 « Immigration et asile »**

NOR : INTV2000205S

Le directeur général des étrangers en France,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 70;

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer;

Vu l'arrêté du 6 février 2014 modifié portant désignation des responsables de programme pour le ministère de l'intérieur,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

En application de l'article 70 du décret du 7 novembre 2012 susvisé, les responsables de budgets opérationnels de programme et d'unités opérationnelles pour le programme 303 « Immigration et asile » sont désignés conformément à l'annexe à la présente décision.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 janvier 2020.

*Le directeur général des étrangers en France,*  
P.-A. MOLINA

# A N N E X E

## RESPONSABLES DE BUDGETS OPÉRATIONNELS DE PROGRAMMES ET D'UNITÉS OPÉRATIONNELLES

### Programme n° 303 «immigration et asile»

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0303-CASI	BOP Asile	Le directeur de l'asile
0303-CASI-CEUR	UO Asile crédits Europe	Le directeur de l'asile
0303-CASI-CASI	UO Opérateurs et dispositifs Asile	Le directeur de l'asile
0303-CLII	BOP Lutte contre l'immigration irrégulière	Le sous-directeur de la lutte contre l'immigration irrégulière
0303-CLII-CAAT	UO Amendes aux transporteurs	Le sous-directeur de la lutte contre l'immigration irrégulière
0303-CLII-CEUR	UO Fonds européens	Le sous-directeur de la lutte contre l'immigration irrégulière
0303-CLII-CLII	UO Lutte contre l'immigration irrégulière	Le sous-directeur de la lutte contre l'immigration irrégulière
0303-CLII-D971	UO SATPN Guadeloupe	Le chef du service administratif et technique de la police nationale
0303-CLII-D972	UO SATPN Martinique	Le chef du service administratif et technique de la police nationale
0303-CLII-D973	UO SATPN Guyane	Le chef du service administratif et technique de la police nationale
0303-CLII-D974	UO SATPN Réunion	Le chef du service administratif et technique de la police nationale
0303-CLII-D976	UO SATPN Mayotte	Le chef du service administratif et technique de la police nationale
0303-CLII-D987	UO SATPN Polynésie	Le chef du service administratif et technique de la police nationale
0303-CLII-D988	UO SATPN N Calédonie	Le chef du service administratif et technique de la police nationale
0303-CLII-DEST	UO SGAMI Est	Le secrétaire général du SGAMI Est
0303-CLII-DNOR	UO SGAMI Nord	Le secrétaire général du SGAMI Nord
0303-CLII-DOUE	UO SGAMI Ouest	Le secrétaire général du SGAMI Ouest
0303-CLII-DPAR	UO SGAP Paris	Le secrétaire général du SGAMI Paris
0303-CLII-DSUD	UO SGAMI Sud	Le secrétaire général du SGAMI Sud
0303-CLII-DSUE	UO SGAMI Sud-Est	Le secrétaire général du SGAMI Sud-Est
0303-CLII-DSUO	UO SGAMI Sud-Ouest	Le secrétaire général du SGAMI Sud-Ouest
0303-CLII-EDEP	UO Dépenses à l'étranger	Le sous-directeur de la lutte contre l'immigration irrégulière
0303-CLII-TECH	UO Technique CLII	Le sous-directeur de la lutte contre l'immigration irrégulière
0303-CLII-CIMO	UO Immobilier	Le sous-directeur de la lutte contre l'immigration irrégulière

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0303-CSOU	BOP Soutien	Le chef de service du pilotage et des systèmes d'information
0303-CSOU-CSIC	UO Système d'information Min 59	Le chef du département du pilotage et de la gestion des systèmes d'information
0303-CSOU-CSI9	UO Système d'information Min 09	Le chef du département du pilotage et de la gestion des systèmes d'information
0303-CSOU-CSI1	UO Système d'information Min 01	Le chef du département du pilotage et de la gestion des systèmes d'information
0303-CSOU-CS35	UO Système d'information Min 35	Le chef du département du pilotage et de la gestion des systèmes d'information
0303-CSOU-EDEP	UO Dépenses à l'étranger	Le chef du service du pilotage et des systèmes d'information
0303-CSOU-CAFG	UO Affaires générales	Le chef du service du pilotage et des systèmes d'information
0303-CSOU-CEUR	UO Soutien crédits Europe	Le chef du service du pilotage et des systèmes d'information
0303-CSOU-TECH	UO Soutien technique SI	Le chef du département du pilotage et de la gestion des systèmes d'information
0303-CSOU-CCAB	UO Soutien	Le chef du cabinet
0303-DR67	BOP Grand Est	Le préfet de la région Grand Est
0303-DR67-DR67	UO Préfecture de la région Grand Est	Le préfet de la région Grand Est
0303-DR67-DP08	UO Préfecture des Ardennes	Le préfet des Ardennes
0303-DR67-DP10	UO Préfecture de l'Aube	Le préfet de l'Aube
0303-DR67-DP51	UO Préfecture de la Marne	Le préfet de la Marne
0303-DR67-DP52	UO Préfecture de la Haute-Marne	Le préfet de la Haute-Marne
0303-DR67-DP54	UO Préfecture de la Meurthe-et-Moselle	Le préfet de la Meurthe-et-Moselle
0303-DR67-DP55	UO Préfecture de la Meuse	Le préfet de la Meuse
0303-DR67-DP57	UO Préfecture de la Moselle	Le préfet de la Moselle
0303-DR67-DP67	UO Préfecture du Bas-Rhin	Le préfet du Bas-Rhin
0303-DR67-DP68	UO Préfecture du Haut-Rhin	Le préfet du Haut-Rhin
0303-DR67-DP88	UO Préfecture des Vosges	Le préfet des Vosges
0303-DR33	BOP Nouvelle-Aquitaine	Le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine
0303-DR33-DP24	UO Préfecture de la Dordogne	Le préfet de la Dordogne
0303-DR33-DP33	UO Préfecture de la Gironde	Le préfet de la Gironde
0303-DR33-DP40	UO Préfecture des Landes	Le préfet des Landes
0303-DR33-DP47	UO Préfecture du Lot-et-Garonne	Le préfet du Lot-et-Garonne
0303-DR33-DP64	UO Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	Le préfet des Pyrénées-Atlantiques
0303-DR33-DP19	UO Préfecture de la Corrèze	Le préfet de la Corrèze
0303-DR33-DP23	UO Préfecture de la Creuse	Le préfet de la Creuse
0303-DR33-DP87	UO Préfecture de la Haute-Vienne	Le préfet de la Haute-Vienne
0303-DR33-DP16	UO Préfecture de la Charente	Le préfet de la Charente
0303-DR33-DP17	UO Préfecture de la Charente-Maritime	Le préfet de la Charente-Maritime

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0303-DR33-DP79	UO Préfecture des Deux-Sèvres	Le préfet des Deux-Sèvres
0303-DR33-DP86	UO Préfecture de la Vienne	Le préfet de la Vienne
0303-DR69	BOP Auvergne-Rhône-Alpes	Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
0303-DR69-DREG	UO Auvergne-Rhône-Alpes	Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
0303-DR69-DP01	UO Préfecture de l'Ain	Le préfet de l'Ain
0303-DR69-DP03	UO Préfecture de l'Allier	Le préfet de l'Allier
0303-DR69-DP07	UO Préfecture de l'Ardèche	Le préfet de l'Ardèche
0303-DR69-DP15	UO Préfecture du Cantal	Le préfet du Cantal
0303-DR69-DP43	UO Préfecture de la Haute-Loire	Le préfet de Haute-Loire
0303-DR69-DP63	UO Préfecture du Puy-de-Dôme	Le préfet du Puy-de-Dôme
0303-DR69-DP26	UO Préfecture de la Drôme	Le préfet de la Drôme
0303-DR69-DP38	UO Préfecture de l'Isère	Le préfet de l'Isère
0303-DR69-DP42	UO Préfecture de la Loire	Le préfet de la Loire
0303-DR69-DP69	UO Préfecture du Rhône	Le préfet du Rhône
0303-DR69-DP73	UO Préfecture de la Savoie	Le préfet de Savoie
0303-DR69-DP74	UO Préfecture de la Haute-Savoie	Le préfet de la Haute-Savoie
0303-DR21	BOP Bourgogne-Franche-Comté	Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté
0303-DR21-DP21	UO Préfecture de la Côte-d'Or	Le préfet de la Côte-d'Or
0303-DR21-DP58	UO Préfecture de la Nièvre	Le préfet de la Nièvre
0303-DR21-DP71	UO Préfecture de la Saône-et-Loire	Le préfet de la Saône-et-Loire
0303-DR21-DP89	UO Préfecture de l'Yonne	Le préfet de l'Yonne
0303-DR21-DP25	UO Préfecture du Doubs	Le préfet du Doubs
0303-DR21-DP39	UO Préfecture du Jura	Le préfet du Jura
0303-DR21-DP70	UO Préfecture de la Haute-Saône	Le préfet de la Haute-Saône
0303-DR21-DP90	UO Préfecture du Territoire de Belfort	Le préfet du Territoire de Belfort
0303-DR21-DR21	UO DRJSCS	Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté
0303-DR35	BOP Bretagne	Le préfet de la région Bretagne
0303-DR35-DP22	UO Préfecture des Côtes-d'Armor	Le préfet des Côtes-d'Armor
0303-DR35-DP29	UO Préfecture du Finistère	Le préfet du Finistère
0303-DR35-DP35	UO Préfecture d'Ille-et-Vilaine	Le préfet d'Ille-et-Vilaine
0303-DR35-DP56	UO Préfecture du Morbihan	Le préfet du Morbihan
0303-DR35-DR35	UO DRJSCS	Le préfet de la région Bretagne
0303-DR45	BOP Centre-Val de Loire	Le préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret



NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0303-DR45-DR45	UO Préfecture de la région Centre-Val de Loire	Le préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret
0303-DR45-DP18	UO Préfecture du Cher	Le préfet du Cher
0303-DR45-DP28	UO Préfecture de l'Eure-et-Loir	Le préfet de l'Eure-et-Loir
0303-DR45-DP36	UO Préfecture de l'Indre	Le préfet de l'Indre
0303-DR45-DP37	UO Préfecture de l'Indre-et-Loire	Le préfet de l'Indre-et-Loire
0303-DR45-DP41	UO Préfecture du Loir-et-Cher	Le préfet du Loir-et-Cher
0303-DR45-DP45	UO Préfecture du Loiret	Le préfet du Loiret
0303-DR20	BOP Corse	Le préfet de la région Corse
0303-DR20-DP2A	UO Préfecture de la Corse-du-Sud	Le préfet de la Corse-du-Sud
0303-DR20-DP2B	UO Préfecture de la Haute-Corse	Le préfet de la Haute-Corse
0303-DR75	BOP Île-de-France	Le préfet de la région Île-de-France
0303-DR75-DRIH	UO Paris et petite couronne (75-92-93-94)	Le directeur régional et interdépartemental de l'hébergement et du logement
0303-DR75-DP77	UO Préfecture de la Seine-et-Marne	Le préfet de la Seine-et-Marne
0303-DR75-DP78	UO Préfecture des Yvelines	Le préfet des Yvelines
0303-DR75-DP91	UO Préfecture de l'Essonne	Le préfet de l'Essonne
0303-DR75-DP95	OU Préfecture du Val-d'Oise	Le préfet du Val-d'Oise
0303-DR31	BOP Occitanie	Le préfet de la région Occitanie
0303-DR31-DP11	UO Préfecture de l'Aude	Le préfet de l'Aude
0303-DR31-DP30	UO Préfecture du Gard	Le préfet du Gard
0303-DR31-DP34	UO Préfecture de l'Hérault	Le préfet de l'Hérault
0303-DR31-DP48	UO Préfecture de la Lozère	Le préfet de la Lozère
0303-DR31-DP66	UO Préfecture des Pyrénées-Orientales	Le préfet des Pyrénées-Orientales
0303-DR31-DP09	UO Préfecture de l'Ariège	Le préfet de l'Ariège
0303-DR31-DP12	UO Préfecture de l'Aveyron	Le préfet de l'Aveyron
0303-DR31-DP31	UO Préfecture de la Haute-Garonne	Le préfet de la Haute-Garonne
0303-DR31-DP32	UO Préfecture du Gers	Le préfet du Gers
0303-DR31-DP46	UO Préfecture du Lot	Le préfet du Lot
0303-DR31-DP65	UO Préfecture des Hautes-Pyrénées	Le préfet des Hautes-Pyrénées
0303-DR31-DP81	UO Préfecture du Tarn	Le préfet du Tarn
0303-DR31-DP82	UO Préfecture du Tarn-et-Garonne	Le préfet du Tarn-et-Garonne
0303-DR59	BOP Hauts-de-France	Le préfet de la région Hauts-de-France
0303-DR59-DP59	UO Préfecture du Nord	Le préfet du Nord
0303-DR59-DP62	UO Préfecture du Pas-de-Calais	Le préfet du Pas-de-Calais
0303-DR59-DP02	UO Préfecture de l'Aisne	Le préfet de l'Aisne

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0303-DR59-DP60	UO Préfecture de l'Oise	Le préfet de l'Oise
0303-DR59-DP80	UO Préfecture de la Somme	Le préfet de la Somme
0303-DR76	BOP Normandie	Le préfet de la région Normandie
0303-DR76-DP14	UO Préfecture du Calvados	Le préfet du Calvados
0303-DR76-DP50	UO Préfecture de la Manche	Le préfet de la Manche
0303-DR76-DP61	UO Préfecture de l'Orne	Le préfet de l'Orne
0303-DR76-DP27	UO Préfecture de l'Eure	Le préfet de l'Eure
0303-DR76-DP76	UO Préfecture de la Seine-Maritime	Le préfet de la Seine-Maritime
0303-DR13	BOP Provence-Alpes-Côte d'Azur	Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
0303-DR13-DP04	UO Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence	Le préfet des Alpes-de-Haute-Provence
0303-DR13-DP05	UO Préfecture des Hautes-Alpes	Le préfet des Hautes-Alpes
0303-DR13-DP06	UO préfecture des Alpes-Maritimes	Le préfet des Alpes-Maritimes
0303-DR13-DP13	UO Préfecture des Bouches-du-Rhône	Le préfet des Bouches-du-Rhône
0303-DR13-DP83	UO Préfecture du Var	Le préfet du Var
0303-DR13-DP84	UO Préfecture du Vaucluse	Le préfet du Vaucluse
0303-DR44	BOP Pays de la Loire	Le préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique
0303-DR44-DR44	UO Préfecture de la région Pays de la Loire	Le préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique
0303-DR44-DP44	UO Préfecture de la Loire-Atlantique	Le préfet de la Loire-Atlantique
0303-DR44-DP49	UO Préfecture de Maine-et-Loire	Le préfet de Maine-et-Loire
0303-DR44-DP53	UO Préfecture de Mayenne	Le préfet de Mayenne
0303-DR44-DP72	UO Préfecture de la Sarthe	Le préfet de la Sarthe
0303-DR44-DP85	UO Préfecture de la Vendée	Le préfet de la Vendée
0303-D971	BOP Guadeloupe	Le préfet de la région Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint-Barthélemy et Saint-Martin
0303-D971-D971	UO Préfecture de la Guadeloupe	Le préfet de la région Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin
0303-D972	BOP Martinique	Le préfet de la région Martinique
0303-D972-D972	UO Préfecture de la Martinique	Le préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique
0303-D973	BOP Guyane	Le préfet de la région Guyane
0303-D973-D973	UO Préfecture de la Guyane	Le préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane
0303-D974	BOP Réunion	Le préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion
0303-D974-D974	UO Préfecture de La Réunion	Le préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion,
0303-D976	BOP Mayotte	Le préfet de Mayotte
0303-D976-D976	UO Préfecture de Mayotte	Le préfet de Mayotte

0303-D987	BOP Polynésie française	Le haut-commissaire de la République en Polynésie française
0303-D987-D987	UO Préfecture de Polynésie française	Le haut-commissaire de la République en Polynésie française
0303-D988	BOP Nouvelle-Calédonie	Le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie
0303-D988-D988	UO Préfecture de Nouvelle-Calédonie	Le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 janvier 2020 portant désignation des responsables de budgets opérationnels de programme et des unités opérationnelles pour le programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur »**

NOR : INTF2001980S

Le secrétaire général du ministère de l'intérieur,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 70;

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer;

Vu l'arrêté du 6 février 2014 modifié portant désignation des responsables de programme pour le ministère de l'intérieur,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

En application de l'article 70 du décret du 7 novembre 2012 susvisé, les responsables de budgets opérationnels de programme et d'unités opérationnelles pour le programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » sont désignés conformément à l'annexe de la présente décision.

Article 2

La présente décision, applicable dès l'exercice budgétaire 2020, sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 janvier 2020.

*Le secrétaire général,*  
C. MIRMAND

## ANNEXE

RESPONSABLES DE BUDGETS OPÉRATIONNELS DE PROGRAMME  
ET D'UNITÉS OPÉRATIONNELLES

## Programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur »

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0216-CAJC	BOP Affaires juridiques et contentieux	le directeur des libertés publiques et des affaires juridiques
0216-CAJC-CPAJ	UO Contentieux	le chef du service juridique et du contentieux
0216-CAJC-D971	UO AJC Guadeloupe	le préfet de la Guadeloupe
0216-CAJC-D972	UO AJC Martinique	le préfet de la Martinique
0216-CAJC-D973	UO AJC Guyane	le préfet de la Guyane
0216-CAJC-D974	UO AJC Réunion	le préfet de La Réunion
0216-CAJC-D975	UO AJC St-Pierre-et-Miquelon	le préfet de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon
0216-CAJC-D976	UO AJC Mayotte	le préfet de Mayotte
0216-CAJC-D984	UO AJC TAAF	le préfet, administrateur supérieur des Terres australes et antarctiques françaises
0216-CAJC-D986	UO AJC Wallis et Futuna	le préfet, administrateur supérieur de Wallis et Futuna
0216-CAJC-D987	UO AJC Polynésie française	le haut-commissaire de la République en Polynésie française
0216-CAJC-D988	UO AJC Nouvelle-Calédonie	le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie
0216-CAJC-DCAL	UO AJC SATP Nouvelle-Calédonie	le préfet de la zone de défense et de sécurité de Nouvelle-Calédonie
0216-CAJC-DEST	UO AJC SGAMI Est	le préfet de la zone de défense et de sécurité Est
0216-CAJC-DGUA	UO AJC SATP Guadeloupe	le préfet de la zone de défense et de sécurité des Antilles
0216-CAJC-DGUY	UO AJC SATP Guyane	le préfet de la zone de défense et de sécurité de la Guyane
0216-CAJC-DMAR	UO AJC SATP Martinique	le préfet de la zone de défense et de sécurité des Antilles
0216-CAJC-DMAY	UO AJC SATP Mayotte	le préfet de la zone de défense du sud de l'océan Indien
0216-CAJC-DNOR	UO AJC SGAMI Nord	le préfet de la zone de défense et de sécurité Nord
0216-CAJC-DOUE	UO AJC SGAMI Ouest	le préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest
0216-CAJC-DP75	UO AJC Paris	le préfet de Paris
0216-CAJC-DP77	UO AJC Seine-et-Marne	le préfet de Seine-et-Marne
0216-CAJC-DP78	UO AJC Yvelines	le préfet des Yvelines
0216-CAJC-DP91	UO AJC Essonne	le préfet de l'Essonne
0216-CAJC-DP92	UO AJC Hauts-de-Seine	le préfet des Hauts-de-Seine
0216-CAJC-DP93	UO AJC Seine-Saint-Denis	le préfet de Seine-Saint-Denis
0216-CAJC-DP94	UO AJC Val-de-Marne	le préfet du Val-de-Marne
0216-CAJC-DP95	UO AJC Val-d'Oise	le préfet du Val-d'Oise
0216-CAJC-DPAR	UO AJC SGAMI Paris	le préfet de la zone de défense et de sécurité de Paris
0216-CAJC-DPOL	UO AJC SATP Polynésie française	le préfet de la zone de défense et de sécurité de Polynésie française
0216-CAJC-DR13	UO AJC PACA MUT	le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
0216-CAJC-DR21	UO AJC Bourgogne-Franche-Comté	le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté
0216-CAJC-DR2A	UO AJC Corse	le préfet de la région Corse
0216-CAJC-DR31	UO AJC Occitanie	le préfet de la région Occitanie
0216-CAJC-DR33	UO AJC Nouvelle-Aquitaine	le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine
0216-CAJC-DR35	UO AJC Bretagne MUT	le préfet de la région Bretagne
0216-CAJC-DR44	UO AJC PAYL MUT	le préfet de la région Pays de la Loire
0216-CAJC-DR45	UO AJC Centre-Val de Loire	le préfet de la région Centre-Val de Loire
0216-CAJC-DR59	UO AJC Hauts-de-France	le préfet de la région Hauts-de-France
0216-CAJC-DR67	UO AJC Grand Est	le préfet de la région Grand Est
0216-CAJC-DR69	UO AJC Auvergne-Rhône-Alpes	le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
0216-CAJC-DR76	UO AJC Normandie	le préfet de la région Normandie
0216-CAJC-DREU	UO AJC SATP Réunion	le préfet de la zone de défense du sud de l'océan Indien

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0216-CAJC-DSPM	UO AJC SATP St-Pierre-et-Miquelon	le préfet de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon
0216-CAJC-DSUD	UO AJC SGAMI Sud	le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
0216-CAJC-DSUE	UO AJC SGAMI Sud-Est	le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est
0216-CAJC-DSUO	UO AJC SGAMI Sud-Ouest	le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest
0216-CAJC-DTAA	UO AJC SATP TAAF	le préfet de la zone de défense du sud de l'océan Indien
0216-CAJC-DWAF	UO AJC SATP Wallis et Futuna	le préfet, administrateur supérieur de Wallis et Futuna
0216-CPRH	BOP Pilotage des ressources humaines	le directeur des ressources humaines
0216-CPRH-C035	UO MIN 35	le chef de la mission de gouvernance ministérielle des ressources humaines
0216-CPRH-CDAS	UO Action sociale déconcentrée	le sous-directeur de l'action sociale et de l'accompagnement du personnel
0216-CPRH-CFOD	UO Formation déconcentrée	le sous-directeur du recrutement et de la formation
0216-CPRH-CFOM	UO Formation mutualisée	le sous-directeur du recrutement et de la formation
0216-CPRH-CFOR	UO Formation	le sous-directeur du recrutement et de la formation
0216-CPRH-CH01	UO GRH MIN01	le chef de la mission de gouvernance ministérielle des ressources humaines
0216-CPRH-CH07	UO GRH MIN07	le chef de la mission de gouvernance ministérielle des ressources humaines
0216-CPRH-CH09	UO GRH MIN09	le chef de la mission de gouvernance ministérielle des ressources humaines
0216-CPRH-CH35	UO GRH MIN35	le chef de la mission de gouvernance ministérielle des ressources humaines
0216-CPRH-CPAS	UO Action sociale	le sous-directeur de l'action sociale et de l'accompagnement du personnel
0216-CPRH-CREH	UO RH	le chef de la mission de gouvernance ministérielle des ressources humaines
0216-CPRH-CRHD	UO RH déconcentrée	le chef de la mission de gouvernance ministérielle des ressources humaines
0216-CPRH-REZE	UO GRH Rezé	le chef de la mission de gouvernance ministérielle des ressources humaines
0216-CPTR	BOP Politiques transversales	le directeur de l'évaluation de la performance de l'achat des finances et de l'immobilier
0216-CPTR-CAEV	UO Achat entretien véhicule	le sous-directeur de la coordination et des ressources
0216-CPTR-CAIM	UO Immobilier administration centrale	le sous-directeur des affaires immobilières
0216-CPTR-CAIS	UO Immobilier social	le sous-directeur des affaires immobilières
0216-CPTR-CCOM	UO Communication	le délégué à l'information et à la communication
0216-CPTR-CCSP	UO Commission du contentieux du stationnement payant	le chef du greffe de la commission du contentieux du stationnement payant
0216-CPTR-CFDE	UO Fonctionnement déconcentré des services centraux	le sous-directeur de la coordination et des ressources
0216-CPTR-CFSC	UO Fonctionnement services centraux	le sous-directeur de la coordination et des ressources
0216-CPTR-CIZI	UO Immobilier déconcentré des services centraux	le sous-directeur des affaires immobilières
0216-CPTR-CSAI	UO SAILMI/CREL	le chef du service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur
0216-CPTR-E999	UO Etranger	le sous-directeur de la coordination et des ressources
0216-CSGA	BOP Secrétariat généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur	le directeur de l'évaluation de la performance de l'achat des finances et de l'immobilier
0216-CSGA-DNOR	UO SGAMI Nord	le préfet de la zone de défense et de sécurité Nord (HT2) le chef de la mission de gouvernance ministérielle des ressources humaines (T2)
0216-CSGA-DOUE	UO SGAMI Ouest	le préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest (HT2) le chef de la mission de gouvernance ministérielle des ressources humaines (T2)
0216-CSGA-DSUD	UO SGAMI Sud	le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud (HT2) le chef de la mission de gouvernance ministérielle des ressources humaines (T2)
0216-CSGA-DEST	UO SGAMI Est	le préfet de la zone de défense et de sécurité Est (HT2) le chef de la mission de gouvernance ministérielle des ressources humaines (T2)
0216-CSGA-DSUE	UO SGAMI Sud-Est	le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est (HT2) le chef de la mission de gouvernance ministérielle des ressources humaines (T2)
0216-CSGA-DSUO	UO SGAMI Sud-Ouest	le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest (HT2) le chef de la mission de gouvernance ministérielle des ressources humaines (T2)
0216-CSGA-CAIZ	UO Immobilier zonal	le sous-directeur des affaires immobilières
0216-CNUM	BOP de la direction du numérique	le directeur du numérique
0216-CNUM-CSID	UO SIC préfectures – DSIC déconcentrée	le sous-directeur du budget et des ressources humaines
0216-CNUM-DCAL	UO SIC Nouvelle-Calédonie – Haut-commissariat 988	le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie
0216-CNUM-DEST	UO SIC SGAMI Est	le préfet de la zone de défense et de sécurité Est

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0216-CNUM-DGUA	UO SIC Guadeloupe – Préfecture 971	le préfet de la Guadeloupe
0216-CNUM-DGUY	UO SIC Guyane – Préfecture 973	le préfet de la Guyane
0216-CNUM-DMAR	UO SIC Martinique – Préfecture 972	le préfet de la Martinique
0216-CNUM-DMAY	UO SIC Mayotte - Préfecture 976	le préfet de Mayotte
0216-CNUM-DNOR	UO SIC SGAMI Nord	le préfet de la zone de défense et de sécurité Nord
0216-CNUM-DOUE	UO SIC SGAMI Ouest	le préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest
0216-CNUM-DPAR	UO SIC SGAMI Paris	le préfet de la zone de défense et de sécurité de Paris
0216-CNUM-DPOL	UO SIC Polynésie française – Haut-commissariat 987	le haut-commissaire de la République en Polynésie française
0216-CNUM-DREU	UO SIC Réunion - Préfecture 974	le préfet de La Réunion
0216-CNUM-DSPM	UO SIC Saint-Pierre-et-Miquelon - Préfecture 975	le préfet de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon
0216-CNUM-DSUD	UO SIC SGAMI Sud	le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
0216-CNUM-DSUE	UO SIC SGAMI Sud-est	le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est
0216-CNUM-DSUO	UO SIC SGAMI Sud-ouest	le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest
0216-CNUM-DTAA	UO SIC TAAF	le préfet, administrateur supérieur des Terres australes et antarctiques françaises
0216-CNUM-DWAF	UO SIC Wallis et Futuna	le préfet, administrateur supérieur de Wallis et Futuna
0216-CNUM-CSAI	UO SIC SAILMI	le chef du service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur
0216-CNUM-CPSG	UO SIC Pilotage Gouvernance	le chef du service du pilotage stratégique et gouvernance
0216-CNUM-CITN	UO SIC Innovation transformation numérique	le sous-directeur de l'innovation et transformation numérique
0216-CNUM-CCGP	UO SIC Grands projets	le sous-directeur de la coordination des acteurs SIC et services transverses
0216-CNUM-CCAP	UO SIC Autres projets	le sous-directeur de la coordination des acteurs SIC et services transverses
0216-CNUM-CAIT	UO SIC Infrastructures techniques	le sous-directeur de l'architecture et infrastructures
0216-CIPD	BOP Fonds interministériel de prévention de la délinquance	le secrétaire général du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation
0216-CIPD-C001	UO FIPD centrale	le secrétaire général du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation
0216-CIPD-D971	UO FIPD Pref 971	le préfet de la Guadeloupe
0216-CIPD-D972	UO FIPD Pref 972	le préfet de la Martinique
0216-CIPD-D973	UO FIPD Pref 973	le préfet de la Guyane
0216-CIPD-D974	UO FIPD Pref 974	le préfet de La Réunion
0216-CIPD-D975	UO FIPD Pref 975	le préfet de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon
0216-CIPD-D976	UO FIPD Pref 976	le préfet de Mayotte
0216-CIPD-D977	UO FIPD Pref 977	le préfet de la Guadeloupe
0216-CIPD-D978	UO FIPD Pref 978	le préfet de la Guadeloupe
0216-CIPD-D986	UO FIPD Pref 986	le préfet, administrateur supérieur de Wallis et Futuna
0216-CIPD-D987	UO FIPD Pref 987	le haut-commissaire de la République en Polynésie française
0216-CIPD-D988	UO FIPD Pref 988	le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie
0216-CIPD-DIDF	UO FIPD PP	le préfet de police
0216-CIPD-DP75	UO FIPD Pref 075	le préfet de Paris
0216-CIPD-DP77	UO FIPD Pref 077	le préfet de Seine-et-Marne
0216-CIPD-DP78	UO FIPD Pref 078	le préfet des Yvelines
0216-CIPD-DP91	UO FIPD Pref 091	le préfet de l'Essonne
0216-CIPD-DP92	UO FIPD Pref 092	le préfet des Hauts-de-Seine
0216-CIPD-DP93	UO FIPD Pref 093	le préfet de Seine-Saint-Denis
0216-CIPD-DP94	UO FIPD Pref 094	le préfet du Val-de-Marne
0216-CIPD-DP95	UO FIPD Pref 095	le préfet du Val-d'Oise
0216-CIPD-DR13	UO FIPD PACA	le préfet de la région PACA
0216-CIPD-DR21	UO FIPD Bourgogne-Franche-Comté	le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté
0216-CIPD-DR2A	UO FIPD Corse	le préfet de la collectivité territoriale de Corse
0216-CIPD-DR31	UO FIPD Occitanie	le préfet de la région Occitanie



NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0216-CIPD-DR33	UO FIPD Nouvelle-Aquitaine	le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine
0216-CIPD-DR35	UO FIPD Bretagne	le préfet de la région Bretagne
0216-CIPD-DR44	UO FIPD Pays de la Loire	le préfet de la région Pays de la Loire
0216-CIPD-DR45	UO FIPD Centre-Val de Loire	le préfet de la région Centre-Val de Loire
0216-CIPD-DR59	UO FIPD Hauts-de-France	le préfet de la région Hauts-de-France
0216-CIPD-DR67	UO FIPD Grand Est	le préfet de la région Grand Est
0216-CIPD-DR69	UO FIPD Auvergne-Rhône-Alpes	le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
0216-CIPD-DR76	UO FIPD Normandie	le préfet de la région Normandie

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Circulaire du 2 janvier 2020 relative aux adjoints de sécurité de la police nationale**

NOR : *INTC1932600C*

*Le préfet, directeur général de la police nationale à destinataires in fine.*

Le dispositif des adjoints de sécurité a été mis en place en 1997. Depuis, de multiples dispositions législatives et réglementaires ont complété et modifié ce dispositif complexifiant la vision des règles qui leur sont applicables.

La présente circulaire a pour objet de clarifier le régime juridique applicable aux adjoints de sécurité. Elle remplace et abroge les circulaires, notes et instructions antérieures, notamment la circulaire NOR : INTC9900186C du 16 août 1999 relative aux conditions d'emploi, de recrutement et de formation des adjoints de sécurité.

Fait le 2 janvier 2020.

*Le directeur général  
de la police nationale,*  
E. MORVAN

## SOMMAIRE

---

### I. – LE STATUT

1. **Un agent contractuel**
2. **La durée du contrat**
3. **Les modalités de renouvellement ou de non-renouvellement du contrat**
  - 3.1. *Le renouvellement du contrat*
  - 3.2. *Le non-renouvellement du contrat*

### II. – LE RECRUTEMENT ET LA FORMATION INITIALE

1. **Le recrutement**
  - 1.1. *Autorités chargées du recrutement*
  - 1.2. *La définition des objectifs de recrutement*
  - 1.3. *Le recueil des candidatures*
  - 1.4. *L'instruction du dossier*
  - 1.5. *Les différentes phases de sélection*
  - 1.6. *Contrôle de l'aptitude physique et de la moralité*
  - 1.7. *La préparation des incorporations en école de police et l'établissement du contrat*
2. **La formation initiale**
  - 2.1. *Le report de la formation initiale*
  - 2.2. *Le passeport d'avenir professionnel*
  - 2.3. *L'attestation d'aptitude au port et à l'emploi de l'arme de service*
3. **Les sportifs de haut niveau adjoint de sécurité**
  - 3.1. *Le recrutement*
  - 3.2. *La formation initiale*
  - 3.3. *L'affectation*
  - 3.4. *La gestion administrative*

### III. – LES CONDITIONS D'EMPLOI

1. **Les missions**
2. **L'affectation**
  - 2.1. *Les changements d'affectation au renouvellement du contrat*
  - 2.2. *Les changements de service au sein d'un même département*
  - 2.3. *Les changements d'affectation par le biais d'une demande de permutation*
  - 2.4. *Les changements de département d'affectation dérogatoires*
  - 2.5. *Les missions à l'étranger*
3. **Le régime horaire**
  - 3.1. *Le travail de nuit*
  - 3.2. *Les services supplémentaires*
4. **Matériels et armements**
  - 4.1. *Le port de l'arme*
  - 4.2. *Le permis de conduire*
5. **Le cumul d'activité**

### IV. – DROITS ET OBLIGATIONS

1. **Déontologie et autorité hiérarchique**
2. **Les congés**
  - 2.1. *Le reliquat de congés des ADS en fin de contrat ou licenciés*
  - 2.2. *Le compte épargne-temps*

**3. Les dispositions d'ordre social et médical**

- 3.1. *La rémunération pendant un congé maladie*
- 3.2. *L'inaptitude médicale: le reclassement ou le licenciement*
- 3.3. *Le temps partiel*

**V. – DISCIPLINE ET RUPTURE DU CONTRAT**

**1. La discipline**

- 1.1. *Les étapes d'une procédure disciplinaire*
- 1.2. *Les interdictions d'exercer*

**2. Les ruptures de contrat**

- 2.1. *La démission*
- 2.2. *La rupture de contrat pendant la période d'essai*
- 2.3. *La rupture de contrat après la période d'essai*

**VI. – LE TUTORAT**

**1. Définition du tutorat**

**2. Les missions et la fonction tutorale**

**VII. – LA RECONVERSION PROFESSIONNELLE**

- 1. Des concours réservés**
- 2. L'aptitude aux métiers de la sécurité privée**
- 3. Le rôle du passeport d'avenir professionnel dans la reconversion**
- 4. La validation des acquis de l'expérience**
- 5. Le crédit horaire annuel de 100 heures**
- 6. Le congé sans rémunération au titre de l'article 33-3 du décret de 1986**
- 7. Le congé de formation professionnelle**
- 8. Le compte personnel de formation**
- 9. Le rôle de la mission reconversion et réorientation de la police et des conseillers mobilité carrière**

**ANNEXES:**

- Annexe 1. – Liste des textes cités
- Annexe 2. – Liste des destinataires

## GLOSSAIRE

Adjoint de sécurité: ADS  
Bureau des adjoints de sécurité: BADS  
Code de la sécurité intérieure: CSI  
Commission consultative paritaire: CCP  
Compte épargne temps: CET  
Compte personnel de formation: CPF  
Conseiller mobilité carrière: CMC  
Direction centrale du recrutement et de la formation de la police nationale: DCRFPN  
Direction des ressources et des compétences de la police nationale: DRCPN  
Direction territoriale au recrutement et de la formation de la police nationale: DTRFPN  
Direction zonale au recrutement et de la formation de la police nationale: DZRFPN  
Formateur aux techniques et à la sécurité en intervention: FTSI  
Mission reconversion et réorientation de la police: M2RP  
Passeport d'avenir professionnel: PAP  
Référentiel des postes-types: RéfADS  
Règlement général d'emploi de la police nationale: RGEPN  
Service départemental du renseignement territorial: SDRT  
Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur: SGAMI  
Secrétariat général pour l'administration de la police: SGAP  
Service régional de formation: SRF  
Unité promotion recrutement égalité des chances: UPREC  
Validation des acquis de l'expérience: VAE

## I. – LE STATUT

### 1. Un agent contractuel

#### *Références:*

Articles L.411-5 et R.411-4 du CSI.

Recrutés en qualité d'agents contractuels de droit public, les ADS sont soumis aux dispositions du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'État, pris en application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État et de la circulaire NOR: RDFF1626289C du 20 octobre 2016 relative à la réforme du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'État.

### 2. La durée du contrat

#### *Références:*

a) Articles L.411-5 et R.411-5 du CSI;

b) Article 130-1 du RGEPN.

Il ressort de ces dispositions que la durée d'engagement d'un ADS ne peut être que de trois ans ou six ans.

Ainsi, si un ADS ne termine pas son premier contrat (démission, licenciement) et qu'il est à nouveau recruté, il ne pourra lui être proposé qu'un unique contrat de trois ans sans possibilité de renouvellement et ce quelle que soit la durée de l'engagement qu'il a effectuée lors de son premier contrat.

En outre, la finalité de la période d'essai, d'une durée de trois mois, est de permettre à l'administration de vérifier que les agents recrutés possèdent bien les aptitudes requises pour l'exercice de ces missions. Dès lors, la prolongation d'un mois de la période d'essai sera éventuellement envisagée afin de vérifier que les conditions d'aptitudes sont remplies en totalité.

### 3. Les modalités de renouvellement ou de non-renouvellement du contrat

#### *Références:*

a) Article 45 du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986;

b) Troisième alinéa de l'article 133-22 du RGEPN.

#### 3.1. Le renouvellement du contrat

L'administration doit porter à la connaissance de l'ADS sa proposition de renouvellement de contrat, de préférence dans un délai de six mois avant l'échéance de celui-ci.

Conformément aux dispositions de l'article 45 précité, l'ADS dispose d'un délai de huit jours pour faire connaître par écrit son acceptation.

#### Le changement de département au renouvellement du contrat

L'ADS ayant la possibilité de demander un changement de département lors du renouvellement de son contrat, il indiquera également expressément son souhait de changer ou non de département. En cas de demande de changement de département, il précisera le département sollicité.

Cinq mois avant la date effective de renouvellement de contrat, les SGAMI et SGAP transmettent au BADS la liste selon le modèle de fichier pré-établi qui leur a été communiqué.

Afin de respecter le schéma prévisionnel des emplois et de préserver la stabilité des effectifs d'ADS en poste, les demandes de changement de département seront étudiées par les directions centrales d'emploi.

Le BADS informera alors les SGAMI et SGAP concernés par un changement de département afin qu'un avenant soit apporté au contrat de l'ADS, étant précisé que le changement de département ne peut intervenir au plus tôt qu'à compter du lendemain du renouvellement de contrat.

#### 3.2. Le non-renouvellement du contrat

Tout d'abord, un ADS, en tant qu'agent contractuel de droit public, ne dispose d'aucun droit au renouvellement de son contrat (CE n° 304995 du 23 février 2009).

Si la décision de non-renouvellement n'a pas à être formellement motivée, elle doit être tirée de l'intérêt du service ou prise en considération de la personne, qu'elle ait ou non un caractère disciplinaire (CE n° 118298 du 4 juillet 1994).

En outre, ces dispositions imposent à l'administration un délai de prévenance et un entretien préalable.

S'agissant du délai de prévenance, en cas de non-renouvellement du contrat, il serait souhaitable que cette information soit portée à la connaissance de l'ADS dans un délai de six mois précédant le terme de l'engagement. Cela permettra aux CMC de l'accompagner dans sa démarche de reconversion professionnelle.

À noter que le juge administratif considère que, si le non-respect du délai de prévenance n'est pas susceptible d'entraîner l'illégalité de la décision de non-renouvellement, il peut engager la responsabilité de l'administration (CE n° 109722 du 12 février 1993).

Concernant l'obligation de procéder à un entretien préalable, l'article 45 précité n'impose nullement à l'administration de communiquer à l'ADS les motifs de sa décision. Il s'agit simplement d'informer l'agent qui pourra, le cas échéant, exposer son point de vue. Un procès-verbal pourra être notifié à l'agent à l'issue de cet entretien.

Si le non-accomplissement de cette formalité ne saurait à lui seul entraîner l'annulation d'une décision de non-renouvellement, le juge administratif examinera si l'absence d'entretien a exercé une influence sur le sens de la décision (CE n° 355509 du 26 avril 2013).

Enfin, rien ne s'oppose à ce que l'ADS puisse se faire accompagner par une personne de son choix lors de cet entretien.

## II. – LE RECRUTEMENT ET LA FORMATION INITIALE

Le recrutement et la formation initiale des ADS sont principalement régis par l'arrêté du 24 août 2000 fixant les modalités de recrutement et de formation des adjoints de sécurité recrutés au titre du développement d'activités pour l'emploi des jeunes.

### 1. Le recrutement

#### 1.1. *Autorités chargées du recrutement*

Les autorités responsables du recrutement des ADS sont énumérées à l'article R 411-9 du CSI.

#### 1.2. *La définition des objectifs de recrutement*

Au début de chaque année, chaque direction centrale d'emploi détermine des effectifs-cibles départementaux qui ne représentent pas un niveau d'effectifs idéal au regard du fonctionnement des services opérationnels, mais qui constituent un mécanisme de répartition objectif et équitable d'une enveloppe fermée de personnels au prorata des critères de charge, d'activité et d'environnement.

C'est au regard des effectifs-cibles, des objectifs annuels de recrutement et de l'échéancier des incorporations en école de police, que le BADS de la DRCPN, en lien avec les directions d'emploi, communique à chacune des autorités administratives définies à l'article R. 411-9 du CSI, à la fin de chaque année n, le vivier-cible à constituer par département au regard du schéma d'emploi de l'année n + 1.

De fait, les recrutements doivent être organisés de manière à maintenir le vivier-cible.

#### 1.3. *Le recueil des candidatures*

Pour chaque session de recrutement, la préfecture de police de Paris, les SGAMI ou les SGAP doivent éditer de nouveaux dossiers de candidature, mentionnant la date limite de dépôt de celui-ci, ainsi que les départements pour lesquels la sélection est organisée.

Les candidats peuvent retirer les dossiers auprès des services susvisés, mais également dans les services de police locaux, les DZRFPN, les DTRFPN et sur les sites [www.lapolice.nationalerecrute.fr](http://www.lapolice.nationalerecrute.fr) ou [www.devenirpolicier.fr](http://www.devenirpolicier.fr).

Aucun dossier ne doit être délivré à partir du moment où le recrutement est clos (sauf pour la préfecture de police de Paris qui recrute tout au long de l'année).

Au moment de son inscription, chaque candidat doit émettre un ou des vœux d'affectation : jusqu'à trois choix, classés par ordre de priorité, parmi les départements situés dans le ressort de la zone de défense et de sécurité de Paris ou du SGAMI concerné. La possibilité de formuler plusieurs vœux ne s'applique pas aux recrutements organisés sous l'autorité des hauts fonctionnaires de zone de défense et de sécurité dans les départements et collectivités d'outre-mer.

Les candidats ne sont pas dans l'obligation de mentionner trois vœux. Un dossier de candidature ne saurait être refusé au prétexte qu'un ou deux départements seulement ont été choisis. Néanmoins, lors de son passage devant la commission de sélection, il conviendra d'expliquer au candidat qu'il risque d'attendre plus longtemps son incorporation en école de police pour y suivre sa formation initiale.

Les vœux d'affectation doivent être clairement établis à l'issue de l'entretien. Chaque candidat peut ajouter un (des) vœu(x) ou demander à changer leur ordre, et l'administration peut également lui proposer un (des) nouveau(x) département(s) qui n'était (étaient) pas initialement ouvert(s) au recrutement (afin de tenir compte de nouveaux besoins opérationnels).



De même, au moment de la préparation des incorporations en école de police, un candidat peut se voir proposer son deuxième ou troisième vœu, ainsi qu'une affectation dans un département situé dans la même zone de défense qui n'avait pas été initialement choisi.

Bien que l'article 2 de l'arrêté du 24 août 2000 précité prévoie qu'«il ne peut être déposé plusieurs candidatures concomitamment sur l'ensemble du territoire national», les recrutements n'étant pas simultanés au sein de tous les SGAMI et SGAP, un candidat peut déposer à des dates successives un dossier au sein de plusieurs SGAMI ou SGAP. En revanche, un candidat ne peut être agréé dans plusieurs SGAMI ou SGAP en même temps. En cas de réussite à plusieurs recrutements, le candidat ne pourra se positionner que dans un seul vivier. Il devra alors choisir quel recrutement il souhaite conserver.

Un récépissé de dépôt de dossier doit être remis à chaque candidat. La remise de ce document ne préjuge pas de la recevabilité de la candidature.

#### *1.4. L'instruction du dossier*

L'instruction consiste à vérifier que toutes les conditions de recevabilité fixées par l'article R.411-8 du CSI sont effectivement remplies. Elle est effectuée par le bureau du recrutement de la préfecture de police de Paris ou du SGAMI (ou SGAP) concerné.

Les limites d'âge inférieure et supérieure sont appréciées à la date d'incorporation effective au sein d'une structure de formation de la police nationale.

S'agissant de la vérification de la position du candidat au regard des dispositions du code du service national, une distinction doit être opérée en fonction de son âge (articles L. 113-4 et L. 114-6 du code du service national):

- les candidats âgés de moins de 25 ans (à la date de la première épreuve du recrutement) doivent fournir une photocopie du certificat individuel de participation à la journée d'appel de préparation à la défense (JAPD), ou du certificat de participation à la journée défense et citoyenneté (JDC), ou de l'attestation provisoire de participation à la JAPD ou la JDC;
- pour les candidats âgés de 25 ans et plus (à la date de la première épreuve du recrutement), aucun des justificatifs précités (attestation de recensement et certificat de participation à la JAPD ou à la JDC) n'est exigible.

La demande de B2 du casier judiciaire peut être envoyée immédiatement par le bureau du recrutement de la préfecture de police de Paris ou du SGAMI (ou SGAP) concerné, au Casier judiciaire national – 44317 Nantes Cedex 3. Cette démarche doit être effectuée au plus tard après les épreuves sportives, afin que les résultats de cette consultation puissent être portés à la connaissance des membres de la commission de sélection.

#### *1.5. Les différentes phases de sélection*

Les différentes épreuves de sélection peuvent être organisées au niveau de regroupements de départements ou de régions préalablement déterminés par chaque SGAMI, en fonction des bassins d'emploi locaux et des objectifs de recrutement fixés pour l'année concernée. Malgré cette centralisation des opérations de recrutement, les ADS continuent à être recrutés au titre d'un département dans lequel ils exerceront ensuite leurs fonctions.

À Paris et dans les départements franciliens, le bureau du recrutement de la préfecture de police détermine les centres d'examen au niveau desquels auront lieu les différentes épreuves.

Les SGAP sont responsables de l'organisation des épreuves dans chacun des départements ou collectivités d'outre-mer concerné.

#### *Les tests psychologiques*

Les tests comportent deux séries d'exercices: les uns permettent de cerner la personnalité du candidat, les autres évaluent les connaissances plus théoriques, notamment la maîtrise de la langue française écrite:

- si le candidat n'a réussi que les épreuves de personnalité, il reçoit un avis très réservé;
- s'il a eu de faibles résultats aux deux parties des tests, le candidat reçoit un avis réservé.

Dans ces deux cas, il convient de se prononcer, après consultation du psychologue de la police nationale, sur la possibilité pour le candidat de poursuivre la procédure de recrutement:

- si l'avis est défavorable, le candidat est éliminé;
- si l'avis est favorable, le candidat pourra être soumis aux épreuves sportives.

Une convocation doit être envoyée aux personnes dont le dossier aura été jugé recevable, au moins quinze jours avant le début de la session des tests.

### Les épreuves sportives

Le bureau du recrutement de la préfecture de police de Paris ou le SGAMI (ou SGAP) concerné établit la liste des candidats qui doivent être convoqués aux deux épreuves physiques prévues par l'arrêté du 24 août 2000 fixant les modalités de recrutement et de formation des adjoints de sécurité :

- un test de résistance musculaire permettant d'évaluer la résistance des muscles du buste, constamment sollicités par le port du gilet pare-balles. Le candidat doit conserver la position dite de « gainage » (appui facial sur les avant-bras) pendant un temps déterminé prévu par l'arrêté précité ;
- un test d'endurance cardio-respiratoire (TECR) qui permet de mesurer la fréquence cardiaque et la ventilation pulmonaire, ainsi que d'évaluer la condition physique et l'endurance générale du candidat. Ce test consiste à accomplir des aller-retour sur une distance de 20 mètres, à une vitesse progressivement accélérée. Une bande sonore règle la vitesse en émettant des sons à des intervalles réguliers et annonce la progression du candidat en fonction de paliers et de fractions de paliers exprimées en temps. Il s'agit pour le candidat d'atteindre le palier déterminé par l'arrêté susvisé.

Tout échec à un seul des deux tests (non atteinte du seuil minimal de performance) est éliminatoire.

Pour l'organisation des épreuves sportives, il convient de recourir prioritairement aux structures de formation relevant de la DCRFPN, dès lors que ce choix apparaît comme étant le plus pertinent (au regard notamment des distances à parcourir par les candidats) et alors même que le département siège de la structure ne serait pas concerné par le recrutement.

À défaut, le service organisateur pourra recourir à une structure extérieure à la police nationale (par exemple, un gymnase à la charge du service organisateur), avec des FTSI issus des services de police locaux ou des DZRFNP ou DTRFPN.

La réalisation des épreuves sportives de trente candidats nécessite un encadrement d'au moins un FTSI, qui devra être assisté d'un autre personnel, de préférence, d'un autre FTSI ou, à défaut, d'un fonctionnaire titulaire ou d'un réserviste.

Les FTSI impliqués dans le recrutement des adjoints de sécurité pourront bénéficier des dispositions du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État.

Les épreuves sportives peuvent être organisées le même jour que les autres épreuves de sélection, à condition toutefois que l'entretien devant le jury ait lieu en dernier (car les candidats n'ayant pas validé un des tests aux épreuves sportives ne doivent pas se présenter à l'entretien de sélection). Si nécessaire, des moyens de transport devront être prévus pour aller d'un site à un autre.

Pour pouvoir passer les épreuves sportives, les candidats doivent être en possession d'un certificat médical d'aptitude récent (moins de trois mois), délivré par un médecin de leur choix, attestant qu'ils peuvent effectivement passer tant le test de résistance musculaire que le test d'endurance cardio-respiratoire. Cette obligation doit être spécifiée dans la convocation. Tout candidat ne pouvant pas fournir de certificat devra être exclu des épreuves.

À noter que, contrairement au recrutement de commissaires de police, officiers de police et gardiens de la paix, les ADS ne peuvent bénéficier d'aucune dispense pour les épreuves sportives, y compris du fait d'une grossesse.

### L'entretien de sélection

La liste des candidats pouvant être soumis à l'entretien de sélection est établie par le bureau du recrutement de la préfecture de police de Paris ou le SGAMI (ou SGAP) concerné.

Il convient de limiter au maximum le nombre de personnes devant lesquelles le candidat doit se présenter. En effet, introduit devant un jury trop important, il risque d'être impressionné et sa prestation ne reflétera pas alors fidèlement sa personnalité.

Par ailleurs, l'entretien ne doit pas être de nature à déstabiliser le candidat. Il s'agit de connaître la motivation et l'intérêt que peut avoir l'intéressé pour la fonction d'adjoint de sécurité. Ainsi, si le candidat est amené à être interrogé sur son futur environnement professionnel (connaissances générales du ministère de l'intérieur et de la police nationale), il convient de limiter les questions trop précises :

- sur l'organisation interne des différentes directions d'emploi ;
- sur les mises en situation.

### L'exercice de photo-langage

L'entretien est précédé d'un exercice permettant de vérifier la capacité du candidat à s'exprimer de façon correcte en français et à maîtriser la langue écrite, au travers d'un commentaire d'une photographie représentant une scène de la vie courante.

Cet exercice doit se dérouler au moment des tests psychologiques.

Il ne fait pas l'objet d'une notation et doit simplement servir d'aide à la décision pour les membres du jury.

### La commission de sélection

Il n'est pas possible d'organiser de commission spécifique pour une direction d'emploi en particulier. Les candidats sélectionnés doivent correspondre à un profil général commun à l'ensemble des services.

La commission de sélection est présidée :

- soit par le préfet d'une zone de défense et de sécurité, ou son représentant (qu'il s'agisse du préfet délégué pour la défense et la sécurité lui-même, du secrétaire général adjoint, de tout autre membre du SGAMI appartenant à un corps de catégorie A ou d'un membre du corps de conception et de direction de la police nationale), pour les départements de son ressort ;
- soit par le haut-fonctionnaire d'une zone de défense et de sécurité dans les départements et collectivités d'outre-mer, ou son représentant.

La commission principale doit comprendre au moins :

- un membre du corps de conception et de direction de la police nationale (pouvant éventuellement être remplacé par un commandant divisionnaire à l'emploi fonctionnel ou un commandant de police) ;
- deux fonctionnaires de police appartenant, l'un, au corps de commandement de la police nationale et, l'autre, au corps d'encadrement et d'application, représentant les directions d'emploi concernées par la session de recrutement, issus des services de police situés dans le regroupement de départements ou de régions au niveau duquel les trois épreuves de sélection sont organisées, sans pour autant que tous les départements concernés ne soient représentés ;
- un représentant des DZRFNP ou DTRFNP
- un psychologue (y compris pour les candidats ayant obtenu un avis favorable aux tests psychologiques).

Des groupes d'examineurs peuvent être constitués, chacun d'entre eux comprenant :

- un membre de jury issu de la commission principale ;
- un psychologue (éventuellement différent de celui de la commission principale) ;
- deux examinateurs qualifiés issus du corps de commandement ou du corps d'encadrement et d'application de la police nationale, et appartenant à un vivier d'examineurs adjoints à la commission principale.

La composition de chaque groupe d'examineurs doit rester inchangée pendant toute la période au cours de laquelle il intervient.

Une réunion d'admission regroupant l'ensemble des membres de la commission principale doit se tenir à l'issue des entretiens.

Si les psychologues de la police nationale ne sont pas disponibles, il est possible de faire appel à des psychologues vacataires qui seront alors indemnisés.

Dès lors que des regroupements de départements ou de régions sont institués, le SGAMI ou SGAP concerné devra unifier les pratiques des différentes commissions de sélection.

Chaque membre doit être muni du guide destiné aux membres des commissions de sélection et doit pouvoir consulter au préalable le dossier du candidat auditionné.

Par ailleurs, il doit appliquer les engagements du ministre pris au titre des labels «Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes» et «Diversité».

La prestation de chacun des candidats doit faire l'objet d'une évaluation chiffrée. En fonction du niveau général des candidats, il appartient au jury de fixer la barre d'admission en deçà de laquelle les candidats ne devront pas être retenus. Cette barre peut être différente d'une session à l'autre : elle tiendra compte du nombre de candidats à recruter au regard du vivier cible de chaque année.

La prestation orale du candidat pourra être appréciée en lien avec l'exercice de photo-langage.

Lors de l'entretien de sélection, chaque candidat peut demander à changer l'ordre de ses vœux d'affectation, et l'administration peut également lui proposer un (ou des) nouveau(x) département(s) qui n'était (étaient) pas initialement ouvert(s) au recrutement.

La liste des candidats définitivement retenus est établie par ordre alphabétique, en reprenant les vœux d'affectation (sauf pour les départements et collectivités d'outre-mer).

### 1.6. *Contrôle de l'aptitude physique et de la moralité*

#### La visite médicale

Les candidats retenus à l'issue de l'entretien de sélection doivent passer une visite médicale auprès d'un médecin de la police nationale, du médecin inspecteur régional (MIR) ou du médecin-chef de la préfecture de police de Paris.

De fait, conformément à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 24 août 2000 fixant les modalités de recrutement et de formation des adjoints de sécurité, chaque candidat doit :

- avoir, après correction éventuelle, une acuité visuelle de quinze dixièmes pour les deux yeux avec un minimum de cinq dixièmes pour un œil, la puissance des verres correcteurs ou lentilles ayant un maximum de trois dioptries pour atteindre cette limite de quinze dixièmes;
- être médicalement apte à un service actif de jour comme de nuit;
- être apte au port et à l'usage des armes.

Ces critères sont alignés sur ceux exigés pour le recrutement des fonctionnaires actifs de la police nationale (articles 2, 3 et 4 de l'arrêté du 2 août 2010 relatif aux conditions d'aptitudes physiques particulières pour l'accès aux emplois de certains corps de fonctionnaires).

Le cas échéant, si le délai entre la session de recrutement et les incorporations en école de police est court, la visite médicale pourra être programmée avant la commission de sélection.

#### L'enquête administrative

Le BADS est l'unique référent pour la saisine du service national des enquêtes administratives de sécurité aux fins du passage dans les différents fichiers des candidats à l'emploi d'adjoint de sécurité.

Dès lors, avant le passage des candidats devant la commission de sélection, les services chargés du recrutement des ADS adressent au BADS la liste des candidats selon le modèle de fichier pré-établi qui leur a été communiqué.

Au retour des résultats de l'enquête, le BADS leur retransmet le fichier accompagné d'une colonne avec l'avis émis comportant le chiffre 0 (consultation négative) ou 1 (consultation positive). Lorsque la consultation s'avère positive, les éléments d'information sont transmis séparément sous la forme d'une note.

Ensuite, le SDRT doit être saisi par le service chargé du recrutement afin qu'il procède à une enquête administrative avant la signature du contrat d'engagement.

Cette enquête doit permettre à l'administration d'écarter tout candidat à l'emploi d'ADS dont le comportement laisse présager qu'il ne possède pas les qualités requises pour exercer les fonctions auxquelles il postule ou ayant commis des faits qui sont incompatibles avec l'exercice des fonctions considérées, que ces faits soient ou non inscrits à son casier judiciaire.

En effet, l'autorité administrative doit apprécier si les faits à raison desquels une personne a encouru les condamnations inscrites au bulletin n° 2 de son casier judiciaire sont compatibles avec l'exercice des fonctions auxquelles elle postule (CE n° 104876 du 3 décembre 1993).

En outre, elle peut se fonder pour prendre sa décision sur des faits ayant donné lieu à une condamnation non inscrite au bulletin n° 2 et dont elle a eu connaissance (CE n° 135088 du 21 juin 1993; CE n° 256944 du 25 octobre 2004).

Cependant, l'appréciation portée par l'administration sur la compatibilité d'une condamnation avec les fonctions postulées est effectuée sous le contrôle du juge administratif. En effet, le juge administratif rejette tout caractère automatique au refus de nomination fondé exclusivement sur la seule mention au bulletin n° 2. Il appartient à l'administration d'apprécier au cas par cas, et selon une approche de proportionnalité, si les faits à l'origine de la condamnation mentionnée au bulletin n° 2 sont compatibles ou non avec la nature des fonctions auxquelles prétend l'intéressé.

Ainsi, la cour administrative d'appel de Nantes a jugé que le fait d'avoir fait l'objet de poursuites pénales en raison de plusieurs cambriolages de maisons et d'un vol de voiture n'était pas de nature à établir qu'un candidat aux fonctions de gardien de la paix n'offrait pas les garanties de moralité exigées, dès lors que les faits étaient anciens et que le comportement ultérieur de l'intéressé n'avait donné lieu à aucun reproche (CAA n° 94NT00448 du 5 juin 1996).

Dès lors, il est impératif que l'enquête administrative soit menée de manière complète et avec toute la rigueur nécessaire. Il convient d'éviter que des faits pourtant connus des services de police, mais n'ayant pas été mentionnés lors de l'enquête, n'entraînent ultérieurement, après qu'ils ont été portés à la connaissance de l'administration, la mise à fin de contrat des intéressés, soit au cours de leur scolarité, soit après leur affectation dans un service.

Si au vu des résultats de cette enquête un doute subsiste, un complément d'information peut être demandé au SDRT. De même, une procédure contradictoire peut être mise en place afin de permettre au candidat de faire connaître ses observations avant de prendre une décision définitive.

La durée de validité de l'enquête administrative est de neuf mois.

#### L'agrément

À l'issue de l'entretien, il appartient :

- aux préfets de zones de défense et de sécurité, pour les départements de leur ressort (y compris pour les Bouches-du-Rhône);
  - aux hauts fonctionnaires de zones de défense et de sécurité, pour les départements et collectivités d'outre-mer,
- d' agréer la liste définitive des candidats sélectionnés au regard de l'appréciation de la commission de sélection, des résultats de la visite médicale et de l'enquête administrative.

La durée de validité de l'agrément est de deux ans (trois ans si l'administration propose au moment d'une incorporation une affectation dans un département qui n'a pas été choisi par le candidat).

Tous les candidats sélectionnés sont intégrés dans un seul et même vivier zonal (y compris pour la zone de défense et de sécurité Sud dès lors qu'il existe une délégation de signature de la part du préfet de police au profit du secrétaire général). Au sein de ce vivier unique, chaque candidat est rattaché à un ou plusieurs départements en fonction de son ou ses vœux d'affectation.

À l'issue de chaque recrutement, cette liste doit être adressée sans délai par les SGAMI et SGAP, ainsi que par la préfecture de police de Paris, au BADS de la DRCPN.

Il convient de noter que, si l'agrément (et par conséquent la candidature d'un ADS) est rejeté, cette décision, en tant que décision individuelle défavorable, est susceptible de recours devant la juridiction administrative et qu'à ce titre elle doit être motivée et comporter les mentions relatives aux délais et voies de recours en application des dispositions des articles R.421 et suivants du code de la justice administrative.

Remarque : à toutes les étapes de la procédure, il est indispensable que les candidats soient avertis par lettre et/ou par courriel de la suite donnée à leur candidature et que tout rejet soit motivé.

### *1.7. La préparation des incorporations en école de police et l'établissement du contrat*

Au regard du nombre de places en école attribuées à chaque département, les services de la préfecture de police de Paris ou du SGAMI (ou SGAP) concerné doivent établir la liste des candidats à incorporer, par département, en tenant compte des vœux d'affectation émis par les candidats.

Si nécessaire et s'il en est d'accord, un candidat peut se voir proposer une affectation dans un département situé dans la même zone de défense, même s'il ne l'avait pas choisi initialement (sans devoir se présenter de nouveau devant une commission de sélection).

Un candidat refusant à trois reprises une affectation dans un département correspondant à ses vœux d'affectation pourra être radié du vivier (indépendamment de la durée de validité de l'agrément précisée supra), sauf circonstances exceptionnelles.

Dès lors que l'incorporation en école de police d'un candidat est programmée, un contrat d'engagement doit être établi.

Le contrat signé par le candidat est ensuite signé par :

- le préfet d'une zone de défense et de sécurité, ou son représentant ;
- ou le préfet de police des Bouches-du-Rhône, ou son représentant ;
- ou le haut fonctionnaire de zone de défense et de sécurité dans les départements et collectivités d'outre-mer, ou son représentant,

avant d'être transmis le plus rapidement possible au bureau des finances aux fins de prise en charge financière dans les meilleurs délais.

À cet égard, il est indispensable que les services parties prenantes au dispositif soient aussi vigilants que possible sur les délais de transmission des contrats, afin que ceux-ci soient signés avant l'incorporation en école.

En dernier lieu, il appartient aux structures de formation 72 heures au plus tard après le début de la formation de transmettre à la préfecture de police de Paris, aux SGAMI (et SGAP), les attestations d'incorporation qui permettent de fixer la date de prise d'effet de chaque contrat.

## **2. La formation initiale**

Les modalités d'organisation et le programme de la formation initiale sont déterminés aux articles 7 à 11 et à l'annexe III de l'arrêté du 24 août 2000 précité.

### *2.1. Le report de la formation initiale*

Conformément à l'article 7-1 de l'arrêté du 24 août 2000 précité, lorsque, au cours de la formation initiale, un ADS cumule huit jours d'arrêts de travail ou exemptions pour raison médicale empêchant la délivrance de l'attestation d'aptitude à l'emploi, il peut bénéficier d'un report de scolarité.

Il est alors affecté dans un service de police dans le département pour lequel il a été initialement recruté sur un emploi sédentaire (hors voie publique), dans l'attente d'une nouvelle incorporation en école de police pour y suivre intégralement la formation initiale.

### *2.2. Le passeport d'avenir professionnel*

Le passeport d'avenir professionnel est un document conçu pour permettre d'assurer dans la continuité le suivi de la formation depuis l'entrée en école jusqu'à la fin du contrat.

Par ailleurs, si l'institution policière tient à offrir aux ADS une perspective de carrière en son sein, elle se doit également de valoriser leurs compétences afin de les aider à s'orienter vers d'autres métiers. Aussi, le passeport d'avenir professionnel doit permettre de mettre en exergue le projet professionnel de chaque ADS et de synthétiser l'expérience acquise au sein de la police nationale.



Il comporte une première partie réservée à la formation initiale avec des documents plus spécifiquement adaptés au cursus de formation des cadets (stage n° 1 d'observation, stage n° 2 d'application, stage n° 3 d'adaptation).

Les deux autres parties (intitulées «Entretiens professionnels» et «Passeport d'avenir») sont plus spécifiquement consacrées au parcours professionnel effectué en qualité ADS.

#### Présentation du passeport d'avenir professionnel

Avant chaque incorporation, les écoles de police doivent se procurer, auprès de leur SGAMI ou SGAP de rattachement, le nombre de passeports d'avenir professionnel nécessaire.

À l'issue de la formation, le passeport sera confié à la responsabilité de l'ADS qui prendra le document en compte en quittant définitivement l'établissement de formation pour le remettre dès son arrivée au secrétariat de son service d'affectation.

#### Dispositions assurées par les structures de formation

Les structures de formation doivent :

- organiser une réunion d'information au cours de laquelle le passeport sera présenté aux ADS, avec un commentaire de chaque document ;
- recueillir auprès des ADS les renseignements individuels figurant en page 4 ;
- faire remplir à l'issue de la formation l'attestation d'aptitude à l'emploi.

À l'issue de la formation, le responsable de la pédagogie remplira l'attestation d'aptitude à l'emploi. Cette attestation sera accompagnée d'une fiche d'aptitude au port et à l'emploi de l'arme de service. En cas d'observations particulières relatives à la maîtrise de l'arme, une copie de la fiche de formation au tir sera agrafée au verso.

Une copie de l'attestation d'aptitude à l'emploi devra être remise à l'ADS concerné.

#### Dispositions assurées par le service d'emploi

Il est essentiel que le passeport d'avenir professionnel soit rempli de manière systématique avec sérieux par le tuteur et/ou supérieur hiérarchique direct (en l'absence d'un tuteur). Il engage sa responsabilité.

##### 1. *Attestation de comportement et d'assiduité*

Après la période de formation complémentaire de deux semaines pour les ADS et à l'issue du stage n° 3 d'adaptation pour les cadets, le tuteur et/ou supérieur hiérarchique direct (en l'absence d'un tuteur) procédera à une première évaluation de leurs capacités professionnelles et comportementales, au moyen de la grille présentée page 14, correspondant à l'attestation de comportement et d'assiduité.

Il fera viser ses observations par le chef de service qui émettra un avis sur la manière de servir de l'ADS.

Une copie de l'attestation sera systématiquement remise à l'ADS concerné.

##### 2. *Entretiens professionnels*

Une fois par an, chaque ADS doit bénéficier d'un entretien professionnel réalisé par son supérieur hiérarchique direct, et qui donnera lieu à l'établissement d'une fiche spécifique (pages 22 à 34). La troisième année, le chef de service devra en outre émettre un avis sur le renouvellement du contrat d'engagement et contresigner l'entretien.

S'agissant des ADS, l'entretien professionnel doit permettre :

- de faire le point sur les acquis de l'ADS dans le cadre de l'exercice de ses fonctions et sur ses besoins en formation ;
- de mettre en exergue le projet professionnel de l'ADS. De fait, un engagement en qualité d'ADS ne peut être qu'une étape pendant laquelle il appartient à son bénéficiaire de préparer sa reconversion professionnelle, que celle-ci se poursuive, ou non, au sein de l'institution policière. Il sera indispensable d'indiquer l'existence et les coordonnées des CMC de la zone de défense auxquels il peut s'adresser pour préparer son projet professionnel qui doit être réaliste et réalisable ;
- de proposer des évolutions de missions au titre du second contrat.

Une copie de l'entretien pourra être remise à l'ADS qui en fait la demande.

##### 3. *Passeport d'avenir (partie III du passeport d'avenir professionnel)*

À l'issue de leur engagement, les ADS doivent pouvoir enrichir leur curriculum vitae d'une trace formelle de leur activité au sein de la police nationale.

Ce document doit notamment pouvoir constituer une aide utile dans le cadre de la constitution d'un dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle. Il doit donc être assez exhaustif en ce qui concerne la formation professionnelle et continue, ainsi que l'expérience professionnelle.

Le passeport d'avenir, synthétisant et valorisant l'expérience acquise par l'ADS au sein de l'institution policière, pourra également être présenté à tout employeur du secteur privé ou public, quel que soit le domaine d'activité. Pour le CMC, il constituera ainsi un complément probant du curriculum vitae permettant de mettre en valeur la candidature de l'ADS.

*a) Suivi de la formation continue professionnelle*

Pendant toute la durée de leur contrat, les ADS peuvent être amenés à suivre (à l'initiative de leur tuteur et/ou supérieur hiérarchique direct en l'absence d'un tuteur) des actions de formation continue visant à développer leurs savoir-faire professionnels.

Afin d'assurer un suivi de ces formations, le tuteur et/ou supérieur hiérarchique direct (en l'absence d'un tuteur) devra compléter les tableaux récapitulatifs des pages 38 à 40 du passeport, en veillant à apporter le maximum de précisions sur leurs principales caractéristiques et les objectifs poursuivis.

Chaque fois que cela sera possible, les attestations de stages délivrées par les services assurant les formations devront être annexées au passeport.

*b) Expérience professionnelle*

Les tableaux des pages 41 et 42 devront être remplis à l'issue de chaque affectation et en tout état de cause à la fin du contrat, suivant une démarche concertée, associant l'ADS concerné et son tuteur et/ou supérieur hiérarchique direct (en l'absence d'un tuteur), sur la base des informations figurant dans le répertoire des emplois élaboré par les services de la DRCPN.

Au terme de l'engagement, le dernier supérieur hiérarchique direct de l'ADS devra également répertorier les compétences acquises en termes de connaissances générales, de savoir-faire et de savoir-être (pages 43 et 44), et remplir le cadre du passeport professionnel consacré à la manière de servir de l'ADS (page 45). Cette fiche devra être contresignée par le supérieur hiérarchique/chef de service.

*Le devenir du passeport d'avenir professionnel*

À l'issue du contrat, deux situations peuvent apparaître :

- soit l'ADS a été reçu au concours de gardien de la paix ou à un autre concours du ministère de l'intérieur, et dans ce cas le passeport sera transmis à l'établissement dans lequel il effectuera sa scolarité initiale ou à son nouveau service d'emploi, au même titre que son dossier personnel ;
- soit l'ADS s'oriente vers une insertion professionnelle à l'extérieur de la police nationale, et il se verra alors remettre une copie de la troisième partie du passeport. Ce document lui permettra de faciliter des démarches éventuelles auprès de Pôle emploi.

Les CMC pourront avoir connaissance de l'ensemble du contenu du passeport d'avenir professionnel. Il restera archivé au SGAMI ou SGAP dans l'attente de la dématérialisation.

*2.3. L'attestation d'aptitude au port de l'arme et à l'emploi de l'arme de service*

Conformément à l'article 7 de l'arrêté du 24 août 2000 fixant les modalités de recrutement et de formation des adjoints de sécurité, à l'issue de leur scolarité de douze semaines, le responsable de la pédagogie de la structure de formation remplit une attestation d'aptitude à l'emploi. Cette attestation est accompagnée de la fiche d'emploi de l'arme.

Ainsi, l'aptitude au port et à l'emploi de l'arme de service relève de la compétence exclusive de la structure de formation. Elle ne peut être délivrée postérieurement dans le service d'affectation, dans la mesure où elle conditionne la délivrance de l'attestation.

Il ressort des dispositions de l'article 130-4 du RGEPN que, si, durant la période de formation initiale, un ADS présente une inaptitude définitive au port de l'arme, il est mis fin à son contrat, sans indemnité ni préavis.

Dès lors, une aptitude au port et à l'emploi de l'arme de service ne peut être délivrée par le service d'emploi de l'ADS, postérieurement à sa formation initiale.

**3. Les sportifs de haut niveau adjoint de sécurité (SHN-ADS)**

Le dispositif de sportifs de haut niveau adjoint de sécurité a été mis en place par la convention du 10 juillet 2017, signée par le ministre de l'intérieur et le ministre des sports.

*3.1. Le recrutement*

Aucune procédure spécifique de recrutement n'est prévue. Les sportifs de haut niveau sont soumis aux mêmes épreuves de sélection que les autres candidats à l'emploi d'ADS.

En premier lieu, il appartient à la division des formations des techniques et de la sécurité en intervention (DFTSI) de la DCRFPN, en liaison avec le service d'information et de communication de la police nationale (SICoP), de sélectionner, parmi les sportifs de haut niveau proposés par la direction des sports, ceux qui répondent le mieux aux attentes de l'institution policière en tenant compte de leur motivation et de leur profil.



Les sportifs de haut niveau ainsi retenus sont alors invités à déposer un dossier de candidature à l'emploi d'ADS auprès du SGAMI de leur choix, en fonction de leur centre d'entraînement.

Fléchés tout au long de la procédure de recrutement (tests psychologiques, épreuves sportives, entretien de sélection, visite médicale et enquête administrative), ils incorporeront une école de police dès la fin du processus de sélection.

Le contrat d'engagement est identique à celui des autres candidats sélectionnés pour exercer les fonctions d'ADS. Il ne doit pas mentionner la qualité de sportif de haut niveau. De fait, en cas d'interruption de la carrière sportive ou de la perte du statut de SHN, l'engagement au sein de la police nationale se poursuivra, sauf si le sportif démissionne de ses fonctions d'ADS.

### *3.2. La formation initiale*

Les SHN-ADS suivent la formation initiale de trois mois prévue par la réglementation en vigueur dans l'école de police de leur choix (en fonction de leur centre d'entraînement), ou à défaut dans l'école la plus proche du SGAMI dans lequel ils ont déposé leur dossier.

La non-délivrance de l'attestation d'aptitude à l'emploi d'ADS entraîne la rupture du contrat d'engagement.

### *3.3. L'affectation*

À l'issue de sa formation initiale, le SHN-ADS est affecté au sein de la DCRFPN, à la direction zonale au recrutement et à la formation de la police nationale (DZRFNP) Paris-Ile-de-France ou dans un service déconcentré de la DCRFPN, en fonction de l'autorité ayant procédé à son recrutement.

### *3.4. La gestion administrative*

Le SHN-ADS est rattaché pour sa gestion administrative à la préfecture de police de Paris ou au SGAMI (ou SGAP) compétent.

Tous les aspects liés aux activités sportives (notamment les décharges d'activité) relèvent de la compétence de la :

Division des formations des techniques et de la sécurité en intervention (DFTSI)  
Sous-direction du développement des compétences (SDDC)  
DCRFPN  
Immeuble Haras  
27, cours des Petites-Écuries  
77185 LOGNES

## **III. – LES CONDITIONS D'EMPLOI**

### **1. Les missions**

*Références :*

- a) Article R.411-5 du CSI;
- b) Articles 132-1 et 132-2 du RGEPN.

Le référentiel des postes occupés par les ADS permet d'identifier les activités dévolues à ces ADS au sein des services de police et les compétences qui leur sont associées (connaissances techniques, savoir-faire et savoir-être). Il est constitué de 26 postes-types représentant une situation de travail générique commune aux directions et services de police.

### **2. L'affectation**

*Référence :*

Article 133-22 du RGEPN.

#### *2.1. Les changements d'affectation au renouvellement du contrat*

*Cf. :* point 3.1 Le renouvellement du contrat page 7.

#### *2.2. Les changements de service au sein d'un même département*

Dans l'objectif de diversifier leur expérience et leur parcours professionnel, afin de découvrir les différents aspects du métier de policier, un ADS peut solliciter un changement de service au sein d'une même direction d'emploi. Dans ce cas, une note de service indique la nouvelle affectation de l'ADS.

En revanche, si l'ADS souhaite un changement de direction d'emploi, les SGAMI ou SGAP transmettront la demande, assortie de l'avis du chef de service et de la manière de servir de l'ADS, au BADS de la DRCPN qui statuera après l'avis des directions centrales d'emploi. Un avenant à son contrat sera alors établi.

Dans tous les cas, un changement de service d'affectation ne saurait être imposé à un ADS, sous peine d'être assimilé à une sanction déguisée. Tout changement d'affectation doit nécessairement recueillir l'accord de l'intéressé.

### *2.3. Les changements d'affectation par le biais d'une demande de permutation*

À l'issue de leur scolarité, deux ADS peuvent déposer une demande de permutation au sein d'un autre département et/ou d'une autre direction d'emploi.

Les SGAMI ou SGAP transmettront les demandes assorties de l'avis respectif des chefs de service et de la manière de servir des ADS au BADS de la DRCPN, qui statuera après l'avis des directions centrales d'emploi.

Afin qu'un avis circonstancié sur la manière de servir de l'ADS puisse être émis et que ce dernier ait pu pleinement appréhender les différents aspects de son poste, il est préconisé que l'ADS justifie d'une ancienneté d'au moins six mois dans son service d'affectation avant de déposer une demande de permutation.

À noter que la procédure décrite ci-dessus ne s'applique pas aux demandes de permutations au sein d'un même département et d'une même direction d'emploi, ces demandes relevant de la compétence exclusive de la direction d'emploi. Dans ces cas, une note de service indique les nouvelles affectations des ADS.

### *2.4. Les changements de département d'affectation dérogatoires*

En dehors des permutations évoquées ci-dessus et des demandes de changement lors du renouvellement du contrat, toute demande de changement de département d'affectation au sein du SGAMI ou SGAP recruteur ou pour un autre SGAMI ou SGAP ne peut être accordée qu'en raison de circonstances graves ou exceptionnelles ayant un caractère impromptu et bouleversant fondamentalement l'organisation de la vie de l'ADS.

L'ADS doit rencontrer de réelles difficultés, totalement imprévisibles au moment du recrutement. Ainsi, à titre d'exemple, les difficultés familiales invoquées du fait d'un éloignement géographique ne constituent pas un motif suffisant dans la mesure où la situation était connue lors du choix d'affectation.

En revanche, la survenance d'un événement d'une gravité certaine et imprévisible postérieure à l'affectation de l'ADS (décès, maladie grave par exemple), engendrant de graves difficultés personnelles et/ou financières, peut justifier un changement d'affectation dérogatoire.

Les SGAMI ou SGAP transmettront au BADS la demande motivée de l'ADS accompagnée de l'avis respectif des chefs de service et de la manière de servir de l'ADS et de tous documents permettant d'étayer la demande.

Au vu des éléments transmis, le BADS, en lien avec les directions centrales d'emploi et afin de préserver la stabilité des effectifs d'ADS en poste, statuera sur la demande de changement d'affectation dérogatoire.

### *2.5. Les missions à l'étranger*

Si, selon les dispositions de l'article 133-22 du RGEPN, le déroulement du contrat doit principalement intervenir dans un cadre départemental, les ADS peuvent, toutefois, être autorisés, en fonction des missions qui leur sont confiées, à exercer en dehors du ressort de leur département d'affectation.

Cependant, un ADS ne pourra effectuer une mission à l'étranger que s'il est revêtu de sa tenue d'uniforme.

## **3. Le régime horaire**

### *Références:*

- a) Arrêté du 5 septembre 2019 portant sur l'organisation relative au temps de travail dans les services de la police nationale;
- b) Article 133-25 du RGEPN.

### *3.1. Le travail de nuit*

Les ADS peuvent être employés de jour comme de nuit, en fonction des cycles de travail de l'unité ou du service au sein de laquelle ou duquel ils sont affectés, quels que soient les cycles de travail, conformément aux horaires d'emploi fixés dans les règlements intérieurs des directions ou services d'affectation (régime hebdomadaire ou cyclique).

Le travail de nuit est un facteur identifié comme risque professionnel, tel que prévu par les articles L. 4161-1 et D. 4162-2 du code du travail. Ces articles sont cités au sein de l'instruction DRCPN/SDASAP/BSST/30 du 14 février 2017 qui en intègre deux autres encadrant la surveillance médicale obligatoire de prévention des personnels de la police nationale et la traçabilité des expositions aux risques professionnels.

### *3.2. Les services supplémentaires*

Les ADS ne sont pas soumis à l'astreinte (article 47 de l'arrêté du 5 septembre 2019).

Si l'arrêté du 5 septembre 2019 n'exclut pas les ADS du régime de la permanence, son article 48 précise que la permanence n'est possible que sur la base du volontariat.

Enfin, si les ADS peuvent faire l'objet d'un rappel au service, ils sont en revanche exclus du report de repos (article 53 de l'arrêté du 5 septembre 2019).

#### **4. Matériels et armements**

*Références :*

- a) Article R.411-7 du CSI;
- b) Articles 134-1 à 134-6 du RGEPN.

##### *4.1. Le port de l'arme*

L'obligation ou non du port de l'arme administrative relève de la seule appréciation du chef de service, en fonction des missions auxquelles l'ADS est associé. Il est limité au seul cadre du service et si et seulement si l'ADS est revêtu de sa tenue d'uniforme.

Dès lors, les ADS n'entrent pas dans le champ d'application de l'article 114-4 du RGEPN qui autorise les fonctionnaires actifs de police à porter leur arme individuelle hors service.

Pour mémoire, si, conformément à l'article 133-18 du RGEPN, les ADS peuvent être autorisés, à titre exceptionnel, par leur chef de service, à revêtir la tenue civile, ils ne pourront alors être porteurs de leur arme de service.

##### *4.2. Le permis de conduire*

Il ressort des dispositions de l'article 134-1 du RGEPN que, si aucune durée de détention minimale du permis de conduire n'est exigée, ce principe doit se limiter uniquement à la conduite d'un véhicule administratif intervenant dans le cadre d'une mission de support/logistique ne revêtant aucun caractère de dangerosité avéré (type police secours), dès lors que l'ADS se trouve en période probatoire.

Ainsi, en fonction du type de mission (support/logistique ou police), il appartient à chaque service d'emploi de déterminer les critères et les aptitudes que doit remplir un ADS, afin de se voir confier un véhicule administratif selon les missions et les conditions dans lesquelles il sera amené à conduire.

#### **5. Le cumul d'activité**

*Références :*

- a) Article 25 *septies* de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires;
- b) Décret n° 2017-105 du 27 janvier 2017 relatif à l'exercice d'activités privées par des agents publics et certains agents contractuels de droit privé ayant cessé leurs fonctions, aux cumuls d'activités et à la commission de déontologie de la fonction publique.

En application de l'article 32 de la loi n° 83-634, les ADS sont soumis aux dispositions de l'article 25 *septies* de cette même loi et à celles du décret n° 2017-105 susvisé.

Ainsi, un ADS peut être autorisé à cumuler une activité accessoire avec son activité principale, dès lors que celle-ci est compatible avec ses fonctions et n'affecte pas son exercice.

L'article 6 du décret susvisé énumère un certain nombre d'emplois susceptibles d'être autorisés. Cette liste est très limitative. Dès lors, il convient d'étudier avec une grande vigilance toute demande de cumul d'activité présentée par un ADS et de s'assurer que l'emploi sollicité est bien mentionné dans la liste des emplois susceptibles d'être autorisés.

À noter qu'un ADS peut être autorisé à exercer plusieurs activités accessoires.

Enfin, les dispositions du III de l'article 25 *septies* de la loi susvisée reprises par l'article 14 du décret n° 2017-105, qui prévoient la possibilité d'accomplir un service à temps partiel pour créer ou reprendre une entreprise, ne sont pas applicables aux ADS qui sont recrutés pour un service à temps plein (article 133-24 du RGEPN).

### **IV. – DROITS ET OBLIGATIONS**

#### **1. Déontologie et obligations**

*Références :*

- a) Articles 6, 6 *bis*, 6 *ter*, 6 *quinquies* et 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires;
- b) Article R 411-5 du CSI;
- c) Article 1-1 du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'État pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;
- d) Articles 131-1 à 131-4, 133-1 à 133-14 et 133-28 du RGEPN.

S'agissant du droit de grève, l'article 133-28 du RGEPN précise que «les adjoints de sécurité ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 de la loi susvisée du 28 septembre 1948». Cet article 2 indique que «Toute cessation concertée du service, tout acte collectif d'indiscipline caractérisée pourra être sanctionné en dehors des garanties disciplinaires».

Par conséquent, les ADS ont le droit de grève.

Toutefois, ils devront respecter certains principes. En effet, en application de l'article R.411-5 du CSI, lorsque les ADS ne sont pas en service, ils peuvent s'exprimer librement dans les limites imposées par le devoir de réserve.

De plus, il ressort d'une jurisprudence qu'il appartient aux chefs de service de fixer les règles relatives au droit de grève des agents publics et d'organiser la nécessaire conciliation entre ce droit et la continuité du service (CE, 7 juillet 1950, Dehaene).

Enfin, selon l'article L.2512-2 du code de travail, la cessation du travail est précédée d'un préavis. Le préavis doit parvenir à l'autorité hiérarchique cinq jours francs avant le déclenchement de la grève.

## 2. Les congés

*Références:* les articles 10 et 11 du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'État pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État

### 2.1. *Le reliquat de congés des ADS en fin de contrat ou licenciés*

Tout ADS qui cesse ses fonctions (démission, licenciement, fin de contrat) doit impérativement avoir utilisé l'ensemble des congés annuels, heures supplémentaires et repos compensateur acquis avant cette date.

Il faut donc veiller à ne pas laisser s'accumuler un volume trop important de crédits de repos, puisque seule l'indemnisation des jours de congés annuels non pris en raison du fait de l'administration est possible (*cf.* article 10 II du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986).

### 2.2. *Le compte épargne-temps*

*Références:*

- a) Décret n° 2002-634 du 29 avril 2002 portant création du compte épargne-temps dans la fonction publique de l'État et dans la magistrature;
- b) arrêté du 28 août 2009 pris pour l'application du décret n° 2002-364 du 29 avril 2002 modifié portant création du compte épargne-temps dans la fonction publique de l'État et dans la magistrature;
- c) L'instruction NOR: INTA1637272C du 15 décembre 2016 relative au compte épargne-temps au sein du ministère de l'intérieur.

Par dérogation aux dispositions des textes cités en référence, les ADS, lorsqu'ils sont appelés à intégrer une école de police pour y suivre la scolarité d'élève-gardien de la paix et qu'ils ne peuvent pas, avant leur départ, prendre la totalité de leurs droits à congé, bénéficient d'un dispositif particulier.

Il s'agit de leur offrir la possibilité non seulement d'ouvrir un CET (dès lors qu'ils remplissent les conditions résultant du décret du 29 avril 2002, à savoir être employé de manière continue et avoir accompli au moins une année de service), mais également de leur permettre, à titre dérogatoire, de l'alimenter sans attendre le mois de janvier de l'année suivante (tout en restant dans le cadre des règles communes s'agissant du nombre de jours à épargner).

En effet, dans la mesure où ces ADS ne peuvent épargner, au titre de l'année durant laquelle ils sont incorporés en école de police, que les jours acquis en considération des services accomplis avant leur nomination en qualité d'élève, il n'est pas nécessaire d'attendre le 31 décembre de cette même année pour connaître le nombre exact de jours susceptibles d'être épargnés.

Il est donc prévu que l'ADS, à la veille de son entrée en école (sans aucune considération de date), présente, au service gérant son CET au titre de sa qualité d'ADS, une demande d'alimentation concernant les jours précédemment acquis.

Il ne doit pas y avoir d'interruption entre la fin du contrat d'ADS et l'entrée en école, sinon le CET devra être soldé avant la fin de la relation de travail.

Par ailleurs, l'alimentation se fera dans les conditions suivantes:

- le nombre de jours pouvant alimenter le CET et les conditions pour y prétendre (notamment l'obligation d'avoir pris vingt jours de congés annuels dans l'année) doivent être proratisés en fonction de la période de présence de l'ADS au service;
- la configuration actuelle du module CET de GEOPOL ne permettant que l'alimentation du reliquat de jours de l'année N-1, il conviendra donc de procéder à un ajustement manuel des compteurs.

En tout état de cause, cette procédure dérogatoire ne saurait être mise en œuvre qu'avec l'accord préalable du service gestionnaire concerné.

Les heures supplémentaires qui n'ont pu être écoulées avant l'entrée en école et/ou qui n'ont pu servir à alimenter le CET restent dues. Ainsi, l'état du compteur GEOPOL de l'ADS devra être transmis au gestionnaire de l'école qui devra reporter les heures supplémentaires non utilisées sur le nouveau compteur de l'élève gardien de la paix.

### 3. Les dispositions d'ordre social et médical

Références: décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'État pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État.

#### 3.1. La rémunération pendant un congé maladie

Il ressort des dispositions de l'article 2 du décret du 17 janvier 1986 que pour les ADS deux régimes se superposent: le régime général de sécurité sociale, ainsi que les droits statutaires pris en charge par l'administration.

L'administration ne doit verser à l'ADS que sa rémunération due, déduction faite des indemnités journalières perçues de la sécurité sociale.

Pour cela, cet article impose à l'ADS de lui communiquer le décompte des indemnités journalières qui lui ont été versées. En cas de non-respect de cette obligation, l'administration peut suspendre le versement de la rémunération jusqu'à la transmission des informations demandées.

#### 3.2. L'inaptitude médicale: le reclassement ou le licenciement

Seul le médecin de la police, le médecin inspecteur régional ou le médecin chef de la préfecture de police de Paris peuvent prononcer une inaptitude.

L'inaptitude médicale au cours de la période d'essai

##### *L'inaptitude définitive*

Lorsque, au cours de la formation initiale, une inaptitude définitive est constatée et en l'absence de congé maladie, l'ADS doit être licencié. Son contrat est alors rompu sur la base de la période d'essai dans les conditions fixées par l'article 9 du décret du 17 janvier 1986 (licenciement sans préavis ni indemnité).

Dans le cas contraire, un poste en vue de son reclassement doit lui être proposé. Un licenciement pourra intervenir si l'ADS ne sollicite pas de reclassement ou si l'administration se trouve dans l'impossibilité de le reclasser.

##### *L'inaptitude temporaire*

L'ADS qui est déclaré inapte temporairement est placé en congé sans traitement dans les conditions prévues à l'article 16 du décret du 17 janvier 1986.

Dès lors qu'il sera à nouveau déclaré apte, il bénéficiera d'un report de la formation initiale dans les conditions décrites au II Le recrutement et la formation initiale, 2.1 Le report de la formation initiale.

L'inaptitude médicale au cours du contrat après la période d'essai

##### *L'inaptitude définitive*

L'ADS qui est déclaré inapte définitivement est placé, sous réserve de l'avis favorable du médecin de prévention, sur un poste sédentaire (hors voie publique) jusqu'à la fin de son contrat dans les conditions de l'article 17 du décret du 17 janvier 1986.

Dans le cas contraire, une procédure de licenciement pour inaptitude médicale devra alors être engagée. Cette procédure implique nécessairement:

- l'information de l'ADS lui indiquant l'existence et les motifs de la procédure de licenciement, ainsi que ses droits;
- la convocation à un entretien préalable;
- la réunion de la commission consultative paritaire;
- la notification de la décision.

À noter que, dans ce cas de figure, l'ADS a alors droit à des indemnités de licenciement, à l'indemnité compensatrice de congés annuels, ainsi qu'à l'allocation d'aide au retour à l'emploi.

##### *L'inaptitude temporaire*

L'ADS qui, à l'issue d'un arrêt de travail, est déclaré inapte temporairement est placé en congé sans traitement dans les conditions prévues au 2° de l'article 17 du décret du 17 janvier 1986.

#### Le reclassement

L'obligation de reclassement est prévue par l'article 17 du décret du 17 janvier 1986.

En outre, les ADS – agents contractuels de droit public recrutés pour une durée limitée – ne peuvent bénéficier d'aucune mesure d'intégration directe dans un corps de fonctionnaires, l'accès à celui-ci n'étant prévu que par la seule voie des concours.

L'unique dérogation à ce principe est fixée par le paragraphe II de l'article 36 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité, qui concerne les adjoints de sécurité blessés mortellement dans l'exercice de leurs fonctions ou grièvement blessés à l'occasion d'une mission de police.

### *3.3. Le temps partiel*

#### *Références :*

- a) Article R.411-4 du CSI;
- b) Article 133-24 du RGEPN.

Les ADS ne peuvent pas travailler à temps partiel, même s'ils souhaitent prendre un temps partiel pour élever un enfant.

En revanche, en application du 3° de l'article 2 du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'État, les ADS bénéficient de plein droit du dispositif du temps partiel thérapeutique prévu par le régime général de la sécurité sociale (articles L. 323-3 et R. 323-3 du code de la sécurité sociale).

## **V. – DISCIPLINE ET RUPTURE DU CONTRAT**

### **1. La discipline**

#### *Références :*

- a) Titre X du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'État pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;
- b) Article 21 de l'arrêté du 8 octobre 2009 instituant des commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard des adjoints de sécurité recrutés en application de l'article 36 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité.

#### *1.1. Les étapes d'une procédure disciplinaire*

##### **L'information de l'ADS**

L'administration doit informer l'ADS de son intention de le sanctionner, soit par le biais d'une fiche spécifique (avertissement et blâme), soit par le biais d'une lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en mains propres contre décharge (exclusion temporaire et licenciement).

La fiche ou la lettre doit préciser : les faits reprochés et la sanction envisagée, la date de la réunion de la CCP si elle est déjà connue, le droit de l'ADS à obtenir la communication de son dossier individuel et tout document annexe, la possibilité pour l'ADS de formuler des observations écrites ou orales et de se faire assister par le ou les défenseurs de son choix (y compris un avocat).

Afin que l'ADS puisse utilement préparer sa défense et formuler des observations, un délai suffisant doit lui être accordé entre la lettre d'information et la date de la CCP. Il est préconisé que ce délai soit de quinze jours.

##### **La réunion de la CCP**

La CCP est obligatoirement consultée si la sanction envisagée est une exclusion temporaire de fonctions ou un licenciement.

À noter que, dès lors que l'ADS a été régulièrement convoqué, la CCP peut valablement statuer en l'absence de ce dernier, même s'il n'a présenté aucune observation écrite, ni désigné de défenseur pour le représenter, ni sollicité le report de la réunion.

##### **L'entretien préalable**

Un entretien préalable doit avoir lieu, uniquement si la sanction envisagée est un licenciement.

L'ADS est convoqué à l'entretien par lettre recommandée avec accusé de réception ou lettre remise en mains propres contre décharge, indiquant l'objet de la convocation. L'entretien ne peut avoir lieu moins de cinq jours ouvrables après la présentation de la lettre recommandée ou la remise de la lettre. L'entretien permet à l'administration de motiver son choix définitif lors d'un face à face avec l'ADS, qui pourra lui-même s'exprimer une dernière fois. Un procès-verbal attestant de la tenue de cet entretien doit être établi.



### La notification de la décision

La décision de sanction est notifiée soit par le biais d'une fiche spécifique (avertissement et blâme), soit par le biais d'un arrêté (exclusion temporaire), soit par le biais d'une lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en mains propres contre décharge (licenciement).

La décision doit préciser l'ensemble des éléments de faits et de droit sur lesquels elle repose (faits reprochés et textes visés) et les voies et délais de recours.

Aucune sanction ne peut prendre effet avant la date à laquelle elle est portée à la connaissance de l'ADS (CE Assemblée, 25 juin 1948, société du journal L'aurore).

Si la sanction infligée est un licenciement, la date à laquelle celui-ci intervient doit tenir compte des droits à congés annuels restant à courir.

### 1.2. Les interdictions d'exercer

#### Références :

Article 45-1 du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986.

Si un ADS est placé sous contrôle judiciaire comportant une interdiction d'exercer, l'exécution de cette décision judiciaire s'imposant à l'administration, il convient de suspendre immédiatement sa rémunération et d'établir une décision de cessation de fonctions qui sera notifiée à l'intéressé par lettre recommandée avec avis de réception.

Cette cessation de fonctions présente un caractère automatique et immédiat, qui la distingue d'une décision de licenciement, susceptible d'être prise par un employeur dans les conditions de procédure prévues au titre XI du décret du 17 janvier 1986.

En particulier, le caractère immédiat de la cessation de fonctions exclut le respect des règles de préavis et d'entretien préalable prévus à l'article 47 de ce décret. De même, la procédure de consultation obligatoire de la CCP prévue à l'article 1-2 du même décret avant tout licenciement n'a pas à être respectée : du fait de la situation de compétence liée dans laquelle se trouve l'administration pour mettre fin aux fonctions de l'intéressé, la consultation de la CCP serait sans portée sur le sens de la décision à prendre par l'administration.

Enfin, il est à noter que la cessation de fonctions prononcée suite à la perte d'une des qualités pour être agent public n'a pas de caractère disciplinaire (CE, 13 novembre 1987, n° 53068) et les garanties procédurales attachées aux mesures disciplinaires prévues par le titre X du décret du 17 janvier 1986 ne trouvent pas davantage à s'appliquer.

## 2. Les ruptures de contrat

### 2.1. La démission

Si les dispositions de l'article 48 du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 précisent que l'agent démissionnaire doit informer « son administration de son intention par lettre recommandée », dans la pratique, cette formalité peut être remplacée par un rapport transmis sous couvert de la voie hiérarchique, en respectant un préavis dont la durée varie en fonction de son ancienneté et est précisée à l'article 46 alinéa 1<sup>er</sup> du décret précité.

Aucune autre disposition juridique ne prévoit que la démission formulée par un agent non titulaire doit – pour être effective – être acceptée par l'administration employeur, à la différence de ce qui est expressément prévu pour les fonctionnaires de l'État par les articles 58 et 59 du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'État, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonction.

La procédure d'acceptation de la démission ne s'applique donc pas aux agents non titulaires (qui sont liés à l'administration par un contrat, et non par une décision unilatérale de nomination). Aucune décision ne doit donc être notifiée à l'agent.

Cependant, il ressort de la jurisprudence qu'un agent peut retirer sa démission avant l'acceptation de la démission par l'administration (CAA de Paris n° 03PA02839 du 3 octobre 2006). Dès lors, il convient d'informer l'agent, par lettre recommandée avec accusé de réception, que sa démission a bien été prise en compte et lui confirmer la date à laquelle elle prendra effet. Ce courrier emporte alors les mêmes conséquences que pour les fonctionnaires, c'est-à-dire qu'il rend irrévocable la démission.

En outre, seuls les agents involontairement privés de leur emploi peuvent en principe bénéficier de l'aide au retour à l'emploi. Autrement dit, un ADS démissionnaire n'a en principe pas droit aux allocations chômage. Il lui faut normalement attendre quatre mois et justifier d'une recherche active d'emploi pour demander le réexamen de sa situation.

Toutefois, certaines démissions peuvent être considérées comme légitimes et donner droit immédiatement aux allocations chômage. Il convient alors de se référer aux dispositions de l'arrêté du 4 mai 2017 portant agrément de la convention du 14 avril 2017, ainsi qu'à l'accord d'application n° 14 du 14 avril 2017 (cas de démissions légitimes : chapitres 1 et 2).



## 2.2. La rupture de contrat pendant la période d'essai

### Références :

- a) Article 9 du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986;
- b) Article 411-9 du CSI;
- c) Article 130-4 du RGEPN.

La procédure de licenciement se décompose en deux phases :

- l'entretien préalable au licenciement :

L'ADS est convoqué à cet entretien par lettre recommandée avec accusé de réception ou lettre remise en mains propres contre décharge, indiquant l'objet de la convocation. Lors de l'entretien, l'administration rappelle les raisons du licenciement, ainsi que ses modalités (procédure, allocations chômage...). L'ADS fait part de ses observations. Un procès-verbal attestant de la tenue de l'entretien doit être établi ;

- la notification de la décision :

La décision de licenciement est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception ou lettre remise en mains propres contre décharge, au plus tôt le lendemain de l'entretien préalable, afin de permettre à l'administration de tenir compte éventuellement des observations formulées par l'ADS.

La lettre doit préciser le ou les motifs du licenciement, si celui-ci intervient au cours de la période d'essai (CE, n° 105732 du 27 février 1995). En revanche, le licenciement intervenant à la fin de la période d'essai n'a pas à être motivé (CAA de Marseille, 27 juin 2000, n° 97MA05494). Elle doit également préciser les voies et délais de recours contentieux.

Aucune durée de préavis n'est requise lorsque la décision de mettre fin au contrat intervient en cours ou à la fin de la période d'essai.

## 2.3. La rupture de contrat après la période d'essai

### a) Le licenciement pour motif disciplinaire

Cf. *supra* : 1.1. Les étapes d'une procédure disciplinaire

### b) Le licenciement pour inaptitude médicale définitive

Cf. : 3.2. L'inaptitude médicale : le reclassement ou le licenciement

### c) Le licenciement pour inaptitude professionnelle

L'insuffisance professionnelle peut se définir comme l'incapacité d'un agent à exécuter de manière satisfaisante les tâches qui lui sont confiées (incapacité de communiquer, de s'intégrer dans une équipe, mauvaise exécution des ordres de service, manque d'investissement dans les fonctions, manque de sérieux et de rigueur dans l'accomplissement des missions confiées).

Elle se distingue de la faute disciplinaire en ce qu'elle n'induit pas de faute caractérisée mais «un manque de diligence, de rigueur dans l'exécution du travail, l'inaptitude à exercer ses tâches professionnelles» de la part de l'agent visé (CE, 17 mars 2004, Provost, req. n° 205436).

Avant d'engager la procédure de licenciement, l'administration doit avoir prodigué à l'agent, de manière réitérée, des conseils, des instructions, ou des rappels à l'ordre, attestés par des éléments du dossier.

L'insuffisance professionnelle doit être illustrée par des faits précis et établis.

La procédure est identique à la procédure disciplinaire. La seule différence tient au fait que la CCP se prononce au regard des seuls éléments du dossier soumis à son examen, sans procéder à l'audition de l'agent concerné.

### d) Le licenciement pour abandon de poste

L'abandon de poste constituant une faute d'une particulière gravité, l'agent se trouve privé des garanties disciplinaires normalement instituées : communication du dossier, entretien préalable, consultation de la commission consultative paritaire, et plus généralement des droits de la défense.

Pour autant, toute absence non autorisée ou non justifiée ne constitue pas un abandon de poste. Celui-ci doit être une démarche délibérée de l'agent. L'administration doit donc s'efforcer de savoir si la volonté de l'agent est bien d'abandonner son poste.

La procédure : une lettre de mise en demeure enjoignant l'agent de rejoindre son poste dans un délai déterminé par l'administration doit être adressé à l'agent. Cette lettre, recommandée avec accusé de réception, est envoyée à la dernière adresse communiquée par l'agent à l'administration et doit l'informer du risque encouru (la rupture du contrat) et de l'absence de procédure disciplinaire préalable. Le refus de l'agent de retirer le pli ne saurait bloquer la procédure. Toutefois, la rupture du contrat ne peut intervenir avant l'expiration du délai de quinze jours dont bénéficie l'agent pour retirer la lettre recommandée (CE, 5 décembre 1994, Centre national de la cinématographie).

Les conséquences :

- l'agent reprend son service sans justifier son absence : l'administration peut opérer une retenue sur salaire pour absence de service fait et lui infliger une sanction disciplinaire ;
- l'agent reprend son service en justifiant tardivement son absence (notamment par un certificat médical) : l'administration ne peut pas opérer de retenue sur salaire, mais peut éventuellement infliger une sanction disciplinaire ;
- l'agent ne reprend pas son service, mais fait connaître les raisons de son absence : il marque ainsi sa volonté de ne pas abandonner son poste. L'administration ne peut pas opérer de retenue sur salaire, mais peut éventuellement infliger une sanction disciplinaire ;
- l'agent ne réagit pas : cette absence de réaction caractérise l'abandon de poste. Le contrat d'engagement peut être rompu. La décision de licenciement est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle doit faire apparaître les différentes étapes de la procédure et doit mentionner les délais et voies de recours.

## VI. – LE TUTORAT

*Référence :*

Article 133-17 du RGEPN.

### 1. Définition du tutorat

Véritable interface entre l'ADS, son encadrant direct et sa hiérarchie, le tuteur est un fonctionnaire de police expérimenté. Il doit posséder une solide expérience professionnelle et des qualités personnelles fortes, conjuguant une autorité naturelle, une réelle capacité d'écoute, une bonne connaissance des institutions extérieures à la police, en particulier celles relatives à la formation et aux métiers du secteur public ou privé, enfin une aptitude à transmettre ses savoir-faire.

Appelé à s'investir sur le long terme, ce fonctionnaire doit présenter une certaine stabilité d'affectation et pouvoir disposer d'une disponibilité suffisante pour tisser les relations internes à la police et externes qui lui permettent de répondre à sa mission.

Le tuteur est nommé par une note du chef de service.

Cette note, outre les informations concernant le tuteur (identité, numéro de matricule, lieu d'affectation), comporte les indications relatives au nombre d'ADS dont il a la charge, ainsi que la nature des missions qui sont confiées à ces derniers. La date d'effet de cette désignation doit être expressément portée dans la note de service, dont la copie est transmise au chef du service territorial de police, au SGAMI ou SGAP géographiquement compétent et, enfin, à la direction d'administration centrale concernée.

Le chef de service veillera à aménager le poste de travail du tuteur de manière à rendre l'exercice de ses missions de police compatible avec le tutorat en lui dégageant, par exemple, du temps pour exercer sa mission. De même au regard de la difficulté et de la sensibilité de cette fonction, celle-ci devra être prise en considération dans le cadre de l'évolution de la carrière du tuteur, ainsi que dans le processus d'évaluation de la notation à travers une appréciation spécifique des responsabilités qu'il assume.

Le tuteur bénéficie d'une formation spécialisée au tutorat et de séquences de professionnalisation, ainsi que du Livret du tuteur afin de l'aider à assumer les tâches qui lui sont dévolues. Ces formations sont dispensées par les directions zonales au recrutement et à la formation (DZRF) et validées par une attestation de stage.

### 2. Les missions et la fonction tutorale

L'accueil : le tuteur a un rôle essentiel. Il accueille les ADS au moment de leur arrivée et favorise leur intégration dans le service tant sur le plan administratif et réglementaire que social et relationnel.

Il assure la prise en compte administrative auprès de la gestion du personnel (ouverture du dossier individuel), la vérification du paquetage (vestiaire attribué) et des effets d'uniforme, la vérification du permis de conduire et éventuellement l'organisation du test pour la délivrance de l'autorisation de conduite du véhicule administratif, la distribution des cartes d'accès (au restaurant administratif par exemple).

Le tuteur rappelle et commente également les règles de la déontologie applicables à la police nationale, ainsi que celles relatives à la légitime défense.

Manière de servir et suivi de la carrière : le tuteur prend en compte, met à jour et remplit régulièrement et avec précision l'ensemble des rubriques relatives au PAP des ADS, sous le contrôle du supérieur hiérarchique direct qui le visera une fois par an.

Il donne également au chef de service un avis sur la manière de servir, pour la délivrance de l'attestation de comportement et d'assiduité à l'issue de la période complémentaire de formation sur site.

La formation complémentaire : la formation en école est suivie d'un stage d'adaptation de deux semaines dans un service d'affectation, complétant la formation initiale.

Le tuteur participe à l'élaboration du programme de cette formation complémentaire auprès du service local de formation avec éventuellement l'appui de la DZRF. À ce titre, il propose les adaptations nécessaires au programme-type pour tenir compte des conditions locales d'emploi des ADS et de leur environnement professionnel.

En relation étroite avec les encadrants des ADS qui leur font part de leurs observations sur le terrain, le tuteur identifie les besoins individuels de professionnalisation des ADS, organise leur participation à des stages de formation continue et s'assure des conditions de participation à ces stages et participe à l'enrichissement de leurs connaissances techniques et professionnelles en fonction de la diversité des missions qu'ils effectuent.

Le développement du projet professionnel: en sa qualité de référent, le tuteur définit avec les ADS les différentes étapes d'un parcours individuel de formation s'inscrivant dans le cadre du projet professionnel. Il facilite la prise de contact auprès de la DZRF ou la direction territoriale au recrutement et à la formation (DTRF) pour tout ce qui relève de la préparation aux concours de la fonction publique ou auprès des CMC de la M2RP pour une reconversion professionnelle dans le secteur privé, libéral, artisanal ou dans une entreprise publique.

## VII. – LA RECONVERSION PROFESSIONNELLE

Nonobstant la possibilité d'intégrer la réserve civile de la police nationale, de nombreux dispositifs ont été mis en place afin de favoriser l'insertion et la reconversion professionnelle des ADS à l'issue de leur contrat.

### 1. Des concours réservés

Le second concours de gardien de la paix (article 6 du décret n° 2004-1439 du 23 décembre 2004 portant statut particulier du corps d'encadrement et d'application de la police nationale).

Le deuxième concours interne d'agent de police municipale (article 3 du décret n° 2017-397 du 24 mars 2017 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale).

Le deuxième concours de sous-officier de la gendarmerie (article 13-1 du décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie).

Il convient de préciser que les ADS – agents contractuels de droit public recrutés pour une durée limitée – ne peuvent bénéficier d'aucune mesure d'intégration directe dans un corps de fonctionnaires, l'accès à celui-ci n'étant prévu que par la seule voie des concours.

L'unique dérogation à ce principe est fixée par le paragraphe II de l'article 36 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité, qui concerne les adjoints de sécurité tués dans l'exercice de leurs fonctions ou grièvement blessés à l'occasion d'une mission de police.

### 2. L'aptitude aux métiers de la sécurité privée

À l'issue de leur formation initiale, le titre certifié du ministère de l'intérieur Adjoint de sécurité intérieure est délivré aux ADS. Cette certification professionnelle est enregistrée au Répertoire national des certifications professionnelles (arrêté du 11 décembre 2018 publié au *Journal officiel* du 18 décembre 2018 – niveau 3 du Cadre national des certifications professionnelles).

De plus, les ADS possèdent de droit la qualification d'agent de police judiciaire adjoint (APJA) de l'article 21 du code de procédure pénale. Ils justifient ainsi de l'aptitude professionnelle requise pour être salarié d'une entreprise exerçant une activité de sécurité privée ou de recherches privées (articles R.612-41 et R.622-34 du CSI).

C'est pourquoi chaque ADS se voit remettre, au moment où il quitte ses fonctions (ou dès qu'il en fait la demande), une attestation d'aptitude établie au niveau local et signée par le chef de service ou son adjoint.

Ces documents, délivrés automatiquement, leur permettent d'obtenir la carte professionnelle d'agent de sécurité privée auprès du Conseil national des activités privées de sécurité et d'être dispensés de formation.

En outre, afin d'accéder plus facilement à des métiers liés à la sécurité, un ADS peut demander à suivre la formation qualifiante d'agent de service de sécurité incendie et d'assistance à personnes niveau 1 (SSIAP).

### 3. Le rôle du passeport d'avenir professionnel dans la reconversion

La dernière partie de ce document (complétée par le tuteur et/ou le supérieur hiérarchique direct) synthétise et relate l'expérience professionnelle acquise au sein de l'institution policière, les formations suivies et les compétences acquises (connaissance, savoir-faire, savoir-être).

Elle peut soit servir de base à la constitution d'un dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience, soit être présentée à un employeur, du secteur privé ou public.

#### **4. La validation des acquis de l'expérience**

*Référence :*

Article R.411-12 du CSI.

La VAE permet de faire reconnaître son expérience professionnelle afin d'obtenir un diplôme, un titre ou un certificat de qualification professionnelle.

La procédure de validation des acquis de l'expérience comprend une étape de recevabilité et une étape d'évaluation par un jury qui vérifie les aptitudes, compétences et connaissances du candidat.

Il s'agit d'une démarche personnelle de la part de l'ADS qui doit exprimer sa volonté en constituant un livret de recevabilité, puis un dossier de validation.

Ce dispositif permet l'obtention d'un diplôme de l'éducation nationale : mention complémentaire au CAP d'agent de prévention et de sécurité, intitulée « mention complémentaire- Sûreté des espaces ouverts au public » (niveau 3 du Cadre national des certifications professionnelles), et autres diplômes en fonction du parcours scolaire de l'ADS et des tâches professionnelles accomplies au cours de son engagement (BEP, baccalauréat professionnel, voire BTS). L'ADS doit s'adresser à l'un des dispositifs académiques de validation des acquis (DAVA) mis en place dans chaque académie.

#### **5. Le crédit horaire annuel de 100 heures**

*Référence :*

Article 133-16 du RGEPN :

Chaque ADS dispose d'un crédit horaire annuel de 100 heures, imputable sur son temps de travail (selon les nécessités de service), pour suivre des formations visant à son insertion professionnelle, quel que soit le secteur professionnel envisagé, dès lors qu'il en trouve le financement.

Ce crédit annuel est fractionnable et les heures non utilisées sur une année peuvent être reportées sur la dernière année du contrat (300 heures à l'issue du premier contrat, 600 heures à l'issue du renouvellement). Pendant la formation, l'ADS conserve sa rémunération, à l'exclusion de l'indemnité d'exercice des fonctions.

Ce crédit horaire peut notamment être utilisé :

- pour suivre des formations qualifiantes financées par les DZRFNP/SRF : agent de service et de sécurité incendie et d'assistance aux personnes (SSIAP 1), sûreté aéroportuaire ;
- pour effectuer des stages de formation en entreprise dans le cadre d'une convention préparée par le CMC et signée avec la DZRFNP. Ces stages peuvent faire office de période d'essai et peuvent être trouvés par les CMC, mais aussi par l'ADS lui-même, dans le cas d'un projet personnel précis visant à sa reconversion.

Le tuteur devra être informé de cette démarche par un rapport.

#### **6. Le congé sans rémunération au titre de l'article 33-3 du décret de 1986**

L'attribution de ce congé est de droit, quelle que soit l'ancienneté de l'ADS. Il est accordé pour la durée d'une scolarité et/ou d'un stage permettant d'accéder à un corps de la fonction publique.

Ce congé ne suspend pas le déroulement de l'engagement de l'ADS et ne repousse pas son terme normal (soit trois ans en cas de non-renouvellement du contrat ou six ans en cas de renouvellement).

Les ADS bénéficiaires du congé non rémunéré ne sont plus comptabilisés dans les effectifs des ADS, ils peuvent donc être remplacés.

Un ADS placé en congé non rémunéré au titre de l'article 33-3 n'a pas vocation à réintégrer son service. Dès lors, la décision de renouvellement ou non de son contrat doit être appréciée tant au regard de l'intérêt du service (organisation, contraintes budgétaires, disparition du besoin...) qu'au regard de l'intérêt de l'ADS.

Enfin, l'ADS qui interrompt sa scolarité (quel qu'en soit le motif) ou qui n'est pas titularisé au terme du congé non rémunéré est réintégré dans ses fonctions antérieures, conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986, pour la durée du contrat restant à courir.

#### **7. Le congé de formation professionnelle**

Conformément à l'article 10 du décret n° 2007-1942 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle des agents non titulaires de l'État, après trois ans de services effectifs, un ADS qui souhaite se former pour satisfaire un projet professionnel ou personnel peut bénéficier d'un congé de formation professionnelle rémunéré à 85 % du traitement brut pendant douze mois.

La demande de congé doit être adressée, sous couvert de la voie hiérarchique, au SGAMI dont dépend l'ADS, cent vingt jours avant le début de la formation, en précisant la date, la désignation de la formation envisagée, sa durée et le nom de l'organisme responsable de la formation.

Le coût de la formation reste à la charge de l'intéressé.

Un CMC pourra utilement être consulté afin d'étudier le projet professionnel envisagé.

#### **8. Le compte personnel de formation**

Dans le cadre du CPF, les ADS peu ou pas qualifiés (au maximum titulaire d'un CAP) peuvent acquérir des droits à la formation à hauteur de 48 heures par an jusqu'à un plafond total de 400 heures (au lieu de 24 heures par an dans la limite d'un plafond de 120 heures pour le régime général).

Les heures ainsi acquises peuvent être utilisées pour :

- suivre une action de formation visant à obtenir un diplôme, un titre ou une certification répertoriés sur le Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) ;
- suivre une action inscrite au plan de formation ou dans l'offre de formation d'un autre employeur public ;
- suivre une action proposée par un organisme privé ;
- préparer les concours et examens professionnels de la fonction publique.

À noter que, lorsque l'ADS ne dispose pas de droits suffisants pour accéder à une formation, il peut, avec l'accord de son employeur, utiliser par anticipation les droits non encore acquis au cours des deux années suivantes.

Par ailleurs, le CPF peut également s'articuler avec le congé de formation professionnelle, lorsque la formation souhaitée est d'une durée supérieure aux droits acquis au titre du CPF.

#### **9. Le rôle de la mission reconversion et réorientation de la police et des conseillers mobilité carrière**

La M2RP participe à la valorisation qualitative de la politique RH de la police nationale en offrant à ses agents une prestation d'accompagnement.

La M2RP comprend 33 personnes dont 29 CMC dans les 7 zones de défense à raison de 4 à 5 CMC par zone :

- 15 CMC sont chargés de l'accompagnement. Ils conseillent les ADS dans la mise en œuvre de leur projet de reconversion professionnelle (entretien personnalisé, vérification que le projet professionnel est réaliste et réalisable, lettre de motivation, aide à la rédaction du CV, préparation à l'entretien d'embauche...);
- 14 CMC chargés du partenariat employeur privé-public. Ils développent un réseau de partenariats de proximité auprès des employeurs des secteurs privé et public, afin de faciliter la reconversion professionnelle des ADS à l'issue de leur contrat.

Les ADS rencontrent les CMC :

- en école, lors d'une réunion commune avec les UPREC des DZRFNP, pour une information générale sur le dispositif de reconversion suivant le protocole de répartition des compétences ;
- dans les six mois avant la fin du contrat de trois ans si celui-ci n'est pas renouvelé ;
- dix-huit mois avant la fin du contrat de six ans en vue de la reconversion professionnelle. Les ADS sont convoqués pour assister à une réunion obligatoire animée par les CMC et l'UPREC de leur zone de défense où sont présentés les dispositifs pour une reconversion dans la fonction publique ou dans le secteur privé : convention de stage en entreprise, concours, ateliers de pédagogie personnalisés, VAE, SSIAP1, stages divers dans de structures de formations agréées... ;
- à tout moment, à leur demande, en vue de leur reconversion en informant leur tuteur de leur démarche.

ANNEXE 1

LISTE DES TEXTES CITÉS

Le code de la sécurité intérieure;

Le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'État pris en application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

La circulaire NOR : RDFF1626289C du 20 octobre 2016 relative à la réforme du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'État;

Le règlement général d'emploi de la police nationale;

L'arrêté interministériel du 24 août 2000 modifié fixant les modalités de recrutement et de formation des adjoints de sécurité recrutés au titre du développement d'activités pour l'emploi des jeunes;

La convention relative aux conditions de désignation et d'emploi des sportifs de haut niveau du 10 juillet 2017;

Le référentiel des postes-types occupés par les adjoints de sécurité;

L'arrêté du 5 septembre 2019 portant sur l'organisation relative au temps de travail dans les services de la police nationale;

La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires;

Le décret n° 2017-105 du 27 janvier 2017 relatif à l'exercice d'activités privées par des agents publics et certains agents contractuels de droit privé ayant cessé leurs fonctions, aux cumuls d'activités et à la commission de déontologie de la fonction publique;

Le décret n° 2002-364 du 29 avril 2002 portant création du compte épargne-temps dans la fonction publique de l'État et dans la magistrature;

L'arrêté du 28 août 2009 pris pour l'application du décret n° 2002-364 du 29 avril 2002 modifié portant création du compte épargne-temps dans la fonction publique de l'État et dans la magistrature;

L'instruction NOR : INTA1637272C du 15 décembre 2016 relative au compte épargne-temps au sein du ministère de l'intérieur;

Le décret n° 2007-1942 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle des agents non titulaires de l'État;

L'arrêté du 8 octobre 2009 instituant des commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard des adjoints de sécurité recrutés en application de l'article 36 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité.

ANNEXE 2

DESTINATAIRES

Monsieur le préfet de police;  
Mesdames et Messieurs les préfets de région, préfets de zone de défense et sécurité;  
Mesdames et Messieurs les préfets de région;  
Mesdames et Messieurs les préfets de département;  
Monsieur le préfet de police des Bouches-du-Rhône;  
Monsieur le haut-commissaire de la République, en Nouvelle-Calédonie;  
Monsieur le haut-commissaire de la République, en Polynésie française;  
Monsieur le préfet de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon;  
Monsieur le préfet, administrateur supérieur à Wallis-et-Futuna;  
Mesdames et Messieurs les directeurs et chefs des services centraux de la police nationale.



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 11 décembre 2019 portant placement en détachement d'office  
d'un officier général de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1935584A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-8 et R. 4138-35, 5° à R. 4138-44;

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite;

Vu l'arrêté NOR : INTA1933311A du ministère de l'intérieur;

Vu le procès-verbal de la commission chargée d'émettre un avis sur le placement d'office en position de détachement d'un officier général en date du 10 décembre 2019,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Le général de brigade Xavier (Jean, Robert) Lejeune (NIGEND: 151209 - NLS: 5256297 - NID: 8478010783) est placé d'office en position de détachement auprès de la direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier relevant du secrétariat général du ministère de l'intérieur, à compter du 6 décembre 2019 pour une durée de trois ans, afin d'y exercer les fonctions de sous-directeur de la logistique et de l'approvisionnement au sein du service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur.

Article 2

Dans cette position, la rémunération du général de brigade Xavier Lejeune sera à la charge du ministère de l'intérieur.

Article 3

Le général de brigade Xavier Lejeune reste soumis aux dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite.

Pour la constitution de ses droits à pension de retraite, la cotisation à la charge de l'intéressé est précomptée mensuellement par l'employeur sur la rémunération versée. La contribution à la charge de l'employeur, dont le taux est fixé par décret, fait mensuellement l'objet d'un versement spontané.

La cotisation et la contribution sont calculées sur la base de la rémunération afférente à l'emploi de détachement.

Article 4

L'intéressé demeure affilié au fonds de prévoyance militaire, sous réserve du versement des cotisations correspondantes.

Article 5

L'intéressé et le ministère de l'intérieur sont redevables de la cotisation à la retraite additionnelle de la fonction publique.

Article 6

En aucun cas, le général de brigade Xavier Lejeune ne pourra, lorsqu'il sera mis fin à son détachement pour quelque cause que ce soit, bénéficier du versement d'indemnités de licenciement ou de fin de carrière.



Article 7

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 11 décembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 30 décembre 2019 portant placement en détachement d'office  
d'un officier général de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1937644A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-8 et R. 4138-35, 5° à R. 4138-44;

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite;

Vu l'arrêté du 20 décembre 2019 portant nomination;

Vu le procès-verbal de la commission chargée d'émettre un avis sur le placement d'office en position de détachement d'un officier général en date du 26 décembre 2019,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Le général de brigade Marc (Henri, Camille) Boget (NIGEND: 159874 - NLS: 8017100 - NID: 8860020879) est placé d'office en position de détachement auprès de la direction du numérique relevant du secrétariat général du ministère de l'intérieur, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour une durée d'un an, afin d'y exercer les fonctions de chef de service, directeur adjoint du numérique.

Article 2

Dans cette position, la rémunération du général de brigade Marc Boget sera à la charge du ministère de l'intérieur.

Article 3

Le général de brigade Marc Boget reste soumis aux dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite.

Pour la constitution de ses droits à pension de retraite, la cotisation à la charge de l'intéressé est précomptée mensuellement par l'employeur sur la rémunération versée. La contribution à la charge de l'employeur, dont le taux est fixé par décret, fait mensuellement l'objet d'un versement spontané.

La cotisation et la contribution sont calculées sur la base de la rémunération afférente à l'emploi de détachement.

Article 4

L'intéressé demeure affilié au fonds de prévoyance militaire, sous réserve du versement des cotisations correspondantes.

Article 5

L'intéressé et le ministère de l'intérieur sont redevables de la cotisation à la retraite additionnelle de la fonction publique.

Article 6

En aucun cas, le général de brigade Marc Boget ne pourra, lorsqu'il sera mis fin à son détachement pour quelque cause que ce soit, bénéficier du versement d'indemnités de licenciement ou de fin de carrière.

Article 7

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 30 décembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 13 janvier 2020 portant maintien dans un grade et un emploi  
d'un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ2000975A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 28 février 2011 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 21 août 2012 portant affectation d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 16 janvier 2014 portant maintien dans l'emploi et le grade d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 conférant un grade et maintien dans un emploi d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Mme Nathalie Bittersfeld (NIGEND: 330546 - NLS: 8043739 - NID: 0575080843) est maintenue au grade de capitaine, en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense, dans son emploi de psychologue, officière conseil en recrutement et gestion des compétences au sein de la région de gendarmerie Ile-de-France – zone de défense et de sécurité de Paris, pour une durée de quatre ans à compter du 1<sup>er</sup> mars 2020.

Article 2

L'intéressée reste rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,  
A. DE OLIVEIRA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 15 janvier 2020 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure**

NOR : INTK2001088A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles D. 141-2 à D. 141-10,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

La médaille de la sécurité intérieure, échelon or, est décernée à M. Franck LABOIS, capitaine de police, à titre posthume.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 15 janvier 2020.

CHRISTOPHE CASTANER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la police nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 17 janvier 2020 portant maintien en détachement d'office  
d'un officier général de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ2001540A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-8 et R. 4138-35, 5° à R. 4138-44;

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite;

Vu la correspondance de l'Organisation des Nations Unies en date du 15 janvier 2020;

Vu le procès-verbal de la commission chargée d'émettre un avis sur le maintien en position de détachement d'office d'un officier général en date du 16 janvier 2020,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Le général de division Pascal Champion (NIGEND: 132478 - NLS: 5256288 - NID: 8454020096) est maintenu en position de détachement d'office auprès de l'Organisation des Nations Unies (ONU), pour une durée d'un an à compter du 12 mars 2020, afin d'y exercer les fonctions de chef de la composante policière de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), à Bangui.

Article 2

Dans cette position, la rémunération du général de division Pascal Champion sera à la charge de l'ONU.

Article 3

Le général de division Pascal Champion reste soumis aux dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite.

Pour la constitution de ses droits à pension de retraite, conformément à l'article R. 74-1 du code précité, l'intéressé a la possibilité de demander à cotiser au régime du code des pensions civiles et militaires de retraite dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté. La période de détachement sera prise en compte à la fois dans la constitution du droit et dans la liquidation de la pension. L'intéressé sera alors redevable de la cotisation mentionnée au 2° de l'article L. 61.

À défaut, l'intéressé sera affilié d'office au seul régime étranger. La période de détachement sera prise en compte dans la constitution du droit de pension uniquement.

L'employeur est exonéré de la contribution pour constitution des droits à pension.

Article 4

L'intéressé demeure affilié au fonds de prévoyance militaire, sous réserve du versement des cotisations correspondantes.

Article 5

L'intéressé et l'ONU sont redevables de la cotisation à la retraite additionnelle de la fonction publique.

Article 6

En aucun cas, le général de division Pascal Champion ne pourra, lorsqu'il sera mis fin à son détachement pour quelque cause que ce soit, bénéficier du versement d'indemnités de licenciement ou de fin de carrière.

Article 7

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 17 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 81945 du 17 décembre 2019 portant nomination au grade de maréchal des logis  
du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1935350S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés;

Vu l'arrêté du 4 août 2010 pris pour l'application dans la gendarmerie nationale des articles 5 et 18 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 36217/GEND/EG ROCHEFORT/DAF/BGP/SEF du 2 juillet 2019 portant promotion des élèves sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 65137/GEND/EG ROCHEFORT/DF/CNF-CSTAGN du 5 décembre 2019 portant attribution du brevet élémentaire de spécialiste du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité « affaires immobilières »,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Les brigadiers-chefs de la spécialité « affaires immobilières » dont le nom figure ci-après sont nommés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au grade de maréchal des logis :

<b>Barioz</b> Gilianne	NIGEND : 423 900
<b>Bérenguier</b> Arnaud	NIGEND : 399 944
<b>Bertrand</b> Ménilsa	NIGEND : 423 910
<b>Compan</b> Michaël	NIGEND : 381 428
<b>Feijo Jardim Zanin</b> Flavia	NIGEND : 397 273
<b>Haddadou</b> Nadège	NIGEND : 424 037
<b>Jean-Baptiste</b> Kelly	NIGEND : 423 908
<b>Joseph</b> Romain	NIGEND : 424 039
<b>Lambert</b> Chrétien	NIGEND : 381 157
<b>Lefaux</b> Clément	NIGEND : 423 813
<b>Longepée</b> David	NIGEND : 373 062
<b>Pavan</b> Léa	NIGEND : 403 248
<b>Relachon</b> Baptiste	NIGEND : 423 780
<b>Rolle</b> Djibril	NIGEND : 424 025
<b>Vassal</b> Logan	NIGEND : 363 906
<b>Veignie</b> Marion	NIGEND : 377 298
<b>Vollant</b> Elisa	NIGEND : 423 785
<b>Zared</b> Linda	NIGEND : 408 970

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 17 décembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur  
de la gestion du personnel,*

L. LE GENTIL



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale  
de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 81952 du 17 décembre 2019 portant attribution de l'échelle de solde n° 3  
aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1935361S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 78-729 du 28 juin 1978 modifié fixant le régime de solde des militaires;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés;

Vu l'arrêté du 4 août 2010 pris pour l'application dans la gendarmerie nationale des articles 5 et 18 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 65137/GEND/EG ROCHEFORT/DF/CNF-CSTAGN du 5 décembre 2019 portant attribution du brevet élémentaire de spécialiste du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité « affaires immobilières »;

Vu la circulaire n° 25550/DEF/GEND/RH/P/PSOCA du 6 juin 2001 relative aux modalités de classement des militaires des corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale, de carrière ou servant sous contrat, dans les différentes échelles de la solde mensuelle,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'échelle de solde n° 3 est accordée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie de la spécialité « affaires immobilières », dont le nom figure ci-après :

<b>Barioz</b> Gilianne	NIGEND : 423 900
<b>Bérenguier</b> Arnaud	NIGEND : 399 944
<b>Bertrand</b> Ménissa	NIGEND : 423 910
<b>Compan</b> Michaël	NIGEND : 381 428
<b>Feijo Jardim Zanin</b> Flavia	NIGEND : 397 273
<b>Haddadou</b> Nadège	NIGEND : 424 037
<b>Jean-Baptiste</b> Kelly	NIGEND : 423 908
<b>Joseph</b> Romain	NIGEND : 424 039
<b>Lambert</b> Chrétien	NIGEND : 381 157
<b>Lefaux</b> Clément	NIGEND : 423 813
<b>Longepée</b> David	NIGEND : 373 062
<b>Pavan</b> Léa	NIGEND : 403 248
<b>Relachon</b> Baptiste	NIGEND : 423 780
<b>Rolle</b> Djibril	NIGEND : 424 025
<b>Vassal</b> Logan	NIGEND : 363 906
<b>Veignie</b> Marion	NIGEND : 377 298
<b>Vollant</b> Elisa	NIGEND : 423 785
<b>Zared</b> Linda	NIGEND : 408 970

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 17 décembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le colonel, sous-directeur  
de la gestion du personnel,*  
L. LE GENTIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 84044 du 20 décembre 2019 portant nomination au grade de maréchal des logis  
du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1936383S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés;

Vu l'arrêté du 4 août 2010 pris pour l'application dans la gendarmerie nationale des articles 5 et 18 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 36217/GEND/EG ROCHEFORT/DAF/BGP/SEF du 2 juillet 2019 portant promotion des élèves sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 67226/GEND/EG ROCHEFORT/DF/CNF-CSTAGN du 13 décembre 2019 portant attribution du brevet élémentaire de spécialiste du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité « armuriers pyrotechnie »,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Les brigadiers-chefs de la spécialité « armuriers pyrotechnie » dont le nom figure ci-après sont nommés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au grade de maréchal des logis :

<b>Caron</b> Valentin	NIGEND : 423 980
<b>Dion</b> Louis	NIGEND : 379 345
<b>K'Ourio</b> Bruno	NIGEND : 245 200

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 décembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur  
de la gestion du personnel,*  
L. LE GENTIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 84784 du 31 décembre 2019 portant attribution de la prime de fidélisation  
aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1936798S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2019-255 du 27 mars 2019 portant attribution d'une prime de fidélisation aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 27 mars 2019 fixant le montant de la prime de fidélisation attribuée aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu l'instruction n° 33912/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN du 2 mai 2019,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

La prime de fidélisation d'un montant de 3 000 € bruts est accordée à compter du 1<sup>er</sup> février 2020 aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie, dont le nom figure ci-après :

<b>Blas Jean-François</b>	NIGEND : 372 216
<b>Branco Lilian</b>	NIGEND : 331 022
<b>Castelain Elisabeth</b>	NIGEND : 360 473
<b>Etton Anaïs</b>	NIGEND : 372 273
<b>Olivencia Maïlys</b>	NIGEND : 327 530
<b>Tournebise Thomas</b>	NIGEND : 354 382
<b>Violet Jordane</b>	NIGEND : 372 296

Article 2

La prime de fidélisation d'un montant de 2 500 € bruts est accordée à compter du 1<sup>er</sup> février 2020 à la sous-officière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie, dont le nom figure ci-après :

<b>Erten Güller</b>	NIGEND : 315 705
---------------------	------------------

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 31 décembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de corps d'armée,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*  
A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 84832 du 31 décembre 2019 portant attribution de la prime de fidélisation  
aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1936824S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2019-255 du 27 mars 2019 portant attribution d'une prime de fidélisation aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 27 mars 2019 fixant le montant de la prime de fidélisation attribuée aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu l'instruction n° 33912/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN du 2 mai 2019,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

La prime de fidélisation d'un montant de 3 000 € bruts est accordée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2020 au sous-officier du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie, dont le nom figure ci-après :

**Talokaidoe Dine**

NIGEND : 338327

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 31 décembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 991 du 15 janvier 2020 portant attribution de la prime de haute technicité  
aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ2000513S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 54-539 du 26 mai 1954 modifié, instituant une prime de qualification en faveur de certains officiers et militaires non officiers à solde mensuelle;

Vu le décret n° 2017-1005 du 9 mai 2017 portant diverses mesures d'amélioration de la condition du personnel militaire;

Vu la circulaire n° 63943/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN du 25 septembre 2019 relative à l'attribution et au retrait de la prime de haute technicité aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2020;

Vu l'instruction n° 9469/GEND/DPMGN/SDGP du 5 février 2019 relative à l'attribution et au retrait de la prime de haute technicité pour les sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le bordereau d'envoi n° 85105/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN du 23 décembre 2019,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

La prime de haute technicité est attribuée aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale, dont le nom figure ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Paracchini</b> Katell	NIGEND : 185 044
<b>Mette</b> Sandra	NIGEND : 192 746
<b>Fiolet</b> Karine	NIGEND : 202 819
<b>Illesca</b> Laurent	NIGEND : 159 700
<b>Vicente</b> Chantal	NIGEND : 154 596
<b>Boyard</b> Ingrid	NIGEND : 164 377
<b>Piquet</b> Nathalie	NIGEND : 165 341
<b>Dembczynski</b> Sylvain	NIGEND : 167 401
<b>Boisseau</b> Sylvie	NIGEND : 161 665
<b>Rivero</b> Katia	NIGEND : 170 920
<b>Mazoire</b> Sonia	NIGEND : 173 272
<b>Weise</b> Julien	NIGEND : 187 846
<b>Lesouef</b> Estelle	NIGEND : 169 397
<b>Poyvre</b> Sandrine	NIGEND : 188 985
<b>Jammes</b> Sébastien	NIGEND : 192 610
<b>Micaud</b> Nathalie	NIGEND : 192 629
<b>Vergne</b> Laëtitia	NIGEND : 193 183
<b>Drouart</b> Sandrine	NIGEND : 195 000
<b>Haubert</b> Hélène	NIGEND : 195 845
<b>Chergui</b> Delphine	NIGEND : 196 528
<b>Lopez</b> Christy	NIGEND : 198 550
<b>Joubert</b> Pascal	NIGEND : 209 713

<b>Volle Nicolas</b>	NIGEND : 201 765
<b>Lobbe Angélique</b>	NIGEND : 205 903
<b>Sica Marion</b>	NIGEND : 205 766
<b>Perreul Sandrine</b>	NIGEND : 204 109
<b>Nicolas Angélique</b>	NIGEND : 203 222
<b>Soler Mathieu</b>	NIGEND : 208 187
<b>Desloyes Fabienne</b>	NIGEND : 197 677
<b>Dumuret Aurore</b>	NIGEND : 212 206
<b>Nowe Carl</b>	NIGEND : 215 125
<b>Guillon Céline</b>	NIGEND : 216 904
<b>Descanville Angélique</b>	NIGEND : 216 883
<b>Ethèves Émilie</b>	NIGEND : 216 892
<b>Martin Hélène</b>	NIGEND : 216 918
<b>Cherel Delphine</b>	NIGEND : 216 874
<b>Royer Cindy</b>	NIGEND : 216 949
<b>Benet Hélène</b>	NIGEND : 216 862
<b>Moguer Laury</b>	NIGEND : 207 658
<b>Le Coq Sandy</b>	NIGEND : 216 418

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 15 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de corps des armées,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*  
A. DE OLIVEIRA



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 20 janvier 2020 relatif au tableau d'avancement  
au grade de commissaire divisionnaire de police au titre de l'année 2020**

NOR : *INTC1936282A*

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale;

Vu le décret n° 2005-939 du 2 août 2005 modifié portant statut particulier du corps de conception et de direction de la police nationale;

Vu l'arrêté DRCPN/ARH/CR/n° 1443 du 22 décembre 2017 fixant le taux de promotion dans le corps de conception et de direction de la police nationale pour les années 2018, 2019 et 2020;

Vu l'avis de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de conception et de direction de la police nationale, émis lors de sa réunion du 16 décembre 2019;

Sur la proposition du préfet, directeur général de la police nationale,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Les commissaires de police dont les noms suivent sont inscrits au tableau d'avancement au grade de commissaire divisionnaire de police, au titre de l'année 2020 :

1. M. Bosse Platière (Jérémie).
2. Mme Brun (Sonia).
3. M. Menard (Frédéric).
4. M. Mayen (Eric).
5. M. Bolli (Eric).
6. M. Mazzariol (Jérôme).
7. M. Avon (Jean-Michel).
8. M. Astruc (Laurent).
9. Mme Garnier (Sylvie), épouse Ruer.
10. M. Pancrazi (Matthieu).
11. Mme Meyer (Bénédicte).
12. M. Aubry (Olivier).
13. Mme Mieussens (Claire), épouse Héricher.
14. Mme Pereira De Abreu (Stéphanie).
15. M. Félix-Uncanin (Philippe).
16. M. Cabon (Pierre).
17. M. Wilmart (Fabrice).
18. M. Jule (Thomas).
19. M. Grayer (Nicolas).
20. M. Duhamel (Julien).
21. M. Rallières (Nicolas).
22. Mme Lechauve (Mathilde).
23. Mme Chevrillon (Mélisande), épouse Lancrenon.
24. Mme Fibleuil (Sonia).
25. M. Gavat (Christophe).
26. Mme Adam (Florence).

27. M. Le Guen (Yannick).
28. M. Monteggiani (Noël).
29. M. Cazaux (Hervé).
30. Mme Desliard (Sandrine).
31. Mme Burgevin (Alexia), épouse Reynaud.
32. M. Le Coz (Pierre).
33. Mme L'Hostis (Marie), épouse Semeriva.
34. Mme Tournemire (Sarah).
35. Mme Conte (Joëlle).
36. M. Ines (Fabien).
37. M. Olivier (Cyrille).
38. Mme Finet (Jessica).
39. M. Gallo (Philippe).
40. Mme Robert (Sophie).
41. Mme Peres (Katell).
42. M. Rothe (Evrard).
43. Mme Dellali (Nathalie).
44. M. Robin (Jean-Robert).
45. M. Caron (Patrick).
46. Mme Martin (Stéphanie), épouse Huguet.
47. M. Bousquet (Paul).
48. M. Loret (Sébastien).
49. M. Faure (Julien).
50. Mme Destampes (Sandrine), épouse Quesnel.
51. M. Rousseau (Romain).
52. Mme Catton (Anne-Sigrid).
53. M. Palka (Philippe).
54. M. Laucher (Christian).
55. Mme Pitolet (Carole), épouse Després.

*Liste complémentaire*

56. M. Gosselin (Philippe).
57. M. Monbrun (Laurent).
58. M. Galland (Jean-François).
59. M. Scalini (Didier).
60. Mme Marc (Nadège).
61. M. Navarro (Fabrice).
62. M. Santoro (Cédric).
63. M. Jacquot (Pascal).
64. M. Houte (Guillaume).
65. M. Martin (Didier).
66. Mme Celard (Dorothée), épouse Rousset.

Article 2

Le préfet, directeur général de la police nationale et le directeur des ressources et des compétences de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 janvier 2020.

CHRISTOPHE CASTANER

(Conformément aux dispositions du décret n° 65-29 du 11 janvier 1965 modifié, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du ministre de l'intérieur ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant, à compter de la publication de celui-ci.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement de la gendarmerie  
outre-mer

**Décision n° 42311 du 11 octobre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de Mayotte**

NOR : INTJ1926786S

Le commandant de la gendarmerie outre-mer,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2016 fixant pour la gendarmerie nationale les conditions à remplir pour être proposable au grade supérieur dans la réserve opérationnelle;

Vu la circulaire n° 939 du 31 juillet 2019 relative à l'avancement des sous-officiers et militaires du rang de la réserve opérationnelle pour l'année 2019;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 3 octobre 2019,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de Mayotte est arrêté ainsi qu'il suit:

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Pour le grade de major de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant de réserve: néant.

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve, le gendarme de réserve:

**Boura El-Hanrif** NIGEND : 374 500

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale*

Pour le grade de major de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant de réserve: néant.

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve: néant.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 11 octobre 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie outre-mer,*  
J.-M. DESCOUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement de la gendarmerie  
outre-mer

**Décision n° 42313 du 11 octobre 2019 portant promotion d'un sous-officier de réserve  
du commandement de la gendarmerie de Mayotte**

NOR : INTJ1926787S

Le commandant de la gendarmerie outre-mer,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière  
d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 42311 du 11 octobre 2019 (NOR : INTJ1926786S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officier de réserve rattaché au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Le gendarme de réserve dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

**Boura El-Hanrif** NIGEND: 374 500

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 11 octobre 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie outre-mer,  
J.-M. DESCoux*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement de la gendarmerie  
outre-mer

**Décision n° 42358 du 11 octobre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de la Guadeloupe**

NOR : INTJ1926775S

Le commandant de la gendarmerie outre-mer,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2016 fixant pour la gendarmerie nationale les conditions à remplir pour être proposable au grade supérieur dans la réserve opérationnelle;

Vu la circulaire n° 939 du 31 juillet 2019 relative à l'avancement des sous-officiers et militaires du rang de la réserve opérationnelle pour l'année 2019;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 8 octobre 2019,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de la Guadeloupe est arrêté ainsi qu'il suit :

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Pour le grade de major de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant de réserve, les maréchaux des logis-chefs de réserve:

**Alexis Frédéric** NIGEND : 197 847

**Roche Bernard** NIGEND : 108 558

**Voyat Nicolas** NIGEND : 165 138

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve, les gendarmes de réserve:

**Bollache Christophe** NIGEND : 414 655

**Claudiel Christine** NIGEND : 211 985

**Lancrerot Freddy** NIGEND : 320 568

**Lopvet Romuald** NIGEND : 192 894

**Ménard Régis** NIGEND : 145 997

**Prosper Harold** NIGEND : 320 240

**Toto Bernard** NIGEND : 322 175

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale*

Pour le grade de major de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant de réserve: néant.

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve: néant.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 11 octobre 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie outre-mer,*  
J.-M. DESCoux

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement de la gendarmerie  
outre-mer

**Décision n° 42359 du 11 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de réserve  
du commandement de la gendarmerie de la Guadeloupe**

NOR : INTJ1926776S

Le commandant de la gendarmerie outre-mer,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 42358 du 11 octobre 2019 (NOR : INTJ1926775S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Les maréchaux des logis-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

<b>Alexis Frédéric</b>	NIGEND : 197 847
<b>Roche Bernard</b>	NIGEND : 108 558
<b>Voyat Nicolas</b>	NIGEND : 165 138

Les gendarmes de réserve dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

<b>Bollache Christophe</b>	NIGEND : 414 655
<b>Claudiel Christine</b>	NIGEND : 211 985
<b>Lancrerot Freddy</b>	NIGEND : 320 568
<b>Lopvet Romuald</b>	NIGEND : 192 894
<b>Ménard Régis</b>	NIGEND : 145 997
<b>Prosper Harold</b>	NIGEND : 320 240
<b>Toto Bernard</b>	NIGEND : 322 175

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 11 octobre 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie outre-mer,  
J.-M. DESCoux*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement de la gendarmerie  
outre-mer

**Décision n° 42362 du 11 octobre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de la Nouvelle-Calédonie**

NOR : INTJ1926784S

Le commandant de la gendarmerie outre-mer,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2016 fixant pour la gendarmerie nationale les conditions à remplir pour être proposable au grade supérieur dans la réserve opérationnelle;

Vu la circulaire n° 939 du 31 juillet 2019 relative à l'avancement des sous-officiers et militaires du rang de la réserve opérationnelle pour l'année 2019;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 8 octobre 2019,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de la Nouvelle-Calédonie est arrêté ainsi qu'il suit:

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Pour le grade de major de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve, les adjudants de réserve :

**Boisadan Pascal** NIGEND : 131 982

**Pfau Ludovic** NIGEND : 145 360

Pour le grade d'adjudant de réserve, le maréchal des logis-chef de réserve :

**Dusart Alban** NIGEND : 164 837

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve, le gendarme de réserve :

**Pallas Johana** NIGEND : 318 505

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale*

Pour le grade de major de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant de réserve: néant.

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve: néant.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 11 octobre 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie outre-mer,  
J.-M. DESCoux*



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement de la gendarmerie  
outre-mer

**Décision n° 42363 du 11 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de réserve  
du commandement de la gendarmerie de la Nouvelle-Calédonie**

NOR : INTJ1926785S

Le commandant de la gendarmerie outre-mer,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 42362 du 11 octobre 2019 (NOR : INTJ1926784S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Les adjudants de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

**Boisadan** Pascal NIGEND : 131 982

**Pfau** Ludovic NIGEND : 145 360

Le maréchal des logis-chef de réserve dont le nom suit est promu au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

**Dusart** Alban NIGEND : 164 837

Le gendarme de réserve dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

**Pallas** Johana NIGEND : 318 505

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 11 octobre 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie outre-mer,  
J.-M. DESCoux*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie de l'armement

**Décision n° 1951 du 17 octobre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la gendarmerie de l'armement**

NOR : INTJ1926790S

Le commandant de la gendarmerie de l'armement,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2016 fixant pour la gendarmerie nationale les conditions à remplir pour être proposable au grade supérieur dans la réserve opérationnelle;

Vu la circulaire n° 939 du 31 juillet 2019 relative à l'avancement des sous-officiers et militaires du rang de la réserve opérationnelle pour l'année 2019;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 15 octobre 2019,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la gendarmerie de l'armement est arrêté ainsi qu'il suit :

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Pour le grade de major de réserve : néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve, l'adjudant de réserve :

**Pellegrin** Christophe                      NIGEND : 322 310

Pour le grade d'adjudant de réserve, les maréchaux des logis-chefs de réserve :

**Rebillard** Patrick                      NIGEND : 109 126

**Canoine** Didier                      NIGEND : 103 759

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve, les gendarmes de réserve : néant.

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale*

Pour le grade de major de réserve : néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve : néant.

Pour le grade d'adjudant de réserve : néant.

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve : néant.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 17 octobre 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie de l'armement,  
M. HAMEL*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie de l'armement

**Décision n° 1952 du 17 octobre 2019 portant promotion  
de sous-officiers de réserve de la gendarmerie de l'armement**

NOR : INTJ1926791S

Le commandant de la gendarmerie de l'armement,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 1951 du 17 octobre 2019 (NOR : INTJ1926790S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

L'adjudant de réserve dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

**Pellegrin** Christophe                      NIGEND : 322 310

Les maréchaux des logis-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

**Rebillard** Patrick                      NIGEND : 109 126

**Canoine** Didier                      NIGEND : 103 759

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 17 octobre 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie de l'armement,*  
M. HAMEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement de la gendarmerie  
outre-mer

**Décision n° 43822 du 22 octobre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de La Réunion**

NOR : INTJ1926778S

Le commandant de la gendarmerie outre-mer,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2016 fixant pour la gendarmerie nationale les conditions à remplir pour être proposable au grade supérieur dans la réserve opérationnelle;

Vu la circulaire n° 939 du 31 juillet 2019 relative à l'avancement des sous-officiers et militaires du rang de la réserve opérationnelle pour l'année 2019;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 11 octobre 2019,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de La Réunion est arrêté ainsi qu'il suit :

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Pour le grade de major de réserve, les adjudants-chefs de réserve :

**Verrière Jean-Paul** NIGEND : 126994

**Schneider Jean-Luc** NIGEND : 116437

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve, les adjudants de réserve :

**Raichon Laurent** NIGEND : 252651

**Chane-Lave Philippe** NIGEND : 120927

Pour le grade d'adjudant de réserve, les maréchaux des logis-chefs de réserve :

**Servais Guy** NIGEND : 110097

**Mussard Jean** NIGEND : 153264

**Calcine Thierry** NIGEND : 150515

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve, le gendarme de réserve :

**Grondin Christian** NIGEND : 207674

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale*

Pour le grade de major de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant de réserve: néant.

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve: néant.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 octobre 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie outre-mer,  
J.-M. DESCoux*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement de la gendarmerie  
outre-mer

**Décision n° 43823 du 22 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de réserve  
du commandement de la gendarmerie de La Réunion**

NOR : INTJ1926780S

Le commandant de la gendarmerie outre-mer,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 43822 du 22 octobre 2019 (NOR : INTJ1926778S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Les adjudants-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade de major de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

**Verrière** Jean-Paul NIGEND : 126994

**Schneider** Jean-Luc NIGEND : 116437

Les adjudants de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

**Raichon** Laurent NIGEND : 252651

**Chane-Lave** Philippe NIGEND : 120927

Les maréchaux de logis-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

**Servais** Guy NIGEND : 110097

**Mussard** Jean NIGEND : 153264

**Calcine** Thierry NIGEND : 150515

Le gendarme de réserve dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

**Grondin** Christian NIGEND : 207674

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 octobre 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie outre-mer,  
J.-M. DESCoux*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement de la gendarmerie  
outre-mer

**Décision n° 43933 du 23 octobre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie pour la Polynésie française**

NOR : INTJ1926781S

Le commandant de la gendarmerie outre-mer,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2016 fixant pour la gendarmerie nationale les conditions à remplir pour être proposable au grade supérieur dans la réserve opérationnelle;

Vu la circulaire n° 939 du 31 juillet 2019 relative à l'avancement des sous-officiers et militaires du rang de la réserve opérationnelle pour l'année 2019;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 11 octobre 2019,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de la Polynésie française est arrêté ainsi qu'il suit:

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Pour le grade de major de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve, l'adjudant de réserve:

**Miribel Isabelle** NIGEND : 135 751

Pour le grade d'adjudant de réserve, le maréchal des logis-chef de réserve:

**Sin Chamroeun** NIGEND : 226 469

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve, les gendarmes de réserve:

**Rogeon Benoît** NIGEND : 227 144

**Titifa Valérie** NIGEND : 209 016

**Ebb Nicolas** NIGEND : 251 179

**Letang Gilbert** NIGEND : 251 970

**Farone Karine** NIGEND : 159 949

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale*

Pour le grade de major de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant de réserve, le maréchal des logis-chef de réserve:

**Moke Billy** NIGEND : 209 683

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve: néant.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 23 octobre 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie outre-mer,  
J.-M. DESCoux*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement de la gendarmerie  
outre-mer

**Décision n° 43934 du 23 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de réserve  
du commandement de la gendarmerie de la Polynésie française**

NOR : INTJ1926783S

Le commandant de la gendarmerie outre-mer,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 43933 du 23 octobre 2019 (NOR : INTJ1926781S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

L'adjudant de réserve dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

**Miribel Isabelle** NIGEND : 135 751

Le maréchal des logis-chef de réserve dont le nom suit est promu au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

**Sin Chamroeun** NIGEND : 226 469

Les gendarmes de réserve dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

**Rogeon Benoît** NIGEND : 227 144

**Titifa Valérie** NIGEND : 209 016

**Ebb Nicolas** NIGEND : 251 179

**Letang Gilbert** NIGEND : 251 970

**Farone Karine** NIGEND : 159 949

Article 2

*Sous-officier de réserve rattaché au corps des sous-officiers du corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale*

Le maréchal des logis-chef de réserve dont le nom suit est promu au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

**Moke Billy** NIGEND : 209 683

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 23 octobre 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie outre-mer,*  
J.-M. DESCOUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement de la gendarmerie  
outre-mer

**Décision n° 43973 du 23 octobre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de la Guyane française**

NOR : INTJ1926771S

Le commandant de la gendarmerie outre-mer,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2016 fixant pour la gendarmerie nationale les conditions à remplir pour être proposable au grade supérieur dans la réserve opérationnelle;

Vu la circulaire n° 939 du 31 juillet 2019 relative à l'avancement des sous-officiers et militaires du rang de la réserve opérationnelle pour l'année 2019;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 16 octobre 2019,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de la Guyane française est arrêté ainsi qu'il suit:

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Pour le grade de major de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant de réserve, le maréchal des logis-chef de réserve:

**Lespoir Yves** NIGEND : 251 969

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve: néant.

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale*

Pour le grade de major de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant de réserve: néant.

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve: néant.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 23 octobre 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie outre-mer,*  
J.-M. DESCoux



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement de la gendarmerie  
outre-mer

**Décision n° 43974 du 23 octobre 2019 portant promotion d'un sous-officier de réserve  
du commandement de la gendarmerie de la Guyane française**

NOR : INTJ1926772S

Le commandant de la gendarmerie outre-mer,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière  
d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 43973 du 23 octobre 2019 (NOR : INTJ1926771S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officier de réserve rattaché au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Le maréchal des logis chef de réserve dont le nom suit est promu au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

**Lespoir Yves**

NIGEND : 251 969

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 23 octobre 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie outre-mer,*  
J.-M. DESCoux

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Nouvelle-Aquitaine  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud-Ouest

**Décision n° 44883 du 25 octobre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot et Garonne et des Pyrénées-Atlantiques**

NOR : INTJ1926719S

Le commandant de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2016 fixant pour la gendarmerie nationale les conditions à remplir pour être proposable au grade supérieur dans la réserve opérationnelle;

Vu la circulaire n° 939 du 31 juillet 2019 relative à l'avancement des sous-officiers et militaires du rang de la réserve opérationnelle pour l'année 2019;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 07 octobre 2019,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine est arrêté ainsi qu'il suit:

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Pour le grade de major de réserve, les adjudants-chefs de réserve:

**Monteil Catherine** NIGEND : 167 355

**Schroter Gérard** NIGEND : 121 749

**Jaumain Philippe** NIGEND : 113 749

**Armandy Philippe** NIGEND : 107 489

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve, les adjudants de réserve:

**Loustau Marie-France** NIGEND : 409 250

**Martin Richard** NIGEND : 146 797

**Bibens Eric** NIGEND : 149 979

**Bernadac Franck** NIGEND : 144 244

**Teyssier François** NIGEND : 132 466

**Pechereau Philippe** NIGEND : 110 652

Pour le grade d'adjudant de réserve, les maréchaux des logis-chefs de réserve:

**Biscay Jean** NIGEND : 253 772

**Ringuet Didier** NIGEND : 129 659

**Moussa Haykel** NIGEND : 152 601

**Figuié Bernard** NIGEND : 146 767

**Cassagnet Sylvie** NIGEND : 151 618

**Regnier Jacques** NIGEND : 102 751

**Michel Bernard** NIGEND : 109 242

**Poirier Pascal** NIGEND : 115 970

**Mazin Dominique** NIGEND : 116 672

**Doublet Jean-Yves** NIGEND : 114 771

<b>Delubriac</b> Marc	NIGEND : 120435
<b>Henon</b> Laurent	NIGEND : 122177
<b>Dalla Vecchia</b> Didier	NIGEND : 254630
<b>Poprawa</b> Alexandre	NIGEND : 265438
<b>Cabot</b> Stéphanie	NIGEND : 227707
<b>Salles</b> Christophe	NIGEND : 172322
Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve, les gendarmes de réserve :	
<b>Chaigneau</b> François-Xavier	NIGEND : 114066
<b>Suriray</b> Alain	NIGEND : 123217
<b>Sabatier</b> Philippe	NIGEND : 124423
<b>Dubost</b> Franck	NIGEND : 122269
<b>Bouthinon</b> Jean-Jacques	NIGEND : 124665
<b>Mathieu</b> Daniel	NIGEND : 125423
<b>Garbiso</b> Jean-François	NIGEND : 107404
<b>Besnard</b> Pascal	NIGEND : 137273
<b>Carobbio</b> Joël	NIGEND : 137412
<b>Norbert</b> Sébastien	NIGEND : 257051
<b>Merlette</b> Anne-Laure	NIGEND : 171774
<b>Hadman</b> Michel	NIGEND : 192616
<b>Courte</b> Cécile	NIGEND : 267253
<b>Bona</b> Hélène	NIGEND : 327251
<b>Igharben</b> Driss	NIGEND : 322193
<b>Mazi</b> Vivian	NIGEND : 311048
<b>Bernadet</b> Matthieu	NIGEND : 312689

#### Article 2

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale*

Pour le grade de major de réserve : néant.  
Pour le grade d'adjudant-chef de réserve : néant.  
Pour le grade d'adjudant de réserve : néant.  
Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve : néant.

#### Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 25 octobre 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,*  
J.-P. MICHEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Nouvelle-Aquitaine  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud-Ouest

**Décision n° 44884 du 25 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de réserve des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, de Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques**

NOR : INTJ1926721S

Le commandant de la région gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 44883 du 25 octobre 2019 (NOR : INTJ1926719S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Les adjudants-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade de major de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

<b>Monteil Catherine</b>	NIGEND : 167 355
<b>Schroter Gérard</b>	NIGEND : 121 749
<b>Jaumain Philippe</b>	NIGEND : 113 749
<b>Armandy Philippe</b>	NIGEND : 107 489

Les adjudants de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

<b>Loustau Marie-France</b>	NIGEND : 409 250
<b>Martin Richard</b>	NIGEND : 146 797
<b>Bibens Eric</b>	NIGEND : 149 979
<b>Bernadac Franck</b>	NIGEND : 144 244
<b>Teyssier François</b>	NIGEND : 132 466
<b>Péchereau Philippe</b>	NIGEND : 110 652

Les maréchaux des logis-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

<b>Biscay Jean</b>	NIGEND : 253 772
<b>Ringuet Didier</b>	NIGEND : 129 659
<b>Moussa Haykel</b>	NIGEND : 152 601
<b>Figuié Bernard</b>	NIGEND : 146 767
<b>Cassagnet Sylvie</b>	NIGEND : 151 618
<b>Régnier Jacques</b>	NIGEND : 102 751
<b>Michel Bernard</b>	NIGEND : 109 242
<b>Poirier Pascal</b>	NIGEND : 115 970
<b>Mazin Dominique</b>	NIGEND : 116 672
<b>Doublet Jean-Yves</b>	NIGEND : 114 771
<b>Delubriac Marc</b>	NIGEND : 120 435
<b>Hénon Laurent</b>	NIGEND : 122 177
<b>Dalla Vecchia Didier</b>	NIGEND : 254 630
<b>Poprawa Alexandre</b>	NIGEND : 265 438

**Cabot Stéphanie** NIGEND : 227 707

**Salles Christophe** NIGEND : 172 322

Les gendarmes de réserve dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

**Chaigneau François-Xavier** NIGEND : 114 066

**Suriray Alain** NIGEND : 123 217

**Sabatier Philippe** NIGEND : 124 423

**Dubost Franck** NIGEND : 122 269

**Bouthinon Jean-Jacques** NIGEND : 124 665

**Mathieu Daniel** NIGEND : 125 423

**Garbiso Jean-François** NIGEND : 107 404

**Besnard Pascal** NIGEND : 137 273

**Carobbio Joël** NIGEND : 137 412

**Norbert Sébastien** NIGEND : 257 051

**Merlette Anne-Laure** NIGEND : 171 774

**Hadman Michel** NIGEND : 192 616

**Courte Cécile** NIGEND : 267 253

**Bona Hélène** NIGEND : 327 251

**Igharben Driss** NIGEND : 322 193

**Mazi Vivian** NIGEND : 311 048

**Bernadet Matthieu** NIGEND : 312 689

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 25 octobre 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,*  
J.-P. MICHEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Bourgogne-Franche-Comté**Décision n° 13575 du 31 octobre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale du Doubs**

NOR : INTJ1926765S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Doubs,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2016 fixant pour la gendarmerie nationale les conditions à remplir pour être proposable au grade supérieur dans la réserve opérationnelle;

Vu la circulaire n° 939 du 31 juillet 2019 relative à l'avancement des sous-officiers et militaires du rang de la réserve opérationnelle pour l'année 2019;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 8 octobre 2019,

Décide:

**Article 1<sup>er</sup>**

Le tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale du Doubs est arrêté ainsi qu'il suit:

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Pour le grade de major de réserve, les adjudants-chefs de réserve:

<b>Mangin</b> Thierry	NIGEND : 131 693
<b>Faivre</b> Patrice	NIGEND : 131 773
<b>Michaud</b> Gilles	NIGEND : 119 019
<b>Jeanbourquin</b> Serge	NIGEND : 268 674

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve, les adjudants de réserve:

<b>Vallot</b> Rémy	NIGEND : 271 080
<b>Cretin</b> Michel	NIGEND : 101 285
<b>Toigo</b> Michel	NIGEND : 128 253
<b>Rogne</b> Stéphane	NIGEND : 270 452
<b>Oudot</b> Didier	NIGEND : 118 189
<b>Mille</b> Jocelyn	NIGEND : 137 356
<b>Vairon</b> Laurent	NIGEND : 271 061
<b>Sentenat</b> Michel	NIGEND : 103 715
<b>Ordinaire</b> Gilles	NIGEND : 126 864
<b>Boillot</b> Pascal	NIGEND : 266 622
<b>Chapon</b> Eric	NIGEND : 122 825
<b>Monget</b> Jean-Luc	NIGEND : 101 545

Pour le grade d'adjudant de réserve, les maréchaux des logis-chefs de réserve:

<b>Mathey</b> Serge	NIGEND : 269 450
<b>Juif</b> Roger	NIGEND : 109 668
<b>Munoz</b> Michel	NIGEND : 113 127
<b>Guardado</b> Raphaël	NIGEND : 127 739
<b>Pargaud</b> Christophe	NIGEND : 106 204

**Mariey** Sylvain NIGEND : 137 346

**Chevion** Emmanuel NIGEND : 267 085

**Vouriot** Richard NIGEND : 271 217

**Ortiz** François NIGEND : 269 883

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve, les gendarmes de réserve :

**Cornu** François NIGEND : 115 231

**Michaud** Fabrice NIGEND : 278 654

**Laforge** Stéphane NIGEND : 122 867

**Queiros** Cyrill NIGEND : 270 265

**Maugain** Philippe NIGEND : 105 825

**Delavenne** Dominique NIGEND : 107 040

**Belleney** Eric NIGEND : 126 257

**Laboulé** Julie NIGEND : 268 944

**Perrot** Gilles NIGEND : 137 116

**Baron** Ghislain NIGEND : 125 785

**Louys** Yannick NIGEND : 210 725

**Gaillard** Francis NIGEND : 267 965

**Vautherin** Myriam NIGEND : 136 835

**Petit** Jean-Paul NIGEND : 270 071

**Oliveira** Virgilio NIGEND : 269 872

**Chassériaud** Kevin NIGEND : 267 046

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale*

Pour le grade de major de réserve : néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve : néant.

Pour le grade d'adjudant de réserve, le maréchal des logis-chef de réserve :

**Bouvrat** Stéphane NIGEND : 178 178

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve : néant.

## Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 31 octobre 2019.

*Le général, commandant adjoint de la région  
de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale du Doubs,  
S. GAUFFENY*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Bourgogne-Franche-Comté

**Décision n° 13577 du 31 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de réserve  
du groupement de gendarmerie départementale du Doubs**

NOR : INTJ1926766S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Doubs,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2016 fixant pour la gendarmerie nationale les conditions à pour être proposable au grade supérieur dans la réserve opérationnelle;

Vu la circulaire n° 939 du 31 juillet 2019 relative à l'avancement des sous-officiers et militaires du rang de la réserve opérationnelle pour l'année 2019;

Vu la décision n° 13575 du 31 octobre 2019 (NOR : INTJ1926765S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Les adjudants-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade de major de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

<b>Mangin</b> Thierry	NIGEND : 131 693
<b>Faivre</b> Patrice	NIGEND : 131 773
<b>Michaud</b> Gilles	NIGEND : 119 019
<b>Jeanbourquin</b> Serge	NIGEND : 268 674

Les adjudants de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

<b>Vallot</b> Rémy	NIGEND : 271 080
<b>Cretin</b> Michel	NIGEND : 101 285
<b>Toigo</b> Michel	NIGEND : 128 253
<b>Rogne</b> Stéphane	NIGEND : 270 452
<b>Oudot</b> Didier	NIGEND : 118 189
<b>Mille</b> Jocelyn	NIGEND : 137 356
<b>Vairon</b> Laurent	NIGEND : 271 061
<b>Sentenat</b> Michel	NIGEND : 103 715
<b>Ordinaire</b> Gilles	NIGEND : 126 864
<b>Boillot</b> Pascal	NIGEND : 266 622
<b>Chapon</b> Eric	NIGEND : 122 825
<b>Monget</b> Jean-Luc	NIGEND : 101 545

Les maréchaux des logis-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

<b>Mathey</b> Serge	NIGEND : 269 450
<b>Juif</b> Roger	NIGEND : 109 668
<b>Munoz</b> Michel	NIGEND : 113 127
<b>Guardado</b> Raphaël	NIGEND : 127 739
<b>Pargaud</b> Christophe	NIGEND : 106 204
<b>Mariey</b> Sylvain	NIGEND : 137 346



**Cheviron Emmanuel** NIGEND : 267085

**Vouriot Richard** NIGEND : 271 217

**Ortiz François** NIGEND : 269 883

Les gendarmes de réserve dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

**Cornu François** NIGEND : 115 231

**Michaud Fabrice** NIGEND : 278 654

**Laforge Stéphane** NIGEND : 122 867

**Queiros Cyrill** NIGEND : 270 265

**Maugain Philippe** NIGEND : 105 825

**Delavenne Dominique** NIGEND : 107 040

**Belleney Eric** NIGEND : 126 257

**Laboulé Julie** NIGEND : 268 944

**Perrot Gilles** NIGEND : 137 116

**Baron Ghislain** NIGEND : 125 785

**Louys Yannick** NIGEND : 210 725

**Gaillard Francis** NIGEND : 267 965

**Vautherin Myriam** NIGEND : 136 835

**Petit Jean-Paul** NIGEND : 270 071

**Oliveira Virgilio** NIGEND : 269 872

**Chassériaud Kévin** NIGEND : 267 046

#### Article 2

*Sous-officier de réserve rattaché au corps des sous-officiers du corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale*

Le maréchal des logis-chef de réserve dont le nom suit est promu au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

**Bouvrat Stéphane** NIGEND : 178 178

#### Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 31 octobre 2019.

*Le général, commandant adjoint de la région  
de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale du Doubs,  
S. GAUFFENY*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**Décision n° 17052 du 4 novembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme**

NOR : INTJ1926742S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2016 fixant pour la gendarmerie nationale les conditions à remplir pour être proposable au grade supérieur dans la réserve opérationnelle;

Vu la circulaire n° 939 du 31 juillet 2019 relative à l'avancement des sous-officiers et militaires du rang de la réserve opérationnelle pour l'année 2019;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 17 octobre 2019,

Décide:

**Article 1<sup>er</sup>**

Le tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme est arrêté ainsi qu'il suit:

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Pour le grade de major de réserve, les adjudants-chefs de réserve :

<b>Boussange Serge</b>	NIGEND : 117 247
<b>Gomez Manuel</b>	NIGEND : 117 285
<b>Jourdan Patrick</b>	NIGEND : 128 513
<b>Andichou Luc</b>	NIGEND : 151 321
<b>Guéguen Jean-Claude</b>	NIGEND : 139 224
<b>Bonjean Sylvain</b>	NIGEND : 260 745

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve, les adjudants de réserve :

<b>Saint-Cierge Philippe</b>	NIGEND : 108 901
<b>Cutillas Barbara</b>	NIGEND : 156 893
<b>Pacalon Jérôme</b>	NIGEND : 262 390
<b>Garnier Pascal</b>	NIGEND : 113 391
<b>Dauzat Thierry</b>	NIGEND : 114 887
<b>Lévêque Jean-Paul</b>	NIGEND : 126 520
<b>Besalduch Philippe</b>	NIGEND : 129 784
<b>Giraud Philippe</b>	NIGEND : 261 635
<b>Simon Didier</b>	NIGEND : 96 756
<b>Granger Patrick</b>	NIGEND : 143 993
<b>Pombar Christian</b>	NIGEND : 106 323

Pour le grade d'adjudant de réserve, les maréchaux des logis-chefs de réserve :

<b>Harent Ludovic</b>	NIGEND : 410 936
<b>Ryckeboer Christian</b>	NIGEND : 166 808
<b>Bournon Gérard</b>	NIGEND : 97 473

**Vignal** Sophie NIGEND : 263 031

**Bertrand** Bernard NIGEND : 127 250

**Saves** Thierry NIGEND : 126 561

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve, les gendarmes de réserve :

**Marsat** Patrice NIGEND : 124 816

**Abeillon** Didier NIGEND : 135 392

**Boccard** Christophe NIGEND : 138 766

**Genin** Carole NIGEND : 409 287

**Frouard** Xavier NIGEND : 140 105

**Desmaretz** Jérôme NIGEND : 144 810

**Conduché** Sylvain NIGEND : 261 089

**Friant** Olivier NIGEND : 158 172

**Mouret** Yannick NIGEND : 373 775

**Dufaut** David NIGEND : 179 310

**Canon** Gilles NIGEND : 197 418

**Gontard** Patrice NIGEND : 400 525

**Guyot** Fabien NIGEND : 261 754

**Viel** Nicolas NIGEND : 194 294

**Ferreira Da Silva** José-Manuel NIGEND : 201 569

**Fenoglio** Manon NIGEND : 261 454

**Astier** Cyrielle NIGEND : 260 521

**Olivier** Julien NIGEND : 218 423

**Montabrut** Franck NIGEND : 262 285

**Richard** Nicolas NIGEND : 277 921

**Rondet** Pauline NIGEND : 262 693

**Stieber** Guilhem NIGEND : 228 993

**Mollon** Alice NIGEND : 277 625

**Galpier** Sébastien NIGEND : 248 980

**Leriche** Anne-Céline NIGEND : 262 015

**Saint-Félix** Annick NIGEND : 322 890

**Rey** Laurent NIGEND : 330 017

**Viallard** Sébastien NIGEND : 334 796

**Boukeffa** Ferial NIGEND : 334 378

**Cervantès** Guillaume NIGEND : 334 476

**Menut** Thierry NIGEND : 339 846

**Marrel** David NIGEND : 339 754

**Thiébaud** Sylvain NIGEND : 307 680

**Jouve** Amandine NIGEND : 322 136

**Martinet** Justine NIGEND : 345 792

**Laurent** Thomas NIGEND : 323 948

**Chanal** Hervé NIGEND : 324 934

**Maupas** Mélanie NIGEND : 326 676

**Villette** Benjamin NIGEND : 309 620

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale*

Pour le grade de major de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant de réserve: néant.

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve: néant.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 novembre 2019.

*Le général, commandant adjoint de la région  
de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,*  
P. OTT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Auvergne-Rhône-Alpes

**Décision n° 17057 du 4 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de réserve  
du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme**

NOR : INTJ1926743S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 17052 du 4 novembre 2019 (NOR : INTJ1926742S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Les adjudants-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade de major de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

<b>Boussange Serge</b>	NIGEND : 117 247
<b>Gomez Manuel</b>	NIGEND : 117 285
<b>Jourdan Patrick</b>	NIGEND : 128 513
<b>Andichou Luc</b>	NIGEND : 151 321
<b>Guéguen Jean-Claude</b>	NIGEND : 139 224
<b>Bonjean Sylvain</b>	NIGEND : 260 745

Les adjudants de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

<b>Saint-Cierge Philippe</b>	NIGEND : 108 901
<b>Cutillas Barbara</b>	NIGEND : 156 893
<b>Pacalon Jérôme</b>	NIGEND : 262 390
<b>Garnier Pascal</b>	NIGEND : 113 391
<b>Dauzat Thierry</b>	NIGEND : 114 887
<b>Lévêque Jean-Paul</b>	NIGEND : 126 520
<b>Besalduch Philippe</b>	NIGEND : 129 784
<b>Giraud Philippe</b>	NIGEND : 261 635
<b>Simon Didier</b>	NIGEND : 96 756
<b>Granger Patrick</b>	NIGEND : 143 993
<b>Pombar Christian</b>	NIGEND : 106 323

Les maréchaux des logis-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

<b>Harent Ludovic</b>	NIGEND : 410 936
<b>Ryckeboer Christian</b>	NIGEND : 166 808
<b>Bournon Gérard</b>	NIGEND : 97 473
<b>Vignal Sophie</b>	NIGEND : 263 031
<b>Bertrand Bernard</b>	NIGEND : 127 250
<b>Saves Thierry</b>	NIGEND : 126 561

Les gendarmes de réserve dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

<b>Marsat Patrice</b>	NIGEND : 124 816
<b>Abeillon Didier</b>	NIGEND : 135 392
<b>Boccard Christophe</b>	NIGEND : 138 766
<b>Genin Carole</b>	NIGEND : 409 287
<b>Frouard Xavier</b>	NIGEND : 140 105
<b>Desmaretz Jérôme</b>	NIGEND : 144 810
<b>Conduché Sylvain</b>	NIGEND : 261 089
<b>Friant Olivier</b>	NIGEND : 158 172
<b>Mouret Yannick</b>	NIGEND : 373 775
<b>Dufaut David</b>	NIGEND : 179 310
<b>Canon Gilles</b>	NIGEND : 197 418
<b>Gontard Patrice</b>	NIGEND : 400 525
<b>Guyot Fabien</b>	NIGEND : 261 754
<b>Viel Nicolas</b>	NIGEND : 194 294
<b>Ferreira Da Silva José-Manuel</b>	NIGEND : 201 569
<b>Fenoglio Manon</b>	NIGEND : 261 454
<b>Astier Cyrielle</b>	NIGEND : 260 521
<b>Olivier Julien</b>	NIGEND : 218 423
<b>Montabrut Franck</b>	NIGEND : 262 285
<b>Richard Nicolas</b>	NIGEND : 277 921
<b>Rondet Pauline</b>	NIGEND : 262 693
<b>Stieber Guilhem</b>	NIGEND : 228 993
<b>Mollon Alice</b>	NIGEND : 277 625
<b>Galpier Sébastien</b>	NIGEND : 248 980
<b>Leriche Anne-Céline</b>	NIGEND : 262 015
<b>Saint-Félix Annick</b>	NIGEND : 322 890
<b>Rey Laurent</b>	NIGEND : 330 017
<b>Viallard Sébastien</b>	NIGEND : 334 796
<b>Boukeffa Ferial</b>	NIGEND : 334 378
<b>Cervantès Guillaume</b>	NIGEND : 334 476
<b>Menut Thierry</b>	NIGEND : 339 846
<b>Marrel David</b>	NIGEND : 339 754
<b>Thiébaud Sylvain</b>	NIGEND : 307 680
<b>Jouve Amandine</b>	NIGEND : 322 136
<b>Martinet Justine</b>	NIGEND : 345 792
<b>Laurent Thomas</b>	NIGEND : 323 948
<b>Chanal Hervé</b>	NIGEND : 324 934
<b>Maupas Mélanie</b>	NIGEND : 326 676
<b>Villette Benjamin</b>	NIGEND : 309 620

## Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 novembre 2019.

*Le général, commandant adjoint de la région  
de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,*  
P. OTT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Occitanie

**Décision n° 27850 du 5 novembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault**

NOR : INTJ1926749S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2016 fixant pour la gendarmerie nationale les conditions à remplir pour être proposable au grade supérieur dans la réserve opérationnelle;

Vu la circulaire n° 939 du 31 juillet 2019 relative à l'avancement des sous-officiers et militaires du rang de la réserve opérationnelle pour l'année 2019;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 5 novembre 2019,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault est arrêté ainsi qu'il suit:

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Pour le grade de major de réserve, les adjudants-chefs de réserve:

<b>Devraigne</b> Philippe	NIGEND : 115 786
<b>Alexis</b> Christophe	NIGEND : 145 379
<b>Bonnet</b> David-Florent	NIGEND : 263 463
<b>Bonanno</b> Eric	NIGEND : 263 453
<b>Vercher</b> Eric	NIGEND : 103 923
<b>Rey</b> Fabrice	NIGEND : 134 014
<b>Saint Dizier</b> Gérald	NIGEND : 265 690
<b>Giraud</b> Alain	NIGEND : 264 404

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve, les adjudants de réserve:

<b>Villalba</b> Hervé	NIGEND : 125 455
<b>Guèdes</b> Pascal	NIGEND : 100 346
<b>Bertrand</b> Jean-Paul	NIGEND : 70 004
<b>Chazal</b> Serge	NIGEND : 99 261
<b>Cegarra</b> Alain	NIGEND : 263 703
<b>Lorente</b> François	NIGEND : 153 824
<b>Confort</b> Denis	NIGEND : 102 803
<b>Fournier</b> Laurent	NIGEND : 151 655
<b>Pernet</b> Patrick	NIGEND : 99 065
<b>Novello</b> Patrice	NIGEND : 104 459
<b>Derin</b> Pascal	NIGEND : 101 419
<b>Cartoixa</b> Richard	NIGEND : 99 784
<b>Bavière</b> Marc	NIGEND : 113 169
<b>Lanier</b> Jean-Pierre	NIGEND : 108 770

**Criscola** Arnaud NIGEND : 187 726

**Padrosa** Jean-José NIGEND : 114 500

Pour le grade d'adjudant de réserve, les maréchaux des logis-chefs de réserve :

**Dore** Xavier NIGEND : 146 633

**Lefébure** Eric NIGEND : 264 792

**Chapron** Sylvie NIGEND : 165 495

**Goulabert** Philippe NIGEND : 111 476

**Mallebrera** Jérôme NIGEND : 174 895

**Vidal** Sébastien NIGEND : 266 031

**Just** Stéphane NIGEND : 142 450

**Mirot** Jérôme NIGEND : 180 767

**Maillols** Laétitia NIGEND : 192 661

**Delprat** Arnaud NIGEND : 263 962

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve, les gendarmes de réserve :

**Fick** Dominique NIGEND : 110 153

**Allamel** Frédéric NIGEND : 118 850

**Houpiez** Jean-Michel NIGEND : 122 224

**Brandon** Patrice NIGEND : 122 146

**Amat** Thierry NIGEND : 124 341

**Mailhac** Jean-Claude NIGEND : 126 202

**Valero** Antoine NIGEND : 125 778

**Gouin** Michel NIGEND : 131 037

**Tuffery** Jean-Luc NIGEND : 132 343

**Bringer** Jérémy NIGEND : 263 554

**Vassas** Benjamin NIGEND : 316 632

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale*

Pour le grade de major de réserve : néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve : néant.

Pour le grade d'adjudant de réserve : néant.

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve : néant.

## Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 novembre 2019.

*Le général, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie d'Occitanie,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de l'Hérault,  
J.-V. LETTERMANN*



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Occitanie

**Décision n° 27856 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de réserve  
du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault**

NOR : INTJ1926750S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault,

Vu le code de la défense ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 27850 du 5 novembre 2019 (NOR : INTJ1926749S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Les adjudants-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade de major de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

<b>Devraigne</b> Philippe	NIGEND : 115 786
<b>Alexis</b> Christophe	NIGEND : 145 379
<b>Bonnet</b> David-Florent	NIGEND : 263 463
<b>Bonanno</b> Eric	NIGEND : 263 453
<b>Vercher</b> Eric	NIGEND : 103 923
<b>Rey</b> Fabrice	NIGEND : 134 014
<b>Saint Dizier</b> Gérald	NIGEND : 265 690
<b>Giraud</b> Alain	NIGEND : 264 404

Les adjudants de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

<b>Villalba</b> Hervé	NIGEND : 125 455
<b>Guèdes</b> Pascal	NIGEND : 100 346
<b>Bertrand</b> Jean-Paul	NIGEND : 70 004
<b>Chazal</b> Serge	NIGEND : 99 261
<b>Cegarra</b> Alain	NIGEND : 263 703
<b>Lorente</b> François	NIGEND : 153 824
<b>Confort</b> Denis	NIGEND : 102 803
<b>Fournier</b> Laurent	NIGEND : 151 655
<b>Pernet</b> Patrick	NIGEND : 99 065
<b>Novello</b> Patrice	NIGEND : 104 459
<b>Derin</b> Pascal	NIGEND : 101 419
<b>Cartoixa</b> Richard	NIGEND : 99 784
<b>Bavière</b> Marc	NIGEND : 113 169
<b>Lanier</b> Jean-Pierre	NIGEND : 108 770
<b>Criscola</b> Arnaud	NIGEND : 187 726
<b>Padrosa</b> Jean-José	NIGEND : 114 500

Les maréchaux des logis-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

<b>Dore</b> Xavier	NIGEND : 146 633
<b>Lefébure</b> Eric	NIGEND : 264 792

<b>Chapron Sylvie</b>	NIGEND : 165 495
<b>Goulabert Philippe</b>	NIGEND : 111 476
<b>Mallebrera Jérôme</b>	NIGEND : 174 895
<b>Vidal Sébastien</b>	NIGEND : 266 031
<b>Just Stéphane</b>	NIGEND : 142 450
<b>Mirot Jérôme</b>	NIGEND : 180 767
<b>Maillols Laétitia</b>	NIGEND : 192 661
<b>Delprat Arnaud</b>	NIGEND : 263 962

Les gendarmes de réserve dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

<b>Fick Dominique</b>	NIGEND : 110 153
<b>Allamel Frédéric</b>	NIGEND : 118 850
<b>Houpiez Jean-Michel</b>	NIGEND : 122 224
<b>Brandon Patrice</b>	NIGEND : 122 146
<b>Amat Thierry</b>	NIGEND : 124 341
<b>Mailhac Jean-Claude</b>	NIGEND : 126 202
<b>Valero Antoine</b>	NIGEND : 125 778
<b>Gouin Michel</b>	NIGEND : 131 037
<b>Tuffery Jean-Luc</b>	NIGEND : 132 343
<b>Bringer Jérémie</b>	NIGEND : 263 554
<b>Vassas Benjamin</b>	NIGEND : 316 632

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 novembre 2019.

*Le général, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie d'Occitanie,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de l'Hérault,*  
J.-V. LETTERMANN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Est

**Décision n° 35044 du 5 novembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges**

NOR : INTJ1926753S

Le commandant de la région de gendarmerie du Grand Est et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2016 fixant pour la gendarmerie nationale les conditions à remplir pour être proposable au grade supérieur dans la réserve opérationnelle;

Vu la circulaire n° 939 du 31 juillet 2019 relative à l'avancement des sous-officiers et militaires du rang de la réserve opérationnelle pour l'année 2019;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 4 novembre 2019,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la région de gendarmerie du Grand Est est arrêté ainsi qu'il suit:

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Pour le grade de major de réserve, les adjudants-chefs de réserve:

**Petitjean Gilbert** NIGEND : 99 728

**Thiebaut Patrick** NIGEND : 99 749

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve, les adjudants de réserve:

**Morcel Jérôme** NIGEND : 141 972

**Ziegler Vincent** NIGEND : 271 348

**Menini Robert** NIGEND : 117 580

**Sandrin Deny** NIGEND : 270 573

**Mougel Etienne** NIGEND : 269 712

**Fallon Dominique** NIGEND : 267 771

**Santorelli Marcel** NIGEND : 131 961

**Thiery Bruno** NIGEND : 102 771

Pour le grade d'adjudant de réserve, les maréchaux des logis-chefs de réserve:

**Fischer Didier** NIGEND : 122 759

**Fichant Hubert** NIGEND : 100 982

**Lepezel Sylvain** NIGEND : 269 128

**Macé Rémi** NIGEND : 134 156

**Rossetti Eric** NIGEND : 122 890

**Jesusek Laurent** NIGEND : 116 393

**Pianezze Thierry** NIGEND : 109 367

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve, les gendarmes de réserve :

<b>Peters Paul</b>	NIGEND : 105 480
<b>Petri Philippe</b>	NIGEND : 113 772
<b>Jung Jean-Luc</b>	NIGEND : 114 242
<b>Robinet Hervé</b>	NIGEND : 116 429
<b>Lorenzi Joël</b>	NIGEND : 118 160
<b>Trost Norbert</b>	NIGEND : 118 604
<b>Ancelin Pascal</b>	NIGEND : 118 955
<b>Thiery Bruno</b>	NIGEND : 122 213
<b>Klein Bernard</b>	NIGEND : 122 864
<b>Bougel Muryel</b>	NIGEND : 116 710
<b>Hurbain Philippe</b>	NIGEND : 123 975
<b>Martyniuck Philippe</b>	NIGEND : 128 667
<b>Bouclainville Alain</b>	NIGEND : 132 365
<b>Muller Dominique</b>	NIGEND : 142 357
<b>Carly Delphine</b>	NIGEND : 158 478
<b>Roppenneck Christophe</b>	NIGEND : 277 954
<b>Tousch Vincent</b>	NIGEND : 271 009

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale*

Pour le grade de major de réserve : néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve : néant.

Pour le grade d'adjudant de réserve, le maréchal des logis-chef de réserve :

**Noël Alexis** NIGEND : 181 053

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve : néant.

## Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 novembre 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie du Grand Est,  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,*  
**B. JOCKERS**

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Est

**Décision n° 35049 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de réserve des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges**

NOR : INTJ1926754S

Le commandant de la région gendarmerie du Grand Est et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 35044 du 5 novembre 2019 (NOR : INTJ1926753S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Les adjudants-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade de major de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

**Petitjean Gilbert** NIGEND : 99 728

**Thiébaud Patrick** NIGEND : 99 749

Les adjudants de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

**Morcel Jérôme** NIGEND : 141 972

**Ziegler Vincent** NIGEND : 271 348

**Menini Robert** NIGEND : 117 580

**Sandrin Deny** NIGEND : 270 573

**Mougel Etienne** NIGEND : 269 712

**Fallon Dominique** NIGEND : 267 771

**Santorelli Marcel** NIGEND : 131 961

**Thiéry Bruno** NIGEND : 102 771

Les maréchaux des logis-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

**Fischer Didier** NIGEND : 122 759

**Fichant Hubert** NIGEND : 100 982

**Lepezel Sylvain** NIGEND : 269 128

**Macé Rémi** NIGEND : 134 156

**Rossetti Eric** NIGEND : 122 890

**Jesusek Laurent** NIGEND : 116 393

**Pianezze Thierry** NIGEND : 109 367

Les gendarmes de réserve dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

**Peters Paul** NIGEND : 105 480

**Petri Philippe** NIGEND : 113 772

**Jung Jean-Luc** NIGEND : 114 242

**Robinet Hervé** NIGEND : 116 429

**Lorenzi Joël** NIGEND : 118 160

**Trost Norbert** NIGEND : 118 604

<b>Ancelin</b> Pascal	NIGEND : 118 955
<b>Thiéry</b> Bruno	NIGEND : 122 213
<b>Klein</b> Bernard	NIGEND : 122 864
<b>Bougel</b> Muryel	NIGEND : 116 710
<b>Hurbain</b> Philippe	NIGEND : 123 975
<b>Martyniuck</b> Philippe	NIGEND : 128 667
<b>Bouclainville</b> Alain	NIGEND : 132 365
<b>Muller</b> Dominique	NIGEND : 142 357
<b>Carly</b> Delphine	NIGEND : 158 478
<b>Roppenneck</b> Christophe	NIGEND : 277 954
<b>Tousch</b> Vincent	NIGEND : 271 009

Article 2

*Sous-officier de réserve rattaché au corps des sous-officiers du corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale*

Le maréchal des logis-chef de réserve dont le nom suit est promu au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :  
**Noël** Alexis NIGEND : 181 053

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 novembre 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie du Grand Est,  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,*  
**B. JOCKERS**

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
du Grand Est**Décision n° 16947 du 6 novembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale de la Marne**

NOR : INTJ1926759S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie du Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Marne,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2016 fixant pour la gendarmerie nationale les conditions à remplir pour être proposable au grade supérieur dans la réserve opérationnelle;

Vu la circulaire n° 939 du 31 juillet 2019 relative à l'avancement des sous-officiers et militaires du rang de la réserve opérationnelle pour l'année 2019;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 6 novembre 2019,

Décide:

**Article 1<sup>er</sup>**

Le tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale de la Marne est arrêté ainsi qu'il suit:

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Pour le grade de major de réserve, les adjudants-chefs de réserve:

<b>Herbiet</b> Thierry	NIGEND : 106412
<b>Bobior</b> Brigitte	NIGEND : 125461
<b>Bender</b> Richard	NIGEND : 153919
<b>Person</b> Didier	NIGEND : 270048
<b>Masson</b> Christophe	NIGEND : 269430

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve, les adjudants de réserve:

<b>Simon</b> Jean-Michel	NIGEND : 98 687
<b>Lobjoy</b> José	NIGEND : 111 004
<b>Regnier</b> Stéphane	NIGEND : 270 333
<b>Barret</b> Franck	NIGEND : 266 342
<b>Lambert</b> Gilles	NIGEND : 268 934
<b>Ducrot</b> Michel	NIGEND : 102 228
<b>Valette</b> Dominique	NIGEND : 115 189
<b>Massey</b> Didier	NIGEND : 269 426
<b>Millet</b> Pascal	NIGEND : 269 619
<b>Guillard</b> Gilles	NIGEND : 104 923

Pour le grade d'adjudant de réserve, les maréchaux des logis-chefs de réserve:

<b>Cafolla</b> Mario	NIGEND : 104 390
<b>Willaime</b> Nicolas	NIGEND : 140 298
<b>Roger</b> Philippe	NIGEND : 126 339
<b>Marie</b> Franck	NIGEND : 269 363
<b>Louinet</b> Michaël	NIGEND : 269 226
<b>Robert</b> Laurent	NIGEND : 270 419

<b>Maslanka Fabrice</b>	NIGEND : 269 420
<b>Berthomé Didier</b>	NIGEND : 266 504
<b>Georgelet Patrick</b>	NIGEND : 268 080
<b>Frumin Jean-Michel</b>	NIGEND : 147 459
<b>Balourdet Patrice</b>	NIGEND : 266 292
<b>Chegroun Franck</b>	NIGEND : 267 066
<b>Hoffmann Christophe</b>	NIGEND : 268 533
<b>Desgrez Lysiane</b>	NIGEND : 267 503
<b>Masson Laurent</b>	NIGEND : 269 433

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve, les gendarmes de réserve :

<b>Baty Bruno</b>	NIGEND : 266 368
<b>Borel Thierry</b>	NIGEND : 266 666
<b>Panier Perrine</b>	NIGEND : 237 011
<b>Antoine Benoît</b>	NIGEND : 266 176
<b>Bougerol Bruno</b>	NIGEND : 123 024
<b>Talfumiere Olivier</b>	NIGEND : 123 461
<b>Girard Lucien</b>	NIGEND : 268 138
<b>Lagoguey Sylvain</b>	NIGEND : 268 908
<b>Hennequin Logan</b>	NIGEND : 301 990
<b>Postat Rémi</b>	NIGEND : 182 049
<b>Lefevre Sébastien</b>	NIGEND : 269 076
<b>Blond Eric</b>	NIGEND : 266 596
<b>Arnould Frédéric</b>	NIGEND : 266 202
<b>Bremont Arnaud</b>	NIGEND : 266 764
<b>Adamski Jean-Marc</b>	NIGEND : 266 110
<b>Lacour Eric</b>	NIGEND : 120 475
<b>Douche Tony</b>	NIGEND : 267 594
<b>Maazi Khelil</b>	NIGEND : 267 228

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale*

Pour le grade de major de réserve : néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve : néant.

Pour le grade d'adjudant de réserve : néant.

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve : néant.

## Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 novembre 2019.

*Le général, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie du Grand Est,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Marne,*  
R. DE LORGERIL



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
du Grand Est

**Décision n° 16948 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de réserve  
du groupement de gendarmerie départementale de la Marne**

NOR : INTJ1926760S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie du Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Marne,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 16947 du 6 novembre 2019 (NOR : INTJ1926759S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Les adjutants-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade de major de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

<b>Herbiet</b> Thierry	NIGEND : 106412
<b>Bobior</b> Brigitte	NIGEND : 125461
<b>Bender</b> Richard	NIGEND : 153919
<b>Person</b> Didier	NIGEND : 270048
<b>Masson</b> Christophe	NIGEND : 269430

Les adjutants de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjutant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

<b>Simon</b> Jean-Michel	NIGEND : 98 687
<b>Lobjoy</b> José	NIGEND : 111 004
<b>Régnier</b> Stéphane	NIGEND : 270 333
<b>Barret</b> Franck	NIGEND : 266 342
<b>Lambert</b> Gilles	NIGEND : 268 934
<b>Ducrot</b> Michel	NIGEND : 102 228
<b>Valette</b> Dominique	NIGEND : 115 189
<b>Massey</b> Didier	NIGEND : 269 426
<b>Millet</b> Pascal	NIGEND : 269 619
<b>Guillard</b> Gilles	NIGEND : 104 923

Les maréchaux des logis-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjutant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

<b>Cafolla</b> Mario	NIGEND : 104 390
<b>Willaime</b> Nicolas	NIGEND : 140 298
<b>Roger</b> Philippe	NIGEND : 126 339
<b>Marie</b> Franck	NIGEND : 269 363
<b>Louinet</b> Michaël	NIGEND : 269 226
<b>Robert</b> Laurent	NIGEND : 270 419
<b>Maslanka</b> Fabrice	NIGEND : 269 420
<b>Berthomé</b> Didier	NIGEND : 266 504
<b>Georgelet</b> Patrick	NIGEND : 268 080
<b>Frumin</b> Jean-Michel	NIGEND : 147 459
<b>Balourdet</b> Patrice	NIGEND : 266 292

<b>Chegroun</b> Franck	NIGEND : 267 066
<b>Hoffmann</b> Christophe	NIGEND : 268 533
<b>Desgrez</b> Lysiane	NIGEND : 267 503
<b>Masson</b> Laurent	NIGEND : 269 433

Les gendarmes de réserve dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

<b>Baty</b> Bruno	NIGEND : 266 368
<b>Borel</b> Thierry	NIGEND : 266 666
<b>Panier</b> Perrine	NIGEND : 237 011
<b>Antoine</b> Benoît	NIGEND : 266 176
<b>Bougerol</b> Bruno	NIGEND : 123 024
<b>Talfumière</b> Olivier	NIGEND : 123 461
<b>Girard</b> Lucien	NIGEND : 268 138
<b>Lagoguey</b> Sylvain	NIGEND : 268 908
<b>Hennequin</b> Logan	NIGEND : 301 990
<b>Postat</b> Rémi	NIGEND : 182 049
<b>Lefèvre</b> Sébastien	NIGEND : 269 076
<b>Blond</b> Eric	NIGEND : 266 596
<b>Arnould</b> Frédéric	NIGEND : 266 202
<b>Brémont</b> Arnaud	NIGEND : 266 764
<b>Adamski</b> Jean-Marc	NIGEND : 266 110
<b>Lacour</b> Eric	NIGEND : 120 475
<b>Douche</b> Tony	NIGEND : 267 594
<b>Maazi</b> Khelil	NIGEND : 267 228

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 novembre 2019.

*Le général, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie du Grand Est,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Marne,*  
R. DE LORGERIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Bourgogne-Franche-Comté

**Décision n° 19978 du 7 novembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne**

NOR : INTJ1926761S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2016 fixant pour la gendarmerie nationale les conditions à remplir pour être proposable au grade supérieur dans la réserve opérationnelle;

Vu la circulaire n° 939 du 31 juillet 2019 relative à l'avancement des sous-officiers et militaires du rang de la réserve opérationnelle pour l'année 2019;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 6 novembre 2019,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté est arrêté ainsi qu'il suit:

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Pour le grade de major de réserve, les adjudants-chefs de réserve :

**Delaistre** Laurent                      NIGEND : 142 154

**Desplanches** Michel                      NIGEND : 104 199

**Hugon** Alain                              NIGEND : 104 671

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve, les adjudants de réserve:

**Person** Christophe                      NIGEND : 154 207

**Brulé** Thierry                              NIGEND : 132 800

**Prot** Jean                                  NIGEND : 114 141

**Hochart** Patrick                          NIGEND : 115 832

**Lebatteur** Philippe                      NIGEND : 133 357

**Ormancey** Pascal                          NIGEND : 146 150

**Demontfaucon** David                      NIGEND : 267 470

**Rolland** Cyrille                          NIGEND : 195 614

**Passepont** Frédéric                      NIGEND : 108 325

Pour le grade d'adjudant de réserve, les maréchaux des logis-chefs de réserve:

**Grcevic** Stéphane                          NIGEND : 268 256

**Zglinski** Eric                              NIGEND : 138 329

**Klugstertz** Laëtitia                      NIGEND : 203 223

**Bergeret** Patrick                          NIGEND : 266 461

**Thierry** Bruno                              NIGEND : 150 080

**Paillot** Michel                              NIGEND : 138 576

**Courtot** Richard                          NIGEND : 141 463

**Grehan** Éric                              NIGEND : 126 035

**Gresle** Jean-Luc                          NIGEND : 268 264

<b>Guilbault</b> Laurent	NIGEND : 268 335
<b>Jannier</b> Sylvain	NIGEND : 268 657
<b>Le Gall</b> Mickaël	NIGEND : 269 032
<b>Couveinhes</b> Emilie	NIGEND : 115 770
<b>Dubois</b> Pascal	NIGEND : 70 327
<b>Duquesne</b> Daniel	NIGEND : 123 727
<b>Poitevin</b> Yves	NIGEND : 125 865
<b>Zeller</b> Robert	NIGEND : 122 216
Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve, les gendarmes de réserve :	
<b>Hoffert</b> Philippe	NIGEND : 114 787
<b>Brunher</b> Jean	NIGEND : 122 621
<b>Garnier</b> Christophe	NIGEND : 120 099
<b>Monfort</b> Eric	NIGEND : 137 762
<b>Leseurre</b> Fabrice	NIGEND : 139 516
<b>Jonard</b> Martial	NIGEND : 164 731
<b>Steau</b> Anthony	NIGEND : 270 830
<b>Chochon Latouche</b> Laurent	NIGEND : 267 092
<b>Colin</b> Damien	NIGEND : 207 107
<b>Foutelet</b> Laurent	NIGEND : 267 892
<b>Lukasik</b> Marc	NIGEND : 269 248
<b>Paganotto</b> Emmanuel	NIGEND : 269 906
<b>Rodriguez</b> Fabrice	NIGEND : 270 440
<b>Bohar</b> Frédéric	NIGEND : 266 613
<b>Dole</b> Alexandre	NIGEND : 267 573
<b>Lecouturier</b> Martial	NIGEND : 269 062
<b>Moreau</b> Gaël	NIGEND : 269 683
<b>Mutin</b> Laurent	NIGEND : 269 777
<b>Nezondet</b> Nicolas	NIGEND : 215 147
<b>Rouleux</b> Pascal	NIGEND : 270 500
<b>Vallet</b> David	NIGEND : 271 075
<b>Battut</b> Olivier	NIGEND : 266 367
<b>Debray</b> Jérôme	NIGEND : 267 396
<b>Devani</b> Stanislas	NIGEND : 224 511
<b>Doreau</b> Fabrice	NIGEND : 267 581
<b>Dumay</b> Cyrille	NIGEND : 267 664
<b>Marquis</b> Laurent	NIGEND : 269 380
<b>Paul</b> Rodolphe	NIGEND : 269 968
<b>Schmitt</b> Yannick	NIGEND : 270 650
<b>Slebioda</b> Alain	NIGEND : 362 888
<b>Barbier</b> Jérôme	NIGEND : 266 318
<b>Billy</b> Philippe	NIGEND : 266 569
<b>Geantot</b> Julien	NIGEND : 268 041
<b>Margollé</b> Vincent	NIGEND : 224 188
<b>Maronnat</b> Milène	NIGEND : 269 372
<b>Moreau</b> Cyrille	NIGEND : 269 682
<b>Plait</b> Yannick	NIGEND : 302 925
<b>Taffineau</b> Mickaël	NIGEND : 244 872
<b>Couteau</b> Johan	NIGEND : 303 147

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale*

Pour le grade de major de réserve, l'adjudant-chef de réserve :

**Barbier** Nathalie                      NIGEND : 115 469

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve : néant.

Pour le grade d'adjudant de réserve, les maréchaux des logis-chefs de réserve :

**Stieffatre** Anne-Lise                      NIGEND : 158 506

**Morin** Cécile                      NIGEND : 212 143

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve : néant.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 novembre 2019.

*Le général de division, commandant la région  
de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or,*  
T. CAILLOZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Bourgogne-Franche-Comté

**Décision n° 19983 du 7 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de réserve des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne**

NOR : INTJ1926763S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 19978 du 7 novembre 2019 (NOR : INTJ1926761S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Les adjudants-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade de major de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

**Delaistre** Laurent NIGEND : 142 154

**Desplanches** Michel NIGEND : 104 199

**Hugon** Alain NIGEND : 104 671

Les adjudants de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

**Person** Christophe NIGEND : 154 207

**Brulé** Thierry NIGEND : 132 800

**Prot** Jean NIGEND : 114 141

**Hochart** Patrick NIGEND : 115 832

**Lebateur** Philippe NIGEND : 133 357

**Ormancey** Pascal NIGEND : 146 150

**Demontfaucon** David NIGEND : 267 470

**Rolland** Cyrille NIGEND : 195 614

**Passepont** Frédéric NIGEND : 108 325

Les maréchaux des logis-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

**Grcevic** Stéphane NIGEND : 268 256

**Zglinski** Eric NIGEND : 138 329

**Klugstertz** Laëtitia NIGEND : 203 223

**Bergeret** Patrick NIGEND : 266 461

**Thierry** Bruno NIGEND : 150 080

**Paillot** Michel NIGEND : 138 576

**Courtot** Richard NIGEND : 141 463

**Grehan** Éric NIGEND : 126 035

**Gresle** Jean-Luc NIGEND : 268 264

**Guilbault** Laurent NIGEND : 268 335

**Jannier** Sylvain NIGEND : 268 657

**Le Gall** Mickaël NIGEND : 269 032

**Couveinhes** Emilie NIGEND : 115 770

<b>Dubois Pascal</b>	NIGEND : 70 327
<b>Duquesne Daniel</b>	NIGEND : 123 727
<b>Poitevin Yves</b>	NIGEND : 125 865
<b>Zeller Robert</b>	NIGEND : 122 216

Les gendarmes de réserve dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

<b>Hoffert Philippe</b>	NIGEND : 114 787
<b>Brunher Jean</b>	NIGEND : 122 621
<b>Garnier Christophe</b>	NIGEND : 120 099
<b>Monfort Eric</b>	NIGEND : 137 762
<b>Leseurre Fabrice</b>	NIGEND : 139 516
<b>Jonard Martial</b>	NIGEND : 164 731
<b>Steau Anthony</b>	NIGEND : 270 830
<b>Chochon Latouche Laurent</b>	NIGEND : 267 092
<b>Colin Damien</b>	NIGEND : 207 107
<b>Foutelet Laurent</b>	NIGEND : 267 892
<b>Lukasik Marc</b>	NIGEND : 269 248
<b>Paganotto Emmanuel</b>	NIGEND : 269 906
<b>Rodriguez Fabrice</b>	NIGEND : 270 440
<b>Bohar Frédéric</b>	NIGEND : 266 613
<b>Dole Alexandre</b>	NIGEND : 267 573
<b>Lecouturier Martial</b>	NIGEND : 269 062
<b>Moreau Gaël</b>	NIGEND : 269 683
<b>Mutin Laurent</b>	NIGEND : 269 777
<b>Nezondet Nicolas</b>	NIGEND : 215 147
<b>Rouleux Pascal</b>	NIGEND : 270 500
<b>Vallet David</b>	NIGEND : 271 075
<b>Battut Olivier</b>	NIGEND : 266 367
<b>Debray Jérôme</b>	NIGEND : 267 396
<b>Devani Stanislas</b>	NIGEND : 224 511
<b>Doreau Fabrice</b>	NIGEND : 267 581
<b>Dumay Cyrille</b>	NIGEND : 267 664
<b>Marquis Laurent</b>	NIGEND : 269 380
<b>Paul Rodolphe</b>	NIGEND : 269 968
<b>Schmitt Yannick</b>	NIGEND : 270 650
<b>Slebioda Alain</b>	NIGEND : 362 888
<b>Barbier Jérôme</b>	NIGEND : 266 318
<b>Billy Philippe</b>	NIGEND : 266 569
<b>Geantot Julien</b>	NIGEND : 268 041
<b>Margollé Vincent</b>	NIGEND : 224 188
<b>Maronnat Milène</b>	NIGEND : 269 372
<b>Moreau Cyrille</b>	NIGEND : 269 682
<b>Plait Yannick</b>	NIGEND : 302 925
<b>Taffineau Mickaël</b>	NIGEND : 244 872
<b>Couteau Johan</b>	NIGEND : 303 147

Article 2

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale*

L'adjudant-chef de réserve dont le nom suit est promu au grade de major de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

**Barbier** Nathalie                      NIGEND : 115 469

Les maréchaux des logis-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

**Stieffatre** Anne-Lise                      NIGEND : 158 506

**Morin** Cécile                      NIGEND : 212 143

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur

Fait le 7 novembre 2019.

*Le général de division, commandant la région  
de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or,*  
T. CAILLOZ



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Normandie**Décision n° 15446 du 8 novembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale du Calvados**

NOR : INTJ1926732S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Normandie, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Calvados,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2016 fixant pour la gendarmerie nationale les conditions à remplir pour être proposable au grade supérieur dans la réserve opérationnelle;

Vu la circulaire n° 939 du 31 juillet 2019 relative à l'avancement des sous-officiers et militaires du rang de la réserve opérationnelle pour l'année 2019;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 8 novembre 2019,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale du Calvados est arrêté ainsi qu'il suit:

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Pour le grade de major de réserve, les adjudants-chefs de réserve:

<b>Fossard Michel</b>	NIGEND : 107 045
<b>Caillaud Michel</b>	NIGEND : 107 032
<b>Gohier Eric</b>	NIGEND : 111 717
<b>Nédelec Loïc</b>	NIGEND : 274 913
<b>Lavenant Alexandre</b>	NIGEND : 70 502
<b>Marion Michel</b>	NIGEND : 116 668
<b>Quinton Jean-Luc</b>	NIGEND : 94 533
<b>Saussaye Sébastien</b>	NIGEND : 275 657

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve, les adjudants de réserve:

<b>Conanec Bruno</b>	NIGEND : 118 885
<b>Borlandelli Charles</b>	NIGEND : 118 970
<b>Camier Pierre</b>	NIGEND : 112 046
<b>Bellery Gaétan</b>	NIGEND : 271 643
<b>Carnet Jean-Marie</b>	NIGEND : 126 145
<b>Heurtevent Mickaël</b>	NIGEND : 273 667
<b>Camus Yvan</b>	NIGEND : 217 414
<b>Thuaux Pascal</b>	NIGEND : 131 589
<b>Poelaert Laurent</b>	NIGEND : 126 072
<b>Galharret Bruno</b>	NIGEND : 400 833

Pour le grade d'adjudant de réserve, les maréchaux des logis-chefs de réserve:

<b>Fortier Cédric</b>	NIGEND : 273 096
<b>Dubourg Didier</b>	NIGEND : 109 533
<b>Regnault Philippe</b>	NIGEND : 117 914

<b>Lefetz Marc</b>	NIGEND : 110 182
<b>Boulet Didier</b>	NIGEND : 115 088
<b>Baratte Pascal</b>	NIGEND : 120 404
<b>Le Joubioux Dominique</b>	NIGEND : 137 214
<b>Bardy Christophe</b>	NIGEND : 182 844
<b>Le Royer Benoît</b>	NIGEND : 274 169
<b>Morice Marianne</b>	NIGEND : 274 847

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve, les gendarmes de réserve :

<b>Jacquelin Eric</b>	NIGEND : 128 059
<b>Caron Hervé</b>	NIGEND : 155 158
<b>Piel Emmanuel</b>	NIGEND : 157 595
<b>Gauthier Alain</b>	NIGEND : 261 576
<b>Gonzalez Charlyne</b>	NIGEND : 307 133
<b>Biville Antoine</b>	NIGEND : 323 745
<b>Jacquette Philippe</b>	NIGEND : 273 751
<b>Landry Sophie</b>	NIGEND : 273 953
<b>Breton Emmanuel</b>	NIGEND : 272 000
<b>Batrel Annelyse</b>	NIGEND : 311 802
<b>Deust Sylvain</b>	NIGEND : 272 752
<b>Huger Cédric</b>	NIGEND : 325 695
<b>Berthelot Nathalie</b>	NIGEND : 158 740
<b>Gautier Eric</b>	NIGEND : 317 895

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale*

Pour le grade de major de réserve : néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve : néant.

Pour le grade d'adjudant de réserve : néant.

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve : néant.

## Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 novembre 2019.

*Le colonel, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie de Normandie,  
commandant du groupement  
de gendarmerie départementale du Calvados,*  
B. LOUVET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Normandie

**Décision n° 15448 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de réserve  
du groupement de gendarmerie départementale du Calvados**

NOR : INTJ1926733S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Normandie, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Calvados,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 15446 du 8 novembre 2019 (NOR : INTJ1926732S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Les adjudants-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade de major de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

<b>Fossard Michel</b>	NIGEND : 107 045
<b>Caillaud Michel</b>	NIGEND : 107 032
<b>Gohier Eric</b>	NIGEND : 111 717
<b>Nédélec Loïc</b>	NIGEND : 274 913
<b>Lavenant Alexandre</b>	NIGEND : 70 502
<b>Marion Michel</b>	NIGEND : 116 668
<b>Quinton Jean-Luc</b>	NIGEND : 94 533
<b>Saussaye Sébastien</b>	NIGEND : 275 657

Les adjudants de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

<b>Conanec Bruno</b>	NIGEND : 118 885
<b>Borlandelli Charles</b>	NIGEND : 118 970
<b>Camier Pierre</b>	NIGEND : 112 046
<b>Bellery Gaétan</b>	NIGEND : 271 643
<b>Carnet Jean-Marie</b>	NIGEND : 126 145
<b>Heurtevent Mickaël</b>	NIGEND : 273 667
<b>Camus Yvan</b>	NIGEND : 217 414
<b>Thuaux Pascal</b>	NIGEND : 131 589
<b>Poelaert Laurent</b>	NIGEND : 126 072
<b>Galharret Bruno</b>	NIGEND : 400 833

Les maréchaux des logis-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

<b>Fortier Cédric</b>	NIGEND : 273 096
<b>Dubourg Didier</b>	NIGEND : 109 533
<b>Regnault Philippe</b>	NIGEND : 117 914
<b>Lefetz Marc</b>	NIGEND : 110 182
<b>Boulet Didier</b>	NIGEND : 115 088
<b>Baratte Pascal</b>	NIGEND : 120 404
<b>Le Joubioux Dominique</b>	NIGEND : 137 214
<b>Bardy Christophe</b>	NIGEND : 182 844

**Le Royer Benoît** NIGEND : 274 169

**Morice Marianne** NIGEND : 274 847

Les gendarmes de réserve dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

**Jacquelin Eric** NIGEND : 128 059

**Caron Hervé** NIGEND : 155 158

**Piel Emmanuel** NIGEND : 157 595

**Gauthier Alain** NIGEND : 261 576

**Gonzalez Charlyne** NIGEND : 307 133

**Biville Antoine** NIGEND : 323 745

**Jacquette Philippe** NIGEND : 273 751

**Landry Sophie** NIGEND : 273 953

**Breton Emmanuel** NIGEND : 272 000

**Batrel Annelyse** NIGEND : 311 802

**Deust Sylvain** NIGEND : 272 752

**Huger Cédric** NIGEND : 325 695

**Berthelot Nathalie** NIGEND : 158 740

**Gautier Eric** NIGEND : 317 895

#### Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur

Fait le 8 novembre 2019.

*Le colonel, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie de Normandie,  
commandant du groupement  
de gendarmerie départementale du Calvados,*

**B. LOUVET**

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
des Hauts-de-France**Décision n° 20171 du 8 novembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale de la Somme**

NOR : INTJ1926769S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie des Hauts-de-France, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Somme,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2016 fixant pour la gendarmerie nationale les conditions à remplir pour être proposable au grade supérieur dans la réserve opérationnelle;

Vu la circulaire n° 939 du 31 juillet 2019 relative à l'avancement des sous-officiers et militaires du rang de la réserve opérationnelle pour l'année 2019;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 7 novembre 2019,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale de la Somme est arrêté ainsi qu'il suit:

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Pour le grade de major de réserve, les adjudants-chefs de réserve:

<b>Croiset Hervé</b>	NIGEND : 250 854
<b>Carré Eric</b>	NIGEND : 117 652
<b>Fernandès Patrick</b>	NIGEND : 113 973
<b>Borée Thierry</b>	NIGEND : 276 332
<b>Louchez Jérôme</b>	NIGEND : 277 468
<b>Morlon Ludovic</b>	NIGEND : 277 654
<b>Van Eeckhoutte Dominique</b>	NIGEND : 101 368
<b>Ruffenach Bruno</b>	NIGEND : 260 170
<b>Legrand Christian</b>	NIGEND : 99 599

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve, les adjudants de réserve :

<b>Renotte Jean-Marc</b>	NIGEND : 140 625
<b>Villette Philippe</b>	NIGEND : 278 214
<b>Pinchon Benoît</b>	NIGEND : 277 813
<b>Fiquet Isabelle</b>	NIGEND : 192 522
<b>Mpemba Ouenabio Erick</b>	NIGEND : 213 202
<b>Mokhtari Ramdane</b>	NIGEND : 277 620
<b>Lecocq Bertrand</b>	NIGEND : 144 694
<b>Guignard Alain</b>	NIGEND : 277 117
<b>Legras Nicolas</b>	NIGEND : 277 401
<b>Noui Yamine</b>	NIGEND : 312 693
<b>Barillet Hervé</b>	NIGEND : 276 202
<b>Emery-Vivien Grégory</b>	NIGEND : 276 896
<b>Croy Ghislain</b>	NIGEND : 276 608

Pour le grade d'adjudant de réserve, les maréchaux des logis-chefs de réserve :

<b>Saint-Cast</b> Loïc	NIGEND : 174 586
<b>Sauvé</b> Thierry	NIGEND : 111 158
<b>Lebran</b> Sébastien	NIGEND : 277 365
<b>Poignard</b> Renaud	NIGEND : 277 829
<b>Caverne</b> Jean-Paul	NIGEND : 104 774
<b>Thiébaux</b> Philippe	NIGEND : 114 157
<b>Asset</b> Philippe	NIGEND : 113 161
<b>Guignard</b> Fabrice	NIGEND : 277 118
<b>Anquier</b> Alain	NIGEND : 194 555
<b>Baudoin</b> Cédric	NIGEND : 276 223
<b>Kerinec</b> Frédéric	NIGEND : 200 074
<b>Houriez</b> Olivier	NIGEND : 398 400
<b>Bore</b> Régis	NIGEND : 276 331
<b>Broyart</b> Nicolas	NIGEND : 317 731
<b>Louis</b> Laurent	NIGEND : 277 474
<b>Payen</b> Gaël	NIGEND : 277 757
<b>Gay</b> Grégory	NIGEND : 304 697

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve, les gendarmes de réserve :

<b>Fourrière</b> Didier	NIGEND : 113 096
<b>Potel</b> Pascal	NIGEND : 119 130
<b>Delobel</b> Philippe	NIGEND : 122 039
<b>Delliste</b> Roger	NIGEND : 124 564
<b>Fonson</b> Stéphane	NIGEND : 133 461
<b>Maison</b> Michel	NIGEND : 149 814
<b>Bogaert-Rossi</b> James	NIGEND : 156 991
<b>Louis</b> Christophe	NIGEND : 277 472
<b>Racine</b> Bertrand	NIGEND : 189 179
<b>Béthelmy</b> Taylor	NIGEND : 185 595
<b>Petit</b> Franck	NIGEND : 277 788
<b>De Vogelaer</b> Virginie	NIGEND : 182 438
<b>Racine</b> Sébastien	NIGEND : 277 872
<b>Perrier</b> Gaylord	NIGEND : 248 098
<b>Manijean</b> Cédrik	NIGEND : 252 089
<b>Legrand</b> Thierry	NIGEND : 320 163
<b>De Carvalho</b> Paolo	NIGEND : 372 628
<b>Riquier</b> Germain	NIGEND : 322 451
<b>Vandepontseele</b> Jonathan	NIGEND : 330 240
<b>Chafai</b> Kacem	NIGEND : 228 801
<b>Dourlens</b> Mickaël	NIGEND : 243 468
<b>Chèze</b> Jessy	NIGEND : 325 663
<b>Demange</b> Laura	NIGEND : 337 815
<b>Bonnard</b> Thierry	NIGEND : 390 580
<b>Boulanger</b> Cyril	NIGEND : 191 389
<b>Bellard</b> Christophe	NIGEND : 276 241
<b>Goriot</b> Laurent	NIGEND : 277 077
<b>Le Moal</b> Michaël	NIGEND : 277 352
<b>Wyart</b> Christophe	NIGEND : 278 246
<b>Descamps</b> Robert	NIGEND : 276 768

<b>Bourdin Sébastien</b>	NIGEND : 276 361
<b>Patté Rudy</b>	NIGEND : 241 379
<b>Saulnier Laurent</b>	NIGEND : 346 619
<b>Gorwa Grégory</b>	NIGEND : 200 253
<b>Clauet Christophe</b>	NIGEND : 332 988
<b>Cabouco Sébastien</b>	NIGEND : 348 242
<b>Darras Stéphane</b>	NIGEND : 395 787
<b>Oger Dorian</b>	NIGEND : 349 698
<b>Matéo Célia</b>	NIGEND : 325 714
<b>Pocquet Christophe</b>	NIGEND : 396 859
<b>Levasseur Marion</b>	NIGEND : 401 176
<b>Coutant Jérémy</b>	NIGEND : 408 086
<b>Dequet Francky</b>	NIGEND : 259 064
<b>Lemarie Sébastien</b>	NIGEND : 277 417
<b>Decaux Benoît</b>	NIGEND : 276 691

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale*

Pour le grade de major de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve, l'adjudant de réserve:

**Ferrari Bruno** NIGEND : 105 270

Pour le grade d'adjudant de réserve: néant.

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve, le maréchal des logis de réserve:

**Ferrigno Nicolas** NIGEND : 301 013

## Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 novembre 2019.

*Le colonel, commandant adjoint de la région  
de gendarmerie des Hauts-de-France,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Somme,*  
**M. FRUSTIÉ**

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
des Hauts-de-France**Décision n° 20172 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de réserve  
du groupement de gendarmerie départementale de la Somme**

NOR : INTJ1926770S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie des Hauts-de-France, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Somme,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 20171 du 8 novembre 2019 (NOR : INTJ1926769S),

Décide:

**Article 1<sup>er</sup>***Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Les adjudants-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade de major de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

<b>Croiset Hervé</b>	NIGEND : 250 854
<b>Carré Eric</b>	NIGEND : 117 652
<b>Fernandès Patrick</b>	NIGEND : 113 973
<b>Borée Thierry</b>	NIGEND : 276 332
<b>Louchez Jérôme</b>	NIGEND : 277 468
<b>Morlon Ludovic</b>	NIGEND : 277 654
<b>Van Eeckhoutte Dominique</b>	NIGEND : 101 368
<b>Ruffenach Bruno</b>	NIGEND : 260 170
<b>Legrand Christian</b>	NIGEND : 099 599

Les adjudants de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

<b>Renotte Jean-Marc</b>	NIGEND : 140 625
<b>Villette Philippe</b>	NIGEND : 278 214
<b>Pinchon Benoît</b>	NIGEND : 277 813
<b>Fiquet Isabelle</b>	NIGEND : 192 522
<b>Mpemba Ouenabio Erick</b>	NIGEND : 213 202
<b>Mokhtari Ramdane</b>	NIGEND : 277 620
<b>Lecocq Bertrand</b>	NIGEND : 144 694
<b>Guignard Alain</b>	NIGEND : 277 117
<b>Legras Nicolas</b>	NIGEND : 277 401
<b>Noui Yamine</b>	NIGEND : 312 693
<b>Barillet Hervé</b>	NIGEND : 276 202
<b>Emery-Vivien Grégory</b>	NIGEND : 276 896
<b>Croy Ghislain</b>	NIGEND : 276 608

Les maréchaux des logis-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

<b>Saint-Cast Loïc</b>	NIGEND : 174 586
<b>Sauvé Thierry</b>	NIGEND : 111 158
<b>Lebran Sébastien</b>	NIGEND : 277 365
<b>Poignard Renaud</b>	NIGEND : 277 829



<b>Caverne Jean-Paul</b>	NIGEND : 104 774
<b>Thiébaux Philippe</b>	NIGEND : 114 157
<b>Asset Philippe</b>	NIGEND : 113 161
<b>Guignard Fabrice</b>	NIGEND : 277 118
<b>Anquier Alain</b>	NIGEND : 194 555
<b>Baudoin Cédric</b>	NIGEND : 276 223
<b>Kerinec Frédéric</b>	NIGEND : 200 074
<b>Houriez Olivier</b>	NIGEND : 398 400
<b>Bore Régis</b>	NIGEND : 276 331
<b>Broyart Nicolas</b>	NIGEND : 317 731
<b>Louis Laurent</b>	NIGEND : 277 474
<b>Payen Gaël</b>	NIGEND : 277 757
<b>Gay Grégory</b>	NIGEND : 304 697

Les gendarmes de réserve dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

<b>Fourrière Didier</b>	NIGEND : 113 096
<b>Potel Pascal</b>	NIGEND : 119 130
<b>Delobel Philippe</b>	NIGEND : 122 039
<b>Delliste Roger</b>	NIGEND : 124 564
<b>Fonson Stéphane</b>	NIGEND : 133 461
<b>Maison Michel</b>	NIGEND : 149 814
<b>Bogaert-Rossi James</b>	NIGEND : 156 991
<b>Louis Christophe</b>	NIGEND : 277 472
<b>Racine Bertrand</b>	NIGEND : 189 179
<b>Béthelmy Taylor</b>	NIGEND : 185 595
<b>Petit Franck</b>	NIGEND : 277 788
<b>De Vogelaer Virginie</b>	NIGEND : 182 438
<b>Racine Sébastien</b>	NIGEND : 277 872
<b>Perrier Gaylord</b>	NIGEND : 248 098
<b>Manijean Cédrik</b>	NIGEND : 252 089
<b>Legrand Thierry</b>	NIGEND : 320 163
<b>De Carvalho Paolo</b>	NIGEND : 372 628
<b>Riquier Germain</b>	NIGEND : 322 451
<b>Vandepontseele Jonathan</b>	NIGEND : 330 240
<b>Chafai Kacem</b>	NIGEND : 228 801
<b>Dourlens Mickaël</b>	NIGEND : 243 468
<b>Cheze Jessy</b>	NIGEND : 325 663
<b>Demange Laura</b>	NIGEND : 337 815
<b>Bonnard Thierry</b>	NIGEND : 390 580
<b>Boulangier Cyril</b>	NIGEND : 191 389
<b>Bellard Christophe</b>	NIGEND : 276 241
<b>Goriot Laurent</b>	NIGEND : 277 077
<b>Le Moal Michaël</b>	NIGEND : 277 352
<b>Wyart Christophe</b>	NIGEND : 278 246
<b>Descamps Robert</b>	NIGEND : 276 768
<b>Bourdin Sébastien</b>	NIGEND : 276 361
<b>Patté Rudy</b>	NIGEND : 241 379
<b>Saulnier Laurent</b>	NIGEND : 346 619
<b>Gorwa Grégory</b>	NIGEND : 200 253
<b>Clauet Christophe</b>	NIGEND : 332 988

<b>Cabouco Sébastien</b>	NIGEND : 348 242
<b>Darras Stéphane</b>	NIGEND : 395 787
<b>Oger Dorian</b>	NIGEND : 349 698
<b>Matéo Célia</b>	NIGEND : 325 714
<b>Pocquet Christophe</b>	NIGEND : 396 859
<b>Levasseur Marion</b>	NIGEND : 401 176
<b>Coutant Jérémie</b>	NIGEND : 408 086
<b>Dequet Francky</b>	NIGEND : 259 064
<b>Lemarie Sébastien</b>	NIGEND : 277 417
<b>Decaux Benoît</b>	NIGEND : 276 691

Article 2

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale*

L'adjudant de réserve dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

**Ferrari Bruno** NIGEND : 105 270

Le maréchal des logis de réserve dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

**Ferrigno Nicolas** NIGEND : 301 013

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 novembre 2019.

*Le colonel, commandant adjoint la région  
de gendarmerie des Hauts-de-France,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Somme,*  
M. FRUSTIÉ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement de la gendarmerie  
outre-mer

**Décision n° 45805 du 10 novembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de la Martinique**

NOR : INTJ1926773S

Le commandant de la gendarmerie outre-mer,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2016 fixant pour la gendarmerie nationale les conditions à remplir pour être proposable au grade supérieur dans la réserve opérationnelle;

Vu la circulaire n° 939 du 31 juillet 2019 relative à l'avancement des sous-officiers et militaires du rang de la réserve opérationnelle pour l'année 2019;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 7 octobre 2019,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de la Martinique est arrêté ainsi qu'il suit:

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Pour le grade de major de réserve: néant

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve, les adjudants de réserve:

**Garenne** Sylvain                      NIGEND : 171 909

**Genteuil** Michel                      NIGEND : 108 185

**Vilar** Edwige                      NIGEND : 205 603

Pour le grade d'adjudant de réserve, le maréchal des logis-chef de réserve:

**Robertin** Dominique                      NIGEND : 120 245

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve, les gendarmes de réserve:

**Berlit** Patrice                      NIGEND : 323 705

**Georges** Laurent                      NIGEND : 199 308

**Hospice** Blandine                      NIGEND : 189 842

**Jarrin** Jean-Louis                      NIGEND : 277 230

**Lesueur** Cédric                      NIGEND : 277 442

**Levert** Yann                      NIGEND : 310 486

**Liégeon** Eric                      NIGEND : 136 380

**Poulin** Patrice                      NIGEND : 323 717

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale*

Pour le grade de major de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant de réserve: néant.

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve: néant.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 novembre 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie outre-mer,*  
J.-M. DESCoux

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement de la gendarmerie  
outre-mer

**Décision n° 45806 du 10 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de réserve  
du commandement de la gendarmerie de la Martinique**

NOR : INTJ1926774S

Le commandant de la gendarmerie outre-mer,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 45805 du 10 novembre 2019 (NOR : INTJ1926773S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Les adjudants de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

**Garenne** Sylvain                      NIGEND : 171 909

**Genteuil** Michel                      NIGEND : 108 185

**Vilar** Edwige                      NIGEND : 205 603

Le maréchal de logis chef de réserve dont le nom suit est promu au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

**Robertin** Dominique                      NIGEND : 120 245

Les gendarmes de réserve dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

**Berlit** Patrice                      NIGEND : 323 705

**Georges** Laurent                      NIGEND : 199 308

**Hospice** Blandine                      NIGEND : 189 842

**Jarrin** Jean-Louis                      NIGEND : 277 230

**Lesueur** Cédric                      NIGEND : 277 442

**Levert** Yann                      NIGEND : 310 486

**Liégeon** Eric                      NIGEND : 136 380

**Poulin** Patrice                      NIGEND : 323 717

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 novembre 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie outre-mer,  
J.-M. DESCoux*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
du Centre-Val de Loire

**Décision n° 25746 du 12 novembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire**

NOR : INTJ1926738S

Le commandant de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Loiret,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2016 fixant pour la gendarmerie nationale les conditions à remplir pour être proposable au grade supérieur dans la réserve opérationnelle;

Vu la circulaire n° 939 du 31 juillet 2019 relative à l'avancement des sous-officiers et militaires du rang de la réserve opérationnelle pour l'année 2019;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 6 novembre 2019,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire est arrêté ainsi qu'il suit :

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Pour le grade de major de réserve, les adjudants-chefs de réserve :

**Noyer Jean-Michel** NIGEND : 274956

**Laurent Patrick** NIGEND : 115007

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve, les adjudants de réserve :

**Pfister Michel** NIGEND : 99 618

**Lubin Denis** NIGEND : 103 101

**Virlouvet Eric** NIGEND : 133 150

**Flin Alexandre** NIGEND : 273 072

**Branchereau Patrice** NIGEND : 271 982

**Deroyer Loïc** NIGEND : 272 719

**Noury Christian** NIGEND : 97 546

**Parent Philippe** NIGEND : 119 026

Pour le grade d'adjudant de réserve, les maréchaux des logis-chefs de réserve :

**Chanoine Isabelle** NIGEND : 189 026

**Joubert Denis** NIGEND : 125 407

**Hanicque Thierry** NIGEND : 131 485

**Courchay Vanessa** NIGEND : 218 122

**Martin David** NIGEND : 274 632

**Molet Céline** NIGEND : 277 621

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve, les gendarmes de réserve :

**Chestier Joffrey** NIGEND : 316 387

**Langlais Ludovic** NIGEND : 273 956

**Pereira Tiffany** NIGEND : 275 097

<b>Henri Patrick</b>	NIGEND : 273 638
<b>Aimedieu Benoit</b>	NIGEND : 166 301
<b>Parrain Stéphane</b>	NIGEND : 395 828
<b>Nollez Renaud</b>	NIGEND : 322 012
<b>Gillet Jérémie</b>	NIGEND : 335 119
<b>Bisiaux Emmanuelle</b>	NIGEND : 182 439
<b>Roudi Rachid</b>	NIGEND : 349 015
<b>Langlois Morgane</b>	NIGEND : 314 749
<b>Tourny Adeline</b>	NIGEND : 332 594
<b>Langlet David</b>	NIGEND : 336 130

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale*

Pour le grade de major de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant de réserve: néant.

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve, le maréchal des logis de réserve :

**Potot Carine** NIGEND : 354 542

#### Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 novembre 2019.

*Le général, commandant la région  
de gendarmerie du Centre-Val de Loire,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale du Loiret,*  
F. AUBANEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
du Centre-Val de Loire

**Décision n° 25747 du 12 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de réserve  
de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire**

NOR : INTJ1926739S

Le commandant de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Loiret,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 25746 du 12 novembre 2019 (NOR : INTJ1926738S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Les adjudants-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade de major de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

**Noyer Jean-Michel** NIGEND : 274956

**Laurent Patrick** NIGEND : 115007

Les adjudants de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

**Pfister Michel** NIGEND : 99 618

**Lubin Denis** NIGEND : 103 101

**Virlouvet Eric** NIGEND : 133 150

**Flin Alexandre** NIGEND : 273 072

**Branchereau Patrice** NIGEND : 271 982

**Deroyer Loïc** NIGEND : 272 719

**Noury Christian** NIGEND : 97 546

**Parent Philippe** NIGEND : 119 026

Les maréchaux des logis-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

**Chanoine Isabelle** NIGEND : 189 026

**Joubert Denis** NIGEND : 125 407

**Hanicque Thierry** NIGEND : 131 485

**Courchay Vanessa** NIGEND : 218 122

**Martin David** NIGEND : 274 632

**Molet Céline** NIGEND : 277 621

Les gendarmes de réserve dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

**Chestier Joffrey** NIGEND : 316 387

**Langlais Ludovic** NIGEND : 273 956

**Pereira Tiffany** NIGEND : 275 097

**Henri Patrick** NIGEND : 273 638

**Aimedieu Benoît** NIGEND : 166 301

**Parrain Stéphane** NIGEND : 395 828

**Nollez Renaud** NIGEND : 322 012

**Gillet Jérémy** NIGEND : 335 119



<b>Bisiaux</b> Emmanuelle	NIGEND : 182 439
<b>Roudi</b> Rachid	NIGEND : 349 015
<b>Langlois</b> Morgane	NIGEND : 314 749
<b>Tourny</b> Adeline	NIGEND : 332 594
<b>Langlet</b> David	NIGEND : 336 130

Article 2

*Sous-officier de réserve rattaché au corps des sous-officiers du corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale*

Le maréchal des logis de réserve dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

<b>Potot</b> Carine	NIGEND : 354 542
---------------------	------------------

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 novembre 2019.

*Le général commandant la région  
de gendarmerie du Centre-Val de Loire,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale du Loiret,  
F. AUBANEL*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Nouvelle-Aquitaine

**Décision n° 19559 du 14 novembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne**

NOR : INTJ1926722S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2016 fixant pour la gendarmerie nationale les conditions à remplir pour être proposable au grade supérieur dans la réserve opérationnelle;

Vu la circulaire n° 939 du 31 juillet 2019 relative à l'avancement des sous-officiers et militaires du rang de la réserve opérationnelle pour l'année 2019;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 12 novembre 2019,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne est arrêté ainsi qu'il suit:

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Pour le grade de major de réserve, les adjudants-chefs de réserve:

<b>Prenant</b> Thierry	NIGEND : 113 258
<b>Martaud</b> Pascal	NIGEND : 114 815
<b>Bonneau</b> Dominique	NIGEND : 124 553
<b>Garraud</b> Christophe	NIGEND : 127 173
<b>Bidaine</b> Jean-Luc	NIGEND : 110 809
<b>Godart Du Planty</b> Alain	NIGEND : 109 207

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve, les adjudants de réserve:

<b>Scamps</b> Frédéric	NIGEND : 146 569
<b>Chiquet</b> Thierry	NIGEND : 109 053
<b>Soulisse</b> Christian	NIGEND : 101 037
<b>Creuze</b> Eric	NIGEND : 254 586
<b>De Nardi</b> Philippe	NIGEND : 118 406
<b>Baudry</b> Mickaël	NIGEND : 253 566
<b>Billaud</b> Gervais	NIGEND : 150 611
<b>Madigout</b> Jean-Luc	NIGEND : 256 531

Pour le grade d'adjudant de réserve, les maréchaux des logis-chefs de réserve:

<b>Perragin</b> Jean-Christophe	NIGEND : 136 251
<b>Bujeau</b> Samuel	NIGEND : 254 096
<b>Gary</b> Gilles	NIGEND : 255 478
<b>Lanet</b> Jacky	NIGEND : 268 962
<b>Pinçon</b> Adeline	NIGEND : 252 559
<b>Grignon</b> Eric	NIGEND : 134 667
<b>Vian</b> Philippe	NIGEND : 114 538

<b>Beillard Stéphane</b>	NIGEND : 263 305
<b>Gueffier Jean-Michel</b>	NIGEND : 114 341
<b>Moreau Jean-Christophe</b>	NIGEND : 256 920
<b>Auvinet Patrick</b>	NIGEND : 113 163
<b>Courrèges Jean-Luc</b>	NIGEND : 120 428
<b>Bonneau Pascal</b>	NIGEND : 120 062
<b>Millereux Katia</b>	NIGEND : 163 766
<b>Joulain Yvon</b>	NIGEND : 255 994
<b>Mineraud Anthony</b>	NIGEND : 256 839
<b>Malvaud Daniel</b>	NIGEND : 256 574
<b>Pitaud Sabrina</b>	NIGEND : 231 781
<b>Martin-Barbaz Raphaël</b>	NIGEND : 256 672

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve, les gendarmes de réserve :

<b>Ginguay Philippe</b>	NIGEND : 106 271
<b>Matard Jean-Louis</b>	NIGEND : 110 192
<b>Corset Eric</b>	NIGEND : 117 761
<b>Morichon Jean-Michel</b>	NIGEND : 117 430
<b>Hügel Philippe</b>	NIGEND : 119 096
<b>Vouzellaud Didier</b>	NIGEND : 118 477
<b>Bamas Marc</b>	NIGEND : 126 360
<b>Ambrosini Jean-Luc</b>	NIGEND : 123 295
<b>Halgand Alain</b>	NIGEND : 127 278
<b>Valois Dominique</b>	NIGEND : 127 446
<b>Roux Stéphane</b>	NIGEND : 70 766
<b>Poupin Pascal</b>	NIGEND : 132 192
<b>Prouzat Stéphane</b>	NIGEND : 140 473
<b>Gache Hervé</b>	NIGEND : 136 644
<b>Mercier Éric</b>	NIGEND : 142 474
<b>Ferrer David</b>	NIGEND : 163 504
<b>Helene Stéphane</b>	NIGEND : 160 229
<b>Bernard Amandine</b>	NIGEND : 253 670
<b>Petit Richard</b>	NIGEND : 153 372
<b>Gourdonneau Antony</b>	NIGEND : 391 476
<b>Eybraly Guylaine</b>	NIGEND : 255 168
<b>Benay Joffrey</b>	NIGEND : 253 630
<b>Torres François</b>	NIGEND : 278 132
<b>Adam Romain</b>	NIGEND : 317 193
<b>Bertail Karen</b>	NIGEND : 310 554
<b>Mohammedi Benyekhlief</b>	NIGEND : 256 855
<b>Doyen Karen</b>	NIGEND : 324 058
<b>Debhane Samah</b>	NIGEND : 184 912
<b>Begin Stéphane</b>	NIGEND : 253 591
<b>Manière Philippe</b>	NIGEND : 317 174
<b>Pageneau Harmonie</b>	NIGEND : 310 737
<b>David-Radix Ornella</b>	NIGEND : 322 098

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale*

Pour le grade de major de réserve, les adjudants-chefs de réserve :

<b>Rouquier France</b>	NIGEND : 192 745
------------------------	------------------

**Lafond** Patricia                      NIGEND : 113 327  
Pour le grade d'adjudant-chef de réserve, l'adjudant de réserve :  
**Bonnard** Didier                      NIGEND : 169 823  
Pour le grade d'adjudant de réserve : néant.  
Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve : néant.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 14 novembre 2019.

*Le colonel, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie Nouvelle-Aquitaine,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Vienne,*  
Y. DUMEZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Nouvelle-Aquitaine

**Décision n° 19560 du 14 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de réserve  
du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne**

NOR : INTJ1926724S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 19559 du 14 novembre 2019 (NOR : INTJ1926722S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Les adjudants-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade de major de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

<b>Prenant</b> Thierry	NIGEND : 113 258
<b>Martaud</b> Pascal	NIGEND : 114 815
<b>Bonneau</b> Dominique	NIGEND : 124 553
<b>Garraud</b> Christophe	NIGEND : 127 173
<b>Bidaine</b> Jean-Luc	NIGEND : 110 809
<b>Godart Du Planty</b> Alain	NIGEND : 109 207

Les adjudants de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

<b>Scamps</b> Frédéric	NIGEND : 146 569
<b>Chiquet</b> Thierry	NIGEND : 109 053
<b>Soulisse</b> Christian	NIGEND : 101 037
<b>Creuze</b> Eric	NIGEND : 254 586
<b>De Nardi</b> Philippe	NIGEND : 118 406
<b>Baudry</b> Mickaël	NIGEND : 253 566
<b>Billaud</b> Gervais	NIGEND : 150 611
<b>Madigout</b> Jean-Luc	NIGEND : 256 531

Les maréchaux des logis-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

<b>Perragin</b> Jean-Christophe	NIGEND : 136 251
<b>Bujeau</b> Samuel	NIGEND : 254 096
<b>Gary</b> Gilles	NIGEND : 255 478
<b>Lanet</b> Jacky	NIGEND : 268 962
<b>Pinçon</b> Adeline	NIGEND : 252 559
<b>Grignon</b> Eric	NIGEND : 134 667
<b>Vian</b> Philippe	NIGEND : 114 538
<b>Beillard</b> Stéphane	NIGEND : 263 305
<b>Gueffier</b> Jean-Michel	NIGEND : 114 341
<b>Moreau</b> Jean-Christophe	NIGEND : 256 920
<b>Auvinet</b> Patrick	NIGEND : 113 163
<b>Courrèges</b> Jean-Luc	NIGEND : 120 428

<b>Bonneau</b> Pascal	NIGEND : 120062
<b>Millereux</b> Katia	NIGEND : 163 766
<b>Joulain</b> Yvon	NIGEND : 255 994
<b>Mineraud</b> Anthony	NIGEND : 256 839
<b>Malvaud</b> Daniel	NIGEND : 256 574
<b>Pitaud</b> Sabrina	NIGEND : 231 781
<b>Martin-Barbaz</b> Raphaël	NIGEND : 256 672

Les gendarmes de réserve dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

<b>Ginguay</b> Philippe	NIGEND : 106 271
<b>Matard</b> Jean-Louis	NIGEND : 110 192
<b>Corset</b> Eric	NIGEND : 117 761
<b>Morichon</b> Jean-Michel	NIGEND : 117 430
<b>Hügel</b> Philippe	NIGEND : 119 096
<b>Vouzellaud</b> Didier	NIGEND : 118 477
<b>Bamas</b> Marc	NIGEND : 126 360
<b>Ambrosini</b> Jean-Luc	NIGEND : 123 295
<b>Halgand</b> Alain	NIGEND : 127 278
<b>Valois</b> Dominique	NIGEND : 127 446
<b>Roux</b> Stéphane	NIGEND : 70 766
<b>Poupin</b> Pascal	NIGEND : 132 192
<b>Prouzat</b> Stéphane	NIGEND : 140 473
<b>Gache</b> Hervé	NIGEND : 136 644
<b>Mercier</b> Éric	NIGEND : 142 474
<b>Ferrer</b> David	NIGEND : 163 504
<b>Hélène</b> Stéphane	NIGEND : 160 229
<b>Bernard</b> Amandine	NIGEND : 253 670
<b>Petit</b> Richard	NIGEND : 153 372
<b>Gourdonneau</b> Antony	NIGEND : 391 476
<b>Eybraly</b> Guylaine	NIGEND : 255 168
<b>Benay</b> Joffrey	NIGEND : 253 630
<b>Torres</b> François	NIGEND : 278 132
<b>Adam</b> Romain	NIGEND : 317 193
<b>Bertail</b> Karen	NIGEND : 310 554
<b>Mohammedi</b> Benyekhle	NIGEND : 256 855
<b>Doyen</b> Karen	NIGEND : 324 058
<b>Debhane</b> Samah	NIGEND : 184 912
<b>Begin</b> Stéphane	NIGEND : 253 591
<b>Manière</b> Philippe	NIGEND : 317 174
<b>Pageneau</b> Harmonie	NIGEND : 310 737
<b>David-Radix</b> Ornella	NIGEND : 322 098

## Article 2

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale*

Les adjudants-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade de major de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

<b>Rouquier</b> France	NIGEND : 192 745
<b>Lafond</b> Patricia	NIGEND : 113 327

L'adjudant de réserve dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

<b>Bonnard</b> Didier	NIGEND : 169 823
-----------------------	------------------

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 14 novembre 2019.

*Le colonel, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie Nouvelle-Aquitaine,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Vienne,*  
Y. DUMEZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Corse

**Décision n° 8804 du 15 novembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la région de gendarmerie de Corse**

NOR : INTJ1926747S

Le commandant de la région de gendarmerie de Corse, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2016 fixant pour la gendarmerie nationale les conditions à remplir pour être proposable au grade supérieur dans la réserve opérationnelle;

Vu la circulaire n° 939 du 31 juillet 2019 relative à l'avancement des sous-officiers et militaires du rang de la réserve opérationnelle pour l'année 2019;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 14 novembre 2019,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la région de gendarmerie de Corse est arrêté ainsi qu'il suit:

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Pour le grade de major de réserve, les adjudants-chefs de réserve:

**Escaignoux** Norbert NIGEND : 144 410

**Leprince** Alain NIGEND : 137 340

**Staebmann** Stéphane NIGEND : 138 318

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve, les adjudants de réserve :

**Fachinetti** Yves NIGEND : 122 223

**Simonetti** Jean-André NIGEND : 265 810

Pour le grade d'adjudant de réserve, les maréchaux des logis-chefs de réserve :

**Gabard-Gendreau** Georges NIGEND : 110 276

**Gérard** Thierry NIGEND : 129 453

**Gilbert** Marc NIGEND : 140 220

**Marrachelli** Emeline NIGEND : 256 643

**Phocas** Michel NIGEND : 115 422

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve, les gendarmes de réserve :

**Blons** Alain NIGEND : 127 136

**Carpentier** Hervé NIGEND : 150 278

**Delattre** Christophe NIGEND : 150 118

**Parigaux** Emilie NIGEND : 245 516

**Planchart** Jean-Louis NIGEND : 117 442

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale*

Pour le grade de major de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant de réserve: néant.



Pour le grade de maréchal de logis-chef de réserve : néant.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 15 novembre 2019.

*Le général, commandant  
la région de gendarmerie de Corse,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,*

T. MOUCHET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Corse

**Décision n° 8805 du 15 novembre 2019 portant promotion  
de sous-officiers de réserve de la région de gendarmerie de Corse**

NOR : INTJ1926748S

Le commandant de la région de gendarmerie de Corse, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 8804 du 15 novembre 2019 (NOR : INTJ1926747S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Les adjudants-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade de major de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

**Escaignoux** Norbert NIGEND : 144410

**Leprince** Alain NIGEND : 137340

**Staubermann** Stéphane NIGEND : 138318

Les adjudants de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

**Fachinetti** Yves NIGEND : 122223

**Simonetti** Jean-André NIGEND : 265810

Les maréchaux des logis-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

**Gabard-Gendreau** Georges NIGEND : 110276

**Gérard** Thierry NIGEND : 129453

**Gilbert** Marc NIGEND : 140220

**Marrachelli** Emeline NIGEND : 256643

**Phocas** Michel NIGEND : 115422

Les gendarmes de réserve dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

**Blons** Alain NIGEND : 127136

**Carpentier** Hervé NIGEND : 150278

**Delattre** Christophe NIGEND : 150118

**Parigaux** Emilie NIGEND : 245516

**Planchart** Jean-Louis NIGEND : 117442

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 15 novembre 2019.

*Le général, commandant  
la région de gendarmerie de Corse,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,*  
T. MOUCHET

NOR : INTJ1926788S

Vu le code de la défense:

Vu l'arrêté du 26 juillet 2016 fixant pour la gendarmerie nationale les conditions à remplir pour être proposable au grade supérieur dans la réserve opérationnelle;

Vu la circulaire n° 939 du 31 juillet 2019 relative à l'avancement des sous-officiers et militaires du rang de la réserve opérationnelle pour l'année 2019;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 14 novembre 2019,

Décide :

## Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la gendarmerie des transports aériens est arrêté ainsi qu'il suit :

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Pour le grade de major de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve, les adjudants de réserve :

**Lonca Guy** **NIGEND : 132426**

**Lafosse Eric** NIGEND : 97 751

**Riot Maryline** **NIGEND : 366 122**

Pour le grade d'adjudant de réserve, les maréchaux des logis-chefs de réserve :

**Kisiel Jean-Michel** **NIGEND : 108417**

**Gallezot** Didier **NIGEND** : 109 544

**Mayet** Thierry NIGEND : 111504

**Renoir** Pascal **NIGEND** : 113262

**Losson Lionel** NIGEND : 109918

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve, les gendarmes de réserve :

**Harmant Dominique** **NIGEND : 107857**

**Destrebecq Jean-Luc** **NIGEND : 117526**

**Millecamps Jacky** **NIGEND : 269 612**

**Nadifi Khalid** **NIGEND : 252 324**

**Le Floch** Fabrice NIGEND : 251 873

**Céciliot Julie** **NIGEND : 310793**

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale*

Pour le grade de major de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant de réserve: néant.

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve: néant.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 15 novembre 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie des transports aériens,*  
J.-P. GESNOT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Auvergne-Rhône-Alpes  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud-Est

**Décision n° 67132 du 15 novembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône de la Savoie, et de la Haute-Savoie**

NOR : INTJ1926740S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2016 fixant pour la gendarmerie nationale les conditions à remplir pour être proposable au grade supérieur dans la réserve opérationnelle;

Vu la circulaire n° 939 du 31 juillet 2019 relative à l'avancement des sous-officiers et militaires du rang de la réserve opérationnelle pour l'année 2019;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 6 novembre 2019,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes est arrêté ainsi qu'il suit :

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Pour le grade de major de réserve, les adjudants-chefs de réserve :

<b>Stoufflet</b> Lionel	NIGEND : 262 862
<b>Vessella</b> Pascal	NIGEND : 263 016
<b>Tisserand</b> Hervé	NIGEND : 121 359
<b>Berthollet</b> Jean-Luc	NIGEND : 260 669
<b>Marantier</b> Marc	NIGEND : 103 608
<b>Perez</b> Patrick	NIGEND : 107 780
<b>Vicq</b> Alain	NIGEND : 124 943
<b>Halley</b> Philippe	NIGEND : 94 440
<b>Germa</b> Patrick	NIGEND : 99 141
<b>Moser</b> Philippe	NIGEND : 126 064

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve, les adjudants de réserve :

<b>Fournier</b> Richard	NIGEND : 178 294
<b>Domain</b> Christian	NIGEND : 107 391
<b>Defoly</b> Franck	NIGEND : 148 334
<b>Boyard</b> Eugène	NIGEND : 104 763
<b>Goderon</b> Patrice	NIGEND : 106 164
<b>Dumas</b> Jean-Pierre	NIGEND : 107 396
<b>Chapelet</b> Ghislain	NIGEND : 110 132
<b>Guilhon</b> Jean-Marc	NIGEND : 118 576
<b>Brunel</b> Franck	NIGEND : 162 342
<b>Ferrand</b> Marc	NIGEND : 125 310
<b>Boitiaux</b> Daniel	NIGEND : 172 245

<b>Giroud Pascal</b>	NIGEND : 261 643
<b>Stoecklin Patrick</b>	NIGEND : 105 633
<b>Fawer Nadine</b>	NIGEND : 112 576
<b>Foucault Eric</b>	NIGEND : 121 685

Pour le grade d'adjudant de réserve, les maréchaux des logis-chefs de réserve :

<b>Juillard Denis</b>	NIGEND : 149 544
<b>Bettinger Jean-Luc</b>	NIGEND : 127 797
<b>Makhlouf Karim</b>	NIGEND : 198 669
<b>Flotat Christian</b>	NIGEND : 106 151
<b>Bertrand Gilles</b>	NIGEND : 260 675
<b>Sterlin Joffrey</b>	NIGEND : 262 859
<b>Séraille Alexandre</b>	NIGEND : 262 800
<b>Raffard Marian</b>	NIGEND : 104 713
<b>Rochette Gilles</b>	NIGEND : 105 490
<b>Garcia Gilles</b>	NIGEND : 107 154
<b>Guérin Claude</b>	NIGEND : 115 822
<b>Agnoletto Christian</b>	NIGEND : 116 583
<b>Segovia Grégoire</b>	NIGEND : 262 793
<b>Bonnard Rémy</b>	NIGEND : 260 748
<b>Chapelotte Christophe</b>	NIGEND : 260 978
<b>Thomas Jacques</b>	NIGEND : 262 913

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve, les gendarmes de réserve :

<b>Morle Franck</b>	NIGEND : 262 312
<b>Chevrier Armelle</b>	NIGEND : 178 624
<b>Truchon Olivier</b>	NIGEND : 262 954
<b>Gras Jean-Philippe</b>	NIGEND : 264 457
<b>Lebeau Jean-Luc</b>	NIGEND : 261 990
<b>Berne Gérald</b>	NIGEND : 260 660
<b>Blanchet Denis</b>	NIGEND : 260 723
<b>Campo Marine</b>	NIGEND : 311 064
<b>Lodyn Claire</b>	NIGEND : 262 043
<b>Valente Sébastien</b>	NIGEND : 262 970
<b>Matib Vladimir</b>	NIGEND : 262 178
<b>Bricout Nicolas</b>	NIGEND : 260 839
<b>Ortolland David</b>	NIGEND : 262 382
<b>Maniscalco Sabrina</b>	NIGEND : 262 096
<b>Grassot Nicolas</b>	NIGEND : 333 485
<b>Deygas Frédéric</b>	NIGEND : 102 088
<b>Dupuy Raphaël</b>	NIGEND : 261 356
<b>Grostabussiat Lionel</b>	NIGEND : 277 102
<b>Kremer David</b>	NIGEND : 261 905
<b>Belloccio Fabrizi</b>	NIGEND : 316 409
<b>Cerezuela Guy</b>	NIGEND : 260 943
<b>Danh David</b>	NIGEND : 261 169
<b>Deperdu Patrice</b>	NIGEND : 261 250
<b>Rebillard Daniel</b>	NIGEND : 330 870
<b>Rougert Jean-Pierre</b>	NIGEND : 262 713
<b>Saidane Laurent</b>	NIGEND : 262 751
<b>Gruet-Masson Sylvain</b>	NIGEND : 261 714
<b>Moriani Stéphane</b>	NIGEND : 262 308

<b>Aranega</b> Laurent	NIGEND : 260 505
<b>Duchet</b> Rémi	NIGEND : 261 322
<b>Ischia-Poncet</b> Aude	NIGEND : 261 826
<b>Sahuc</b> Christelle	NIGEND : 315 977

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale*

Pour le grade de major de réserve, l'adjudant-chef de réserve :

**Plazanet** Philippe NIGEND : 167 598

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant de réserve: néant.

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve: néant.

#### Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 15 novembre 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,*  
P. GUIMBERT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Auvergne-Rhône-Alpes  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud-Est

**Décision n° 67133 du 15 novembre 2019 portant promotion des sous-officiers de réserve des groupement de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie**

NOR : INTJ1926741S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 67132 du 15 novembre 2019 (NOR : INTJ1926740S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Les adjudants-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade de major de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

<b>Stoufflet</b> Lionel	NIGEND : 262 862
<b>Vessella</b> Pascal	NIGEND : 263 016
<b>Tisserand</b> Hervé	NIGEND : 121 359
<b>Berthollet</b> Jean-Luc	NIGEND : 260 669
<b>Marantier</b> Marc	NIGEND : 103 608
<b>Perez</b> Patrick	NIGEND : 107 780
<b>Vicq</b> Alain	NIGEND : 124 943
<b>Halley</b> Philippe	NIGEND : 94 440
<b>Germa</b> Patrick	NIGEND : 99 141
<b>Moser</b> Philippe	NIGEND : 126 064

Les adjudants de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

<b>Fournier</b> Richard	NIGEND : 178 294
<b>Domain</b> Christian	NIGEND : 107 391
<b>Defoly</b> Franck	NIGEND : 148 334
<b>Boyard</b> Eugène	NIGEND : 104 763
<b>Goderon</b> Patrice	NIGEND : 106 164
<b>Dumas</b> Jean-Pierre	NIGEND : 107 396
<b>Chapelet</b> Ghislain	NIGEND : 110 132
<b>Guilhon</b> Jean-Marc	NIGEND : 118 576
<b>Brunel</b> Franck	NIGEND : 162 342
<b>Ferrand</b> Marc	NIGEND : 125 310
<b>Boitiaux</b> Daniel	NIGEND : 172 245
<b>Giroud</b> Pascal	NIGEND : 261 643
<b>Stoecklin</b> Patrick	NIGEND : 105 633
<b>Fawer</b> Nadine	NIGEND : 112 576
<b>Foucault</b> Eric	NIGEND : 121 685



Les maréchaux des logis-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

<b>Juillard Denis</b>	NIGEND : 149 544
<b>Bettinger Jean-Luc</b>	NIGEND : 127 797
<b>Makhlouf Karim</b>	NIGEND : 198 669
<b>Flotat Christian</b>	NIGEND : 106 151
<b>Bertrand Gilles</b>	NIGEND : 260 675
<b>Sterlin Joffrey</b>	NIGEND : 262 859
<b>Seraille Alexandre</b>	NIGEND : 262 800
<b>Raffard Marian</b>	NIGEND : 104 713
<b>Rochette Gilles</b>	NIGEND : 105 490
<b>Garcia Gilles</b>	NIGEND : 107 154
<b>Guérin Claude</b>	NIGEND : 115 822
<b>Agnoletto Christian</b>	NIGEND : 116 583
<b>Segovia Grégoire</b>	NIGEND : 262 793
<b>Bonnard Rémy</b>	NIGEND : 260 748
<b>Chapelotte Christophe</b>	NIGEND : 260 978
<b>Thomas Jacques</b>	NIGEND : 262 913

Les gendarmes de réserve dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

<b>Morle Franck</b>	NIGEND : 262 312
<b>Chevrier Armelle</b>	NIGEND : 178 624
<b>Truchon Olivier</b>	NIGEND : 262 954
<b>Gras Jean-Philippe</b>	NIGEND : 264 457
<b>Lebeau Jean-Luc</b>	NIGEND : 261 990
<b>Berne Gérald</b>	NIGEND : 260 660
<b>Blanchet Denis</b>	NIGEND : 260 723
<b>Campo Marine</b>	NIGEND : 311 064
<b>Lodyn Claire</b>	NIGEND : 262 043
<b>Valente Sébastien</b>	NIGEND : 262 970
<b>Matib Vladimir</b>	NIGEND : 262 178
<b>Bricout Nicolas</b>	NIGEND : 260 839
<b>Ortolland David</b>	NIGEND : 262 382
<b>Maniscalco Sabrina</b>	NIGEND : 262 096
<b>Grassot Nicolas</b>	NIGEND : 333 485
<b>Deygas Frédéric</b>	NIGEND : 102 088
<b>Dupuy Raphaël</b>	NIGEND : 261 356
<b>Grostabussiat Lionel</b>	NIGEND : 277 102
<b>Kremer David</b>	NIGEND : 261 905
<b>Belloccio Fabrizi</b>	NIGEND : 316 409
<b>Cerezuela Guy</b>	NIGEND : 260 943
<b>Danh David</b>	NIGEND : 261 169
<b>Deperdu Patrice</b>	NIGEND : 261 250
<b>Rebillard Daniel</b>	NIGEND : 330 870
<b>Rougert Jean-Pierre</b>	NIGEND : 262 713
<b>Saidane Laurent</b>	NIGEND : 262 751
<b>Gruet-Masson Sylvain</b>	NIGEND : 261 714
<b>Moriani Stéphane</b>	NIGEND : 262 308
<b>Aranega Laurent</b>	NIGEND : 260 505
<b>Duchet Rémi</b>	NIGEND : 261 322

**Ischia-Poncet** Aude

NIGEND : 261 826

**Sahuc** Christelle

NIGEND : 315 977

Article 2

*Sous-officier de réserve rattaché au corps des sous-officiers du corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale*

L'adjudant-chef de réserve dont le nom suit est promu au grade de major de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

**Plazenet** Philippe

NIGEND : 167 598

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 15 novembre 2019.

*Le général de corps d'armée, commandant  
la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,*

**P. GUIMBERT**

NOR : INTJ1926789S

Le commandant de la gendarmerie des transports aériens,  
Vu le code de la défense;  
Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;  
Vu la décision n° 10807 du 15 novembre 2019 (NOR : INTJ1926788S),

Décide :

## Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Les adjudants de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

**Lonca Guy** **NIGEND : 132 426**

**Lafosse Eric** **NIGEND : 97 751**

**Riot Maryline** **NIGEND : 366 122**

Les maréchaux des logis-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

**Kiesel Jean-Michel** NIGEND : 108417

**Gallezot Didier** **NIGEND : 109 544**

**Mayet Thierry** **NIGEND : 111 504**

**Renoir** Pascal NIGEND : 113 262

**Losson Lionel** **NIGEND : 109918**

Les gendarmes de réserve dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

**Harmant Dominique** **NIGEND : 107857**

**Destrebecq Jean-Luc** **NIGEND : 117526**

**Millecamps Jacky** **NIGEND : 269612**

**Nadifi Khalid** NIGEND : 252 324

**Le Floch Fabrice** **NIGEND : 251 873**

**Céciliot Julie** **NIGEND : 310793**

## Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 18 novembre 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie des transports aériens,*  
J.-P. GESNOT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud

**Décision n° 53239 du 18 novembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur**

NOR : INTJ1926745S

Le commandant de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur, et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2016 fixant pour la gendarmerie nationale les conditions à remplir pour être proposable au grade supérieur dans la réserve opérationnelle;

Vu la circulaire n° 939 du 31 juillet 2019 relative à l'avancement des sous-officiers et militaires du rang de la réserve opérationnelle pour l'année 2019;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 13 novembre 2019,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur est arrêté ainsi qu'il suit:

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Pour le grade de major de réserve, les adjudants-chefs de réserve:

<b>Pacchini Jean-Marc</b>	NIGEND : 96 576
<b>Rovegno Claude</b>	NIGEND : 265 659
<b>Delacourt Pascal</b>	NIGEND : 106 935
<b>Manaud Patrick</b>	NIGEND : 351 903
<b>Perignat Sébastien</b>	NIGEND : 265 351
<b>Sanchez Denis</b>	NIGEND : 115 318
<b>Laval Philippe</b>	NIGEND : 264 758
<b>Choisy Laurent</b>	NIGEND : 263 776
<b>Lucquiaud Franck</b>	NIGEND : 145 698
<b>Fouquart Emmanuel</b>	NIGEND : 146 640
<b>Guevant Claude</b>	NIGEND : 138 557
<b>Ouvrelle Dominique</b>	NIGEND : 265 267
<b>Eyssautier Johann</b>	NIGEND : 264 146
<b>Diaz Christian</b>	NIGEND : 264 007
<b>Debonnière Eric</b>	NIGEND : 148 171

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve, les adjudants de réserve:

<b>Bartolucci Philippe</b>	NIGEND : 263 277
<b>Astier Jean-François</b>	NIGEND : 263 197
<b>Cabanes Patrick</b>	NIGEND : 263 594
<b>Marlay Alain</b>	NIGEND : 105 185
<b>Assutta Josiane</b>	NIGEND : 127 899
<b>Montibus Yann</b>	NIGEND : 265 138

<b>Lippi</b> Frédéric	NIGEND : 264 848
<b>Roncalli</b> Sébastien	NIGEND : 265 612
<b>Sainty</b> François	NIGEND : 265 693
<b>Gueli</b> Franck	NIGEND : 264 483
<b>Garcia</b> Christian	NIGEND : 264 304
<b>Charroy</b> Patrick	NIGEND : 111 191
<b>Corleone</b> Jean-Marc	NIGEND : 263 830
<b>Saulo</b> Patrick	NIGEND : 265 734
<b>Commun</b> André	NIGEND : 156 415
<b>Pey</b> Thierry	NIGEND : 265 370
<b>Khalfaoui</b> Philippe	NIGEND : 264 671
<b>Alizard</b> Dominique	NIGEND : 102 578
<b>Barre</b> Loïc	NIGEND : 203 887
<b>Andreu</b> Emmanuel	NIGEND : 263 164
<b>Dubar</b> Ghislain	NIGEND : 113 088
<b>Berge</b> Bernard	NIGEND : 124 653
<b>Cavaliere</b> Bruno	NIGEND : 263 690
<b>Ramon Dols</b> Jérôme	NIGEND : 215 390

Pour le grade d'adjudant de réserve, les maréchaux des logis-chefs de réserve :

<b>Lefebvre</b> Dominique	NIGEND : 117 668
<b>Hechinger</b> Dominique	NIGEND : 131 793
<b>Onteniente</b> Thierry	NIGEND : 117 322
<b>Loque</b> Jean-Marc	NIGEND : 146 384
<b>Barraco</b> Guy	NIGEND : 263 263
<b>Bayle</b> Emmanuel	NIGEND : 263 293
<b>Erceau</b> Christophe	NIGEND : 141 779
<b>Meurou</b> Renaud	NIGEND : 265 076
<b>Becq</b> Thierry	NIGEND : 98 106
<b>Bennouar</b> Sabrina	NIGEND : 196 375
<b>Groux</b> Muriel	NIGEND : 264 479
<b>Aussel</b> Thierry	NIGEND : 263 214
<b>Micellis</b> Henri	NIGEND : 265 084
<b>Casamassima</b> Cataldino	NIGEND : 157 850
<b>Cousinat</b> Stéphane	NIGEND : 263 851
<b>Seva</b> Olivier	NIGEND : 265 791
<b>Magnin</b> Marc	NIGEND : 264 908
<b>Vigne</b> Frédéric	NIGEND : 176 072
<b>Berton</b> Franck	NIGEND : 119 063
<b>Gagnoulet</b> Patrick	NIGEND : 145 187
<b>Asnar</b> Christophe	NIGEND : 157 234
<b>Fernandes</b> José	NIGEND : 264 197
<b>Fernandes</b> Alexis	NIGEND : 264 196
<b>Cadet</b> Yann	NIGEND : 172 249
<b>Vilment</b> Frédéric	NIGEND : 113 458
<b>Letourniant</b> Pascal	NIGEND : 337 854
<b>Amiel</b> Stéphane	NIGEND : 110 228
<b>Pieri</b> François	NIGEND : 265 390

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve, les gendarmes de réserve :

<b>Tavernier</b> Muriel	NIGEND : 362 678
<b>Roth</b> Sylvain	NIGEND : 125 039

<b>Dartois Jean</b>	NIGEND : 128 881
<b>Barre Philippe</b>	NIGEND : 263 265
<b>Forte Mathias</b>	NIGEND : 374 877
<b>Tropeano Laurent</b>	NIGEND : 265 942
<b>Linac Sonia</b>	NIGEND : 331 663
<b>Davignon Marilyne</b>	NIGEND : 278 648
<b>Hamon Grégory</b>	NIGEND : 225 106
<b>Mattana Manuel</b>	NIGEND : 265 011
<b>Bregre Ingrid</b>	NIGEND : 307 966
<b>Cochonot Jean-Philippe</b>	NIGEND : 117 257
<b>Barbe Robert</b>	NIGEND : 123 696
<b>Rustenholtz Mark</b>	NIGEND : 265 673
<b>Escarabajal Jean-Claude</b>	NIGEND : 255 131
<b>Boisson Diana</b>	NIGEND : 258 634
<b>Verney Laurent</b>	NIGEND : 379 069
<b>Adelaine Patrick</b>	NIGEND : 120 527
<b>Placette Yoann</b>	NIGEND : 246 106
<b>Mourgues Brice</b>	NIGEND : 326 983
<b>Kernalleguen Angéline</b>	NIGEND : 315 478
<b>Mancuso Yann</b>	NIGEND : 264 922
<b>Orval Guillaume</b>	NIGEND : 265 260
<b>Callea Eraldo</b>	NIGEND : 263 609
<b>Pomelle Cyrille</b>	NIGEND : 174 856
<b>Firmin Fabrice</b>	NIGEND : 264 227
<b>Milanini Sébastien</b>	NIGEND : 265 101
<b>Rochas Hervé</b>	NIGEND : 265 582
<b>Roustang Cédric</b>	NIGEND : 262 727
<b>Lefrançois Damien</b>	NIGEND : 310 483
<b>Bressoulaly Eric</b>	NIGEND : 171 029
<b>Galien Guillaume</b>	NIGEND : 314 904
<b>Dupont Jean-François</b>	NIGEND : 264 075
<b>Dhahbi Sonia</b>	NIGEND : 313 761
<b>Gayraud Raphaël</b>	NIGEND : 264 343
<b>Morales Bertrand</b>	NIGEND : 252 284
<b>Ramiaramanana Lababa</b>	NIGEND : 265 494
<b>Caillard Aude</b>	NIGEND : 241 630
<b>Magrez Jérôme</b>	NIGEND : 264 910
<b>Europa Jean-Marc</b>	NIGEND : 157 875
<b>Combe d'alma Marie</b>	NIGEND : 324 755
<b>Rivet Roland</b>	NIGEND : 151 426
<b>Balondrade Christophe</b>	NIGEND : 263 242
<b>Costil Gregory</b>	NIGEND : 321 207

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale*

Pour le grade de major de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant de réserve: néant.

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve: néant.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 18 novembre 2019.

*Le général de corps d'armée, commandant  
la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur,  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,*  
M. LÉVÊQUE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud

**Décision n° 53263 du 18 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de réserve  
de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur**

NOR : INTJ1926746S

Le commandant de la région gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur, et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 53239 du 18 novembre 2019 (NOR : INTJ1926745S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Pour le grade de major de réserve, les adjudants-chefs de réserve :

<b>Pacchini Jean-Marc</b>	NIGEND : 96 576
<b>Rovegno Claude</b>	NIGEND : 265 659
<b>Delacourt Pascal</b>	NIGEND : 106 935
<b>Manaud Patrick</b>	NIGEND : 351 903
<b>Pérignat Sébastien</b>	NIGEND : 265 351
<b>Sanchez Denis</b>	NIGEND : 115 318
<b>Laval Philippe</b>	NIGEND : 264 758
<b>Choisy Laurent</b>	NIGEND : 263 776
<b>Lucquiaud Franck</b>	NIGEND : 145 698
<b>Fouquart Emmanuel</b>	NIGEND : 146 640
<b>Guévant Claude</b>	NIGEND : 138 557
<b>Ouvrelle Dominique</b>	NIGEND : 265 267
<b>Eyssautier Johann</b>	NIGEND : 264 146
<b>Diaz Christian</b>	NIGEND : 264 007
<b>Debonnière Eric</b>	NIGEND : 148 171

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve, les adjudants de réserve :

<b>Bartolucci Philippe</b>	NIGEND : 263 277
<b>Astier Jean-François</b>	NIGEND : 263 197
<b>Cabanes Patrick</b>	NIGEND : 263 594
<b>Marlay Alain</b>	NIGEND : 105 185
<b>Assutta Josiane</b>	NIGEND : 127 899
<b>Montibus Yann</b>	NIGEND : 265 138
<b>Lippi Frédéric</b>	NIGEND : 264 848
<b>Roncalli Sébastien</b>	NIGEND : 265 612
<b>Sainty François</b>	NIGEND : 265 693
<b>Gueli Franck</b>	NIGEND : 264 483
<b>Garcia Christian</b>	NIGEND : 264 304
<b>Charroy Patrick</b>	NIGEND : 111 191



<b>Corleone Jean-Marc</b>	NIGEND : 263 830
<b>Saulo Patrick</b>	NIGEND : 265 734
<b>Commun André</b>	NIGEND : 156 415
<b>Pey Thierry</b>	NIGEND : 265 370
<b>Khalfaoui Philippe</b>	NIGEND : 264 671
<b>Alizard Dominique</b>	NIGEND : 102 578
<b>Barre Loïc</b>	NIGEND : 203 887
<b>Andreu Emmanuel</b>	NIGEND : 263 164
<b>Dubar Ghislain</b>	NIGEND : 113 088
<b>Berge Bernard</b>	NIGEND : 124 653
<b>Cavalière Bruno</b>	NIGEND : 263 690
<b>Ramon Dols Jérôme</b>	NIGEND : 215 390

Pour le grade d'adjudant de réserve, les maréchaux des logis-chefs de réserve :

<b>Lefebvre Dominique</b>	NIGEND : 117 668
<b>Hechinger Dominique</b>	NIGEND : 131 793
<b>Onteniente Thierry</b>	NIGEND : 117 322
<b>Loque Jean-Marc</b>	NIGEND : 146 384
<b>Barraco Guy</b>	NIGEND : 263 263
<b>Bayle Emmanuel</b>	NIGEND : 263 293
<b>Erceau Christophe</b>	NIGEND : 141 779
<b>Meurou Renaud</b>	NIGEND : 265 076
<b>Becq Thierry</b>	NIGEND : 98 106
<b>Bennouar Sabrina</b>	NIGEND : 196 375
<b>Groux Muriel</b>	NIGEND : 264 479
<b>Aussel Thierry</b>	NIGEND : 263 214
<b>Micellis Henri</b>	NIGEND : 265 084
<b>Casamassima Cataldino</b>	NIGEND : 157 850
<b>Cousinat Stéphane</b>	NIGEND : 263 851
<b>Seva Olivier</b>	NIGEND : 265 791
<b>Magnin Marc</b>	NIGEND : 264 908
<b>Vigne Frédéric</b>	NIGEND : 176 072
<b>Berton Franck</b>	NIGEND : 119 063
<b>Gagnoulet Patrick</b>	NIGEND : 145 187
<b>Asnar Christophe</b>	NIGEND : 157 234
<b>Fernandes José</b>	NIGEND : 264 197
<b>Fernandes Alexis</b>	NIGEND : 264 196
<b>Cadet Yann</b>	NIGEND : 172 249
<b>Vilment Frédéric</b>	NIGEND : 113 458
<b>Letourniant Pascal</b>	NIGEND : 337 854
<b>Amiel Stéphane</b>	NIGEND : 110 228
<b>Pieri François</b>	NIGEND : 265 390

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve, les gendarmes de réserve :

<b>Tavernier Muriel</b>	NIGEND : 362 678
<b>Roth Sylvain</b>	NIGEND : 125 039
<b>Dartois Jean</b>	NIGEND : 128 881
<b>Barre Philippe</b>	NIGEND : 263 265
<b>Forte Mathias</b>	NIGEND : 374 877
<b>Tropeano Laurent</b>	NIGEND : 265 942
<b>Linac Sonia</b>	NIGEND : 331 663
<b>Davignon Marilyne</b>	NIGEND : 278 648

<b>Hamon</b> Grégory	NIGEND : 225 106
<b>Mattana</b> Manuel	NIGEND : 265 011
<b>Brègre</b> Ingrid	NIGEND : 307 966
<b>Cochonot</b> Jean-Philippe	NIGEND : 117 257
<b>Barbe</b> Robert	NIGEND : 123 696
<b>Rustenholtz</b> Mark	NIGEND : 265 673
<b>Escarabajal</b> Jean-Claude	NIGEND : 255 131
<b>Boisson</b> Diana	NIGEND : 258 634
<b>Verney</b> Laurent	NIGEND : 379 069
<b>Adelaine</b> Patrick	NIGEND : 120 527
<b>Placette</b> Yoann	NIGEND : 246 106
<b>Mourgues</b> Brice	NIGEND : 326 983
<b>Kernalleguen</b> Angéline	NIGEND : 315 478
<b>Mancuso</b> Yann	NIGEND : 264 922
<b>Orval</b> Guillaume	NIGEND : 265 260
<b>Callea</b> Eraldo	NIGEND : 263 609
<b>Pomelle</b> Cyrille	NIGEND : 174 856
<b>Firmin</b> Fabrice	NIGEND : 264 227
<b>Milanini</b> Sébastien	NIGEND : 265 101
<b>Rochas</b> Hervé	NIGEND : 265 582
<b>Roustang</b> Cédric	NIGEND : 262 727
<b>Lefrançois</b> Damien	NIGEND : 310 483
<b>Bressoulaly</b> Eric	NIGEND : 171 029
<b>Galien</b> Guillaume	NIGEND : 314 904
<b>Dupont</b> Jean-François	NIGEND : 264 075
<b>Dhahbi</b> Sonia	NIGEND : 313 761
<b>Gayraud</b> Raphaël	NIGEND : 264 343
<b>Morales</b> Bertrand	NIGEND : 252 284
<b>Ramiamanana</b> Lababa	NIGEND : 265 494
<b>Caillard</b> Aude	NIGEND : 241 630
<b>Magrez</b> Jérôme	NIGEND : 264 910
<b>Europa</b> Jean-Marc	NIGEND : 157 875
<b>Combe d'Alma</b> Marie	NIGEND : 324 755
<b>Rivet</b> Roland	NIGEND : 151 426
<b>Balondrade</b> Christophe	NIGEND : 263 242
<b>Costil</b> Grégory	NIGEND : 321 207

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 18 novembre 2019.

*Le général de corps d'armée, commandant  
la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur,  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,*  
M. LÉVÊQUE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Île-de-France  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité de Paris

**Décision n° 50471 du 19 novembre 2019 portant promotion  
de sous-officiers de réserve de la région de gendarmerie d'Île-de-France**

NOR : INTJ1926715S

Le commandant de la région gendarmerie d'Île-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 50474 du 19 novembre 2019 (NOR : INTJ1926713S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Les adjudants-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade de major de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

<b>Cochez Patrick</b>	NIGEND : 103 272
<b>Le Coidic Eric</b>	NIGEND : 251 868
<b>Salaun Jean-Christophe</b>	NIGEND : 252 824
<b>Rouvière Frédéric</b>	NIGEND : 124 835
<b>Minichino Carmine</b>	NIGEND : 252 254

Les adjudants de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

<b>Pichard Loïc</b>	NIGEND : 252 541
<b>Doizie Bruno</b>	NIGEND : 251 089
<b>Berchot Didier</b>	NIGEND : 250 350
<b>Edouard Nellec Jean-Pierre</b>	NIGEND : 251 184
<b>Ferreira Pedro</b>	NIGEND : 251 260
<b>Goullemot Frédéric</b>	NIGEND : 251 472
<b>Hébert Xavier</b>	NIGEND : 251 586
<b>Rouyer Laurent</b>	NIGEND : 252 791
<b>Fernandez Francisco</b>	NIGEND : 127 597
<b>Le Merrer Jean</b>	NIGEND : 105 058

Les maréchaux des logis-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

<b>Béranger Sylvain</b>	NIGEND : 250 346
<b>Mechiche Hamid</b>	NIGEND : 252 181
<b>Carlu Christophe</b>	NIGEND : 250 632
<b>Guyolard Franck</b>	NIGEND : 251 550
<b>Harboux Yannick</b>	NIGEND : 251 572
<b>Ardouin Cyril</b>	NIGEND : 250 174
<b>Aulagnier Alban</b>	NIGEND : 316 633
<b>Chabane Kevyne-Karim</b>	NIGEND : 316 754
<b>Dipimat-Azozet Ismaël</b>	NIGEND : 251 080
<b>Ghenimi Karim</b>	NIGEND : 328 795

<b>Gondeau Alain</b>	NIGEND : 212 010
<b>Martinez François</b>	NIGEND : 277 538
<b>Piercy Laurent</b>	NIGEND : 252 546
<b>Sault Harry</b>	NIGEND : 196 508
<b>Bellegante Patrice</b>	NIGEND : 129 083
<b>Bernardin Frédéric</b>	NIGEND : 250 363
<b>Brunswick Guillaume</b>	NIGEND : 276 404
<b>Caignet Christophe</b>	NIGEND : 250 598
<b>Canal Guillaume</b>	NIGEND : 276 430
<b>Fertala Mathieu</b>	NIGEND : 240 027
<b>Hadzic Stéphanie</b>	NIGEND : 326 594

Les gendarmes de réserve dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

<b>Guillory Eric</b>	NIGEND : 114 600
<b>Pagani Stéphane</b>	NIGEND : 129 741
<b>Fostier Grégory</b>	NIGEND : 231 204
<b>Diochot Laury</b>	NIGEND : 251 079
<b>Boulangé Laurent</b>	NIGEND : 250 480
<b>Villedieu Snorri</b>	NIGEND : 253 140
<b>Bimane Yvens</b>	NIGEND : 217 665
<b>Bonaly Romain</b>	NIGEND : 250 444
<b>Camizuli Billy</b>	NIGEND : 320 131
<b>Coiron Davy</b>	NIGEND : 322 989
<b>Demota Kevin</b>	NIGEND : 302 969
<b>Ahbib Fatima</b>	NIGEND : 353 978
<b>Azria Nino</b>	NIGEND : 342 955
<b>Bleier-Mathieu Christophe</b>	NIGEND : 250 421
<b>Coutty Sylvestre</b>	NIGEND : 250 844
<b>Le Poulchasse Philippe</b>	NIGEND : 251 888
<b>Léger Cédric</b>	NIGEND : 196 289
<b>Rosiak Daniel</b>	NIGEND : 252 766
<b>Thibaudeau Simon</b>	NIGEND : 353 459
<b>Toussaint Sébastien</b>	NIGEND : 337 248

## Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 19 novembre 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie d'Île-de-France,  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,*  
E.-P. MOLOWA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Île-de-France  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité de Paris

**Décision n°50474 du 19 novembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la région de gendarmerie d'Île-de-France et gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris**

NOR : INTJ1926713S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Île-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2016 fixant pour la gendarmerie nationale les conditions à remplir pour être proposable au grade supérieur dans la réserve opérationnelle;

Vu la circulaire n°939 du 31 juillet 2019 relative à l'avancement des sous-officiers et militaires du rang de la réserve opérationnelle pour l'année 2019;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 18 novembre 2019,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la région de gendarmerie d'Île-de-France est arrêté ainsi qu'il suit:

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Pour le grade de major de réserve, les adjudants-chefs de réserve :

<b>Cochez Patrick</b>	NIGEND : 103 272
<b>Le Coidic Eric</b>	NIGEND : 251 868
<b>Salaun Jean-Christophe</b>	NIGEND : 252 824
<b>Rouvière Frédéric</b>	NIGEND : 124 835
<b>Minichino Carmine</b>	NIGEND : 252 254

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve, les adjudants de réserve :

<b>Pichard Loïc</b>	NIGEND : 252 541
<b>Doizie Bruno</b>	NIGEND : 251 089
<b>Berchot Didier</b>	NIGEND : 250 350
<b>Edouard Nellec Jean-Pierre</b>	NIGEND : 251 184
<b>Ferreira Pedro</b>	NIGEND : 251 260
<b>Goullemot Frédéric</b>	NIGEND : 251 472
<b>Hebert Xavier</b>	NIGEND : 251 586
<b>Rouyer Laurent</b>	NIGEND : 252 791
<b>Fernandez Francisco</b>	NIGEND : 127 597
<b>Le Merrer Jean</b>	NIGEND : 105 058

Pour le grade d'adjudant de réserve, les maréchaux des logis-chefs de réserve :

<b>Béranger Sylvain</b>	NIGEND : 250 346
<b>Mechiche Hamid</b>	NIGEND : 252 181

<b>Carlu</b> Christophe	NIGEND : 250 632
<b>Guyolard</b> Franck	NIGEND : 251 550
<b>Harboux</b> Yannick	NIGEND : 251 572
<b>Ardouin</b> Cyril	NIGEND : 250 174
<b>Aulagnier</b> Alban	NIGEND : 316 633
<b>Chabane</b> Kevyne-Karim	NIGEND : 316 754
<b>Dipimat-Azozet</b> Ismael	NIGEND : 251 080
<b>Ghenimi</b> Karim	NIGEND : 328 795
<b>Gondeau</b> Alain	NIGEND : 212 010
<b>Martinez</b> François	NIGEND : 277 538
<b>Piercy</b> Laurent	NIGEND : 252 546
<b>Sault</b> Harry	NIGEND : 196 508
<b>Bellegante</b> Patrice	NIGEND : 129 083
<b>Bernardin</b> Frédéric	NIGEND : 250 363
<b>Brunswick</b> Guillaume	NIGEND : 276 404
<b>Caignet</b> Christophe	NIGEND : 250 598
<b>Canal</b> Guillaume	NIGEND : 276 430
<b>Fertala</b> Mathieu	NIGEND : 240 027
<b>Hadzic</b> Stéphanie	NIGEND : 326 594

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve, les gendarmes de réserve :

<b>Guillory</b> Eric	NIGEND : 114 600
<b>Pagani</b> Stéphane	NIGEND : 129 741
<b>Fostier</b> Grégory	NIGEND : 231 204
<b>Diochot</b> Laury	NIGEND : 251 079
<b>Boulangé</b> Laurent	NIGEND : 250 480
<b>Villedieu</b> Snorri	NIGEND : 253 140
<b>Bimane</b> Yvens	NIGEND : 217 665
<b>Bonaly</b> Romain	NIGEND : 250 444
<b>Camizuli</b> Billy	NIGEND : 320 131
<b>Coiron</b> Davy	NIGEND : 322 989
<b>Demota</b> Kevin	NIGEND : 302 969
<b>Ahbib</b> Fatima	NIGEND : 353 978
<b>Azria</b> Nino	NIGEND : 342 955
<b>Bleier-Mathieu</b> Christophe	NIGEND : 250 421
<b>Coutty</b> Sylvestre	NIGEND : 250 844
<b>Le Poulchasse</b> Philippe	NIGEND : 251 888
<b>Leger</b> Cédric	NIGEND : 196 289
<b>Rosiak</b> Daniel	NIGEND : 252 766
<b>Thibaudeau</b> Simon	NIGEND : 353 459
<b>Toussaint</b> Sébastien	NIGEND : 337 248

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale*

Pour le grade de major de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve: néant.

Pour le grade d'adjudant de réserve: néant.

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve: néant.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 19 novembre 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie d'Île-de-France  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,*  
É.-P. MOLOWA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Occitanie

**Décision n° 33333 du 25 novembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, l'Aveyron, la Haute-Garonne, le Gers, le Lot, les Hautes-Pyrénées, le Tarn et le Tarn-et-Garonne**

NOR : INTJ1926751S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2016 fixant pour la gendarmerie nationale les conditions à remplir pour être proposable au grade supérieur dans la réserve opérationnelle;

Vu la circulaire n° 939 du 31 juillet 2019 relative à l'avancement des sous-officiers et militaires du rang de la réserve opérationnelle pour l'année 2019;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 19 novembre 2019,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier de réserve de la gendarmerie d'Occitanie est arrêté ainsi qu'il suit:

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Pour le grade de major de réserve, les adjudants-chefs de réserve:

<b>Gaillard Jean-Paul</b>	NIGEND : 109077
<b>Marquier Michel</b>	NIGEND : 119996
<b>Aurensan Patrick</b>	NIGEND : 118618

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve, les adjudants de réserve:

<b>Carra Gérard</b>	NIGEND : 142535
<b>Rambinaising Nelly</b>	NIGEND : 324744
<b>Piccoli Jean-Marc</b>	NIGEND : 257287

Pour le grade d'adjudant de réserve, les maréchaux des logis-chefs de réserve:

<b>Masson Jean-Philippe</b>	NIGEND : 256706
<b>Fernandez Daniel</b>	NIGEND : 119185
<b>Fernandez Jean</b>	NIGEND : 122510
<b>Rey Eric</b>	NIGEND : 119034
<b>Filhol Daniel</b>	NIGEND : 135027
<b>Vigneau Jean-Claude</b>	NIGEND : 258377
<b>Trévisson Franck</b>	NIGEND : 258232
<b>Solomiac Christophe</b>	NIGEND : 257987

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve, les gendarmes de réserve:

<b>Flores-Garcia Cyril</b>	NIGEND : 255298
<b>Fernandes Rui</b>	NIGEND : 255247
<b>Resse Emmanuel</b>	NIGEND : 355230
<b>Gautard Jean-Luc</b>	NIGEND : 133337
<b>Therme Abel</b>	NIGEND : 258136



<b>Bascoules</b> Géraldine	NIGEND : 253 542
<b>Delente</b> Jean-Marc	NIGEND : 327 937
<b>Bigaran</b> André	NIGEND : 70 542
<b>Tejero</b> Patrick	NIGEND : 134 857
<b>Soltane</b> Karim	NIGEND : 257 988
<b>Puygrenier</b> Emilie	NIGEND : 185 674
<b>Arquier</b> Alix	NIGEND : 336 944
<b>Huguet</b> Yoann	NIGEND : 318 622
<b>Martins</b> Guillaume	NIGEND : 239 922
<b>Fabre</b> Florian	NIGEND : 255 178

Article 2

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers du corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale*

Pour le grade de major de réserve : néant.

Pour le grade d'adjudant-chef de réserve, l'adjudant de réserve :

**Nougayrede** Maryse NIGEND : 123 795

Pour le grade d'adjudant de réserve : néant.

Pour le grade de maréchal des logis-chef de réserve : néant.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 25 novembre 2019.

*Le général de division, commandant  
la région de gendarmerie Occitanie,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,*  
J. PLAYS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Occitanie

**Décision n° 33338 du 25 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de réserve des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, l'Aveyron, la Haute-Garonne, le Gers, le Lot, les Hautes-Pyrénées, le Tarn et le Tarn-et-Garonne**

NOR : INTJ1926752S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 33333 du 25 novembre 2019 (NOR : INTJ1926751S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Les adjudants-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade de major de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

**Gaillard Jean-Paul** NIGEND : 109077

**Marquier Michel** NIGEND : 119996

**Aurensan Patrick** NIGEND : 118618

Les adjudants de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

**Carra Gérard** NIGEND : 142535

**Rambinaising Nelly** NIGEND : 324744

**Piccoli Jean-Marc** NIGEND : 257287

Les maréchaux des logis-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

**Masson Jean-Philippe** NIGEND : 256706

**Fernandez Daniel** NIGEND : 119185

**Fernandez Jean** NIGEND : 122510

**Rey Eric** NIGEND : 119034

**Filhol Daniel** NIGEND : 135027

**Vigneau Jean-Claude** NIGEND : 258377

**Trévisson Franck** NIGEND : 258232

**Solomiac Christophe** NIGEND : 257987

Les gendarmes de réserve dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019:

**Flores-Garcia Cyril** NIGEND : 255298

**Fernandes Rui** NIGEND : 255247

**Resse Emmanuel** NIGEND : 355230

**Gautard Jean-Luc** NIGEND : 133337

**Therme Abel** NIGEND : 258136

**Bascoules Géraldine** NIGEND : 253542

**Delente Jean-Marc** NIGEND : 327937

**Bigaran André** NIGEND : 70542

**Tejero Patrick** NIGEND : 134857

**Soltane Karim** NIGEND : 257988

<b>Puygrenier</b> Emilie	NIGEND : 185 674
<b>Arquier</b> Alix	NIGEND : 336 944
<b>Huguet</b> Yoann	NIGEND : 318 622
<b>Martins</b> Guillaume	NIGEND : 239 922
<b>Fabre</b> Florian	NIGEND : 255 178

Article 2

*Sous-officier de réserve rattaché au corps des sous-officiers du corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale*

L'adjudant de réserve dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2019 :

<b>Nougayrède</b> Maryse	NIGEND : 123 795
--------------------------	------------------

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 25 novembre 2019.

*Le général de division, commandant  
la région de gendarmerie Occitanie,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,*  
J. PLAYS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Corse**Décision n° 9351 du 5 décembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Corse**

NOR : INTJ1929997S

Le commandant de la région de gendarmerie de Corse, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 5 avril 2012 modifié relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 26 novembre 2019,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Corse – subdivision d'arme de la gendarmerie départementale – est arrêté ainsi qu'il suit :

Pour le grade de major, les adjudants-chefs :

<b>Dartus</b> Sylvie	NIGEND : 174 644
<b>Quintard</b> Hervé	NIGEND : 172 314
<b>Lorge</b> Fabrice	NIGEND : 163 091
<b>Tessier</b> Christophe	NIGEND : 170 515
<b>Le Boulbard</b> Christine	NIGEND : 143 893

Pour le grade d'adjudant-chef, les adjudants:

<b>Pons</b> Fabrice	NIGEND : 147 890
<b>Vannier</b> François	NIGEND : 158 113
<b>Gross</b> Audrey	NIGEND : 192 416
<b>Waechter</b> Frankie	NIGEND : 187 953
<b>Dubois</b> Cyrille	NIGEND : 230 571
<b>Coy</b> Frédéric	NIGEND : 178 986
<b>Dantot</b> Sébastien	NIGEND : 177 514

Pour le grade d'adjudant, les maréchaux des logis-chefs:

<b>Herrero</b> Céline	NIGEND : 216 724
<b>Bisson</b> Christophe	NIGEND : 232 217
<b>Tournier</b> Jean-François	NIGEND : 162 016
<b>Goumot</b> Johann	NIGEND : 239 203
<b>Valverde</b> Daniel	NIGEND : 248 515
<b>Cucetto</b> Christophe	NIGEND : 173 574
<b>Bel Ouenzar</b> Anthony	NIGEND : 208 433
<b>Muller</b> Natacha	NIGEND : 212 752
<b>Jacquet</b> Philippe	NIGEND : 161 030

<b>Chaix Cécile</b>	NIGEND : 234 121
<b>Mahé Tony</b>	NIGEND : 196 021
<b>Didier Sandrine</b>	NIGEND : 226 247
<b>Gatelier Céline</b>	NIGEND : 184 371
<b>Maupin David</b>	NIGEND : 180 608
<b>Bascou Jean-Claude</b>	NIGEND : 195 495
<b>Brante Christophe</b>	NIGEND : 177 872
<b>Georget Antoinette</b>	NIGEND : 245 717
<b>Trouillet Hervé</b>	NIGEND : 188 634
<b>Melet Frédéric</b>	NIGEND : 138 068
<b>Le Corgne Pascal</b>	NIGEND : 148 610
<b>D'Hierre Bruno</b>	NIGEND : 126 481
<b>Faure Laurent</b>	NIGEND : 132 942
Pour le grade de maréchal des logis-chef, les gendarmes :	
<b>Lamarle Patrick</b>	NIGEND : 158 842
<b>Barberet Jonathan</b>	NIGEND : 223 483
<b>Oury Sébastien</b>	NIGEND : 274 990
<b>Laforge Cyril</b>	NIGEND : 309 827
<b>Guérin Manon</b>	NIGEND : 327 765
<b>Pinna Christelle</b>	NIGEND : 225 010
<b>Bouilleaux Sébastien</b>	NIGEND : 237 617
<b>Albrun Christophe</b>	NIGEND : 158 615
<b>Blanchard Pierre</b>	NIGEND : 171 654
<b>Guérin Franck</b>	NIGEND : 165 854
<b>Sanchez Éric</b>	NIGEND : 161 071

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 décembre 2019.

*Le général, commandant  
la région de gendarmerie de Corse,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,*  
T. MOUCHET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie des transports aériens

**Décision n° 11295 du 5 décembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens**

NOR : INTJ1930018S

Le commandant de la gendarmerie des transports aériens,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 5 avril 2012 modifié relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 20 novembre 2019,

Décide :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens est arrêté ainsi qu'il suit :

Pour le grade de major, les adjudants-chefs :

<b>Engler Laurent</b>	NIGEND : 136 114
<b>Chesneau Éric</b>	NIGEND : 143 160
<b>Robin Laurent</b>	NIGEND : 136 262
<b>Bizot Alain</b>	NIGEND : 120 303
<b>Verley Olivier</b>	NIGEND : 137 137
<b>Zimmer Jean-François</b>	NIGEND : 164 788

Pour le grade d'adjudant-chef, les adjudants :

<b>Perez Romuald</b>	NIGEND : 193 076
<b>Guillin Marc</b>	NIGEND : 152 156
<b>Leroux-Lesage Stéphane</b>	NIGEND : 199 659
<b>André Arnaud</b>	NIGEND : 152 648
<b>Heurard de Fontgalland Fabien</b>	NIGEND : 190 497
<b>André Mickaël</b>	NIGEND : 161 705
<b>Bernard Yves</b>	NIGEND : 163 613
<b>Bertrand-Caillet Benjamin</b>	NIGEND : 214 261
<b>Pages Laurent</b>	NIGEND : 170 497
<b>Cabaret Olivier</b>	NIGEND : 155 917
<b>Larrède Frédéric</b>	NIGEND : 174 698
<b>Lenen Gildas</b>	NIGEND : 171 443
<b>Langrand Eddy</b>	NIGEND : 169 970
<b>Erbel David</b>	NIGEND : 141 367

Pour le grade d'adjudant, les maréchaux des logis-chefs :

<b>Wolff Frank</b>	NIGEND : 160 705
<b>Estéban Cédric</b>	NIGEND : 214 021

<b>Gaudieux</b> Jonas	NIGEND : 179 603
<b>Beaucourt</b> Laurent	NIGEND : 167 499
<b>Donier-Meroz</b> Samuel	NIGEND : 207 724
<b>Hertmanni</b> Anaïs	NIGEND : 245 478
<b>Kaminski</b> Gérard	NIGEND : 132 411
<b>Bedouch</b> Alexandre	NIGEND : 225 027
<b>Fabre</b> Corinne	NIGEND : 178 498
<b>Gros</b> Gérald	NIGEND : 156 735
<b>Vaerewyck</b> Cyril	NIGEND : 204 152
<b>Muller</b> Reynald	NIGEND : 148 229
<b>Chicaud</b> Isabelle	NIGEND : 219 186
<b>Helvic</b> Vincent	NIGEND : 248 586
<b>Bastard</b> Romuald	NIGEND : 217 264
<b>Gueyraud</b> Stéphane	NIGEND : 165 856
<b>Chrétien</b> Mickaël	NIGEND : 301 086
<b>Barussaud</b> Audrey	NIGEND : 232 649
<b>Périe</b> Franck	NIGEND : 150 179
<b>Poupet</b> Natacha	NIGEND : 247 352
<b>Baray</b> Florent	NIGEND : 227 616
<b>Debief</b> Patrick	NIGEND : 125 587
<b>D'Orange</b> Raoul	NIGEND : 69 763
<b>Le Goff</b> Yvon	NIGEND : 142 590

Pour le grade de maréchal des logis-chef, les gendarmes :

<b>Girard</b> Damien	NIGEND : 241 890
<b>Brouillard</b> Pierre-Alexandre	NIGEND : 367 100
<b>Campolo</b> Stéphane	NIGEND : 126 015
<b>Roux</b> Julien	NIGEND : 225 699
<b>Niang</b> M'Baye	NIGEND : 316 845
<b>Jomie</b> Sylvie	NIGEND : 185 458
<b>Chouteau</b> Olivier	NIGEND : 238 203
<b>Torres</b> Chris	NIGEND : 360 815
<b>Jauffret</b> Peggy	NIGEND : 173 085
<b>Polius</b> Jean-Daniel	NIGEND : 159 417
<b>Petit</b> Philippe	NIGEND : 164 117
<b>Hémery</b> Éric	NIGEND : 150 752
<b>Mons</b> Patrick	NIGEND : 163 539
<b>Muller</b> Christophe	NIGEND : 142 606
<b>Valéry</b> Michel	NIGEND : 150 085

## Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 décembre 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie des transports aériens,  
J.-P. GESNOT*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Normandie

**Décision n° 16571 du 5 décembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados**

NOR : INTJ1929984S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Normandie, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Calvados,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 5 avril 2012 modifié relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 19 novembre 2019,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados – subdivision d'arme de la gendarmerie départementale – est arrêté ainsi qu'il suit :

Pour le grade de major, les adjudants-chefs :

<b>Le Cam</b> Olivier	NIGEND : 153 456
<b>Leclair</b> Sébastien	NIGEND : 161 143
<b>Ferrand</b> Christophe	NIGEND : 140 554
<b>Rambaut</b> Fabrice	NIGEND : 138 178
<b>Perrelle</b> Patrice	NIGEND : 152 128
<b>Lechartier</b> Emmanuel	NIGEND : 135 861
<b>Jézéquel</b> Éric	NIGEND : 152 092
<b>Béker</b> Sébastien	NIGEND : 150 708
<b>Ozenne</b> Gaëtan	NIGEND : 153 987
<b>Valognes</b> Olivier	NIGEND : 145 374

Pour le grade d'adjudant-chef, les adjudants :

<b>Lavieille</b> Damien	NIGEND : 179 802
<b>Loutrel</b> Philippe	NIGEND : 132 049
<b>Schvan</b> Daniel	NIGEND : 165 172
<b>Lemaître</b> Bruno	NIGEND : 147 489
<b>Martinez</b> Olivier	NIGEND : 201 172
<b>Lioult</b> Didier	NIGEND : 165 454
<b>Laroche</b> Xavier	NIGEND : 168 454
<b>L'Hôpital</b> Jean-Luc	NIGEND : 141 801
<b>Liévin</b> Frédéric	NIGEND : 171 558
<b>Lejeune</b> Fabrice	NIGEND : 166 173
<b>Madeline</b> Ludovic	NIGEND : 165 703
<b>Tanguy</b> Jérôme	NIGEND : 168 249



<b>Chollet Stéphanie</b>	NIGEND : 213 040
<b>Rossi Gilles</b>	NIGEND : 200 604
<b>Morel Olivier</b>	NIGEND : 148 942
<b>Cosson Frédéric</b>	NIGEND : 164 279
<b>Sebbane (Bougnaud) Joëlle</b>	NIGEND : 203 730
<b>Lepointeur Martial</b>	NIGEND : 194 354
<b>Auteur Frédéric</b>	NIGEND : 213 474
<b>Fortoul Guillaume</b>	NIGEND : 143 604
<b>Raoul Des Essarts Sébastien</b>	NIGEND : 170 814
<b>Lecler Nicolas</b>	NIGEND : 176 156
<b>Carabie Frédéric</b>	NIGEND : 167 618
<b>Saillard Estelle</b>	NIGEND : 192 446
<b>Baudot Aurelle</b>	NIGEND : 220 899
<b>Girardin James</b>	NIGEND : 185 285
<b>De Botton Charles-Damien</b>	NIGEND : 207 831

Pour le grade d'adjudant, les maréchaux des logis-chefs:

<b>Pradier Arnaud</b>	NIGEND : 214 476
<b>Goze Stéphane</b>	NIGEND : 168 443
<b>Anger Jimmy</b>	NIGEND : 201 084
<b>Viel Gregory</b>	NIGEND : 243 138
<b>Lehéron Sébastien</b>	NIGEND : 193 162
<b>Mathoulin Claire</b>	NIGEND : 200 058
<b>Godard Benoît</b>	NIGEND : 178 572
<b>Galmiche Ludovic</b>	NIGEND : 227 633
<b>Wiar Céline</b>	NIGEND : 196 331
<b>Leroy Pascal</b>	NIGEND : 144 845
<b>Mauduit Frédéric</b>	NIGEND : 215 807
<b>Laville Laurellia</b>	NIGEND : 215 267
<b>Picard Xavier</b>	NIGEND : 224 263
<b>Berton Mickaël</b>	NIGEND : 226 410
<b>Guyot Estelle</b>	NIGEND : 152 001
<b>Simon Ludovic</b>	NIGEND : 307 687
<b>Michel Arnaud</b>	NIGEND : 233 754
<b>Vivet David</b>	NIGEND : 162 026
<b>Lemieux Cédric</b>	NIGEND : 202 380
<b>Caillaud Simon</b>	NIGEND : 177 618
<b>Fasquel Yohan</b>	NIGEND : 203 471
<b>Desaunette Élodie</b>	NIGEND : 197 498
<b>Kerninon Yann</b>	NIGEND : 241 095
<b>Chouippe Alexandra</b>	NIGEND : 184 593
<b>Lévêque Julien</b>	NIGEND : 228 857
<b>Varlet Jean-Paul</b>	NIGEND : 124 533
<b>Decarsin Alexandre</b>	NIGEND : 187 314
<b>Eudes Emmanuel</b>	NIGEND : 207 425
<b>Létorey Thierry</b>	NIGEND : 183 432
<b>Duval Sébastien</b>	NIGEND : 246 399
<b>Fèvre Céline</b>	NIGEND : 191 663
<b>Jouanne Frédéric</b>	NIGEND : 213 509
<b>De Cussy Guillaume</b>	NIGEND : 302 285

<b>Selwiet Bernard</b>	NIGEND : 155 504
<b>Labbey Yohann</b>	NIGEND : 192 304
<b>Ameline Dimitri</b>	NIGEND : 239 805
<b>Moulin Cédric</b>	NIGEND : 195 621
<b>Fortin Mélanie</b>	NIGEND : 241 341
<b>Moutawadii Rochdi</b>	NIGEND : 328 595
<b>Le Gendre Marie</b>	NIGEND : 215 268
<b>Hardel Cyril</b>	NIGEND : 204 287
<b>Berthelot Olivier</b>	NIGEND : 208 559
<b>Brunet Caroline</b>	NIGEND : 303 394
<b>Lebocey Liliane</b>	NIGEND : 208 693
<b>Aze Florian</b>	NIGEND : 206 819
<b>Coco Christophe</b>	NIGEND : 206 230
<b>Marquilly David</b>	NIGEND : 200 721
<b>Lepoultier Jonathan</b>	NIGEND : 320 964
<b>Daeschler Benoît</b>	NIGEND : 135 541
<b>Montreer Emilie</b>	NIGEND : 227 878
<b>Claude Stéphane</b>	NIGEND : 193 557
<b>Deschamps Stéphane</b>	NIGEND : 153 944
<b>Lebouc Jérôme</b>	NIGEND : 234 698
<b>Yagouni Florence</b>	NIGEND : 206 577
<b>Leroy Marc</b>	NIGEND : 128 435
<b>Tissier Jacques</b>	NIGEND : 151 850

Pour le grade de maréchal des logis-chef, les gendarmes :

<b>Boisseau Lorraine</b>	NIGEND : 221 017
<b>Fontana Morgan</b>	NIGEND : 313 535
<b>Giroux Aurélien</b>	NIGEND : 238 115
<b>Robert Caroline</b>	NIGEND : 207 442
<b>Dufeil Vincent</b>	NIGEND : 189 402
<b>Sevestre Anthony</b>	NIGEND : 368 344
<b>Orain Mikaël</b>	NIGEND : 303 502
<b>Saillé Anthony</b>	NIGEND : 212 372
<b>Boulanger Jérémy</b>	NIGEND : 320 509
<b>Gaignon Maxime</b>	NIGEND : 225 048
<b>Pelletier Claire</b>	NIGEND : 370 763
<b>Gourribon Gaëlle</b>	NIGEND : 353 242
<b>Bourdel Allann</b>	NIGEND : 357 336
<b>Sicaud Bastien</b>	NIGEND : 370 068
<b>Darne Walter</b>	NIGEND : 362 185
<b>Lemaignan Matthieu</b>	NIGEND : 323 001
<b>Peaucelle Vincent</b>	NIGEND : 243 383
<b>Le Bihan Franck</b>	NIGEND : 331 254
<b>Leroy Julien</b>	NIGEND : 354 233
<b>Gernigon Pierre-Olivier</b>	NIGEND : 368 293
<b>Lemoussu Fabien</b>	NIGEND : 274 341
<b>Corre Anthony</b>	NIGEND : 231 699
<b>Gassion Pierre</b>	NIGEND : 364 283
<b>Noël Linda</b>	NIGEND : 226 787
<b>Metzger Audrey</b>	NIGEND : 244 564

<b>Lachâtre</b> Colin	NIGEND : 360 163
<b>Delugan</b> Gaylord	NIGEND : 322 369
<b>Chemin</b> Steve	NIGEND : 245 602
<b>Vaille</b> JérémY	NIGEND : 193 375
<b>Bouvet</b> Charlotte	NIGEND : 368 590
<b>Tuheia</b> Damas	NIGEND : 320 967
<b>Garcia</b> Valentin	NIGEND : 369 126
<b>Jourdain</b> Damien	NIGEND : 235 518
<b>Baron</b> Apollonie	NIGEND : 370 669
<b>Lechevalier</b> Florent	NIGEND : 357 330
<b>Lefranc</b> Richard	NIGEND : 340 710
<b>Rémond</b> Antoine	NIGEND : 245 387
<b>Gaulier</b> Bastien	NIGEND : 324 955
<b>Ferlicot</b> François	NIGEND : 244 161
<b>Faudeux</b> Grégory	NIGEND : 231 719
<b>Saudrais</b> Pierre-Yves	NIGEND : 342 487
<b>Bielska</b> Damien	NIGEND : 243 186
<b>Vergoz</b> Raphaël	NIGEND : 361 830
<b>Rimbot</b> Matthieu	NIGEND : 226 077
<b>Hébert</b> Marc	NIGEND : 164 723
<b>Gaillard</b> Arnaud	NIGEND : 166 978
<b>Simon</b> Morgan	NIGEND : 198 636
<b>Dupuis</b> Stéphane	NIGEND : 156 907
<b>Andry</b> Frédéric	NIGEND : 173 142
<b>Jérôme</b> Eddy	NIGEND : 156 220
<b>Le Cocq</b> Thierry	NIGEND : 141 641
<b>Scolot</b> Jean-François	NIGEND : 142 967
<b>Bouchart</b> Patrick	NIGEND : 145 162
<b>Peltier</b> Emmanuel	NIGEND : 145 356
<b>Eude</b> Jean-Christophe	NIGEND : 163 644
<b>Thévenon</b> Jean	NIGEND : 138 192
<b>Lecomte</b> Denis	NIGEND : 148 028
<b>Claudé</b> Patrick	NIGEND : 135 128
<b>Jouin</b> Laurent	NIGEND : 148 478
<b>Baszynski</b> Éric	NIGEND : 146 317
<b>Le Quec</b> Michel	NIGEND : 143 503

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 décembre 2019.

*Le colonel, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie de Normandie,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale du Calvados,*  
B. LOUVET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie maritime

**Décision n° 16818 du 5 décembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie maritime**

NOR : INTJ1930024S

Le commandant de la gendarmerie maritime,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 5 avril 2012 modifié relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 25 novembre 2019,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie maritime est arrêté ainsi qu'il suit :

Pour le grade de major, les adjudants-chefs :

<b>Antolin</b> Christophe	NIGEND : 148 841
<b>Pérot</b> Stéphane	NIGEND : 162 565
<b>Leblais</b> Arnaud	NIGEND : 188 663
<b>Guiziou</b> Jean-Pierre	NIGEND : 150 305
<b>Bastianini</b> Thierry	NIGEND : 145 024
<b>Delvallez</b> Franck	NIGEND : 145 961
<b>Chapuis</b> Lucien	NIGEND : 134 769
<b>Braux</b> Michel	NIGEND : 142 408
<b>Le Mevel</b> Rémi	NIGEND : 138 661
<b>Ruiz</b> David	NIGEND : 170 158
<b>Polvêche</b> Stéphane	NIGEND : 160 112
<b>Vidal</b> Pierre	NIGEND : 152 921
<b>Ayasse</b> Cyrille	NIGEND : 150 095
<b>Duroueix</b> Lionel	NIGEND : 135 549
<b>Quéméré</b> Thierry	NIGEND : 124 915
<b>Morizur</b> Xavier	NIGEND : 151 827
<b>Engrand</b> Teddy	NIGEND : 144 887
<b>Morvan</b> François	NIGEND : 142 945

Pour le grade d'adjudant-chef, les adjudants :

<b>Daunis</b> Alain	NIGEND : 137 688
<b>Gébleux</b> Fabrice	NIGEND : 144 164
<b>Paranthoën</b> Cyril	NIGEND : 166 043
<b>Lebeau</b> Olivier	NIGEND : 171 187
<b>Raymond</b> Stéphanie	NIGEND : 198 825
<b>Bouamra</b> Karim	NIGEND : 178 710

<b>Pouny Jean-Albert</b>	NIGEND : 158 094
<b>Suchaut Vincent</b>	NIGEND : 148 533
<b>Toutain Hérald</b>	NIGEND : 136 708
<b>Minaud Eudes</b>	NIGEND : 168 776
<b>Rivalain Pascal</b>	NIGEND : 140 156
<b>Auffret Michel</b>	NIGEND : 153 404
<b>Henry Nicolas</b>	NIGEND : 219 094
<b>Thomas Frédéric</b>	NIGEND : 198 509
<b>Gondard Gilles</b>	NIGEND : 70 721
<b>Cosyn Loïc</b>	NIGEND : 168 058
<b>Cochet Jean-François</b>	NIGEND : 174 202
<b>Frosio Bénédicte</b>	NIGEND : 171 051
<b>Serre Laurent</b>	NIGEND : 203 732
<b>Dufour Jérôme</b>	NIGEND : 166 332
<b>Constant Thierry</b>	NIGEND : 171 917
<b>Brier François</b>	NIGEND : 187 327
<b>Flour Jean-Marie</b>	NIGEND : 142 560
<b>Jurgens Sébastien</b>	NIGEND : 176 800
<b>Scellier Michel</b>	NIGEND : 158 717
<b>Quilfen Vanessa</b>	NIGEND : 246 364
<b>Boulogne David</b>	NIGEND : 161 095
<b>Meynier Éric</b>	NIGEND : 168 348
<b>Le Lain Arnaud</b>	NIGEND : 156 333
<b>Osmont Amaury</b>	NIGEND : 177 827
<b>Maréchal Claude</b>	NIGEND : 144 456
<b>Suchet Rodolphe</b>	NIGEND : 187 222
<b>Lurton Antoine</b>	NIGEND : 140 985
<b>Parillaud Loïc</b>	NIGEND : 201 200
<b>Dutriaux Jocelyn</b>	NIGEND : 150 013
<b>Rouvillain Jean-Baptiste</b>	NIGEND : 195 694
Pour le grade d'adjudant, les maréchaux des logis-chefs :	
<b>Malléol Thierry</b>	NIGEND : 153 718
<b>Caille Norman</b>	NIGEND : 217 155
<b>Maire Christophe</b>	NIGEND : 116 286
<b>Leroux Tony</b>	NIGEND : 180 549
<b>Gicquel Didier</b>	NIGEND : 138 125
<b>Bartier Gaspard</b>	NIGEND : 236 106
<b>Ségui Christophe</b>	NIGEND : 149 955
<b>Rayer Jérémy</b>	NIGEND : 225 695
<b>Mitran Vincent-Michel</b>	NIGEND : 151 940
<b>Guérin Antony</b>	NIGEND : 194 587
<b>Legendre Denis</b>	NIGEND : 124 885
<b>Hardion Olivier</b>	NIGEND : 219 686
<b>Bègue Magali</b>	NIGEND : 218 764
<b>Bouthemy Eric</b>	NIGEND : 172 393
<b>Chang Pi Hin Émilien</b>	NIGEND : 119 829
<b>Laudrin Max</b>	NIGEND : 119 661
<b>Cerveau Fabrice</b>	NIGEND : 187 002
<b>Neveu Clément</b>	NIGEND : 204 486

<b>Laurent Jacques</b>	NIGEND : 70 733
<b>Clavel Claude</b>	NIGEND : 70 704
<b>Penouilh-Suzette</b> Matthieu	NIGEND : 216 570
<b>Morin Frédéric</b>	NIGEND : 176 822
<b>Marsollier Olivier</b>	NIGEND : 184 698
<b>Obeniche Louise</b>	NIGEND : 234 991
<b>Chambon Bruno</b>	NIGEND : 149 629
<b>Bulou Virginia</b>	NIGEND : 201 154
<b>Portes Sandra</b>	NIGEND : 210 513
<b>Faucoeur Jérôme</b>	NIGEND : 120 824
<b>Garnotel Erwan</b>	NIGEND : 131 650
<b>Le Coq Julien</b>	NIGEND : 198 728
<b>Bonnouvrier Guillaume</b>	NIGEND : 188 054
<b>Ricottier David</b>	NIGEND : 170 152
<b>Delespierre Julien</b>	NIGEND : 218 592
<b>Schnell Bertrand</b>	NIGEND : 158 350
<b>Perona Sébastien</b>	NIGEND : 187 196
<b>Mezouari Ghislain</b>	NIGEND : 181 203
<b>Bagieu Jean</b>	NIGEND : 185 974
<b>Boue Bruno</b>	NIGEND : 190 585
<b>Goux Hervé</b>	NIGEND : 70 722
<b>Blasco Sébastien</b>	NIGEND : 177 016
<b>Pothier Sylvain</b>	NIGEND : 171 717
<b>Claudiel Jean-Philippe</b>	NIGEND : 166 125
<b>Bolle Clément</b>	NIGEND : 208 107
<b>Bazière Vincent</b>	NIGEND : 124 963

Pour le grade de maréchal des logis-chef, les gendarmes :

<b>Rodriguez Sébastien</b>	NIGEND : 193 838
<b>Copin Romain</b>	NIGEND : 236 634
<b>Mancini Mickaël</b>	NIGEND : 351 443
<b>Camus Julien</b>	NIGEND : 311 216
<b>Magne Régis</b>	NIGEND : 226 192
<b>Tommy-Martin Vianney</b>	NIGEND : 216 521
<b>Izquierdo Laurent</b>	NIGEND : 307 994
<b>Leroux Stéphane</b>	NIGEND : 334 300
<b>Mahé Émeric</b>	NIGEND : 274 526
<b>Chevé Jérôme</b>	NIGEND : 235 238
<b>Bouanani Cherif</b>	NIGEND : 214 252
<b>Robert Ludwig</b>	NIGEND : 318 690
<b>Rey Raihei</b>	NIGEND : 351 717
<b>Haubois Yann</b>	NIGEND : 310 124
<b>Druyer Florent</b>	NIGEND : 238 436
<b>Viquesnel Jérémy</b>	NIGEND : 327 117
<b>Chastel Sandra</b>	NIGEND : 263 747
<b>Visseaux Thomas</b>	NIGEND : 229 207
<b>Vercruysse Sylvain</b>	NIGEND : 306 486
<b>Vallauri Damien</b>	NIGEND : 315 191
<b>Lhermitte Martial</b>	NIGEND : 209 844
<b>Falgon Christophe</b>	NIGEND : 171 050

<b>Bruzeau</b> Thomas	NIGEND : 203 309
<b>Plaze</b> Jérémie	NIGEND : 248 224
<b>Gargasson</b> Yann	NIGEND : 163 983
<b>Bonetto</b> Julien	NIGEND : 305 762
<b>Pinardon</b> Bertrand	NIGEND : 215 736
<b>Le Mignant</b> Christophe	NIGEND : 163 999
<b>Fouache</b> Jérôme	NIGEND : 305 886
<b>Letty</b> Olivier	NIGEND : 176 811
<b>Evrard</b> Cédric	NIGEND : 212 568
<b>Pommard</b> Jérôme	NIGEND : 203 590
<b>Puntus</b> Richard	NIGEND : 352 325
<b>Azou</b> Sébastien	NIGEND : 169 497
<b>Le Torrec</b> Yoann	NIGEND : 348 639
<b>Moallic</b> Damien	NIGEND : 310 306
<b>Kaddour</b> Antoine	NIGEND : 338 919
<b>Chéraud</b> Antony	NIGEND : 205 326
<b>Lefeuvre</b> Florian	NIGEND : 341 858
<b>Bessac</b> Yann	NIGEND : 233 537
<b>Magre</b> Philippe	NIGEND : 144 974
<b>Jambel-Geneston</b> Elisa	NIGEND : 362 362
<b>Palys</b> Roméo	NIGEND : 165 715
<b>Brénéol</b> Stéphane	NIGEND : 199 718
<b>Cruz</b> Sébastien	NIGEND : 161 590
<b>Béghin</b> Charles	NIGEND : 213 476
<b>Vilar</b> Mathieu	NIGEND : 169 602
<b>Lanne</b> Christophe	NIGEND : 162 393
<b>Robert</b> Denis	NIGEND : 149 462
<b>Azria</b> Serge	NIGEND : 134 744
<b>Pieau</b> Francis	NIGEND : 143 775

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 décembre 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie maritime,*  
G. GRIMAU

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**Décision n° 18041 du 5 décembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme**

NOR : INTJ1929993S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 5 avril 2012 modifié relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 12 novembre 2019,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme – subdivision d'arme de la gendarmerie départementale – est arrêté ainsi qu'il suit :

Pour le grade de major, les adjudants-chefs :

<b>Dufayet</b> Gervais	NIGEND : 149 777
<b>Girard</b> Fabrice	NIGEND : 159 484
<b>Feur</b> Yves	NIGEND : 132 134
<b>Guizzon</b> Bruno	NIGEND : 134 499
<b>Chaintreuil</b> Patrick	NIGEND : 155 265
<b>Séguy</b> Yves	NIGEND : 148 136
<b>Cavagna</b> Éric	NIGEND : 140 192
<b>Contamine</b> Jean-Christophe	NIGEND : 156 892
<b>Marceron</b> Vincent	NIGEND : 147 868
<b>Bleslu</b> Véronique	NIGEND : 158 375
<b>Jammes</b> Max	NIGEND : 157 300

Pour le grade d'adjudant-chef, les adjudants :

<b>Toulemon</b> Fabrice	NIGEND : 155 133
<b>Maillot</b> Philippe	NIGEND : 181 199
<b>Marconnet</b> Bruno	NIGEND : 135 875
<b>Dupuy</b> Jean-Philippe	NIGEND : 153 787
<b>Gosselin</b> Mickaël	NIGEND : 151 909
<b>Doillon</b> Thierry	NIGEND : 142 307
<b>Mellier</b> Kenjy	NIGEND : 218 685
<b>Hiegel</b> Philippe	NIGEND : 187 932
<b>Burdet</b> Jean-Paul	NIGEND : 155 258
<b>Desfilles</b> Damien	NIGEND : 185 200



<b>Grandperrin David</b>	NIGEND : 171 306
<b>Garcy Thierry</b>	NIGEND : 142 429
<b>Lhomme Arnaud</b>	NIGEND : 215 271
<b>Hauswald Laurent</b>	NIGEND : 159 492
<b>Chavarot Jean-Marc</b>	NIGEND : 156 998
<b>Bonneau Christophe</b>	NIGEND : 164 265
<b>Ledieu Frédéric</b>	NIGEND : 169 190
<b>Georgin Christophe</b>	NIGEND : 169 161
<b>Dubosclard Magdalena</b>	NIGEND : 196 125
<b>Megemont Brice</b>	NIGEND : 205 724
<b>Magnaudet Mickaël</b>	NIGEND : 185 465
<b>Jallat Jean-François</b>	NIGEND : 176 374
<b>Mellado Claude</b>	NIGEND : 161 890
<b>Ramos David</b>	NIGEND : 179 744
<b>Pinto Jean-Paul</b>	NIGEND : 181 305
<b>Valadou Lionel</b>	NIGEND : 206 277
Pour le grade d'adjudant, les maréchaux des logis-chefs :	
<b>Fabre Virginie</b>	NIGEND : 167 834
<b>Burlaud Frédérique</b>	NIGEND : 160 413
<b>Roger Jean</b>	NIGEND : 199 560
<b>Tuphé Sébastien</b>	NIGEND : 168 254
<b>Lucas André</b>	NIGEND : 147 368
<b>Hart Stéphane</b>	NIGEND : 147 724
<b>Rebouffat Sébastien</b>	NIGEND : 199 206
<b>Duvivier Éric</b>	NIGEND : 150 293
<b>Marconnet Stéphane</b>	NIGEND : 165 705
<b>Bessières Stéphane</b>	NIGEND : 168 038
<b>Caby Luc</b>	NIGEND : 198 827
<b>Gachinat Loïc</b>	NIGEND : 197 132
<b>Adam Sébastien</b>	NIGEND : 182 813
<b>Groslier Christophe</b>	NIGEND : 152 460
<b>Gaillot Fabrice</b>	NIGEND : 204 454
<b>Sarraille Frédéric</b>	NIGEND : 157 940
<b>Fischer Cédric</b>	NIGEND : 195 791
<b>Richard Yann</b>	NIGEND : 196 356
<b>Laberine David</b>	NIGEND : 179 522
<b>Gérard René</b>	NIGEND : 224 421
<b>Bello Frédéric</b>	NIGEND : 184 288
<b>Segura Xavier</b>	NIGEND : 243 599
<b>Malord Sébastien</b>	NIGEND : 193 135
<b>Thiriet Marc</b>	NIGEND : 219 132
<b>Deschamps Cédric</b>	NIGEND : 198 450
<b>Chodjaï Gaëtan</b>	NIGEND : 211 753
<b>Cisterne Christophe</b>	NIGEND : 178 348
<b>Presles Hervé</b>	NIGEND : 308 892
<b>Vivier Pierre</b>	NIGEND : 235 419
<b>Molles Damien</b>	NIGEND : 214 730
<b>M'Kadmi Hakim</b>	NIGEND : 214 824
<b>Crochepeyre Marie</b>	NIGEND : 217 279

<b>Rogani</b> Virginie	NIGEND : 304 960
<b>Payet</b> Gilles	NIGEND : 226 438
<b>Durand</b> Philippe	NIGEND : 177 129
<b>Le Gendre</b> Clément	NIGEND : 302 873
<b>Bourduge</b> Linda	NIGEND : 234 113
<b>Bellouet</b> Romain	NIGEND : 225 818
<b>Soulier</b> Jérémie	NIGEND : 324 213
<b>Desternes</b> Christophe	NIGEND : 187 163
<b>Lavie</b> Régis	NIGEND : 185 212
<b>Luqué</b> Jean-Pierre	NIGEND : 229 428
<b>Villeneuve</b> Laëtitia	NIGEND : 234 566
<b>Lacombe</b> Benoît	NIGEND : 214 721
<b>Ducrot</b> Solenne	NIGEND : 234 757
<b>Janodet</b> Olivier	NIGEND : 219 430
<b>Lauze</b> Frédéric	NIGEND : 240 639
<b>Vieillescazes</b> Véronique	NIGEND : 301 496
<b>Bareth</b> Alexandra	NIGEND : 232 214
<b>Gislain</b> Laurent	NIGEND : 245 718
<b>De Revière</b> Mathieu	NIGEND : 236 407
<b>Cheymol</b> Yannick	NIGEND : 194 147
<b>Joussein</b> Cédric	NIGEND : 216 411
<b>Melsion</b> Clément	NIGEND : 302 214
<b>L'Huillier</b> Christophe	NIGEND : 198 783
<b>Fallah</b> Julien	NIGEND : 219 953
<b>Boncompain</b> Rémi	NIGEND : 195 097
<b>Dulac</b> Antoine	NIGEND : 324 141
<b>Delay</b> Thibault	NIGEND : 243 018
<b>Dupuis</b> Remi	NIGEND : 248 871
<b>Choisy</b> Jérémy	NIGEND : 335 445
<b>Marcoux</b> Anne-Laure	NIGEND : 304 031
<b>Simon</b> Franck	NIGEND : 337 401
<b>André</b> Laurent	NIGEND : 170 056
<b>Calvagnac</b> Benoît	NIGEND : 308 290
<b>Estève</b> Jérémy	NIGEND : 230 683
<b>Bene</b> Jessica	NIGEND : 219 299
<b>Garrucho</b> Yoan	NIGEND : 304 358
<b>Tache</b> Mickaël	NIGEND : 241 591
<b>Taillandier</b> Stéphane	NIGEND : 202 151
<b>Machy</b> Kévin	NIGEND : 321 995
<b>Chamary</b> Christophe	NIGEND : 326 781
<b>Besset</b> Audrey	NIGEND : 315 094
<b>Ribeyron</b> Thomas	NIGEND : 247 234
<b>Olleon</b> Caroline	NIGEND : 341 353
<b>Orts</b> Fabien	NIGEND : 302 726
<b>Julian</b> Jérémy	NIGEND : 317 372
<b>Scohy</b> Calixte	NIGEND : 242 657
<b>Bodin</b> Anthony	NIGEND : 342 393
<b>Herran</b> Sylvain	NIGEND : 343 286
<b>Glomeaud</b> Benoît	NIGEND : 310 851
<b>Fontaine</b> Grégory	NIGEND : 261 486

<b>Becuwe Romain</b>	NIGEND : 232 542
<b>Blanc Stéphanie</b>	NIGEND : 189 518
<b>Devic Sébastien</b>	NIGEND : 198 424
<b>Labillois Marie-Claire</b>	NIGEND : 323 045
<b>Saint-Macary Bernard</b>	NIGEND : 137 911
<b>Vidal Max</b>	NIGEND : 132 749
<b>Maleysson Thierry</b>	NIGEND : 139 991
<b>Aurelle Alain</b>	NIGEND : 147 417
<b>Chauvin Marc</b>	NIGEND : 138 008
<b>Desroches Pascal</b>	NIGEND : 141 613
<b>Sabatier Jean-Luc</b>	NIGEND : 136 571
<b>Fleuru Laurent</b>	NIGEND : 141 783
<b>Lachaud Thierry</b>	NIGEND : 138 657
<b>Tâte Denis</b>	NIGEND : 159 347

Pour le grade de maréchal des logis-chef, les gendarmes :

<b>Michaux Jonathan</b>	NIGEND : 172 755
<b>Lo Pinto Maxime</b>	NIGEND : 321 242
<b>Rojon Romain</b>	NIGEND : 333 288
<b>Hazard Emilie</b>	NIGEND : 325 435
<b>Charvet Marine</b>	NIGEND : 351 797
<b>Leclère Nicolas</b>	NIGEND : 342 807
<b>Vieira João</b>	NIGEND : 301 499
<b>Lamberty Laurent</b>	NIGEND : 241 921
<b>Orlowiez Bastien</b>	NIGEND : 303 325
<b>Chalet Aurélien</b>	NIGEND : 241 512
<b>Lagrange Teddy</b>	NIGEND : 321 880
<b>Lévêque François</b>	NIGEND : 319 906
<b>Lanoué Frédéric</b>	NIGEND : 369 880
<b>Deunff Kelly</b>	NIGEND : 334 513
<b>Desbourbes Julien</b>	NIGEND : 238 435
<b>Battut Alexandre</b>	NIGEND : 192 364
<b>Duhant Guillaume</b>	NIGEND : 238 808
<b>Dobigny-Serody Frédéric</b>	NIGEND : 326 952
<b>Poivet Sébastien</b>	NIGEND : 247 319
<b>Collado François-Xavier</b>	NIGEND : 226 109
<b>Doubovy Anthony</b>	NIGEND : 243 874
<b>Jacquet Marie</b>	NIGEND : 366 254
<b>Fournier Michaël</b>	NIGEND : 234 814
<b>Lévesque Axel</b>	NIGEND : 368 333
<b>Freyssenet Edouard</b>	NIGEND : 365 964
<b>Géhin Eva</b>	NIGEND : 335 111
<b>Fabregat Sébastien</b>	NIGEND : 247 624
<b>De Naeyer Guillaume</b>	NIGEND : 315 919
<b>Vérove Christophe</b>	NIGEND : 331 783
<b>Maschietto Lucie</b>	NIGEND : 333 137
<b>Brooks Marie-France</b>	NIGEND : 332 061
<b>Saunier Claire</b>	NIGEND : 326 265
<b>Patrino Elodie</b>	NIGEND : 316 852
<b>Moreau Alix</b>	NIGEND : 371 636

<b>Andrèze-Louison</b> Linda	NIGEND : 366 488
<b>Morot</b> Marvin	NIGEND : 359 984
<b>Aubertot</b> Julian	NIGEND : 266 230
<b>Dutemps</b> Maxime	NIGEND : 352 004
<b>Barbelin</b> Charles	NIGEND : 330 086
<b>Merle</b> Guillaume	NIGEND : 156 084
<b>Pradelles</b> Anaïs	NIGEND : 328 056
<b>Letourmy</b> Annabelle	NIGEND : 162 467
<b>Catillon</b> Sandrine	NIGEND : 227 106
<b>Liotard</b> Sébastien	NIGEND : 193 169
<b>Extrems</b> William	NIGEND : 169 280
<b>Lesage</b> Freddy	NIGEND : 165 698
<b>Capdeville</b> Stéphane	NIGEND : 163 842
<b>Dambrun</b> Grégory	NIGEND : 176 871
<b>Fau</b> Serge	NIGEND : 149 405
<b>Devulder</b> Christophe	NIGEND : 138 407
<b>Chauveau</b> David	NIGEND : 151 626
<b>Brun</b> Frédéric	NIGEND : 145 392
<b>Moulin</b> Frédéric	NIGEND : 148 508

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 décembre 2019.

*Le général, commandant adjoint de la région  
de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,*  
P. OTT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
du Grand Est**Décision n° 18221 du 5 décembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne**

NOR : INTJ1930005S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie du Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Marne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 5 avril 2012 modifié relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 26 novembre 2019,

Décide :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne – subdivision d'arme de la gendarmerie départementale – est arrêté ainsi qu'il suit :

Pour le grade de major, les adjudants-chefs :

<b>Canève Daniel</b>	NIGEND : 155 418
<b>Couvin Thierry</b>	NIGEND : 120 932
<b>Vauthier Estelle</b>	NIGEND : 146 179
<b>Crampé Sylvain</b>	NIGEND : 161 953
<b>Blondeau Jean-Pierre</b>	NIGEND : 139 177
<b>Janowski Jean-Paul</b>	NIGEND : 154 756
<b>Bralet Sébastien</b>	NIGEND : 161 096
<b>Hubert Maryline</b>	NIGEND : 144 958
<b>Delattre Sébastien</b>	NIGEND : 152 953
<b>Petit Laurent</b>	NIGEND : 142 227
<b>Lavaur Stéphane</b>	NIGEND : 142 456
<b>Petitfrère Jean-Jacques</b>	NIGEND : 145 240
<b>Meneghetti Michaël</b>	NIGEND : 166 779
<b>Debrix Bruno</b>	NIGEND : 117 767
<b>Manciaux Emmanuel</b>	NIGEND : 142 348
<b>Perrot Gilles</b>	NIGEND : 122 550
<b>Garczareck Grégory</b>	NIGEND : 165 848
<b>Péridon Astrid</b>	NIGEND : 151 191
<b>Haybrard Jérôme</b>	NIGEND : 190 517
<b>Rabowski Jean</b>	NIGEND : 138 482
<b>Bésencourt Fabien</b>	NIGEND : 167 920
<b>Bonnet Alexis</b>	NIGEND : 191 163
<b>Pintre Sébastien</b>	NIGEND : 154 987

<b>Piccand Philippe</b>	NIGEND : 156 248
<b>Dassonville Hervé</b>	NIGEND : 142 708
<b>Andryjaskiewicz David</b>	NIGEND : 151 223

Pour le grade d'adjudant-chef, les adjudants :

<b>Groff Christophe</b>	NIGEND : 149 296
<b>Viot Philippe</b>	NIGEND : 137 794
<b>Baudier Fabien</b>	NIGEND : 239 877
<b>Détoulet Thierry</b>	NIGEND : 162 620
<b>Cultil Jean-Christophe</b>	NIGEND : 174 015
<b>Carpentier Stéphane</b>	NIGEND : 182 920
<b>Ometak David</b>	NIGEND : 168 782
<b>Uscain Julien</b>	NIGEND : 225 804
<b>Bourouffala Nordine</b>	NIGEND : 182 224
<b>Putaj Olaf</b>	NIGEND : 191 248
<b>Houry Ludovic</b>	NIGEND : 168 871
<b>Duval Delphine</b>	NIGEND : 231 201
<b>Leclercq David</b>	NIGEND : 145 077
<b>Brusse Alexandre</b>	NIGEND : 191 160
<b>Launois Christophe</b>	NIGEND : 201 063
<b>Nowacki Romuald</b>	NIGEND : 213 102
<b>Gresselin Jean-Yves</b>	NIGEND : 215 907
<b>Verrier Mickaël</b>	NIGEND : 241 251
<b>Fagot Jérôme</b>	NIGEND : 226 433
<b>Goffez Alain</b>	NIGEND : 172 041
<b>Mougin Delphine</b>	NIGEND : 179 401
<b>Cousin Sandra</b>	NIGEND : 161 208
<b>Leriche Betty</b>	NIGEND : 210 289
<b>Esnault Sylvain</b>	NIGEND : 184 484
<b>Courtois Jean-Luc</b>	NIGEND : 149 503
<b>Martin Virginie</b>	NIGEND : 190 290
<b>Maillard Freddy</b>	NIGEND : 186 447
<b>Briot Alexandre</b>	NIGEND : 217 342
<b>Blanquart Thierry</b>	NIGEND : 182 717
<b>Husson Alexandre</b>	NIGEND : 177 541
<b>Grière Xavier</b>	NIGEND : 201 936
<b>Fuentes Gilles</b>	NIGEND : 171 300
<b>Vaillant Jérémy</b>	NIGEND : 233 469
<b>Collot Eric</b>	NIGEND : 135 264
<b>Martin Stéphane</b>	NIGEND : 169 705
<b>Niederlender Grégory</b>	NIGEND : 152 715
<b>Delaitre Rachel</b>	NIGEND : 203 017
<b>Cicé Patrice</b>	NIGEND : 136 614
<b>Carpentier Morgane</b>	NIGEND : 190 573
<b>Romain Frédéric</b>	NIGEND : 186 812
<b>Gagnat Lionel</b>	NIGEND : 229 507
<b>Legros Jérémy</b>	NIGEND : 213 513
<b>Baillot Vincent</b>	NIGEND : 158 248

Pour le grade d'adjudant, les maréchaux des logis-chefs :

<b>Banguiau</b> Josselin	NIGEND : 239 871
<b>Seguin</b> Ludovic	NIGEND : 239 309
<b>Buache</b> Philippe	NIGEND : 184 873
<b>Trotin</b> Jérémy	NIGEND : 186 856
<b>Dionot</b> David	NIGEND : 156 202
<b>Lherbier</b> Pierre	NIGEND : 219 343
<b>Billette</b> Rudy	NIGEND : 228 153
<b>Dunat</b> Amandine	NIGEND : 311 641
<b>Brizin</b> Régis	NIGEND : 174 768
<b>Paillot</b> Laetitia	NIGEND : 224 463
<b>Néel</b> Marc-Antoine	NIGEND : 228 750
<b>L'Hostette</b> Cyril	NIGEND : 238 770
<b>Bourhis</b> Yoann	NIGEND : 308 944
<b>Goetz</b> Nicolas	NIGEND : 189 000
<b>Sinacori</b> Clément	NIGEND : 199 866
<b>Michelin</b> Cyril	NIGEND : 180 412
<b>Cornily</b> Stéfan	NIGEND : 197 333
<b>Vercellino</b> Amélie	NIGEND : 214 755
<b>Kieffer</b> Sébastien	NIGEND : 212 245
<b>Hemelsdael</b> Sébastien	NIGEND : 247 272
<b>Mocaër</b> Éric	NIGEND : 157 591
<b>Revelli</b> Alexandre	NIGEND : 198 212
<b>Marandin</b> Frédéric	NIGEND : 142 597
<b>Bouquet</b> Benjamin	NIGEND : 311 136
<b>Belliard</b> Angèle	NIGEND : 313 618
<b>Lahoche</b> Alexandre	NIGEND : 310 876
<b>Mologni</b> Olivier	NIGEND : 231 232
<b>Pierre</b> Stéphane	NIGEND : 228 122
<b>Kregar</b> Louis	NIGEND : 338 921
<b>Sueur</b> Pascal	NIGEND : 228 305
<b>Caunois</b> Philippe	NIGEND : 170 740
<b>Lobo</b> Cédric	NIGEND : 170 369
<b>Golfier</b> David	NIGEND : 153 332
<b>Lachambre</b> Pierre-Auguste	NIGEND : 163 428
<b>Bancourt</b> Johan	NIGEND : 242 103
<b>Bühler</b> Cédric	NIGEND : 238 431
<b>Fressinge</b> Elise	NIGEND : 196 321
<b>Magnin</b> Sébastien	NIGEND : 232 267
<b>Létang</b> Maïté	NIGEND : 337 230
<b>Bassole</b> Isabelle	NIGEND : 187 004
<b>Calambe</b> Christophe	NIGEND : 145 771
<b>Lecuyer</b> Katy	NIGEND : 218 414
<b>Cherrier</b> Laurène	NIGEND : 215 328
<b>Cuillière</b> Sébastien	NIGEND : 215 461
<b>Kaci</b> Dorothée	NIGEND : 307 753
<b>Ravaux</b> David	NIGEND : 162 965
<b>Duval</b> Julien	NIGEND : 316 459
<b>Millot</b> Yannick	NIGEND : 236 195
<b>Moreau</b> Jérôme	NIGEND : 234 600

<b>Dauvillier</b> Thibaud	NIGEND : 234 467
<b>Godbillot</b> Angélique	NIGEND : 230 697
<b>Leroi</b> Kevin	NIGEND : 245 655
<b>Delmotte</b> Hervé	NIGEND : 168 848
<b>Timmerman</b> Jordane	NIGEND : 340 174
<b>Berger</b> Guillaume	NIGEND : 246 382
<b>Pignon</b> Alexandre	NIGEND : 209 417
<b>Drège</b> Cyrille	NIGEND : 208 562
<b>Burin</b> Baptiste	NIGEND : 311 215
<b>Menu</b> Julien	NIGEND : 225 215
<b>Gras</b> Romain	NIGEND : 247 634
<b>Raviart</b> Thierry	NIGEND : 142 620
<b>Helck</b> Nathalie	NIGEND : 154 174
<b>Hazard</b> Patrice	NIGEND : 70 728
<b>Payn</b> Stéphane	NIGEND : 136 694
<b>Jardin</b> Frédéric	NIGEND : 70 160
<b>Quitté</b> Jean	NIGEND : 149 214
<b>Michel</b> Jean-Claude	NIGEND : 138 467
<b>Walczak</b> Frédéric	NIGEND : 134 733
<b>Thiéblemont</b> Pascal	NIGEND : 152 263
<b>Miech</b> Francis	NIGEND : 132 711
<b>Paul</b> Antoine	NIGEND : 137 110

Pour le grade de maréchal des logis-chef, les gendarmes :

<b>Lasanté</b> Arnaud	NIGEND : 186 807
<b>Fouquet</b> Jérémie	NIGEND : 323 856
<b>Magne</b> Jean-Louis	NIGEND : 202 076
<b>Daniel</b> Anthony	NIGEND : 267 350
<b>Leclercq</b> Bastien	NIGEND : 277 372
<b>Pelletier</b> Tony	NIGEND : 179 191
<b>Meteau</b> Katy	NIGEND : 352 812
<b>Llinares</b> Marion	NIGEND : 235 646
<b>Carraro</b> Vincent	NIGEND : 306 978
<b>Picasse</b> Nicolas	NIGEND : 352 076
<b>Falay</b> Romain	NIGEND : 354 984
<b>Chung</b> Diego	NIGEND : 370 385
<b>Besse</b> Clément	NIGEND : 242 399
<b>Lefebvre</b> Candide	NIGEND : 368 085
<b>Brossard</b> Guillaume	NIGEND : 369 091
<b>Menu</b> Aurélie	NIGEND : 361 847
<b>Rodrique</b> Paul	NIGEND : 370 122
<b>Cathey</b> Marion	NIGEND : 337 192
<b>Lai Mink</b> Toérau	NIGEND : 316 964
<b>Maréco</b> Grégory	NIGEND : 356 382
<b>Poix</b> David	NIGEND : 226 982
<b>Vallé</b> Anthony	NIGEND : 303 256
<b>Gelly</b> Benjamin	NIGEND : 341 826
<b>Pozzi</b> Maxime	NIGEND : 336 012
<b>Poteau</b> Herrio	NIGEND : 302 528
<b>Cleton</b> David	NIGEND : 306 584
<b>De Muer</b> Batiste	NIGEND : 362 569



<b>Joly</b> Christophe	NIGEND : 165 448
<b>Ballay</b> Sébastien	NIGEND : 306 903
<b>Grassart</b> Mickaël	NIGEND : 301 724
<b>Allard</b> Ronan	NIGEND : 362 051
<b>Feuerstein</b> Noémie	NIGEND : 368 604
<b>Pintore</b> Eddy	NIGEND : 246 260
<b>Pourchaux</b> Jérémy	NIGEND : 307 065
<b>Haquette</b> Kevin	NIGEND : 335 991
<b>Noël-Théron</b> Jonathan	NIGEND : 345 263
<b>Monneret</b> Vincent	NIGEND : 352 315
<b>Bas</b> Lauren	NIGEND : 316 245
<b>Boos</b> Doriane	NIGEND : 318 609
<b>Coulon</b> Emeline	NIGEND : 337 492
<b>Masset</b> Kévin	NIGEND : 345 252
<b>Urich</b> Romain	NIGEND : 337 402
<b>Maillot</b> Romuald	NIGEND : 366 213
<b>Druon</b> Fabien	NIGEND : 314 426
<b>Bergeot</b> Guillaume	NIGEND : 300 310
<b>Bouillon</b> Jérémy	NIGEND : 307 709
<b>Hauteville</b> Anna-Lucie	NIGEND : 339 728
<b>Hoarau</b> Christopher	NIGEND : 311 921
<b>Goyet</b> Valentin	NIGEND : 360 460
<b>Charbau</b> Matthieu	NIGEND : 369 985
<b>Boquet</b> Guillaume	NIGEND : 233 919
<b>Chobriat</b> Sébastien	NIGEND : 349 564
<b>Mercereau</b> Jean	NIGEND : 333 204
<b>Delville</b> Jérémy	NIGEND : 365 953
<b>Poirot</b> Joanne	NIGEND : 366 257
<b>Da Silva</b> Nicolas	NIGEND : 360 434
<b>Genicot</b> Ophélie	NIGEND : 314 848
<b>Rattez</b> Louis	NIGEND : 363 293
<b>Cadi</b> Nathanaël	NIGEND : 347 580
<b>Wampack</b> Gauthier	NIGEND : 196 783
<b>Boiteux</b> Cécile	NIGEND : 190 400
<b>Janson</b> Frank	NIGEND : 178 121
<b>Bonnel</b> Gilles	NIGEND : 196 394
<b>Paturaud</b> Delphine	NIGEND : 219 212
<b>Détrie</b> Olivier	NIGEND : 239 199
<b>Corbin</b> Jérôme	NIGEND : 234 621
<b>Lebert</b> Ludovic	NIGEND : 144 446
<b>Grandjean</b> Laurent	NIGEND : 143 476
<b>Fallot</b> Jean-Paul	NIGEND : 144 152
<b>Dufour</b> Marie-Chantal	NIGEND : 141 222
<b>Louis</b> Olivier	NIGEND : 143 646
<b>Pierson</b> Valère	NIGEND : 137 237
<b>Arrougé</b> Joseph	NIGEND : 146 856
<b>Varoquier</b> Vincent	NIGEND : 150 086
<b>Bolley</b> Pascal	NIGEND : 143 303
<b>Protoy</b> Philippe	NIGEND : 141 013
<b>Malheux</b> Alexis	NIGEND : 146 264
<b>Savetier</b> Christophe	NIGEND : 146 294

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 décembre 2019.

*Le général, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie du Grand Est,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Marne,*  
R. DE LORGERIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Nouvelle-Aquitaine

**Décision n° 20773 du 5 décembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne**

NOR : INTJ1929975S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 5 avril 2012 modifié relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 22 novembre 2019,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne – subdivision d'arme de la gendarmerie départementale – est arrêté ainsi qu'il suit :

Pour le grade de major, les adjudants-chefs :

<b>Mousnier Murielle</b>	NIGEND : 161 994
<b>Quattrochi Michel</b>	NIGEND : 151 016
<b>Chaumarin Christophe</b>	NIGEND : 139 828
<b>Didaoui Eric</b>	NIGEND : 135 670
<b>Loret Denis</b>	NIGEND : 140 589
<b>Caille Olivier</b>	NIGEND : 159 762
<b>Branco Gilles</b>	NIGEND : 136 466
<b>Pineau Joël</b>	NIGEND : 135 716
<b>Le Gall Laurent</b>	NIGEND : 150 163
<b>Mériglier Stéphane</b>	NIGEND : 133 786
<b>Guérin Jean-Marie</b>	NIGEND : 162 917
<b>Cochet Cyrille</b>	NIGEND : 124 759
<b>Champnier Jean-Jacques</b>	NIGEND : 141 589

Pour le grade d'adjudant-chef, les adjudants :

<b>Mortier Carole</b>	NIGEND : 144 984
<b>Maulin Vincent</b>	NIGEND : 164 973
<b>Chaillat Sébastien</b>	NIGEND : 181 736
<b>Robergeaud Fabien</b>	NIGEND : 186 975
<b>Chottin Sébastien</b>	NIGEND : 168 839
<b>Arsendeau William</b>	NIGEND : 188 467
<b>Niggel Emmanuel</b>	NIGEND : 165 592
<b>Delandines Christian</b>	NIGEND : 142 041
<b>Chauvet Christelle</b>	NIGEND : 217 463

<b>Guilbert</b> Freddy	NIGEND : 142 570
<b>Pières</b> Mathieu	NIGEND : 190 328
<b>Sourdou</b> Raphaël	NIGEND : 157 788
<b>Bailly</b> Vincent	NIGEND : 164 260
<b>Castanheira</b> Rui Alberto	NIGEND : 178 272
<b>Louis</b> Xavier	NIGEND : 156 757
<b>Desroches</b> Céline	NIGEND : 187 990
<b>Couillard</b> Francis	NIGEND : 143 167
<b>Bonnin</b> Florent	NIGEND : 191 899
<b>Garo</b> Stéphanie	NIGEND : 209 334
<b>Chevrier</b> Denis	NIGEND : 179 301
<b>Dupont</b> Katia	NIGEND : 157 971
<b>Degoix</b> Yannick	NIGEND : 168 541
<b>Dantoing</b> Franck	NIGEND : 141 917
<b>Sire</b> Ludovic	NIGEND : 195 493
<b>Fourcade</b> Sébastien	NIGEND : 197 099
<b>Guilbault</b> Fabien	NIGEND : 162 085
<b>Dupont</b> Franck	NIGEND : 160 533
<b>Santoro</b> Hugues	NIGEND : 192 953
<b>Giraud</b> Sébastien	NIGEND : 172 850
<b>Garraud</b> Christophe	NIGEND : 215 676
<b>Peraro</b> Guillaume	NIGEND : 169 719
<b>Touron</b> Laurent	NIGEND : 186 045
<b>Poussade</b> Patrick	NIGEND : 164 643
<b>Besnard</b> Jean-Paul	NIGEND : 155 905
<b>Boutin</b> Frédéric	NIGEND : 159 760
<b>Perlot</b> Ronald	NIGEND : 162 121
<b>Poircuitt</b> Pascal	NIGEND : 162 959
<b>Pieters</b> Jean-Philippe	NIGEND : 158 970
<b>Linget</b> Sébastien	NIGEND : 239 866
<b>Cherbonnier</b> Miguel	NIGEND : 155 267
<b>Gaborit</b> Anne	NIGEND : 198 769

Pour le grade d'adjudant, les maréchaux des logis-chefs :

<b>Garandeau</b> Ornella	NIGEND : 215 905
<b>Lecomte</b> Fabien	NIGEND : 169 695
<b>Videcoq</b> Natacha	NIGEND : 212 021
<b>Vandebrouck</b> Angèle	NIGEND : 307 490
<b>Beaujean</b> Romaric	NIGEND : 210 475
<b>Souchaud</b> Sébastien	NIGEND : 159 208
<b>Pendaries</b> Thierry	NIGEND : 127 310
<b>Ragot</b> Raphaël	NIGEND : 172 620
<b>Perry</b> Xavier	NIGEND : 124 101
<b>Laffort</b> Cyril	NIGEND : 166 353
<b>Daviet</b> Daniel	NIGEND : 137 178
<b>Têtu</b> Sandrine	NIGEND : 204 311
<b>Roux</b> Ludovic	NIGEND : 146 566
<b>Mignon</b> Jean-Philippe	NIGEND : 132 315
<b>Cheminade</b> David	NIGEND : 176 866
<b>Garnault</b> Isabelle	NIGEND : 137 507

<b>Hérault</b> Aline	NIGEND : 186002
<b>Trotto</b> Jacques	NIGEND : 145141
<b>Vilnot</b> Eric	NIGEND : 135350
<b>Loquet</b> Wenceslas	NIGEND : 193537
<b>Bénévent</b> Vincent	NIGEND : 190202
<b>Leclercq</b> Arnaud	NIGEND : 184656
<b>Gaillard</b> Frédéric	NIGEND : 136508
<b>Rougeau</b> Anthony	NIGEND : 204923
<b>Rivières</b> Benoît	NIGEND : 169222
<b>Gourdeau</b> Anthony	NIGEND : 186219
<b>Deslandes</b> Thierry	NIGEND : 148177
<b>Pastureau</b> Nicolas	NIGEND : 185185
<b>Frugier</b> Laurent	NIGEND : 300917
<b>Gonnin</b> Ingrid	NIGEND : 156451
<b>Dijoux</b> Samuel	NIGEND : 201759
<b>Courbette</b> Sylvain	NIGEND : 231933
<b>Robert</b> Sébastien	NIGEND : 197802
<b>Brot</b> Laure	NIGEND : 209447
<b>Eymard</b> Nicolas	NIGEND : 219421
<b>Baudry</b> Séverine	NIGEND : 202993
<b>Ermel</b> Bernard	NIGEND : 136353
<b>Perrier</b> Mickaël	NIGEND : 185624
<b>Echeverria</b> Thierry	NIGEND : 158033
<b>Brigault</b> Michel	NIGEND : 122618
<b>Maufras</b> Bruno	NIGEND : 136917
<b>Pithois</b> Christian	NIGEND : 70287
<b>Ladrat</b> Alain	NIGEND : 134914
<b>Bonnebouche</b> Alain	NIGEND : 134222
<b>Bodet</b> Frédéric	NIGEND : 147682
<b>Bellot</b> René	NIGEND : 151602
<b>Poitou</b> Raymond	NIGEND : 152724
<b>Gilet</b> Emmanuel	NIGEND : 154282
<b>Papet</b> Pascal	NIGEND : 159189
<b>Piaczynski</b> Joël	NIGEND : 137470

Pour le grade de maréchal des logis-chef, les gendarmes :

<b>Canard</b> Fabien	NIGEND : 235333
<b>Roquart</b> Cédric	NIGEND : 307608
<b>Dard</b> Christalline	NIGEND : 328129
<b>Vallet</b> Benjamin	NIGEND : 366761
<b>Thibault</b> Cédric	NIGEND : 301348
<b>Vergnaud</b> Nicolas	NIGEND : 244713
<b>Cadet</b> Laurine	NIGEND : 341643
<b>Lepage</b> Steven	NIGEND : 320817
<b>Skrzypczak</b> Pierre-Loïc	NIGEND : 244869
<b>Paumard</b> Anthony	NIGEND : 189092
<b>Boileau</b> Clément	NIGEND : 248454
<b>Turcato</b> Marie	NIGEND : 329100
<b>Gallois</b> Pierre	NIGEND : 245785
<b>Durand</b> Nicolas	NIGEND : 232716

<b>Marsan Julien</b>	NIGEND : 237947
<b>Darcy Nicolas</b>	NIGEND : 307858
<b>Dorseuil Samuel</b>	NIGEND : 368318
<b>Rousseau François</b>	NIGEND : 243596
<b>Gensel Maël</b>	NIGEND : 307606
<b>Boucard-Cétol Pascal</b>	NIGEND : 247287
<b>Auguste Jordan</b>	NIGEND : 335063
<b>Gervot Olivia</b>	NIGEND : 318652
<b>Mantel Valentin</b>	NIGEND : 353129
<b>Wagner Elodie</b>	NIGEND : 306150
<b>Halliot Emilie</b>	NIGEND : 361446
<b>Hertaux Aurélie</b>	NIGEND : 318979
<b>Laforêt Nicolas</b>	NIGEND : 351247
<b>Cuney Emeline</b>	NIGEND : 301608
<b>Crapez Margaux</b>	NIGEND : 359330
<b>Lemeunier Richard</b>	NIGEND : 197240
<b>Le Canu Aude</b>	NIGEND : 341177
<b>Tarroux Marine</b>	NIGEND : 357456
<b>Régent Jules</b>	NIGEND : 366961
<b>Dupont Vincent-Henri</b>	NIGEND : 350007
<b>Pethieu Benjamin</b>	NIGEND : 361018
<b>Warluzelle Louise</b>	NIGEND : 346110
<b>Brabant Romain</b>	NIGEND : 355742
<b>Leroy Aymeric</b>	NIGEND : 341250
<b>Baudoux Sébastien</b>	NIGEND : 340605
<b>Mézil Christophe</b>	NIGEND : 142086
<b>Michaud Christian</b>	NIGEND : 150439
<b>Oberholtz François</b>	NIGEND : 140009
<b>Pailler Olivier</b>	NIGEND : 145355
<b>Blaizeau Landry</b>	NIGEND : 150612
<b>Robichon Dominique</b>	NIGEND : 158471
<b>Kechtloff Bruno</b>	NIGEND : 133887
<b>Nesson Nathalie</b>	NIGEND : 138723
<b>Paoletti Thierry</b>	NIGEND : 152487
<b>Freulon Patrick</b>	NIGEND : 146893
<b>Collot Christophe</b>	NIGEND : 159769
<b>Rondeau Franck</b>	NIGEND : 153620
<b>Gauthier Guillaume</b>	NIGEND : 235251
<b>Darrigade David</b>	NIGEND : 196656
<b>Paragot Nicolas</b>	NIGEND : 171714
<b>Brandy Jean-Luc</b>	NIGEND : 149134

## Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 décembre 2019.

*Le colonel, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Vienne,  
Y. DUMEZ*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Bourgogne-Franche-Comté

**Décision n° 21443 du 5 décembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne**

NOR : INTJ1930007S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 5 avril 2012 modifié relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 20 novembre 2019,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bourgogne - Franche-Comté – subdivision d'arme de la gendarmerie départementale – est arrêté ainsi qu'il suit:

Pour le grade de major, les adjudants-chefs :

<b>Durcaze</b> Alain	NIGEND : 140 848
<b>Frouard</b> Lionel	NIGEND : 144 822
<b>Decroix</b> Bruno	NIGEND : 144 658
<b>De Lamper</b> Emmanuel	NIGEND : 155 273
<b>Leborgne</b> Marc	NIGEND : 144 447
<b>Verney</b> Stéphane	NIGEND : 135 921
<b>Guillemin</b> Sébastien	NIGEND : 163 511
<b>Simon</b> Sébastien	NIGEND : 165 473
<b>Droulez</b> Thomas	NIGEND : 190 754
<b>Gaire</b> Philippe	NIGEND : 156 722
<b>Boirot</b> Alexandre	NIGEND : 152 654
<b>Portier</b> Alyane	NIGEND : 204 087
<b>Crocq</b> Pascal	NIGEND : 174 518
<b>Leblanc</b> Emmanuel	NIGEND : 178 693
<b>Porteiron</b> Patrice	NIGEND : 160 678

Pour le grade d'adjudant-chef, les adjudants :

<b>Chavanon</b> Emmanuel	NIGEND : 169 143
<b>Carré</b> Philippe	NIGEND : 181 337
<b>Rabin</b> Sébastien	NIGEND : 168 241
<b>Bach</b> Céline	NIGEND : 180 270
<b>Segura</b> Olivier	NIGEND : 168 922

<b>Boutron Fabrice</b>	NIGEND : 145 285
<b>Skotarek Peggy</b>	NIGEND : 161 440
<b>De Brauwier Jérôme</b>	NIGEND : 229 228
<b>Jebari Sonia</b>	NIGEND : 203 927
<b>Scheur Fabien</b>	NIGEND : 211 161
<b>Douine Clément</b>	NIGEND : 186 909
<b>Mennereau Jean-Paul</b>	NIGEND : 212 751
<b>Bonvalot Ludovic</b>	NIGEND : 215 431
<b>Chevrier Laurent</b>	NIGEND : 203 897
<b>Chrétien Hélène</b>	NIGEND : 199 748
<b>Collot Fanny</b>	NIGEND : 196 993
<b>Enault Christophe</b>	NIGEND : 211 613
<b>Lacombe Christophe</b>	NIGEND : 145 684
<b>Théron Cédric</b>	NIGEND : 196 224
<b>Bernard Sébastien</b>	NIGEND : 242 538
<b>Bonnidal Aurélien</b>	NIGEND : 236 625
<b>Lartaut Emmanuel</b>	NIGEND : 155 590
<b>Guyoux Fabrice</b>	NIGEND : 182 843
<b>Simon Joris</b>	NIGEND : 232 526
<b>Bretin David</b>	NIGEND : 179 241
<b>Labruère David</b>	NIGEND : 226 645
<b>Witkowski Laurent</b>	NIGEND : 166 070
<b>Haueter David</b>	NIGEND : 190 308
<b>Martin Guillaume</b>	NIGEND : 234 238
<b>Poyau Sébastien</b>	NIGEND : 197 050
<b>Desbois Philippe</b>	NIGEND : 150 287
<b>Buriller Sébastien</b>	NIGEND : 171 272
<b>Jonkx Eddy</b>	NIGEND : 191 360

Pour le grade d'adjudant, les maréchaux des logis-chefs :

<b>Duriau Thierry</b>	NIGEND : 229 111
<b>Abbühl Myriam</b>	NIGEND : 190 860
<b>Brun-Frati Frédéric</b>	NIGEND : 160 613
<b>Bouvier Julien</b>	NIGEND : 228 266
<b>Allibert Laëtitia</b>	NIGEND : 201 176
<b>Zamo Alexandre</b>	NIGEND : 224 748
<b>Barthe Maxence</b>	NIGEND : 246 378
<b>Pacaud Olivier</b>	NIGEND : 208 233
<b>Ducret Ludovic</b>	NIGEND : 245 310
<b>Lassalle Agnès</b>	NIGEND : 134 324
<b>Jacquet Pierre</b>	NIGEND : 216 229
<b>Bonnefoy Romain</b>	NIGEND : 183 743
<b>Delbecque Samuel</b>	NIGEND : 220 997
<b>Bonnabaud Mickaël</b>	NIGEND : 215 430
<b>Lamour Linda</b>	NIGEND : 202 198
<b>Chavatte Romain</b>	NIGEND : 308 745
<b>Kempf Gilles</b>	NIGEND : 204 003
<b>Langlet Carole</b>	NIGEND : 341 028
<b>Larcier Stéphanie</b>	NIGEND : 211 018
<b>Boissard Sylvain</b>	NIGEND : 177 612



<b>Mielle Julien</b>	NIGEND : 269 595
<b>Debarnot Bryce</b>	NIGEND : 218 783
<b>Michelland Amélie</b>	NIGEND : 227 435
<b>Boton Vincent</b>	NIGEND : 171 509
<b>Da Silva Soares Sylvie</b>	NIGEND : 243 066
<b>Adler Jeff</b>	NIGEND : 319 669
<b>Bal Jérôme</b>	NIGEND : 241 975
<b>Péronnet Claire</b>	NIGEND : 329 313
<b>Carteret Jérôme</b>	NIGEND : 138 088
<b>Asquin Jimmy</b>	NIGEND : 320 496
<b>Mougin Frédéric</b>	NIGEND : 208 734
<b>Gaillard Stéphane</b>	NIGEND : 340 080
<b>Boilley Nicolas</b>	NIGEND : 190 699
<b>Plunian Stéphane</b>	NIGEND : 216 662
<b>Salmon Mickaël</b>	NIGEND : 236 785
<b>Crousier Anne</b>	NIGEND : 340 964
<b>Mazué Stéphane</b>	NIGEND : 172 302
<b>Rubino Jordan</b>	NIGEND : 308 659
<b>Jeannot Benjamin</b>	NIGEND : 237 237
<b>Genot Éric</b>	NIGEND : 160 892
<b>Bougandoura Mehdi</b>	NIGEND : 247 196
<b>Schwoob Thomas</b>	NIGEND : 188 189
<b>Follin Sébastien</b>	NIGEND : 303 512
<b>Pinat Olivier</b>	NIGEND : 306 683
<b>Misiak Constance</b>	NIGEND : 320 407
<b>Lechevallier Fanny</b>	NIGEND : 309 765
<b>Cannet Philippe</b>	NIGEND : 165 816
<b>Tosco Patrice</b>	NIGEND : 215 401
<b>Maïk Guillaume</b>	NIGEND : 309 636
<b>Cartier Caroline</b>	NIGEND : 202 947
<b>Gorin Morgane</b>	NIGEND : 312 456
<b>Maingoutaud Romain</b>	NIGEND : 307 394
<b>Filon Madeleine</b>	NIGEND : 173 064
<b>Ortiz Laurent</b>	NIGEND : 232 802
<b>Rossignol Charline</b>	NIGEND : 338 515
<b>Gobet Emmanuelle</b>	NIGEND : 248 579
<b>Mazuyer Laëtitia</b>	NIGEND : 229 546
<b>Laurent Romain</b>	NIGEND : 218 256
<b>Moreaux Denis</b>	NIGEND : 180 568
<b>Pataille Sébastien</b>	NIGEND : 164 764
<b>Azmi Yacine</b>	NIGEND : 238 913
<b>Wasilewski Anthony</b>	NIGEND : 301 345
<b>Gozzi Philippe</b>	NIGEND : 220 599
<b>Bertrand Benjamin</b>	NIGEND : 307 615
<b>Pertus Jonathan</b>	NIGEND : 218 086
<b>Charlet Sophie</b>	NIGEND : 218 776
<b>Charles François</b>	NIGEND : 365 698
<b>Buhr Guillaume</b>	NIGEND : 335 428
<b>Kiefer Timothée</b>	NIGEND : 329 236
<b>Broussouloux Magali</b>	NIGEND : 161 204

<b>Chuniaud</b> Benoît	NIGEND : 159 617
<b>Martin</b> Laurent	NIGEND : 143 763
<b>Ledanois</b> Emilie	NIGEND : 329 009
<b>Ribeyre</b> Christophe	NIGEND : 162 006
<b>Durand</b> Elise	NIGEND : 235 830
<b>Delobelle</b> Antoine	NIGEND : 323 908
<b>Borie</b> Nicolas	NIGEND : 212 212
<b>Didot</b> Cédric	NIGEND : 207 797
<b>Grisot</b> Hugues	NIGEND : 193 697
<b>Godot</b> Laetitia	NIGEND : 241 200
<b>Rouet</b> Guillaume	NIGEND : 241 460
<b>Poirey</b> Lorène	NIGEND : 341 051
<b>Choizeau</b> Emmanuel	NIGEND : 248 251
<b>Vinçot</b> Loïc	NIGEND : 229 582
<b>Cousin</b> Anthony	NIGEND : 220 802
<b>Lethenet</b> Malorie	NIGEND : 236 872
<b>Houwée</b> Valentin	NIGEND : 337 543
<b>Riché</b> Benjamin	NIGEND : 198 247
<b>Hamard</b> Jimmy	NIGEND : 193 974
<b>Demange</b> Stéphane	NIGEND : 186 732
<b>Dhennequin</b> Alexandre	NIGEND : 303 854
<b>Archie</b> Irwin	NIGEND : 205 135
<b>Lacarrière</b> Leslie	NIGEND : 301 136
<b>Guntz</b> Arnaud	NIGEND : 338 213
<b>Chaput</b> Aurélie	NIGEND : 231 194
<b>Casimir</b> Fabrice	NIGEND : 213 810
<b>Courbez</b> Fabrice	NIGEND : 198 930
<b>Paul</b> Gwénaëlle	NIGEND : 191 893
<b>Guyot</b> Dimitri	NIGEND : 241 658
<b>Guillien</b> Xavier	NIGEND : 232 248
<b>Thomas</b> Jocelyn	NIGEND : 129 279
<b>Carteret</b> Christophe	NIGEND : 133 585
<b>Fauchet</b> Olivier	NIGEND : 134 884
<b>Rigaud</b> Philippe	NIGEND : 143 528
<b>Sochon</b> Emmanuel	NIGEND : 136 783
<b>Lestrohan</b> Francis	NIGEND : 151 535
<b>Lemaire</b> Éric	NIGEND : 148 367
<b>Guidet</b> Patrice	NIGEND : 150 544
<b>Florand</b> Jean-François	NIGEND : 144 666
<b>Ruiz</b> Pascal	NIGEND : 141 023
<b>Favre</b> Philippe	NIGEND : 140 695
<b>Sebire</b> Luc	NIGEND : 145 255
<b>Fabre</b> Patrick	NIGEND : 135 553
<b>Salvi</b> Dominique	NIGEND : 138 188
<b>Bonenfant</b> Olivier	NIGEND : 131 983
<b>Dorel</b> Bruno	NIGEND : 142 720
<b>Chanal</b> Stéphane	NIGEND : 138 775

Pour le grade de maréchal des logis-chef, les gendarmes :

<b>Jandot</b> Jean-Baptiste	NIGEND : 208 694
-----------------------------	------------------

<b>Belliard</b> Florian	NIGEND : 226 409
<b>Came</b> Jean-Philippe	NIGEND : 217 701
<b>Sioni</b> Fabien	NIGEND : 262 830
<b>Mussier</b> Cédric	NIGEND : 307 055
<b>Ducrocq</b> Xavier	NIGEND : 210 205
<b>Prigent</b> Anaïs	NIGEND : 348 853
<b>Raffa</b> Marianne	NIGEND : 370 051
<b>Mandin</b> Margot	NIGEND : 340 147
<b>Delamotte</b> Juliette	NIGEND : 368 596
<b>Faivre</b> Didier	NIGEND : 221 389
<b>Pinto</b> Ingrid	NIGEND : 319 813
<b>Bocquet</b> Raphaël	NIGEND : 338 157
<b>Devergie</b> Steve	NIGEND : 349 094
<b>Tribouillard</b> Guillaume	NIGEND : 328 648
<b>Guérif</b> Romain	NIGEND : 353 903
<b>Gau</b> Julien	NIGEND : 348 844
<b>Grégoire</b> Adrien	NIGEND : 325 088
<b>Billerey</b> Sébastien	NIGEND : 218 208
<b>Ode</b> Vincent	NIGEND : 323 469
<b>Thierry</b> Florent	NIGEND : 312 310
<b>Ober</b> Marie	NIGEND : 234 243
<b>Quello</b> Yann	NIGEND : 235 179
<b>Finot</b> Sabrina	NIGEND : 206 287
<b>Mathieu</b> Audeline	NIGEND : 355 313
<b>Marsaleix</b> Marine	NIGEND : 341 244
<b>Poli</b> Stéphane	NIGEND : 225 659
<b>Merschiltz</b> Lucas	NIGEND : 323 924
<b>Descoursières</b> Renaud	NIGEND : 336 816
<b>Sansano</b> Pierre	NIGEND : 341 148
<b>Moisy</b> Aline	NIGEND : 341 959
<b>Souciet</b> Océane	NIGEND : 353 289
<b>Arnaud</b> Romain	NIGEND : 303 061
<b>Palka</b> Romain	NIGEND : 353 271
<b>Schnyder-Jeanniot</b> Mickaël	NIGEND : 337 620
<b>Manarani</b> Charles	NIGEND : 315 152
<b>Chauvin</b> Vivien	NIGEND : 311 365
<b>Cachot</b> Florian	NIGEND : 308 425
<b>Kurowski</b> Vanessa	NIGEND : 256 053
<b>Bergeon</b> Emilie	NIGEND : 370 444
<b>Baudoin</b> Geoffrey	NIGEND : 314 027
<b>Petit</b> Matthieu	NIGEND : 327 857
<b>De Oliveira</b> Céline	NIGEND : 327 667
<b>Llense</b> Clément	NIGEND : 343 689
<b>Clémencin</b> Gaétan	NIGEND : 362 340
<b>Martinicchio</b> Adrien	NIGEND : 305 648
<b>Abraham</b> Vincent	NIGEND : 349 795
<b>Etienne</b> Vincent	NIGEND : 345 896
<b>Puccini</b> Robin	NIGEND : 370 764
<b>Germani</b> Antony	NIGEND : 328 034
<b>Roulleau</b> Linda	NIGEND : 332 217

<b>Weiss Fanny</b>	NIGEND : 361 837
<b>Jezernik Julie</b>	NIGEND : 362 720
<b>Sourdet Vincent</b>	NIGEND : 207 811
<b>Cornot Elise</b>	NIGEND : 341 111
<b>Esnouf Julia</b>	NIGEND : 313 531
<b>Finance Laura</b>	NIGEND : 348 195
<b>Boivin Jean-William</b>	NIGEND : 330 232
<b>Vit Bastien</b>	NIGEND : 361 682
<b>Cady Anatole</b>	NIGEND : 323 778
<b>Borel Christopher</b>	NIGEND : 342 911
<b>Barret Mickaël</b>	NIGEND : 329 902
<b>Philomin Brunel</b>	NIGEND : 365 927
<b>Patoux Camille</b>	NIGEND : 336 160
<b>Fardoux Alexis</b>	NIGEND : 361 500
<b>Le Martret Alexis</b>	NIGEND : 316 237
<b>Fuertes Julien</b>	NIGEND : 361 592
<b>Fiegel Yannick</b>	NIGEND : 368 605
<b>Weber Jérémy</b>	NIGEND : 359 728
<b>Barbosa Alexis</b>	NIGEND : 348 611
<b>Salvi Alexis</b>	NIGEND : 361 633
<b>Lebrun Damien</b>	NIGEND : 315 144
<b>Dame Laurent</b>	NIGEND : 161 835
<b>Bochard Cyriaque</b>	NIGEND : 157 514
<b>Boesso Stéphane</b>	NIGEND : 192 702
<b>Mathez David</b>	NIGEND : 168 893
<b>Noiray Philippe</b>	NIGEND : 171 857
<b>Bechtel Diane</b>	NIGEND : 200 250
<b>Dudragne Denis</b>	NIGEND : 151 082
<b>Lacroix Bertrand</b>	NIGEND : 303 565
<b>Dudas Serge</b>	NIGEND : 181 607
<b>Miot Fabrice</b>	NIGEND : 158 323
<b>Guyenot Stéphane</b>	NIGEND : 158 664
<b>Aldebert Emmanuel</b>	NIGEND : 145 267
<b>Morand Régis</b>	NIGEND : 149 568
<b>Bernet Olivier</b>	NIGEND : 142 861
<b>Viré Christophe</b>	NIGEND : 150 482
<b>Garreau Christophe</b>	NIGEND : 136 647
<b>Couturier Alain</b>	NIGEND : 156 189
<b>Olbrich Dominique</b>	NIGEND : 152 366
<b>De Bigault Des Fouchères Fabien</b>	NIGEND : 134 876
<b>Bordet Didier</b>	NIGEND : 163 616
<b>Morillo Richard</b>	NIGEND : 150 907
<b>Lagrange David</b>	NIGEND : 163 035
<b>Jakobowski Éric</b>	NIGEND : 141 797
<b>Lecul Guillaume</b>	NIGEND : 156 075

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 décembre 2019.

*Le général de division, commandant la région  
de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or,*  
T. CAILLOZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
des Hauts-de-France

**Décision n° 21827 du 5 décembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme**

NOR : INTJ1930011S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie des Hauts-de-France, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Somme,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 5 avril 2012 modifié relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 19 novembre 2019,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme – subdivision d'arme de la gendarmerie départementale – est arrêté ainsi qu'il suit :

Pour le grade de major, les adjudants-chefs :

<b>Quentel Raphaël</b>	NIGEND : 155 620
<b>Catenne Christine</b>	NIGEND : 151 343
<b>Deroy Thierry</b>	NIGEND : 153 943
<b>Poret Sébastien</b>	NIGEND : 164 774
<b>Clémer Olivier</b>	NIGEND : 148 331
<b>Cierniak Éric</b>	NIGEND : 151 457
<b>Gavériaux Fabrice</b>	NIGEND : 152 274
<b>Letocart Arnaud</b>	NIGEND : 155 463
<b>Wojtowicz Christian</b>	NIGEND : 147 286
<b>Holub Patrick</b>	NIGEND : 162 383

Pour le grade d'adjudant-chef, les adjudants :

<b>Taymont David</b>	NIGEND : 194 380
<b>Godefroy Vincent</b>	NIGEND : 169 292
<b>Texier Benoît</b>	NIGEND : 185 869
<b>Benoist Damien</b>	NIGEND : 243 119
<b>Racine Jean</b>	NIGEND : 198 268
<b>Schietequatte Antoine</b>	NIGEND : 184 395
<b>Barrier Laurent</b>	NIGEND : 148 845
<b>Nowak Anthony</b>	NIGEND : 193 612
<b>Brisebras Gaël</b>	NIGEND : 203 305
<b>Blondeel Patrick</b>	NIGEND : 149 981
<b>Pottiez Jérôme</b>	NIGEND : 190 194

<b>Lavallée</b> Grégory	NIGEND : 208 844
<b>Dailly</b> Eddy	NIGEND : 173 305
<b>Wargnier</b> Jérôme	NIGEND : 241 161
<b>Dubois</b> Stéphane	NIGEND : 145 416
<b>Morel</b> Christophe	NIGEND : 160 802
<b>Wantellet</b> Frédéric	NIGEND : 149 357
<b>Bartolotta</b> Gianni	NIGEND : 242 548
<b>Dourlen</b> Philippe	NIGEND : 226 180
<b>Delattre</b> Christophe	NIGEND : 226 590
<b>Checinsky</b> Stéphane	NIGEND : 169 258
<b>Didelot</b> Brice	NIGEND : 152 192

Pour le grade d'adjudant, les maréchaux des logis-chefs :

<b>Hostyn</b> Maxence	NIGEND : 337 207
<b>Riva</b> Philippe	NIGEND : 174 916
<b>Decroix</b> Jean-Luc	NIGEND : 218 040
<b>Anselmini</b> Charline	NIGEND : 245 691
<b>Devin</b> Émilie	NIGEND : 194 144
<b>Gosset</b> Frédéric	NIGEND : 178 413
<b>Absil</b> Grégory	NIGEND : 204 365
<b>Méniszez</b> Julien	NIGEND : 219 208
<b>Wattebled</b> Davy	NIGEND : 216 684
<b>Guilmain</b> Denis	NIGEND : 220 205
<b>Watel</b> Olivier	NIGEND : 212 715
<b>Lugan</b> Emilie	NIGEND : 313 243
<b>Lambert</b> Pierre	NIGEND : 220 833
<b>Harant</b> Julien	NIGEND : 305 895
<b>Vanbalinghem</b> Maxime	NIGEND : 319 957
<b>Carbonnel</b> Laura	NIGEND : 320 950
<b>Perez-Berjaud</b> Corinne	NIGEND : 205 365
<b>Germe</b> Matthieu	NIGEND : 243 670
<b>Dubois</b> Jean-Louis	NIGEND : 231 586
<b>Mahé</b> Bertrand	NIGEND : 221 161
<b>Leloir</b> Nicolas	NIGEND : 340 145
<b>Duriez</b> Sylvain	NIGEND : 245 460
<b>Le Burel</b> Thibaut	NIGEND : 316 736
<b>Delattre</b> Maxime	NIGEND : 228 267
<b>Madoire</b> Arnaud	NIGEND : 146 385
<b>Crommelinck</b> David	NIGEND : 213 912
<b>Plouvier</b> Romuald	NIGEND : 164 022
<b>Blériot</b> Vincent	NIGEND : 161 713
<b>Cerf</b> David	NIGEND : 164 692
<b>Léonardon</b> Aurore	NIGEND : 308 213
<b>Duriez</b> Alexandre	NIGEND : 247 257
<b>Dujardin</b> Christopher	NIGEND : 305 827
<b>Carette</b> Callan	NIGEND : 340 956
<b>Paul</b> Julien	NIGEND : 205 234
<b>Fenart</b> Elodie	NIGEND : 339 892
<b>Flanquart</b> Romain	NIGEND : 304 931
<b>Guerreiro</b> Sébastien	NIGEND : 168 311

<b>Vaneeghem</b> Quentin	NIGEND : 329 328
<b>Deschemaker</b> Olivier	NIGEND : 218 303
<b>Telliez</b> Matthieu	NIGEND : 246 539
<b>Cousin</b> Sébastien	NIGEND : 247 097
<b>Ponce</b> Typhaine	NIGEND : 277 837
<b>Norguet</b> Sébastien	NIGEND : 177 171
<b>Dumez</b> Adrien	NIGEND : 229 737
<b>Labrevoir</b> Guillaume	NIGEND : 202 275
<b>Ternois</b> Benjamin	NIGEND : 304 684
<b>Anquez</b> Olivier	NIGEND : 192 943
<b>Petit</b> Mickaël	NIGEND : 206 340
<b>Hecquet</b> Laurent	NIGEND : 151 500
<b>Cadet</b> Hervé	NIGEND : 301 069
<b>Floury-Glowacki</b> Aurélien	NIGEND : 247 263
<b>Renaux</b> Caroline	NIGEND : 320 921
<b>Souchet</b> Julien	NIGEND : 304 863
<b>Sautron</b> David	NIGEND : 226 700
<b>Fredou</b> Jean-Christophe	NIGEND : 232 585
<b>Glavier</b> Isabelle	NIGEND : 217 741
<b>Poret</b> Benjamin	NIGEND : 232 284
<b>Delaunay</b> Cédric	NIGEND : 197 360
<b>Dupuis</b> David	NIGEND : 225 251
<b>Soetens</b> Frédéric	NIGEND : 241 156
<b>Buire</b> Joffrey	NIGEND : 240 124
<b>Resag</b> Oliver	NIGEND : 219 850
<b>Druon</b> Jean-Jacques	NIGEND : 216 207
<b>Havret</b> Stéphane	NIGEND : 180 235
<b>Zadravec</b> Guillaume	NIGEND : 341 102
<b>Detoisien</b> Vincent	NIGEND : 220 811
<b>Joubin</b> Lionel	NIGEND : 314 231
<b>Cauwet</b> Tony	NIGEND : 215 784
<b>Bruyère</b> Mélissa	NIGEND : 324 790
<b>Roig</b> Vivian	NIGEND : 341 969
<b>Sulas</b> Julien	NIGEND : 228 883
<b>Moulay</b> Sabrina	NIGEND : 205 321
<b>Petitjean</b> Sabine	NIGEND : 186 744
<b>Humbert</b> Christophe	NIGEND : 273 723
<b>Bouvard</b> Yohan	NIGEND : 236 698
<b>Lefèvre Mansard de Sagonne</b> Guillaume	NIGEND : 319 064
<b>Théodore</b> Mickaël	NIGEND : 180 598
<b>Dutoit</b> Joanie	NIGEND : 246 515
<b>Rebourcier</b> Savinien	NIGEND : 242 247
<b>Detre</b> Nicolas	NIGEND : 276 782
<b>Martin</b> Alexandra	NIGEND : 352 306
<b>Soares</b> Céline	NIGEND : 307 799
<b>Legris</b> Matthieu	NIGEND : 245 211
<b>Prévost</b> Gwendoline	NIGEND : 335 545
<b>Bonnard</b> Isabelle	NIGEND : 248 802
<b>Pique</b> Jérémy	NIGEND : 232 128
<b>Thaisne</b> Sébastien	NIGEND : 201 886



<b>Hoyois Jean-Patrick</b>	NIGEND : 306583
<b>Mazé Pierre-Yves</b>	NIGEND : 178 325
<b>Delmas Arnaud</b>	NIGEND : 158 803
<b>Sow Oumou</b>	NIGEND : 225 140
<b>Comont Baptiste</b>	NIGEND : 228 046
<b>Caulliez Benoît</b>	NIGEND : 160 860
<b>Charmentier Vivien</b>	NIGEND : 246 054
<b>Grare Fabien</b>	NIGEND : 230 579
<b>Pirez Anne</b>	NIGEND : 316 683
<b>Pruvost Maxime</b>	NIGEND : 218 339
<b>Ogez Sylvie</b>	NIGEND : 147 625
<b>Bary Christophe</b>	NIGEND : 139 690
<b>Fournier Éric</b>	NIGEND : 136 358
<b>Bertin Bruno</b>	NIGEND : 135 517
<b>Lesage Jean-Michel</b>	NIGEND : 148 923
<b>Lallemant Véronique</b>	NIGEND : 131 475
<b>Deltour Martial</b>	NIGEND : 135 270

Pour le grade de maréchal des logis-chef, les gendarmes :

<b>Coindaud Sonia</b>	NIGEND : 254 448
<b>Mougenot Olivier</b>	NIGEND : 203 111
<b>Lejeune Rémy</b>	NIGEND : 248 543
<b>Grandjean Marc</b>	NIGEND : 323 861
<b>Poulain Vincent</b>	NIGEND : 302 108
<b>Darcourt Loïc</b>	NIGEND : 226 736
<b>Michel Maurin</b>	NIGEND : 340 720
<b>Braquart Rémy</b>	NIGEND : 303 829
<b>Douillet Maxime</b>	NIGEND : 259 144
<b>Bénard Alexandre</b>	NIGEND : 360 857
<b>Boudot Jérémy</b>	NIGEND : 356 384
<b>Breton Guillaume</b>	NIGEND : 333 536
<b>De Neef Jordan</b>	NIGEND : 334 430
<b>Chollet Nicolas</b>	NIGEND : 369 102
<b>Vielle Laura</b>	NIGEND : 347 582
<b>Laniesz Caroline</b>	NIGEND : 360 930
<b>Loeb Nathanaël</b>	NIGEND : 360 932
<b>Cochefert Sandrine</b>	NIGEND : 362 099
<b>Loiseau Faustine</b>	NIGEND : 334 666
<b>Roussel Julien</b>	NIGEND : 344 892
<b>Dufour Julien</b>	NIGEND : 315 118
<b>Beraux Yoan</b>	NIGEND : 246 381
<b>Delambre Fabien</b>	NIGEND : 339 265
<b>Macko Yann</b>	NIGEND : 337 304
<b>Opsomer Sandrine</b>	NIGEND : 312 601
<b>Roux Benjamin</b>	NIGEND : 302 131
<b>Hannon François</b>	NIGEND : 368 072
<b>Varin Simon</b>	NIGEND : 326 703
<b>Dupuis Tiphaine</b>	NIGEND : 356 941
<b>Galvan Thomas</b>	NIGEND : 340 083
<b>Warnier Guillaume</b>	NIGEND : 311 404

<b>Grousset Julie</b>	NIGEND : 177 725
<b>Delaporte Stéphane</b>	NIGEND : 344 169
<b>Brenneval Teddy</b>	NIGEND : 301 849
<b>Thomas Lolita</b>	NIGEND : 369 757
<b>Ladrière Maxime</b>	NIGEND : 307 756
<b>Breton Arnaud</b>	NIGEND : 179 242
<b>Lecoeuche Elisa</b>	NIGEND : 334 032
<b>Leroux Gaétan</b>	NIGEND : 323 444
<b>Sueur Loïc</b>	NIGEND : 335 160
<b>Roy Matthieu</b>	NIGEND : 366 267
<b>Pruvost Manon</b>	NIGEND : 368 627
<b>Lecourt David</b>	NIGEND : 215 753
<b>Dernoncourt Gaétan</b>	NIGEND : 310 825
<b>Ponsard Christelle</b>	NIGEND : 306 439
<b>Martinez Julien</b>	NIGEND : 314 738
<b>Delbart Alexandre</b>	NIGEND : 353 626
<b>Lemaître Sandy</b>	NIGEND : 313 791
<b>Santos Del Paramo Thomas</b>	NIGEND : 368 118
<b>Levaltier Matthieu</b>	NIGEND : 361 701
<b>Glachant Matthieu</b>	NIGEND : 327 077
<b>Georgin Mickaël</b>	NIGEND : 339 112
<b>Machado David</b>	NIGEND : 360 696
<b>Devin Alban</b>	NIGEND : 315 114
<b>Parent Vanessa</b>	NIGEND : 365 993
<b>Soret Adrien</b>	NIGEND : 358 247
<b>Baijoonauth Bhooshan</b>	NIGEND : 332 630
<b>Legrand Xavier</b>	NIGEND : 198 676
<b>Leroy Thomas</b>	NIGEND : 332 782
<b>Crombet Christelle</b>	NIGEND : 307 149
<b>Lhoir François</b>	NIGEND : 352 321
<b>Vallet Sammy</b>	NIGEND : 341 507
<b>Goës Alice</b>	NIGEND : 308 441
<b>Leplat Benjamin</b>	NIGEND : 362 440
<b>Buard Damien</b>	NIGEND : 310 258
<b>Petit Mathieu</b>	NIGEND : 337 935
<b>Courtin Florent</b>	NIGEND : 365 950
<b>Vidaud Damien</b>	NIGEND : 360 958
<b>Herbin Sybille</b>	NIGEND : 259 443
<b>Laulan Aurore</b>	NIGEND : 366 130
<b>Sommermont Quentin</b>	NIGEND : 362 164
<b>Fasquel Alexandre</b>	NIGEND : 321 861
<b>Châtelain Pierre-Daniel</b>	NIGEND : 327 605
<b>Plantin de Hugues Arnaud</b>	NIGEND : 317 686
<b>Cauwet Florent</b>	NIGEND : 201 111
<b>Cauët Jérémy</b>	NIGEND : 324 036
<b>Meallant Bastien</b>	NIGEND : 307 825
<b>Dangleterre Yannick</b>	NIGEND : 192 413
<b>Da Silva Raimundo Stevens</b>	NIGEND : 338 885
<b>Dron Renaud</b>	NIGEND : 163 146
<b>Singer Sébastien</b>	NIGEND : 202 506

<b>Serre Sylvain</b>	NIGEND : 168 370
<b>Bernard Ambroise</b>	NIGEND : 173 515
<b>Belleperche Vincent</b>	NIGEND : 195 847
<b>Persicot Alexandre</b>	NIGEND : 225 692
<b>Scuttenaire Stéphane</b>	NIGEND : 161 552
<b>Duboq Stéphane</b>	NIGEND : 187 256
<b>Barral Patrick</b>	NIGEND : 239 731
<b>Lozahic-Tasse Pierre</b>	NIGEND : 206 200
<b>Castre Stecy</b>	NIGEND : 224 402
<b>Piquet Nicolas</b>	NIGEND : 184 199
<b>Gaillard Karine</b>	NIGEND : 190 330
<b>Boulongne Jérôme</b>	NIGEND : 197 249
<b>Baussan Stéphanie</b>	NIGEND : 152 414
<b>Joncquel Laurent</b>	NIGEND : 151 510
<b>Van De Buerie Franck</b>	NIGEND : 144 358
<b>Maupin Pascal</b>	NIGEND : 145 453
<b>Wagnon Denis</b>	NIGEND : 147 911
<b>Beauvois Vincent</b>	NIGEND : 158 136
<b>Lavenant Christelle</b>	NIGEND : 149 913

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 décembre 2019.

*Le colonel, commandant adjoint de la région  
de gendarmerie des Hauts-de-France,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Somme,*  
M. FRUSTIÉ

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie des Hauts-de-France  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Nord

**Décision n° 27755 du 5 décembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais**

NOR : INTJ1930008S

Le commandant de la région de gendarmerie des Hauts-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 5 avril 2012 modifié relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 21 novembre 2019,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie des Hauts-de-France – subdivision d'arme de la gendarmerie départementale – est arrêté ainsi qu'il suit :

Pour le grade de major, les adjudants-chefs :

<b>Hénocque Xavier</b>	NIGEND : 168 083
<b>Huleux Thierry</b>	NIGEND : 145 320
<b>Gengembre Christophe</b>	NIGEND : 145 190
<b>Trouchaud Pierrick</b>	NIGEND : 153 391
<b>Raux Jacky</b>	NIGEND : 139 901
<b>Loquin Michel</b>	NIGEND : 132 703
<b>De Meyer Laurent</b>	NIGEND : 146 344
<b>Zimny Yanick</b>	NIGEND : 146 185
<b>Mathieu Ludovic</b>	NIGEND : 150 903
<b>Inès Catherine</b>	NIGEND : 156 460
<b>Thobois Willy</b>	NIGEND : 160 020
<b>Dehaye Gérald</b>	NIGEND : 156 197
<b>Stankowski Frédéric</b>	NIGEND : 135 094
<b>Desmet Fabrice</b>	NIGEND : 157 139
<b>Louasse Christophe</b>	NIGEND : 168 097
<b>Fauche Eddy</b>	NIGEND : 150 012
<b>Derancourt Christophe</b>	NIGEND : 134 110
<b>Delmaire Emmanuel</b>	NIGEND : 158 277

Pour le grade d'adjudant-chef, les adjudants :

<b>Dussart Thierry</b>	NIGEND : 134 484
<b>Delcampe Laurent</b>	NIGEND : 168 726
<b>Ducatillon Benjamin</b>	NIGEND : 180 222
<b>Fermon Maxence</b>	NIGEND : 188 432

<b>Wirig Stéphan</b>	NIGEND : 198 156
<b>Barthelmebs Grégory</b>	NIGEND : 178 333
<b>Plouvier Sébastien</b>	NIGEND : 156 643
<b>Lallart Olivier</b>	NIGEND : 192 907
<b>Lebas Jérémy</b>	NIGEND : 192 774
<b>Boutoille Frédéric</b>	NIGEND : 174 311
<b>Frahne Fabien</b>	NIGEND : 199 793
<b>Michallet-Ferrier Sylvain</b>	NIGEND : 203 870
<b>Martin Odile</b>	NIGEND : 164 105
<b>Deceuninck Frédéric</b>	NIGEND : 158 275
<b>Dussart Nicolas</b>	NIGEND : 227 116
<b>Rochel Vincent</b>	NIGEND : 181 311
<b>Delcroix Hugues</b>	NIGEND : 188 045
<b>Poignant Matthieu</b>	NIGEND : 230 605
<b>Lenglart Frédéric</b>	NIGEND : 162 099
<b>Vasseux Grégory</b>	NIGEND : 204 534
<b>Stievenard Gaël</b>	NIGEND : 148 782
<b>Bailly Samuel</b>	NIGEND : 158 997
<b>Lejeune Ludovic</b>	NIGEND : 220 492
<b>Bonvarlet Pascal</b>	NIGEND : 145 032
<b>Monniaux Mikaël</b>	NIGEND : 209 935
<b>Vleirick Ludovic</b>	NIGEND : 188 605
<b>Dumont David</b>	NIGEND : 204 965
<b>Nison Axel</b>	NIGEND : 231 304
<b>Bouriez Renaud</b>	NIGEND : 145 767
<b>Cent Nicolas</b>	NIGEND : 201 940
<b>Dusautoir Jérémy</b>	NIGEND : 230 573

Pour le grade d'adjudant, les maréchaux des logis-chefs:

<b>Dumoulin Hervé</b>	NIGEND : 156 571
<b>Raviart Philippe</b>	NIGEND : 161 172
<b>Blondel Pierre</b>	NIGEND : 234 603
<b>Baudelet Cédric</b>	NIGEND : 177 098
<b>Héve Christophe</b>	NIGEND : 140 713
<b>Breton Willy</b>	NIGEND : 131 986
<b>Payelle Gilles</b>	NIGEND : 163 198
<b>Vinck Wilfried</b>	NIGEND : 231 252
<b>Coquerelle Jean-Paul</b>	NIGEND : 152 948
<b>Le Ber Guillaume</b>	NIGEND : 228 016
<b>Piau Alexandre</b>	NIGEND : 200 761
<b>Walle Julien</b>	NIGEND : 241 288
<b>Harismendy Alexis</b>	NIGEND : 186 046
<b>Noyon Marc</b>	NIGEND : 216 829
<b>Gossiaux Aurélien</b>	NIGEND : 217 292
<b>Gourlin Mathieu</b>	NIGEND : 199 927
<b>Tainmont David</b>	NIGEND : 153 034
<b>Bouchez Emmanuel</b>	NIGEND : 158 783
<b>Barbieux Dany</b>	NIGEND : 198 440
<b>Rigaux Alexis</b>	NIGEND : 204 489
<b>Cichy Julien</b>	NIGEND : 191 898

<b>Guilloux Samuel</b>	NIGEND : 311 172
<b>Grassart François</b>	NIGEND : 213 214
<b>Regnault Céline</b>	NIGEND : 301 567
<b>Défossez Michel</b>	NIGEND : 218 657
<b>Vandaele Jean-Charles</b>	NIGEND : 239 717
<b>Lestoille Rachel</b>	NIGEND : 225 626
<b>Bracq Maxime</b>	NIGEND : 200 519
<b>Lelouard Cédric</b>	NIGEND : 181 948
<b>Verolleman Stéphane</b>	NIGEND : 238 577
<b>Baillet Alexandre</b>	NIGEND : 316 242
<b>Macarez Fabien</b>	NIGEND : 160 463
<b>Menardetti Gaëtan</b>	NIGEND : 150 325
<b>Braulle Maxime</b>	NIGEND : 200 089
<b>Agneray Laurent</b>	NIGEND : 139 809
<b>Kerautret Julien</b>	NIGEND : 243 088
<b>Barale Daniel</b>	NIGEND : 172 387
<b>Longuet Rémi</b>	NIGEND : 216 498
<b>Facon Anthony</b>	NIGEND : 241 338
<b>Philippe Anthony</b>	NIGEND : 239 786
<b>Delepierre Antoine</b>	NIGEND : 234 205
<b>Simarro Anthony</b>	NIGEND : 184 412
<b>Guilbert Jean-François</b>	NIGEND : 157 036
<b>Vanquem Daniel</b>	NIGEND : 128 557
<b>Denel Michel</b>	NIGEND : 168 728
<b>Lacroix Angélique</b>	NIGEND : 200 760
<b>Herlaut Nicolas</b>	NIGEND : 233 199
<b>Wlodarczyk Yoann</b>	NIGEND : 243 709
<b>Sczygiel David</b>	NIGEND : 191 204
<b>Bar Blaise</b>	NIGEND : 202 432
<b>Roy Jean-Claude</b>	NIGEND : 162 576
<b>Bonte Xavier</b>	NIGEND : 197 245
<b>Moreau Marc</b>	NIGEND : 248 914
<b>Salomez Alexandre</b>	NIGEND : 322 003
<b>Bleuzet Jean-Pierre</b>	NIGEND : 148 682
<b>Duponchelle Grégory</b>	NIGEND : 215 863
<b>Théodore Stéphane</b>	NIGEND : 225 895
<b>Godquin David</b>	NIGEND : 148 466
<b>Burette Adélaïde</b>	NIGEND : 247 200
<b>Berthélémy Ludovic</b>	NIGEND : 218 024
<b>Soonekindt Aline</b>	NIGEND : 241 125
<b>Palfart Jérôme</b>	NIGEND : 243 731
<b>Vanden Eede Frédéric</b>	NIGEND : 237 857
<b>Chartrelle Nicolas</b>	NIGEND : 184 101
<b>Vasseur Laurent</b>	NIGEND : 226 708
<b>Pommiers Alexandre</b>	NIGEND : 216 509
<b>Lemasle Marc</b>	NIGEND : 157 573
<b>Baraux Thomas</b>	NIGEND : 230 214
<b>Dupire-Guislain Damien</b>	NIGEND : 173 599
<b>Tonnoir Sébastien</b>	NIGEND : 217 230
<b>Hunold Cédric</b>	NIGEND : 224 249

<b>Bordeau</b> Tiffany	NIGEND : 233 920
<b>Henry</b> Gautier	NIGEND : 316 590
<b>Cerdan</b> Bernard	NIGEND : 126 799
<b>Lecocq</b> Jean-François	NIGEND : 125 962
<b>Dumetz</b> Cécile	NIGEND : 132 015
<b>Cazin</b> Hervé	NIGEND : 69 744
<b>Dautel</b> Dominique	NIGEND : 127 583
<b>Gourc</b> Florence	NIGEND : 70 850
<b>Gay</b> Bertrand	NIGEND : 158 174
<b>Sylvain</b> Nathalie	NIGEND : 137 527
<b>Dubois</b> Hervé	NIGEND : 129 590
<b>Pruvost</b> Murielle	NIGEND : 139 382
<b>Delval</b> Marc	NIGEND : 131 898
<b>Brongniart</b> Guy	NIGEND : 142 692
<b>Vallet</b> Pascal	NIGEND : 137 388

Pour le grade de maréchal des logis-chef, les gendarmes :

<b>Houdart</b> Vincent	NIGEND : 248 477
<b>Obringer</b> Nicolas	NIGEND : 232 508
<b>Ficheux</b> Laëtitia	NIGEND : 234 483
<b>Troubat</b> Julien	NIGEND : 249 200
<b>Spriet</b> Jérôme	NIGEND : 260 243
<b>Dusautois</b> Thibaut	NIGEND : 335 923
<b>Lecailliez</b> Jonathan	NIGEND : 224 662
<b>Diebolt</b> Julien	NIGEND : 335 457
<b>Delbarre</b> Julien	NIGEND : 235 245
<b>Jacqueloot</b> Vincent	NIGEND : 366 251
<b>Delcroix</b> Mathieu	NIGEND : 233 193
<b>Brasseur</b> Sébastien	NIGEND : 314 412
<b>Ragonet</b> Loïc	NIGEND : 355 885
<b>Pinne</b> Teddy	NIGEND : 334 563
<b>Bertrand</b> Sébastien	NIGEND : 171 886
<b>Hernele</b> William	NIGEND : 340 688
<b>Hennere</b> Antony	NIGEND : 313 044
<b>Devines</b> Aimeric	NIGEND : 208 135
<b>Juet</b> Laurent	NIGEND : 308 964
<b>Fournier</b> Béatrice	NIGEND : 368 062
<b>Desreveaux</b> Marie	NIGEND : 368 308
<b>Fardel</b> Xavier	NIGEND : 232 062
<b>Pley</b> Nicolas	NIGEND : 232 082
<b>Dufosse</b> Guillaume	NIGEND : 221 219
<b>Lespagnol</b> Michaëlle	NIGEND : 219 695
<b>Duthoit</b> Caroline	NIGEND : 320 957
<b>Vigneron</b> Cindy	NIGEND : 335 909
<b>Cartiaux</b> Matthieu	NIGEND : 337 150
<b>Creton</b> Arnaud	NIGEND : 246 497
<b>Matu</b> Romuald	NIGEND : 370 509
<b>Vitse</b> Laëtitia	NIGEND : 202 473
<b>Ilundain</b> David	NIGEND : 335 997
<b>Durteste</b> Juliette	NIGEND : 239 637

<b>Philipps Fabien</b>	NIGEND : 245 237
<b>Dremaux Tiffany</b>	NIGEND : 331 569
<b>Lequeux Théophile</b>	NIGEND : 371 198
<b>Leoen Julien</b>	NIGEND : 247 550
<b>Parent Julien</b>	NIGEND : 228 219
<b>Bracq Alexandre</b>	NIGEND : 230 873
<b>Beaurain Marjorie</b>	NIGEND : 202 590
<b>Mayeux Thibaut</b>	NIGEND : 309 323
<b>Demazeux Arnaud</b>	NIGEND : 241 170
<b>Dubuisson Antoine</b>	NIGEND : 248 259
<b>Courcol Jérémie</b>	NIGEND : 303 521
<b>Lefebvre Vincent</b>	NIGEND : 352 304
<b>Ringeval Nicolas</b>	NIGEND : 355 894
<b>Schollmeyer Thomas</b>	NIGEND : 229 191
<b>Chochoi Kévin</b>	NIGEND : 330 110
<b>Martin André</b>	NIGEND : 209 136
<b>Campoverde Camille</b>	NIGEND : 325 839
<b>Baclet Alexandre</b>	NIGEND : 243 310
<b>Pochet Virginie</b>	NIGEND : 362 535
<b>Jubin Frank</b>	NIGEND : 321 840
<b>Lenoir Mathieu</b>	NIGEND : 181 638
<b>Dumoulin Christophe</b>	NIGEND : 234 679
<b>Thelliez Laurent</b>	NIGEND : 231 240
<b>Cathelain David</b>	NIGEND : 153 416
<b>Brebion Christophe</b>	NIGEND : 153 670
<b>Brochard Bruno</b>	NIGEND : 161 467
<b>Coulon Christophe</b>	NIGEND : 173 922
<b>Roy Antonin</b>	NIGEND : 195 454
<b>Bridoux Ludovic</b>	NIGEND : 193 029
<b>Duval Loïc</b>	NIGEND : 169 947
<b>Diverchy Bruno</b>	NIGEND : 161 961
<b>Duquesnoy Philippe</b>	NIGEND : 145 420
<b>Fontaine Christophe</b>	NIGEND : 137 980
<b>Desloovere Christophe</b>	NIGEND : 148 068
<b>Hernault Pascal</b>	NIGEND : 135 574
<b>Vandomme Christophe</b>	NIGEND : 144 735
<b>Bailleul David</b>	NIGEND : 159 361
<b>Zygarski Christophe</b>	NIGEND : 155 639
<b>Michalik Bruno</b>	NIGEND : 145 707
<b>Waterlot Fabrice</b>	NIGEND : 140 659
<b>Boucly Éric</b>	NIGEND : 146 611
<b>Detrué Frédéric</b>	NIGEND : 143 714
<b>Plessix Jean-Philippe</b>	NIGEND : 158 704
<b>Saniez Frédéric</b>	NIGEND : 142 965
<b>Dupont Christophe</b>	NIGEND : 143 861
<b>Fournez Ludovic</b>	NIGEND : 151 774
<b>Lefebvre Laurent</b>	NIGEND : 149 553
<b>Beyaert Fabrice</b>	NIGEND : 150 263
<b>Bailly Hervé</b>	NIGEND : 140 667



Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 décembre 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie des Hauts-de-France  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,*  
G. CAZENAVE-LACROUTZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie des Hauts-de-France  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Nord

**Décision n° 27757 du 5 décembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord**

NOR : INTJ1930009S

Le commandant de la région de gendarmerie des Hauts-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 5 avril 2012 modifié relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 20 novembre 2019,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord – subdivision d'arme de la gendarmerie mobile – est arrêté ainsi qu'il suit :

Pour le grade de major, les adjudants-chefs :

<b>Duhautois Valéry</b>	NIGEND : 147 576
<b>Maillet Pierre-Marie</b>	NIGEND : 132 578
<b>Philippot Joël</b>	NIGEND : 139 534
<b>Atragic Thierry</b>	NIGEND : 160 028
<b>Payen Patrice</b>	NIGEND : 164 765

Pour le grade d'adjudant-chef, les adjudants :

<b>Allard Éric</b>	NIGEND : 132 348
<b>Théron Pascal</b>	NIGEND : 132 739
<b>Piccinato Willy</b>	NIGEND : 148 640
<b>Rudnicki Didier</b>	NIGEND : 154 103
<b>Bassery Christophe</b>	NIGEND : 147 419
<b>Brisson Laurent</b>	NIGEND : 172 125
<b>Blondel Dominique</b>	NIGEND : 156 536
<b>Féron Sébastien</b>	NIGEND : 193 003
<b>Duthoit François</b>	NIGEND : 132 939
<b>Besnard Adrien</b>	NIGEND : 206 407

Pour le grade d'adjudant, les maréchaux des logis-chefs :

<b>Morère Sébastien</b>	NIGEND : 352 293
<b>Dédisse Maxime</b>	NIGEND : 310 266
<b>Martinage Nicolas</b>	NIGEND : 244 974
<b>Masquilliez Guillaume</b>	NIGEND : 307 824
<b>Coelho Moreira Antony</b>	NIGEND : 223 746

<b>Bankowski</b> Christophe	NIGEND : 133 162
<b>Bleuse</b> Jérémy	NIGEND : 308 362
<b>Grifo</b> Jean-Mikaël	NIGEND : 216 125
<b>Martin</b> Cédric	NIGEND : 237 490
<b>Nuzzolo</b> Thomas	NIGEND : 326 474
<b>Soyez</b> Loïc	NIGEND : 331 121
<b>Glodek</b> Frédéric	NIGEND : 174 026
<b>Couwez</b> Guillaume	NIGEND : 335 385
<b>Houplain</b> Cédric	NIGEND : 205 826
<b>Warnier</b> Frédéric	NIGEND : 242 615
<b>Vandenameele</b> Arnaud	NIGEND : 206 684
<b>Lecuru</b> Nicolas	NIGEND : 323 818
<b>Doise</b> David	NIGEND : 141 924
<b>Demeester</b> Eddy	NIGEND : 155 668
<b>Gosselin</b> Ludovic	NIGEND : 230 157
<b>Prince</b> Mickaël	NIGEND : 309 160
<b>Dezèque</b> Jérémy	NIGEND : 238 213
<b>Moitel</b> Hervé	NIGEND : 168 225
<b>Pomart</b> Yohan	NIGEND : 309 011
<b>Gabert</b> Martial	NIGEND : 174 222
<b>Magnier</b> Christophe	NIGEND : 138 666
<b>Messenger</b> Philippe	NIGEND : 135 698

Pour le grade de maréchal des logis-chef, les gendarmes :

<b>Correia</b> Raphaël	NIGEND : 337 211
<b>Guillemant</b> Denis	NIGEND : 369 945
<b>Lovergne</b> Vincent	NIGEND : 301 540
<b>Pauchet</b> Maxime	NIGEND : 330 219
<b>Donzel</b> Christopher	NIGEND : 330 146
<b>Odonnet</b> Romain	NIGEND : 348 802
<b>Buguin</b> Yohann	NIGEND : 354 261
<b>Boileau</b> Nicolas	NIGEND : 303 115
<b>Ignace</b> Matthieu	NIGEND : 244 822
<b>Mercier</b> Rémi	NIGEND : 328 777
<b>Lorion</b> Richard	NIGEND : 249 405
<b>Carrez</b> Yoann	NIGEND : 335 325
<b>Trottin</b> Yann	NIGEND : 348 686
<b>Baly</b> Rémi	NIGEND : 349 866
<b>Solibieda</b> Clément	NIGEND : 352 657
<b>Dautremay</b> Maxime	NIGEND : 317 721
<b>Etrillard</b> Hugo	NIGEND : 352 261
<b>Olender</b> Patrick	NIGEND : 331 068
<b>Laczewny</b> Erwan	NIGEND : 349 852
<b>Kalmuk</b> Wilfried	NIGEND : 340 695
<b>Brioude</b> Frédéric	NIGEND : 204 177
<b>Walliez</b> Jérémie	NIGEND : 351 712
<b>Hennaut</b> Aymeric	NIGEND : 339 729
<b>Dhiers</b> Nicolas	NIGEND : 353 261
<b>Lecoustre</b> Anthony	NIGEND : 349 967
<b>Blarel</b> Romain	NIGEND : 348 270
<b>Marie</b> Jérémy	NIGEND : 352 428

<b>Leboube</b> Arnaud	NIGEND : 319 092
<b>Helleboid</b> Christophe	NIGEND : 235 674
<b>Masclaf</b> Julien	NIGEND : 317 185
<b>Tizaoui</b> Tawfik	NIGEND : 354 283
<b>Leroy</b> Olivier	NIGEND : 352 246
<b>Ribeaucourt</b> Rodolphe	NIGEND : 208 821
<b>Lardic</b> Yann	NIGEND : 219 437
<b>Hupliez</b> David	NIGEND : 146 246

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 décembre 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie des Hauts-de-France  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,*  
G. CAZENAVE-LACROUTZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Occitanie

**Décision n° 34323 du 5 décembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne**

NOR : INTJ1930000S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 5 avril 2012 modifié relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 19 novembre 2019,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Occitanie – subdivision d'arme de la gendarmerie départementale – est arrêté ainsi qu'il suit:

Pour le grade de major, les adjudants-chefs :

<b>Dupouy Serge</b>	NIGEND : 139 839
<b>Pinel Benoît</b>	NIGEND : 141 983
<b>Sarda Gilles</b>	NIGEND : 138 870
<b>Fromy Dominique</b>	NIGEND : 153 693
<b>Dellus Alain</b>	NIGEND : 70 790
<b>Morand Philippe</b>	NIGEND : 163 054
<b>Garrot Patrice</b>	NIGEND : 165 058
<b>Senty Rémy</b>	NIGEND : 149 716
<b>Delcour Alexandre</b>	NIGEND : 164 704
<b>Camps Martial</b>	NIGEND : 140 939
<b>Courcelle Philippe</b>	NIGEND : 169 934
<b>Pauliout Éric</b>	NIGEND : 173 959
<b>Puech Jean-Jacques</b>	NIGEND : 141 159
<b>Janer Philippe</b>	NIGEND : 151 384
<b>Laborde André</b>	NIGEND : 156 748
<b>Grillot Jean-Marc</b>	NIGEND : 159 792
<b>Gallonier Franck</b>	NIGEND : 144 943
<b>Cabrol Christian</b>	NIGEND : 131 013
<b>Cardona Thierry</b>	NIGEND : 134 764
<b>Gouez Dominique</b>	NIGEND : 157 289
<b>Poirier Stéphane</b>	NIGEND : 146 159
<b>Darblade Christophe</b>	NIGEND : 142 298

<b>Bort</b> Alexandre	NIGEND : 160 855
<b>Bertolino</b> Daniel	NIGEND : 140 506
<b>Teulery</b> Pierre	NIGEND : 137 999
<b>Nezan</b> Guillaume	NIGEND : 152 125
<b>Buton</b> Christelle	NIGEND : 149 625
<b>Lozac'H</b> Emmanuel	NIGEND : 152 699
<b>Labelle</b> Bernard	NIGEND : 153 578

Pour le grade d'adjudant-chef, les adjudants :

<b>Acquart</b> Laurent	NIGEND : 187 980
<b>Favret</b> Patrick	NIGEND : 145 422
<b>Chambrelin</b> Nicolas	NIGEND : 198 945
<b>Poliautre</b> Patrice	NIGEND : 155 734
<b>Carpe</b> Mathieu	NIGEND : 173 410
<b>Pantigny</b> David	NIGEND : 160 476
<b>Pavan</b> Laurent	NIGEND : 152 371
<b>Rogé</b> Pierre	NIGEND : 141 428
<b>Montagne</b> Cyril	NIGEND : 184 790
<b>Prono</b> Stéphane	NIGEND : 166 677
<b>Mangin</b> Frédéric	NIGEND : 156 481
<b>Malgoire</b> Cédric	NIGEND : 195 413
<b>Dupont</b> Benoît	NIGEND : 161 602
<b>Vaucheret</b> Sébastien	NIGEND : 203 270
<b>Péru</b> Christophe	NIGEND : 193 164
<b>De Haro</b> Olivier	NIGEND : 151 464
<b>Destain</b> Jean-Marc	NIGEND : 158 159
<b>Mailho</b> Stéphane	NIGEND : 165 241
<b>Cormary</b> Denis	NIGEND : 208 781
<b>Lorvellec</b> Bernard	NIGEND : 161 410
<b>Andrau</b> Nicolas	NIGEND : 187 967
<b>Belmas</b> Christophe	NIGEND : 162 986
<b>Escanez</b> Sébastien	NIGEND : 163 013
<b>Poiret</b> Thomas	NIGEND : 202 673
<b>Biston</b> Romuald	NIGEND : 177 866
<b>Peytavy</b> David	NIGEND : 184 369
<b>Letellier</b> Arnaud	NIGEND : 166 029
<b>Escobar</b> Jean-Luc	NIGEND : 151 085
<b>Marcerou</b> Bertrand	NIGEND : 174 382
<b>Mens</b> Caroline	NIGEND : 169 569
<b>Bruyère</b> Frédéric	NIGEND : 155 915
<b>Puissant</b> Michaël	NIGEND : 154 320
<b>Catel</b> Romain	NIGEND : 216 702
<b>Schneider</b> Vincent	NIGEND : 193 684
<b>Jamet</b> Erwan	NIGEND : 178 120
<b>Pistre</b> Francis	NIGEND : 146 013
<b>Dilly</b> Jérôme	NIGEND : 161 492
<b>Carrier</b> David	NIGEND : 175 000
<b>Griffoul</b> David	NIGEND : 156 588
<b>Dedieu</b> Ludovic	NIGEND : 168 847
<b>Goureau</b> Valérie	NIGEND : 143 871

<b>Massol</b> Didier	NIGEND : 133 652
<b>Malbosc</b> Franck	NIGEND : 171 080
<b>Arcanger</b> Christophe	NIGEND : 181 166
<b>Roques</b> Philippe	NIGEND : 159 340
<b>Lalo</b> Sylvain	NIGEND : 156 468
<b>Blanc</b> Didier	NIGEND : 140 357
<b>Cornille</b> Grégory	NIGEND : 165 655
<b>Devert</b> Lionel	NIGEND : 172 140
<b>Campagne</b> Christophe	NIGEND : 140 822
<b>Cabanne</b> Sylvie	NIGEND : 159 457
<b>Gonzalez</b> Christophe	NIGEND : 179 785
<b>Galan</b> Jérôme	NIGEND : 166 341
<b>Simon</b> Jérôme	NIGEND : 166 212
<b>Tripiau</b> Jérôme	NIGEND : 185 923
<b>Fillola</b> Frédéric	NIGEND : 197 145
<b>Courrèges</b> Philippe	NIGEND : 232 138
<b>Vandeveld</b> Frédéric	NIGEND : 190 490

Pour le grade d'adjudant, les maréchaux des logis-chefs :

<b>Matzke</b> Jean-Christophe	NIGEND : 151 544
<b>Laguëny</b> Sébastien	NIGEND : 190 347
<b>Nuevo</b> Jérôme	NIGEND : 179 817
<b>Campo</b> Aude	NIGEND : 178 716
<b>Guitard</b> Jérôme	NIGEND : 198 405
<b>Montes</b> Pascal	NIGEND : 154 084
<b>Foissac</b> Laurent	NIGEND : 168 738
<b>Blanc</b> Florent	NIGEND : 223 725
<b>Ardaillou</b> Joël	NIGEND : 139 686
<b>Puech</b> Florent	NIGEND : 209 153
<b>Rat</b> Jean-Philippe	NIGEND : 190 808
<b>Henry</b> Michaël	NIGEND : 223 774
<b>Prelat</b> Jean-Victor	NIGEND : 214 417
<b>Capéret-Péré</b> Laurent	NIGEND : 176 115
<b>Van Driessche</b> Isabelle	NIGEND : 134 060
<b>Berlot</b> Ludovic	NIGEND : 197 742
<b>Calaber</b> Christophe	NIGEND : 221 026
<b>Marty</b> Marie-Laure	NIGEND : 165 510
<b>Vauchel</b> Pascal	NIGEND : 159 542
<b>Vongphrachanh</b> Valéry	NIGEND : 233 473
<b>Deboille</b> Thierry	NIGEND : 208 970
<b>Mazères</b> Cyril	NIGEND : 229 142
<b>Bertin</b> Franck	NIGEND : 133 841
<b>Imbert</b> Julien	NIGEND : 219 691
<b>Cremont</b> Sébastien	NIGEND : 171 039
<b>Soulé</b> Thierry	NIGEND : 193 688
<b>Kernreuter</b> Jean-François	NIGEND : 188 870
<b>Laffont</b> Martial	NIGEND : 173 942
<b>Foulquier</b> Arnaud	NIGEND : 190 089
<b>Lamendin</b> Marie-Catherine	NIGEND : 175 097
<b>Broll</b> Mathieu	NIGEND : 225 597

<b>Sournia Laurie</b>	NIGEND : 304 966
<b>Abadie David</b>	NIGEND : 191 459
<b>Hauret-Clos Stéphanie</b>	NIGEND : 217 595
<b>Dejean David</b>	NIGEND : 210 402
<b>Milhoud Hélène</b>	NIGEND : 307 265
<b>Lemoine Philippe</b>	NIGEND : 225 207
<b>Gueneguan Sébastien</b>	NIGEND : 162 916
<b>Fleurant Pascal</b>	NIGEND : 148 716
<b>Picot Yoann</b>	NIGEND : 219 117
<b>Toco Victor</b>	NIGEND : 150 082
<b>Appéré Morgane</b>	NIGEND : 228 784
<b>Biardeau Jeremy</b>	NIGEND : 341 145
<b>Carbillet Maxime</b>	NIGEND : 318 823
<b>Cano Mathieu</b>	NIGEND : 309 908
<b>Lafont Mathieu</b>	NIGEND : 175 920
<b>Sakezin Denis</b>	NIGEND : 174 718
<b>Algans Thibaut</b>	NIGEND : 214 791
<b>Cotton James</b>	NIGEND : 162 350
<b>Carroi Romain</b>	NIGEND : 226 606
<b>Donnadieu Christophe</b>	NIGEND : 216 569
<b>Petit Vivian</b>	NIGEND : 170 143
<b>Oniskiewicz Yann</b>	NIGEND : 195 539
<b>Blondet Corinne</b>	NIGEND : 171 025
<b>Puyfourcat Audrey</b>	NIGEND : 190 031
<b>Rougé Sébastien</b>	NIGEND : 179 829
<b>Gourg Xavier</b>	NIGEND : 228 474
<b>Pierrat Laure</b>	NIGEND : 242 073
<b>Blanc Stéphane</b>	NIGEND : 243 551
<b>Cols Marielle</b>	NIGEND : 214 496
<b>Daver Cédric</b>	NIGEND : 174 799
<b>Tunez Dominique</b>	NIGEND : 146 714
<b>Faubec Jérôme</b>	NIGEND : 238 612
<b>Mata Thierry</b>	NIGEND : 155 602
<b>Sans Hervé</b>	NIGEND : 163 467
<b>Audoui Gauthier</b>	NIGEND : 248 451
<b>Simon Thibaut</b>	NIGEND : 306 871
<b>Carruezco Jérôme</b>	NIGEND : 190 869
<b>Stervinou Gaëlle</b>	NIGEND : 186 192
<b>Balluas Virginie</b>	NIGEND : 220 167
<b>Claudé Stéphanie</b>	NIGEND : 210 591
<b>Bertrand Emilie</b>	NIGEND : 205 243
<b>Jorcin Kévin</b>	NIGEND : 301 519
<b>Plataux Laurent</b>	NIGEND : 181 950
<b>Boux Olivier</b>	NIGEND : 188 016
<b>Baridon Mickaël</b>	NIGEND : 233 439
<b>Portet Jérôme</b>	NIGEND : 219 217
<b>Ladévèze Cyprien</b>	NIGEND : 303 307
<b>Bauville Sylvain</b>	NIGEND : 192 680
<b>Maury Delphine</b>	NIGEND : 233 337
<b>Castaing Cécile</b>	NIGEND : 229 081



<b>Moussaoui Abdallah</b>	NIGEND : 174 838
<b>Jamin Audrey</b>	NIGEND : 223 667
<b>Roy Marie-Elise</b>	NIGEND : 231 866
<b>Borras Éric</b>	NIGEND : 185 731
<b>Stricher Maud</b>	NIGEND : 236 616
<b>Perez Eric</b>	NIGEND : 233 331
<b>Charle Julien</b>	NIGEND : 229 089
<b>Medjadba Grégory</b>	NIGEND : 190 468
<b>Bonnel Bertrand</b>	NIGEND : 203 831
<b>Judes Ludovic</b>	NIGEND : 301 521
<b>Cousin Grégory</b>	NIGEND : 152 312
<b>Benchabane Linda</b>	NIGEND : 224 935
<b>Niveau Vincent</b>	NIGEND : 218 269
<b>Colomer Christelle</b>	NIGEND : 239 747
<b>Gorrichon Loïc</b>	NIGEND : 174 861
<b>Commère Thierry</b>	NIGEND : 158 151
<b>Leu Lionel</b>	NIGEND : 149 680
<b>Wolff Marie-Julie</b>	NIGEND : 239 169
<b>Zan-Kalka Alexandre</b>	NIGEND : 246 436
<b>Cognac Jérôme</b>	NIGEND : 174 669
<b>Guérin Sylvie</b>	NIGEND : 184 626
<b>Soranno Cédric</b>	NIGEND : 207 703
<b>Brazzalotto Sébastien</b>	NIGEND : 219 379
<b>Ducasse Julien</b>	NIGEND : 240 091
<b>Gensac Corinne</b>	NIGEND : 196 136
<b>Carpentier Jean-Philippe</b>	NIGEND : 207 989
<b>Herve Jérémie</b>	NIGEND : 241 662
<b>Bonnefoi Armel</b>	NIGEND : 166 723
<b>Baert Isabelle</b>	NIGEND : 218 489
<b>Gamel-Estany Delphine</b>	NIGEND : 242 096
<b>Marolle Arnaud</b>	NIGEND : 237 945
<b>Brunaud Caroline</b>	NIGEND : 242 046
<b>Becker Jérémie</b>	NIGEND : 318 759
<b>Camboulives Olga</b>	NIGEND : 148 689
<b>Banctel Thomas</b>	NIGEND : 179 228
<b>Souchet Fanny</b>	NIGEND : 301 575
<b>Bégué Cédric</b>	NIGEND : 238 583
<b>Casamian José</b>	NIGEND : 70 417
<b>Dussert Nathalie</b>	NIGEND : 217 894
<b>Péris Christophe</b>	NIGEND : 232 208
<b>Damoran Gauthier</b>	NIGEND : 302 973
<b>Montet Thierry</b>	NIGEND : 150 328
<b>Robin Stéphane</b>	NIGEND : 185 854
<b>Galinier Julien</b>	NIGEND : 238 495
<b>Sclafer Laurent</b>	NIGEND : 134 438
<b>Gauthier Pascal</b>	NIGEND : 140 857
<b>Légrand Dominique</b>	NIGEND : 142 459
<b>Bastie Philippe</b>	NIGEND : 141 057
<b>Le Séguillon Philippe</b>	NIGEND : 140 579
<b>Chaillou Alain</b>	NIGEND : 127 140

<b>Berthoumieu Jean-Marc</b>	NIGEND : 154 135
<b>Jacommet Christian</b>	NIGEND : 139 500
<b>Bras Thierry</b>	NIGEND : 140 079
<b>Moustrous Philippe</b>	NIGEND : 135 708
<b>Logerot Françoise</b>	NIGEND : 144 972
<b>Odon Christophe</b>	NIGEND : 142 608
<b>Laborde Gérard</b>	NIGEND : 138 823
<b>Dubourg Laurent</b>	NIGEND : 128 777
<b>Lasseube Christophe</b>	NIGEND : 141 129
<b>Carmes Philippe</b>	NIGEND : 135 124
<b>Suquet Rémy</b>	NIGEND : 143 937
<b>Gineste Olivier</b>	NIGEND : 134 497
<b>Guyolot Christiane</b>	NIGEND : 69 711
<b>Peltier Lionel</b>	NIGEND : 136 404
<b>Balague Bernard</b>	NIGEND : 142 527
<b>Poujouly Jean-Jacques</b>	NIGEND : 133 122

Pour le grade de maréchal des logis-chef, les gendarmes :

<b>Gabry Sandrine</b>	NIGEND : 320 743
<b>Parmentelot Aymeric</b>	NIGEND : 349 243
<b>Raynal Alexis</b>	NIGEND : 368 323
<b>Brillu Yannick</b>	NIGEND : 202 999
<b>Cabot Jérôme</b>	NIGEND : 304 882
<b>Bouy Cyril</b>	NIGEND : 348 705
<b>Boivent Nicolas</b>	NIGEND : 326 947
<b>Castel Mathieu</b>	NIGEND : 300 525
<b>Maffre Yannick</b>	NIGEND : 315 370
<b>Scanzi Mathieu</b>	NIGEND : 330 003
<b>Servien Jérôme</b>	NIGEND : 313 546
<b>Amouroux Maéva</b>	NIGEND : 369 098
<b>Bréant Cécile</b>	NIGEND : 320 710
<b>Delrieu Vincent</b>	NIGEND : 325 027
<b>Vieira Marc</b>	NIGEND : 366 015
<b>Paillet Richard</b>	NIGEND : 366 719
<b>Schilaneck Marion</b>	NIGEND : 368 264
<b>Debacker Benjamin</b>	NIGEND : 211 220
<b>Lepoux Frédéric</b>	NIGEND : 246 411
<b>Catriens Rémy</b>	NIGEND : 369 861
<b>Thabaud Joris</b>	NIGEND : 367 050
<b>Delnatte Fabien</b>	NIGEND : 221 128
<b>Parra Romain</b>	NIGEND : 226 137
<b>Faure Edwige</b>	NIGEND : 236 641
<b>Bazin Sylvie</b>	NIGEND : 192 206
<b>Buisson-Chavot-Guichard Vincent</b>	NIGEND : 190 708
<b>Noël Cynthia</b>	NIGEND : 337 355
<b>Touvron Rudy</b>	NIGEND : 189 993
<b>Baidal Christophe</b>	NIGEND : 229 699
<b>Calméjane Thomas</b>	NIGEND : 216 289
<b>Rouault Stéphane</b>	NIGEND : 308 657
<b>Cazaux Yohann</b>	NIGEND : 189 996

<b>Ruiz Vincent</b>	NIGEND : 328 277
<b>Doillet Nicolas</b>	NIGEND : 343 800
<b>Carrière Denis</b>	NIGEND : 307 865
<b>Belhrach Kamel</b>	NIGEND : 319 772
<b>Lataste Guilhem</b>	NIGEND : 370 016
<b>Pironnec Corentin</b>	NIGEND : 351 902
<b>Dominique Cyril</b>	NIGEND : 371 118
<b>Le Sausse Baptiste</b>	NIGEND : 347 057
<b>Janin Benoît</b>	NIGEND : 370 746
<b>Torres Romain</b>	NIGEND : 312 208
<b>Lobry Sébastien</b>	NIGEND : 237 681
<b>Beau Barloy François</b>	NIGEND : 247 591
<b>Bertrand Clément</b>	NIGEND : 347 985
<b>Compan Mawrick</b>	NIGEND : 254 476
<b>Lemoine Valentin</b>	NIGEND : 338 218
<b>Lambolez Marine</b>	NIGEND : 335 413
<b>Merlinc Claire</b>	NIGEND : 370 759
<b>Mimi Karelle</b>	NIGEND : 332 365
<b>Robert Mickaël</b>	NIGEND : 370 767
<b>Bodin Gaël</b>	NIGEND : 355 053
<b>Bator Tony</b>	NIGEND : 343 220
<b>Martinez Armati (Martinez)</b>	
Pierre-Marie	NIGEND : 314 366
<b>Merono Cédric</b>	NIGEND : 207 544
<b>Rousseau Démis</b>	NIGEND : 187 516
<b>Bouras Kaina</b>	NIGEND : 219 751
U Rai'nui	NIGEND : 370 723
<b>Prévôt Éric</b>	NIGEND : 324 202
<b>Maraval Tristan</b>	NIGEND : 341 912
<b>Venuti Guillaume</b>	NIGEND : 309 833
<b>Michon Julie</b>	NIGEND : 315 938
<b>Cauderlier Amélie</b>	NIGEND : 224 604
<b>Le Livec Anthony</b>	NIGEND : 318 993
<b>Mounic David</b>	NIGEND : 337 323
<b>Ferran Camille</b>	NIGEND : 361 584
<b>Ranc Adrien</b>	NIGEND : 327 570
<b>Giraud Aurélie</b>	NIGEND : 365 965
<b>Delquignies-Heinis Jonathan</b>	NIGEND : 345 461
<b>Sennaï Boris</b>	NIGEND : 257 931
<b>Simorre Vanessa</b>	NIGEND : 370 772
<b>Bancière Raphaël</b>	NIGEND : 371 098
<b>Dinam Mélodie</b>	NIGEND : 309 214
<b>Chojnacki Elodie</b>	NIGEND : 324 269
<b>Lamy Grégory</b>	NIGEND : 166 497
<b>Claramunt Franck</b>	NIGEND : 166 318
<b>Gogioso Jean-François</b>	NIGEND : 195 086
<b>Uruty Dominique</b>	NIGEND : 159 432
<b>Brenon Fabrice</b>	NIGEND : 171 269
<b>Lhospital Pascale</b>	NIGEND : 217 372
<b>Sanders Sébastien</b>	NIGEND : 185 283

<b>Da Luz</b> Alexandre	NIGEND : 175 550
<b>Pavlakis</b> Laurent	NIGEND : 162 250
<b>Pierini-Guardiola</b> Yann	NIGEND : 166 370
<b>Cancellieri</b> François-Jérôme	NIGEND : 175 544
<b>Cuvillier</b> Laurent	NIGEND : 157 134
<b>Bouzigues</b> Bruno	NIGEND : 147 433
<b>Casajus</b> Éric	NIGEND : 144 508
<b>Ferreira</b> José	NIGEND : 144 279
<b>Droillard</b> Éric	NIGEND : 148 583
<b>Swierkowski</b> Laurent	NIGEND : 145 370
<b>Roumagnac</b> Alain	NIGEND : 139 282
<b>Quintanar</b> José	NIGEND : 143 664
<b>Fasentieux</b> Corinne	NIGEND : 146 765
<b>Espi</b> Éric	NIGEND : 139 841
<b>Gouffault</b> Fabrice	NIGEND : 142 174

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 décembre 2019.

*Le général de division, commandant  
la région de gendarmerie d'Occitanie,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,*  
J. PLAYS

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Est

**Décision n°38438 du 5 décembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges**

NOR : INTJ1930002S

Le commandant de la région de gendarmerie du Grand Est et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 5 avril 2012 modifié relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 22 novembre 2019,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie du Grand Est – subdivision d'arme de la gendarmerie départementale – est arrêté ainsi qu'il suit :

Pour le grade de major, les adjudants-chefs :

<b>Timini Patrick</b>	NIGEND : 138 000
<b>Gérardin Raphaël</b>	NIGEND : 156 727
<b>Stoffel Michel</b>	NIGEND : 155 229
<b>Sassella Carol</b>	NIGEND : 133 397
<b>Pasquel Alexandre</b>	NIGEND : 162 663
<b>Lorin Christophe</b>	NIGEND : 142 344
<b>Larmusiaux Philippe</b>	NIGEND : 131 678
<b>Rubéo-Lisa Laurent</b>	NIGEND : 144 869
<b>Plateroti Vincenzo</b>	NIGEND : 150 587
<b>Lassalle Ingrid</b>	NIGEND : 138 713
<b>Pichard Rachel</b>	NIGEND : 152 785
<b>Leblanc Yves</b>	NIGEND : 146 659
<b>Kuntz Stéphane</b>	NIGEND : 154 296
<b>Rolin Ludovic</b>	NIGEND : 155 865

Pour le grade d'adjudant-chef, les adjudants :

<b>Boisgibault Philippe</b>	NIGEND : 141 452
<b>Marc Cédric</b>	NIGEND : 175 981
<b>Zimmermann Philippe</b>	NIGEND : 170 410
<b>Molat Denis</b>	NIGEND : 242 009
<b>Rippa Noël</b>	NIGEND : 161 799
<b>Eguiguren Cyrille</b>	NIGEND : 172 144
<b>Detrey Romain</b>	NIGEND : 186 881

<b>Thorez</b> Nicolas	NIGEND : 209 879
<b>Cobessi</b> Louis	NIGEND : 194 390
<b>Finkler</b> Guillaume	NIGEND : 230 257
<b>Demangeon</b> Arnaud	NIGEND : 201 153
<b>Bolmont</b> Philippe	NIGEND : 144 786
<b>Chec</b> Virgile	NIGEND : 166 315
<b>Schuler</b> Bettina	NIGEND : 199 800
<b>Hector</b> Mathilde	NIGEND : 177 332
<b>Henrion</b> Denis	NIGEND : 164 955
<b>Démoulin</b> Jacky	NIGEND : 149 770
<b>Chachay</b> Sébastien	NIGEND : 178 087
<b>Dally</b> Christophe	NIGEND : 146 213
<b>Barbier</b> Raphaël	NIGEND : 170 303
<b>Frantz</b> Christophe	NIGEND : 159 151
<b>Tarantini</b> Cataldo	NIGEND : 159 691
<b>Poirrier</b> Alexandre	NIGEND : 197 452
<b>Lemoine</b> Cédric	NIGEND : 165 238
<b>Schneider</b> Damien	NIGEND : 193 535
<b>Van Mullem</b> Fabrice	NIGEND : 156 274
<b>Schmitt</b> Mathieu	NIGEND : 184 323
<b>Tottoli</b> Pierre	NIGEND : 225 151
<b>Rousselot</b> Julia	NIGEND : 205 347
<b>Baron</b> Magalie	NIGEND : 220 288
Pour le grade d'adjudant, les maréchaux des logis-chefs :	
<b>Schmidt</b> Julien	NIGEND : 187 494
<b>Miler</b> Sébastien	NIGEND : 214 465
<b>Brunet</b> Jean-Michel	NIGEND : 221 023
<b>Courtellemont</b> Romain	NIGEND : 190 427
<b>Sanchez</b> Eddy	NIGEND : 153 380
<b>Mathieu</b> Emmanuel	NIGEND : 161 154
<b>Denny</b> Cédric	NIGEND : 316 455
<b>Roinet</b> Sylvain	NIGEND : 229 337
<b>Devaux</b> Stéphanie	NIGEND : 349 168
<b>Claude</b> Aurélie	NIGEND : 217 940
<b>Brelinsky</b> Jean-François	NIGEND : 128 617
<b>Bedjou</b> Cédric	NIGEND : 218 204
<b>Sakfa</b> Laurent	NIGEND : 152 260
<b>Maglia</b> Karine	NIGEND : 183 115
<b>Sarda</b> Luc	NIGEND : 230 537
<b>Oliger</b> Fabrice	NIGEND : 221 169
<b>Cadiou</b> Jean-Pierre	NIGEND : 158 526
<b>Fischer</b> Vaïk	NIGEND : 248 601
<b>Mulot</b> Cédric	NIGEND : 217 983
<b>Hubert</b> Émilie	NIGEND : 180 433
<b>Anani</b> Nicolas	NIGEND : 303 464
<b>Collard</b> Mylène	NIGEND : 173 365
<b>Schaeffer</b> Katrin	NIGEND : 197 013
<b>Galmiche</b> Benjamin	NIGEND : 335 516
<b>Maloni</b> Franck	NIGEND : 338 240

<b>Chomel Michaël</b>	NIGEND : 187 102
<b>Postorino Nadia</b>	NIGEND : 192 439
<b>Didillon Alban</b>	NIGEND : 338 172
<b>Guillet Arnaud</b>	NIGEND : 239 950
<b>Laurent Sébastien</b>	NIGEND : 215 922
<b>Biette Sébastien</b>	NIGEND : 230 867
<b>Laurent David</b>	NIGEND : 210 418
<b>Becker Nicolas</b>	NIGEND : 309 018
<b>Bento Julien</b>	NIGEND : 248 536
<b>Munsch Christophe</b>	NIGEND : 302 294
<b>Dubourdiou Laurence</b>	NIGEND : 175 405
<b>Pierson Hervé</b>	NIGEND : 208 826
<b>Salvi Lucie</b>	NIGEND : 302 751
<b>Gébéle Yannick</b>	NIGEND : 316 687
<b>Brua Mélanie</b>	NIGEND : 301 851
<b>Lescouarch Kévin</b>	NIGEND : 335 531
<b>Clavel Anne</b>	NIGEND : 240 938
<b>Tribout Magali</b>	NIGEND : 247 575
<b>Playe Jessica</b>	NIGEND : 218 275
<b>Dahlem Geoffrey</b>	NIGEND : 348 693
<b>Dermineur Julien</b>	NIGEND : 243 466
<b>Caron Jérôme</b>	NIGEND : 181 748
<b>Gourinel Mélanie</b>	NIGEND : 213 212
<b>Roustan Alexandre</b>	NIGEND : 198 114
<b>Ruff Céline</b>	NIGEND : 319 573
<b>Rigal Bertrand</b>	NIGEND : 228 760
<b>Cruaux Dominique</b>	NIGEND : 323 564
<b>Kuhn Brigitte</b>	NIGEND : 227 410
<b>Arnould Raphaël</b>	NIGEND : 199 822
<b>Stehly Julie</b>	NIGEND : 227 601
<b>Chiapella Christopher</b>	NIGEND : 308 237
<b>Berezowski Peggy</b>	NIGEND : 163 704
<b>André Cindy</b>	NIGEND : 239 165
<b>Hoffmann Angélique</b>	NIGEND : 190 430
<b>Aboulicam Guylaine</b>	NIGEND : 301 411
<b>Dehayé Sébastien</b>	NIGEND : 209 763
<b>Kubiak Stéphane</b>	NIGEND : 338 230
<b>Simon Frédéric</b>	NIGEND : 303 461
<b>Fréminet Arnaud</b>	NIGEND : 246 988
<b>Bérard Mathieu</b>	NIGEND : 305 449
<b>Gustin Aymeric</b>	NIGEND : 229 091
<b>Melcion Laurent</b>	NIGEND : 147 751
<b>Mazzuchetti Laurence</b>	NIGEND : 236 011
<b>Junker Christelle</b>	NIGEND : 243 087
<b>Burgaud Régis</b>	NIGEND : 241 629
<b>Rozmarynowski Claude</b>	NIGEND : 230 535
<b>Barrey Laurent</b>	NIGEND : 203 046
<b>Guillain Éric</b>	NIGEND : 196 473
<b>Do Nascimento Jérôme</b>	NIGEND : 238 546
<b>Bristiel Arnaud</b>	NIGEND : 210 968

<b>Leroy Sébastien</b>	NIGEND : 241 239
<b>Grimaud Élodie</b>	NIGEND : 218 525
<b>Golombek Jérôme</b>	NIGEND : 232 246
<b>Niclas Alexandre</b>	NIGEND : 176 388
<b>Nivoix Stéphane</b>	NIGEND : 232 505
<b>Chantrenne Gauthier</b>	NIGEND : 238 092
<b>Pistien Audrey</b>	NIGEND : 240 424
<b>Dvorsak Maurice</b>	NIGEND : 349 578
<b>Arragon Fabienne</b>	NIGEND : 203 027
<b>Rohé Olivier</b>	NIGEND : 322 049
<b>Rantrua Matthias</b>	NIGEND : 210 421
<b>Hernandez Hervé</b>	NIGEND : 153 573
<b>Charles Éric</b>	NIGEND : 155 421
<b>Gress Éric</b>	NIGEND : 171 307
<b>Durand William</b>	NIGEND : 141 224
<b>Mallet Hervé</b>	NIGEND : 141 967
<b>Del Bono Catherine</b>	NIGEND : 139 325
<b>Zeau Patrick</b>	NIGEND : 155 138
<b>Lécorney Pascal</b>	NIGEND : 141 504
<b>Beauchet Éric</b>	NIGEND : 147 176
<b>Rosochacki Coralie</b>	NIGEND : 233 224
<b>Blanchot Florian</b>	NIGEND : 308 174
<b>Cornu Patrice</b>	NIGEND : 193 869
<b>Carpentier Guillaume</b>	NIGEND : 332 698
<b>Laborde Cyril</b>	NIGEND : 201 987
<b>Letourneur Aurore</b>	NIGEND : 321 496
<b>Fontaine Laurent</b>	NIGEND : 241 874
<b>Stock Christophe</b>	NIGEND : 203 254
<b>Charlier Nicolas</b>	NIGEND : 340 074
<b>Thies Yoann</b>	NIGEND : 310 958
<b>Thomas Frédérique</b>	NIGEND : 152 402
<b>Dehors Matorai</b>	NIGEND : 317 673
<b>Pohl David</b>	NIGEND : 209 433
<b>Schvartz Benjamin</b>	NIGEND : 203 293
<b>Dohr Fabrice</b>	NIGEND : 318 496
<b>Antoine Michel</b>	NIGEND : 227 680
<b>Delville Annie</b>	NIGEND : 147 569
<b>Ruyer Philippe</b>	NIGEND : 126 000
<b>Plait Jean-Michel</b>	NIGEND : 146 156
<b>Cristofini Jean-François</b>	NIGEND : 144 805
<b>Ghiduci Christian</b>	NIGEND : 144 671
<b>Kinosky Patrick</b>	NIGEND : 153 347
Pour le grade de maréchal des logis-chef, les gendarmes :	
<b>Dufner Guillaume</b>	NIGEND : 196 327
<b>Houpin Valérie</b>	NIGEND : 217 366
<b>Avol Rémi</b>	NIGEND : 227 405
<b>Krantz David</b>	NIGEND : 306 206
<b>Maire Samuel</b>	NIGEND : 319 565
<b>Le Solleu Marie-Laure</b>	NIGEND : 309 043



<b>Cariou Benjamin</b>	NIGEND : 362 532
<b>Grasmick Delphine</b>	NIGEND : 369 994
<b>Tichit Pauline</b>	NIGEND : 304 968
<b>Fuss Julien</b>	NIGEND : 246 528
<b>Santoro Nicolas</b>	NIGEND : 309 855
<b>Bénéfice Victor</b>	NIGEND : 368 245
<b>Triaire Christophe</b>	NIGEND : 335 589
<b>Loureiro Alexandre</b>	NIGEND : 348 660
<b>Brard Baptiste</b>	NIGEND : 319 865
<b>Lorrain Jérôme</b>	NIGEND : 212 674
<b>Gross Florent</b>	NIGEND : 348 854
<b>Nolin Keevin</b>	NIGEND : 321 916
<b>Pinault Sylvie</b>	NIGEND : 327 863
<b>Baronheid Thierry</b>	NIGEND : 200 960
<b>Piedboeuf Frédéric</b>	NIGEND : 194 864
<b>Leroux Dorian</b>	NIGEND : 341 861
<b>Hamouta Mohammed</b>	NIGEND : 362 167
<b>Grandroques Jérémy</b>	NIGEND : 230 796
<b>Natale Kévin</b>	NIGEND : 220 096
<b>Vermeersch Manuel</b>	NIGEND : 366 756
<b>Moreau Sébastien</b>	NIGEND : 368 225
<b>Gueye Grégory</b>	NIGEND : 209 288
<b>Fréminet Emeric</b>	NIGEND : 267 925
<b>Loret Benjamin</b>	NIGEND : 351 140
<b>Kardach Michaël</b>	NIGEND : 242 856
<b>Bosson Caroline</b>	NIGEND : 365 944
<b>Bell Sébastien</b>	NIGEND : 366 716
<b>Frelin Aurélien</b>	NIGEND : 313 005
<b>Chervin Romain</b>	NIGEND : 356 396
<b>Mangin Aurélien</b>	NIGEND : 337 299
<b>Boudinot Nicolas</b>	NIGEND : 242 556
<b>Cordon Cynthia</b>	NIGEND : 368 078
<b>Duvaux Florian</b>	NIGEND : 368 697
<b>Geny Jérôme</b>	NIGEND : 211 580
<b>Toussaint Gaëlle</b>	NIGEND : 238 888
<b>Galmiche Matthieu</b>	NIGEND : 371 339
<b>Bier Régis</b>	NIGEND : 199 768
<b>Benoît Samuel</b>	NIGEND : 301 593
<b>Babindamana Johan</b>	NIGEND : 328 081
<b>Lozach Romain</b>	NIGEND : 361 800
<b>Cabrol Audrey</b>	NIGEND : 244 726
<b>Petit Hervé</b>	NIGEND : 329 075
<b>Taranchon Yannick</b>	NIGEND : 224 478
<b>Bourrely Julien</b>	NIGEND : 240 803
<b>Hisler Jonathan</b>	NIGEND : 319 747
<b>Laphilippe Nicolas</b>	NIGEND : 210 375
<b>Langlois Magali</b>	NIGEND : 303 384
<b>Jouaville Damien</b>	NIGEND : 194 309
<b>Auzeine Yoann</b>	NIGEND : 213 123
<b>Manier Bertrand</b>	NIGEND : 313 488

<b>Sallé Clément</b>	NIGEND : 341 976
<b>Jaamour Samy</b>	NIGEND : 319 752
<b>Soudanas Steven</b>	NIGEND : 368 241
<b>Boitier Amaury</b>	NIGEND : 326 152
<b>Le Guelennec Vincent</b>	NIGEND : 318 344
<b>Panizza Pierre</b>	NIGEND : 329 662
<b>Reid-Amaru Fausto</b>	NIGEND : 360 654
<b>Thirion Julien</b>	NIGEND : 353 276
<b>Habert Michaël</b>	NIGEND : 366 131
<b>André Alexandre</b>	NIGEND : 340 202
<b>Bruncher Norbert</b>	NIGEND : 165 813
<b>Legrand Bernard</b>	NIGEND : 193 078
<b>Rochet Cyrille</b>	NIGEND : 188 562
<b>Rio Rachel</b>	NIGEND : 179 406
<b>Bour Loïc</b>	NIGEND : 192 908
<b>Pouyadou Arnaud</b>	NIGEND : 161 543
<b>Petitdant Sébastien</b>	NIGEND : 200 110
<b>Gustiaux Fabien</b>	NIGEND : 176 559
<b>Kulik Ghislain</b>	NIGEND : 191 129
<b>Barré Arnaud</b>	NIGEND : 332 309
<b>Cavaillé Magali</b>	NIGEND : 198 875
<b>Elobbadi Mehdi</b>	NIGEND : 267 715
<b>Jeanroy Jean-Philippe</b>	NIGEND : 225 667
<b>Pigeat Emmanuelle</b>	NIGEND : 143 924
<b>Trovato Cédric</b>	NIGEND : 193 556
<b>Mathieu André</b>	NIGEND : 152 243
<b>Benoît Olivier</b>	NIGEND : 149 247
<b>Collignon David</b>	NIGEND : 153 936
<b>Welsch Freddy</b>	NIGEND : 163 383
<b>Richard Christelle</b>	NIGEND : 150 243
<b>Arnould Olivier</b>	NIGEND : 146 855
<b>Thouvenin Daniel</b>	NIGEND : 154 222
<b>Azzos Pierre</b>	NIGEND : 143 810
<b>Ruhlmann Xavier</b>	NIGEND : 154 552
<b>Coriou Stéphane</b>	NIGEND : 141 599

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 décembre 2019.

*Le général, commandant par intérim  
la région de gendarmerie du Grand Est  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,*  
D. MARCONNET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Est

**Décision n° 39050 du 5 décembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est**

NOR : INTJ1930003S

Le commandant de la région de gendarmerie du Grand Est et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 5 avril 2012 modifié relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 15 novembre 2019,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est – subdivision d'arme de la gendarmerie mobile – est arrêté ainsi qu'il suit :

Pour le grade de major, les adjudants-chefs :

<b>Provençal</b> Richard	NIGEND : 125 358
<b>Priester</b> Olivier	NIGEND : 164 644
<b>Spellig</b> Pierre	NIGEND : 199 880
<b>Scheil</b> Laurent	NIGEND : 131 185
<b>Gagliardi</b> Sylvain	NIGEND : 143 723
<b>Jacquot</b> Pierre	NIGEND : 163 994
<b>Bâton</b> Thierry	NIGEND : 144 113
<b>Marchal</b> Arnaud	NIGEND : 147 978
<b>Corberand</b> Jean-Marc	NIGEND : 168 167
<b>Pruvost</b> Bertrand	NIGEND : 186 121
<b>Clesse</b> Christophe	NIGEND : 185 315
<b>Szczur</b> Arnaud	NIGEND : 203 125
<b>Lambard</b> Damien	NIGEND : 169 692

Pour le grade d'adjudant-chef, les adjudants :

<b>Letournelle</b> Antoine	NIGEND : 153 975
<b>Gonzalez</b> André	NIGEND : 210 425
<b>Morandet</b> Charles-Olivier	NIGEND : 223 684
<b>Fiegel</b> Thierry	NIGEND : 171 295
<b>Angrand</b> Fabrice	NIGEND : 170 297
<b>Mischler</b> Frédéric	NIGEND : 174 257
<b>Dorot</b> Olivier	NIGEND : 240 015
<b>Alisse</b> Sébastien	NIGEND : 183 181

<b>Desnoyers David</b>	NIGEND : 156 714
<b>Faul Dominique</b>	NIGEND : 125 604
<b>Berthier Frédéric</b>	NIGEND : 158 371
<b>Dubois Stéphane</b>	NIGEND : 164 835
<b>Revilion Loïc</b>	NIGEND : 198 045
<b>Leyendecker Eric</b>	NIGEND : 69 928
<b>Mautré Jérémie</b>	NIGEND : 211 626
<b>Lefebvre Cyril</b>	NIGEND : 220 542
<b>Hartmann Florent</b>	NIGEND : 169 681
<b>Da Costa Philippe</b>	NIGEND : 168 422
<b>Muller Julien</b>	NIGEND : 196 291
<b>Humbert Laurent</b>	NIGEND : 166 755
<b>Nau Pierre</b>	NIGEND : 210 285
<b>Malaizier François</b>	NIGEND : 163 882
<b>Burckel Patrick</b>	NIGEND : 163 291
<b>Frey Jean-François</b>	NIGEND : 186 794
<b>Formet Stéphane</b>	NIGEND : 211 275
<b>Grégoire Ludovic</b>	NIGEND : 157 888
Pour le grade d'adjudant, les maréchaux des logis-chefs:	
<b>Cassetari Florent</b>	NIGEND : 183 259
<b>Arambourg Lucas</b>	NIGEND : 335 407
<b>Bosc Guillaume</b>	NIGEND : 300 080
<b>Slomianny Thomas</b>	NIGEND : 241 697
<b>Linde Morgan</b>	NIGEND : 231 292
<b>Hanquez Geoffrey</b>	NIGEND : 309 931
<b>Goutay Loïc</b>	NIGEND : 171 174
<b>Lahotte Fabien</b>	NIGEND : 308 210
<b>Serme Julien</b>	NIGEND : 242 022
<b>Lièvre Cédric</b>	NIGEND : 187 854
<b>Burgun Marc</b>	NIGEND : 210 171
<b>Jacques Thomas</b>	NIGEND : 247 005
<b>Cuvellier Gaston</b>	NIGEND : 340 081
<b>Mohr Jordan</b>	NIGEND : 329 654
<b>Bossaert Frédéric</b>	NIGEND : 132 110
<b>Marcaud Teddy</b>	NIGEND : 243 509
<b>Thorand Charles-Edouard</b>	NIGEND : 341 166
<b>Baudegard Franck</b>	NIGEND : 335 412
<b>Chrétien Jérôme</b>	NIGEND : 326 909
<b>Dumont Quentin</b>	NIGEND : 235 118
<b>Boyer Brice</b>	NIGEND : 306 929
<b>Sagnardon François</b>	NIGEND : 241 692
<b>Alcaras-Raynaud Anthony</b>	NIGEND : 305 316
<b>Chemin Erwan</b>	NIGEND : 307 068
<b>Rapicault Sébastien</b>	NIGEND : 324 205
<b>Lefebvre Romain</b>	NIGEND : 327 422
<b>Gasco Nicolas</b>	NIGEND : 217 837
<b>Lauret Romain</b>	NIGEND : 317 395
<b>Maubey Didier</b>	NIGEND : 157 765
<b>Benoît Fabien</b>	NIGEND : 301 668
<b>Bobillier Rodolphe</b>	NIGEND : 234 787

<b>Paul Forster</b>	NIGEND : 302081
<b>Pina Samuel</b>	NIGEND : 216436
<b>Sap Luckian</b>	NIGEND : 236908
<b>Duc Ludovic</b>	NIGEND : 214869
<b>Lelièvre Julien</b>	NIGEND : 248889
<b>Dambreville Loïc</b>	NIGEND : 246179
<b>Knoderer Régis</b>	NIGEND : 311931
<b>Roblin David</b>	NIGEND : 217390
<b>Bécart Jérémy</b>	NIGEND : 233060
<b>Cherel Anthony</b>	NIGEND : 239420
<b>Zeini Sami</b>	NIGEND : 305315
<b>Tomas Vianney</b>	NIGEND : 244452
<b>Agnus Simon</b>	NIGEND : 307699
<b>Marlot Pierre</b>	NIGEND : 305868
<b>Dupire Julien</b>	NIGEND : 308864
<b>Darstein Cédric</b>	NIGEND : 212638
<b>Kazmierczak Ivan</b>	NIGEND : 268767
<b>Boulois Cédric</b>	NIGEND : 334236
<b>Girod Cédric</b>	NIGEND : 243077
<b>Molard Gaétan</b>	NIGEND : 245226
<b>Saltzmann Guillaume</b>	NIGEND : 322662
<b>Robert Michaël</b>	NIGEND : 249431
<b>Noël Florian</b>	NIGEND : 229664
<b>Priol Anthony</b>	NIGEND : 322002
<b>Boyer Stéphane</b>	NIGEND : 219412
<b>Belhadj Morad</b>	NIGEND : 229056
<b>Robic Emmanuel</b>	NIGEND : 189143
<b>Gautier David</b>	NIGEND : 188658
<b>Boutoleau Philippe</b>	NIGEND : 156871
<b>Bousabata Mohamed</b>	NIGEND : 213803
<b>Busch Mikaël</b>	NIGEND : 328616
<b>Bessot Luc</b>	NIGEND : 168152
<b>Dupoisot Hugues</b>	NIGEND : 174817
<b>Leyrisse Benoît</b>	NIGEND : 247290
<b>Courtemanche Jérémy</b>	NIGEND : 312431
<b>Bisard Elian</b>	NIGEND : 330108
<b>Fauquez Michaël</b>	NIGEND : 248974
<b>Calvi Anaël</b>	NIGEND : 239407
<b>Péchereau David</b>	NIGEND : 301469
<b>Mikheeff Alexis</b>	NIGEND : 233336
<b>Demailly Claude</b>	NIGEND : 181926
<b>Pernon Laurent</b>	NIGEND : 189182
<b>Lelovsky Thomas</b>	NIGEND : 320791
<b>Bidault-Hervouet Raphaël</b>	NIGEND : 158897
<b>Bonelli Franck</b>	NIGEND : 237193
<b>Millet Kévin</b>	NIGEND : 328159
<b>Bittiger Stéphane</b>	NIGEND : 128141
<b>Bérardet Éric</b>	NIGEND : 70303
<b>Thioux Alexandre</b>	NIGEND : 324180
<b>Pagani Rémi</b>	NIGEND : 321250

Pour le grade de maréchal des logis-chef, les gendarmes :

<b>Grare Cédric</b>	NIGEND : 337 201
<b>Avril Stéphane</b>	NIGEND : 338 417
<b>Watrin Matthieu</b>	NIGEND : 365 937
<b>Gauyacq Benoît</b>	NIGEND : 368 288
<b>Gaffé Alexandre</b>	NIGEND : 350 058
<b>Scharf Jean-Sébastien</b>	NIGEND : 327 152
<b>Bonilla Bruno</b>	NIGEND : 323 334
<b>Bausson Maxime</b>	NIGEND : 330 898
<b>Naya Cyril</b>	NIGEND : 348 665
<b>Schneider Emmanuel</b>	NIGEND : 349 256
<b>Groeppelin Matthias</b>	NIGEND : 315 654
<b>Ventroux Edouard</b>	NIGEND : 353 280
<b>Barny Thomas</b>	NIGEND : 302 041
<b>Brawand Wilfried</b>	NIGEND : 318 821
<b>Schall Gaëtan</b>	NIGEND : 335 862
<b>Castilla Julien</b>	NIGEND : 342 132
<b>Baraban Florent</b>	NIGEND : 340 029
<b>Laravoire Brice</b>	NIGEND : 354 212
<b>Louet Anthony</b>	NIGEND : 356 838
<b>Lescuyer Guillaume</b>	NIGEND : 309 048
<b>Quevilly Mickaël</b>	NIGEND : 337 357
<b>Goyan Nicolas</b>	NIGEND : 303 706
<b>Michel Jérémy</b>	NIGEND : 342 218
<b>Spies Manutea</b>	NIGEND : 333 868
<b>Sali Emmanuel</b>	NIGEND : 235 775
<b>Decock Léo</b>	NIGEND : 340 974
<b>Nemurat Jeffrey</b>	NIGEND : 349 593
<b>Waheo Yoan</b>	NIGEND : 341 846
<b>Rodrigues Thomas</b>	NIGEND : 335 574
<b>Perrin Jérémie</b>	NIGEND : 341 962
<b>Joblon Eddy</b>	NIGEND : 324 699
<b>Valichon Thomas</b>	NIGEND : 340 779
<b>Boistard Jean-Marc</b>	NIGEND : 213 801
<b>Wittersheim Stéphane</b>	NIGEND : 349 281
<b>Huber Sylvain</b>	NIGEND : 341 546
<b>Hervouet Clément</b>	NIGEND : 355 406
<b>Viville David</b>	NIGEND : 207 756
<b>Froehly Thibaud</b>	NIGEND : 349 585
<b>Taing Thomas</b>	NIGEND : 352 145
<b>Vojetta Boris</b>	NIGEND : 366 134
<b>Magagnin Sébastien</b>	NIGEND : 242 949
<b>Testan Yoann</b>	NIGEND : 319 257
<b>Ya Géons</b>	NIGEND : 322 614
<b>Bordet Manuel</b>	NIGEND : 369 090
<b>Perier Julien</b>	NIGEND : 307 030
<b>Rondot Yann</b>	NIGEND : 352 571
<b>Gatillon Emilien</b>	NIGEND : 323 926
<b>Blouin Thomas</b>	NIGEND : 345 849
<b>Gille Théo</b>	NIGEND : 344 473

<b>Aubry Morgan</b>	NIGEND : 349 540
<b>Buttigieg Julien</b>	NIGEND : 353 412
<b>Barthez Jean-Baptiste</b>	NIGEND : 352 244
<b>Puy Mickaël</b>	NIGEND : 354 036
<b>Marteau Steven</b>	NIGEND : 308 992
<b>Kriegel Julien</b>	NIGEND : 342 964
<b>Conesa Yohann</b>	NIGEND : 348 630
<b>Desbois Julien</b>	NIGEND : 356 827
<b>Brach Richard</b>	NIGEND : 339 308
<b>Lerouge Pierre</b>	NIGEND : 259 704
<b>Pascual Maxence</b>	NIGEND : 324 328
<b>Carol Laurent</b>	NIGEND : 329 909
<b>Bellefontaine Jean-François</b>	NIGEND : 247 247
<b>Demouiller Damien</b>	NIGEND : 254 815
<b>Divo Aurélien</b>	NIGEND : 354 342
<b>Brudenne Quentin</b>	NIGEND : 346 445
<b>Benattou Abdeldjellil</b>	NIGEND : 341 679
<b>Hoarau Damien</b>	NIGEND : 349 270
<b>Achi Driss</b>	NIGEND : 351 910
<b>Caillard d'Aillières Gabriel</b>	NIGEND : 327 352
<b>Bardoux Valentin</b>	NIGEND : 351 915
<b>Januzzi Julien</b>	NIGEND : 211 744
<b>Bertrand Loïc</b>	NIGEND : 302 265
<b>Ramassamy Cédric</b>	NIGEND : 370 501
<b>Roseaux Vincent</b>	NIGEND : 208 769
<b>Bonnet Rudy</b>	NIGEND : 199 148
<b>Chicot Xavier</b>	NIGEND : 195 706
<b>Leirens Sébastien</b>	NIGEND : 188 283
<b>Joly David</b>	NIGEND : 233 385
<b>Nanquette Pascal</b>	NIGEND : 163 678
<b>Boutin Yannick</b>	NIGEND : 194 706
<b>Huart Cédric</b>	NIGEND : 183 678
<b>Berenguer Patrice</b>	NIGEND : 157 838
<b>Petit Bruno</b>	NIGEND : 140 465

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 décembre 2019.

*Le général, commandant par intérim  
la région de gendarmerie du Grand Est  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,*  
D. MARCONNET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Bretagne  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Ouest

**Décision n° 45686 du 5 décembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest**

NOR : INTJ1929980S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bretagne et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 5 avril 2012 modifié relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 21 novembre 2019,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest – subdivision d'arme de la gendarmerie mobile – est arrêté ainsi qu'il suit :

Pour le grade de major, les adjudants-chefs :

<b>Blary David</b>	NIGEND : 139 818
<b>Kersuzan Gildas</b>	NIGEND : 132 846
<b>L'Helgoualc'h Dominique</b>	NIGEND : 156 604
<b>Cadot Jérôme</b>	NIGEND : 128 147
<b>Perrier Jérôme</b>	NIGEND : 163 202
<b>Michelin Gilles</b>	NIGEND : 132 173
<b>Caillaud Nicolas</b>	NIGEND : 157 525
<b>Gengembre Régis</b>	NIGEND : 145 667
<b>Perrier Christophe</b>	NIGEND : 165 600
<b>Cléac'h Olivier</b>	NIGEND : 143 702
<b>Charruau Jean-François</b>	NIGEND : 135 410
<b>Constantin Arnaud</b>	NIGEND : 147 317
<b>Breslau Pascal</b>	NIGEND : 141 341
<b>Tonquédec Fabien</b>	NIGEND : 154 444
<b>Plus Thomas</b>	NIGEND : 172 209
<b>Hengesse Marc</b>	NIGEND : 188 298
<b>Cliquennois Guillaume</b>	NIGEND : 190 798

Pour le grade d'adjudant-chef, les adjudants :

<b>Olivet Eric</b>	NIGEND : 118 451
<b>Louis Pierre</b>	NIGEND : 119 993
<b>Hardy Julien</b>	NIGEND : 132 958
<b>Tamizier-Berteau Sébastien</b>	NIGEND : 190 476



<b>Bourion</b> Loïc	NIGEND : 164 155
<b>Le Neve</b> Loïc	NIGEND : 138 451
<b>Brunot</b> Alain	NIGEND : 120 795
<b>Jacques</b> Hervé	NIGEND : 128 193
<b>Robic</b> Yann	NIGEND : 164 349
<b>Branger</b> Damien	NIGEND : 134 093
<b>Haméon</b> Johann	NIGEND : 152 568
<b>Bry</b> Laurent	NIGEND : 157 523
<b>Moutonet</b> Jean-Baptiste	NIGEND : 178 447
<b>Cartereau</b> Christophe	NIGEND : 144 257
<b>Touquet</b> Philippe	NIGEND : 167 709
<b>Delaunay</b> Sébastien	NIGEND : 162 356
<b>Delpech</b> Benoît	NIGEND : 192 940
<b>Le Moigne</b> Patrice	NIGEND : 145 444
<b>Petibon</b> Loïc	NIGEND : 178 771
<b>Renaudin</b> Sébastien	NIGEND : 181 406
<b>Joubert</b> David	NIGEND : 209 917
<b>Loison</b> Christophe	NIGEND : 139 625
<b>Noennec</b> Hervé	NIGEND : 124 097
<b>Chabrun</b> Vincent	NIGEND : 145 292
<b>Gardeil</b> Xavier	NIGEND : 185 929
<b>Lasche</b> Didier	NIGEND : 171 318
<b>Vankerckvoorde</b> Brice	NIGEND : 193 027
<b>Montesinos</b> Xavier	NIGEND : 199 689
<b>Duplessis</b> Jean-François	NIGEND : 171 401
<b>Million</b> Mickaël	NIGEND : 178 755
<b>Molines</b> Philippe	NIGEND : 163 194
<b>Denis</b> Jean-Lou	NIGEND : 150 968
<b>Douard</b> Mickaël	NIGEND : 152 962
<b>Jolly</b> Christophe	NIGEND : 170 362
<b>Quibeuf</b> Christophe	NIGEND : 159 685
Pour le grade d'adjudant, les maréchaux des logis-chefs:	
<b>Legavre</b> Jean-Philippe	NIGEND : 181 830
<b>Servant</b> Thomas	NIGEND : 243 601
<b>Dumont</b> Yannick	NIGEND : 241 186
<b>Martinet</b> Bruno	NIGEND : 196 353
<b>Lasnier</b> Stanislas	NIGEND : 305 803
<b>Loubry</b> Jérémie	NIGEND : 219 881
<b>Baudin</b> Benoît	NIGEND : 233 147
<b>Bessonneau</b> Aurélien	NIGEND : 242 043
<b>Loose</b> Jérôme	NIGEND : 249 139
<b>Grzywa</b> Sébastien	NIGEND : 241 457
<b>Vivien</b> Jérémy	NIGEND : 232 825
<b>Delhoume</b> Jérémy	NIGEND : 323 845
<b>Le Bloa</b> Alexandre	NIGEND : 177 806
<b>Blomme</b> Michaël	NIGEND : 243 611
<b>Boussin</b> Richard	NIGEND : 311 595
<b>Lefebvre</b> Kévin	NIGEND : 314 112
<b>Guillonnet</b> Michel	NIGEND : 162 529
<b>Lecardonnel</b> Adrien	NIGEND : 218 066

<b>Delangue</b> Grégory	NIGEND : 238 094
<b>Horvath</b> Maxime	NIGEND : 235 262
<b>Larivain-Mattei</b> Gurvan	NIGEND : 166 989
<b>Loncle</b> Fabrice	NIGEND : 173 203
<b>Garnier</b> Florian	NIGEND : 245 786
<b>Courtaud</b> Romain	NIGEND : 194 056
<b>Elliot</b> Olivier	NIGEND : 161 004
<b>Boutros</b> Erwann	NIGEND : 239 988
<b>Blondel</b> Jérémy	NIGEND : 303 138
<b>Turbant</b> Erwan	NIGEND : 319 049
<b>Héard</b> Philippe	NIGEND : 165 444
<b>Garraud</b> Stephen	NIGEND : 232 357
<b>Prou</b> Aurélien	NIGEND : 239 294
<b>Pattyne</b> Maxime	NIGEND : 241 140
<b>Durand</b> Tangi	NIGEND : 193 868
<b>Dubos</b> Matthieu	NIGEND : 240 019
<b>Totain</b> Pierre-Olivier	NIGEND : 239 156
<b>Simonnet</b> Florian	NIGEND : 310 514
<b>Lacroix</b> Christian	NIGEND : 146 115
<b>Mestre</b> Gabriel	NIGEND : 198 922
<b>Dominguez</b> Dimitri	NIGEND : 311 422
<b>Guigui</b> Alexandre	NIGEND : 204 889
<b>Le Louette</b> Frédéric	NIGEND : 168 206
<b>Belat</b> Charles-Henri	NIGEND : 220 783
<b>Allais</b> Pierre-Antoine	NIGEND : 306 004
<b>Guillot</b> Benjamin	NIGEND : 319 070
<b>Bissière</b> Mathieu	NIGEND : 168 040
<b>Simon</b> Benoît	NIGEND : 229 807
<b>Chitre</b> Jonathan	NIGEND : 311 182
<b>Chevalier</b> Alexandre	NIGEND : 249 347
<b>Adam</b> Daniel	NIGEND : 238 909
<b>Heudes</b> Julien	NIGEND : 247 530
<b>Perronno</b> Benoît	NIGEND : 348 825
<b>Rusch</b> Julien	NIGEND : 310 513
<b>Alary</b> Bruno	NIGEND : 154 009
<b>Landreau</b> Cédric	NIGEND : 200 787
<b>Boclé</b> Laurent	NIGEND : 212 514
<b>Verry</b> Frédéric	NIGEND : 225 705
<b>Bougault</b> Pierre	NIGEND : 244 051
<b>David</b> Benoît	NIGEND : 239 622
<b>Herriau</b> Matias	NIGEND : 309 409
<b>Fusillier</b> Geoffrey	NIGEND : 318 888
<b>Le Goas</b> Yannick	NIGEND : 166 654
<b>Robinot</b> Renaud	NIGEND : 235 005
<b>Hérault</b> Damien	NIGEND : 335 465
<b>Laluc</b> Patrice	NIGEND : 134 149
<b>Martin</b> Michaël	NIGEND : 139 997
<b>Devos</b> Pascal	NIGEND : 132 127
<b>Kerloch</b> Philippe	NIGEND : 137 333
<b>Cheminant</b> Jean-François	NIGEND : 149 632

Pour le grade de maréchal des logis-chef, les gendarmes :

<b>Armbruster</b> Xavier	NIGEND : 234 883
<b>Lemazurier</b> Damien	NIGEND : 247 768
<b>Brignou</b> Cédric	NIGEND : 348 709
<b>Jacopin</b> Florian	NIGEND : 337 208
<b>Bastard</b> Matthieu	NIGEND : 207 445
<b>Tereschenko</b> Julien	NIGEND : 303 468
<b>Meheust</b> Steven	NIGEND : 338 118
<b>Chantreau</b> Julien	NIGEND : 326 102
<b>Regniet</b> Erwan	NIGEND : 352 567
<b>Devos</b> Florent	NIGEND : 320 540
<b>Le Hérissé</b> Cédric	NIGEND : 341 566
<b>Guyot</b> Hadrien	NIGEND : 237 930
<b>Lust</b> Jérémie	NIGEND : 301 989
<b>Vitré</b> Flavien	NIGEND : 327 591
<b>Ruau</b> Christophe	NIGEND : 312 549
<b>Armand</b> Sébastien	NIGEND : 339 223
<b>Carvalho</b> Loïc	NIGEND : 319 615
<b>Malinowski</b> Loïc	NIGEND : 335 629
<b>Collet</b> Nicolas	NIGEND : 350 623
<b>Escudier</b> Nicolas	NIGEND : 340 506
<b>Telliet</b> Jérémie	NIGEND : 309 914
<b>Roussel</b> Flavien	NIGEND : 327 817
<b>Alili</b> Brahim	NIGEND : 352 481
<b>Hautecoeur</b> François	NIGEND : 348 877
<b>Moriceau</b> Jonathan	NIGEND : 229 941
<b>Avril</b> Romain	NIGEND : 349 862
<b>Carlier</b> Eric	NIGEND : 338 162
<b>Baijot</b> Christophe	NIGEND : 338 055
<b>Stévenin-Poncet</b> Stephen	NIGEND : 337 437
<b>Monvoisin</b> Jérôme	NIGEND : 348 788
<b>Carème</b> Romain	NIGEND : 328 109
<b>Bertrand</b> Christophe	NIGEND : 338 378
<b>Beauverger</b> Julien	NIGEND : 322 317
<b>Levieil</b> Fabien	NIGEND : 351 973
<b>Baqué</b> Jonathan	NIGEND : 366 125
<b>Massy</b> Benjamin	NIGEND : 277 549
<b>Brasseur</b> Fabien	NIGEND : 348 605
<b>Seigneur</b> Thomas	NIGEND : 270 712
<b>Houé</b> Jérôme	NIGEND : 351 404
<b>Morange</b> Joffrey	NIGEND : 336 994
<b>Bris</b> Victor	NIGEND : 323 272
<b>Jaulin</b> Quentin	NIGEND : 331 238
<b>Gosselin</b> Guillaume	NIGEND : 335 009
<b>Perdriau</b> Romuald	NIGEND : 316 268
<b>Giorgetti</b> Bruno	NIGEND : 340 085
<b>Vérage</b> Jonathan	NIGEND : 340 150
<b>Robinet</b> Julien	NIGEND : 334 754
<b>Bellec</b> Yoann	NIGEND : 366 718
<b>Mayoghe</b> Saïd	NIGEND : 331 216

<b>Beaudoin Frédéric</b>	NIGEND : 348 637
<b>Larose Antoine</b>	NIGEND : 352 491
<b>Dupouy--Sisteron Baptiste</b>	NIGEND : 347 160
<b>Desgrouas Jean-François</b>	NIGEND : 353 861
<b>Marbois Mathieu</b>	NIGEND : 369 868
<b>Bloquet Romain</b>	NIGEND : 323 332
<b>Chevallier Erwan</b>	NIGEND : 352 780
<b>Dezeure Xavier</b>	NIGEND : 215 758
<b>Fouchère Romain</b>	NIGEND : 303 182
<b>Cherloneix Mathieu</b>	NIGEND : 306 784
<b>Schaub Christopher</b>	NIGEND : 220 568
<b>Landon Thomas</b>	NIGEND : 244 654
<b>Salazar Dinis Miguel</b>	NIGEND : 245 123
<b>Louzier Julien</b>	NIGEND : 235 865
<b>Périer Josselin</b>	NIGEND : 323 644
<b>Biré Cédric</b>	NIGEND : 238 651
<b>Johanno Jean-Baptiste</b>	NIGEND : 354 412
<b>Maintenat Steven</b>	NIGEND : 337 568
<b>Pointeau Willy</b>	NIGEND : 244 692
<b>Bertheau Valentin</b>	NIGEND : 342 908
<b>Monvert Lionel</b>	NIGEND : 252 282
<b>Jiguet-Jiglairaz Thomas</b>	NIGEND : 328 826
<b>Maurin Tamahere</b>	NIGEND : 354 067
<b>Willems Maxime</b>	NIGEND : 240 210
<b>Fraulob Maxime</b>	NIGEND : 327 487
<b>Le Nagard Florent</b>	NIGEND : 352 741
<b>Beauvais Patrice</b>	NIGEND : 354 013
<b>Chiari Sébastien</b>	NIGEND : 325 004
<b>Billot Michaël</b>	NIGEND : 336 173
<b>Dupont Stéphane</b>	NIGEND : 168 853
<b>Leloup Olivier</b>	NIGEND : 239 856
<b>Dorléans Matthieu</b>	NIGEND : 201 005
<b>Mérot Régis</b>	NIGEND : 228 339
<b>Husson Frédéric</b>	NIGEND : 219 156
<b>Lebougren Henri</b>	NIGEND : 226 831
<b>Mayor Guillaume</b>	NIGEND : 219 385
<b>Caulier Sébastien</b>	NIGEND : 184 098
<b>Gaudin Gaël</b>	NIGEND : 163 314
<b>Denos Wilfried</b>	NIGEND : 157 712
<b>Venel Nicolas</b>	NIGEND : 199 162
<b>Moreau Bertrand</b>	NIGEND : 149 199
<b>Formelli-Bacquet Alain</b>	NIGEND : 163 645

## Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 décembre 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie de Bretagne  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,*  
A. PIDOUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale***Décision n° 80611 du 5 décembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « secrétariat »**

NOR : INTJ1930020S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 5 avril 2012 modifié relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 27 novembre 2019,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « secrétariat » – est arrêté ainsi qu'il suit :

Pour le grade de major, les adjudants-chefs :

<b>Bodin Sébastien</b>	NIGEND : 160 185
<b>Nicolay Patricia</b>	NIGEND : 132 780
<b>Baudoin Véronique</b>	NIGEND : 165 185
<b>Sadys Véronique</b>	NIGEND : 153 861
<b>Degoussée Sébastien</b>	NIGEND : 154 367
<b>Aubertin James</b>	NIGEND : 158 616
<b>Siros Stéphane</b>	NIGEND : 151 969
<b>Armand Séverine</b>	NIGEND : 171 963
<b>Franoux Sandie</b>	NIGEND : 192 441

Pour le grade d'adjudant-chef, les adjudants :

<b>Valin Nathalie</b>	NIGEND : 162 746
<b>Bouvier Stéphen</b>	NIGEND : 205 700
<b>Romero Marine</b>	NIGEND : 226 206
<b>Dervout Frédéric</b>	NIGEND : 177 772
<b>Binet Nadia</b>	NIGEND : 158 373
<b>Hubert Sophie</b>	NIGEND : 178 116
<b>Doddoli Franck</b>	NIGEND : 197 440
<b>Canick Yann</b>	NIGEND : 189 189
<b>Dauliac Sophie</b>	NIGEND : 167 080
<b>Le Roch Pierre-Yves</b>	NIGEND : 177 438
<b>Colson David</b>	NIGEND : 190 894
<b>Lamouret Yannick</b>	NIGEND : 175 578
<b>Bel Romain</b>	NIGEND : 178 265
<b>Pouchette Fabien</b>	NIGEND : 201 564
<b>Blanc Julien</b>	NIGEND : 175 862

Pour le grade d'adjudant, les maréchaux des logis-chefs :

<b>Muller</b> Jérémy	NIGEND : 207 720
<b>Péguy</b> Fabien	NIGEND : 172 200
<b>Kardasik</b> Gaël	NIGEND : 245 335
<b>Gault</b> Emilie	NIGEND : 190 281
<b>Donné</b> Emilie	NIGEND : 237 432
<b>Dellinger</b> Deborah	NIGEND : 236 273
<b>Dal Col</b> Nicolas	NIGEND : 228 568
<b>Fritz</b> Emmanuel	NIGEND : 170 762
<b>Guérineau</b> Allan	NIGEND : 314 564
<b>Parent</b> Séverine	NIGEND : 240 185
<b>Rolland</b> Aurélien	NIGEND : 335 575
<b>Gury</b> Judith	NIGEND : 248 583
<b>Egea</b> Fabrice	NIGEND : 207 367
<b>Budka</b> Jessica	NIGEND : 204 336
<b>Collet</b> Romain	NIGEND : 341 196
<b>Diniel</b> Michaël	NIGEND : 300 419
<b>Héronneau</b> Christine	NIGEND : 134 559

Pour le grade de maréchal des logis-chef, les gendarmes :

<b>Allègre</b> Kévin	NIGEND : 353 544
<b>Toillion-Peyrot</b> Gaël	NIGEND : 351 693
<b>Mortier</b> Stéphane	NIGEND : 225 689

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 décembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de corps d'armée,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*  
A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 80614 du 5 décembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « formations extérieures »**

NOR : INTJ1930021S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 5 avril 2012 modifié relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 27 novembre 2019,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « formations extérieures » – est arrêté ainsi qu'il suit :

Pour le grade de major, les adjudants-chefs :

<b>Maréchal Nelly</b>	NIGEND : 152 012
<b>Laisney-Guillet Olivier</b>	NIGEND : 170 475
<b>Saugnier Lilia</b>	NIGEND : 224 473
<b>Fafournoux Jean</b>	NIGEND : 145 803
<b>Di Bernardo Frédéric</b>	NIGEND : 195 630
<b>Strappazon Guillaume</b>	NIGEND : 203 787

Pour le grade d'adjudant-chef, les adjudants :

<b>Corcelle Sylvain</b>	NIGEND : 239 748
<b>Joly Pierre</b>	NIGEND : 208 629
<b>Arhan Serge</b>	NIGEND : 156 282
<b>Taltec Frank</b>	NIGEND : 168 484
<b>Delort Benoît</b>	NIGEND : 193 599
<b>Paget Jacques</b>	NIGEND : 151 120
<b>Crouzet Audrey</b>	NIGEND : 219 764
<b>Le Naour Armelle</b>	NIGEND : 228 856
<b>Renault Christophe</b>	NIGEND : 161 798
<b>Facq Nicolas</b>	NIGEND : 212 648

Pour le grade d'adjudant, les maréchaux des logis-chefs :

<b>Delmas Olivier</b>	NIGEND : 237 751
<b>Marie Guilhem</b>	NIGEND : 302 878
<b>Leclerc Raphaël</b>	NIGEND : 316 477
<b>Noël Marine</b>	NIGEND : 323 840
<b>Brousse Valérie</b>	NIGEND : 145 769
<b>Hoppe Évelynne</b>	NIGEND : 141 244

Pour le grade de maréchal des logis-chef, les gendarmes :

<b>Langevin Fabien</b>	NIGEND : 184 699
<b>Riou Aurélien</b>	NIGEND : 248 658
<b>Furic Steven</b>	NIGEND : 208 508
<b>Mesguiche Xavier</b>	NIGEND : 158 853
<b>Bodilis Pascal</b>	NIGEND : 150 846

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 décembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Corse

**Décision n° 9597 du 13 décembre 2019 portant promotion de sous-officier de gendarmerie  
du cadre général de la région de gendarmerie de Corse**

NOR : INTJ1930096S

Le commandant de la région de gendarmerie de Corse, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 9351 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929997S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Herrero Céline**                                      NIGEND : 216 724                      NLS : 8070 313

Article 2

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Lamarle Patrick**                                      NIGEND : 158 842                      NLS : 8015 963

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 décembre 2019.

*Le général, commandant  
la région de gendarmerie de Corse,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,*  
T. MOUCHET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Auvergne-Rhône-Alpes

**Décision n° 18042 du 13 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme**

NOR : INTJ1930088S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 18041 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929993S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Dufayet</b> Gervais	NIGEND : 149 777	NLS : 8 007 444
------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Toulemon</b> Fabrice	NIGEND : 155 133	NLS : 8 012 494
<b>Maillot</b> Philippe	NIGEND : 181 199	NLS : 8 029 654

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Fabre</b> Virginie	NIGEND : 167 834	NLS : 8 023 626
<b>Burlaud</b> Frédérique	NIGEND : 160 413	NLS : 8 017 411
<b>Roger</b> Jean	NIGEND : 199 560	NLS : 8 046 802
<b>Tuphé</b> Sébastien	NIGEND : 168 254	NLS : 8 023 894
<b>Lucas</b> André	NIGEND : 147 368	NLS : 8 005 849
<b>Hart</b> Stéphane	NIGEND : 147 724	NLS : 8 005 945

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Michaux</b> Jonathan	NIGEND : 172 755	NLS : 8 030 324
<b>Lo Pinto</b> Maxime	NIGEND : 321 242	NLS : 8 112 935
<b>Rojon</b> Romain	NIGEND : 333 288	NLS : 8 110 741

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 décembre 2019.

*Le général, commandant adjoint de la région  
de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,*  
P. OTT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Ile-de-France  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité de Paris

**Décision n° 52842 du 13 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris**

NOR : INTJ1930050S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Ile-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 52838 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929965S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

<b>Ladoire</b> Éric	NIGEND : 123 862	NLS : 5 243 588
---------------------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

<b>Coulette</b> Bertrand	NIGEND : 158 910	NLS : 8 016 218
--------------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

<b>Théron</b> Jean-Philippe	NIGEND : 170 402	NLS : 8 025 791
<b>Anger</b> Cédric	NIGEND : 238 530	NLS : 8 086 982
<b>Fontaine</b> Marc	NIGEND : 195 093	NLS : 8 047 750
<b>Segatti</b> David	NIGEND : 225 801	NLS : 8 074 640

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

<b>Sautrel</b> Dimitri	NIGEND : 348 592	NLS : 8 140 251
<b>Marlart</b> Laurent	NIGEND : 349 922	NLS : 8 117 390
<b>Nayrolles</b> Nicolas	NIGEND : 349 972	NLS : 8 117 401
<b>Vandroux</b> Guillaume	NIGEND : 242 987	NLS : 8 096 057
<b>Kolakowski</b> Bruno	NIGEND : 333 390	NLS : 8 136 961

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 décembre 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie d'Ile-de-France  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,*  
É.-P. MOLOWA

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Île-de-France  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité de Paris

## Décision n° 52882 du 13 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France

NOR : INTJ1930047S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Île-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 52881 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929963S),

Décide :

### Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Hardy Stéphane</b>	NIGEND : 158 935	NLS : 8016 241
<b>Cauderlier Olivier</b>	NIGEND : 174 778	NLS : 8032 914

### Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Dambrine Thomas</b>	NIGEND : 234 202	NLS : 8086 232
<b>Ethève Olivier</b>	NIGEND : 185 987	NLS : 8034 628
<b>Bouzon Pascal</b>	NIGEND : 129 426	NLS : 5281 413

### Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Delarue Antoine</b>	NIGEND : 235 824	NLS : 8081 034
<b>Letangre Franck</b>	NIGEND : 138 023	NLS : 5322 163
<b>Galindo Nicolas</b>	NIGEND : 153 329	NLS : 8019 139
<b>Zouine Samira</b>	NIGEND : 217 806	NLS : 8070 957
<b>Begue Jonathan</b>	NIGEND : 308 844	NLS : 8091 719
<b>Kerhascoët Anne</b>	NIGEND : 239 120	NLS : 8087 360
<b>Marion Éric</b>	NIGEND : 168 103	NLS : 8023 958
<b>Hesperies Anne-Delphine</b>	NIGEND : 315 347	NLS : 8110 311
<b>Finat Damien</b>	NIGEND : 318 963	NLS : 8111 817

### Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Maninet Stéphanie</b>	NIGEND : 246 900	NLS : 8099 159
<b>Burgun Alexis</b>	NIGEND : 360 819	NLS : 6733 476
<b>Nieborak Lisa</b>	NIGEND : 370 505	NLS : 8119 618
<b>Martin Nicolas</b>	NIGEND : 368 623	NLS : 8150 627
<b>Touraine Cédric</b>	NIGEND : 228 408	NLS : 8084 665
<b>Benhaïmouda Hadj</b>	NIGEND : 339 350	NLS : 8136 146

<b>Baudry</b> Anne-Lise	NIGEND : 220 171	NLS : 8 083 425
<b>Degois</b> Alexandre	NIGEND : 243 016	NLS : 8 095 970
<b>Arnold</b> Dominique	NIGEND : 349 535	NLS : 8 117 223
<b>Maroye</b> Romain	NIGEND : 365 980	NLS : 8 046 442

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 décembre 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie d'Île-de-France  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,*  
É.-P. MOLOWA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie des transports aériens

**Décision n° 11425 du 16 décembre 2019 portant promotion des sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie des transports aériens**

NOR : INTJ1930135S

Le commandant de la gendarmerie des transports aériens,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 11295 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930018S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Perez Romuald**                      NIGEND : 193 076              NLS : 8 047 398

Article 2

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Wolff Frank**                      NIGEND : 160 705              NLS : 8 017 699

Article 3

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Girard Damien**                      NIGEND : 241 890              NLS : 8 095 128

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 16 décembre 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie des transports aériens,*  
J.-P. GESNOT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

**Décision n° 17973 du 16 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la garde républicaine – branche « infanterie »**

NOR : INTJ1930056S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 17888 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929967S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

**Mallez Nicolas** NIGEND : 142 468 NLS : 8 001 839

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

**Evin Éric** NIGEND : 160 535 NLS : 8 017 540

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

**L'Orphelin Eddy** NIGEND : 183 418 NLS : 8 034 048

**Doliwa Michaël** NIGEND : 198 492 NLS : 8 053 556

**Rambaud Michaël** NIGEND : 209 152 NLS : 8 062 919

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

**Nguyen Huu Chieu Alexis** NIGEND : 239 878 NLS : 8 087 448

**Derouelle Richard** NIGEND : 164 833 NLS : 8 021 438

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 16 décembre 2019.

*Le général de division,  
commandant la garde républicaine,  
É. BIO FARINA*



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

**Décision n° 17974 du 16 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la garde républicaine – branche « cavalerie »**

NOR : INTJ1930062S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 17889 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929969S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Béguin** Olivier                      NIGEND : 148 311              NLS : 8 006 306

Article 2

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Gourlaouen** Thomas              NIGEND : 342 118              NLS : 8 116 905

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 16 décembre 2019.

*Le général de division,  
commandant la garde républicaine,  
É. BIO FARINA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

**Décision n° 17975 du 16 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « orchestres-chœur de l'armée française »**

NOR : INTJ1930065S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 17890 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929971S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Deaudon** Emmanuelle                      NIGEND : 172 924              NLS : 8 026 296

Article 2

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Franz** Laure                      NIGEND : 324 013              NLS : 8 093 784

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 16 décembre 2019.

*Le général de division,  
commandant la garde républicaine,  
É. BIO FARINA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Occitanie

**Décision n° 31537 du 16 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault**

NOR : INTJ1930098S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 30423 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929998S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Meyer Patrice</b>	NIGEND : 149 319	NLS : 8 007 063
----------------------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Matutano Gilles</b>	NIGEND : 160 665	NLS : 8 017 664
------------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Gimeno Stéphane</b>	NIGEND : 154 382	NLS : 8 012 035
<b>Marcello Césaire</b>	NIGEND : 215 751	NLS : 6 533 351
<b>Naylor Béatrice</b>	NIGEND : 194 870	NLS : 8 054 126
<b>Gricourt Jérémie</b>	NIGEND : 238 621	NLS : 6 578 733
<b>Coulomb Lionel</b>	NIGEND : 207 753	NLS : 8 062 471

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Colomer Laurent</b>	NIGEND : 200 790	NLS : 8 044 074
<b>Dupinay Stéphane</b>	NIGEND : 248 623	NLS : 8 089 778
<b>Dubrulle Ludovic</b>	NIGEND : 226 943	NLS : 8 075 370
<b>Lecoq Jonathan</b>	NIGEND : 234 840	NLS : 8 080 314
<b>Bizet Alicia</b>	NIGEND : 352 289	NLS : 8 141 494
<b>Coutineau Jérôme</b>	NIGEND : 215 859	NLS : 8 064 187
<b>Borg Grégory</b>	NIGEND : 202 976	NLS : 8 058 266

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 16 décembre 2019.

*Le général, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie d'Occitanie,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de l'Hérault,*  
J.-V. LETTERMANN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Occitanie**Décision n° 35453 du 16 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne**

NOR : INTJ1930101S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 34323 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930000S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Dupouy Serge</b>	NIGEND : 139 839	NLS : 5 272 229
<b>Pinel Benoît</b>	NIGEND : 141 983	NLS : 8 000 678

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Acquart Laurent</b>	NIGEND : 187 980	NLS : 8 038 400
<b>Favret Patrick</b>	NIGEND : 145 422	NLS : 8 004 944
<b>Chambrelian Nicolas</b>	NIGEND : 198 945	NLS : 8 053 709

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Matzke Jean-Christophe</b>	NIGEND : 151 544	NLS : 8 009 656
<b>Lagueny Sébastien</b>	NIGEND : 190 347	NLS : 8 039 262
<b>Nuevo Jérôme</b>	NIGEND : 179 817	NLS : 8 041 821
<b>Campo Aude</b>	NIGEND : 178 716	NLS : 8 029 417
<b>Guitard Jérôme</b>	NIGEND : 198 405	NLS : 8 056 097
<b>Montes Pascal</b>	NIGEND : 154 084	NLS : 8 011 867
<b>Foissac Laurent</b>	NIGEND : 168 738	NLS : 8 024 537
<b>Blanc Florent</b>	NIGEND : 223 725	NLS : 8 073 636
<b>Ardaillou Joël</b>	NIGEND : 139 686	NLS : 5 284 002

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Gabry Sandrine</b>	NIGEND : 320 743	NLS : 8 093 119
<b>Parmentelot Aymeric</b>	NIGEND : 349 243	NLS : 8 117 348
<b>Raynal Alexis</b>	NIGEND : 368 323	NLS : 8 150 559
<b>Brillu Yannick</b>	NIGEND : 202 999	NLS : 8 058 272
<b>Cabot Jérôme</b>	NIGEND : 304 882	NLS : 8 090 981
<b>Bouy Cyril</b>	NIGEND : 348 705	NLS : 8 117 836

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 16 décembre 2019.

*Le général de division, commandant  
la région de gendarmerie d'Occitanie,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,*  
J. PLAYS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie des Hauts-de-France  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Nord

**Décision n° 28998 du 17 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-  
Calais**

NOR : INTJ1930112S

Le commandant de la région de gendarmerie des Hauts-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Nord,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de  
gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière  
d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 27755 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930008S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Hénocque</b> Xavier	NIGEND : 168 083	NLS : 8 023 944
------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Dussart</b> Thierry	NIGEND : 134 484	NLS : 5 311 022
<b>Delcampe</b> Laurent	NIGEND : 168 726	NLS : 8 024 524

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Dumoulin</b> Hervé	NIGEND : 156 571	NLS : 8 013 935
<b>Raviart</b> Philippe	NIGEND : 161 172	NLS : 8 018 287
<b>Blondel</b> Pierre	NIGEND : 234 603	NLS : 8 086 637
<b>Baudelet</b> Cédric	NIGEND : 177 098	NLS : 8 032 624
<b>Héve</b> Christophe	NIGEND : 140 713	NLS : 8 000 346

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Houdart</b> Vincent	NIGEND : 248 477	NLS : 8 089 588
<b>Obringer</b> Nicolas	NIGEND : 232 508	NLS : 8 078 973
<b>Ficheux</b> Laëtitia	NIGEND : 234 483	NLS : 8 082 962
<b>Troubat</b> Julien	NIGEND : 249 200	NLS : 8 100 171
<b>Spriet</b> Jérôme	NIGEND : 260 243	NLS : 8 117 433

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 17 décembre 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie des Hauts-de-France  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,*  
G. CAZENAVE-LACROUTZ



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie des Hauts-de-France  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Nord

**Décision n° 28999 du 17 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord**

NOR : INTJ1930114S

Le commandant de la région de gendarmerie des Hauts-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 27757 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930009S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Allard</b> Éric	NIGEND : 132 348	NLS : 5 295 502
--------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Morère</b> Sébastien	NIGEND : 352 293	NLS : 6 641 446
<b>Dédisse</b> Maxime	NIGEND : 310 266	NLS : 8 092 064

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Correia</b> Raphaël	NIGEND : 337 211	NLS : 8 134 913
<b>Guillemant</b> Denis	NIGEND : 369 945	NLS : 6 718 430

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 17 décembre 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie des Hauts-de-France  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,*  
G. CAZENAVE-LACROUTZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Nouvelle-Aquitaine

**Décision n° 21068 du 18 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne**

NOR : INTJ1930072S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 20773 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929975S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Mousnier</b> Murielle	NIGEND : 161 994	NLS : 8018 061
--------------------------	------------------	----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Mortier</b> Carole	NIGEND : 144 984	NLS : 8 001 783
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Maulin</b> Vincent	NIGEND : 164 973	NLS : 8 021 570
-----------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Garandeau</b> Ornella	NIGEND : 215 905	NLS : 8 069 662
--------------------------	------------------	-----------------

<b>Lecomte</b> Fabien	NIGEND : 169 695	NLS : 8 025 244
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Videcoq</b> Natacha	NIGEND : 212 021	NLS : 8 063 554
------------------------	------------------	-----------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Canard</b> Fabien	NIGEND : 235 333	NLS : 8 080 628
----------------------	------------------	-----------------

<b>Roquart</b> Cédric	NIGEND : 307 608	NLS : 8 091 481
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Dard</b> Christalline	NIGEND : 328 129	NLS : 8 116 003
--------------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 18 décembre 2019.

*Le colonel, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Vienne,*  
Y. DUMEZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Pôle judiciaire  
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 6562 du 19 décembre 2019 portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie  
du cadre général du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1930163S

Le commandant du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 6229 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930022S) ,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

**Clariond** François

NIGEND : 175 277

NLS : 8036015

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 19 décembre 2019.

*Le général, commandant le pôle judiciaire  
de la gendarmerie nationale,*

P. TOURON

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
du Centre-Val de Loire**Décision n° 28185 du 19 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire**

NOR : INTJ1930080S

Le commandant de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Loiret,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 27770 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929982S),

Décide :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Angles Christian</b>	NIGEND : 169 129	NLS : 8 024 801
-------------------------	------------------	-----------------

**Article 2**

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Delmotte Grégory</b>	NIGEND : 197 383	NLS : 8 048 818
-------------------------	------------------	-----------------

<b>Garnier Jérôme</b>	NIGEND : 180 028	NLS : 8 029 727
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Ballereau Éric</b>	NIGEND : 135 639	NLS : 5 323 813
-----------------------	------------------	-----------------

**Article 3**

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Thomas Bérénice</b>	NIGEND : 237 046	NLS : 8 081 995
------------------------	------------------	-----------------

<b>Pierrette Yves</b>	NIGEND : 180 588	NLS : 8 041 922
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Catois Marie</b>	NIGEND : 230 671	NLS : 8 078 168
---------------------	------------------	-----------------

<b>Mahieu Romain</b>	NIGEND : 309 426	NLS : 8 091 800
----------------------	------------------	-----------------

<b>Dusautoir Arnaud</b>	NIGEND : 201 797	NLS : 8 052 606
-------------------------	------------------	-----------------

<b>Poissonnier Vivien</b>	NIGEND : 213 112	NLS : 8 067 604
---------------------------	------------------	-----------------

<b>Holl Brice</b>	NIGEND : 190 466	NLS : 8 039 559
-------------------	------------------	-----------------

<b>Bouquet Antoine</b>	NIGEND : 235 232	NLS : 8 086 430
------------------------	------------------	-----------------

**Article 4**

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Pierrard Maxime</b>	NIGEND : 245 113	NLS : 8 097 517
------------------------	------------------	-----------------

<b>Barillot Tanguy</b>	NIGEND : 305 799	NLS : 8 091 023
------------------------	------------------	-----------------

<b>Forêt Laura</b>	NIGEND : 327 069	NLS : 8 115 501
--------------------	------------------	-----------------

<b>De La Lande de Calan Guirec</b>	NIGEND : 362 430	NLS : 8 146 229
------------------------------------	------------------	-----------------

<b>Labrot Alexandre</b>	NIGEND : 304 029	NLS : 8 102 812
-------------------------	------------------	-----------------

<b>Braun Manon</b>	NIGEND : 319 332	NLS : 8 111 693
--------------------	------------------	-----------------

<b>Nérot Sylvain</b>	NIGEND : 249 160	NLS : 8 100 145
----------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 19 décembre 2019.

*Le général, commandant la région  
de gendarmerie du Centre-Val de Loire,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale du Loiret,*  
F. AUBANEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Bretagne  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Ouest

**Décision n° 48146 du 19 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest**

NOR : INTJ1930078S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bretagne et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 45686 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929980S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Blary David</b>	NIGEND : 139 818	NLS : 5 272 209
--------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Olivet Éric</b>	NIGEND : 118 451	NLS : 5 225 983
--------------------	------------------	-----------------

<b>Louis Pierre</b>	NIGEND : 119 993	NLS : 5 242 058
---------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Legavre Jean-Philippe</b>	NIGEND : 181 830	NLS : 8 033 757
------------------------------	------------------	-----------------

<b>Servant Thomas</b>	NIGEND : 243 601	NLS : 8 088 742
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Dumont Yannick</b>	NIGEND : 241 186	NLS : 8 088 073
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Martinet Bruno</b>	NIGEND : 196 353	NLS : 8 048 325
-----------------------	------------------	-----------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Armbruster Xavier</b>	NIGEND : 234 883	NLS : 8 080 501
--------------------------	------------------	-----------------

<b>Lemazurier Damien</b>	NIGEND : 247 768	NLS : 8 099 464
--------------------------	------------------	-----------------

<b>Brignou Cédric</b>	NIGEND : 348 709	NLS : 8 117 837
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Jacopin Florian</b>	NIGEND : 337 208	NLS : 8 106 346
------------------------	------------------	-----------------

<b>Bastard Matthieu</b>	NIGEND : 207 445	NLS : 8 061 371
-------------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 19 décembre 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie de Bretagne  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,*  
A. PIDOUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Auvergne-Rhône-Alpes  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud-Est

**Décision n° 74935 du 19 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est**

NOR : INTJ1930087S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 71137 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929991S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Abadie Hervé** NIGEND : 131 734 NLS : 5 282 201

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Baudette Stéphane** NIGEND : 172 112 NLS : 8 027 202

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Brignoli David** NIGEND : 326 764 NLS : 6 618 232

**Schwarz Fabien** NIGEND : 217 620 NLS : 8 064 576

**Comparot Benoît** NIGEND : 186 224 NLS : 8 041 154

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Ollier Virgil** NIGEND : 348 714 NLS : 8 117 137

**Viana Julien** NIGEND : 323 512 NLS : 8 117 803

**Bruc Julien** NIGEND : 227 431 NLS : 8 075 738

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 19 décembre 2019.

*Le général de corps d'armée, commandant  
la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,*  
P. GUIMBERT

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Auvergne-Rhône-Alpes  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud-Est

**Décision n° 74957 du 19 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie**

NOR : INTJ1930086S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 71135 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929988S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

<b>Boix Yannick</b>	NIGEND : 156 537	NLS : 8014108
<b>Gautier Éric</b>	NIGEND : 156 320	NLS : 8014033

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

<b>Gaillard Samuel</b>	NIGEND : 169 677	NLS : 8025225
<b>Loyer Marc</b>	NIGEND : 145 581	NLS : 8003951
<b>Batail Christophe</b>	NIGEND : 193 168	NLS : 8047322
<b>Corbet Frédéric</b>	NIGEND : 132 117	NLS : 5295321
<b>Balloul Nordine</b>	NIGEND : 150 703	NLS : 8008005
<b>Ferron Jean-Jacques</b>	NIGEND : 157 279	NLS : 8014925

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

<b>Ougier Damien</b>	NIGEND : 205 871	NLS : 8058626
<b>Gauthier Julien</b>	NIGEND : 215 494	NLS : 8069308
<b>Bonnabel Florian</b>	NIGEND : 205 529	NLS : 8059653
<b>Jacquelin Olivier</b>	NIGEND : 156 461	NLS : 8013839
<b>Rougeot Patrick</b>	NIGEND : 134 850	NLS : 5311084
<b>Rançon Sébastien</b>	NIGEND : 149 335	NLS : 8007077
<b>Joubert Franck</b>	NIGEND : 157 898	NLS : 8015335
<b>Orthez Mickaël</b>	NIGEND : 220 508	NLS : 8072744
<b>Pueo Olivier</b>	NIGEND : 191 354	NLS : 8042578
<b>Haynau Éric</b>	NIGEND : 226 371	NLS : 8084377



<b>Carpentier</b> Alexandre	NIGEND : 219 934	NLS : 8 072 245
<b>Guillet</b> Hervé	NIGEND : 170 350	NLS : 8 025 745
<b>Barral</b> Romain	NIGEND : 218 761	NLS : 8 071 466

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>De Zutter</b> Romain	NIGEND : 362 137	NLS : 8 144 365
<b>Hamon</b> Emeline	NIGEND : 345 768	NLS : 8 140 518
<b>Hédin</b> Charles-Henri	NIGEND : 187 474	NLS : 8 043 475
<b>Bellon</b> Lucie	NIGEND : 338 439	NLS : 8 106 510
<b>Ducresot</b> Olivier	NIGEND : 319 707	NLS : 8 112 005
<b>Hertereau</b> Joachim	NIGEND : 203 460	NLS : 8 062 336
<b>Helbert</b> Wilfried	NIGEND : 243 234	NLS : 8 096 115
<b>Giraud</b> Romain	NIGEND : 245 789	NLS : 8 098 277
<b>Denis</b> Christophe	NIGEND : 301 551	NLS : 6 571 338
<b>Hiam</b> Florent	NIGEND : 231 610	NLS : 8 078 644
<b>Bougard</b> Laurine	NIGEND : 362 150	NLS : 8 144 279
<b>Combrisson</b> Alexis	NIGEND : 229 092	NLS : 8 084 853
<b>Grioche</b> Lucie	NIGEND : 305 610	NLS : 8 103 477

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 19 décembre 2019.

*Le général de corps d'armée, commandant  
la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,*  
P. GUIMBERT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Nouvelle-Aquitaine

**Décision n° 18879 du 20 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne**

NOR : INTJ1930073S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 18436 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929976S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Fourgeaud Pascal</b>	NIGEND : 150 979	NLS : 8 009 248
-------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Aracil Jean-Luc</b>	NIGEND : 145 748	NLS : 8 002 516
<b>Adrian Élodie</b>	NIGEND : 185 155	NLS : 8 045 417
<b>Béché Olivier</b>	NIGEND : 226 407	NLS : 6 560 613

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Marivin Sandy</b>	NIGEND : 366 016	NLS : 8 046 440
<b>Méliande Joël</b>	NIGEND : 360 805	NLS : 6 738 660

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 décembre 2019.

*Le général, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne,*  
H. FLAMMANT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Est

**Décision n° 41165 du 20 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est**

NOR : INTJ1930107S

Le commandant de la région de gendarmerie du Grand Est et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 39050 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930003S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

<b>Provençal</b> Richard	NIGEND : 125 358	NLS : 5 270 794
--------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

<b>Letournelle</b> Antoine	NIGEND : 153 975	NLS : 8 011 761
----------------------------	------------------	-----------------

<b>Gonzalez</b> André	NIGEND : 210 425	NLS : 8 063 043
-----------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

<b>Cassetari</b> Florent	NIGEND : 183 259	NLS : 8 033 917
--------------------------	------------------	-----------------

<b>Arambourg</b> Lucas	NIGEND : 335 407	NLS : 8 057 777
------------------------	------------------	-----------------

<b>Bosc</b> Guillaume	NIGEND : 300 080	NLS : 8 089 970
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Slomianny</b> Thomas	NIGEND : 241 697	NLS : 6 631 214
-------------------------	------------------	-----------------

<b>Linde</b> Morgan	NIGEND : 231 292	NLS : 8 085 204
---------------------	------------------	-----------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

<b>Grare</b> Cédric	NIGEND : 337 201	NLS : 8 106 340
---------------------	------------------	-----------------

<b>Avril</b> Stéphane	NIGEND : 338 417	NLS : 8 106 506
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Watrin</b> Matthieu	NIGEND : 365 937	NLS : 8 093 512
------------------------	------------------	-----------------

<b>Gauyacq</b> Benoît	NIGEND : 368 288	NLS : 6 757 021
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Gaffé</b> Alexandre	NIGEND : 350 058	NLS : 8 117 371
------------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 décembre 2019.

*Le général, commandant par intérim  
la région de gendarmerie du Grand Est  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,*  
D. MARCONNET

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Est

**Décision n° 41166 du 20 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges**

NOR : INTJ1930104S

Le commandant de la région de gendarmerie du Grand Est et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 38438 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930002S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Timini Patrick</b>	NIGEND : 138 000	NLS : 5 281 595
-----------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Boisgibault Philippe</b>	NIGEND : 141 452	NLS : 8 000 507
-----------------------------	------------------	-----------------

<b>Marc Cédric</b>	NIGEND : 175 981	NLS : 8 034 960
--------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Schmidt Julien</b>	NIGEND : 187 494	NLS : 8 043 472
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Miler Sébastien</b>	NIGEND : 214 465	NLS : 8 064 082
------------------------	------------------	-----------------

<b>Brunet Jean-Michel</b>	NIGEND : 221 023	NLS : 8 083 581
---------------------------	------------------	-----------------

<b>Courtellemont Romain</b>	NIGEND : 190 427	NLS : 8 039 226
-----------------------------	------------------	-----------------

<b>Sanchez Eddy</b>	NIGEND : 153 380	NLS : 8 011 283
---------------------	------------------	-----------------

<b>Mathieu Emmanuel</b>	NIGEND : 161 154	NLS : 8 018 268
-------------------------	------------------	-----------------

<b>Denny Cédric</b>	NIGEND : 316 455	NLS : 8 092 520
---------------------	------------------	-----------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Dufner Guillaume</b>	NIGEND : 196 327	NLS : 8 048 296
-------------------------	------------------	-----------------

<b>Houpin Valérie</b>	NIGEND : 217 366	NLS : 8 064 499
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Avol Rémi</b>	NIGEND : 227 405	NLS : 8 075 724
------------------	------------------	-----------------

<b>Krantz David</b>	NIGEND : 306 206	NLS : 8 104 133
---------------------	------------------	-----------------

<b>Maire Samuel</b>	NIGEND : 319 565	NLS : 6 653 464
---------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 décembre 2019.

*Le général, commandant par intérim  
la région de gendarmerie du Grand Est  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,*  
D. MARCONNET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Nouvelle-Aquitaine  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud-Ouest

**Décision n° 53475 du 20 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest**

NOR : INTJ1930070S

Le commandant de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 50836 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929973S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Feugeas Nicolas** NIGEND : 163 018 NLS : 6 555 821

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Genge Denis** NIGEND : 145 063 NLS : 8 003 129

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Dongey Stéphane** NIGEND : 188 513 NLS : 8 044 273

**Brisson Sébastien** NIGEND : 247 383 NLS : 8 099 232

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Morel Julien** NIGEND : 341 463 NLS : 8 137 369

**Bekkouche Tristan** NIGEND : 351 917 NLS : 8 117 717

**Lemarchand Nicolas** NIGEND : 349 201 NLS : 8 117 334

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 décembre 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,*  
J.-P. MICHEL

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Nouvelle-Aquitaine  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud-Ouest

# **Décision n° 53477 du 20 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques**

NOR : INTJ1930068S

Le commandant de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 50837 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929972S),

Décide :

## Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Guéry Eric</b>	NIGEND : 155 577	NLS : 8013065
<b>Manteaux Stéphane</b>	NIGEND : 116047	NLS : 5218056

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Jafflin Pascal</b>	NIGEND : 173084	NLS : 8027452
<b>Brick Marjorie</b>	NIGEND : 159927	NLS : 8017019
<b>Austgen Patric</b>	NIGEND : 179844	NLS : 8037854

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Ménoret Michaël</b>	NIGEND : 208662	NLS : 8062433
<b>Sessa Chrystel</b>	NIGEND : 217623	NLS : 8064578
<b>Francès Francis</b>	NIGEND : 160631	NLS : 8017633
<b>Faucouneau Sébastien</b>	NIGEND : 166971	NLS : 8023038
<b>Tricard Patricia</b>	NIGEND : 159585	NLS : 8020394
<b>Calligaris Daniel</b>	NIGEND : 146454	NLS : 8004210
<b>Bribanick Frédéric</b>	NIGEND : 171807	NLS : 8026025

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Gillet Wylfrid</b>	NIGEND : 319553	NLS : 6695980
<b>Leonardczyk Julien</b>	NIGEND : 238973	NLS : 8083303
<b>Descloux Julie</b>	NIGEND : 366717	NLS : 8149597
<b>Konieczny Guillaume</b>	NIGEND : 228374	NLS : 8084633
<b>Cucchiara Florian</b>	NIGEND : 223501	NLS : 8073459
<b>Finociety Emmanuel</b>	NIGEND : 190511	NLS : 8039549

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 décembre 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,*  
J.-P. MICHEL



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 84056 du 20 décembre 2019 portant attribution de l'échelle de solde n° 3  
aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1936389S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 78-729 du 28 juin 1978 modifié fixant le régime de solde des militaires;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés;

Vu l'arrêté du 4 août 2010 pris pour l'application dans la gendarmerie nationale des articles 5 et 18 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu la circulaire n° 25550/DEF/GEND/RH/P/PSOCA du 6 juin 2001 relative aux modalités de classement des militaires des corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale, de carrière ou servant sous contrat, dans les différentes échelles de la solde mensuelle;

Vu la décision n° 67226/GEND/EG ROCHEFORT/DF/CNF-CSTAGN du 13 décembre 2019 portant attribution du brevet élémentaire de spécialiste du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité « armuriers pyrotechnie »,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'échelle de solde n° 3 est accordée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie de la spécialité « armuriers pyrotechnie » dont le nom figure ci-après :

<b>Caron</b> Valentin	NIGEND : 423 980
<b>Dion</b> Louis	NIGEND : 379 345
<b>K'Ourio</b> Bruno	NIGEND : 245 200

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 décembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur  
de la gestion du personnel,*

L. LE GENTIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie de l'armement

**Décision n° 2372 du 23 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie de l'armement**

NOR : INTJ1930165S

Le commandant de la gendarmerie de l'armement,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 2242 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930023S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Giboire Frédéric**                      NIGEND : 163 985              NLS : 8 020 543

Article 2

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Olméa Pierre**                      NIGEND : 134 842              NLS : 5 311 078

Article 3

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Calippe Kevin**                      NIGEND : 226 023              NLS : 6 684 142

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 23 décembre 2019.

*Le colonel, commandant par suppléance  
la gendarmerie de l'armement,  
D. HESTAULT*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Normandie

**Décision n° 17533 du 23 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados**

NOR : INTJ1930082S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Normandie, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Calvados,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 16571 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929984S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Le Cam</b> Olivier	NIGEND : 153 456	NLS : 8 011 455
-----------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Lavieille</b> Damien	NIGEND : 179 802	NLS : 8 031 827
-------------------------	------------------	-----------------

<b>Loutrel</b> Philippe	NIGEND : 132 049	NLS : 5 294 052
-------------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Pradier</b> Arnaud	NIGEND : 214 476	NLS : 8 064 092
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Goze</b> Stéphane	NIGEND : 168 443	NLS : 8 024 257
----------------------	------------------	-----------------

<b>Anger</b> Jimmy	NIGEND : 201 084	NLS : 8 057 085
--------------------	------------------	-----------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Boisseau</b> Lorraine	NIGEND : 221 017	NLS : 8 083 576
--------------------------	------------------	-----------------

<b>Fontana</b> Morgan	NIGEND : 313 535	NLS : 8 109 041
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Giroux</b> Aurélien	NIGEND : 238 115	NLS : 8 082 750
------------------------	------------------	-----------------

<b>Robert</b> Caroline	NIGEND : 207 442	NLS : 8 061 473
------------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 23 décembre 2019.

*Le colonel, commandant adjoint par suppléance  
la région de gendarmerie de Normandie,  
commandant par suppléance le groupement  
de gendarmerie départementale du Calvados,*  
P. EGRET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Bourgogne-Franche-Comté**Décision n° 22746 du 23 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne**

NOR : INTJ1930111S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 21443 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930007S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

<b>Durcaze</b> Alain	NIGEND : 140 848	NLS : 8 001 029
----------------------	------------------	-----------------

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

<b>Chavanon</b> Emmanuel	NIGEND : 169 143	NLS : 8 024 814
--------------------------	------------------	-----------------

<b>Carré</b> Philippe	NIGEND : 181 337	NLS : 8 030 115
-----------------------	------------------	-----------------

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

<b>Duriau</b> Thierry	NIGEND : 229 111	NLS : 8 084 862
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Abbühl</b> Myriam	NIGEND : 190 860	NLS : 8 039 700
----------------------	------------------	-----------------

<b>Brun-Frati</b> Frédéric	NIGEND : 160 613	NLS : 8 017 615
----------------------------	------------------	-----------------

<b>Bouvier</b> Julien	NIGEND : 228 266	NLS : 8 076 488
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Allibert</b> Laëtitia	NIGEND : 201 176	NLS : 8 043 988
--------------------------	------------------	-----------------

<b>Zamo</b> Alexandre	NIGEND : 224 748	NLS : 8 073 764
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Barthe</b> Maxence	NIGEND : 246 378	NLS : 8 089 075
-----------------------	------------------	-----------------

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

<b>Jandot</b> Jean-Baptiste	NIGEND : 208 694	NLS : 8 062 560
-----------------------------	------------------	-----------------

<b>Belliard</b> Florian	NIGEND : 226 409	NLS : 8 084 475
-------------------------	------------------	-----------------

<b>Came</b> Jean-Philippe	NIGEND : 217 701	NLS : 8 064 597
---------------------------	------------------	-----------------

<b>Sioni</b> Fabien	NIGEND : 262 830	NLS : 8 108 759
---------------------	------------------	-----------------

<b>Mussier</b> Cédric	NIGEND : 307 055	NLS : 8 104 704
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Ducrocq</b> Xavier	NIGEND : 210 205	NLS : 8 065 589
-----------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 23 décembre 2019.

*Le colonel, commandant par suppléance la région  
de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté,  
commandant par suppléance le groupement  
de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or,*  
L. THIRY

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud

**Décision n° 58960 du 23 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud**

NOR : INTJ1930094S

Le commandant de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 55660 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929995S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

<b>D'Assonville</b> Alain	NIGEND : 146 340	NLS : 8 005 029
---------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

<b>Reslinger</b> Olivier	NIGEND : 149 588	NLS : 8 007 381
--------------------------	------------------	-----------------

<b>Cordray</b> Cyril	NIGEND : 164 168	NLS : 8 020 721
----------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

<b>Entzmann</b> Davy	NIGEND : 315 283	NLS : 8 110 211
----------------------	------------------	-----------------

<b>Moine</b> Francis	NIGEND : 124 300	NLS : 5 243 267
----------------------	------------------	-----------------

<b>Laborde</b> Jean-Pascal	NIGEND : 187 270	NLS : 8 038 338
----------------------------	------------------	-----------------

<b>Hardy</b> Frédéric	NIGEND : 154 388	NLS : 8 012 040
-----------------------	------------------	-----------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

<b>Girard</b> Geoffrey	NIGEND : 309 815	NLS : 8 106 978
------------------------	------------------	-----------------

<b>Mingorance</b> Joffrey	NIGEND : 348 783	NLS : 8 045 132
---------------------------	------------------	-----------------

<b>Frichot</b> Kévin	NIGEND : 339 782	NLS : 8 109 151
----------------------	------------------	-----------------

<b>Desreumaux</b> Valentin	NIGEND : 349 909	NLS : 8 140 397
----------------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 23 décembre 2019.

*Le général de corps d'armée, commandant  
la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,*  
M. LÉVÊQUE

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud

# **Décision n° 58961 du 23 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur**

NOR : INTJ1930092S

Le commandant de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 55658 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929994S),

Décide :

## Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

<b>Della Rica</b> Christophe	NIGEND : 140 204	NLS : 5 305 116
<b>Vanderbeke</b> Fabien	NIGEND : 149 964	NLS : 8 007 895

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

<b>Farnet</b> Florence	NIGEND : 145 804	NLS : 8 002 543
<b>Benoist</b> Didier	NIGEND : 144 243	NLS : 8 003 304
<b>Cimaz</b> Vincent	NIGEND : 167 076	NLS : 8 023 217
<b>Guidotti</b> Sébastien	NIGEND : 211 311	NLS : 8 066 173
<b>Thalgott</b> Freddy	NIGEND : 141 555	NLS : 8 000 294

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

<b>Claude</b> Cyril	NIGEND : 215 021	NLS : 8 068 975
<b>Ait Oulahiane</b> Hassan	NIGEND : 192 453	NLS : 8 040 387
<b>Lévesque</b> Sébastien	NIGEND : 187 168	NLS : 8 035 108
<b>Chabot</b> Sébastien	NIGEND : 145 397	NLS : 8 004 919
<b>Carniel</b> Philippe	NIGEND : 152 300	NLS : 8 010 322
<b>Gaillard</b> Franck	NIGEND : 170 096	NLS : 8 025 338
<b>Laurans</b> Elodie	NIGEND : 243 715	NLS : 8 088 784
<b>Pelaez</b> Christel	NIGEND : 162 562	NLS : 8 019 468

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020:

<b>Wacogne</b> Geoffrey	NIGEND : 183 323	NLS : 8 037 494
<b>Clemente</b> Christophe	NIGEND : 213 164	NLS : 8 067 860
<b>Maohousa</b> Nicolas	NIGEND : 214 038	NLS : 8 068 334
<b>Gouvernet</b> Guillaume	NIGEND : 189 525	NLS : 8 042 491

<b>Bourdair</b> Romain	NIGEND : 211 289	NLS : 8 065 834
<b>Estevan</b> Frédéric	NIGEND : 213 060	NLS : 8 067 551
<b>Bouchaud</b> Guillaume	NIGEND : 271 876	NLS : 8 150 521
<b>Moscato</b> Michaël	NIGEND : 179 816	NLS : 8 041 501
<b>Varachaud</b> Rémy	NIGEND : 227 605	NLS : 8 075 919

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 23 décembre 2019.

*Le général de corps d'armée, commandant  
la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,*  
M. LÉVÊQUE



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des écoles  
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 65887 du 23 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1930131S

Le commandant des écoles de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 64544 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930014S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Philibert** Alexandre                      NIGEND : 155 730              NLS : 8 013 469

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Cune** Romaric                      NIGEND : 141 915              NLS : 8 000 628

**Le Huérou** Yves                      NIGEND : 145 691              NLS : 8 004 047

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Denis** Gwenn                      NIGEND : 179 363              NLS : 8 029 536

**Halap** Vanessa                      NIGEND : 186 757              NLS : 8 038 233

**Bodèle** Roger                      NIGEND : 148 684              NLS : 8 006 607

**Emmerich** Solenne                      NIGEND : 210 096              NLS : 8 050 275

Article 4

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Pinlaud** Benoît                      NIGEND : 195 406              NLS : 8 056 473

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 23 décembre 2019.

*Le général, commandant par suppléance  
les écoles de la gendarmerie nationale,  
J.-M. ISOARDI*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement du soutien opérationnel  
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 75219 du 23 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général des organismes centraux – branche « administrative et technique »**

NOR : INTJ1930133S

Le commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 71121 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930016S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Pierre Olivier** NIGEND : 143 660 NLS : 8 002 782

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Malfin Christophe** NIGEND : 152 472 NLS : 8 009 246

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Ailloud Patrick** NIGEND : 242 037 NLS : 8 088 314

**Ceyzeriat Céline** NIGEND : 243 559 NLS : 8 088 706

Article 4

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Pomier-Layrargues Louis** NIGEND : 224 265 NLS : 8 083 951

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 23 décembre 2019.

*Le colonel, commandant du soutien opérationnel  
de la gendarmerie nationale par suppléance,  
J.-M. DÉTRÉ*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 82173 du 23 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général des organismes centraux – branche « secrétariat »**

NOR : INTJ1930158S

Le ministre de l'intérieur,  
Vu le code de la défense;  
Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;  
Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;  
Vu la décision n° 80611 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930020S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Bodin Sébastien**                      NIGEND : 160 185              NLS : 8017 210

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Valin Nathalie**                      NIGEND : 162 746              NLS : 8024 297

Article 3

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Muller Jérémy**                      NIGEND : 207 720              NLS : 8062 504

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 23 décembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le colonel, adjoint au sous-directeur  
de la gestion du personnel,*  
V. LAMBALLE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 82175 du 23 décembre 2019 portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie  
du cadre général des organismes centraux – branche « formations extérieures »**

NOR : INTJ1930161S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu la décision n° 80614 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930021S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Corcelle Sylvain**

NIGEND : 239 748

NLS : 8087723

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 23 décembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le colonel, adjoint au sous-directeur  
de la gestion du personnel,*

V. LAMBALLE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie maritime

**Décision n° 17932 du 24 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie maritime**

NOR : INTJ1930166S

Le commandant de la gendarmerie maritime,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 16818 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930024S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Antolin</b> Christophe	NIGEND : 148 841	NLS : 8 006 800
---------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Daunis</b> Alain	NIGEND : 137 688	NLS : 5 281 834
---------------------	------------------	-----------------

<b>Gébleux</b> Fabrice	NIGEND : 144 164	NLS : 8 003 057
------------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Malléol</b> Thierry	NIGEND : 153 718	NLS : 8 011 658
------------------------	------------------	-----------------

<b>Caille</b> Norman	NIGEND : 217 155	NLS : 8 070 530
----------------------	------------------	-----------------

<b>Maire</b> Christophe	NIGEND : 116 286	NLS : 5 190 371
-------------------------	------------------	-----------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Rodriguez</b> Sébastien	NIGEND : 193 838	NLS : 8 047 689
----------------------------	------------------	-----------------

<b>Copin</b> Romain	NIGEND : 236 634	NLS : 8 086 767
---------------------	------------------	-----------------

<b>Mancini</b> Mickaël	NIGEND : 351 443	NLS : 8 117 417
------------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 24 décembre 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie maritime,*  
G. GRIMAUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale  
de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 85121 du 26 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers  
du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1937025S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés;

Vu l'arrêté du 4 août 2010 pris pour l'application dans la gendarmerie nationale des articles 5 et 18 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 76154 du 12 novembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale (NOR : INTJ1932325S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

*Spécialité administration et gestion du personnel*

<b>Babinot Jennifer</b>	NIGEND : 158 473
<b>Derderian Éric</b>	NIGEND : 192 739
<b>Lehmann Maurice</b>	NIGEND : 170 257
<b>Bonnet Barbara</b>	NIGEND : 185 814
<b>Braun Florence</b>	NIGEND : 185 257

*Spécialité gestion logistique et financière*

<b>Petix Pascal</b>	NIGEND : 170 259
<b>Le Corre Loïc</b>	NIGEND : 167 796
<b>Boucheron Rémi</b>	NIGEND : 193 461

*Spécialité auto-engins blindés*

<b>Tardy Sébastien</b>	NIGEND : 202 781
<b>Pierront Sébastien</b>	NIGEND : 202 812

*Spécialité affaires immobilières*

<b>Nabonnand Vincent</b>	NIGEND : 181 039
--------------------------	------------------

*Spécialité armuriers*

<b>Doléans Lambert</b>	NIGEND : 176 406
------------------------	------------------

*Spécialité restauration collective*

<b>Lamarque Lydie</b>	NIGEND : 170 986
-----------------------	------------------

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

*Spécialité administration et gestion du personnel*

<b>Lepage Régis</b>	NIGEND : 194 847
<b>Guillon Céline</b>	NIGEND : 216 904
<b>Pizzolon Jérôme</b>	NIGEND : 181 054
<b>Dubos Frédérique</b>	NIGEND : 193 034
<b>Arnault Mélanie</b>	NIGEND : 230 354
<b>Scalise Idola</b>	NIGEND : 196 872
<b>Garandeau Delphine</b>	NIGEND : 175 406
<b>Porhel Florence</b>	NIGEND : 170 915
<b>Marel Vanessa</b>	NIGEND : 205 790

*Spécialité gestion logistique et financière*

<b>Balzarini Éric</b>	NIGEND : 185 777
<b>Talandier Sandrine</b>	NIGEND : 142 844
<b>M'Changama Jacques</b>	NIGEND : 170 543
<b>Acédo Jordane</b>	NIGEND : 163 232
<b>Dufresnoy Didier</b>	NIGEND : 170 275
<b>Colomban Yann</b>	NIGEND : 193 789

*Spécialité auto-engins blindés*

<b>Nicolas Olivier</b>	NIGEND : 167 442
<b>Métayer David</b>	NIGEND : 185 749
<b>Baldet Frédéric</b>	NIGEND : 202 552
<b>Prévost Sébastien</b>	NIGEND : 172 369

*Spécialité affaires immobilières*

<b>Lacour Raphaël</b>	NIGEND : 196 967
<b>Gauthier Bertrand</b>	NIGEND : 178 237

*Spécialité armuriers*

<b>Andoche Benoît</b>	NIGEND : 190 125
-----------------------	------------------

*Spécialité restauration collective*

<b>Rouyer Christophe</b>	NIGEND : 212 473
<b>Rouyer Isabelle</b>	NIGEND : 218 745

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

*Spécialité administration et gestion du personnel*

<b>Cottey Jennifer</b>	NIGEND : 304 089
<b>Poquet Sandrine</b>	NIGEND : 196 493
<b>Descombes Virginie</b>	NIGEND : 228 923
<b>Guéguen Audrey</b>	NIGEND : 225 434
<b>El Farouqui Hafida</b>	NIGEND : 212 155
<b>Vicente Chantal</b>	NIGEND : 154 596
<b>Meunier Aurélie</b>	NIGEND : 218 915
<b>Moustaki Mona</b>	NIGEND : 310 010
<b>Labbaye Anne-Laure</b>	NIGEND : 208 636
<b>Quéméneur Olivier</b>	NIGEND : 178 006
<b>Rault Pauline</b>	NIGEND : 244 991

<b>Mazoire</b> Sonia	NIGEND : 173 272
<b>Poyvre</b> Sandrine	NIGEND : 188 985
<b>Véziat</b> Amandine	NIGEND : 220 724
<b>Chevalier</b> Émilie	NIGEND : 210 313
<b>Royer</b> Mireille	NIGEND : 195 743
<b>Leclerc</b> Anaïs	NIGEND : 189 881
<b>Rivet</b> Morgane	NIGEND : 243 789

*Spécialité gestion logistique et financière*

<b>Aury</b> Sophie	NIGEND : 195 874
<b>Barge</b> Stéphanie	NIGEND : 186 550
<b>Boyron</b> Karine	NIGEND : 178 487
<b>Le Noan</b> Valérie	NIGEND : 167 341
<b>Micoyne</b> Isabelle	NIGEND : 170 909
<b>Garnier</b> Adélia	NIGEND : 190 731
<b>Loumeau</b> Marilyne	NIGEND : 220 547
<b>Boishu</b> Marie-Andrée	NIGEND : 193 961
<b>Gailliot</b> David	NIGEND : 165 375
<b>Bardol</b> Claude	NIGEND : 209 749

*Spécialité auto-engins blindés*

<b>Hambacher</b> Cédric	NIGEND : 170 042
<b>Blimond</b> Xavier	NIGEND : 218 711
<b>Renard</b> Jean-Pierre	NIGEND : 172 372
<b>Morabito</b> Stéphane	NIGEND : 209 686
<b>Moiret</b> Alexandre	NIGEND : 192 323
<b>Lagny</b> Romuald	NIGEND : 192 317

*Spécialité affaires immobilières*

<b>Maison</b> Arno-Pierre	NIGEND : 224 071
<b>Villeneuve</b> Angélique	NIGEND : 212 381
<b>D'Angiolo</b> Fabrice	NIGEND : 233 557
<b>Tonnaud</b> Bénédicte	NIGEND : 218 749

*Spécialité armuriers*

<b>Desprez</b> Guillaume	NIGEND : 209 724
--------------------------	------------------

*Spécialité restauration collective*

<b>Duret</b> Marie-Claudine	NIGEND : 309 968
<b>Gugliotta</b> Ludovic	NIGEND : 241 845
<b>Volle</b> Nicolas	NIGEND : 201 765

## Article 4

Les maréchaux des logis dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

*Spécialité administration et gestion du personnel*

<b>Maciel</b> Ophélie	NIGEND : 230 717
<b>Peltin</b> Sabrina	NIGEND : 306 553
<b>Rose</b> Emmanuelle	NIGEND : 317 096
<b>Missouri</b> Dalila	NIGEND : 312 334
<b>Kaman</b> Gisèle	NIGEND : 300 737
<b>Dorléans</b> Lise	NIGEND : 304 137
<b>Chabrat</b> Justine	NIGEND : 301 104
<b>Dubuis</b> Marion	NIGEND : 309 966



<b>Lejeune Vincent</b>	NIGEND : 241 560
<b>Bucciero Coralie</b>	NIGEND : 240 362
<b>Danet Morgane</b>	NIGEND : 324 369
<b>Perrot Annabelle</b>	NIGEND : 300 671
<b>Ortain Élodie</b>	NIGEND : 309 673
<b>Spinelli Sylviane</b>	NIGEND : 310 032
<b>Pichon Violaine</b>	NIGEND : 343 198
<b>Machecler Edith</b>	NIGEND : 247 443
<b>Kadila Hilaire</b>	NIGEND : 235 852
<b>Brandan Laëtitia</b>	NIGEND : 218 116
<b>De Castro Sylvie</b>	NIGEND : 213 383
<b>Jauch Helga</b>	NIGEND : 233 838
<b>Bouleau Vincent</b>	NIGEND : 320 007
<b>Robertin Laëtitia</b>	NIGEND : 216 671
<b>Aubert Marion</b>	NIGEND : 312 014
<b>Merle Emmanuelle</b>	NIGEND : 310 054
<b>Taormina Déborah</b>	NIGEND : 226 571
<b>Gryson Sophie</b>	NIGEND : 304 411
<b>Fouyenne Gilles</b>	NIGEND : 309 977
<b>Promeneur Olivia</b>	NIGEND : 247 569

*Spécialité gestion logistique et financière*

<b>Hérisson Nathalie</b>	NIGEND : 304 420
<b>Winderickx Gwladys</b>	NIGEND : 243 562
<b>Cros Caroline</b>	NIGEND : 304 186
<b>De Rosa Aurélie</b>	NIGEND : 309 961
<b>Bigot Leïtitia</b>	NIGEND : 219 461
<b>Paviel Emilie</b>	NIGEND : 246 200
<b>Escaillas Eugénie</b>	NIGEND : 205 437
<b>Lamaison Cyprien</b>	NIGEND : 246 300
<b>Rakotoarivonina Andriatsitohaina</b>	NIGEND : 243 785
<b>Barth Sébastien</b>	NIGEND : 306 510
<b>Halter Emilie</b>	NIGEND : 233 718
<b>Moullier Céline</b>	NIGEND : 301 120

*Spécialité auto-engins blindés*

<b>Cartier Guillaume</b>	NIGEND : 235 470
<b>Zammit Aurélien</b>	NIGEND : 215 977
<b>Plaire Florian</b>	NIGEND : 237 282
<b>Mendes Samuel</b>	NIGEND : 319 417
<b>Debaisieux Thierry</b>	NIGEND : 219 479
<b>Bernard Jérôme</b>	NIGEND : 306 394
<b>Hirondar David</b>	NIGEND : 237 230
<b>Bourhis Jérémie</b>	NIGEND : 231 354

*Spécialité affaires immobilières*

<b>Féquant Sandrine</b>	NIGEND : 309 973
<b>Bonidan Sylvain</b>	NIGEND : 224 055
<b>Vie Thibault</b>	NIGEND : 306 581
<b>Simon Bruno</b>	NIGEND : 315 905

*Spécialité armuriers*

**Durand** Sébastien NIGEND : 236 841

**Kolly** Thomas NIGEND : 228 198

*Spécialité restauration collective*

**Le Diraison** Carine NIGEND : 312 111

**Burger** Marc NIGEND : 320 156

**Jorez** Manuel NIGEND : 234 324

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 26 décembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le colonel, adjoint au sous-directeur  
de la gestion du personnel,*  
V. LAMBALLE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie de l'air

**Décision n° 7172 du 30 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie de l'air**

NOR : INTJ1930168S

Le commandant de la gendarmerie de l'air,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 6831 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930025S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Vanhecke** Pierre                      NIGEND : 131 086              NLS : 5 283 295

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Bardin** Éric                      NIGEND : 162 327              NLS : 8 019 303

Article 3

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Lafontaine** Thierry              NIGEND : 172 174              NLS : 8 027 260

Article 4

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

**Moeller** Mélanie              NIGEND : 186 970              NLS : 8 054 189

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 30 décembre 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie de l'air,*  
P. GUICHARD

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
du Grand Est**Décision n° 18928 du 30 décembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne**

NOR : INTJ1930109S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie du Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Marne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 18221 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930005S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Canève</b> Daniel	NIGEND : 155 418	NLS : 5 309 368
<b>Couvin</b> Thierry	NIGEND : 120 932	NLS : 5 221 323

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Groff</b> Christophe	NIGEND : 149 296	NLS : 8 007 042
<b>Viot</b> Philippe	NIGEND : 137 794	NLS : 5 281 897
<b>Baudier</b> Fabien	NIGEND : 239 877	NLS : 8 087 646

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Banguiau</b> Josselin	NIGEND : 239 871	NLS : 8 087 642
<b>Seguin</b> Ludovic	NIGEND : 239 309	NLS : 8 087 305
<b>Buache</b> Philippe	NIGEND : 184 873	NLS : 8 042 274
<b>Trotin</b> Jérémie	NIGEND : 186 856	NLS : 8 046 045

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<b>Lasanté</b> Arnaud	NIGEND : 186 807	NLS : 8 043 221
<b>Fouquet</b> Jérémie	NIGEND : 323 856	NLS : 8 093 747
<b>Magne</b> Jean-Louis	NIGEND : 202 076	NLS : 8 057 870
<b>Daniel</b> Anthony	NIGEND : 267 350	NLS : 8 105 418
<b>Leclercq</b> Bastien	NIGEND : 277 372	NLS : 8 146 321

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 30 décembre 2019.

*Le général, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie du Grand Est,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Marne,*  
R. DE LORGERIL



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Corse

**Décision n° 113 du 8 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la région de gendarmerie de Corse**

NOR : INTJ2000294S

Le commandant de la région de gendarmerie de Corse, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 9351 du 5 décembre 2019 (NOR: INTJ1929997S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> février 2020 :

**Dartus** Sylvie                                      NIGEND : 174644                      NLS : 8028226

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

**Pons** Fabrice                                      NIGEND : 147890                      NLS : 8008581

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

**Bisson** Christophe                                      NIGEND : 232217                      NLS : 8085433

**Tournier** Jean-François                                      NIGEND : 162016                      NLS : 8018984

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 janvier 2020.

*Le général, commandant  
la région de gendarmerie de Corse,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,*  
T. MOUCHET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Auvergne-Rhône-Alpes

**Décision n° 261 du 8 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme**

NOR : INTJ2000289S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 18041 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929993S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Marconnet</b> Bruno	NIGEND : 135 875	NLS : 5 322 075
------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Rebouffat</b> Sébastien	NIGEND : 199 206	NLS : 8 049 895
<b>Duvivier</b> Éric	NIGEND : 150 293	NLS : 8 016 428
<b>Marconnet</b> Stéphane	NIGEND : 165 705	NLS : 8 022 261
<b>Bessièrès</b> Stéphane	NIGEND : 168 038	NLS : 8 023 909
<b>Caby</b> Luc	NIGEND : 198 827	NLS : 8 053 704
<b>Gachinat</b> Loïc	NIGEND : 197 132	NLS : 8 048 512

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Hazard</b> Emilie	NIGEND : 325 435	NLS : 8 117 474
<b>Charvet</b> Marine	NIGEND : 351 797	NLS : 8 141 187
<b>Leclère</b> Nicolas	NIGEND : 342 807	NLS : 8 137 871

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 janvier 2020.

*Le général, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,*  
P. OTT



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
du Centre-Val de Loire**Décision n° 333 du 8 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire**

NOR : INTJ2000281S

Le commandant de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Loiret,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 27770 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929982S),

Décide :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Delalandre</b> David	NIGEND : 139 327	NLS : 5 264 334
<b>Mercier</b> Mickaël	NIGEND : 184 282	NLS : 8 042 242

**Article 2**

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Autouard</b> Olivier	NIGEND : 143 427	NLS : 5 325 083
<b>Quindroit</b> Guillaume	NIGEND : 225 159	NLS : 8 074 279
<b>Maronese</b> David	NIGEND : 167 559	NLS : 8 023 371
<b>Requena</b> Pascal	NIGEND : 155 492	NLS : 8 013 173

**Article 3**

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Seville</b> François	NIGEND : 197 266	NLS : 8 048 453
<b>Begel</b> Yann	NIGEND : 187 240	NLS : 8 038 305
<b>Chivot</b> Lucie	NIGEND : 331 043	NLS : 8 119 037
<b>Bougnoux</b> François	NIGEND : 220 165	NLS : 8 064 834
<b>Auguste</b> Jérôme	NIGEND : 245 268	NLS : 8 097 660
<b>Sellier</b> Quentin	NIGEND : 309 476	NLS : 8 091 809
<b>Meyer</b> Emmanuel	NIGEND : 326 828	NLS : 8 057 402
<b>Dubois</b> Nicolas	NIGEND : 230 987	NLS : 8 078 052

**Article 4**

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Ducouet</b> Yannick	NIGEND : 227 036	NLS : 8 075 443
<b>Esteffe</b> Geoffrey	NIGEND : 310 446	NLS : 8 107 216
<b>Duchemin</b> Étienne	NIGEND : 324 136	NLS : 8 093 817
<b>Hurdiel</b> Julien	NIGEND : 304 277	NLS : 8 103 068
<b>Blaise</b> Julien	NIGEND : 369 032	NLS : 8 151 273
<b>Pecel</b> Camille	NIGEND : 366 231	NLS : 8 093 582

Dérozé JérémY

NIGEND : 307989

NLS : 8 105 560

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 janvier 2020.

*Le général, commandant la région  
de gendarmerie du Centre-Val de Loire,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale du Loiret,*  
F. AUBANEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie des Hauts-de-France  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Nord

**Décision n° 198 du 9 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais**

NOR : INTJ2000309S

Le commandant de la région de gendarmerie des Hauts-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 27755 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930008S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Huleux Thierry</b>	NIGEND : 145 320	NLS : 8 003 971
-----------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Ducatillon Benjamin</b>	NIGEND : 180 222	NLS : 8 032 695
<b>Fermon Maxence</b>	NIGEND : 188 432	NLS : 8 045 490

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Breton Willy</b>	NIGEND : 131 986	NLS : 5 295 305
<b>Payelle Gilles</b>	NIGEND : 163 198	NLS : 8 019 979
<b>Vinck Wilfried</b>	NIGEND : 231 252	NLS : 8 085 298
<b>Coquerelle Jean-Paul</b>	NIGEND : 152 948	NLS : 8 010 824
<b>Le Ber Guillaume</b>	NIGEND : 228 016	NLS : 8 076 329

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Dusautois Thibaut</b>	NIGEND : 335 923	NLS : 8 134 282
<b>Lecailliez Jonathan</b>	NIGEND : 224 662	NLS : 8 074 114
<b>Diebolt Julien</b>	NIGEND : 335 457	NLS : 8 057 800
<b>Delbarre Julien</b>	NIGEND : 235 245	NLS : 8 086 442
<b>Jacqueloot Vincent</b>	NIGEND : 366 251	NLS : 8 046 604

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 janvier 2020.

*Le général de corps d'armée, commandant  
la région de gendarmerie des Hauts-de-France  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,*  
G. CAZENAVE-LACROUTZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie des Hauts-de-France  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Nord

**Décision n° 199 du 9 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord**

NOR : INTJ2000310S

Le commandant de la région de gendarmerie des Hauts-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 27757 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930009S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> février 2020 :

**Duhautois** Valéry                      NIGEND : 147 576              NLS : 8 005 641

Article 2

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

**Martinage** Nicolas                      NIGEND : 244 974              NLS : 8 097 395

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

**Lovergne** Vincent                      NIGEND : 301 540              NLS : 8 090 457

**Pauchet** Maxime                      NIGEND : 330 219              NLS : 8 118 586

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 janvier 2020.

*Le général de corps d'armée, commandant  
la région de gendarmerie des Hauts-de-France  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,*  
G. CAZENAVE-LACROUTZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie maritime

**Décision n° 310 du 9 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie maritime**

NOR : INTJ2000325S

Le commandant de la gendarmerie maritime,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 16818 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930024S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Pérot Stéphane</b>	NIGEND : 162 565	NLS : 6011 036
-----------------------	------------------	----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Paranthoën Cyril</b>	NIGEND : 166 043	NLS : 8 021 978
-------------------------	------------------	-----------------

<b>Lebeau Olivier</b>	NIGEND : 171 187	NLS : 8 026 754
-----------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Leroux Tony</b>	NIGEND : 180 549	NLS : 8 040 851
--------------------	------------------	-----------------

<b>Gicquel Didier</b>	NIGEND : 138 125	NLS : 5 324 617
-----------------------	------------------	-----------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Camus Julien</b>	NIGEND : 311 216	NLS : 6 670 120
---------------------	------------------	-----------------

<b>Magne Régis</b>	NIGEND : 226 192	NLS : 8 084 447
--------------------	------------------	-----------------

<b>Tommy-Martin Vianney</b>	NIGEND : 216 521	NLS : 8 064 355
-----------------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 janvier 2020.

*Le général, commandant  
la gendarmerie maritime,*  
G. GRIMAUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Normandie

**Décision n° 339 du 9 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados**

NOR : INTJ2000282S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Normandie, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Calvados,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 16571 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929984S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Schvan Daniel</b>	NIGEND : 165 172	NLS : 8021 385
----------------------	------------------	----------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Viel Grégory</b>	NIGEND : 243 138	NLS : 6636 540
<b>Lehéron Sébastien</b>	NIGEND : 193 162	NLS : 8047 382
<b>Mathoulin Claire</b>	NIGEND : 200 058	NLS : 8048 650
<b>Godard Benoît</b>	NIGEND : 178 572	NLS : 8033 464

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Dufeil Vincent</b>	NIGEND : 189 402	NLS : 8035 861
<b>Sevestre Anthony</b>	NIGEND : 368 344	NLS : 8150 567
<b>Orain Mikaël</b>	NIGEND : 303 502	NLS : 8090 933

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 janvier 2020.

*Le colonel, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie de Normandie,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale du Calvados,  
B. LOUVET*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Occitanie**Décision n° 869 du 9 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne**

NOR : INTJ2000300S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 34323 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930000S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Sarda Gilles</b>	NIGEND : 138 870	NLS : 5 325 193
---------------------	------------------	-----------------

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Poliautre Patrice</b>	NIGEND : 155 734	NLS : 8 013 473
<b>Carpe Mathieu</b>	NIGEND : 173 410	NLS : 8 034 776
<b>Pantigny David</b>	NIGEND : 160 476	NLS : 8 017 473
<b>Pavan Laurent</b>	NIGEND : 152 371	NLS : 8 010 164

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Puech Florent</b>	NIGEND : 209 153	NLS : 8 062 917
<b>Rat Jean-Philippe</b>	NIGEND : 190 808	NLS : 8 035 247
<b>Henry Michaël</b>	NIGEND : 223 774	NLS : 8 073 678
<b>Prélat Jean-Victor</b>	NIGEND : 214 417	NLS : 8 068 546
<b>Capéret-Péré Laurent</b>	NIGEND : 176 115	NLS : 8 028 613
<b>Van Driessche Isabelle</b>	NIGEND : 134 060	NLS : 5 295 898
<b>Berlot Ludovic</b>	NIGEND : 197 742	NLS : 8 048 900
<b>Calaber Christophe</b>	NIGEND : 221 026	NLS : 8 083 583
<b>Marty Marie-Laure</b>	NIGEND : 165 510	NLS : 8 022 062

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Boivent Nicolas</b>	NIGEND : 326 947	NLS : 6 715 347
<b>Castel Mathieu</b>	NIGEND : 300 525	NLS : 8 100 538
<b>Maffre Yannick</b>	NIGEND : 315 370	NLS : 8 110 322



<b>Scanzi Mathieu</b>	NIGEND : 330 003	NLS : 8 118 504
<b>Servien Jérôme</b>	NIGEND : 313 546	NLS : 8 109 101
<b>Amouroux Maéva</b>	NIGEND : 369 098	NLS : 8 151 330

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 janvier 2020.

*Le général de division, commandant  
la région de gendarmerie d'Occitanie,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,*  
J. PLAYS

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Bretagne  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Ouest

## Décision n° 885 du 9 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne

NOR : INTJ2000276S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bretagne et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 45683 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929977S),

Décide :

### Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Josselin</b> Gildas	NIGEND : 139 232	NLS : 5 305 153
------------------------	------------------	-----------------

### Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Pichon</b> Anne	NIGEND : 173 114	NLS : 8 027 573
<b>Derniaux</b> Maryline	NIGEND : 160 147	NLS : 8 021 437
<b>Peigné</b> Stéphane	NIGEND : 181 670	NLS : 8 040 999

### Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Lorho</b> Jean-Luc	NIGEND : 156 343	NLS : 8 014 056
<b>Gicquel</b> Sébastien	NIGEND : 206 229	NLS : 8 062 256
<b>Legot</b> Xavier	NIGEND : 148 483	NLS : 8 006 256
<b>Jan</b> Martial	NIGEND : 154 394	NLS : 8 012 046
<b>Gouzon</b> David	NIGEND : 198 090	NLS : 8 053 409

### Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Kuntz</b> Nadège	NIGEND : 215 919	NLS : 8 069 676
<b>Le Carré</b> Steven	NIGEND : 172 918	NLS : 8 030 470
<b>Laot</b> Nick	NIGEND : 329 140	NLS : 8 117 932
<b>Salard</b> Laurent	NIGEND : 211 232	NLS : 8 063 220
<b>Abgrall</b> Julien	NIGEND : 366 198	NLS : 8 093 706
<b>Do Carmo</b> Alexandre	NIGEND : 326 554	NLS : 8 115 289

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 janvier 2020.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie de Bretagne  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,*  
A. PIDOUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Bretagne  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Ouest

**Décision n° 889 du 9 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest**

NOR : INTJ2000280S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bretagne et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 45686 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929980S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Kersuzan</b> Gildas	NIGEND : 132 846	NLS : 5 294 759
------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Hardy</b> Julien	NIGEND : 132 958	NLS : 5 295 735
<b>Tamizier-Berteau</b> Sébastien	NIGEND : 190 476	NLS : 8 038 597

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Lasnier</b> Stanislas	NIGEND : 305 803	NLS : 8 104 003
<b>Loubry</b> Jérémie	NIGEND : 219 881	NLS : 8 072 450
<b>Baudin</b> Benoît	NIGEND : 233 147	NLS : 8 085 935
<b>Bessonneau</b> Aurélien	NIGEND : 242 043	NLS : 6 634 596

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Tereschenko</b> Julien	NIGEND : 303 468	NLS : 8 090 949
<b>Meheust</b> Steven	NIGEND : 338 118	NLS : 8 106 428
<b>Chantreau</b> Julien	NIGEND : 326 102	NLS : 8 117 606
<b>Régniez</b> Erwan	NIGEND : 352 567	NLS : 8 143 290
<b>Devos</b> Florent	NIGEND : 320 540	NLS : 8 112 451
<b>Le Hérisse</b> Cédric	NIGEND : 341 566	NLS : 8 137 349

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 janvier 2020.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie de Bretagne  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,*  
A. PIDOUX

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Auvergne-Rhône-Alpes  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud-Est

**Décision n° 1196 du 9 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie**

NOR : INTJ2000286S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 71135 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929988S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Brault</b> Christophe	NIGEND : 142 025	NLS : 5 272 308
<b>Roussel</b> Yannick	NIGEND : 149 834	NLS : 8 007 489

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Lori</b> Jean-Philippe	NIGEND : 156 618	NLS : 8 014 155
<b>Lanaud</b> Olivier	NIGEND : 155 311	NLS : 8 012 846
<b>Lecas</b> Laurent	NIGEND : 141 653	NLS : 8 001 347
<b>Picolet</b> Emmanuel	NIGEND : 122 463	NLS : 5 269 977
<b>Conq</b> Laurent	NIGEND : 178 091	NLS : 8 029 229

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Siegwald</b> Marc	NIGEND : 168 925	NLS : 8 024 695
<b>Haissant</b> David	NIGEND : 193 083	NLS : 8 047 371
<b>Rouges</b> Nathalie	NIGEND : 176 731	NLS : 8 053 771
<b>Duquesnoy</b> Christophe	NIGEND : 145 800	NLS : 8 002 541
<b>Bajeux</b> Sylvain	NIGEND : 156 979	NLS : 8 014 501
<b>Turlure</b> David	NIGEND : 201 999	NLS : 8 054 636
<b>Labayle</b> Éric	NIGEND : 208 056	NLS : 8 061 926
<b>Ben Bouazza</b> Jamal	NIGEND : 191 768	NLS : 8 044 952
<b>Renard</b> Mickaël	NIGEND : 198 579	NLS : 8 046 958
<b>Biou</b> Michaël	NIGEND : 168 701	NLS : 8 024 505
<b>Ferrari</b> David	NIGEND : 170 339	NLS : 8 025 540
<b>Guillet</b> Maxime	NIGEND : 229 630	NLS : 8 077 328
<b>Gendre</b> Matthieu	NIGEND : 234 133	NLS : 8 086 380
<b>Huraux</b> Virginie	NIGEND : 232 257	NLS : 8 085 467

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Gatefin</b> Kévin	NIGEND : 201 350	NLS : 8 056 804
<b>Pidery</b> Bruno	NIGEND : 360 808	NLS : 6 662 050
<b>Guérin</b> Laurent	NIGEND : 344 881	NLS : 6 629 921
<b>Magda</b> Baptiste	NIGEND : 194 005	NLS : 8 071 784
<b>Dubrulle</b> Anthony	NIGEND : 347 785	NLS : 8 151 825
<b>Bazile</b> Océane	NIGEND : 368 050	NLS : 8 150 349
<b>Cuvellier</b> Anne	NIGEND : 207 935	NLS : 8 061 858
<b>Stiegler</b> Stéphanie	NIGEND : 361 823	NLS : 8 144 614
<b>Cimetière</b> Eric	NIGEND : 356 580	NLS : 8 144 570
<b>Albouy</b> Geoffrey	NIGEND : 366 836	NLS : 8 149 795
<b>Meradou</b> Lionel	NIGEND : 308 888	NLS : 8 091 757
<b>Lousaief</b> Tahar	NIGEND : 352 522	NLS : 6 680 919
<b>Hasini</b> Ousama	NIGEND : 247 432	NLS : 8 099 274
<b>François</b> Camille	NIGEND : 361 760	NLS : 8 146 234

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 janvier 2020.

*Le général de corps d'armée, commandant  
la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,*  
P. GUIMBERT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Auvergne-Rhône-Alpes  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud-Est

**Décision n° 1269 du 9 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est**

NOR : INTJ2000288S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 71137 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929991S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Jourdan</b> Ludovic	NIGEND : 169 180	NLS : 8 024 851
------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Rich</b> Éric	NIGEND : 244 583	NLS : 8 096 919
<b>Cote</b> Yann	NIGEND : 171 038	NLS : 8 026 626
<b>Joseph</b> Alexandre	NIGEND : 339 895	NLS : 8 109 187

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Denjean</b> Thomas	NIGEND : 351 318	NLS : 6 728 455
<b>Nicolézeau</b> Jean-Gabriel	NIGEND : 315 440	NLS : 8 106 431
<b>Ferrand</b> Baptiste	NIGEND : 342 721	NLS : 8 137 846

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 janvier 2020.

*Le général de corps d'armée, commandant  
la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,*  
P. GUIMBERT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Nouvelle-Aquitaine

**Décision n° 529 du 10 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne**

NOR : INTJ2000272S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 20773 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929975S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Quattrochi</b> Michel	NIGEND : 151 016	NLS : 8 009 283
--------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Chaillat</b> Sébastien	NIGEND : 181 736	NLS : 8 041 941
<b>Robergeaud</b> Fabien	NIGEND : 186 975	NLS : 8 038 397
<b>Chottin</b> Sébastien	NIGEND : 168 839	NLS : 8 024 621

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Vandebrouck</b> Angèle	NIGEND : 307 490	NLS : 8 091 369
<b>Beaujean</b> Romaric	NIGEND : 210 475	NLS : 8 063 014
<b>Souchaud</b> Sébastien	NIGEND : 159 208	NLS : 8 016 197

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Vallet</b> Benjamin	NIGEND : 366 761	NLS : 8 149 648
<b>Thibault</b> Cédric	NIGEND : 301 348	NLS : 8 090 223
<b>Vergnaud</b> Nicolas	NIGEND : 244 713	NLS : 8 097 303
<b>Cadet</b> Laurine	NIGEND : 341 643	NLS : 8 116 800

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 janvier 2020.

*Le colonel, commandant adjoint de la région  
de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Vienne,*  
Y. DUMEZ



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Nouvelle-Aquitaine

**Décision n° 546 du 10 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne**

NOR : INTJ2000275S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 18436 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929976S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> février 2020 :

**Le Grall Stéphane**                      NIGEND : 157 434              NLS : 8 014 357

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

**Bonpart Michèle**                      NIGEND : 144 628              NLS : 8 002 309

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

**Sadourny Julia**                      NIGEND : 205 938              NLS : 8 059 731

**Plo Christophe**                      NIGEND : 191 134              NLS : 8 039 877

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

**Courteau Bertrand**                      NIGEND : 336 843              NLS : 8 135 166

**Capone José**                      NIGEND : 249 341              NLS : 8 100 291

**Larivière Tommy**                      NIGEND : 359 399              NLS : 8 146 951

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 janvier 2020.

*Le général, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne,*  
H. FLAMMANT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Bourgogne-Franche-Comté**Décision n° 557 du 10 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne**

NOR : INTJ2000308S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 21443 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930007S),

Décide :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Frouard Lionel</b>	NIGEND : 144 822	NLS : 8 003 136
-----------------------	------------------	-----------------

**Article 2**

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Rabin Sébastien</b>	NIGEND : 168 241	NLS : 8 023 880
------------------------	------------------	-----------------

<b>Bach Céline</b>	NIGEND : 180 270	NLS : 8 030 876
--------------------	------------------	-----------------

**Article 3**

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Pacaud Olivier</b>	NIGEND : 208 233	NLS : 8 050 636
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Ducret Ludovic</b>	NIGEND : 245 310	NLS : 8 097 697
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Lassalle Agnès</b>	NIGEND : 134 324	NLS : 5 310 881
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Jacquet Pierre</b>	NIGEND : 216 229	NLS : 8 069 762
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Bonnefoy Romain</b>	NIGEND : 183 743	NLS : 8 036 904
------------------------	------------------	-----------------

<b>Delbecque Samuel</b>	NIGEND : 220 997	NLS : 8 083 641
-------------------------	------------------	-----------------

<b>Bonnabaud Mickaël</b>	NIGEND : 215 430	NLS : 8 069 246
--------------------------	------------------	-----------------

**Article 4**

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Prigent Anaïs</b>	NIGEND : 348 853	NLS : 8 045 143
----------------------	------------------	-----------------

<b>Raffa Marianne</b>	NIGEND : 370 051	NLS : 8 152 121
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Mandin Margot</b>	NIGEND : 340 147	NLS : 8 136 610
----------------------	------------------	-----------------

<b>Delamotte Juliette</b>	NIGEND : 368 596	NLS : 8 150 596
---------------------------	------------------	-----------------

<b>Faivre Didier</b>	NIGEND : 221 389	NLS : 8 083 678
----------------------	------------------	-----------------

<b>Pinto Ingrid</b>	NIGEND : 319 813	NLS : 8 112 067
---------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 janvier 2020.

*Le général de division, commandant la région  
de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or,*

T. CAILLOZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Occitanie**Décision n° 592 du 10 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault**

NOR : INTJ2000298S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 30423 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929998S),

Décide :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Lhérault Romuald</b>	NIGEND : 165 701	NLS : 8 022 257
-------------------------	------------------	-----------------

**Article 2**

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Ruskoné Yohann</b>	NIGEND : 189 861	NLS : 8 044 863
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Fournier Sébastien</b>	NIGEND : 177 894	NLS : 8 029 342
---------------------------	------------------	-----------------

**Article 3**

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Gendre Julien</b>	NIGEND : 214 716	NLS : 8 068 594
----------------------	------------------	-----------------

<b>Guiochereau Thomas</b>	NIGEND : 234 498	NLS : 8 080 186
---------------------------	------------------	-----------------

<b>Bustaffa Elodie</b>	NIGEND : 239 741	NLS : 8 087 717
------------------------	------------------	-----------------

<b>Reynaud Guy</b>	NIGEND : 138 303	NLS : 5 322 391
--------------------	------------------	-----------------

<b>Lepez Annabelle</b>	NIGEND : 178 639	NLS : 8 035 496
------------------------	------------------	-----------------

**Article 4**

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Barbazange François-Xavier</b>	NIGEND : 242 454	NLS : 8 088 491
-----------------------------------	------------------	-----------------

<b>Vialaret Mélanie</b>	NIGEND : 240 459	NLS : 8 094 662
-------------------------	------------------	-----------------

<b>Bossoreil Melvin</b>	NIGEND : 198 573	NLS : 8 056 218
-------------------------	------------------	-----------------

<b>Ouatizerga Slimen</b>	NIGEND : 212 600	NLS : 8 067 304
--------------------------	------------------	-----------------

<b>Gazel Alexandre</b>	NIGEND : 227 738	NLS : 8 076 074
------------------------	------------------	-----------------

<b>Dalod Julien</b>	NIGEND : 368 084	NLS : 6 781 842
---------------------	------------------	-----------------

<b>Valette Christophe</b>	NIGEND : 301 363	NLS : 8 090 088
---------------------------	------------------	-----------------

<b>Bouyelli Nacera</b>	NIGEND : 226 848	NLS : 8 075 288
------------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 janvier 2020.

*Le général, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie d'Occitanie,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de l'Hérault,*

J.-V. LETTERMANN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des écoles  
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 1363 du 10 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ2000317S

Le commandant des écoles de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 64544 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930014S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> février 2020:

<b>Binacua Bruno</b>	NIGEND : 152 653	NLS : 8 010 605
----------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> février 2020:

<b>Dumas David</b>	NIGEND : 170 092	NLS : 8 025 336
--------------------	------------------	-----------------

<b>Aristidou Jonathan</b>	NIGEND : 203 878	NLS : 8 054 980
---------------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020:

<b>Dansaut Cyril</b>	NIGEND : 195 164	NLS : 8 047 741
----------------------	------------------	-----------------

<b>Bruggheman Benoît</b>	NIGEND : 226 022	NLS : 8 074 837
--------------------------	------------------	-----------------

<b>Guilbaud Olivier</b>	NIGEND : 177 538	NLS : 8 029 141
-------------------------	------------------	-----------------

<b>Vivard Christophe</b>	NIGEND : 157 099	NLS : 6 025 349
--------------------------	------------------	-----------------

<b>Jogama Teddy</b>	NIGEND : 203 055	NLS : 8 058 004
---------------------	------------------	-----------------

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 janvier 2020.

*Le général de corps d'armée,  
commandant les écoles  
de la gendarmerie nationale,  
T. MORTEROL*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Nouvelle-Aquitaine  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud-Ouest

**Décision n° 1458 du 10 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest**

NOR : INTJ2000271S

Le commandant de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 50836 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929973S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

**Fafin David** NIGEND : 180 503 NLS : 8 033 304

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

**Frily Fabian** NIGEND : 217 486 NLS : 8 070 796

**Michaudelle Sébastien** NIGEND : 191 075 NLS : 8 039 867

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

**Garin Mathieu** NIGEND : 304 352 NLS : 8 103 054

**Alquier Matthias** NIGEND : 338 415 NLS : 8 106 504

**Fonteyne Pierre** NIGEND : 352 552 NLS : 8 143 253

**Selle Thomas** NIGEND : 341 150 NLS : 8 116 772

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 janvier 2020.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,*  
J.-P. MICHEL

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Nouvelle-Aquitaine  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud-Ouest

# **Décision n° 1460 du 10 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, de Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques**

NOR : INTJ2000269S

Le commandant de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 50837 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929972S),

Décide :

## Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Ponge Solène</b>	NIGEND : 186 998	NLS : 8 044 741
---------------------	------------------	-----------------

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Limerat Laurent</b>	NIGEND : 167 667	NLS : 8 023 551
<b>Blin Ludovic</b>	NIGEND : 173 518	NLS : 8 030 330
<b>Bénazet Aymeric</b>	NIGEND : 191 835	NLS : 8 046 528

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Melsen Emilie</b>	NIGEND : 216 920	NLS : 8 070 234
<b>Lacinski Hélène</b>	NIGEND : 190 463	NLS : 8 039 350
<b>Auger Emmanuel</b>	NIGEND : 170 415	NLS : 8 025 604
<b>Hostein Yoann</b>	NIGEND : 199 618	NLS : 8 047 055
<b>Marquevielle Bruno</b>	NIGEND : 167 986	NLS : 8 024 162
<b>Lacrambe Maïder</b>	NIGEND : 143 885	NLS : 8 002 352
<b>Lavigne Frédéric</b>	NIGEND : 187 199	NLS : 8 038 342

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Thomas Julien</b>	NIGEND : 189 585	NLS : 8 046 490
<b>Robineau Jimmy</b>	NIGEND : 368 630	NLS : 6 626 023
<b>Daunay Fabrice</b>	NIGEND : 213 914	NLS : 8 063 855
<b>Delattre Sébastien</b>	NIGEND : 230 570	NLS : 8 085 046
<b>Oliver Rémi</b>	NIGEND : 301 256	NLS : 8 089 948
<b>Pierson Romain</b>	NIGEND : 216 833	NLS : 8 070 409
<b>Allais Pauline</b>	NIGEND : 235 308	NLS : 8 080 610



Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 janvier 2020.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,*  
J.-P. MICHEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement du soutien opérationnel  
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 2021 du 10 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général des organismes centraux – branche « administrative et technique »**

NOR : INTJ2000318S

Le commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 71121 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930016S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

**Mansillon** Damien                      NIGEND : 197 205              NLS : 8 048 428

Article 2

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

**Yviquel** Guillaume                      NIGEND : 224 558              NLS : 8 073 849

**Penninck** Sébastien                      NIGEND : 349 590              NLS : 8 117 014

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 janvier 2020.

*Le général de division,  
commandant du soutien opérationnel  
de la gendarmerie nationale,  
O. GUÉRIFF*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Pôle judiciaire  
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 182 du 13 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ2000322S

Le commandant du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 6229 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930022S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

**Couillard Cyril** NIGEND : 165 990 NLS : 8 022 428

Article 2

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

**Museau Antoine** NIGEND : 314 526 NLS : 8 109 917

Article 3

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

**Lebloys Ludovic** NIGEND : 302 343 NLS : 8 090 122

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 janvier 2020.

*Le général, commandant le pôle judiciaire  
de la gendarmerie nationale,*  
P. TOURON

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

**Décision n° 403 du 13 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la garde républicaine – branche « infanterie »**

NOR : INTJ2000266S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 17888 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929967S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Denhaene</b> Philippe	NIGEND : 153 555	NLS : 8 011 134
--------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Goullet</b> Nicolas	NIGEND : 203 248	NLS : 8 058 162
------------------------	------------------	-----------------

<b>Gravelet</b> Alban	NIGEND : 225 541	NLS : 8 084 267
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Mégy</b> Vincent	NIGEND : 192 573	NLS : 8 040 256
---------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Gaubert</b> Alexandre	NIGEND : 322 806	NLS : 8 143 256
--------------------------	------------------	-----------------

<b>Nédélec</b> Philippe	NIGEND : 155 210	NLS : 8 012 875
-------------------------	------------------	-----------------

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 janvier 2020.

*Le général de division,  
commandant la garde républicaine,  
É. BIO FARINA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

**Décision n° 404 du 13 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la garde républicaine – branche « cavalerie »**

NOR : INTJ2000267S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 17889 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1922969S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> février 2020 :

**Jumentier** Patrice                      NIGEND : 129 124              NLS : 5 281 344

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

**Maniglier** Cédric                      NIGEND : 165 456              NLS : 8 022 057

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

**Rabeyrin** Pierre                      NIGEND : 165 117              NLS : 6 002 993

**Trancart** Julien                      NIGEND : 187 870              NLS : 8 046 292

Article 4

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

**Itier** Pauline                      NIGEND : 323 249              NLS : 8 117 119

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 janvier 2020.

*Le général de division,  
commandant la garde républicaine,  
É. BIO FARINA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
du Grand Est

**Décision n° 420 du 13 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin**

NOR : INTJ2000304S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie du Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 13369 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930004S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Wendler</b> Guillaume	NIGEND : 232 294	NLS : 8 085 502
<b>Godard</b> Sylvain	NIGEND : 167 958	NLS : 8 024 135

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Trésy</b> Sébastien	NIGEND : 232 171	NLS : 8 085 576
<b>Lagurgue</b> Mélanie	NIGEND : 248 482	NLS : 8 089 593
<b>Le Morvan</b> Philippe	NIGEND : 155 092	NLS : 5 301 996
<b>Schmitt</b> Yann	NIGEND : 217 727	NLS : 8 064 642

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Zaitri</b> Karim	NIGEND : 241 291	NLS : 8 088 137
<b>Schelcher</b> Gaëtan	NIGEND : 360 812	NLS : 6 700 253

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 janvier 2020.

*Le général, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie du Grand Est,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale du Bas-Rhin,*  
M. CLERC

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 679 du 13 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général des organismes centraux – branche « secrétariat »**

NOR : INTJ2000320S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu la décision n° 80611 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930020S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

**Bouvier Stéphen**                      NIGEND : 205 700              NLS : 8 055 357

Article 2

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

**Péguy Fabien**                      NIGEND : 172 200              NLS : 8 027 278

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le colonel, adjoint au sous-directeur  
de la gestion du personnel,*  
V. LAMBALLE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 681 du 13 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général des organismes centraux – branche « formations extérieures »**

NOR : INTJ2000321S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu la décision n° 80614 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930021S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> février 2020 :

**Maréchal Nelly**                      NIGEND : 152012              NLS : 8015855

Article 2

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

**Delmas Olivier**                      NIGEND : 237751              NLS : 8086943

Article 3

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

**Langevin Fabien**                      NIGEND : 184699              NLS : 8034252

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le colonel, adjoint au sous-directeur  
de la gestion du personnel,*  
V. LAMBALLE



## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud

## Décision n° 1919 du 13 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur

NOR : INTJ2000292S

Le commandant de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 55658 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929994S),

Décide :

### Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Paris</b> Éric	NIGEND : 138 169	NLS : 5 251 308
<b>Bourcier</b> Laurent	NIGEND : 164 266	NLS : 8 021 014
<b>Ori</b> Gérard	NIGEND : 114 014	NLS : 5 191 666

### Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Piolle</b> Frédéric	NIGEND : 155 733	NLS : 8 013 472
<b>Hubaud</b> Frédéric	NIGEND : 171 063	NLS : 8 025 840
<b>Dupré</b> Vincent	NIGEND : 160 879	NLS : 8 017 929
<b>Fernandez</b> Frédéric	NIGEND : 166 972	NLS : 8 023 039

### Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Deswarte</b> Aurélie	NIGEND : 234 206	NLS : 8 086 237
<b>Barbe</b> Thierry	NIGEND : 143 563	NLS : 5 211 589
<b>Lescure</b> Emmanuel	NIGEND : 192 409	NLS : 6 039 290
<b>Pihij</b> Fabrice	NIGEND : 166 674	NLS : 8 022 774
<b>Bruno</b> Dominique	NIGEND : 160 614	NLS : 8 017 616
<b>Cascales</b> Rémi	NIGEND : 240 934	NLS : 8 087 927
<b>Faure</b> Jérémy	NIGEND : 217 896	NLS : 8 064 729

### Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Nachin</b> Tom	NIGEND : 248 215	NLS : 8 089 535
<b>Keskin</b> Ismaïl	NIGEND : 234 770	NLS : 8 086 596
<b>Le Dréau</b> Gwenaël	NIGEND : 303 570	NLS : 8 090 835
<b>Airaud</b> Cyril	NIGEND : 368 332	NLS : 8 150 514
<b>Gey</b> Guillaume	NIGEND : 219 085	NLS : 8 071 736

<b>Maleuvre Aleksandr</b>	NIGEND : 200 279	NLS : 8 052 106
<b>Pascal Michaël</b>	NIGEND : 236 089	NLS : 8 086 740
<b>Rinaudo Nicolas</b>	NIGEND : 211 113	NLS : 8 066 230
<b>Boivin Benjamin</b>	NIGEND : 303 913	NLS : 8 102 764

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 janvier 2020.

*Le général de corps d'armée, commandant  
la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,*

**M. LÉVÊQUE**

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud

**Décision n° 1921 du 13 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud**

NOR : INTJ2000293S

Le commandant de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 55660 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1929995S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Marino</b> Jean-Luc	NIGEND : 213 520	NLS : 8 063 808
------------------------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Mialane-Visa</b> Éric	NIGEND : 161 634	NLS : 8 018 671
--------------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Rudiver</b> Yves	NIGEND : 132 079	NLS : 5 295 285
<b>Lescop</b> Luc	NIGEND : 169 046	NLS : 8 024 757
<b>Filareto</b> Leonardo	NIGEND : 189 788	NLS : 8 035 965
<b>Averous</b> Jean-Marie	NIGEND : 160 850	NLS : 6 012 389

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Le Bronec</b> Kévin	NIGEND : 227 557	NLS : 6 699 957
<b>Quelo</b> Mathieu	NIGEND : 309 276	NLS : 8 106 832
<b>Castells</b> Anthony	NIGEND : 319 175	NLS : 8 111 895
<b>Sanchez</b> Florian	NIGEND : 341 977	NLS : 6 702 322

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 janvier 2020.

*Le général de corps d'armée, commandant  
la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,*

M. LÈVÊQUE



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
du Grand Est

**Décision n° 579 du 14 janvier 2020 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne**

NOR : INTJ2000306S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie du Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Marne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 18221 du 5 décembre 2019 (NOR : INTJ1930005S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Vauthier</b> Estelle	NIGEND : 146 179	NLS : 8 004 396
-------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Détoulet</b> Thierry	NIGEND : 162 620	NLS : 8 019 526
<b>Cultil</b> Jean-Christophe	NIGEND : 174 015	NLS : 8 027 823

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Dionot</b> David	NIGEND : 156 202	NLS : 8 013 741
<b>Lherbier</b> Pierre	NIGEND : 219 343	NLS : 8 071 942
<b>Billette</b> Rudy	NIGEND : 228 153	NLS : 8 076 390
<b>Dunat</b> Amandine	NIGEND : 311 641	NLS : 8 107 693

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> février 2020 :

<b>Pelletier</b> Tony	NIGEND : 179 191	NLS : 8 035 546
<b>Meteau</b> Katy	NIGEND : 352 812	NLS : 8 141 887
<b>Llinares</b> Marion	NIGEND : 235 646	NLS : 8 080 826
<b>Carraro</b> Vincent	NIGEND : 306 978	NLS : 8 104 639

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 14 janvier 2020.

*Le général, commandant la région  
de gendarmerie de Champagne-Ardenne,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Marne,*  
R. DE LORGERIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale  
de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale

**Instruction n° 19000/GEND/DPMGN/SDGP/BPO du 20 janvier 2020 relative  
aux conditions d'exécution du travail d'avancement des officiers de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ2001660J

*Références :*

- Code de la défense, notamment ses articles L.4136-1 et suivants;
- Code de la sécurité intérieure, notamment son article L.421-2;
- Décret n° 2008-939 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux officiers sous contrat (CLASS.: 72.05);
- Décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie (CLASS.: 91.03);
- Décret n° 2012-1456 du 24 décembre 2012 modifié portant statut particulier des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

*Texte abrogé :*

- Instruction n° 19000/GEND/DPMGN/SDGP/BPO du 29 février 2016 relative aux conditions d'exécution du travail d'avancement des officiers de la gendarmerie nationale (BOMI n° 2016-4 - CLASS.: 91.04).

**PRÉAMBULE**

La présente instruction a pour objet de préciser les conditions matérielles d'exécution du travail d'avancement :

- des officiers de gendarmerie (OG);
- des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale (OCTAGN);
- des officiers sous contrat (OSC), rattachés aux deux corps précités.

Le travail d'avancement pour les grades d'officiers généraux fait l'objet d'instructions particulières.

Les éléments techniques à prendre en compte sont fixés par une note-express annuelle.

**1. Les conditions requises pour l'avancement au choix**

Tous les officiers qui réunissent les conditions requises pour être proposables, réglementairement fixées par les décrets des 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> références, doivent être inclus dans le travail d'avancement.

**1.1. Officiers de gendarmerie**

À l'exception des promotions aux grades de lieutenant et capitaine, les OG sont promus au choix.

Conformément à l'article 31 du décret à la 4<sup>e</sup> référence, la limite minimale d'ancienneté de grade s'apprécie au 31 décembre de l'année de promotion.

Conformément à l'article 33 du même décret, seuls peuvent être promus à un grade supérieur à celui qu'ils détiennent :

- 1° Les capitaines ayant au moins quatre ans de grade et qui, au 31 décembre de l'année précédant celle de leur promotion éventuelle, se trouvent à plus de deux ans de la limite d'âge du grade de chef d'escadron;
- 2° Les chefs d'escadron ayant au moins trois ans de grade;
- 3° Les lieutenants-colonels ayant au moins trois ans de grade et qui, au 31 décembre de l'année précédant celle de leur promotion éventuelle, se trouvent à plus de trois ans de la limite d'âge du grade de colonel.

**1.2. Officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale**

À l'exception des promotions aux grades de lieutenant, les OCTAGN sont promus au choix.

Conformément à l'article 19 du décret de la 5<sup>e</sup> référence, la limite minimale d'ancienneté de grade s'apprécie au 31 décembre de l'année de promotion.

Conformément à l'article 21 du même décret, seuls peuvent être promus au grade supérieur à celui qu'ils détiennent :

- 1° Les lieutenants ayant au moins deux ans de grade;

- 2° Les capitaines ayant au moins quatre ans de grade et qui n'ont pas accédé à l'échelon exceptionnel de leur grade;
- 3° Les commandants ayant au moins cinq ans de grade et qui n'ont pas accédé à l'échelon exceptionnel de leur grade;
- 4° Les lieutenants-colonels ayant au moins quatre ans de grade et qui, au 31 décembre de l'année précédant celle de leur promotion éventuelle, se trouvent à plus de trois ans de la limite d'âge du grade de colonel et qui n'ont pas accédé à l'échelon exceptionnel de leur grade.

### *1.3. Officiers sous contrat*

Conformément à l'article 7 du décret de la 3<sup>e</sup> référence, à l'exception des promotions aux grades de lieutenant et de capitaine pour les OG et au grade de lieutenant pour les OCTAGN, l'avancement des OSC a lieu au choix, dès lors qu'ils détiennent une ancienneté minimum dans le grade au moins égale à celle exigée pour les officiers de carrière du corps de rattachement et qu'ils n'ont pas accédé à l'échelon exceptionnel de leur grade.

Les OSC concourent entre eux pour l'avancement à l'intérieur de leur corps de rattachement. Ils sont inscrits au tableau d'avancement dans les mêmes conditions que celles des officiers de carrière du corps de rattachement.

## **2. Le travail d'avancement**

### *2.1. Autorités chargées du travail d'avancement*

Les niveaux de fusionnement sont fixés par un arrêté annuel.

### *2.2. Définition du travail d'avancement*

Le travail d'avancement comprend les opérations suivantes :

- recensement et classement des officiers proposables par les autorités de fusionnement;
- établissement et transmission des propositions d'ordre de préférence au bureau du personnel officier (BPO) de la direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN).

*Nota:* L'expression «travail d'avancement» désigne aussi l'ensemble des documents complétés et transmis par les autorités de fusionnement.

### *2.3. Le numéro de classement*

Les autorités de fusionnement attribuent successivement aux officiers proposables un numéro de classement (ou numéro de préférence).

Il s'exprime par une fraction dont :

- le dénominateur indique le nombre d'officiers examinés;
- le numérateur indique le rang auquel est situé l'officier dans l'ensemble de référence (c'est-à-dire le grade au sein duquel il concourt).

Les fusionneurs de premier niveau classent les officiers proposables uniquement par grade, en tenant compte des seuls mérites de ces derniers et de l'aptitude à exercer un emploi de niveau supérieur.

Les fusionneurs de dernier niveau classent selon les mêmes critères.

### *2.4. La mention d'appui*

Seuls les fusionneurs de dernier niveau attribuent une mention d'appui.

Elle exprime la priorité émise par le fusionneur de dernier niveau.

Les mentions d'appui pouvant être attribuées sont les suivantes :

- TSA (tout spécialement appuyé): l'inscription est très souhaitable. Le report à l'année suivante serait regrettable;
- TA (très appuyé): l'inscription est souhaitable;
- P (présenté): l'inscription peut être raisonnablement envisagée. Toutefois, le report est tout à fait admissible;
- A (ajourné): l'inscription n'est pas souhaitable pour cette année au moins. Cette mention caractérise l'inaptitude actuelle de l'intéressé à accéder au grade supérieur.

### *2.5. L'état nominatif de fusionnement*

Il regroupe les officiers proposables, par grade et par corps (ou corps de rattachement pour les OSC). Les officiers proposables sont classés entre eux par ordre de mérite.

### *2.6. Utilisation du système d'information ressources humaines Agorha*

Les modalités techniques sont fixées par une note-express annuelle.

À noter que seules les autorités ne disposant pas du réseau de communication interne gendarmerie sont exemptées de la réalisation des opérations *via* «Agorha». Les documents sont alors enregistrés sur un fichier téléchargeable.

### 3. Le rôle des autorités de fusionnement

#### 3.1. *Le premier niveau de fusionnement*

Les officiers réunissant les conditions statutaires pour concourir à l'avancement à l'année A sont proposés par l'autorité sous les ordres de laquelle ils servent le 31 décembre de l'année A-1.

Le fusionneur de premier niveau :

- classe les officiers proposables, toutes anciennetés confondues;
- remplit personnellement sous «Agorha» un état de fusionnement et l'adresse au fusionneur de dernier niveau.

#### 3.2. *Le dernier niveau de fusionnement*

Le fusionneur de dernier niveau :

- consulte la fiche individuelle de renseignements (FIR) des candidats pour s'assurer que les officiers proposés réunissent bien les conditions statutaires requises et y recueille tous les éléments d'appréciation supplémentaires indispensables;
- examine, le cas échéant avec les échelons qui lui sont subordonnés, les mérites des candidats dans chaque grade;
- reçoit les officiers proposables, qui le sollicitent, à l'exception de ceux qui doivent faire l'objet d'une promotion automatique l'année suivante ou de ceux qui sont affectés outre-mer <sup>(1)</sup>;
- établit, par grade et par corps, un état nominatif des officiers proposables placés sous son commandement à la date du 31 décembre. Le fusionnement des OSC est réalisé dans un état nominatif distinct de celui des officiers de carrière. Les officiers proposables sont classés par ordre de mérite;
- transmet au BPO, conformément au calendrier fixé annuellement, les états nominatifs dans un format numérisé;
- édite la fiche individuelle de classement (FIC) uniquement si l'officier en fait la demande, et ce, après la publication du tableau d'avancement au *Journal officiel* de la République française. L'original est alors classé au dossier de l'officier et une copie lui est remise.

*Nota:* Le fusionnement sera apparent sous Agorha, dans la FIR de l'officier, à l'issue de la publication du tableau d'avancement au *Journal officiel* de la République française.

#### 3.3. *Cas particulier*

Le travail d'avancement concernant les officiers dont le dernier fusionneur est le directeur général de la gendarmerie nationale, ou le major général de la gendarmerie nationale, est transmis par le premier fusionneur, quand il existe, au BPO, en respectant le calendrier fixé annuellement.

La présente instruction, qui abroge l'instruction n° 19000/GEND/DPMGN/SDGP/BPO du 29 février 2016 fixant, dans la gendarmerie nationale, les conditions d'exécution du travail d'avancement des officiers, sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

---

<sup>1</sup> Les officiers affectés outre-mer sont reçus dans la mesure où les déplacements de l'autorité chargée du fusionnement de dernier niveau le permettent. L'entretien peut être réalisé en visioconférence.



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation  
du service central de renseignement criminel de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1910835A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article R.3225-4;

Vu le code de procédure pénale;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.421-2;

Vu le décret n° 2014-292 du 4 mars 2014 portant dissolution du service central de renseignement criminel de la gendarmerie nationale de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) et création corrélatrice du service central de renseignement criminel de la gendarmerie nationale de Pontoise (Val-d'Oise);

Vu l'arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Le service central de renseignement criminel de la gendarmerie nationale (SCRCGN) constitue le niveau supérieur de la chaîne du traitement de l'information judiciaire de la gendarmerie nationale.

Dans le cadre de ses missions judiciaires, il peut diligenter ou être saisi d'une enquête judiciaire sur tout le territoire national.

À ce titre, il a notamment pour missions de :

- élaborer et exploiter le renseignement criminel afin de permettre l'anticipation, l'adaptation des dispositifs de lutte contre toutes les formes de criminalités et la conduite d'actions opérationnelles;
- effectuer des opérations complexes d'investigations en appui des unités et services, notamment au travers de plateaux d'investigations spécialisés partagés avec l'institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale;
- participer à la lutte contre les criminalités numériques;
- animer les chaînes fonctionnelles en matière de renseignement criminel, d'analyse criminelle, de technologies numériques et de délinquance économique et financière;
- contribuer à la formation des enquêteurs et des techniciens spécialisés;
- conduire les travaux de recherche et de développement d'outils et de méthodes d'analyse pour le traitement des données de masse, notamment dans les nouveaux espaces numériques, de l'intelligence artificielle, de la cybercriminalité, des systèmes de transports intelligents et objets connectés.

Article 2

Le service central de renseignement criminel de la gendarmerie nationale est organiquement rattaché au pôle judiciaire de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le service central de renseignement criminel de la gendarmerie nationale est commandé par un officier supérieur de gendarmerie.

Un officier supérieur de gendarmerie, commandant en second, l'assiste dans ses missions et le supplée en cas d'absence ou d'empêchement.

Article 4

Pour l'exercice de ses attributions opérationnelles, le service central de renseignement criminel de la gendarmerie nationale est constitué :

- de la division du renseignement, regroupant :
  - le département analyse stratégique;
  - le département recherches;
  - le département des sciences de la donnée;

- de la division des opérations, regroupant :
  - le département atteintes aux biens;
  - le département atteintes aux personnes;
  - le département délinquance économique et financière;
  - le département des sciences du comportement;
  - le département science de l'analyse criminelle;
- du centre de lutte contre les cybercriminalités numériques, regroupant :
  - le département enquêtes;
  - le département coordination;
  - le département technique;
- de la division des fichiers, regroupant :
  - le département du fichier des antécédents judiciaires;
  - le département fichiers de recherches;
  - le département fichier automatisé des empreintes digitales;
  - le département droit d'accès indirect;
- de l'observatoire central des systèmes de transport intelligents.

Article 5

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général d'armée, directeur général  
de la gendarmerie nationale,*  
C. RODRIGUEZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation  
de l'institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1914682A

Le ministre de l'intérieur,  
Vu le code de la défense, notamment son article R.3225-4;  
Vu le code de procédure pénale;  
Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.421-2;  
Vu l'arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

L'institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale (IRCGN) constitue le niveau supérieur de la chaîne criminalistique de la gendarmerie nationale.

À ce titre, il a notamment pour missions de :

- participer à l'établissement de la preuve des infractions pénales constatées en réalisant des examens techniques et scientifiques sur réquisition des officiers de police judiciaire notamment de la gendarmerie et de la police nationales, ou des expertises judiciaires à la demande des magistrats;
- s'assurer du bon déroulement des opérations techniques et scientifiques, ainsi que des missions d'identification des victimes sur les scènes d'infractions graves, d'attentats, d'accidents graves et de catastrophes;
- conduire les travaux de recherche et de développement des techniques d'investigations criminelles;
- contribuer à la formation des enquêteurs et techniciens spécialisés.

Article 2

L'institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale est organiquement rattaché au pôle judiciaire de la gendarmerie nationale.

Article 3

L'institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale est commandé par un officier supérieur de gendarmerie.

Un officier supérieur de gendarmerie, commandant en second, l'assiste dans ses missions et le supplée en cas d'absence ou d'empêchement.

Article 4

Pour l'exercice de ses attributions opérationnelles, l'institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale est constitué :

- de la division criminalistique biologie génétique, regroupant :
  - le département biologie;
  - le service central de préservation des prélèvements biologiques;
  - le service central d'analyse génétique de la gendarmerie individu;
  - le service central d'analyse génétique de la gendarmerie masse;
- de la division criminalistique identification humaine, regroupant :
  - le département médecine légale et odontologie;
  - le département faune flore forensique;
  - le département anthropologie hématomorphologie;
  - le département empreintes digitales;
- de la division criminalistique physique et chimie, comprenant :
  - le département balistique;

- le département toxicologie;
- le département microanalyse;
- le département environnement incendies explosifs;
- de la division criminalistique ingénierie et numérique, comprenant :
  - le département véhicules;
  - le département documents;
  - le département signal image parole;
  - le département informatique électronique;
- du service saisine scellés;
- du service assurance qualité;
- du service interprétation des données;
- de l'unité d'investigations et d'identification.

#### Article 5

L'arrêté du 27 juin 2013 portant dissolution de l'institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) et création corrélative de l'institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale de Pontoise (Val-d'Oise) est abrogé.

#### Article 6

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général d'armée, directeur général  
de la gendarmerie nationale,*  
C. RODRIGUEZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation  
du Centre administratif financier national du Blanc (Indre)**

NOR : INTJ1934857A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article R. 3225-4;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2;

Vu l'arrêté du 7 juin 2010 modifié, portant institution de régies d'avances et de recettes auprès de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale du Blanc (Indre);

Vu l'avis du comité technique de la gendarmerie nationale du 28 novembre 2019,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

I. — Le Centre administratif financier national de la gendarmerie nationale est chargé:

- d'apprécier les droits aux frais de déplacement et indemnités de changement de résidence des personnels de la gendarmerie, ainsi que les allocations d'alimentation des volontaires;
- de calculer des charges locatives dues par les personnels militaires de la gendarmerie;
- de rédiger et de passer les marchés publics et conventions et d'en assurer le suivi administratif, dans les limites fixées par l'arrêté de troisième référence.

II. — Le commandant du Centre administratif financier national est ordonnateur secondaire du ministère de l'intérieur.

III. — Le commandant du Centre administratif financier national est habilité à signer des marchés publics par délégation du représentant du pouvoir adjudicateur.

Article 2

Le Centre administratif financier national est organiquement rattaché au commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le Centre administratif financier national est placé sous le commandement d'un officier supérieur de la gendarmerie.

Article 4

Pour l'exercice de ses attributions, le Centre administratif financier national est constitué:

- d'une section commandement et contrôle interne qualité;
- d'un bureau de la dépense militaire;
- d'un bureau soutien administrés.

Il dispose notamment d'une régie d'avances et de recettes.

Article 5

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation:  
*Le général d'armée, directeur général  
de la gendarmerie nationale,*  
C. RODRIGUEZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation  
du Centre national d'administration de la solde gendarmerie du Blanc (Indre)**

NOR : INTJ1934879A

Le ministre de l'intérieur,  
Vu le code de la défense, notamment son article R. 3225-4;  
Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2;  
Vu l'arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale du Blanc (Indre);  
Vu l'avis du comité technique de la gendarmerie nationale en date du 28 novembre 2019,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Le Centre national d'administration de la solde gendarmerie est chargé de l'appréciation et de la détermination des droits à solde des militaires de la gendarmerie nationale.

À ce titre, il veille à l'application des directives de la direction générale de la gendarmerie nationale, ainsi qu'à la fiabilisation des données de la solde et met en œuvre le contrôle interne métier solde.

Article 2

Le Centre national d'administration de la solde gendarmerie est organiquement rattaché au commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le Centre national d'administration de la solde gendarmerie est placé sous le commandement d'un officier supérieur de la gendarmerie.

Article 4

Pour l'exercice de ses attributions, le Centre national d'administration de la solde gendarmerie est constitué:

- d'un bureau expertise contentieux communication et formation;
- d'un bureau pilotage et contrôle interne de niveau 2;
- d'un bureau soutien ressources humaines;
- des services experts des ressources humaines de Bordeaux, Le Blanc et Rennes.

Il exerce en outre une autorité fonctionnelle sur le service d'information aux administrés de la solde gendarmerie du Centre national d'assistance aux utilisateurs.

Article 5

L'arrêté du 13 novembre 2017 portant création du Centre national d'administration de la solde gendarmerie est abrogé.

Article 6

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général d'armée, directeur général  
de la gendarmerie nationale,*  
C. RODRIGUEZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation  
du Centre national d'assistance aux utilisateurs de Rochefort (Charente-Maritime)**

NOR : INTJ1934887A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article R. 3225-4;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2;

Vu l'arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale du Blanc (Indre);

Vu l'avis du comité technique de la gendarmerie nationale du 28 novembre 2019;

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Le Centre national d'assistance aux utilisateurs est chargé d'assurer l'assistance téléphonique aux utilisateurs des différentes applications métiers et de soutien exploitées par les forces de sécurité intérieure.

À ce titre, il effectue les missions d'assistance telles que :

- l'assistance téléphonique directe, personnalisée et en temps réel aux utilisateurs;
- le suivi et le traitement des incidents ou difficultés techniques et fonctionnelles rencontrés ou signalés sur les différentes applications;
- la transmission aux directions de projets d'analyses quantitatives et qualitatives des applications soutenues.

Article 2

Le Centre national d'assistance aux utilisateurs est rattaché organiquement au commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale.

Le service des technologies et des systèmes d'information de la sécurité intérieure exerce une autorité fonctionnelle sur son activité.

Article 3

Le Centre national d'assistance aux utilisateurs est placé sous le commandement d'un officier supérieur de la gendarmerie.

Article 4

Pour l'exercice de ses attributions, le Centre national d'assistance aux utilisateurs est constitué notamment :

- d'un département applications métiers;
- d'un département applications de soutien;
- du service d'information aux administrés de la solde gendarmerie.

Article 5

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général d'armée, directeur général  
de la gendarmerie nationale,*  
C. RODRIGUEZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation  
de la Cellule nationale de supervision d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine)**

NOR : INTJ1934891A

Le ministre de l'intérieur,  
Vu le code de la défense, notamment son article R. 3225-4;  
Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2;  
Vu l'arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale du Blanc (Indre);  
Vu l'avis du comité technique de la gendarmerie nationale en date du 28 novembre 2019,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

La Cellule nationale de supervision est chargée du pilotage national du traitement des charges d'occupation.  
À ce titre, elle administre le système automatisé de gestion des charges de la gendarmerie, fiabilise les données et accompagne ses utilisateurs.

Article 2

La Cellule nationale de supervision est rattachée organiquement au commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale.  
La sous-direction de l'immobilier et du logement de la direction générale de la gendarmerie nationale exerce une autorité fonctionnelle sur l'activité de la Cellule nationale de supervision.

Article 3

La Cellule nationale de supervision est commandée par un officier supérieur de la gendarmerie.

Article 4

L'arrêté du 25 novembre 2011 portant création de la Cellule nationale de supervision est abrogé.

Article 5

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général d'armée, directeur général  
de la gendarmerie nationale,*  
C. RODRIGUEZ



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation  
du Centre national de soutien logistique du Blanc (Indre)**

NOR : INTJ1934892A

Le ministre de l'intérieur,  
Vu le code de la défense, notamment son article R.3225-4;  
Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.421-2;  
Vu l'arrêté du 12 août 2013 modifié portant organisation interne du secrétariat général du ministère de l'intérieur, notamment son article 20-4;  
Vu l'arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale du Blanc (Indre);  
Vu l'avis du comité technique de la gendarmerie nationale en date du 28 novembre 2019,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Le Centre national de soutien logistique est la plateforme centrale logistique opérationnelle chargée du stockage, de l'acheminement et de la distribution, en métropole, en outre-mer comme à l'étranger, de l'armement, des munitions et des matériels au profit de l'ensemble des formations de la gendarmerie, ainsi que des directions et services relevant du ministère de l'intérieur.

Il assure en outre la maintenance de certains matériels, voire la production de petites séries d'équipements techniques.

Article 2

Le Centre national de soutien logistique est rattaché organiquement au commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale.

Il exerce ses missions en appui du service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur.

Article 3

Le Centre national de soutien logistique est placé sous le commandement d'un officier supérieur de la gendarmerie.

Article 4

Pour l'exercice de ses attributions, le Centre national de soutien logistique est constitué notamment :

- d'un service maintenance;
- d'un service munitions;
- d'un service logistique.

Article 5

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général d'armée, directeur général  
de la gendarmerie nationale,*  
C. RODRIGUEZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du centre opérationnel de soutien de l'infrastructure et du logement de Maisons-Alfort (Val-de-Marne)**

NOR : INTJ1934894A

Le ministre de l'intérieur,  
Vu le code de la défense, notamment son article R. 3225-4;  
Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2;  
Vu l'arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale du Blanc (Indre);  
Vu l'avis du comité technique de la gendarmerie nationale en date du 28 novembre 2019,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Le centre opérationnel de soutien de l'infrastructure et du logement est chargé d'assurer le soutien opérationnel, administratif et financier des locaux de service et techniques, ainsi que des logements implantés dans les bassins de résidence d'Île-de-France dont la liste est définie par circulaire.

À ce titre, cette unité effectue notamment :

- l'administration, l'entretien et la maîtrise d'œuvre de la rénovation des locaux de service et techniques, ainsi que des logements dont elle a la charge;
- la gestion administrative et financière des charges d'occupation et le pilotage des loyers dans le périmètre lui incombant;
- le pilotage budgétaire, l'élaboration et le suivi administratif des marchés relatifs à l'immobilier.

Article 2

Le centre opérationnel de soutien de l'infrastructure et du logement est organiquement rattaché au commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le centre opérationnel de soutien de l'infrastructure et du logement est placé sous l'autorité d'un officier supérieur de la gendarmerie.

Article 4

Pour l'exercice de ses attributions, le centre opérationnel de soutien de l'infrastructure et du logement est notamment constitué :

- d'un bureau marchés budget charges;
- d'un bureau infrastructure;
- d'un bureau du logement.

Article 5

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général d'armée, directeur général  
de la gendarmerie nationale,*  
C. RODRIGUEZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation  
du centre de soutien automobile de la gendarmerie de Versailles-Satory (Yvelines)**

NOR : INTJ1934897A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article R.3225-4;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.421-2;

Vu l'arrêté du 23 avril 2009 portant création des centres de soutien automobile de la gendarmerie de Beynes (Yvelines), Dugny (Seine-Saint-Denis), Melun (Seine-et-Marne), Maisons-Alfort (Val-de-Marne) et Versailles (Yvelines);

Vu l'arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale du Blanc (Indre);

Vu l'avis du comité technique de la gendarmerie nationale du 28 novembre 2019,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Le centre de soutien automobile de la gendarmerie de Versailles-Satory est chargé d'assurer l'acheminement, le remorquage, ainsi que le maintien en condition opérationnelle des véhicules lourds et blindés de certaines unités de la gendarmerie.

Article 2

Le centre de soutien automobile de la gendarmerie de Versailles-Satory est rattaché organiquement au commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le centre de soutien automobile de la gendarmerie de Versailles-Satory est commandé par un officier de la gendarmerie nationale.

Article 4

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général d'armée, directeur général  
de la gendarmerie nationale,*  
C. RODRIGUEZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation  
du groupement de sécurité et d'appui de Beynes (Yvelines)**

NOR : INTJ1934911A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article R.3225-4;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.421-2;

Arrêté du 22 mars 2017 fixant la liste des cercles mixtes de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale du Blanc (Indre);

Vu l'avis du comité technique de la gendarmerie nationale en date du 28 novembre 2019,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Le groupement de sécurité et d'appui de Beynes assure la sûreté et l'entretien du camp de Beynes. Il assure également la sécurité et le soutien opérationnel des unités qui y sont implantées ou de passage.

Article 2

Le groupement de sécurité et d'appui de Beynes est organiquement rattaché au commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le groupement de sécurité et d'appui de Beynes est commandé par un officier supérieur de la gendarmerie.

Article 4

Pour l'exercice de ses attributions, le groupement de sécurité et d'appui de Beynes est notamment constitué :

- d'une compagnie de sécurité et d'accueil;
- d'un bureau administration et logistique;
- d'une section santé et sécurité au travail.

Article 5

L'arrêté du 13 novembre 2017 portant création du groupement de sécurité et d'appui de Beynes est abrogé.

Article 6

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général d'armée, directeur général  
de la gendarmerie nationale,*  
C. RODRIGUEZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation  
du groupement de sécurité et d'appui d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine)**

NOR : INTJ1934914A

Le ministre de l'intérieur,  
Vu le code de la défense, notamment son article R. 3225-4;  
Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2;  
Vu l'arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale du Blanc (Indre);  
Vu l'avis du comité technique de la gendarmerie nationale en date du 28 novembre 2019,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Le groupement de sécurité et d'appui d'Issy-les-Moulineaux assure la sûreté, la sécurité et le soutien de la direction générale de la gendarmerie nationale, de l'inspection générale de la gendarmerie nationale, du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale et des services rattachés. Il est également chargé de la mise à jour du mémorial de la gendarmerie et de la diffusion des circulaires et instructions.

Article 2

Le groupement de sécurité et d'appui d'Issy-les-Moulineaux est organiquement rattaché au commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale et placé pour emploi auprès des commandements respectifs des différents sites soutenus.

Article 3

Le groupement de sécurité et d'appui d'Issy-les-Moulineaux est commandé par un officier supérieur de la gendarmerie.

Article 4

Pour l'exercice de ses attributions, le groupement de sécurité et d'appui d'Issy-les-Moulineaux est notamment constitué :

- d'un centre d'études et de documentation;
- d'une compagnie de soutien opérationnel;
- d'une compagnie de sûreté et de sécurité;
- d'un service d'exploitation et de soutien des télécommunications et de l'informatique;
- d'une section santé et sécurité au travail.

Article 5

L'arrêté du 18 juin 2012 portant création du groupement de sécurité et d'appui d'Issy-les-Moulineaux est abrogé.

Article 6

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général d'armée, directeur général  
de la gendarmerie nationale,*  
C. RODRIGUEZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation  
du groupement de sécurité et d'appui de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis)**

NOR : INTJ1934916A

Le ministre de l'intérieur,  
Vu le code de la défense, notamment son article R. 3225-4;  
Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2;  
Vu l'arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale du Blanc (Indre);  
Vu l'avis du comité technique de la gendarmerie nationale du 28 novembre 2019,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Le groupement de sécurité et d'appui de Rosny-sous-Bois assure la sûreté et l'entretien du fort de Rosny et du site de production informatique de Nogent-sur-Marne. Il assure également la sécurité et le soutien opérationnel et administratif des unités implantées dans ces emprises ou des services rattachés.

Article 2

Le groupement de sécurité et d'appui de Rosny-sous-Bois est organiquement rattaché au commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le groupement de sécurité et d'appui de Rosny-sous-Bois est placé sous le commandement d'un officier supérieur de la gendarmerie.

Article 4

Pour l'exercice de ses attributions, le groupement de sécurité et d'appui de Rosny-sous-Bois est constitué notamment :

- d'une compagnie de sécurité;
- d'une section service général;
- d'une section systèmes d'information et communication;
- d'un bureau administration logistique;
- d'une section santé et sécurité au travail.

Article 5

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général d'armée, directeur général  
de la gendarmerie nationale,*  
C. RODRIGUEZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation  
du service central des réseaux et technologies avancées du Mans (Sarthe)**

NOR : INTJ1934917A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article R. 3225-4;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2;

Vu l'arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale du Blanc (Indre);

Vu l'avis du comité technique de la gendarmerie nationale du 28 novembre 2019,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Le service central des réseaux et technologies avancées assure l'ensemble des activités nécessaires au maintien en condition opérationnelle des équipements des systèmes d'information et de communication des deux forces de sécurité intérieure et de certains services ou unités des ministères de l'intérieur et des armées.

Il est compétent pour intervenir sur tout le territoire métropolitain, l'outre-mer et les théâtres extérieurs.

À ce titre, il effectue des missions telles que :

- le maintien en condition opérationnelle et le soutien logistique:
  - des matériels d'information et de communication de la gendarmerie;
  - des appareils de mesure de la gendarmerie nationale;
  - des matériels d'information et de communication de la police nationale et de certains services ou unités des ministères de l'intérieur et des armées;
- le soutien des réseaux d'infrastructure radioélectrique et tactiques du ministère de l'intérieur;
- la projection d'experts et de matériels pour la mise en œuvre de moyens spéciaux ou la montée en puissance de dispositifs « systèmes d'information et de communication » en tous lieux et en toutes circonstances, notamment lors des situations de crise.

Article 2

Le service central des réseaux et technologies avancées est rattaché organiquement au commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale.

Le service des technologies et des systèmes d'information de la sécurité intérieure exerce une autorité fonctionnelle sur son activité.

Article 3

Le service central des réseaux et technologies avancées est commandé par un officier supérieur de la gendarmerie nationale.

Article 4

Pour l'exercice de ses attributions, le service central des réseaux et technologies avancées est constitué notamment :

- d'un pôle marchés finances;
- d'un pôle métrologie qualité;
- d'un département technique;
- d'un département logistique.

Article 5

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général d'armée, directeur général  
de la gendarmerie nationale,*  
C. RODRIGUEZ



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation  
du service de diffusion de la gendarmerie de Limoges (Haute-Vienne)**

NOR : INTJ1934919A

Le ministre de l'intérieur,  
Vu le code de la défense, notamment son article R. 3225-4;  
Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2;  
Vu l'arrêté du 7 juin 2010 portant institution de régies d'avances et de recettes auprès de la gendarmerie nationale;  
Vu l'arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale du Blanc (Indre);  
Vu l'avis du comité technique de la gendarmerie nationale en date du 28 novembre 2019,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Le service de diffusion de la gendarmerie assure les activités de création, de reproduction et de diffusion de l'information au profit de la gendarmerie nationale et du ministère de l'intérieur.

À ce titre, il effectue les missions telles que :

- la création et l'impression de documents de communication (recrutement, prévention, information), de supports administratifs et opérationnels;
- la production de formulaires et imprimés institutionnels;
- la reproduction de documents.

Article 2

Le service de diffusion de la gendarmerie est rattaché organiquement au commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le service de diffusion de la gendarmerie est commandé par un officier de la gendarmerie nationale ou un personnel de catégorie A.

Article 4

Pour l'exercice de ses attributions, le service de diffusion de la gendarmerie est constitué notamment :

- d'une section maintenance des formulaires et des imprimés;
- d'une section budget-administration;
- d'une section appui technique;
- d'une section fabrication;
- d'une section pré-presse;
- d'une section impression;
- d'une section façonnage;
- d'une section reprographie-routage.

Il dispose en outre d'une régie de recettes pour l'encaissement des prestations.

Article 5

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général d'armée, directeur général  
de la gendarmerie nationale,*  
C. RODRIGUEZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du service de développement et de mise en œuvre des logiciels à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine)**

NOR : INTJ1934920A

Le ministre de l'intérieur,  
Vu le code de la défense, notamment son article R. 3225-4;  
Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2;  
Vu l'arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale du Blanc (Indre);  
Vu l'avis du comité technique de la gendarmerie nationale du 28 novembre 2019,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Le service de développement et de mise en œuvre des logiciels est chargé d'assurer le développement et le maintien en condition opérationnelle des applications informatiques.

À ce titre, il effectue les missions, telles que :

- le développement, le déploiement, l'administration et la maintenance opérationnelle des applications métiers de la sécurité intérieure;
- l'assistance de niveau trois au profit des personnels de la spécialité systèmes d'information et de communication en relation aux applications informatiques.

Article 2

Le service de développement et de mise en œuvre des logiciels est rattaché organiquement au commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale.

Le service des technologies et des systèmes d'information de la sécurité intérieure exerce une autorité fonctionnelle sur son activité.

Article 3

Le service de développement et de mise en œuvre des logiciels est commandé par un personnel de catégorie A ou un officier de la gendarmerie nationale.

Article 4

Pour l'exercice de ses attributions, le service de développement et de mise en œuvre des logiciels est constitué notamment :

- d'un département logiciels de gestion intégrés;
- d'un département programmation et publication intranet;
- d'un département programmation applications réparties;
- d'un département développement réseau;
- d'un département applications spécifiques.

Article 5

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général d'armée, directeur général  
de la gendarmerie nationale,*  
C. RODRIGUEZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du service de soutien à la projection opérationnelle de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis)**

NOR : INTJ1934921A

Le ministre de l'intérieur,  
Vu le code de la défense, notamment son article R. 3225-4;  
Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2;  
Vu l'arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale du Blanc (Indre);  
Vu l'avis du comité technique de la gendarmerie nationale en date du 28 novembre 2019,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Le service de soutien à la projection opérationnelle est chargé d'apporter, dans le respect du contrat capacitaire fixé par la direction générale de la gendarmerie et en lien avec les prestataires institutionnels, des solutions logistiques globales et cohérentes permettant d'assurer l'appui opérationnel des unités engagées dans des cadres exceptionnels ou de crise, sur le territoire national comme à l'étranger.

À ce titre, il effectue les missions telles que:

- subvenir aux équipements nécessaires à l'accomplissement de leurs missions (dont les paquetages individuels, les matériels de mobilité, l'armement, les munitions, les matériels de protection et de maintien de l'ordre, ainsi que les matériels de stationnement);
- garantir la disponibilité des moyens projetables nationaux (dont l'acheminement, la maintenance, les achats relatifs aux besoins urgents);
- participer aux opérations en déployant des détachements logistiques temporaires et des modules d'appui au stationnement.

Article 2

Le service de soutien à la projection opérationnelle est organiquement rattaché au commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale.

Le centre de planification et de gestion des crises de la direction générale de la gendarmerie nationale exerce une autorité fonctionnelle sur son activité.

Article 3

Le service de soutien à la projection opérationnelle est placé sous l'autorité d'un officier supérieur de la gendarmerie.

Article 4

Pour l'exercice de ses attributions, le service de soutien à la projection opérationnelle est constitué notamment:

- d'une section intégrateur;
- d'une section opérateur;
- d'une armurerie de projection opérationnelle.

Article 5

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général d'armée, directeur général  
de la gendarmerie nationale,*  
C. RODRIGUEZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation  
du service de traitement de l'information gendarmerie de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis)**

NOR : INTJ1934924A

Le ministre de l'intérieur,  
Vu le code de la défense, notamment son article R. 3225-4;  
Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2;  
Vu l'arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale du Blanc (Indre);  
Vu l'avis du comité technique de la gendarmerie nationale en date du 28 novembre 2019,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Le service de traitement de l'information gendarmerie est chargé d'assurer le stockage, la sécurisation et l'exploitation des données informatiques.

À ce titre, il effectue des missions telles que:

- la mise en œuvre des serveurs, la sécurisation de leur exploitation et des interconnexions avec le monde extérieur, ainsi que le maintien en condition des réseaux télématiques;
- le suivi des applications, l'expertise technique de projets et l'assistance aux utilisateurs dans l'emploi technique des outils;
- l'hébergement au profit d'entités extérieures.

Article 2

Le service de traitement de l'information gendarmerie est rattaché organiquement au commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale.

Le service des technologies et systèmes d'information de la sécurité intérieure exerce une autorité fonctionnelle sur son activité.

La direction du numérique dispose également d'un lien fonctionnel sur son activité « d'opérateur hébergement/infrastructures haute et très haute disponibilité ».

Article 3

Le service de traitement de l'information gendarmerie est placé sous le commandement d'un officier supérieur de la gendarmerie.

Article 4

Pour l'exercice de ses attributions, le service de traitement de l'information gendarmerie est constitué:

- d'un bureau d'ingénierie des systèmes;
- d'un bureau de la coordination et de la qualité;
- d'un bureau des réseaux;
- d'un bureau de la production informatique;
- d'un groupe de sécurité opérationnelle.

Article 5

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général d'armée, directeur général  
de la gendarmerie nationale,*  
C. RODRIGUEZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation  
de la trésorerie militaire de la solde gendarmerie du Blanc (Indre)**

NOR : INTJ1934927A

Le ministre de l'intérieur,  
Vu le code de la défense, notamment son article R. 3225-4;  
Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2;  
Vu l'arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale du Blanc (Indre);  
Vu l'avis du comité technique de la gendarmerie nationale en date du 28 novembre 2019,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

La trésorerie militaire de la solde gendarmerie est chargée du paiement de la solde et du reversement des cotisations et retenues aux organismes et ayants-droits.

Article 2

La trésorerie militaire de la solde gendarmerie est organiquement rattachée au commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale.

Article 3

La trésorerie militaire de la solde gendarmerie est placée sous l'autorité d'un officier supérieur de la gendarmerie.

Article 4

Pour l'exercice de ses attributions, la trésorerie militaire de la solde gendarmerie est notamment constituée :

- d'une section contrôle interne;
- d'un bureau trésorerie;
- d'un bureau contrôle coordination.

Article 5

L'arrêté du 13 novembre 2017 portant création de la trésorerie militaire de la solde gendarmerie du Blanc (Indre) est abrogé.

Article 6

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général d'armée, directeur général  
de la gendarmerie nationale,*  
C. RODRIGUEZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation  
du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1936235A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment les articles R. 225-4 et R. 3225-6;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L. 421-2;

Vu le décret n° 2015-212 du 25 février 2015 pris en application de l'article 15 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, notamment son article 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté du 25 septembre 1992 modifié fixant la liste des unités, formations et services de l'armée de mer, de l'armée de l'air, du service de santé des armées et de la gendarmerie ouvrant droit à l'indemnité pour services aériens;

Vu l'arrêté du 7 avril 2011 modifié relatif au respect de l'anonymat de certains fonctionnaires de police et militaires de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 12 août 2013 modifié portant organisation de la direction générale de la gendarmerie nationale, notamment l'article 30;

Vu l'arrêté du 12 mai 2017 fixant la liste des formations administratives de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

I. – Le groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) est une unité hautement spécialisée dans la gestion de crise, l'intervention, l'observation, la recherche d'adversaires et la protection. Le GIGN est dédié à la lutte contre le terrorisme, le grand banditisme, ainsi qu'à la sécurité et la protection de certains intérêts vitaux de l'État.

Unité parachutiste comportant en son sein des plongeurs opérationnels et disposant d'un soutien intégré, le GIGN peut être engagé, en tout temps et en tout lieu, sur des situations d'exception, nécessitant le recours à des personnels particulièrement qualifiés et à des techniques ou moyens spéciaux.

À ce titre, le GIGN conduit, à son niveau, des actions complexes et participe à des opérations de grande ampleur, en coordination avec d'autres formations de la gendarmerie, du ministère de l'intérieur et des autres ministères.

II. – Le GIGN développe et met en œuvre, en France ou à l'étranger, dans le cadre de dispositifs interarmées, interministériels, voire internationaux, les capacités opérationnelles suivantes :

- évaluation et prévention des risques et des crises;
- conduite de négociations dans un cadre criminel ou terroriste;
- gestion et règlement de situations ou de crises conflictuelles et atypiques;
- assistance et appui aux investigations liées à la lutte contre le terrorisme ou le grand banditisme;
- contribution directe ou indirecte à la lutte anti-terroriste et au contre-terrorisme, sur le territoire national comme à l'étranger.

III. – L'engagement du GIGN est décidé par le directeur général de la gendarmerie nationale.

Sur le plan opératif, le GIGN est responsable des modalités techniques de réalisation des missions qui lui sont confiées.

Dans le cadre de ses prérogatives et responsabilités opérationnelles, le GIGN peut être amené à entrer en contact avec les autorités Gouvernementales, administratives ou judiciaires.

IV. – Les militaires du GIGN agissent, en toutes circonstances, dans le respect des principes d'action, de la déontologie et des règles de discipline générale définis par les lois et règlements.

Ses personnels sont protégés par des règles d'anonymat, notamment au regard du droit de la presse.

Article 2

Organisme militaire à vocation opérationnelle, le GIGN constitue une formation administrative directement subordonnée au directeur général de la gendarmerie nationale.

La direction des opérations et de l'emploi assure l'animation et la coordination de son activité.

Article 3

Le GIGN est commandé par un officier général de gendarmerie, conseiller technique du directeur général de la gendarmerie nationale pour tous les aspects liés aux missions assurées par cette unité (doctrine, emploi, formation, équipements).

Un officier supérieur de gendarmerie, commandant en second, l'assiste dans ses missions et le supplée en cas d'absence ou d'empêchement.

Article 4

Pour l'exercice de ses attributions, le GIGN dispose notamment :

- d'une force d'intervention ;
- d'une force observation recherche ;
- d'une force sécurité et protection ;
- d'une force formation ;
- du détachement gendarmerie du groupe de sécurité de la présidence de la République ;
- d'un état-major opérationnel ;
- d'un état-major soutien finances.

Article 5

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général d'armée, directeur général  
de la gendarmerie nationale,*  
C. RODRIGUEZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation  
du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1936237A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article R. 3225-4;

Vu le code de procédure pénale;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2;

Vu le décret n° 2014-292 du 4 mars 2014 portant dissolution du service central de renseignement criminel de la gendarmerie nationale de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) et création corrélative du service central de renseignement criminel de la gendarmerie nationale de Pontoise (Val-d'Oise);

Vu l'arrêté du 12 août 2013 portant organisation de la direction générale de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2015 relatif aux organismes militaires à vocation opérationnelle relevant de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 12 mai 2017 fixant la liste des formations administratives de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation du service central de renseignement criminel de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 2 janvier 2020 relatif aux attributions et à l'organisation de l'institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

I. - Le pôle judiciaire de la gendarmerie nationale est une unité d'appui spécialisé chargée d'animer, d'orienter et de coordonner, au plan central, les activités de criminalistique et de rapprochements judiciaires de la gendarmerie.

II. - Le commandant du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale peut être saisi par l'autorité judiciaire de toute demande d'enquête. À ce titre, il satisfait aux réquisitions judiciaires et diligente les enquêtes judiciaires qui lui sont confiées.

Article 2

Organisme militaire à vocation opérationnelle, le pôle judiciaire de la gendarmerie nationale constitue une formation administrative directement subordonnée au directeur général de la gendarmerie nationale.

Le sous-directeur de la police judiciaire exerce une autorité fonctionnelle sur le pôle judiciaire de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le pôle judiciaire de la gendarmerie nationale est commandé par un officier général de gendarmerie.

Un officier général ou supérieur de gendarmerie, commandant en second, l'assiste dans ses missions et le supplée en cas d'absence ou d'empêchement.

Le commandant du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale dispose en outre d'un officier supérieur, directeur de la recherche et de l'enseignement et conseiller scientifique.

Article 4

Pour l'exercice de ses attributions, le pôle judiciaire de la gendarmerie nationale est constitué :

- d'un état-major;
- de l'institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale;
- du service central de renseignement criminel de la gendarmerie nationale;
- de l'Observatoire national des sciences et des technologies de la sécurité.



Article 5

L'arrêté du 27 juin 2013 portant dissolution du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) et création corrélative du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale de Pontoise (Val-d'Oise) est abrogé.

Article 6

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général d'armée, directeur général  
de la gendarmerie nationale,*  
C. RODRIGUEZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des soutiens et des finances*

**Arrêté du 8 janvier 2020 portant dissolution de la brigade territoriale de Monistrol-sur-Loire et modification corrélatrice de la circonscription de la brigade territoriale de Bas-en-Basset (Haute-Loire)**

NOR : INTJ2000094A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15-1 et R. 15-22 à R. 15-26;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

La brigade territoriale de Monistrol-sur-Loire (Haute-Loire) est dissoute à compter 1<sup>er</sup> février 2020. Corrélativement, la circonscription de la brigade territoriale de Bas-en-Basset est modifiée à la même date dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes de la brigade territoriale de Bas-en-Basset exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 (1<sup>o</sup>) du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur  
de l'organisation et des effectifs,*  
H. CHARVET

# ANNEXE

BRIGADE TERRITORIALE	CIRCONSCRIPTION ACTUELLE	CIRCONSCRIPTION NOUVELLE
Monistrol-sur-Loire	<b>Monistrol-sur-Loire</b>	<b>(Dissolution)</b>
Bas-en-Basset	Bas-en-Basset Beauzac Boisset Saint-Pal-de-Chalença Tiranges Valprivas	Bas-en-Basset Beauzac Boisset <b>Monistrol-sur-Loire</b> Saint-Pal-de-Chalença Tiranges Valprivas

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des soutiens et des finances*

**Arrêté du 20 janvier 2020 portant dissolution de la brigade territoriale de Mamoudzou  
et création corrélatrice de la brigade territoriale de Dembeni (Mayotte)**

NOR : INTJ1933956A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15-1 et R. 15-22 à R. 15-26;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

La brigade territoriale de Mamoudzou (Mayotte) est dissoute à compter du 1<sup>er</sup> février 2020. Corrélativement, la brigade territoriale de Dembeni et sa circonscription sont créées à la même date dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes de la brigade territoriale de Dembeni exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 (1<sup>o</sup>) du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur  
de l'organisation et des effectifs,*

H. CHARVET

ANNEXE

BRIGADE TERRITORIALE	CIRCONSCRIPTION ACTUELLE	CIRCONSCRIPTION NOUVELLE
Mamoudzou	Mamoudzou Dembeni	<b>(Dissolution)</b>
Dembini	<b>(Création)</b>	Mamoudzou Dembeni

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 6 février 2020 portant organisation interne  
de la direction des libertés publiques et des affaires juridiques**

NOR : INTD2002324S

Le directeur des libertés publiques et des affaires juridiques,  
Vu le décret n° 87-389 du 15 juin 1987 modifié relatif à l'organisation des services d'administration centrale;  
Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur;  
Vu l'arrêté du 12 août 2013 modifié portant organisation interne du secrétariat général du ministère de l'intérieur,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

La direction des libertés publiques et des affaires juridiques comprend :

- le service du conseil juridique et du contentieux;
- la sous-direction des libertés publiques;
- la sous direction des polices administratives;
- la mission légistique et coordination normative.

Le directeur des libertés publiques et des affaires juridiques est assisté d'un adjoint, chef du service du conseil juridique et du contentieux, et d'un cabinet.

Article 2

Le chef du service du conseil juridique et du contentieux est assisté d'un adjoint et d'un chargé de mission.

Le service du conseil juridique et du contentieux comprend :

- la mission du pilotage et de l'appui juridique aux territoires;
- le bureau du droit et du contentieux européen, international et institutionnel;
- le bureau du contentieux des polices administratives;
- le bureau du droit de la commande publique;
- le bureau du contentieux statutaire et de la protection juridique des fonctionnaires;
- le bureau du contentieux des étrangers;
- le bureau du contentieux de la sécurité routière;
- le greffe.

Article 3

La sous-direction des libertés publiques comprend :

- le bureau de la liberté individuelle;
- le bureau des questions pénales;
- le bureau des associations et fondations;
- le bureau central des cultes;
- le bureau des cultes du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle;
- le bureau des titres d'identité et de voyage.

Article 4

La sous-direction des polices administratives comprend :

- le bureau des polices administratives;
- le bureau des établissements de jeux;
- le bureau du droit et des procédures d'expulsion.

Article 5

La mission légistique et coordination normative est placée auprès du directeur. Elle assure, pour l'ensemble du ministère, le suivi de la transposition des directives européennes et des décrets d'application des lois. Elle veille à la qualité de la législation et de la réglementation et assiste l'ensemble des directions dans leur œuvre de codification. Elle assure la publication des textes au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Article 6

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 février 2020.

T. CAMPEAUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 26 décembre 2019 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique**

NOR : INTD1937058A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L. 3332-1-1 et R. 3332-4 à R. 3332-9;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2011 fixant le programme et l'organisation des formations requises pour l'obtention des attestations prévues à l'article R. 3332-4-1 du code de la santé publique;

Vu l'arrêté n° INTD1430553A du 5 janvier 2015 agréant l'organisme dénommé « ANTHONY TARIN », sis 1, impasse Edison, à Saint-Priest (69800), pour une durée de cinq ans, à l'effet de dispenser la formation prévue au premier alinéa de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique;

Vu la demande en date du 18 novembre 2019 et le dossier complet présentés par l'organisme dénommé « ANTHONY TARIN », sis 1, impasse Edison, à Saint-Priest (69800),

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

L'organisme de formation dénommé « ANTHONY TARIN », sis 1, impasse Edison, à Saint-Priest (69800) est agréé pour une durée de cinq ans à l'effet de dispenser :

- à l'attention des exploitants de débits de boissons à consommer sur place ou d'établissements pourvus de la « petite licence restaurant » ou de la « licence restaurant », la formation prévue au premier alinéa de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique;
- à l'attention des débitants de boissons à emporter vendant des boissons alcoolisées entre 22 heures et 8 heures, la formation prévue au deuxième alinéa de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique.

Article 2

Le présent arrêté sera notifié à l'organisme « ANTHONY TARIN », sis 1, impasse Edison, à Saint-Priest (69800), et sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 26 décembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le chef du bureau des polices administratives,*  
C. BORGUS



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 26 décembre 2019 portant agrément d'un organisme de formation  
au titre de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique**

NOR : INTD1937080A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L.3332-1-1 et R.3332-4 à R.3332-9;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2011 fixant le programme et l'organisation des formations requises pour l'obtention des attestations prévues à l'article R.3332-4-1 du code de la santé publique;

Vu la demande en date du 18 novembre 2019 et le dossier complet présentés par l'organisme dénommé «AT GROUP», sis 1, impasse Edison, à Saint-Priest (69800),

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

L'organisme de formation dénommé « AT GROUP », sis 1, impasse Edison, à Saint-Priest (69800), est agréé pour une durée de cinq ans à l'effet de dispenser :

- à l'attention des exploitants de débits de boissons à consommer sur place ou d'établissements pourvus de la « petite licence restaurant » ou de la « licence restaurant », la formation prévue au premier alinéa de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique;
- à l'attention des débitants de boissons à emporter vendant des boissons alcoolisées entre 22 heures et 8 heures, la formation prévue au deuxième alinéa de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique.

Article 2

Le présent arrêté sera notifié à l'organisme «AT GROUP», sis 1, impasse Edison, à Saint-Priest (69800), et sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 26 décembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le chef du bureau des polices administratives,*  
C. BORGUS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 13 janvier 2020 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique**

NOR : INTD2000979A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L. 3332-1-1 et R. 3332-4 à R. 3332-9;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2011 fixant le programme et l'organisation des formations requises pour l'obtention des attestations prévues à l'article R. 3332-4-1 du code de la santé publique;

Vu l'arrêté n° INTD1332142A du 2 janvier 2014 agréant l'organisme dénommé «Syndicat interprofessionnel de Martinique», sis 13, rue Frantz-Ferjules, à Le Robert (97231), pour une durée de cinq ans à l'effet de dispenser la formation prévue au premier alinéa de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique;

Vu la demande en date du 1<sup>er</sup> octobre 2018 et le dossier complet présentés par l'organisme dénommé «Syndicat interprofessionnel de Martinique», sis 13, rue Frantz-Ferjules, à Le Robert (97231),

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

L'organisme de formation dénommé «Syndicat interprofessionnel de Martinique», sis 13, rue Frantz-Ferjules, à Le Robert (97231) est agréé pour une durée de cinq ans à l'effet de dispenser, à l'attention des exploitants de débits de boissons à consommer sur place ou d'établissements pourvus de la «petite licence restaurant» ou de la «licence restaurant», la formation prévue au premier alinéa de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique.

Article 2

Le présent arrêté sera notifié à l'organisme «Syndicat interprofessionnel de Martinique», sis 13, rue Frantz-Ferjules, à Le Robert (97231) et sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef du bureau des polices administratives,*

C. BORGUS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 14 janvier 2020 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique**

NOR : INTD2001034A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L. 3332-1-1 et R. 3332-4 à R. 3332-9;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2011 fixant le programme et l'organisation des formations requises pour l'obtention des attestations prévues à l'article R. 3332-4-1 du code de la santé publique;

Vu l'arrêté n° INTD1510633A du 29 avril 2015 agréant l'organisme dénommé «Alain VALDES - FORMOTEL», sis 3, rue Eglantine, à Aureilhan (65800), pour une durée de cinq ans à l'effet de dispenser la formation prévue aux premier et deuxième alinéas de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique;

Vu la demande en date du 19 août 2019 et le dossier complet présentés par l'organisme dénommé «Alain VALDES – CFPB65», sis 5 *bis*, avenue Jean-Jaurès, à Aureilhan (65800),

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

L'organisme de formation dénommé «Alain VALDES – CFPB65», sis 5 *bis*, avenue Jean-Jaurès, à Aureilhan (65800) est agréé pour une durée de cinq ans à l'effet de dispenser, à l'attention des exploitants de débits de boissons à consommer sur place ou d'établissements pourvus de la «petite licence restaurant» ou de la «licence restaurant», la formation prévue au premier alinéa de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique.

Article 2

Le présent arrêté sera notifié à l'organisme « Alain VALDES – CFPB65 », sis 5 *bis*, avenue Jean-Jaurès, à Aureilhan (65800) et sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 14 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef du bureau des polices administratives,*  
C. BORGUS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 20 janvier 2020 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique**

NOR : INTD2001448A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L. 3332-1-1 et R. 3332-4 à R. 3332-9;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2011 fixant le programme et l'organisation des formations requises pour l'obtention des attestations prévues à l'article R. 3332-4-1 du code de la santé publique;

Vu l'arrêté n° INTD1316429A du 24 juin 2013 agréant l'organisme dénommé «Chambre de commerce et d'industrie de Seine-et-Marne», sis 1, avenue Johannes-Gutenberg – Serris, à Marne-la-Vallée (77776), pour une durée de cinq ans à l'effet de dispenser la formation prévue aux premier et deuxième alinéas de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique;

Vu la demande en date du 25 juillet 2019 et le dossier complet présentés par l'organisme dénommé «Chambre de commerce et d'industrie de Seine-et-Marne», sis 1, avenue Johannes-Gutenberg – Serris, à Marne-la-Vallée (77776),

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

L'organisme de formation dénommé «Chambre de Commerce et d'Industrie de Seine-et-Marne», sis 1, avenue Johannes-Gutenberg – Serris, à Marne-la-Vallée (77776) est agréé pour une durée de cinq ans à l'effet de dispenser, à l'attention des exploitants de débits de boissons à consommer sur place ou d'établissements pourvus de la «petite licence restaurant» ou de la «licence restaurant», la formation prévue au premier alinéa de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique.

Article 2

Le présent arrêté sera notifié à l'organisme «Chambre de commerce et d'industrie de Seine-et-Marne», sis 1, avenue Johannes-Gutenberg – Serris, à Marne-la-Vallée (77776) et sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le chef du bureau des polices administratives,*  
C. BORGUS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 21 janvier 2020 portant agrément d'un organisme de formation  
au titre de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique**

NOR : INTD2001640A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L. 3332-1-1 et R. 3332-4 à R. 3332-9;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2011 fixant le programme et l'organisation des formations requises pour l'obtention des attestations prévues à l'article R. 3332-4-1 du code de la santé publique;

Vu la demande en date du 30 décembre 2019 et le dossier complet présentés par l'organisme dénommé «FORMAFAC», sis 1, rue du Tarn, à Buchelay (78200),

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

L'organisme de formation dénommé «FORMAFAC», sis 1, rue du Tarn, à Buchelay (78200) est agréé pour une durée de cinq ans à l'effet de dispenser :

- à l'intention des exploitants de débits de boissons à consommer sur place ou d'établissements pourvus de la « petite licence restaurant » ou de la « licence restaurant », la formation prévue au premier alinéa de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique;
- à l'intention des débitants de boissons à emporter vendant des boissons alcoolisées entre 22 heures et 8 heures, la formation prévue au deuxième alinéa de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique.

Article 2

Le présent arrêté sera notifié à l'organisme «FORMAFAC», sis 1, rue du Tarn, à Buchelay (78200) et sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 21 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le chef du bureau des polices administratives,*  
C. BORGUS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 21 janvier 2020 portant agrément d'un organisme de formation  
au titre de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique**

NOR : INTD2001689A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L.3332-1-1 et R.3332-4 à R.3332-9;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2011 fixant le programme et l'organisation des formations requises pour l'obtention des attestations prévues à l'article R.3332-4-1 du code de la santé publique;

Vu la demande en date du 26 septembre 2019 et le dossier complet présentés par l'organisme dénommé «CRC Formation», sis 951, chemin Alphonse-Lavallée, à La Ferlède (83210),

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

L'organisme de formation dénommé «CRC Formation», sis 951, chemin Alphonse-Lavallée, à La Ferlède (83210) est agréé pour une durée de cinq ans à l'effet de dispenser, à l'attention des exploitants de débits de boissons à consommer sur place ou d'établissements pourvus de la «petite licence restaurant» ou de la «licence restaurant», la formation prévue au premier alinéa de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique.

Article 2

Le présent arrêté sera notifié à l'organisme «CRC Formation», sis 951, chemin Alphonse-Lavallée, à La Ferlède (83210) et sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 21 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef du bureau des polices administratives,*

C. BORGUS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 22 janvier 2020 portant agrément d'un organisme de formation  
au titre de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique**

NOR : INTD2002014A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L.3332-1-1 et R.3332-4 à R.3332-9;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2011 fixant le programme et l'organisation des formations requises pour l'obtention des attestations prévues à l'article R.3332-4-1 du code de la santé publique;

Vu la demande en date du 9 janvier 2020 et le dossier complet présentés par l'organisme dénommé «Assertif Centre de formation», sis 2, immeuble le Globe-Morne à Vaches, à Basse-Terre (97100),

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

L'organisme de formation dénommé «Assertif Centre de formation», sis 2, immeuble le Globe-Morne à Vaches, à Basse-Terre (97100) est agréé pour une durée de cinq ans à l'effet de dispenser, à l'intention des exploitants de débits de boissons à consommer sur place ou d'établissements pourvus de la «petite licence restaurant» ou de la «licence restaurant», la formation prévue au premier alinéa de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique.

Article 2

Le présent arrêté sera notifié à l'organisme «Assertif Centre de formation», sis 2, immeuble le Globe-Morne à Vaches, à Basse-Terre (97100) et sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef du bureau des polices administratives,*

C. BORGUS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 3 février 2020 portant agrément d'un dispositif  
prévu à l'article R. 613-53 du code de la sécurité intérieure**

NOR : INTD2003320A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 613-53 à R. 613-57;

Vu l'arrêté du 7 décembre 2012 modifié portant nomination à la commission technique prévue à l'article R. 613-57 du code de la sécurité intérieure;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2013 fixant les conditions techniques nécessaires à l'agrément prévu aux articles R. 613-53 à R. 613-56 du code de la sécurité intérieure;

Vu la demande de la société Oberthur Cash Protection, dont le siège est sis 7, avenue de Messine, 75008 Paris, immatriculée le 14 mai 2009 au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 332 059 518 et représentée par M. Erwan Marsaud;

Vu l'avis favorable de la commission technique en date du 3 octobre 2019,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Le système de neutralisation de billets intégré aux automates bancaires dénommé «ICSD L3» utilisant l'encre AX 126 SICPA verte et AX 200 SICPA verte, lorsqu'il est doté de cassettes NCR S2 mises en service avec un maximum de 2 800 billets par cassette ou de cassettes HYOSUNG CDU-10 mises en service avec un maximum de 2 400 billets par cassette, est agréé pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 2

Le présent arrêté sera notifié à la société Oberthur Cash Protection et sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 février 2020.

*L'adjoint au chef du bureau  
des polices administratives,  
M. ALLINE*



MINISTÈRE DES ARMÉES

MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS  
ET DE LA SANTÉ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction centrale du service de santé des armées*

*Direction générale de la santé*

*Direction générale de l'offre de soins*

*Direction générale de la sécurité civile  
et de la gestion des crises*

**Circulaire interministérielle n° DCSSA/DGS/DGOS/DGSCGC/2019/1 du 20 décembre 2019 relative à la formation interministérielle des directeurs des secours médicaux dans le cadre du dispositif d'organisation de la réponse de sécurité civile (ORSEC)**

NOR : INTE2002883C

*Références :*

Code de la sécurité intérieure ;

Décret n° 2005-1157 du 13 septembre 2005 relatif au plan ORSEC et pris pour application des articles L. 741-1 à L. 741-5 du code de la sécurité intérieure ;

Circulaire interministérielle n° 800/SGDSN/PSE/PPS du 18 février 2011 relative à la doctrine nationale d'emploi des moyens de secours et de soins face à une action terroriste mettant en œuvre des matières radioactives ;

Circulaire interministérielle n° 700/SGDSN/PSE/PSN du 2 octobre 2018 relative à la doctrine nationale d'emploi des moyens de secours et de soins face à une action terroriste mettant en œuvre des matières chimiques ;

Instruction du Premier ministre du 19 février 2018 relative à la mise en œuvre de la capacité nationale de renfort pour les interventions à bord des navires ;

Instruction interministérielle du 2 janvier 2019 relative à l'élaboration du dispositif ORSEC «secours à de nombreuses victimes» dit NOVI ;

Instruction du 29 août 2011 relative à l'organisation de l'aide médicale en mer,

*Résumé :*

Le dispositif ORSEC s'inscrit dans la planification générale de défense et de sécurité civile. Il organise la mobilisation, la mise en œuvre et la coordination des actions de toute personne publique et privée concourant à la protection générale des populations.

L'instruction interministérielle du 2 janvier 2019 relative à l'élaboration du dispositif ORSEC «secours à de nombreuses victimes» dit NOVI définit le guide national «ORSEC NOVI» comme le cadre interministériel de la gestion de nombreuses victimes. Placé sous l'autorité fonctionnelle du commandant des opérations de secours (COS), le directeur des secours médicaux (DSM) est seul compétent pour prendre les décisions d'ordre médical et a la charge de la coordination médicale de l'ensemble de cette chaîne.

Afin d'assurer au mieux cette fonction importante et d'en garantir son homogénéité sur l'ensemble du territoire, le guide national «ORSEC NOVI» prévoit que la fonction de directeur des secours médicaux (DSM) doit être assurée par un médecin formé, parfaitement rompu à l'organisation des secours et des soins médicaux d'urgence et disposant d'une connaissance des filières de prise en charge hospitalière afin de lancer le parcours de soins des patients.

La présente circulaire définit les modalités de la formation initiale des DSM et du maintien de leurs compétences. Elle décrit également les modalités de la validation des compétences acquises des médecins exerçant une fonction de directeur des secours médicaux antérieurement à la mise en œuvre de la formation interministérielle des DSM.

*Pièces jointes :*

Annexe 1 – Répartition des unités d'enseignement ;

Annexe 2 – Référentiel national de formation ;

Annexe 3 – Modèle type d'attestation ;

Annexe 4 – Commission nationale de la formation des DSM.

*La ministre des armées, la ministre des solidarités et de la santé et le ministre de l'intérieur à Mesdames et Messieurs les préfets de département (pour attribution); Mesdames et Messieurs les préfets de zone de défense et de sécurité; Mesdames et Messieurs les directeurs généraux des agences régionales de santé; Mesdames et Messieurs les directeurs généraux des agences régionales de santé de zone de défense et de sécurité (pour information).*

Le dispositif ORSEC s'inscrit dans la planification générale de défense et de sécurité civiles. Il organise la mobilisation, la mise en œuvre et la coordination des actions de toute personne publique et privée concourant à la protection générale des populations.

Composante essentielle du dispositif d'organisation de la réponse de sécurité civile (ORSEC), le secours à de nombreuses victimes (NOVI) a pour objectif de définir l'organisation permettant de faire face à un événement, quelle qu'en soit l'origine, engendrant de nombreuses victimes et dès lors que l'accomplissement ordinaire des missions des acteurs de terrain n'est plus adapté.

L'instruction interministérielle du 2 janvier 2019 relative à l'élaboration du dispositif ORSEC «secours à de nombreuses victimes» dit NOVI définit le guide national «ORSEC NOVI» comme le cadre interministériel de la gestion de nombreuses victimes. La pierre angulaire de ce dispositif est la prise en charge de toutes les victimes qui est l'objet de la chaîne pré-hospitalière des secours et des soins médicaux. Placé sous l'autorité fonctionnelle du commandant des opérations de secours (COS), le DSM est seul compétent pour prendre les décisions d'ordre médical et a la charge de la coordination médicale de l'ensemble de cette chaîne.

Afin d'assurer au mieux cette fonction importante et d'en garantir son homogénéité sur l'ensemble du territoire, le guide national «ORSEC NOVI» prévoit que la fonction de directeur des secours médicaux (DSM) doit être assurée par un médecin formé, parfaitement rompu à l'organisation des secours et des soins médicaux d'urgence et disposant d'une connaissance des filières de prise en charge hospitalière afin de lancer le parcours de soins des patients.

Ainsi, les médecins des services assurant l'aide médicale urgente (SAMU et SMUR) ou y concourant, comme le service de santé et de secours médical (SSSM) des services d'incendie et de secours (SIS), ainsi que le service de santé des armées (SSA), ont vocation à remplir les fonctions attribuées au DSM. Il appartient au préfet de désigner au préalable les médecins de ces services pouvant intervenir en tant que DSM. Pour cela, il tient compte de l'expérience, de la connaissance des dispositifs de secours, d'une activité régulière en médecine d'urgence pré-hospitalière du médecin et d'une formation de DSM dispensée en interministériel.

La présente circulaire définit en première partie les modalités de la formation initiale des DSM et du maintien des compétences. En seconde partie, elle décrit les modalités permettant à un docteur en médecine d'être dispensé totalement ou partiellement de la formation exigée pour exercer la fonction de DSM.

## **1. Formation aux fonctions de directeur des secours médicaux**

### *1.1. Formation initiale*

#### **1.1.1. Cadre de la formation**

La formation interministérielle des DSM est dispensée sous l'égide du ministère des armées, du ministère chargé de la santé et du ministère de l'intérieur par l'École du Val-de-Grâce (EVDG), l'École des hautes études en santé publique (EHESP) et l'École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP) sur la base d'un référentiel national.

L'objectif est de proposer un parcours de formation permettant d'acquérir les compétences requises pour assurer la fonction de DSM. Ce parcours est construit sur un socle commun d'objectifs professionnels et de compétences nécessaires pour agir de manière coordonnée et cohérente dans le cadre national défini et décliné sur la base de scénarii pédagogiques qui prennent en compte l'ensemble des compétences à acquérir.

Cette formation est destinée aux médecins des services assurant l'aide médicale urgente (SAMU et SMUR) ou y concourant, comme le service de santé et de secours médical (SSSM) des services d'incendie et de secours (SIS) et le service de santé des armées (SSA), désignés par leurs autorités d'emploi respectives pour suivre la formation aux fonctions de DSM. L'accès à cette formation est soumis à des formations et/ou expériences opérationnelles acquises en amont et mentionnées au § 1.1.3.

Le référentiel de formation organise la formation en cinq modules pour une durée totale de 16 jours (annexe 1). Celui-ci pourra évoluer en fonction des référentiels nationaux d'activités et de compétences élaborés ultérieurement.

Chaque module fera l'objet d'une évaluation sous la responsabilité des directeurs des organismes de formation selon les modalités définies au § 1.1.5.

La méthodologie de formation est basée sur des cours théoriques, des mises en situation et des exercices. La formation repose sur une pédagogie interactive (mise en commun des expériences et travaux en sous-groupe) et des

exercices de simulation tactique en collaboration avec la formation des «chefs de site» de la filière «tronc commun des officiers de sapeurs-pompiers», ceci afin d'acquérir les compétences requises pour un DSM. Sa déclinaison pédagogique combine :

- la formation à distance, notamment pour la culture professionnelle ;
- l'enseignement et la simulation en présentiel (salle de cours ou plateaux techniques dédiés) pour les échanges de pratiques et les mises en situation ;
- la formation opérationnelle sur le lieu d'exercice du candidat pour l'appropriation territoriale au sein de chaque dispositif départemental sous l'égide de son autorité d'emploi.

Cette formation s'inscrit dans l'axe de développement des compétences dans la fonction publique hospitalière («Formation des professionnels de santé et des personnels des établissements de santé aux gestes et soins d'urgence et aux situations sanitaires exceptionnelles») et constitue une priorité du développement professionnel continu au titre de l'orientation : «Préparation et organisation coordonnée, civile et militaire, de la réponse aux situations sanitaires exceptionnelles (SSE) et prise en charge somatique et psychique des victimes induites».

#### 1.1.2. Référentiels nationaux de formation et de compétences

Le Référentiel national de formation et les objectifs professionnels détaillés par modules sont présentés en annexe 2.

Un Référentiel national de compétences permettra à terme de structurer la formation par blocs de compétences.

Ces référentiels pourront être révisés en cas d'évolution ou de modification de la doctrine opérationnelle.

#### 1.1.3. Conditions d'inscription

Les inscriptions à la formation interministérielle de DSM se font auprès de l'une des trois écoles organisatrices en fonction de l'appartenance du candidat (médecins du SSA auprès de l'EVDG, médecins hospitaliers auprès de l'EHESP et médecins du SSSM auprès de l'ENSOSP). Les candidatures sont obligatoirement portées et validées par l'autorité d'emploi de chaque candidat.

Pour être recevable, une candidature doit répondre aux prérequis suivants :

- diplôme d'État de docteur en médecine ;
- diplôme de médecine d'urgence : capacité de médecine d'urgence (CAMU), diplôme d'études spécialisées complémentaires en médecine d'urgence (DESCMU), diplôme d'études spécialisées en médecine d'urgence (DESMU) ;
- diplôme de médecine de catastrophe : capacité de médecine de catastrophe, diplômes universitaires de médecine de catastrophe ;
- connaissance et expérience des dispositifs de secours.

Les formations à la médecine d'urgence ou à la médecine de catastrophe délivrées par l'une des trois écoles formatrices sont également des prérequis reconnus.

Les inscriptions seront validées au sein de chacune des trois écoles formatrices.

#### 1.1.4. Organisation de la formation

Cette formation est organisée conjointement par les trois écoles (EVDG, EHESP, ENSOSP). À cet effet, une convention inter-écoles établit les modalités d'organisation de cette formation.

Chacune des trois écoles est fondée à organiser tout ou partie de cette formation.

Le candidat doit suivre cette formation modulaire sur une durée maximum de deux ans en commençant obligatoirement par le module 1 et en finissant par le module 5. Les modules 2, 3 et 4 pourront être suivis sans ordre particulier.

#### 1.1.5. Modalités d'évaluation

Le candidat fera l'objet d'un pré-test ou auto-positionnement au début de chaque module de formation, pour évaluer son niveau de connaissances, et d'un post-test immédiatement après chaque module de formation, pour évaluer l'acquisition des compétences.

Après validation de l'ensemble des modules ou blocs de compétences et sur avis de la Commission nationale interministérielle définie en annexe 3, une attestation nationale de formation sera délivrée par le directeur de l'EVDG, de l'EHESP ou de l'ENSOSP, dont le modèle figure en annexe 3.

#### 1.1.6. Particularités d'évaluation propres au développement professionnel continu

L'éligibilité de la formation interministérielle des directeurs des secours médicaux au développement professionnel continu (DPC) est soumise au respect des modalités d'évaluation spécifique. À ce titre, une évaluation de la formation devra être conduite, notamment sous la forme d'un retour d'expérience dans un délai d'un an suivant la délivrance de l'attestation.

### 1.2. *Maintien des compétences*

Les titulaires de la formation DSM interministérielle ont l'obligation de participer au minimum à un exercice majeur d'organisation des secours (plan ORSEC NOVI) tous les deux ans, afin de pouvoir être maintenus sur la liste d'aptitude préfectorale aux fonctions de directeur des secours médicaux.

## 2. **Dispenses de formation**

### 2.1. *Reconnaissance des acquis de l'expérience (RAE)*

Les médecins inscrits sur une liste d'aptitude préfectorale aux fonctions de DSM au 1<sup>er</sup> janvier 2020 depuis au moins un an, et disposant des prérequis définis au § 1.1.3, sont réputés aptes à l'exercice de la fonction et sont dispensés de la formation visée par la présente circulaire. L'attestation nationale de formation leur est délivrée sous la responsabilité du directeur de l'organisme de formation dont ils dépendent.

### 2.2. *Formations reconnues équivalentes*

Les docteurs en médecine ayant suivi une formation de DSM ou équivalente avant le 30 septembre 2020 et délivrée par un organisme de formation reconnu par un des trois ministères concernés par la présente circulaire peuvent se voir reconnaître tout ou partie de la formation de DSM.

Sont notamment concernées les formations suivantes qui confèrent une équivalence totale avec la formation nationale aux fonctions de DSM :

- le diplôme d'université de « coordination des soins face à un risque sanitaire exceptionnel » délivré par la faculté de médecine d'Amiens ;
- la formation « DSM » dispensée par l'ENSOSP ;
- la formation « COS » dispensée par la BSPP.

### 2.3. *Autres formations*

Les docteurs en médecine ayant suivi, avant le 30 septembre 2020, une autre formation que celles visées au § 2.2 ou pouvant faire état d'une expérience de DSM peuvent demander une équivalence totale ou partielle auprès de la Commission nationale interministérielle définie en annexe 4.

Le demandeur devra fournir l'ensemble des éléments exigés par la commission.

L'avis de la commission nationale est notifié de manière individuelle au demandeur.

## 3. **Évaluation du dispositif de formation**

Un bilan d'activité annuel portant sur la mise en œuvre de la formation interministérielle aux fonctions de directeur des secours médicaux est établi par les trois écoles (EVDG, EHESP, ENSOSP) et transmis au 31 mars de l'année suivante aux directions d'administration centrale signataires de la présente circulaire et à la commission nationale définie en annexe 4.

Fait à Paris, le 20 décembre 2019.

*La directrice centrale du service de santé des armées,*  
M. GIGAX-GENERO

*Le directeur général de la santé,*  
J. SALOMON

*La directrice générale de l'offre de soins,*  
K. JULIENNE

*Le directeur général de la sécurité civile  
et de la gestion des crises,*  
A. THIRION

ANNEXE 1

RÉPARTITION DES UNITÉS D'ENSEIGNEMENT

**Module 1 : Culture professionnelle**

**Durée :** 4 jours de formation.

**Modalités pédagogiques :** enseignement à distance à partir d'une plateforme de E-learning.

**Hébergement :** EHESP

**Module 2 : Culture opérationnelle**

**Durée :** 4 jours de formation

**Modalités pédagogiques :** Session plénière (cours magistraux, classe inversée et travaux dirigés).

**Lieu de formation :** ENSOSP

**Module 3 : Aspects humains et compétences non techniques appliqués à la fonction DSM**

**Durée :** 3 jours de formation (à définir lors de la construction de l'UE)

**Modalités pédagogiques :** Session plénière (cours magistraux, classe inversée et mises en situation par sous-groupes).

**Lieu de formation :** EHESP

**Module 4 : Communication**

**Durée :** 2 jours de formation.

**Modalités pédagogiques :** Session plénière (cours magistraux et média training par sous-groupes).

**Lieu de formation :** EHESP

**Module 5 : Simulations - exercices et mises en situation**

**Durée :** 3 jours de formation.

**Modalités pédagogiques :** Session plénière (exercices pratiques en sous-groupes et simulations).

**Lieu de formation :** ENSOSP.

## ANNEXE 2

## RÉFÉRENTIEL NATIONAL DE FORMATION

Module 1 : culture professionnelle
<p><b>Prérequis</b></p> <p>Livre Blanc sur la défense et la sécurité nationales, code de la sécurité intérieure (extrait), code de la défense (extrait), code général des collectivités territoriales (extrait), code de la santé publique (extrait)</p>
<p><b>Objectifs de la formation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Comprendre les concepts structurant la stratégie de sécurité nationale</li> <li>– Identifier les acteurs institutionnels qui y concourent</li> <li>– Comprendre les principes de coopération et appréhender les liens de subordination inter-acteurs</li> <li>– Connaître l'organisation de la réponse propre à chacun des acteurs concourant à la gestion de crise</li> <li>– Maîtriser les aspects structurants de la réponse ORSEC et particulièrement de l'ORSEC NOVI</li> </ul>
<p><b>Éléments de contenu</b></p> <p><b>Fondement juridique, organisation, ressources et champ de compétence des acteurs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Le code de la défense fondateur du concept de stratégie de sécurité nationale (art. L.1111-1)</li> <li>– Les rôles et prérogatives des ministres dans la préparation et l'exécution des mesures de défense et de sécurité nationales (code de la défense, partie législative - Chapitre II : Dispositions particulières à certains ministères (intérieur, santé, justice)</li> </ul> <p><b>Organisation de la réponse de la sécurité civile : La sécurité, civile une politique publique définie par la loi (CSI art. L. 112-1) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– L'identification des acteurs (L.742-2 du CSI) et les principes de coopération</li> <li>– Les structures opérationnelles</li> <li>– Le dispositif ORSEC, les grands principes structurants, la particularité de l'ORSEC NOVI</li> </ul> <p><b>Organisation de la réponse de la santé publique :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Rôle et prérogative en situation de crise</li> <li>– Les structures opérationnelles</li> <li>– Articulation entre le dispositif ORSAN et le volet « santé » du dispositif ORSEC</li> </ul> <p><b>Organisation de la réponse des forces de sécurité intérieure :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Rôle, prérogative, doctrine d'emploi dans le cadre d'opérations de secours</li> <li>– Rôle, prérogative doctrine d'emploi dans le cas d'actes malveillants justifiant que l'action des acteurs du secours s'inscrive dans une manœuvre intégrée aux forces de sécurité intérieure (tuerie de masse, attentat, ...)</li> </ul> <p><b>Les forces armées :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– L'action militaire dans un cadre civil : quelle offre opérationnelle des armées et du SSA ? Quelle organisation et quelle chaîne hiérarchique ?</li> <li>– Le « Théâtre national »</li> </ul> <p><b>Organisation de la réponse judiciaire. Le champ de la réquisition administrative et judiciaire :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Organisation du système judiciaire</li> <li>– Rôle et prérogative en situation de crise</li> <li>– La liste partagée des victimes une prérogative essentielle à la gestion de crise NOVI (SINUS - SiVic - SiVAC)</li> </ul> <p><b>Communication en situation de crise : les objectifs, les enjeux</b></p>

**Module 2 : culture opérationnelle****Prérequis****Objectifs de la formation**

Le module doit permettre au futur DSM de développer sa culture opérationnelle, de comprendre et maîtriser le raisonnement tactique et les outils du commandement (comprendre, organiser, rendre compte).

**Éléments de contenu****Connaître l'organisation et les processus de la gestion de crise au plan national :**

- Organisation des ministères de l'intérieur et de la santé, organisation en situation de crise
- Les moyens nationaux, les centres opérationnels
- Gestion des renforts extra-départementaux, zonaux, nationaux (EZOL, plan zonal de mobilisation des ressources sanitaires) et européens
- Le rôle central de la DGSCGC du COGIC et de la CIC, rôle du CORRUS
- L'environnement de planification de l'ORSEC NOVI (les différents plans et leurs articulations)
- Les moyens capacitaires de transport: les transports sanitaires, les associations agréées de sécurité civile, les moyens de transports non conventionnels

**Éléments de gestion opérationnelle du commandement (MEDO - ordre initial - ordres de conduite, etc.) :**

- Connaître, comprendre et savoir utiliser les outils, les moyens et les procédures à disposition du COS
- Identifier et appréhender les fonctions contribuant au bon fonctionnement des postes de commandement
- Comprendre, exploiter et, le cas échéant, être capable d'enrichir une situation tactique (SITAC)
- Savoir identifier et connaître le rôle et les prérogatives des partenaires du COS en inter-services (services de l'État, exploitant, maire et ses services, PCD et services du conseil départemental, opérateurs, ...)
- Connaître et comprendre le rôle du COPG, maîtriser les impératifs de la relation du COS/COPG et comprendre la stratégie opérationnelle gouvernant la notion de service menant et de service concourant.

**Interaction DOS – COS – DSM, les interactions inter-services et avec la chaîne santé :**

- Les attentes du préfet directeur des opérations dans sa fonction de DOS
- Les attentes du COS
- Le DSM conseiller du COS
- Les deux modèles de stratégie opérationnelle:
  - Le DSM officier commandant le secteur « prise en charge des victimes »
  - Le DSM en binôme avec l'officier commandant le secteur « prise en charge des victimes » et responsable des aspects médicaux de celle-ci

**Les grands principes d'actions du DSM**

- Les modalités de conduite opérationnelle: PRV (pourquoi, comment?), PMA (pourquoi, comment?)
- Triage (pourquoi, comment?)
- Évacuation (pourquoi, comment?)
- Centre d'accueil des impliqués (CAI), Centre d'accueil des familles (CAF)
- Prise en charge médico-psychologique des victimes et des intervenants
- Situations particulières: NRBC, intervention en établissements de santé, secours maritime, montagne, etc.
- DPS, grands événements, rassemblements de foule

**Retour d'expérience****Module 3 : aspects humains et compétences non techniques appliqués à la fonction DSM****Prérequis****Objectifs de la formation**

Le module doit permettre au futur DSM de prendre en compte les aspects humains et les compétences non techniques pour guider son action.

**Éléments de contenu**

- La pensée hors du cadre pour résoudre les crises
- Décision en situation d'incertitude, décision et stress: apprendre à gérer le stress et les situations de confusion et d'incertitude dans son propre processus de prise de décision
- Les décisions absurdes
- Leadership, commandement, exercice de l'autorité
- Facteur humain dans les organisations - émotions et décisions. Comprendre l'importance de l'effet de sidération en situation de crise, pour soi et pour autrui. Apprendre à analyser le stress des diverses autorités de gestion de la crise (DOS, COS, Procureur...) pour agir en conséquence
- Gestion des équipes. Apprendre à ne pas se substituer aux intervenants médicaux sur le terrain (le DSM ne soigne pas)
- Éthique et crises

**Module 4 : communication****Prérequis****Objectifs de la formation**

Le module doit permettre au futur DSM de comprendre et de s'approprier les enjeux de la communication en situation de crise, ainsi que le rôle de la communication comme partie intégrante de la gestion de crise.

**Éléments de contenu**

- Communication en situation de crise: qui? pourquoi? comment? quand?
- Les attentes des autorités
- Réseaux sociaux et crise
- Média-training

<b>Module 5: exercices</b>
<b>Prérequis</b>
<b>Objectifs de la formation</b> Le module doit permettre au futur DSM de s'insérer dans la simulation opérationnelle de la gestion de crise pour s'approprier son rôle en liaison avec les autres acteurs: DOS, COS, COPG, Procureur...
<b>Éléments de contenu</b> <ul style="list-style-type: none"><li>– Exercices cadres et exercice de terrain, intégrés dans les différents modules</li><li>– Utilisation de SINUS, Si-VIC</li></ul>



ANNEXE 3

MODÈLE TYPE D'ATTESTATION



ATTESTATION DE STAGE

Le directeur de l'École du Val-de-Grâce<sup>1</sup>, de l'École des hautes études en santé publique<sup>1</sup>, de l'École nationale supérieure des officiers sapeurs-pompiers<sup>1</sup>, atteste que :

Nom<sup>2</sup> : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Affectation<sup>3</sup> : \_\_\_\_\_

a suivi la **formation nationale aux fonctions de directeur des secours médicaux**

Fait à Paris<sup>4</sup>, Rennes<sup>2</sup>, Aix-en-Provence<sup>2</sup>, le \_\_\_\_\_

*Signature du directeur de l'école assurant  
la délivrance de l'attestation*

<sup>1</sup> Mentionner l'école assurant la délivrance de l'attestation

<sup>2</sup> Mentionner le nom et le prénom du stagiaire

<sup>3</sup> Mentionner l'affectation du stagiaire

<sup>4</sup> Mentionner la ville du siège de l'école assurant la délivrance de l'attestation

## ANNEXE 4

### COMMISSION NATIONALE INTERMINISTÉRIELLE DE LA FORMATION DES DSM

#### 1. Composition

La Commission nationale interministérielle de la formation des DSM comprend, pour chacune des écoles concernées (EVDG, EHESP, ENSOSP):

- le directeur de l'établissement ou son représentant;
- un représentant de l'équipe pédagogique de l'établissement.

La commission comprend en outre:

- trois directeurs des secours médicaux désignés respectivement par la DGOS, la DGSCGC et la DCSSA;
- un commandant des opérations de secours (niveau chef de site) désigné par la DGSCGC.

#### 2. Missions

La Commission nationale interministérielle est une instance à la fois consultative et décisionnelle dans le domaine de la formation des DSM. Elle est responsable de la mise en œuvre de la formation des DSM, de son suivi et de propositions d'évolution en termes de doctrine de formation. Elle attribue les attestations nationales de formation et valide les blocs de compétence.

Elle peut être consultée par les directions d'administration centrale signataires ou les directeurs des trois écoles concernées. Sur la base du bilan annuel d'évaluation, elle fait chaque année des propositions d'évolution du dispositif et du référentiel de formation.

Son président est l'interlocuteur privilégié des autorités de tutelle.

#### 3. Fonctionnement

La Commission nationale interministérielle est présidée selon un rythme annuel par un directeur des écoles assurant la formation, de façon alternée entre ces dernières, selon l'ordre suivant: EVDG, EHESP et ENSOSP.

Elle se réunit au moins une fois par an. Elle peut être convoquée autant que de besoin à la demande de son président, d'une sous-commission, d'un autre directeur d'établissement, d'une des directions d'administration centrale signataires.

La Commission nationale interministérielle peut déléguer ses attributions à des sous-commissions dans chacun des trois établissements. La composition de ces sous-commissions reprend celle de la Commission nationale interministérielle (*cf. supra*). Elles sont présidées par le directeur de l'école organisatrice ou son représentant.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Le préfet, directeur du cabinet

**Instruction du 29 novembre 2019 relative aux modalités de mise à jour des PPI concernant les installations nucléaires de base (INB) et sites mixtes autres que les CNPE**

NOR : INTE1933082J

*Le ministre de l'intérieur à destinataires in fine.*

*Références :*

Loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

Décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 relatif aux plans particuliers d'intervention concernant certains ouvrages ou installations fixes et pris en application de l'article L. 741-6 du code de la sécurité intérieure ;

Décret n° 2018-434 du 4 juin 2018 portant diverses dispositions en matière nucléaire et fixant les normes relatives à la protection sanitaire contre les dangers résultant de l'exposition aux rayonnements ionisants ;

Guides S4 tome 1 « Déclinaison territoriale du plan national de réponse à un accident nucléaire ou radiologique majeur (PNRANRM) et tome 2 « Plan particuliers d'intervention (PPI) concernant les centres nucléaires de production d'électricité (CNPE) exploités par EDF ;

Courrier ASN-CODEP-DEU 2019-055952 du 19 mars 2019.

*Texte abrogé :* le guide PPI du 10 mars 2000.

*Résumé :*

La présente instruction complète le guide S4 tome 2 « Plans particuliers d'intervention – Centres nucléaires de production d'électricité d'EDF ». Elle a pour objet de présenter les évolutions des PPI concernant les installations nucléaires de base (INB) autres que les CNPE, de type laboratoires, usines, démantèlement et déchets (LUDD), ainsi que les sites mixtes comprenant des INB et des INBS.

Cette instruction s'adresse aux préfetures de département et de zones de défense et de sécurité, ainsi qu'aux acteurs associés aux travaux de planification.

**1. Contexte général et rappel des travaux engagés pour les CNPE**

La France dispose depuis plus de 30 ans d'un dispositif de protection des populations face au risque nucléaire. A la suite de l'accident de Fukushima, les pouvoirs publics ont voulu renforcer l'organisation de la réponse de sécurité civile (ORSEC) par un plan national de réponse à un accident nucléaire ou radiologique majeur (SGDSN – 2014) rédigé à droit constant, suivi d'une analyse de la nécessité de faire évoluer les PPI.

La première étape de la réforme qui a concerné les PPI des centres nucléaires de production d'électricité (CNPE) s'est construite autour du retour d'expérience de l'accident de Fukushima, des référentiels internationaux et des recommandations Herca-Wenra en profitant de l'homogénéité du parc.

Contrairement à d'autres industries (chimiques, etc.) dont les périmètres d'action PPI sont adossés à des effets irréversibles, les études de scénarios accidentels nucléaires ne permettent pas de dimensionner les périmètres PPI (adossés à des effets stochastiques). En s'appuyant sur ces référentiels internationaux et sur les recommandations Herca-Wenra, les rayons des périmètres des PPI autour des CNPE ont été élargis de 10 à 20 km.

Le renforcement de la préparation des pouvoirs publics s'est traduit par l'introduction d'une phase d'évacuation immédiate, sur un rayon forfaitaire de 5 km, entre la phase réflexe de mise à l'abri et la phase concertée. En fonction des événements, la prise d'iode stable et la restriction de consommation des produits contaminés viennent compléter ces premières dispositions.

À ce jour, les 19 PPI concernant les CNPE ont été révisés pour prendre en compte la nouvelle doctrine.

**2. La réforme des PPI des INB et sites mixtes**

À l'issue de cette première étape, l'analyse a été prolongée pour les sites abritant des laboratoires et usines relevant du statut des installations nucléaires de base (INB), ainsi que pour les sites mixtes abritant aussi des installations nucléaires dites secrètes (INBS), en s'efforçant d'y conduire les mêmes principes d'évolution.

Compte tenu de la diversité des installations, il a été admis d'asseoir les évolutions des PPI prioritairement sur les référentiels internationaux vis-à-vis de la source du risque et sur le contexte local vis-à-vis des cibles du risque et d'examiner au cas par cas la pertinence des actions et/ou évolutions décidées pour les CNPE.

- une phase de mise à l'abri réflexe dans le cadre des accidents à cinétique rapide avec rejets courts ;
- une phase d'évacuation immédiate correspondant à la « precautionary action zone » (PAZ), recommandée par l'agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et imposée par le Gouvernement japonais après l'accident ;
- la détermination du rayon du périmètre PPI cohérent avec « l'urgent protective action planning zone » (UPZ), recommandée par l'AIEA et par certaines orientations des associations HERCA et WENRA.

Du point de vue de la radioprotection et de la sûreté nucléaire, avec le soutien de l'ASN (*cf.* courrier ASN-CODEP-DEU 2019-055952 du 19 mars 2019 en annexe), il a été convenu de considérer, au cas par cas, une approche forfaitaire pour le dimensionnement des rayons des PPI.

Pour la détermination de ces derniers, l'ASN a saisi les exploitants en vue d'appliquer la méthode recommandée par l'AIEA fondée sur la source du risque (terme source, puissance réacteur, etc.), permettant de juger de la pertinence d'instaurer des zones d'actions préventives (PAZ – precautionary action zone) et des zones de planification d'actions de protection urgentes (UPZ – urgent protective action planning zone équivalente à la zone PPI) et, le cas échéant, d'en déterminer leur étendue.

Par ailleurs, le benchmark à l'international a permis de comparer les distances retenues pour les plans de protection autour des INB étrangères comparables à certaines installations françaises. Ces distances, notamment au Japon ou en Allemagne, apparaissent comme modérées et sans commune mesure avec celles existant pour certaines installations françaises.

Une deuxième étape centrée sur les « cibles du risque » a été engagée par la mission nationale d'appui à la gestion du risque nucléaire (MARN) avec les préfetures des territoires sur lesquels ces INB sont implantées. Elle a permis d'ouvrir une autre voie pour normaliser le dimensionnement des PPI INB hors CNPE.

La réflexion est fortement marquée par l'hétérogénéité des territoires parfois très urbanisés où sont implantées ces installations. Les échanges nombreux avec les préfetures ont permis de conforter un certain nombre d'orientations qui pointent de plus le caractère parfois inéluctable de l'évacuation et mettent aussi en évidence les actions de protection qu'il semblerait réaliste d'engager et celles qui pourraient être à l'origine d'un danger intrinsèque (évacuation dans un contexte dégradé et plus généralement toute action dont le risque associé serait plus important que le détriment radiologique dont elle serait censée protéger).

### 3. Résultats de l'approche

#### 3.1. Détermination du rayon du PPI

Les calculs réalisés par les exploitants en s'appuyant sur la méthode AIEA a permis de classer les principaux sites vis-à-vis de l'étendue des PPI en cohérence avec les référentiels internationaux.

A partir des préconisations ci-dessus qui donnent une certaine amplitude pour la détermination des rayons des PPI, il appartient aux pouvoirs publics locaux, à la lumière de l'existant et des cibles du risque, de déterminer, à l'intérieur de la fourchette proposée, la valeur du rayon du PPI à retenir. Lorsque le contexte local n'apporte pas d'exigence supplémentaire, il est conseillé de maintenir les rayons des PPI aux valeurs actuelles.

#### 3.2. Détermination d'une mise à l'abri réflexe

Les recommandations de l'AIEA ne suggèrent formellement aucune action réflexe pour l'ensemble des installations mentionnées ci-dessus. Il existe néanmoins dans les PPI actuels des mesures de mise à l'abri réflexe qui prennent en compte des aspects non pris en compte par la méthode AIEA, comme, par exemple, le risque chimique. Dans ce cadre, et dans le même esprit que pour le dimensionnement des rayons des PPI, il est conseillé de maintenir les mesures de mise à l'abri réflexe aux valeurs actuelles.

#### 3.3. Détermination d'une évacuation planifiée

En cas d'accident grave, le retour d'expérience de l'accident de Fukushima nous montre qu'à plus ou moins long terme une mesure d'évacuation de la population est inévitable. Dans ce cadre, et vis-à-vis du renforcement de la planification des pouvoirs publics, il est préconisé pour toutes les installations de préparer une phase d'évacuation, et ce, le plus tôt possible pour que cette évacuation se fasse dans les meilleures conditions possible de sécurité pour les populations concernées.

L'étendue de cette planification devra tenir compte du contexte local et principalement de l'urbanisation. S'agissant d'une action planifiée, l'aire géographique pourra s'appuyer sur la réalité des territoires concernés : limites administratives (commune, etc.), limites naturelles (cours d'eau, vallée, etc.), limites artificielles (autoroute, voie ferrée, etc.).

### 3.4. *Cas particulier du site de Saclay*

Certains sites, et plus particulièrement celui de Saclay, s'inscrivent dans un processus de dénucléarisation et sont susceptibles de sortir de leurs catégories de classement. En fonction des dates de rédaction des PPI et ultérieurement, à l'occasion du réexamen des PPI, la pertinence du dimensionnement des actions de protection des populations devra être reconsidérée.

## 4. **Cas particuliers ne relevant pas complètement de l'approche AIEA**

### 4.1. *Site de La Hague*

La méthode de l'AIEA traite de la majorité des installations nucléaires dans le monde ; néanmoins, le site de retraitement du combustible de ORANO La Hague est un cas un peu spécifique en termes de procédé et d'ampleur des installations. Dans ce cadre, et sous réserve de contraintes liées au contexte local, il est demandé d'aligner les mesures de protection sur celles mises en place pour les CNPE en termes de rayon de PPI, de mesure de mise à l'abri réflexe et de planification préventive d'une évacuation. La distribution préventive de comprimés d'iode stable dans l'aire du PPI n'est par ailleurs pas pertinente pour ce type d'installation.

### 4.2. *Plateforme mixte ORANO – EDF du Tricastin*

La plateforme du Tricastin comporte deux types d'installations nucléaires exploitées par ORANO et EDF et une installation classée pour l'environnement exploitée par SODEREC. La protection des populations autour de ces trois installations est organisée dans le cadre d'un PPI commun aux trois installations. Le site du CNPE du Tricastin est majorant pour la détermination du rayon du PPI puisque ces derniers ont été fixés à 20 km. Les installations exploitées par ORANO et SODEREC comprenant des risques toxiques et chimiques sont majorantes pour la détermination de l'aire de mise à l'abri réflexe. Dans ces conditions, tout en prenant en compte le contexte local, la détermination de l'aire dans laquelle une action est planifiée devra être enveloppée des aires déterminées pour cette action vis-à-vis de chaque installation.

### 4.3. *Site EDF de Creys-Malville*

Le réacteur de Superphénix a été mis à l'arrêt définitif en 1998. Le périmètre PPI réflexe actuel repose sur le risque de feu sodium lors de son transfert dans la zone de stockage. A ce jour, la totalité du sodium ayant été évacuée, la mesure de protection réflexe liée à un accident à cinétique rapide n'est plus pertinente. En toute rigueur, la pertinence du maintien d'un tel plan n'est pas démontrée ; néanmoins, la présence de combustible neuf et irradié dans l'INB 91 milite pour le maintien d'un tel plan permettant, en cas d'incident, de réunir rapidement l'ensemble des acteurs du nucléaire. En cohérence avec les autres plans, la planification préventive d'une évacuation doit être considérée.

## 5. **Les autres installations nucléaires**

Les installations nucléaires de base secrètes (INBS) relevant directement du ministère des armées (bases aériennes, bases navales, CSM de Valduc, site de Bruyères-le-Châtel) ne sont pas traitées dans cette instruction. Elles font partie de la troisième étape du réexamen des PPI.

## 6. **Evolution des PPI des INB et sites mixtes, hors CNPE**

La présente instruction et le guide S4 «PPI CNPE» annulent et remplacent, pour les sites évoqués infra, le guide pratique MARN du 10 mars 2000.

Ces deux documents doivent permettre de faire évoluer les PPI des sites évoqués dans le tableau en annexe 1.

Fait le 29 novembre 2019.

*Le préfet, directeur de cabinet du ministre,*  
S. BOUILLON

## ANNEXE 1

ÉVOLUTION DE LA DOCTRINE POUR L'ÉLABORATION DES PPI DES INB  
ET SITES MIXTES AUTRES QUE LES CNPE

## Réacteurs nucléaires de faible puissance

Catégorie	Site	Exploitant(s)	Installations	Actuel			Recommandations AIEA		Rayon PPI préconisé	Mesures de protection	
				Rayon PPI actuel	Rayon mise à l'abri réflexe	Distribution préventive d'iode dans le périmètre PPI	Rayon PAZ*	Rayon UPZ**		Mise à l'abri réflexe	Evacuation planifiée
Réacteurs nucléaires de faible puissance	RHF Grenoble	ILL	Réacteur à haut flux (INB 67)	0,5 km	0,5 km	oui	S/O	[0,5 ; 5 km]	[0,5 ; 5 km]	[0,5 ; 5 km]	[0,5 ; 5 km]

## Usines de traitement de combustibles irradiés

Catégorie	Site	Exploitant(s)	Installations	Actuel			Recommandations AIEA		Rayon PPI préconisé	Mesures de protection	
				Rayon PPI actuel	Rayon mise à l'abri réflexe	Distribution préventive d'iode dans le périmètre PPI	Rayon PAZ*	Rayon UPZ**		Mise à l'abri réflexe	Evacuation planifiée
Usine de traitement de combustibles nucléaires irradiés	La Hague	ORANO	LUDD	5 km	2 km	non	non adapté (alignement CNPE)		20 km	2 km	5 km

## Sites mixtes: réacteurs et LUDD

Catégorie	Site	Exploitant(s)	Installations	Actuel			Recommandations AIEA		Rayon PPI préconisé	Mesures de protection	
				Rayon PPI actuel	Rayon mise à l'abri réflexe	Distribution préventive d'iode dans le périmètre PPI	Rayon PAZ*	Rayon UPZ**		Mise à l'abri réflexe	Evacuation planifiée
Sites mixtes: réacteurs & LUDD	Saclay	CEA CISBIO	Réacteurs LUDD	2,5 km	2,5 km	oui	S/O	[0,5 ; 5 km]	[0,5 ; 5 km]	[0,5 ; 5 km]	[0,1 ; 1 km]
	Cadarache	CEA	Réacteurs LUDD	5 km	5 km	oui	S/O	[0,5 ; 5 km]	[0,5 ; 5 km]	[0,5 ; 5 km]	[0,5 ; 5 km]
	Tricastin	EDF ORANO	Réacteurs LUDD	20 km	5 km	oui	[3 ; 5 km]	[5 ; 30 km]	20 km	[3 ; 5 km]	5 km

## Laboratoires, usines, déchets et démantèlement (LUDD)

Catégorie	Site	Exploitant(s)	Installations	Actuel			Recommandations AIEA		Rayon PPI préconisé	Mesures de protection	
				Rayon PPI actuel	Rayon mise à l'abri réflexe	Distribution préventive d'iode dans le périmètre PPI	Rayon PAZ*	Rayon UPZ**		Mise à l'abri réflexe	Evacuation planifiée
LUDD	FBFC Romans	Framatome	LUDD	0,6 km	0,6 km	non	S/O	< 0,5 km	[0,5 ; 5 km]	[0,5 ; 5 km]	[0,5 ; 5 km]
	Marcoule	CEA ORANO	LUDD	10 km	2,75 km	non	S/O	[0,5 ; 1 km] <0,5 km	[0,5 ; 10 km]	[0,5 ; 5 km]	[0,5 ; 5 km]
	FAR Fontenay	CEA	LUDD	2 km	non	non	S/O	<0,5 km	[0,1 ; 0,5 km]		[0,1 ; 0,5 km]

## Piscine de stockage de combustible

Catégorie	Site	Exploitant(s)	Caractéristiques	Actuel			Recommandations AIEA		Intervalle du rayon PPI proposé	Mesures de protection	
				Rayon PPI actuel	Rayon mise à l'abri réflexe	Distribution préventive d'iode dans le périmètre PPI	Rayon PAZ*	Rayon UPZ**		Mise à l'abri réflexe	Evacuation planifiée
Centre d'entreposage combustible	Creys-Malville "Superphénix"	EDF	Piscine d'entreposage	1 km	non	non	non adapté		[0,1 ; 1 km]		[0,1 ; 1 km]

## Réacteurs de puissance: (pour mémoire)

Catégorie	Site	Exploitant(s)	Installations	Actuel			Recommandations AIEA		Rayon PPI préconisé	Mesures de protection	
				Rayon PPI actuel	Rayon mise à l'abri réflexe	Distribution préventive d'iode dans le périmètre PPI	Rayon PAZ*	Rayon UPZ**		Mise à l'abri réflexe	Evacuation planifiée
Réacteur nucléaire de puissance	CNPE	EDF	Réacteurs en exploitation	10 km	2 km	oui	2 km	[5 ; 30 km]	20 km	2 km	5 km

\* **PAZ** : precautionary action zone / zone de protection réflexe vis-à-vis des effets déterministes

\*\* **UPZ** : urgent protective action planning zone / équivalent de la zone PPI

## ANNEXE 2

TABLEAU RÉCAPITULATIF RELATIF À LA MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION  
DES ZONES DE PLANIFICATION D'URGENCE INDIQUÉE DANS LE GUIDE DE SÛRETÉ

## «IAEA Safety Standards Guide N° GS-G-2.1»

INSTALLATIONS DE CATÉGORIE II de préparation aux urgences	RAYON DE LA ZONE D'ACTIONS préventives (PAZ)	RAYON DE LA ZONE de planification de mesures de protection urgentes (UPZ)
Réacteurs > 1 000 MW (th)	3 – 5 km	5 – 30 km
Réacteurs 100-1 000 MW (th)	0,5 – 3 km	5 – 30 km
Réacteurs 10-100 MW (th)	Aucun	0.5 - 5 km
Réacteurs 2-10 MW (th)	Aucun	0.5 km
$A/D2 \geq 10^3-10^4$	Aucun	0.5 - 5 km
$A/D2 \geq 10^4-10^5$	Aucun	0.5 km
Masse fissile possible dans les 500 m de la limite du site	Aucun	0.5 - 1 km

A est l'activité totale (en TBq) des radionucléides considérés pour le terme source.

D2 est un coefficient propre à chaque radionucléide défini par l'AIEA.



## ANNEXE 3

## ANNEXE 2 DU COURRIER ASN CODEP-DEU-2018-055952 DU 19 SEPTEMBRE 2019

Tableau de synthèse des résultats de calculs effectués par la méthode présentée en annexe 2

SITE	LIEU	ZONE PPI	A/D2 MAX	PAZ	UPZ
CEA Cadarache	Cadarache	5 km	9	S/0	Entre 0,5 et 5 km
CEA Saclay	Saclay	2,5 km	0,24	S/0	Entre 0,5 et 5 km (INB 101)
ILL (P = 58,3 MWth)	Grenoble	500 m	107	S/0	<b>Entre 0,5 et 5 km</b> <i>0,5 km (selon la méthode A/D2)</i>

## Autres sites

SITE	LIEU	ZONE PPI	A/D2 MAX	PAZ	UPZ
ORANO	La Hague	5 km	4,22	S/0	< 500 m
ORANO Melox	Marcoule	10 km	0,5	S/0	< 500 m
FRAMATOME (ex-FBFC)	Romans-sur-Isère	600 m	12	S/0	< 500 m
CEA FAR	Fontenay-aux-Roses	2 km	0,0009	S/0	< 500 m
CEA Marcoule	Marcoule	10 km	0,83	S/0	Entre 0,5 et 1 km <b>(du fait de la présence de masse fissile dans les 500 m)</b>
CISBIO	Saclay	2,5 km	85	S/0	< 500 m
EDF Superphénix	Creys-Malville	1 km	S/0	S/0	S/0

## LISTE DES DESTINATAIRES

Pour attribution : Monsieur le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône (site de Cadarache); Messieurs les préfets de département :

- de la Drôme (sites du Tricastin et de Romans);
- du Gard (site de Marcoule);
- de l'Isère (sites de l'ILL et de Creys-Malville);
- de la Manche (site de La Hague);
- de l'Essonne (site de Saclay);
- des Hauts-de-Seine (site de Fontenay-aux-Roses).

Copie à : Messieurs les préfets de zone de défense et de sécurité; Mesdames et Messieurs les préfets de départements territorialement concernés par un PPI (LUDD):

- des Alpes de Haute-Provence (site de Cadarache);
- de l'Ardèche (site du Tricastin);
- du Var (site de Cadarache);
- du Vaucluse (site du Tricastin et de Marcoule).

Mesdames et Messieurs les préfets de départements non concernés par un PPI (LUDD):

- de l'Ain;
- de l'Aisne;
- de l'Allier;
- des Hautes-Alpes;
- des Alpes-Maritimes;
- des Ardennes;
- de l'Ariège;
- de l'Aube;
- de l'Aude;
- de l'Aveyron;
- du Calvados;
- du Cantal;
- de la Charente;
- de la Charente-Maritime;
- du Cher;
- de la Corrèze;
- de la Corse du Sud;
- de la Haute-Corse;
- de la Côte-d'Or;
- des Côtes-d'Armor;
- de la Creuse;
- de la Dordogne;
- du Doubs;
- de l'Eure;
- d'Eure-et-Loir;
- du Finistère;
- de la Haute-Garonne;
- de la Gironde;
- du Gers;
- de l'Hérault;
- d'Ille-et-Vilaine;
- de l'Indre;
- d'Indre-et-Loire;
- du Jura;
- des Landes;
- de Loir-et-Cher;
- de la Loire;

- de la Haute-Loire;
- de la Loire-Atlantique;
- du Loiret;
- du Lot;
- de Lot-et-Garonne;
- de la Lozère;
- de Maine-et-Loire;
- de la Marne;
- de la Haute-Marne;
- de la Mayenne;
- de la Meurthe-et-Moselle;
- de la Meuse;
- du Morbihan;
- de la Moselle;
- de la Nièvre;
- du Nord;
- de l'Oise;
- de l'Orne;
- du Pas-de-Calais;
- du Puy-de-Dôme;
- des Pyrénées-Atlantiques;
- des Hautes-Pyrénées;
- des Pyrénées-Orientales;
- du Bas-Rhin;
- du Haut-Rhin;
- du Rhône;
- de la Haute-Saône;
- de la Saône-et-Loire;
- de la Sarthe;
- de la Savoie;
- de la Haute-Savoie;
- de la Seine-Maritime;
- des Deux-Sèvres;
- de la Somme;
- du Tarn;
- de Tarn-et-Garonne;
- de la Vendée;
- de la Vienne;
- de la Haute-Vienne;
- des Vosges;
- de l'Yonne;
- du Territoire de Belfort;
- de Seine-Saint-Denis;
- du Val-de-Marne;
- du Val-d'Oise;
- de la Seine-et-Marne;
- des Yvelines.

Copie pour information :

Madame la secrétaire générale de la défense et de la sécurité nationale ;

Monsieur le directeur du service d'information du Gouvernement ;

Monsieur le haut-fonctionnaire correspondant de défense et de sécurité du ministère de l'Europe et des affaires étrangères ;

Monsieur le haut-fonctionnaire de défense et de sécurité du ministère de la transition écologique et solidaire ;

Monsieur le haut-fonctionnaire de défense et de sécurité du ministère de l'économie ;

Monsieur le haut-fonctionnaire correspondant de défense et de sécurité du ministère des armées;  
Monsieur le chef d'état-major des armées;  
Monsieur le délégué général pour l'armement;  
Monsieur le chef d'état-major de la marine;  
Monsieur le chef d'état-major de l'armée de l'air;  
Monsieur le chef de la division des forces nucléaires de l'état-major des armées;  
Madame la déléguée à l'information et à la communication de la défense;  
Monsieur le haut-fonctionnaire de défense et de sécurité auprès du ministre du travail;  
Monsieur le directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire;  
Madame la présidente-directrice générale de Météo-France;  
Monsieur l'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives;  
Monsieur le directeur de la sécurité et de la sûreté nucléaires du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives;  
Monsieur le directeur de CISBIO Saclay;  
Monsieur le président-directeur général d'EDF;  
Monsieur le directeur de la division production nucléaire d'EDF;  
Monsieur le président du directoire d'ORANO;  
Monsieur le directeur sûreté, santé, sécurité, qualité et environnement d'ORANO;  
Monsieur le président-directeur général de Framatome;  
Monsieur le directeur Sûreté santé sécurité environnement et protection de Framatome;  
Monsieur le directeur chargé de la BU Combustible de Framatome;  
Monsieur le directeur de l'Institut Laue-Langevin;  
Mesdames et Messieurs les présidents des commissions locales d'information;  
Monsieur le président de l'Association nationale des commissions locales d'information;  
Madame la présidente-directrice générale de Radio-France;  
Madame la présidente-directrice générale de France-Télévisions;  
Monsieur le président de l'Autorité de sûreté nucléaire;  
Monsieur le délégué à la sûreté nucléaire et à la radioprotection pour les installations et activités intéressant la défense.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale de la sécurité civile  
et de la gestion des crises*

*Direction des sapeurs-pompiers*

**Note d'information du 6 janvier 2020 relative au renouvellement des représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) au conseil d'administration des services départementaux d'incendie et de secours (CASDIS), des représentants des sapeurs-pompiers et des fonctionnaires territoriaux du service départemental d'incendie et de secours n'ayant pas la qualité de sapeurs-pompiers professionnels à la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours (CATSIS) et des sapeurs-pompiers volontaires au comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires (CCDSPV)**

NOR : INTE2000729C

*Le ministre de l'intérieur à Mesdames et Messieurs les préfets de départements,  
Mesdames et Messieurs les présidents des conseils d'administration des services d'incendie et de secours.*

**Références :**

- Code général des collectivités territoriales, parties législative et réglementaire ;
- Code de la sécurité intérieure, parties législative et réglementaire ;
- Décret n° 2019-928 du 4 septembre 2019 fixant la date du renouvellement des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris et des conseillers métropolitains de Lyon, et portant convocation des électeurs ;
- Arrêté du 29 mars 2016 portant organisation du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires (CCDSPV) ;
- Arrêté du 5 décembre 2019 fixant la date limite des élections des représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale au conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours et des élections des représentants des sapeurs-pompiers et des fonctionnaires territoriaux du service départemental d'incendie et de secours n'ayant pas la qualité de sapeurs-pompiers professionnels à la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours.

L'article L. 1424-24-3 du code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que les représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) au conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours (CASDIS) : « sont élus dans les quatre mois suivant le renouvellement général des conseils municipaux. L'organisation matérielle de cette élection est assurée par le service départemental d'incendie et de secours ».

Concernant la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours (CATSIS), l'article L. 1424-31 du même code prévoit que des représentants des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires et des représentants des fonctionnaires territoriaux du service départemental d'incendie et de secours n'ayant pas la qualité de sapeur-pompier professionnel sont élus dans le même délai des quatre mois suivant le renouvellement des conseils municipaux.

Il est à noter que, sur le fondement de l'article L. 1424-24-5, ces derniers, en qualité de membres élus de la CATSIS, sont appelés à siéger avec voix consultative au CASDIS.

Toujours dans ce même délai des quatre mois suivant le renouvellement des conseils municipaux, doit avoir lieu l'élection des représentants des sapeurs-pompiers volontaires au comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires (CCDSPV), prévue par l'article 3 de l'arrêté du 29 mars 2016 portant organisation du CCDSPV.

Les articles L. 1424-24-3 et L. 1424-31 prévoient que les élections au CASDIS, à la CATSIS et au CCDSPV sont organisées matériellement par le service départemental d'incendie et de secours (SDIS).

Les élections municipales ayant lieu en mars 2020, il revient dès à présent aux SDIS de prévoir le renouvellement des représentants des communes et des EPCI au sein du CASDIS, ainsi que les élections à la CATSIS et au CCDSPV. L'objet de la présente note est de préciser les nouvelles règles s'appliquant à l'organisation de ces élections.

## **I. - ARRÊTÉ MINISTÉRIEL FIXANT LA DATE LIMITE DES ÉLECTIONS**

En application du décret n° 2019-928 du 4 septembre 2019, paru au *Journal officiel* du 5 septembre 2019, les élections des conseils municipaux et communautaires seront organisées les 15 et 22 mars 2020. Dès lors, la date limite

des élections des représentants des communes et des EPCI au CASDIS, ainsi celle des élections à la CATSIS, a été fixée au 22 juillet 2020 par un arrêté ministériel du 5 décembre 2019 pris sur le fondement de l'article R. 1424-4 du CGCT.

## II. - LES ÉLECTIONS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS (CASDIS)

Il est à noter que les représentants des départements aux CASDIS ne sont pas concernés par la présente élection. En effet, leur renouvellement sera consécutif aux élections départementales de 2021 et sera réalisé selon les modalités prévues à l'article L. 1424-24-2 du CGCT.

### 2.1. Délibération du CASDIS

L'article L. 1424-26 a été modifié par l'ordonnance n° 2015-683 du 18 juin 2015 transférant aux SDIS l'organisation des élections à leurs conseils d'administration et leurs instances consultatives.

Il donne compétence au CASDIS pour se prononcer, dans les six mois qui précèdent le renouvellement des représentants des communes et des EPCI, sur le nombre et la répartition des sièges, qui peuvent varier selon l'article L. 1424-24-1 de quinze à trente membres.

Compte tenu de la date limite des élections fixée au 22 juillet 2020, les CASDIS doivent, à partir du mois de janvier 2020, délibérer sur leur future composition qui devrait, aux termes de l'article L. 1424-26 précité, être figée pour six ans. Le nombre et la répartition des sièges sont arrêtés par le président du conseil d'administration au vu de cette délibération et ils ne font plus l'objet d'un arrêté du représentant de l'État.

Ainsi, avant l'élection en 2021 des représentants des conseils départementaux, c'est un conseil d'administration en formation intermédiaire qui sera institué, c'est-à-dire avec un nombre de représentants des communes et des EPCI conforme à la nouvelle délibération du CASDIS, mais au sein duquel le nombre des représentants du département, issu de cette même délibération, ne trouvera à s'appliquer qu'après l'élection des conseillers départementaux en 2021. En tout état de cause, la délibération doit tenir compte de la règle des 3/5<sup>e</sup> de sièges au moins pour le département et du cinquième au moins pour les communes et les EPCI, en application de l'article L. 1424-24-1 précité.

### 2.2. Mode de scrutin

En application de l'article L. 1424-24-3, l'élection des représentants des communes et des EPCI a lieu au scrutin proportionnel au plus fort reste. Les représentants des communes qui ne sont pas membres des EPCI sont élus parmi les maires et adjoints aux maires de ces communes. Les représentants des EPCI sont élus parmi les membres des organes délibérants, les maires et les adjoints aux maires des communes membres.

Concernant la pondération des suffrages prévue aux articles L. 1424-24-3 et R. 1424-2 du CGCT, le collège électoral de chacune des deux catégories (communes et EPCI) est composé des seuls maires pour le collège des communes et des seuls présidents d'EPCI pour le collège des EPCI. Le nombre de suffrages dont dispose chaque maire et chaque président d'EPCI au sein de son collège électoral respectif est proportionnel à la population de la commune ou des communes composant l'EPCI (et non au prorata des contributions versées aux SDIS comme c'était le cas auparavant). Le nombre de suffrages est fixé par un arrêté du président du CASDIS au vu de la délibération prise à cet effet par le conseil d'administration et non plus par un arrêté du préfet de département (article L. 1424-24-3, 2<sup>e</sup> alinéa). Le président du CASDIS arrête la répartition des sièges et la pondération des suffrages.

L'article L. 1424-24-3 ne prévoit pas le type de population à prendre en compte pour déterminer le nombre de suffrages dont disposent les maires et les présidents d'EPCI. Toutefois, l'article R. 2151-2 du CGCT dispose que : « le chiffre de la population qui sert de base à l'application du présent code est celui de la population totale, obtenu par addition au chiffre de la population municipale de celui de la population comptée à part ». Dès lors, c'est sur cette population qu'il convient de se baser en vue de l'application de l'article R. 1424-11 du CGCT concernant les séries de bulletins de vote susceptibles d'être établies.

Ces élections ont lieu par correspondance (art. R. 1424-7), le recours au vote électronique n'est pas possible.

En application de l'article L. 1424-24-4, des suppléants, appelés à remplacer les membres titulaires absents ou empêchés, sont élus dans les mêmes conditions et pour la même durée. S'agissant de l'élection des représentants des communes et des EPCI, l'article R. 1424-8 dispose que « chaque candidature à un siège de titulaire est assortie de la candidature d'un suppléant ».

### III. - LES ÉLECTIONS À LA COMMISSION ADMINISTRATIVE ET TECHNIQUE DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS (CATSIS)

#### 3.1. Nouvelle composition

L'article L. 1424-31 du CGCT relatif à la composition de la CATSIS a été récemment modifié par la loi n° 2019-286 du 8 avril 2019 relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés (les PATS) au sein des conseils d'administration des SDIS. Pris pour son application, le décret n° 2019-1121 du 31 octobre 2019 a modifié l'article R. 1424-18 du CGCT relatif à la composition de la CATSIS. Présidée par le directeur départemental des services d'incendie et de secours ou, en son absence, par le directeur départemental adjoint, la CATSIS comprend donc, outre le médecin chef du service de santé et de secours médical (SSSM) ou son représentant :

- deux officiers de sapeurs-pompiers professionnels élus par l'ensemble des officiers de sapeurs-pompiers professionnels en service dans le département ;
- deux officiers de sapeurs-pompiers volontaires, dont un peut être membre du SSSM, élus par l'ensemble des officiers de sapeurs-pompiers volontaires en service dans le département ;
- trois sapeurs-pompiers professionnels non officiers élus par l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels non officiers en service dans le département ;
- trois sapeurs-pompiers volontaires non officiers élus par l'ensemble des sapeurs-pompiers volontaires non officiers en service dans le département ;
- deux représentants des fonctionnaires territoriaux du service départemental d'incendie et de secours n'ayant pas la qualité de sapeur-pompier professionnel élus par l'ensemble des représentants des fonctionnaires territoriaux du service départemental d'incendie et de secours n'ayant pas la qualité de sapeur-pompier professionnel en service dans le département.

L'article R. 1424-18 dispose aussi que les sapeurs-pompiers volontaires qui ont la qualité de fournisseurs ou de prestataires de services du SDIS ne peuvent siéger à la CATSIS. Cette incompatibilité vise à empêcher la prise illégale d'intérêt.

Les représentants des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires et des PATS à la CATSIS sont élus pour une durée de six ans (article R. 1424-14).

#### 3.2. Électeurs et mode de scrutin

L'article R. 1424-12 du CGCT dispose que, pour être électeurs et éligibles à la CATSIS, les sapeurs-pompiers professionnels et les autres fonctionnaires territoriaux du SDIS doivent, à la date de l'élection, être titulaires de leur grade. Cette disposition exclut donc les sapeurs-pompiers et autres fonctionnaires territoriaux stagiaires ou ceux dont la titularisation n'a pas encore été prononcée à la date de l'élection.

Le même article dispose que : « les sapeurs-pompiers professionnels par ailleurs sapeurs-pompiers volontaires au sein du même service départemental d'incendie et de secours participent en qualité de candidat ou d'électeur dans le collège des officiers sapeurs-pompiers professionnels ou celui des sapeurs-pompiers professionnels non officiers suivant leur grade aux scrutins prévus pour l'élection des représentants des sapeurs-pompiers professionnels. » Ils ne peuvent dès lors être candidats ou électeurs dans les collèges de sapeurs-pompiers volontaires à la CATSIS.

Il en est de même pour les fonctionnaires territoriaux, par ailleurs sapeurs-pompiers volontaires, qui « participent en qualité de candidat ou d'électeur au scrutin prévu pour l'élection des représentants des fonctionnaires territoriaux du service départemental d'incendie et de secours ». S'agissant des sapeurs-pompiers volontaires, sont électeurs et éligibles à la CATSIS les sapeurs-pompiers volontaires « en service dans le département » (article L. 1424-31). Les élections à la CATSIS ont lieu au scrutin proportionnel au plus fort reste au sein des cinq collèges électoraux et elles se tiennent à la même date que les élections au CASDIS (article R. 1424-12). Les listes des électeurs pour chacun des cinq scrutins sont fixées par le président du CASDIS. Ces élections ont lieu soit par correspondance, soit par vote électronique, selon le choix arrêté par le SDIS pour l'ensemble des collèges.

### IV. - LES ÉLECTIONS AU COMITÉ CONSULTATIF DÉPARTEMENTAL DES SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES (CCDSPV)

#### 4.1. Composition et électeurs

L'article 2 de l'arrêté du 29 mars 2016 portant organisation du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires (CCDSPV) en précise la composition. Il est constitué d'un nombre égal de représentants de l'administration et de sapeurs-pompiers volontaires. Les représentants de l'administration au CCDSPV sont ceux

siégeant au comité technique paritaire. Si leur nombre est inférieur à 7, alors s'y ajoutent des membres du conseil d'administration de l'établissement désignés ou élus en son sein selon des modalités qu'il définit. Les représentants des sapeurs-pompiers volontaires doivent comprendre au moins :

- un sapeur ;
- un caporal ;
- un sergent ;
- un adjudant ;
- deux officiers ;
- un membre du service de santé et de secours médical.

L'article 5 de l'arrêté du 29 mars 2016 précise que, pour être électeurs et éligibles au CCDSPV, les sapeurs-pompiers volontaires doivent appartenir au corps départemental ou relever d'un des centres d'incendie et de secours mentionnés au premier alinéa de l'article L. 1424-14 du CGCT. Ils doivent détenir au moins le grade de sapeur-pompier de 1<sup>e</sup> classe et être majeurs. Ils doivent enfin être en activité et ne pas se trouver dans les situations visées aux articles R. 723-46 et R. 723-47 du code de la sécurité intérieure, qui font mention de cas de suspensions.

Les sapeurs-pompiers professionnels et les fonctionnaires territoriaux qui n'ont pas la qualité de sapeurs-pompiers professionnels ayant également souscrit un engagement de sapeur-pompier volontaire dans le même service d'incendie et de secours ont la possibilité de participer en tant qu'électeurs et candidats aux élections des représentants des sapeurs-pompiers volontaires au CCDSPV.

#### **4.2. Mode de scrutin**

L'article 3 de l'arrêté du 29 mars 2016 a été modifié par un arrêté du 2 septembre 2019 visant à introduire la possibilité du vote électronique. Ainsi, l'élection des représentants des sapeurs-pompiers volontaires a lieu au scrutin de liste majoritaire à un tour, soit par correspondance, soit par vote électronique selon le choix arrêté par le service départemental d'incendie et de secours. Chaque électeur dispose d'une seule voix. Comme pour la CATSIS, si le vote par correspondance est choisi, les électeurs votent pour une liste complète, sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation.

Les votes sont recensés et proclamés par la commission de recensement prévue par l'article R. 1424-13 du CGCT.

### **V. - MODALITÉS D'ORGANISATION DES ÉLECTIONS**

#### **5.1. Calendrier électoral**

L'arrêté du ministre de l'intérieur du 5 décembre 2019 a fixé la date limite des élections au CASDIS et à la CATSIS au 22 juillet 2020. Les élections au CCDSPV doivent avoir lieu avant cette même date et rien ne s'oppose à la tenue de l'ensemble de ces scrutins aux mêmes dates.

Il appartient désormais au président du CASDIS, en application des articles R. 1424-7 et R. 1424-12 du CGCT et de l'article 3 de l'arrêté du 29 mars 2016, de fixer par arrêté les modalités d'organisation de ces élections, ainsi que le calendrier des opérations électorales.

À cet égard, l'arrêté fixant le calendrier électoral doit en prévoir les différentes phases : ouverture du dépôt des candidatures, clôture du délai de dépôt des candidatures, date limite d'envoi des bulletins de vote, date limite du retour des votes par correspondance, dépouillement et proclamation des résultats. Il appartient également au président du CASDIS d'arrêter la liste des électeurs pour chacune des élections environ un mois avant le début du processus électoral.

Il est à noter que le 2<sup>e</sup> alinéa de l'article R. 1424-8 précise que les listes de candidats ne peuvent plus être modifiées après la date de dépôt fixée par le président du CASDIS, sauf en cas de décès ou d'inéligibilité. Les frais d'organisation des élections sont à la charge du SDIS.

#### **5.2. La commission de recensement des résultats**

La commission de recensement des résultats prévue par l'article R. 1424-13 du CGCT est commune aux élections pour les trois instances. Sa composition est fixée par un arrêté du président du conseil d'administration. Elle doit comprendre notamment deux maires et deux présidents d'EPCI désignés par les membres du CASDIS. La tenue de la commission n'est pas soumise à une condition de quorum. En cas de perte du mandat électif des élus désignés, il faut noter que la désignation par le CASDIS est effectuée «*ès qualité*», elle ne s'attache donc pas à la personne mais à la fonction exercée (M. le maire de la commune de X).

Le président de la commission de recensement des votes (qui est le préfet ou son représentant) proclame les résultats.



### **5.3. La période transitoire**

Les élections pouvant avoir lieu dès l'installation des assemblées délibérantes et au plus tard le 22 juillet 2020, la question se pose du fonctionnement du CASDIS pendant cette période, dans le cas où certains de ses membres perdraient leur mandat électif.

Le mandat des membres du CASDIS prend fin lorsqu'ils cessent d'exercer la fonction ou le mandat électif au titre duquel ils ont été élus.

### **5.4. Cas particulier du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours du Rhône**

Il résulte de l'article L. 1424-74 du CGCT que le président du conseil d'administration (CA) du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours (SDMIS) est élu par les membres du CA parmi les représentants du département du Rhône et de la métropole de Lyon.

Après les élections municipales et à la métropole de Lyon de mars 2020, les élus du collège de la métropole et des communes perdront leurs mandats et titres pour siéger au CA du SDMIS; seuls les trois représentants du département du Rhône (et leurs trois suppléants), dont fait partie le premier vice-président du CA du SDMIS, conserveront leur mandat jusqu'aux élections départementales de mars 2021.

Concernant la continuité du SDMIS au cours de la période comprise entre les élections municipales/métropolitaines et l'installation du nouveau conseil d'administration du SDMIS, le président sortant conserve l'exercice de ses fonctions. Il ne perd ses prérogatives que lorsque le nouveau CA se réunit pour la première fois et, à ce titre, il convoquera le nouveau CA. Ainsi, le président du CASDMIS pourra continuer à gérer les affaires courantes jusqu'à la réunion d'installation du nouveau conseil d'administration.

En ce qui concerne la CATSIS, conformément à l'article L. 1424-75 qui s'y rapporte, elle sera également renouvelée avant le 22 juillet 2020, dans les mêmes conditions que pour les SDIS. Elle est présidée par le directeur départemental et métropolitain des services d'incendie et de secours.

Fait le 6 janvier 2020.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le préfet, directeur général de la sécurité civile  
et de la gestion des crises,*  
A. THIRION

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Le préfet, directeur du cabinet du ministre

**Instruction du 22 janvier 2020 relative au déploiement de l'éthylotest anti-démarrage  
en tant qu'alternative à la suspension administrative du permis de conduire**

NOR : INTS2000223J

*Le ministre de l'intérieur à Monsieur le préfet de police; Mesdames et Messieurs  
les préfets de département; Monsieur le préfet de police des Bouches-du-Rhône.*

Le décret n° 2018-795 du 17 septembre 2018 a donné au préfet la possibilité de restreindre le droit de conduire d'un conducteur contrôlé avec un taux d'alcool dans le sang égal ou supérieur à 0,80 gramme par litre de sang, ou une concentration d'alcool pur dans l'air expiré égale ou supérieure à 0,40 milligramme d'alcool par litre d'air, pour une durée qui ne peut excéder six mois, aux seuls véhicules équipés d'un dispositif homologué d'anti-démarrage par éthylotest électronique, installé par un professionnel agréé ou par construction.

Cette disposition permet ainsi à un conducteur dont le permis vient d'être suspendu de conduire, pendant le temps de cette suspension, un véhicule équipé à ses frais d'un éthylotest anti-démarrage (EAD).

Après une période d'expérimentation réussie dans cinq départements, ce dispositif, qui permet de concilier les objectifs de sécurité routière et contribue au maintien de la sociabilité des conducteurs, a été étendu à l'ensemble du territoire national le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

La présente note fait un premier point sur la mise en œuvre de cette mesure. Elle décompte le nombre d'installateurs agréés et homologués pour l'installation des EAD (I), puis le nombre d'arrêtés pris par département (II).

**I. – UN MAILLAGE TERRITORIAL DE CENTRES AGRÉÉS  
RÉPONDANT LARGEMENT AUX BESOINS**

243 établissements ont obtenu une qualification de l'Union technique de l'automobile et du cycle (UTAC) et l'agrément des préfetures pour procéder à l'installation d'EAD.

Ces établissements sont pour la majorité déjà engagés dans le dispositif, plus ancien, d'équipement EAD des transports en commun.

Dix départements, dont sept en métropole, sont toujours dépourvus de centres agréés. Dans ces départements, certains installateurs disposant de la certification UTAC ne sont toujours pas détenteurs de l'agrément préfectoral, faute d'avoir engagé la démarche à temps ou d'avoir trouvé le bon interlocuteur en préfecture.

Je vous invite à vous assurer de l'agrément d'au moins un installateur par département. Il vous revient, le cas échéant, de solliciter les installateurs certifiés UTAC à déposer une demande d'agrément auprès de vos services. La liste de ces installateurs est disponible sur le site : [www.utaceram.com](http://www.utaceram.com).

**II. – UNE IMPLICATION ESSENTIELLE DES SERVICES PRÉFECTORAUX**

Depuis la généralisation de cette mesure le 1<sup>er</sup> janvier 2019, 4846 arrêtés préfectoraux restreignant la conduite aux véhicules équipés d'un EAD ont été proposés par les préfetures aux contrevenants verbalisés en bord de route par les forces de l'ordre.

Le constat montre que près de 50 % des départements n'ont pas encore mis en œuvre cette mesure, alors que d'autres, peu nombreux et plus engagés sur le sujet, totalisent à eux seuls 83 % des arrêtés pris.

Je sais pouvoir compter sur votre mobilisation et celle de vos services pour que cette mesure soit proposée à un nombre croissant de contrevenants.

Enfin, l'information aux usagers concernés par cette mesure est essentielle. Ainsi, la création d'une page sur le site de la préfeture présentant le dispositif EAD, avec rappel de la législation et mention des installateurs du département ou des départements voisins, permettra aux automobilistes d'être mieux orientés dans leurs démarches.

Vous me rendrez compte ([ead.dsr@interieur.gouv.fr](mailto:ead.dsr@interieur.gouv.fr)) trimestriellement du nombre d'arrêtés imposant l'installation d'un EAD et du nombre d'arrêtés de suspension du permis de conduire pris sous votre autorité et des dispositions que vous aurez prises pour intensifier le recours à l'EAD dans votre département.

Fait le 22 janvier 2020.

*Le préfet, directeur de cabinet du ministre,*  
S. BOUILLON